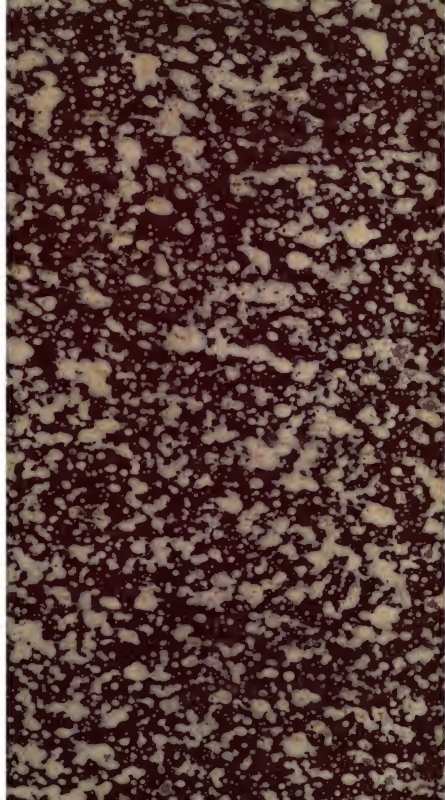




BIBL. NAZ.
Vitt. Emanuele III

Race.

De Marinis

B

400

NAPOLI

~~13 2~~

Rue. De Marigny B 400

~~1084~~

~~308~~



LE
DROIT COMMERCIAL
COMPARÉ
DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE



THE
COMMERCIAL LAW
OF FRANCE AND ENGLAND

COMPARED

ACCORDING TO THE ORDER OF THE FRENCH CODE OF COMMERCE

BEING

A THEORETICAL AND PRACTICAL GUIDE

in the application of

NEW TREATY OF COMMERCE

OF THE 23RD. JANUARY 1860

BY J. C. COLFAVRE

Barrister of the Imperial Court of Paris

LONDON

V. & R. STEVENS AND SONS, LAW PUBLISHERS

26, Bell Yard, Lincoln's Inn;

1861

—
All rights reserved.

LE
DROIT COMMERCIAL

COMPARÉ
DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE

SUIVANT L'ORDRE DU CODE DE COMMERCE FRANÇAIS

OUVRAGE THÉORIQUE ET PRATIQUE

nécessaire à l'application du

NOUVEAU TRAITÉ DE COMMERCE

DU 23 JANVIER 1860

PAR M. J. C. COLFAVRE, AVOCAT
à la Cour impériale de Paris

PARIS

CHARLES HINGRAY, ÉDITEUR

20, rue des Marais-Saint-Germain

1861

—
Tous droits réservés.

Paris, Imprimerie A. Wittersheim, rue Montmorency, 8.

INTRODUCTION

« Elle plaint les nombreuses
» générations d'Anglais et de Fran-
» çais qui ont vécu en état d'hosti-
» lités, grâce à leur jalousie et à leur
» méfiance mutuelles, et les consé-
» quences funestes qui en ont résulté
» pour les deux pays, et elle salue le
» traité comme le pronostic d'une ère
» plus pacifique et plus heureuse. »

(M. Cobden.)

J'offre ce livre au Commerce de France et d'Angleterre, non comme une œuvre savante, mais comme un travail consciencieux, ayant en vue la vie pratique des affaires, et qui, à ce titre, sera utile peut-être au développement et à la sécurité des rapports nouveaux des deux peuples.

Le temps des rivalités aveugles et hostiles est passé : rien ne le fera revivre. Il a fait place à l'ère féconde de l'émulation éclairée, généreuse de l'intelligence et de l'industrie.

Ce n'est plus que dans les derniers rangs de la société, en France et en Angleterre, que des passions intéressées, des fanatismes implacables, ayant pour moralité la haine du

droit et pour ressource l'appel aux colères de l'anachronisme et aux égarements de l'ignorance et de la brutalité, pourraient réussir encore à ranimer les fureurs atroces contre le nom français ou contre le nom anglais; mais les classes intelligentes et libérales dédaigneraient ces provocations odieuses, qui rappellent les douloureux désastres d'un autre âge, déshonorent et compromettent la cause de la civilisation.

Par la diversité, par l'opposition peut-être de leurs caractères, de leurs mœurs, de leur destination, surtout par leur prépondérance industrielle et commerciale, les deux peuples sont entre eux dans le rapport de deux pôles maintenant l'équilibre d'un monde; dès lors, la constance pacifique et laborieuse de leurs relations, l'échange incessant des produits de leur activité, la lutte loyale, ardente et sympathique à la fois de leurs génies sur le champ de bataille riche, glorieux, illimité du travail, sont devenus des conditions essentielles à leur grandeur particulière, à leur vitalité commune.

Il faut bien qu'il y ait une loi dont les décrets, inflexibles comme le destin, enchaînent l'une à l'autre ces deux puissantes énergies, pour que les longues discordes, les fréquentes et sanglantes guerres n'aient pu altérer cette mystérieuse attraction qui, depuis un siècle surtout, resserre et élargit en même temps les relations industrielles et commerciales des deux nations.

Par exemple, et ce souvenir parle encore comme une actualité, au lendemain de Waterloo, Louis XVIII avait

eu le temps à peine de rentrer en France au milieu des baïonnettes de Wellington et du deuil de la patrie, que les fils de la bourgeoisie française, sans rien abdiquer de leur patriotisme et de leur douleur, reprenaient spontanément le chemin de Londres.

Ils allaient renouer, dans cet immense foyer du trafic universel, la tradition interrompue pendant vingt ans des affaires et de la vie internationales; ils allaient préparer à la patrie épuisée la réparation patiente où la France, après moins de quarante ans de triomphes scientifiques et industriels, devait revêtir l'éclat moral, la puissance matérielle et la suprématie politique qui l'ont transfigurée aux yeux de l'Europe et du monde.

En même temps, la bourgeoisie anglaise revoyait la France avec autant d'entraînement que la caste gouvernementale de la Grande-Bretagne nous vouait et nous conserve encore de méfiance et de froideur.

Elle présentait la merveilleuse résurrection de notre vigueur et de notre opulence nationales; aussi, plus audacieuse que nous dans sa confiance en notre génie, dans sa foi en notre fortune, elle nous apporta ses capitaux, ses ingénieurs, ses ouvriers, son heureuse témérité d'entreprises. Elle devint chez nous propriétaire d'usines, concessionnaire de chemins de fer, industriel, banquier, avant que nous ayons osé prendre chez elle, à son foyer, d'autres positions que des positions secondaires; mais, avant tout, les Anglais apprirent notre langue, non comme un luxe intellectuel, mais comme l'élément désormais indispensable

IV DROIT COMMERCIAL EN FRANCE ET EN ANGLETERRE.

de toute éducation commerciale ; prenant ainsi, autant qu'il était en eux, possession de notre esprit, de notre caractère, de notre initiative.

Et nous aussi, pourtant, nous avons été les hôtes assez assidus des Anglais ; mais, au lieu de rien emprunter à leur originalité aussi puissante que spéciale, nous nous sommes sans cesse livrés sans profit à leur hospitalité moins désintéressée que prudente et habile.

La destinée, en effet, ne semble-t-elle pas avoir fait de nous un type que la politique, dans ses implacables violences, jette sans relâche à la Grande-Bretagne, pour qu'elle apprenne notre personnalité sous toutes ses formes, et sous l'influence de toutes les épreuves.

Victimes de la révocation de l'édit de Nantes, émigrés de la Révolution française, proscrits de la première République, du Consulat, du premier Empire, de la Restauration et du second Empire, tous nous avons passé avec nos spécialités intellectuelles, artistiques, industrielles, chez l'heureuse nation qui a su conquérir et garder une liberté assez grande pour accueillir et abriter les vaincus de toutes les causes ; assez magnanime pour respecter toute foi, toute croyance ; assez intelligente pour profiter du passage de tous nos talents, de l'émigration de toutes nos gloires.

L'attraction réciproque des deux peuples n'est donc pas un accident, un caprice éphémère des circonstances, l'œuvre fragile de la diplomatie, souple et docile aux inconstances de celle-ci ; c'est l'œuvre des siècles, c'est le fruit de luttes terribles qui, après avoir mêlé le

sang des deux nations dans les plus effroyables combats, associèrent enfin dans la paix leurs personnalités également irréductibles, et façonnèrent leurs puissantes aptitudes pour la commune direction des destinées du monde.

Alliance sérieuse, forte, irrésistible comme l'opinion ! Souveraineté nouvelle, non dans son droit qui est éternel, mais dans sa suprématie qui n'est que d'hier ; qui, après s'être affirmée par les durs épreuves et les stériles expériences d'un passé qu'elle ne gouvernait pas, se manifeste aujourd'hui en ouvrant la liberté des échanges, et se révélera demain par le plus imposant essor de l'industrie, par le plus riche capital que le travail humain ait conquis et assuré à la rançon si pauvre encore de la misère.

Toutefois, plus les promesses de l'avenir sont brillantes, plus grande aussi est la tâche qui incombe au présent de préparer la voie à cet avenir.

Le traité de 1860 n'est qu'une charte publique : il ne réglemente en aucune façon l'économie nouvelle des transactions privées, et résume toute sa sollicitude pour les intérêts dans la protection transitoire des tarifs.

Désormais le Commerce des deux pays connaîtra la proportion de liberté garantie aux échanges des produits ; mais le problème de la sécurité et de la garantie commerciales, non résolu par le grand acte public qui ne pouvait, l'eût-il voulu, s'en préoccuper, n'attend sa solution que de l'action directe des individus.

Il ne suffit pas de dire à tel industriel, à tel commerçant : Dorénavant vous êtes libre d'échanger avec le Commerce

VI DROIT COMMERCIAL EN FRANCE ET EN ANGLETERRE.

anglais ou français vos produits à telles conditions qui ouvrent plus larges aux deux pays les portes de leurs marchés respectifs ; — l'important est de garantir, chez l'étranger, les intérêts extérieurs qui s'y engagent, et de donner une sérieuse et efficace sécurité pour base et pour gage à l'initiative réciproque et nouvelle qui va, dans une si considérable proportion, mêler, confondre, exposer les intérêts les plus universels des deux nations.

Où sera cette sécurité ? Dans la bonne foi des transactions. Mais la bonne foi des transactions, quelle force la protégera contre les défaillances coupables de la conscience ou contre les revers imprévus de la fortune ? La prudence préventive qui fera rechercher, étudier et connaître à l'intéressé la loi spéciale qui régit les actes de la vie industrielle et commerciale dans le pays avec lequel il transige, et qui, en éclairant sa circonspection, rendra moins fréquents pour lui les désastres, et par conséquent plus rare l'intervention toujours onéreuse de la justice.

Les Anglais trouveront notre loi exposée, précisée dans un Code auquel ses imperfections nécessaires n'enlèvent rien de la supériorité relative qui le caractérise. Ils peuvent, comme les commerçants français, posséder cette loi, et, en lui demandant conseil, se prémunir contre toute détermination inconsidérée.

Mais les commerçants anglais ne connaissent guère et ne peuvent que difficilement connaître la loi commerciale qui les régit : elle n'existe que dans des coutumes non écrites, altérées par la désuétude, dont on ne constate

l'existence et la virtualité que par les arrêts sans harmonie des Cours de justice, et dans des actes de Parlement dont la concordance est loin d'être la principale qualité. Enfin, ces actes eux-mêmes sont épars, disséminés, au lieu d'être réunis, harmonisés, saisissables dans un Code. Or, s'il est difficile à un jurisconsulte de posséder une semblable législation, cette tâche est au-dessus des forces de tout commerçant indigène, et complètement inabordable au commerçant étranger.

Si un tel état de choses persistait, si cet isolement forcé persévérerait entre les deux nations, il en résulterait une pernicieuse influence sur les rapports internationaux qu'il serait impossible aux parties de délibérer avec une suffisante certitude, et de garantir utilement contre les périls fatals de l'inconnu.

La loi commerciale anglaise a plus de traits qui la distinguent, la différencient de notre droit que de similitudes qui l'en rapprochent.

Ainsi, le régime des sociétés est complètement différent du nôtre : chez les Anglais, pas de société en commandite, comme nous l'entendons en France ; pas d'alliance entre le principe de la responsabilité limitée et le principe de la garantie indéfinie. — Chez eux, les lettres de change et les effets de commerce obéissent à des dispositions également spéciales, aussi bien que les agents de change, courtiers, commissionnaires.

La responsabilité commerciale s'exerce, en Angleterre, avec une rigueur violente, inhumaine. — La contrainte par

corps, jadis appliquée à *toute* dette commerciale, quel qu'en fût le chiffre, et restreinte depuis 1846 seulement aux dettes supérieures à 20 livres sterling (500 francs), est mise à exécution pour une durée illimitée; la peine n'éteint jamais la dette; et le temps de l'emprisonnement est d'autant plus indéfini que le créancier, généralement usurier, n'est pas obligé de fournir au prisonnier des aliments. —Voilà ce que la libre Angleterre fait de la liberté du citoyen! Elle le livre sans pitié ni merci aux Shylocks; et la contrainte par corps, sans protéger le Commerce qui en a honte (la Banque et le haut Commerce n'y ont jamais recours), assiste surtout l'usure et ne sanctionne que les plus détestables abus.

Les Anglais en sont encore à trouver une loi qui satisfasse tous les intérêts, en cas de faillite ou de déconfiture, et la législation qui régit ces importantes matières, quoique très-supérieure à celle qu'elle a remplacée en 1849, est signalée par le gouvernement lui-même comme insuffisante, et sera, avant longtemps, l'objet de la sollicitude du Parlement.

Et cependant, il faut nous attendre à être atteints par ces désastres dont la plus sage prudence ne garantit pas dans la vie des affaires; or, le langage du premier ministre, dénonçant les imperfections et les dangers de la loi actuelle, est un avertissement sévère qui doit mettre sur ses gardes notre Commerce et lui faire réclamer du Commerce anglais les garanties légales et sérieuses qui lui manquent à lui-même, et qui manqueraient bien plus encore à notre inexpérience.

Mais ce n'est pas seulement la loi, insaisissable, en An-

gleterre, à ceux qu'elle régit, c'est la justice surtout qui conspire contre les intérêts, parce que les juridictions ne sont pas assez nettement déterminées, et que les frais judiciaires atteignent toujours, même pour l'heureux plaideur, de monstrueuses proportions.

Chez nous, rien de tel. Quoique notre loi soit bien vieille, et que ses défauts soient jugés par l'expérience et la raison, elle est claire, positive, accessible à tous : certes, c'est là un bienfait que peut nous envier l'Angleterre. D'autre part, notre juridiction consulaire est sobre de formes, rapide, peu dispendieuse ; elle protège, elle ne dépouille pas.

Il faut que les Anglais nous offrent une autre justice que celles de la Cour de *common pleas*, de la Cour d'*échiquier*, de la Cour du *banc de la reine*, de la Cour d'*amirauté* et même des Cours d'*équité*, avec tous les degrés de juridiction qui éternisent les procès, et jettent, comme une proie, aux insatiables procédures, la fortune qui demande protection.

A ces Cours d'un autre âge, d'une autre civilisation, et qui ne conviennent plus à notre esprit moderne, à nos habitudes expéditives et économes, il est nécessaire de substituer une juridiction rapide, sommaire, peu coûteuse, comme l'arbitrage forcé d'un jury spécial, organisé en vue du caractère international du différend.

Certainement il sera pourvu à ce qui doit être, mais il s'agit actuellement de satisfaire aux besoins immédiats créés par la mise en pratique du traité.

Au commerçant français qui engage son avoir dans des

opérations avec le Commerce anglais, la prudence impose l'obligation de savoir quelle responsabilité couvrira sa confiance, quelle protection la justice anglaise, telle qu'elle se comporte, assurera à la loyauté méconnue ou trahie de ses transactions.

Et réciproquement, le commerçant anglais ne doit pas ignorer que la loi française n'est pas identique à la *mercantile law* de la Grande-Bretagne, et qu'il lui importe de connaître le caractère de ses obligations, et l'étendue de ses droits sous l'empire de notre loi commerciale.

Ce qui est nécessaire aux particuliers, ce qui leur est commandé par le souci légitime de leurs intérêts, devient une obligation de conscience, un devoir public pour la justice officielle des deux pays.

Le juge anglais devra savoir dans quelles conditions deux commerçants français peuvent s'engager l'un l'autre, aux termes de la loi de leur propre pays, pour bien apprécier le rapport intervenu entre un commerçant anglais et un commerçant français, et résoudre, dans une équitable mesure, la contestation déférée à sa juridiction.

De même, le juge français qui ignorerait la loi commerciale anglaise, et qui n'aurait d'autre *criterium* que le Code de commerce pour se prononcer sur un différend entre commerçants anglais et français, s'exposerait à méconnaître involontairement les plus légitimes exigences de l'équité.

D'autre part, le vœu public ne tardera pas à réclamer la création d'un droit international nouveau, non plus négatif,

obscur, jaloux, comme celui du passé, mais positif, clair, désintéressé, également intime aux deux peuples, et dont l'ensemble s'appellera *le Code de commerce anglo-français*, jusqu'à ce que sa destination plus universelle lui mérite une appellation plus large.

Les savants travailleurs qui élèveront au juste orgueil des deux nations ce monument de gloire commune et d'incomparable grandeur, ce sont les magistrats des deux pays qui, dans l'impartiale familiarité des deux législations, trouveront ces décisions éclairées, élaboreront cette jurisprudence lumineuse où le législateur international puisera les éléments et l'économie de la loi nouvelle.

L'accomplissement nécessaire de cette grande œuvre appartient à un très-prochain avenir.

De hardis courages n'ont pas hésité à formuler des projets de ce Code du commerce général, en prenant pour base les données les plus universelles sanctionnées par la pratique et par les principes du droit des gens.

Tel a été le projet publié en 1855 par un magistrat de beaucoup de science et de beaucoup d'esprit, M. Poirel, ancien procureur général à Nancy, sous le titre de *Projet de Code national et international du commerce et de l'industrie*.

Mais ce travail, d'une valeur réelle, eût gagné beaucoup à suivre la méthode d'induction au lieu de procéder par synthèse.

Un Code international ne peut être l'œuvre de la dictature d'un seul esprit même le plus libéral, le plus désintéressé, le plus compétent.

Appelé à régler les rapports d'intérêts élevés et disciplinés dans une éducation et pour des fins spéciales et diverses, un tel Code suppose préalablement une patiente étude qui consulte la nature de ces intérêts et connaisse l'économie des lois particulières qui les régissent. Cette étude seule fournira au législateur les éléments vérifiés et certains de cette comparaison économique et légale, et lui permettra de dégager, dans des vues prudemment réfléchies et sous l'autorité de l'expérience, le jugement conciliateur destiné à devenir la loi commune du commerce international.

Le traité de commerce convie surtout les deux peuples à se mieux connaître pour se mieux apprécier, pour échanger non-seulement leurs produits et leur action, mais encore l'estime, et, s'il se peut, la pratique des facultés spéciales et diverses qui font à chacun d'eux son originale supériorité.

Or, c'est dans leur législation que les peuples laissent le témoignage sûr et l'empreinte inaltérable de ce qu'il y a d'essentiel dans leur caractère, dans leur activité, dans leur génie. C'est donc là qu'il faut les chercher et les étudier pour les connaître.

Ainsi ont procédé les esprits supérieurs qui ont préparé en Angleterre et en France, avec la sollicitude divinatoire de l'avenir, le pacte fraternel des deux familles.

Il y a plus d'un siècle que Montesquieu nous a initiés à la connaissance des institutions politiques de l'Angleterre, qu'il allait étudier et admirer au foyer britannique.

Vers le même temps, Adam Smith venait en France préparer, dans l'amitié de Quesnay et de Turgot, par l'analyse

comparée du génie industriel et commercial des deux peuples, cette théorie célèbre qui révélait à la *Richesse des nations* comme domaine, comme cause, comme agent, la liberté de l'industrie et du commerce. C'est le principe dont le traité récent consacre avec autant d'autorité que de prudence le triomphe et l'avènement.

Le succès pratique de la théorie de Smith s'explique par la circonstance qu'elle répondait parfaitement aux aspirations du génie anglais. En effet, la fameuse maxime de Smith : « Laissez faire, laissez passer, » n'est qu'une formule exacte de la liberté commerciale telle que l'aiment, telle que la veulent, telle que la pratiquent les Anglais : une liberté qui ne soit ni amoindrie, sous prétexte de règlement ; ni soupçonnée, ni prévenue, sous prétexte de licence ; ni paralysée, sous prétexte de sagesse, de prudence et de direction.

Cette liberté a une sanction scrupuleuse et sévère dans le soin attentif du gouvernement à s'abstenir de toute imixtion dans les choses du commerce et de l'industrie, si ce n'est dans les cas exceptionnels et toujours justifiés où l'intérêt public lui fait un devoir d'intervenir.

Le Commerce est né, s'est développé, a grandi en Angleterre jusqu'à la suprématie qu'il exerce, sous le respect dont l'autorité politique lui a fait une sorte d'inviolabilité ; tellement, que si l'on remonte au delà de ce siècle, c'est à peine si l'on rencontre quelques actes de Parlement réglementant telles particularités commerciales.

Le législateur du Commerce, c'est le Commerce lui-même.

« Les plus anciens monuments de droit commercial, dit

« M. George Morey Dowdeswell, sont les recueils écrits
 » par les marchands qui, par la connaissance pratique des
 » règles en usage parmi eux, sont devenus, en matière
 » commerciale, de meilleurs juges que les magistrats de
 » Westminster Hall. »

La loi commerciale anglaise a deux caractères, parce qu'elle a deux âges : elle est de coutume et de législation.

La Coutume a pour origine précise et particulièrement saisissable la période militante qui créa l'Angleterre d'Élisabeth, de Cromwell, de 1688, et concentra aux mains de ces hardis marchands, soldats et colons à la fois, les plus riches contrées, les plus opulents comptoirs dus aux découvertes et aux conquêtes de l'Espagne, du Portugal, de la Hollande et de la France.

L'Angleterre est seule alors : elle est l'ennemie de tout le monde ; mais le monde est à ses guerres civiles, à ses tueries fanatiques, à ses famines, à ses misères sans nom, à ses énervantes servitudes.

Cette anarchie, ces fureurs, ces faiblesses font la fortune de l'Angleterre qui, derrière elles, organise sa liberté religieuse, politique, industrielle et commerciale. Et c'est une formidable puissance que cette liberté qui, en moins d'un siècle, aura donné à la Grande-Bretagne l'honneur, unique dans l'histoire, d'avoir créé de sa chair et de son âme, et élevé dans son puissant génie, un peuple libre, fort, industriel comme elle, les États-Unis d'Amérique.

Aussi, dès le ^{xvii}^e siècle, en dépit des apparences, la souveraineté réelle, sinon officielle, a passé de la féodalité

au Commerce, de la hautaine et dédaigneuse ignorance d'une caste privilégiée à l'activité infatigable et éclairée de la plus puissante bourgeoisie.

Le Commerce fait sa loi, mais il dédaigne de l'écrire. Pourquoi l'écrirait-il? mieux vaut la graver dans les mœurs, dans la conscience des affaires. Sa loi, d'ailleurs, c'est la liberté, cette inconnue du monde, et la liberté, c'est l'honneur des engagements, le respect des contrats, l'inviolabilité de la parole, toutes choses que garde le Commerce comme législateur, comme juge, comme souverain de la *Cité*.

Donc, la loi fondamentale du Commerce anglais c'est la Coutume : elle lui suffit, tant qu'il est seul, tant que sa splendeur et sa fortune ont pour garantie l'asservissement et l'infériorité des nations.

Mais vient la Révolution française, qui proclame le droit des peuples à la liberté, et les convie à l'universelle amitié par le concours des consciences et des forces.

La Coutume, c'est le droit égoïste de l'isolement; c'est l'ennemi, c'est le passé qui divise : elle doit périr. La France la brise comme un instrument de servitude; et elle fait ses Codes où elle enregistre non-seulement pour elle, mais pour le monde, ses conquêtes de liberté et d'égalité civiles.

Son initiative est une contagion; la première victime de cette contagion ce sera l'Angleterre.

Le Commerce anglais écrira ses lois : et si la Grande-Bretagne ajourne la rédaction de ses Codes, elle ne dissimule plus son admiration pour les nôtres.

Non-seulement elle les admire, mais elle les étudie et les

XVI DROIT COMMERCIAL EN FRANCE ET EN ANGLETERRE.

analyse dans ses plus graves publications. N'avons-nous pas l'excellent livre de législation comparée où M. Blaxland, l'un des solicitors distingués de Londres, a mis en regard, dans une savante exégèse, une partie de la loi civile anglaise et du droit civil français, en suivant l'ordre, si logique des livres, des titres, des articles de notre Code?

N'avons-nous pas les heureuses initiatives parlementaires de lord Brougham qui, dans plusieurs actes adoptés par le Parlement, s'est efforcé de réfléchir le génie de nos lois, et d'ouvrir cet avenir d'une législation commune qui est dans la destinée des deux peuples?

Cependant le préjugé peu respectable des juristes anglais contre toute codification persiste, et l'excellent esprit dont je viens de parler, M. Blaxland lui-même, après avoir exalté dans la remarquable introduction de son ouvrage les avantages de notre codification, finit par sacrifier, sans raison sérieuse, au préjugé dominant, comme si l'esprit de caste tourmentait d'un remords son intelligente et patriotique conversion.

Mais la législature britannique se prépare à cette grande œuvre; elle y prélude par ces lois spéciales qui ont les allures et les proportions de Codes particuliers, et sont comme les essais de la codification générale que les besoins de la liberté feront surgir des résistances intéressées des hommes de loi.

Ainsi, la loi sur les *Joint stock companies* (sociétés à garantie limitée ou illimitée) ne compte pas moins de deux cent soixante-quatre articles, et s'éparpille dans trois actes

de Parlement rendus aux dates suivantes : 14 juillet 1856, — 13 juillet 1857, — 23 juillet 1858.

La loi sur les faillites (*Bankrupt law consolidation act*), qui doit être incessamment modifiée, compte deux cent soixante-douze articles, plus trente-deux shédules ou formules.

Chacune de ces lois remplirait et au delà le cadre occupé par notre Code de commerce tout entier.

Pourtant le laconisme de nos textes ne conviendrait point au tempérament anglais. Dans ce luxe de dispositions qui s'efforcent de tout prévoir, il y a un gage à la liberté des justiciables, un hommage discret à l'indépendance et à l'impartialité de la justice.

Le juge anglais ne connaît que la loi, et dans la loi il ne tient compte que de ce qui est écrit; pour lui, l'esprit de la loi est dans la lettre, il n'est pas et ne saurait être dans l'interprétation.

Aussi rien n'égale le respect des Anglais pour la légalité; rien n'est au-dessus de leur vénération pour une justice qui ne se laisse visiter par aucune surprise, par aucun entraînement, et qui n'est que l'organe exact et fidèle de la loi.

L'on comprend que dans une organisation politique aussi respectueuse de l'intégrité du droit public, la liberté mesurée par la Constitution se meuve avec ses plus franches allures, qu'elle soit devenue l'essence inaltérable des mœurs et du caractère national, et que toute conspiration de la politique personnelle se brise devant la résistance toujours compacte de la nation.

Chez nous, au contraire, la loi commerciale a procédé de la prévention contre la liberté : à l'action large et puissante de celle-ci s'est toujours substituée la tutelle soupçonneuse, timide, quand elle n'était pas hostile, de l'action politique.

Colbert réglemente, il y a deux siècles, avec un esprit étroit, l'esprit de caste et d'isolement, notre activité industrielle, notre initiative commerciale ; et cette influence désastreuse, responsable de l'infériorité du travail national, de notre impuissance et de notre longue humiliation sur les mers, a prévalu contre les plus persévérants et les plus patriotiques efforts, jusqu'à l'émancipation relative proclamée par les assemblées de la Révolution.

Aujourd'hui encore, cherchez la cause de la timidité, de la méfiance pusillanime de notre industrie, que le traité effraie parce qu'il l'émancipe et la pousse à la liberté, et vous la retrouverez dans le régime inauguré par ce mot d'insolence et de servitude : *l'État, c'est moi !*

Si nous avions la liberté qui constitue l'essence du droit social particulier de l'Angleterre, comme base de l'égalité, principe supérieur de notre éducation nationale, qui pourrait assigner une limite à notre prépondérance industrielle et politique, prépondérance d'autant plus irrésistible qu'avec la plus riche abondance de produits elle répandrait par le monde l'émulation ardente qui gagne les peuples, et qui nous les donnerait comme associés et comme auxiliaires de notre puissance et de notre grandeur.

Si les Anglais savaient élever jusqu'à l'égalité, dont nous

sommes pour eux le type exceptionnel, leur liberté évidemment incomplète, insuffisante, sans expansion ; s'ils savaient la dégager de sa monstrueuse alliance avec l'aristocratie parasite et avide qui dévore le pays et conspire sans cesse contre ses généreuses tendances, la splendide fortune de cet atelier modèle de l'industrie humaine verrait se développer devant elle les perspectives les plus grandioses et les plus inespérées.

Mais cet avenir déjà n'est plus l'objet d'un vœu ; il est commencé, et nous en avons franchi déjà les imposantes avenues.

C'est la voie des peuples, le vaste champ où, supérieure mais non indifférente aux formes, la Démocratie se possède, se gouverne et domine dans la plus impersonnelle et la plus inviolable souveraineté.

Dédaigneuse des hypocrisies qui l'invoquent, et des haines qui la défont, elle n'attend, elle ne subit ni les convenances, ni les inspirations politiques ; elle ne demande aux pouvoirs qui passent que le respect de ses franchises ; et, quand son heure est venue, elle se révèle dans ces œuvres prodigieuses où elle signale à la fois ses services, ses besoins et ses droits.

Ainsi, il y a dix ans, le peuple anglais tendait spontanément la main à la France et au monde, et conviait l'industrie universelle à se contempler dans la magnificence de ses richesses pour la première fois réunies.

Le Commerce seul recevait son hôte, le génie du travail, improvisant une merveille pour palais à tant de merveilles ;

et il datait de ce jour le traité dont l'acte de 1860 n'est que la solennelle consécration.

L'éblouissement dont fut frappé l'esprit public par cette gigantesque entreprise ne lui permit pas de saisir, sous les caractères extérieurs du phénomène, l'immense révolution économique dont nos voisins inauguraient avec tant d'intelligence et d'éclat la propagande et l'action.

Par cet acte de hardiesse superbe, le Commerce anglais abdiquait ses hautaines fiertés, son ombrageux esprit de monopole. Il révélait avec une noble confiance à ses rivaux ses supériorités et ses faiblesses; à l'émulation tolérante, généreuse des industries dorénavant associées dans l'intérêt de la richesse générale, il immolait spontanément les vieilles vanités nationales, les orgueils puérils, les rivalités hostiles.

Enfin, dans ce congrès du travail et de la paix se rencontraient les nouvelles patries, guéries de leurs *saintes* haines, réconciliées dans la foi commune du siècle, la foi au progrès, à la justice, à la liberté, et apportant chacune le glorieux témoignage de ce qu'elle avait ajouté à l'héritage impérissable du génie humain.

La patrie du droit divin, celle qui ne s'affirmait que par la guerre; celle qui avait pour maxime : *adversus hostem æterna auctoritas*; cette patrie qui supposait nécessairement l'ennemi, maudissait et proscrivait l'étranger; qui ne comprenait la liberté que par l'antithèse et la nécessité de l'esclavage; cette patrie n'est plus. Elle s'est dissoute sous l'action économique et éminemment expansive du Commerce qui met en rapport les individus et les peuples, leur

inspire l'estime, le respect et l'amour réciproques, et leur signale leur intérêt autant que leur devoir dans la fraternelle concorde des nations.

Répandu ou dispersé sur le monde, soit par la mystérieuse loi de sa destination, soit par les violences politiques, l'homme trouve une patrie partout où il rencontre sympathie, justice, travail, liberté. Qu'il ait avec lui sa famille ou qu'il la crée à l'étranger, là sera désormais sa patrie, parce que là seront désormais son cœur et son devoir.

Ah ! je respecte et je vénère cette patrie du cœur que la tendresse et le souvenir concentrent autour d'un foyer, autour d'une tombe, que le patriotisme garde et adore dans le culte des glorieuses traditions.

J'aime avec passion cette sublime patrie de 1789, initiant depuis soixante-dix ans le monde à sa foi nouvelle, et dont le drapeau est un signe de rédemption pour les opprimés, de châtimement et de rétribution pour les oppresseurs.

Mais du jour où nos pères ont écrit et promulgué la charte impérissable des *Droits de l'homme*, décrété la liberté universelle, et ouvert notre cité à tout étranger désireux et digne de ce droit et de cet honneur ; de ce jour la patrie s'élève, s'agrandit, se désintéresse.

Elle n'abdique rien de ses pieuses préférences, de sa religion intime ; mais évidemment elle n'est plus absolument le berceau que nul ne choisit, le coin de terre où s'éveillaient enchaînées et marquées à l'avance la conscience

et la liberté : c'est toute société où l'individu trouve les plus larges satisfactions aux besoins de son intelligence, de son cœur, de sa volonté, où il peut vivre le plus, où sa personnalité n'est point la proie fatale des tyrannies, des servitudes, du malheur.

La patrie c'est un amour et un intérêt associés dans la justice : elle appartient à l'homme, mais l'homme ne lui appartient pas ! — Encore une conquête, et la plus considérable de toutes, que la conscience a préparée à la liberté.

La cité des peuples, la cité de l'homme commence ; elle procède par la multiplicité indéfinie des rapports individuels et collectifs, par l'abaissement des frontières, et la communion des patries ; et son agent le plus actif, son organisateur le plus infatigable et le plus heureux, c'est le Commerce fidèle à ses nouvelles destinées, le Commerce, manifestation et réalisation suprême de l'industrie humaine, parlant toutes les langues, sachant toutes les lois, ayant pour cortège tous les produits et pour symbole immortel toutes les gloires.

Mais descendons de ces majestueuses perspectives d'où nous voyons le droit, vainqueur du privilège et de la fatalité, *ordonnant* le travail dans la justice et la liberté, et consacrons une dernière observation à l'œuvre pratique et modeste accomplie sous cette inspiration.

J'ai brièvement indiqué le plan de ce livre : c'est un exposé et un parallèle complets de la loi commerciale anglaise et du Code de commerce français. Cette comparaison, aussi exacte, aussi analytique que possible, assujettit les

deux lois à une division et à une forme identiques, et permet aux esprits les moins familiarisés avec les matières légales de pénétrer les principes du droit et d'en percevoir sûrement les logiques applications.

Ainsi, chacun des titres du Code de commerce est suivi d'un titre où se trouve comprise et traitée la partie correspondante du droit anglais; et, dans un commentaire sobrement résumé, appuyé sur la jurisprudence la plus certaine et la plus fixe, sont exposés le caractère particulier de chacune des deux lois, en même temps que leurs divergences et leurs analogies.

J'ai recherché, pour l'accomplissement de cette tâche, le conseil des jurisconsultes qui font autorité en ces matières : j'ai pris pour guides les ouvrages de MM. Pardessus, Nouguier, Alauzet sur le droit commercial; et, dans une analyse critique de la Coutume et des actes de Parlement qui constituent la législation commerciale de l'Angleterre, j'ai consulté les livres patiemment élaborés d'hommes dont la popularité scientifique exerce une sorte de souveraineté sur la magistrature et sur le barreau de la Grande-Bretagne : je citerai donc pour leur faire hommage et leur rendre témoignage à la fois, MM. John Barnard Byles, George Morley Dowdeswell, Abbott, Gifford, dont les travaux ont aidé mes recherches et assuré mes appréciations.

Enfin, et c'est ici le post-scriptum de ma pensée, que le bâtonnier éminent dont le caractère élevé et le talent supérieur l'ont désigné au choix de ses confrères du barreau de Paris, M. Jules Favre, me permette de témoigner avec

mon cœur du concours généreux et dévoué dont il m'a honoré.

Certes, je suis fier d'avoir mérité un tel patronage : mais rien n'égale mon inaltérable reconnaissance du souvenir, de la confiance et de l'affectueuse sympathie avec lesquels il a accueilli, encouragé et assisté mon laborieux effort.

Puisse ce travail éclairer la circonspection, guider la prudence des rapports que le traité, précurseur du libre-échange, va multiplier entre les deux pays ! Puisse-t-il naturaliser, pour l'avantage commun de tous les intérêts, chez chacun des deux peuples, les lois qui jusqu'ici n'ont régi que les relations exclusivement nationales, et procurer aux transactions extérieures du commerce un peu de cette sécurité légale qui assure la confiance et garde la bonne foi contre les pièges de la fraude et les coupables artifices de la spéculation !

J. C. COLFAVRU.

Paris, mars 1861.

DROIT COMMERCIAL

COMPARÉ

DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE

LIVRE PREMIER

DU COMMERCE EN GÉNÉRAL

TITRE PREMIER

DES COMMERÇANTS.

LOI FRANÇAISE.

Le mot *commerçant* est un terme générique qui comprend toutes les variétés d'industriels, comme le mot *commerce* comprend toutes les espèces d'industries.

L'article 1^{er} du Code de commerce définit ainsi le caractère légal du commerçant :

« Sont commerçants tous ceux qui exercent des actes de commerce et en font leur profession habituelle. »

Cette définition a besoin d'être définie elle-même, car il faut savoir ce que la loi entend par ces mots : *Actes de commerce*, et par ceux-ci : *Profession habituelle*.

« La loi répute actes de commerce tout achat de denrées
 « et marchandises pour les revendre, soit en nature, soit après
 « les avoir travaillées ou mises en œuvre, ou même pour en
 « louer simplement l'usage; — toute entreprise de manufac-
 « ture, de commission, de transports par terre et par eau; —
 « toute entreprise de fournitures, d'agences, bureaux d'affaires,
 « établissements de ventes à l'encan, de spectacles
 « publics; — toute opération de change, banque et courtage;
 « — toutes les opérations des banques publiques; — toutes
 « obligations entre négociants, marchands, banquiers; — entre
 « toutes personnes, les lettres de change ou remises d'argent
 « faites de place en place. » (Art. 632, C. com.)

« La loi répute pareillement actes de commerce toute entre-
 « prise de construction, et tous achats, ventes et reventes
 « de bâtiments pour la navigation intérieure et extérieure; —
 « — toutes expéditions maritimes; — tout achat ou vente d'ar-
 « grès, appareils et avitaillements; — tout affrètement ou
 « nolisement, emprunt ou prêt à la grosse; — toutes assu-
 « rances et autres contrats concernant le commerce de mer; —
 « tous accords et conventions pour salaires et loyers d'équi-
 « pages; — tous engagements de gens de mer pour le service
 « de bâtiments de commerce. » (Art. 633, C. com.)

Ces deux articles ne sont qu'énonciatifs et non limitatifs dans leurs dispositions; on peut considérer que sous leurs termes éminemment larges, généraux, compréhensifs, ils atteignent par voie d'interprétation toutes les opérations si multiples, si diverses de la vie commerciale.

C'est donc à la discrétion éclairée, à l'expérience pratique du juge qu'il faut confier l'examen des faits et des circonstances dont le caractère peut révéler l'élément essentiel des *actes de commerce*.

Toutefois, de ce qui précède on doit conclure que l'élément

légal constitutif de tout acte de commerce, c'est l'intention d'acheter *pour revendre ou louer* denrées, marchandises, titres ou services, *dans un but de spéculation*.

Mais, pour être réputé commerçant, il ne suffit pas de faire des actes de commerce, il faut encre, conformément à l'article 1^{er}, faire des actes de commerce *sa profession habituelle*. Or, nulle part la loi ne définit l'*habitude*, et elle ne le pouvait pas. L'habitude se définit dans le sentiment et non dans l'analyse; elle ne résulte pas de telle série d'actes déterminée; on ne peut établir combien il faut avoir accompli d'actes de commerce pour qu'il y ait *profession habituelle* de ces actes. Le juge appréciera.

D'ailleurs, la qualité de la personne sera complètement écartée dans cette appréciation juridique des actes et des circonstances qui constituent le commerçant.

Les avocats, les magistrats, les officiers ministériels, les fonctionnaires publics ne peuvent, sans enfreindre les règlements particuliers et professionnels auxquels ils sont assujettis, ni faire des actes de commerce, ni devenir commerçants.

Néanmoins, ils seront responsables de toutes les conséquences légales soit des actes de commerce qu'ils auront exercés, soit de la qualité de commerçant que l'habitude constatée de ces actes leur aura méritée et acquise.

On peut faire des actes de commerce sans pour cela être commerçant : cependant toute personne qui aura exercé des actes de commerce relèvera, quant aux conséquences de ces actes, de la juridiction consulaire, et, comme si elle était commerçante, elle sera passible de la contrainte par corps.

La loi n'interdit aucun commerce, si ce n'est celui qui a pour objet des opérations réprouvées par la morale et par la loi : le caractère et la qualification honorables de commerçant ne sauraient être conférés aux agents de semblables trafics.

Quant aux mesures administratives qui, dans un intérêt politique et public, réglementent l'exercice de telle industrie,

elles sont complètement extérieures à l'objet qui nous occupe, et ne modifient en rien l'économie et la fixité des dispositions de la loi.

La liberté est le principe et la base de la vie commerciale en France, quelque réglementée et embarrassée qu'elle soit par ce qui survit du régime protecteur et par la sollicitude excessive de l'administration.

Cependant, il est quelques industries que le gouvernement monopolise soit en ses mains, comme la fabrication et la vente des tabacs, de la poudre, des cartes à jouer, etc.; soit aux mains de certaines personnes qui forment, sous ce privilège, des espèces de corporations : telles sont les industries relatives à la presse (imprimeurs, libraires) ; aux subsistances (boulangers, cabarets, cafés), etc.

Toute personne peut faire le commerce, en France, quelle que soit sa nationalité.

La loi française impose aux étrangers les mêmes obligations qu'à ses nationaux : elle les accueille, les protège, les garantit avec la plus entière égalité, ne leur demandant que de se conformer à ses prescriptions.

Elle n'exige d'eux aucune condition de domicile ou de réciprocité, car le commerce est à ses yeux de droit naturel, partant exclusif de toute restriction, de tout privilège de nationalité. Conséquemment, elle repousse toute invocation de la loi commerciale de son pays par l'étranger qui vient en France exercer des actes de commerce ou la profession de commerçant.

Le principe de la liberté commerciale, en ce qui touche les personnes, est restreint, lui aussi, par quelques exceptions dont la sagesse ne saurait faire question, dont l'opportunité est universelle.

Ainsi, tout individu qui n'a pas l'exercice de ses droits civils et que la loi déclare incapable de contracter, ne peut ni devenir commerçant, ni encourir la responsabilité qui suit les actes réputés actes de commerce.

Donc, les mineurs, les femmes mariées, les interdits pour

cause d'imbécillité, de démence ou de fureur, ou les prodigues, qui ne peuvent se lier par aucun engagement civil, sont inhabiles à faire aucun acte de commerce.

Toutefois, la loi admet, sous certaines conditions rigoureusement imposées, le mineur et la femme mariée à faire des actes de commerce et à devenir commerçants.

Elle a déterminé les exigences auxquelles le mineur doit satisfaire pour être capable de faire des actes de commerce et pour devenir commerçant ; elle a spécifié l'étendue de sa responsabilité en ce qui touche la libre disposition de ses biens.

« Tout mineur émancipé de l'un ou de l'autre sexe, âgé de dix-huit ans accomplis, qui voudra profiter de la faculté que lui accorde l'art. 487 du Code Napoléon de faire le commerce, ne pourra en commencer les opérations, ni être réputé majeur, quant aux engagements par lui contractés pour faits de commerce : 1° s'il n'a été préalablement autorisé par son père ou par sa mère en cas de décès, interdiction ou absence du père, ou, à défaut du père et de la mère, par une délibération du conseil de famille homologuée par le Tribunal civil ; 2° si, en outre, l'acte d'autorisation n'a été enregistré et affiché au Tribunal de commerce du lieu où le mineur veut établir son domicile. » (Art. 2, C. com.).

« La disposition de l'article précédent est applicable aux mineurs même non commerçants, à l'égard de tous les faits qui sont déclarés faits de commerce par les dispositions des art. 632 et 633. » (Art. 3, C. com.).

L'autorisation, donnée par qui de droit au mineur, de faire du commerce peut être limitée à tel ou tel genre d'opérations.

Quoique émancipé et régulièrement habilité pour faire du commerce, le mineur n'en reste pas moins sous la vigilante protection de la loi ; et si l'émancipation du mineur le conduisait à compromettre ses intérêts, l'émancipation pourrait être révoquée, en suivant les mêmes formes qui auraient été observées pour lui en accorder le bénéfice.

Mais l'émancipation résultant du mariage ne peut être révoquée ; ce n'est qu'indirectement qu'on pourrait en paralyser les effets dangereux, par exemple, en faisant nommer au mineur, comme prodigue, un conseil judiciaire.

« La femme ne peut être marchande publique sans le consentement de son mari. » (Art. 4, C. com.).

Ce consentement est nécessaire, quel que soit le régime sous lequel le mariage ait été contracté, et lors même qu'une séparation de biens serait intervenue entre les deux époux.

Le consentement du mari doit avoir toute la publicité possible, quoique la loi soit muette à cet égard. Le soin de son propre intérêt engagera le mari à prendre cette précaution, afin de n'avoir pas à défendre sa responsabilité contre les tiers. Il aura aussi à prendre les mêmes mesures pour la *révocation* éventuelle de son consentement.

Le mari a-t-il le pouvoir absolu de révoquer son consentement, et ce consentement doit-il cesser de *droit* dès que la volonté de le révoquer s'est manifestée ?

Les tribunaux apprécieront ; car il pourrait se faire que la révocation ne fût en rien justifiée par la conduite commerciale de la femme, et que, sans bénéfice, sans satisfaction légitime pour le mari, les intérêts, soit des deux époux, soit de la femme séparée de biens, fussent gratuitement compromis par une révocation irréfléchie, capricieuse, arbitraire.

Enfin, la femme, peut être mineure, le mari lui-même peut n'être qu'émancipé par le mariage.

Dans le premier cas, l'art. 2 s'applique à la femme, avec cette différence que le consentement du mari majeur remplace l'autorisation du père ou de la mère, ou du conseil de famille.

Dans le second cas, le mari mineur ne peut donner à la femme une capacité qu'il n'a pas, et, par conséquent, son consentement ne serait pas valable, le droit commun interdisant au mineur émancipé de disposer de ses biens, et ne lui en conférant que l'administration.

Or, le consentement donné par le mari à sa femme pour être marchande publique, impliquant le droit de celle-ci de *s'obliger pour ce qui concerne son négoce* (art. 5, C. com.), il est évident que le mari mineur émancipé conférerait à sa femme des droits qu'il n'a pas lui-même, ce qui est impossible.

D'autre part, l'art. 5 dit que la femme, marchande publique, oblige son mari par ses actes, *s'il y a communauté entre eux*. D'où résulterait cette contradiction, que le mari incapable de *s'obliger* lui-même, pourrait donner à sa femme la capacité de l'obliger.

Le consentement donné par le mari doit être considéré comme absolu dans l'étendue et dans les restrictions qu'il a entendu affecter.

Ainsi, quoique la pratique du principe de l'association soit un des éléments les plus puissants et les plus féconds de la vie commerciale, elle crée des rapports et des intérêts si excentriques aux conditions et aux rapports des époux dans le mariage, que la jurisprudence a décidé que la femme, *marchande publique*, ne pouvait s'engager dans un contrat de société qu'avec l'autorisation expresse de son mari.

« La femme, marchande publique, peut, sans l'autorisation de son mari, s'obliger pour ce qui concerne son négoce; et, » audit cas, elle oblige aussi son mari s'il y a communauté entre eux. » (Art. 5, C. com.)

La mesure dans laquelle la femme, marchande publique, peut engager son mari par ses actes de commerce, est indiquée d'une manière que nous devons considérer comme absolue; il faut qu'il y ait entre les époux communauté de biens, soit conventionnelle, soit légale.

Quant aux proportions de la responsabilité du mari, aux termes de l'art. 5, elles résulteront du caractère même de la communauté, eu égard à la quotité des biens devenus communs entre les époux par suite du contrat de mariage.

Dans tous les cas, le mari, quoique engagé par sa femme, n'est pas investi par ce fait de la qualité de commerçant; et,

par conséquent, il ne pourra être assujéti à la contrainte par corps.

« Elle n'est pas réputée marchande publique si elle ne fait que détailler les marchandises du commerce de son mari; elle n'est réputée telle que lorsqu'elle fait un commerce séparé. » (Art. 5, C. com.)

« Les mineurs marchands, autorisés comme il est dit ci-dessus, peuvent engager et hypothéquer leurs immeubles. » (Art. 6, C. com.) Mais cette faculté ne leur est accordée que pour satisfaire aux engagements relatifs à leur commerce. Ce sera donc au créancier hypothécaire à prouver que sa créance a bien un caractère commercial; car, dans le cas contraire, le mineur émancipé serait protégé par la loi civile, qui lui interdit toute disposition de ses biens sans l'assistance d'un curateur.

« Ils (les mineurs marchands) peuvent même les aliéner (leurs immeubles), mais en suivant les formalités prescrites par les art. 457 et suivants du Code Napoléon. » (Art. 6, C. com.) C'est-à-dire, que la permission d'aliéner devra être accordée au mineur par une délibération motivée du conseil de famille, homologuée par le Tribunal civil; et la vente des immeubles aura lieu en justice.

Au surplus, le mineur commerçant est considéré comme majeur pour tous les actes de son commerce. Par conséquent, il peut vendre, acheter, emprunter des objets mobiliers; il peut souscrire des lettres de change, des billets à ordre, les accepter, les endosser; il peut aussi intenter *seul* toutes les actions qui ont pour objet les intérêts de son commerce, défendre à celles qui lui sont intentées à ce sujet.

La faculté réservée au mineur commerçant d'engager et d'hypothéquer ses immeubles, pour les besoins de son commerce, est ménagée à la femme marchande publique. « Les femmes, marchandes publiques, peuvent également engager, hypothéquer et aliéner leurs immeubles. » (Art. 7, C. com.) La loi les autorise de plus à les aliéner.

Mais cette capacité si entière conférée à la femme est, comme celle du mineur, limitée aux engagements déterminés par les actes de son commerce.

A cette capacité la loi impose une condition particulière et spéciale : « Toutefois, leurs biens stipulés dotaux, quand elles » sont mariées sous le régime dotal, ne peuvent être hypothéqués ni aliénés que dans les cas déterminés et avec les » formes réglées par le Code Napoléon. » (Art. 7, C. com.)

TITRE PREMIER

DES COMMERÇANTS (TRADERS).

LOI ANGLAISE.

L'expression commerçant (*trader*) est aussi générale, aussi compréhensive dans le langage juridique anglais que dans le langage juridique français.

Seulement, la loi anglaise ne la définit pas comme la loi française ; elle donne les éléments de la définition avec autant de certitude que l'article 1^{er} du Code de commerce, mais elle laisse au magistrat ou au légiste le soin de définir eux-mêmes.

Les Anglais ont une loi sur les banqueroutes correspon-

dante à notre loi sur les faillites. Dans cette loi intitulée : *Bankrupt law consolidation act* (statut 12 et 13 Victoria, cap. 106, art. 65), on trouve la disposition suivante :

« Tous les fabricants d'alun, apothicaires, commissaires-
 « priseurs, banquiers, blanchisseurs, courtiers, briquetiers,
 « entrepreneurs de bâtiments, fabricants de cylindres, char-
 « pentiers, entrepreneurs de transports, marchands de bes-
 « tiaux ou de moutons, propriétaires de voitures, nourriciers,
 « teinturiers, fouteurs, aubergistes, taverniers, hôteliers,
 « cafetiers, fabricants de chaux, loueurs de chevaux, reven-
 « deurs de fruits et légumes, vanniers, emballeurs, imprimeurs,
 « armateurs, constructeurs de navires, fournisseurs de
 « vivres, marchands en gros, *wharfingers*, gardes-magasins ;
 « les personnes faisant commerce ou profession d'agents d'affaires,
 « recevant en dépôt ou en garde l'argent ou les immen-
 « bles d'autrui ; les personnes qui assurent les navires ou leur
 « fret, ou autres matières contre les risques de mer, et toute
 « personne faisant du trafic par voie de marché, d'échange,
 « de commission, de consignation ou autrement, en gros ou en
 « détail, et toutes personnes qui, soit par elles-mêmes, soit
 « comme agents ou facteurs d'autrui, ont pour moyens d'existence
 « d'acheter pour revendre ou pour louer, de façonner
 « par le travail toute matière ou marchandise, seront réputés
 « commerçants et assujettis à tomber en faillite (*to become*
 « *bankrupt*). Toutefois, le fermier, l'éleveur, le simple ouvrier,
 « le journalier, tout receveur général des taxes, tout membre
 « ou souscripteur d'une société commerciale ou industrielle
 « incorporée, établie par charte ou acte de Parlement, ne se-
 « ront pas considérés comme commerçants assujettis à tom-
 « ber en faillite. »

Dans cette énumération de professions et d'industries qui embrasse tous les modes de l'activité et de l'action commerciales, il y a l'équivalent de ce que nous avons trouvé dans les art. 1^{er}, 632 et 633 du Code de commerce.

Le commerçant, aux yeux de la loi anglaise, sera, par

exemple, le fabricant d'alun, le commissaire-priseur, l'*assureur*, l'agent d'affaires, l'individu achetant pour revendre ou louer, etc., c'est-à-dire toute personne faisant des actes de commerce dont le caractère correspond au caractère des actes réputés tels par les art. 632 et 633 du Code de commerce, et, de plus, faisant de l'exercice de ces actes sa profession habituelle.

La profession habituelle est indiquée, comme condition essentielle à la qualité de commerçant, par le texte même du statut.

En effet, ce texte dit : *Tous fabricants d'alun*, banquiers, entrepreneurs de bâtiments, cafetiers, taverniers, hôteliers, constructeurs de navires, armateurs, imprimeurs, commissionnaires, marchands en gros et en détail, etc. Or, tous ces termes expriment une profession habituelle, puisque chacune de ces industries suppose nécessairement l'emploi, sinon exclusif, du moins absolument principal du temps et de l'activité de la personne.

D'où il faut conclure que, dans les deux législations, il y a identité de caractère, par conséquent identité de définition en ce qui touche les individus réputés commerçants et les faits réputés actes de commerce ; et que l'élément moral constitutif de tout acte de commerce, c'est l'intention d'acheter pour revendre ou louer, denrées, marchandises, titres ou services dans un but de spéculation.

Le commerçant est assujetti aux rigueurs de la loi sur la banqueroute, comme en France il est assujetti aux dispositions spéciales de la loi sur les faillites. Les simples actes de commerce entraînent contre ceux qui les ont exercés, quoique non commerçants, des conséquences également exceptionnelles. Ces personnes peuvent être déclarées en faillite (*become bankrupt*) pour tels actes de commerce qu'elles auront accomplis, et dont les conséquences obligatoires les trouveraient insolubles.

La contrainte par corps atteint d'ailleurs tout débiteur,

quelle que soit l'origine de la dette, pourvu que le chiffre en soit supérieur à 20 livres sterling (500 fr.).

Sa durée est illimitée et le créancier ne doit pas d'aliments.

En Angleterre, comme en France, tout individu peut faire des actes de commerce et devenir commerçant, et les incompatibilités professionnelles ne dégageraient pas ceux qui les invoqueraient de la responsabilité résultant des actes de commerce par eux exercés.

Ainsi, les avocats, les ecclésiastiques, les officiers publics ne peuvent faire le commerce sans encourir les peines disciplinaires ou la destitution prévues par les règlements auxquels ils doivent obéir. Mais cette responsabilité toute spéciale ne les affranchit pas de la loi commune.

Le principe de la liberté commerciale est absolu en Angleterre, non-seulement pour les personnes, mais encore pour les choses qui peuvent faire l'objet d'un trafic quelconque.

Là, pas de restriction administrative à cette liberté, pas de monopole créé par l'État.

L'État est réellement impersonnel ; il ne s'immisce qu'avec répugnance, et toujours comme contraint, dans quelques rares grandes entreprises d'utilité publique.

Presse, imprimerie, librairie, pharmacie, fabrication de poudre, de cartes, de tabac, professions restreintes dans leur exercice et dans leur existence par la loi française, sont en Angleterre absolument libres.

Quant aux personnes, liberté également entière. Le commerce est l'atmosphère économique et vitale de l'Angleterre ; elle appelle, pour les fixer chez elle, toutes les énergies de l'industrie et du trafic ; elle a une loi protectrice des étrangers ; elle a, seule parmi les nations, sauvé et honoré le droit d'asile aux vaincus des luttes politiques, et cette généreuse pensée lui a porté bonheur. Elle lui doit une grande partie de son éclat, de sa richesse et de son influence dans le monde.

On trouve bien à ce principe une espèce d'exception qui n'a pas été abrogée formellement par la législature, mais que la

désuétude, les mœurs publiques et l'esprit national ont emportée dans la tradition morte du passé: Il faut remonter à la grande Charte, ou tout au moins à Henri VIII pour trouver l'origine de la disposition qui ne permettait qu'à *l'étranger ami* (*alien friend*) de faire le commerce en Angleterre, avec la même liberté et les mêmes privilèges que les nationaux.

Quant à l'étranger ennemi (*alien enemy*) dont le gouvernement est en guerre avec celui de la Grande-Bretagne, il ne peut faire le commerce en Angleterre qu'avec autorisation (*licence*) du souverain, et dans les strictes limites et conditions de cette autorisation.

Telle est la loi. Toute autre est la pratique. Il n'y a pas de pays au monde où le commerce soit aussi universellement accessible à quiconque veut s'y livrer.

Le mineur (*infant*) et la femme mariée (*feme covert*), sont frappés d'une incapacité absolue de faire le commerce; et, conséquemment, sont relevés de toute responsabilité vis-à-vis de ceux qui auraient consenti à faire avec eux des actes de ce genre. Pour être commerçant, il faut pouvoir se lier par un contrat. Or, le mineur et la femme mariée étant, par la loi anglaise, absolument incapables de contracter, ne peuvent devenir commerçants.

Il n'y a pas d'*émancipation* dans le droit anglais. La minorité dure jusqu'à vingt et un ans. Le mariage même du mineur ne le soustrait pas à la tutelle, quoique le même acte la fasse cesser pour la femme mineure. Cette différence s'explique. Plus qu'en France, la femme, en Angleterre, est en la puissance de son mari; on peut dire qu'elle lui appartient; et, quoique mineur, le mari, vis-à-vis sa femme majeure, est son chef, son seigneur et maître, lors même que la loi ne lui laisse pas encore, à lui, l'exercice libre et responsable de ses droits civils.

Il n'y a d'exception à cette règle que dans la coutume de la cité de Londres, qui permet à la femme mariée d'être commerçante (*sole trader*).

Le mari même ne peut habilitier sa femme à être commerçante. La femme mariée qui fait le commerce n'est considérée et ne serait traitée que comme l'agent, le commis de son mari ; elle ne pourrait tomber en faillite.

La femme non mariée (*feme sole*) et majeure peut faire le commerce, puisqu'elle peut contracter. La même faculté est reconnue à la femme mariée dont le mari est mort civilement, et qui rentre, par ce fait, dans le plein et direct exercice de ses droits civils.

Le statut 20 et 21 Vict. (cap. 85), amendant la loi sur le divorce et les causes matrimoniales, promulgué le 28 août 1857, et mis en vigueur seulement le 1^{er} janvier 1858, a apporté quelques bénéfices sérieux à la femme mariée, trop souvent l'esclave exploitée à merci par un mari oublieux de toute convenance et de tout devoir.

Ce statut a introduit dans la législation civile la séparation de corps (*judicial separation*), qui n'y existait pas avec les conséquences matérielles aujourd'hui reconnues.

Cette séparation non-seulement autorise les époux à vivre séparés l'un de l'autre, mais encore permet à la femme de reprendre sa propriété et de disposer librement du fruit de son travail. Cette conséquence survit même au rapprochement des deux époux, et il faut un acte formel et exprès de la volonté de la femme pour la faire disparaître. La femme ainsi séparée peut donc contracter, plaider, transiger, partant devenir commerçante. Elle est devenue *feme sole*.

La femme mariée, abandonnée depuis plus de deux ans par son mari, peut se pourvoir en justice pour obtenir un ordre qui la protège dans sa propriété, et dans ses ressources acquises depuis l'abandon de son mari, contre toute entreprise de celui-ci ou de ses créanciers. Cet ordre obtenu fait à la femme une situation dont les conséquences matérielles sont identiques à celles qui résultent de la séparation judiciaire : elle peut contracter, plaider personnellement comme *feme sole*, et par conséquent devenir commerçante.

La détermination des circonstances et des caractères spéciaux auxquels on reconnaîtra les actes de commerce est abandonnée à l'appréciation des tribunaux.

Par exemple, un maître de pension achète des livres, des fournitures de toute sorte, à l'usage de son école; il y a là un achat avec intention de vendre, mais il n'y a pas spéculation dans le sens principal du mot.

Ce n'est pas l'achat et la vente de choses de consommation qui est l'objet capital de la profession, c'est l'instruction, l'éducation; et, dans ce cas, l'entretien matériel des élèves n'est qu'un accessoire.

L'exécuteur testamentaire d'un commerçant décédé dispose d'un fonds de marchandises (*stock*), le vend, et, pour opérer avantageusement la vente, ajoute à ces marchandises quelques articles qui, les assortissant, les feront mieux écouler; ce ne sera pas là un acte de commerce, parce que ce n'est pas une spéculation que se propose l'exécuteur testamentaire, mais la réalisation la plus avantageuse de l'actif au profit de la succession.

Les individus atteints de démence, d'idiotisme, d'imbécillité (sourds, muets, aveugles) ou convaincus de prodigalité, seront déclarés par la justice incapables de contracter, et ne pourront être ou devenir commerçants.

Enfin, les étrangers ne peuvent acquérir ni posséder d'immensibles en Angleterre, à quelque titre que ce soit. Ils ne peuvent même jouir d'un bail immobilier pour une durée de plus de vingt années.

C'est là une mesure jalouse, répudiée par les principes de la liberté commerciale, véritable anachronisme qui réfléchit le caractère éminemment féodal et exclusif de la propriété immobilière en Angleterre, et qui relève et honore, comme contraste, le grand principe qui ouvre et assure, en France, aux étrangers comme aux nationaux, le droit à cette propriété.

TITRE II

DES LIVRES DE COMMERCE.

LOI FRANÇAISE.

« Tout commerçant est tenu d'avoir un livre-journal qui
« *présente*, jour par jour, ses dettes actives et passives, les
« opérations de son commerce, ses négociations, acceptations,
« endossements d'effets, et généralement tout ce qu'il reçoit
« et paie, à quelque titre que ce soit; et qui *énonce*, mois par
« mois, les sommes employées à la dépense de sa maison : le
« tout indépendamment des autres livres usités dans le com-
« merce, mais qui ne sont pas indispensables. — Il est tenu de
« mettre en liasse les lettres missives qu'il reçoit, et de copier
« sur un registre celles qu'il envoie. » (Art. 8, C. com.)

Cette disposition est impérative, absolue; rien de plus éner-
gique que cet ordre : *est tenu*. C'est que cet ordre s'inspire
d'un double intérêt : l'intérêt du commerçant, qui doit toujours
connaître et apprécier la situation de ses affaires, afin de bien
mesurer l'étendue de sa responsabilité; l'intérêt des tiers,
dont le crédit est à la discrétion du commerçant, et qui sup-
porteront directement les conséquences désastreuses du dé-
sordre éventuel des affaires de celui-ci, désordre favorisé,
aggravé, sinon déterminé par l'absence ou par l'irrégularité
de sa comptabilité.

La sollicitude de la loi, à ce sujet, se manifeste dans les

détails circonstanciés de toutes les choses dont la mention devra figurer au livre-journal.

Elle impose le livre-journal, déclarant les autres livres utiles, mais non indispensables. C'est que le livre-journal est ou doit être le témoin fidèle, exact, quotidien, de tous les actes du commerçant, et déposera en sa faveur ou contre lui, si la justice est jamais appelée à vérifier et à juger sa responsabilité commerciale.

Il faut remarquer la large compréhension de ces termes de la loi : *tout ce qu'il reçoit et paie, à quelque titre que ce soit* ; ce qui implique qu'il ne s'agit pas seulement de ce que le commerçant reçoit et paie dans son commerce, mais de tout ce qu'il reçoit et paie même extérieurement à ses affaires.

Le commerçant devra donc, par exemple, constater au livre-journal le versement de la dot de sa femme, de toutes sommes provenant de succession, de donation, etc.

La conservation des lettres reçues et de la copie de celles écrites par le commerçant est une mesure dont l'utilité n'a pas besoin d'être démontrée, et dont l'opportunité s'explique par des considérations de même ordre que celles que nous venons d'indiquer.

D'ailleurs, le livre-journal pourra être tenu dans la langue qui conviendra au commerçant, puisque la loi n'a exigé pour cela aucun idiome spécial. Cette faculté, tacitement accordée par le silence de la loi, nous semble corrélatrice du principe de la liberté du commerce.

« Il est tenu de faire tous les ans, sous seing privé, un » inventaire de ses effets mobiliers et immobiliers, et de ses » dettes actives et passives, et de le copier, année par année, » sur un registre spécial à ce destiné. » (Art. 9, C. com.)

Cette obligation de faire un inventaire chaque année procède des mêmes préoccupations que l'obligation portée à l'article 8. A la fin de chaque année, le commerçant reprendra, pour ainsi dire, jour par jour toutes les opérations de l'année expirée ; et non-seulement il saura exactement où en est sa

situation, et basera sur ce témoignage matériel sa conduite ultérieure, mais il aura l'avantage de se recueillir dans l'expérience acquise et rappelée de toutes ses transactions accomplies.

Livre-journal, livre de copie de lettres, livre des inventaires, tels sont les seuls livres que le commerçant soit tenu d'avoir, quoique d'autres lui soient réellement indispensables pour la netteté et la conduite régulière de sa comptabilité,

« Tous seront tenus par ordre de dates, sans blanes, lacunes, ni transports en marge.

« Le livre-journal et le livre des inventaires seront paraphés et visés une fois par année. » (Art. 10, C. com.)

Cette précaution du paraphe et du visa, appliqués aux deux livres nécessaires à tout commerçant, a pour but de rendre impossible toute substitution frauduleuse d'un livre fabriqué après coup au livre qui contient la trace réelle des opérations du commerçant.

Il y a deux visas à chaque livre : l'un, au commencement du livre, avant qu'aucune écriture y soit passée ; il indique le nombre de feuillets dont se compose ce livre ; l'autre, à la fin du livre. Entre ces deux visas sont contenus tous les feuillets du livre dont chacun est numéroté et paraphé.

Dans le premier visa sera indiquée la qualité du magistrat qui le donne.

« Les livres dont la tenue est ordonnée par les art. 8 et 9 seront cotés, paraphés et visés, soit par un des juges des tribunaux de commerce, soit par le maire ou un adjoint, dans la forme ordinaire et sans frais. Les commerçants seront tenus de conserver ces livres pendant dix ans. » (Art. 11, C. com.)

L'obligation de conserver ses livres pendant dix ans n'est pas limitative pour le commerçant. Conservés au delà de ce temps, ses livres pourront faire foi en justice, et leur conservation sera toujours prudente, car la plupart des obligations commerciales ne sont assujetties qu'à la prescription de trente

ans. Toutefois, la production en justice de livres ayant plus de dix ans n'est accueillie qu'avec une grande réserve, parce qu'il est peu probable qu'un commerçant ait négligé de poursuivre, durant ce laps de temps, la rentrée d'une créance ou l'exécution d'une obligation.

« Les livres de commerce, régulièrement tenus, peuvent
 « être admis par le juge pour faire preuve entre commerçants
 « pour faits de commerce. » (Art. 12.)

Telle est la faveur dont la loi récompense le commerçant qui a satisfait scrupuleusement aux dispositions des art. 8, 9 et suivants.

Mais cette faveur doit être entendue dans un sens absolument étroit. Cette preuve ne pourra pas être opposée par un commerçant à une personne qui ne serait pas dans le commerce, et elle ne pourra pas être invoquée pour des faits qui n'auraient pas un caractère commercial.

D'un autre côté, cette preuve n'est pas *de droit*. La loi dit *peuvent être admis*, ce qui implique à la fois la discrétion souveraine du juge, et l'admission de la preuve contraire par tous autres moyens. .

« Les registres des marchands ne font point, contre les
 « personnes non marchandes, preuve des fournitures qui y
 « sont portées, sauf ce qui sera dit à l'égard du serment. »
 (Art. 1329, C. Nap.)

« Les livres des marchands font preuve contre eux; mais
 « celui qui en veut tirer avantage ne peut les diviser en ce
 « qu'ils contiennent de contraire à sa prétention. » (Art. 1330, C. Nap.)

Le législateur avait d'abord voulu donner une sanction énergique à la disposition de la loi qui oblige le commerçant à tenir certains livres suivant certaines formes également déterminées, et il avait déclaré que les livres irrégulièrement tenus ne pourraient être produits pour fournir même un commencement de preuve.

Quoique logique, cette mesure avait de graves inconvé-

nients, en ce qu'elle sacrifiait les intérêts des tiers dont le droit pouvait être justifié même par les livres irréguliers d'un commerçant contre celui-ci.

La loi dut se borner à priver le commerçant, qui a tenu irrégulièrement ses livres, des bénéfices qu'il pouvait retirer d'une comptabilité légalement tenue, en lui interdisant d'invoquer en justice la preuve consignée dans ses livres irréguliers.

« Les livres que les individus faisant le commerce sont obligés de tenir, et pour lesquels ils n'auront pas observé les formalités ci-dessus prescrites, ne pourront être représentés ni faire foi en justice au profit de ceux qui les auront tenus, sans préjudice de ce qui sera réglé au livre des faillites et des banqueroutes. » (Art. 13.)

Mais un tiers pourra toujours invoquer contre un commerçant, dont les livres seraient irréguliers, le témoignage même de ces livres, sans qu'il lui soit permis toutefois de diviser ce témoignage.

Si le commerçant qui se trouve dans le cas indiqué par l'art. 13 n'est coupable que de négligence et qu'il tombe en faillite, il peut être condamné comme banqueroutier simple. (Art. 586.) Et, si l'absence ou l'irrégularité des livres indiquaient des détournements ou des actes frauduleux, le commerçant failli contre lequel serait relevée cette infraction aux art. 8, 9 et suivants, serait poursuivi et pourrait être condamné comme banqueroutier frauduleux. (Art. 591.)

« La communication des livres et inventaires ne peut être ordonnée en justice que dans les affaires de succession, communauté, partage et en cas de faillite. » (Art. 14.)

Cette disposition est éminemment limitative. Il n'est pas permis d'ordonner une semblable communication en dehors des circonstances précisées par la loi.

On remarquera que l'inconvénient plein de périls des communications de livres de commerce, entre commerçants qui ont le plus grand intérêt à ne pas révéler le secret de leurs

affaires, disparaît dans les conjonctures déterminées par l'art. 14, qui supposent toutes la fin ou la cessation obligée du commerce.

« Dans le cours d'une contestation, la représentation des livres peut être ordonnée par le juge, même d'office, à l'effet d'en extraire ce qui concerne le différend. » (Art. 15.)

Toute indiscretion préjudiciable pouvant résulter de la communication des livres d'un commerçant à un autre commerçant sera donc impossible, puisque c'est le juge seul qui en extraira ce qui concerne le différend.

Aussi, tous les intérêts se trouvant ménagés, le juge pourra contraindre, par toutes les voies de droit, le commerçant à lui représenter ses livres ; telle est l'interprétation comportée par cette expression de l'art. 15, *même d'office*.

« En cas que les livres dont la représentation est offerte, requise ou ordonnée, soient dans des lieux éloignés du tribunal saisi de l'affaire, les juges peuvent adresser une commission rogatoire au Tribunal de commerce du lieu, ou déléguer un juge de paix pour en prendre connaissance, dresser un procès-verbal du contenu, et l'envoyer au tribunal saisi de l'affaire. » (Art. 16.)

« Si la partie aux livres de laquelle on offre d'ajouter foi, refuse de les représenter, le juge peut déférer le serment à l'autre partie. » (Art. 17.)

En effet, ce refus établit contre celui qui en assume la responsabilité, la présomption grave que la production de ses livres établirait l'exactitude des allégations de son adversaire. Alors le juge *peut* déférer le serment à l'autre partie, en prenant conseil de la discrétion complète que la loi réserve au magistrat.

TITRE II

DES LIVRES DE COMMERCE.

LOI ANGLAISE.

La loi anglaise ne contient aucune disposition impérative pour obliger les commerçants à tenir des livres. Les auteurs qui ont écrit sur le droit commercial s'accordent à signaler comme un bienfait la réserve timide de la loi, en ce qui touche toute réglementation des rapports et des obligations des commerçants entre eux et vis-à-vis du public.

Ils n'accusent point cependant la sollicitude ombrageuse et l'intervention prudente de la loi française ; mais ils ont plus de confiance dans les habitudes sévères qui régissent, comme une loi naturelle, la vie commerciale, et dans le contrôle intéressé et vigilant de l'opinion publique, que dans aucune coercion légale.

Voici ce que dit à ce sujet M. Dowdeswell, *barrister at law*, dans l'introduction de son livre intitulé : *A compendium of mercantile law by W. Smith.*

« L'accomplissement de l'un des devoirs les plus importants
« du commerçant, commandé dans bien des pays par les dispositions les plus jalouses de la loi, savoir la tenue de livres représentant le compte exact de ses transactions, n'est imposé
« chez nous que par l'opinion publique, par la crainte des reproches et de la perte du crédit qui suivraient la déconverte de

« toute grave irrégularité. C'est peut-être à cause de cela que
 « nous voyons prévaloir parmi les commerçants anglais des
 « sentiments si élevés et si particuliers d'honneur commercial,
 « Quand le commerce commença à fleurir dans ce pays, ceux
 « qui s'y consacraient découvrirent bientôt que la loi s'était
 « peu préoccupée de réglementer leurs transactions, et qu'il
 « était dès lors nécessaire pour eux d'adopter quelques règles
 « pour le gouvernement de leurs propres affaires. C'est ainsi
 « que de bonne heure ils érigèrent une sorte de république
 « commerciale, dont le Code fut religieusement obéi, moins
 « par la force de la loi du pays que par la force de l'opinion
 « et par la crainte de la censure. Certes, la loi est aujourd'hui
 « plus riche, mais le vieil esprit n'a pas cessé d'inspirer et de
 « dominer la conduite et les mœurs de notre communauté com-
 « merciale, et a conduit les commerçants à une observation
 « de la bonne foi et de l'exactitude plus scrupuleuse que ne
 « pourraient la produire les plus énergiques efforts de la lé-
 « gislation. »

Ainsi, pas de loi en Angleterre qui oblige le commerçant à
 tenir des livres, mais un esprit public, des mœurs sévères qui
 frappent d'une responsabilité rigoureuse, d'un discrédit fu-
 neste tout commerçant qui ne tiendrait pas une comptabilité
 sans reproche.

Le même but est atteint, mais les livres du commerçant
 n'auront en justice aucune autorité exceptionnelle. Par cela
 seul qu'ils sont affranchis de tout moyen de contrôler et d'as-
 surer leur sincérité, ils n'auront aucun caractère moral supé-
 rieur à toute autre pièce non authentique.

Toutefois, si la loi anglaise pousse le respect pour la liberté
 du commerçant dans le gouvernement intérieur de ses affaires
 jusqu'à ne lui rien imposer, même au point de vue général de
 ses intérêts, elle n'abdique pas son droit de répression, si l'ir-
 régularité, la falsification ou l'absence de ses livres s'élèvent
 contre un commerçant comme des témoins accusateurs de sa
 conduite, de ses imprudences ou de ses fraudes.

La loi sur les banqueroutes (1^{er} août 1849) contient dans sa section 256 les dispositions suivantes :

« Si, à aucune séance fixée pour statuer sur la délivrance du certificat à un failli, il apparaît que ce dernier a commis l'un des délits déterminés par la loi, la cour refusera d'accorder le certificat....., aussi bien que toute espèce de protection au failli. »

Il y aura lieu au refus du certificat, sans préjudice des autres pénalités, dans les trois cas suivants, que nous extrayons particulièrement de la longue énumération de la loi :

« 1^o Si le failli, à aucune époque après l'émission du décret ou la production de la pétition pour l'adjudication de la banqueroute, ou dans les deux mois précédant immédiatement cette procédure, a, dans l'intention de cacher l'état de ses affaires, ou, pour éluder les dispositions de la loi sur la banqueroute, détruit aucun *livre*, papier, acte, écrit ou autre document relatif à son commerce, à ses affaires, à sa propriété.

« 2^o Si le failli, avec la même intention, a tenu ou fait tenir de faux livres, y a fait de fausses entrées ou omis des entrées; s'il a, avec préméditation, altéré ou falsifié aucun livre, papier, acte, écrit ou autre document relatif à son commerce, à ses affaires, à sa propriété.

« 3^o Si le failli, durant l'activité de son commerce, a, avec préméditation et avec l'intention de cacher la situation vraie de ses affaires, omis de tenir les livres de compte usités, ou s'il a, avec préméditation et avec l'intention de cacher la situation vraie de ses affaires, tenu ses livres irrégulièrement, sans soin et avec négligence. »

De ces dispositions il résulte que, en Angleterre comme en France, la tenue régulière de livres de commerce est une nécessité, qu'elle est commandée par la délicatesse, par l'honneur, par l'intérêt du commerçant lui-même autant pour le moins que par l'intérêt public, et par la sécurité qu'il importe d'assurer à la confiance et au crédit.

Il faut reconnaître que le commerce anglais justifie pleinement par ses habitudes d'ordre et d'exactitude les observations précitées de M. Dowdeswel ; et que, d'ailleurs, de trop grands avantages sont attachés par les mœurs commerciales à la loyauté, à la probité manifestées par la seule lumière qui puisse les faire briller, savoir, une comptabilité régulière et soignée, pour que chaque commerçant, digne de ce nom et soucieux de ses intérêts, ne s'assujettisse pas avec une sollicitude vigilante à l'observation de cette règle.

Les Anglais comprennent l'audace dans les affaires, l'audace honnête ; et si un commerçant succombe honnêtement, loyalement dans une entreprise hardie, le crédit public ne se retire pas de lui, mais honore, en la relevant, sa courageuse infortune.

Toutefois, il faudra que les qualités premières de tout commerçant, l'ordre, la régularité, soient bien constatées dans la situation du vaincu ; et plus d'une fois il est arrivé que les plus meurtris dans cette lutte du génie, du travail, de la spéculation, soutenus par le respect et la confiance de ceux mêmes dont les intérêts ont été associés à leurs désastres, ont trouvé dans le concours persévérant de ces mêmes intérêts les éléments d'un triomphe rémunérateur de leurs efforts et réparateur de leurs revers.

TITRE III

DES SOCIÉTÉS.

LOI FRANÇAISE.

DES DIVERSES SOCIÉTÉS ET DE LEURS RÈGLES.

« Le contrat de société se règle par le droit civil, par les lois particulières au commerce et par les conventions des parties. » (Art. 18, C. com.)

C'est donc au droit civil que l'art. 18 renvoie pour la connaissance et l'application des principes généraux qui constituent la base essentielle de toute société.

Ainsi, la définition des sociétés par l'art. 1832 du Code Napoléon s'appliquera aux sociétés commerciales tout aussi bien qu'aux sociétés civiles.

« La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun, dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter. » (Art. 1832, C. Nap.)

Ce qui caractérisera la société commerciale, c'est qu'elle ait pour objet l'exercice d'actes réputés *actes de commerce*, et pour but une spéculation devant se réaliser en un bénéfice partageable entre les associés.

La société étant un contrat suppose, comme condition essen-

tielle et préalable à son existence, le consentement de toutes les personnes dont le concours doit constituer l'être collectif et moral qu'on appelle société.

- Toute société doit avoir un objet licite et être contractée
- pour l'intérêt commun des parties. Chaque associé doit y
- apporter ou de l'argent, ou d'autres biens, ou son indus-
- trie. - (Art. 1833, C. Nap.)

Non-seulement l'objet doit être licite, c'est-à-dire non prohibé par la loi, non contraire aux bonnes mœurs, pour les sociétés commerciales comme pour les sociétés civiles, mais il doit être susceptible d'être dans le commerce.

La jurisprudence est souveraine pour interpréter et appliquer cette disposition si compréhensive de la loi.

Ainsi, elle a décidé que les offices ministériels, tels que les offices de notaire, d'avoué, d'huissier ne pouvaient être l'objet d'une société commerciale, et elle a jugé que les offices d'agent de change, qui sont aussi offices ministériels, pouvaient être l'objet d'une association commerciale, à la condition, bien entendu, que l'exercice, et partant la responsabilité de la charge seraient exclusivement personnels au titulaire. Toutefois, la Cour impériale de Paris a rendu, au mois d'avril 1860, un arrêt contraire.

Une société commerciale, une fois formée, devient un être moral dont l'individualité collective est absolument distincte de celle de chacun des associés.

Elle est complètement indépendante, dans ses intérêts, des intérêts extérieurs et personnels de tout membre de l'association¹.

Un associé peut, comme un étranger, traiter avec la société, acquérir des droits et contracter des obligations vis-à-vis d'elle, et réciproquement.

¹ Cette séparation est absolue, et les créanciers d'un associé insolvable ne pourront saisir les fonds apportés par lui dans le patrimoine social. Ils attendront la dissolution de la société, sa liquidation et le partage de son avoir pour réclamer la part afférente à leur débiteur.

« Toutes sociétés doivent être rédigées par écrit, lorsque
 « leur objet est d'une valeur de plus de 150 francs. La preuve
 « testimoniale n'est point admise contre et outre le contenu de
 « l'acte de société, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit
 « avant, lors et depuis cet acte, encore qu'il s'agisse d'une
 « somme ou valeur moindre de 150 francs. » (Art. 1834,
 C. Nap.)

DES ENGAGEMENTS DES ASSOCIÉS ENTRE EUX.

« La société commence à l'instant même du contrat, s'il ne
 « désigne une autre époque. » (Art. 1843, C. Nap.)

S'il n'y a pas de contrat, la société commencera au moment même où les parties se seront engagées par un commun accord. Généralement cette particularité est spécifiée, et dès lors les conventions sont observées par les parties qui les ont faites, à moins d'empêchement résultant de la force majeure.

« S'il n'y a pas de convention sur la durée de la société,
 « elle est censée contractée pour toute la vie des associés,
 « sous la modification portée en l'art. 1869; ou, s'il s'agit d'une
 « affaire dont la durée soit limitée, pour tout le temps que doit
 « durer cette affaire. » (Art. 1844, C. Nap.)

« La dissolution de la société par la volonté de l'une des
 « parties ne s'applique qu'aux sociétés dont la durée est illi-
 « mitée, et s'opère par une renonciation notifiée à tous les as-
 « sociés, pourvu que cette renonciation soit de bonne foi et
 « non faite à contre-temps. » (Art. 1869, C. Nap.)

Il est à remarquer que l'hypothèse de la durée illimitée est une très-rare exception en matière de sociétés commerciales, et que ces sociétés indiquent toujours, dans l'acte de leur constitution, l'époque où elles cesseront d'exister.

« Chaque associé est débiteur envers la société de tout ce
 « qu'il a promis d'y apporter. Lorsque cet apport consiste en

« un corps certain, et que la société en est évincée, l'associé
 « en est garant envers la société, de la même manière qu'un
 « vendeur l'est envers son acheteur. » (Art. 1845, C. Nap.)

La société, outre son droit contre l'associé qui ne fournit pas son apport, peut exercer contre lui toute action en indemnité du tort résultant pour elle de l'inexécution de son engagement.

« L'associé qui devait apporter une somme dans la société,
 « et qui ne l'a point fait, devient, de plein droit et sans de-
 « mande, débiteur des intérêts de cette somme, à compter du
 « jour où elle devait être payée. Il en est de même à l'égard
 « des sommes qu'il a prises dans la caisse sociale, à compter du
 « jour où il les en a tirées pour son profit particulier ; le tout
 « sans préjudice de plus amples dommages et intérêts. »
 (Art. 1846, C. Nap.)

« Les associés qui se sont soumis à apporter leur industrie
 « à la société lui doivent compte de tous les gains qu'ils ont
 « faits par l'espèce d'industrie qui est l'objet de cette société. »
 (Art. 1847, C. Nap.)

Et si l'associé, dont l'apport social consiste dans son industrie, n'exécute pas son engagement, il encourt la responsabilité édictée par l'art. 1846 contre l'associé qui devait apporter une somme d'argent et qui ne l'a pas apportée dans la société.

Néanmoins, il pourrait invoquer la force majeure comme excuse de l'inexécution de son engagement, ce que ne pourrait faire l'associé, débiteur d'une somme d'argent, dont parle l'art. 1846.

Les associés ont des devoirs rigoureux à observer vis-à-vis de la société. Ils lui doivent leur loyal concours, et, dans certains cas, ils doivent préférer à leur intérêt personnel l'intérêt de la société.

La loi détermine, en en précisant les termes, cette obligation de préférence et de désintéressement.

« Lorsque l'un des associés est, pour son compte particulier,
 « créancier d'une somme exigible envers une personne qui se

« trouve aussi devoir à la société une somme également exigible, l'imputation de ce qu'il reçoit de ce débiteur doit se faire sur la créance de la société et sur la sienne dans la proportion des deux créances, encore qu'il eût par sa quittance dirigé l'imputation intégrale sur sa créance particulière; mais s'il a exprimé dans sa quittance que l'imputation serait faite en entier sur la créance de la société, cette stipulation sera exécutée. » (Art. 1848, C. Nap.)

Mais il est bien entendu que si l'imputation de paiement échappait à la discrétion du créancier associé, si, par exemple, le débiteur exigeait que l'imputation ne fût point divisée, mais portée spécialement sur la créance de l'associé, celui-ci ne pourrait être contraint à observer vis-à-vis de la société la disposition de l'art. 1848. Dans ce cas, la volonté du débiteur serait souveraine; elle puiserait son droit absolu dans l'art. 1253 du Code Napoléon, qui autorise le débiteur de plusieurs dettes à déclarer quelle dette il entend acquitter.

Toutefois, cette disposition a un caractère éminemment civil, et ne saurait s'appliquer aux sociétés commerciales que selon leur nature. On comprend son application aux sociétés *en nom collectif*, dont les membres sont *actifs*, directement et solidairement responsables. — On ne la comprend pas dans les sociétés *en commandite*, dont les associés commanditaires sont passifs, non solidairement responsables, et ne peuvent en aucune façon s'immiscer dans les actes de la société.

« Lorsqu'un des associés a reçu sa part entière de la créance commune, et que le débiteur est depuis devenu insolvable, cet associé est tenu de rapporter à la masse commune ce qu'il a reçu, encore qu'il eût spécialement donné quittance pour sa part. » (Art. 1849, C. Nap.)

« Chaque associé est tenu envers la société des dommages qu'il lui a causés par sa faute, sans pouvoir compenser avec ces dommages les profits que son industrie lui aurait procurés dans d'autres affaires. » (Art. 1850, C. Nap.)

Cette responsabilité, vaguement indiquée par la loi, sera pré-

cisée et mesurée par le juge, car elle ne peut avoir son origine et sa raison d'être que dans les faits et circonstances dont l'appréciation est nécessairement abandonnée à la discrétion des tribunaux.

« Si les choses dont la jouissance seulement a été mise dans la société sont des corps certains et déterminés, qui ne se consomment point par l'usage, elles sont aux risques de l'associé propriétaire. — Si ces choses se consomment, si elles se détériorent en les gardant, si elles ont été destinées à être vendues, ou si elles ont été mises dans la société sur une estimation portée par un inventaire, elles sont aux risques de la société. — Si la chose a été estimée, l'associé ne peut réclamer que le montant de son estimation. » (Art. 1851, C. Nap.)

Donc, la responsabilité de la perte de l'objet apporté dans la société incombera à celui des deux, société ou associé, qui en sera déclaré propriétaire : question de fait, toujours abandonnée à l'appréciation des tribunaux ; question de convention, qui se résoudra par l'interprétation des termes de la convention même.

« Un associé a action contre la société, non-seulement à raison des sommes qu'il a déboursées pour elle, mais encore à raison des obligations qu'il a contractées de bonne foi pour les affaires de la société, et des risques inséparables de sa gestion. » (Art. 1852, C. Nap.)

Cette prescription de la loi est corrélatrice des droits dont est armée la société contre chacun des associés, droits indiqués spécialement dans les art. 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1850, précités.

« Lorsque l'acte de société ne détermine point la part de chaque associé dans les bénéfices ou pertes, la part de chacun est en proportion de sa mise dans le fonds de la société. — A l'égard de celui qui n'a apporté que son industrie, sa part dans les bénéfices ou dans les pertes est réglée comme si sa mise eût été égale à celle de l'associé qui a le moins apporté. » (Art. 1853, C. Nap.)

Sans doute, l'industrie apportée comme part par l'un de s associés peut mériter une considération plus élevée que celle qui est déterminée par la loi, car il arrive ordinairement que les capitaux ne s'associent, pour exploiter une industrie, que lorsque l'industrie est elle-même la source unique de tous les bénéfices que se promettent les associés ; mais c'est à l'associé industriel à pourvoir par des stipulations expresses au soin de ses avantages dans l'opération sociale ; et, à défaut de cette sollicitude si naturelle de sa part, il ne restait à la loi qu'à déterminer les conditions les plus modérées, partant les plus avantageuses à l'industriel, en s'arrêtant à la perspective qui lui serait le plus défavorable, c'est-à-dire, à l'éventualité d'une exploitation qui n'aboutirait qu'à des pertes.

« Si les associés sont convenus de s'en rapporter à l'un d'eux ou à un tiers pour le règlement des parts, ce règlement ne peut être attaqué s'il n'est évidemment contraire à l'équité. » (Art. 1854, C. Nap.)

En effet, ce règlement est le résultat d'une convention ; « or, les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. » (Art. 1134, C. Nap.)

« Nulle réclamation n'est admise à ce sujet, s'il s'est écoulé plus de trois mois depuis que la partie qui se prétend lésée a eu connaissance du règlement, ou si ce règlement a reçu de sa part un commencement d'exécution. » (Art. 1854, C. Nap.)

« La convention qui donnerait à l'un des associés la totalité des bénéfices est nulle. Il en est de même de la stipulation qui affranchirait de toute contribution aux pertes les sommes ou effets mis dans le fonds de la société. » (Art. 1855, C. Nap.)

Cette convention a reçu le nom de *convention léonine*. Elle est une injure aux plus vulgaires principes d'équité.

Les tribunaux, d'après les éléments de fait qui surgiront de semblables conventions, apprécieront si le contrat tout entier doit être frappé de nullité, ou si la rigueur salutaire de la loi

doit se borner à la suppression de la clause léonine, à laquelle seraient substituées les sages dispositions de l'art. 1853, C. Nap., précité.

L'acte de société déterminera le mode d'administration de la société, et les conditions dans lesquelles ceux qui sont investis de cette administration engageront la société.

« A défaut de stipulations spéciales sur le mode d'administration, l'on suit les règles suivantes : 1° Les associés sont censés s'être donné réciproquement le pouvoir d'administrer l'un pour l'autre : ce que chacun fait est valable même pour la part de ses associés, sans qu'il ait pris leur consentement, sauf le droit qu'ont ces derniers, ou l'un d'eux, de s'opposer à l'opération avant qu'elle soit conclue; — 2° chaque associé peut se servir des choses appartenant à la société, pourvu qu'il les emploie à leur destination fixée par l'usage, et qu'il ne s'en serve pas contre l'intérêt de la société, ou de manière à empêcher ses associés d'en user selon leur droit; — 3° chaque associé a le droit d'obliger ses associés à faire avec lui les dépenses qui sont nécessaires pour la conservation des choses de la société; — 4° l'un des associés ne peut faire d'innovation sur les immeubles dépendants de la société, même quand il les soutiendrait avantageuses à cette société, si les autres associés n'y consentent. » (Art. 1859 C. Nap.)

« Enfin, chaque associé peut, sans le consentement de ses associés, s'associer une tierce personne relativement à la part qu'il a dans la société : il ne peut pas, sans ce consentement, l'associer à la société, lors même qu'il en aurait l'administration. » (Art. 1860, C. Nap.)

DES ENGAGEMENTS DES ASSOCIÉS A L'ÉGARD DES TIERS.

« Dans les sociétés autres que celles de commerce les associés ne sont pas tenus solidairement des dettes sociales, et

« l'un des associés ne peut obliger les autres si ceux-ci ne lui en ont conféré le pouvoir. » (Art. 1862, C. Nap.)

« Les associés sont tenus envers le créancier avec lequel ils ont contracté, chacun pour une somme et part égales, encore que la part de l'un d'eux dans la société fût moindre, si l'acte n'a pas spécialement restreint l'obligation de celui-ci sur le pied de cette dernière part. » (Art. 1863, C. Nap.)

« La stipulation que l'obligation est contractée pour le compte de la société ne lie que l'associé contractant et les autres, à moins que ceux-ci ne lui aient donné pouvoir ou que la chose n'ait tourné au profit de la société. » (Art. 1864, C. Nap.)

Donc la société civile, en ce qui touche ses rapports avec les tiers par l'organe d'un ou de plusieurs de ses membres, n'a de responsabilité qu'autant que cette responsabilité a été engagée du consentement exprès de la société elle-même.

C'est une présomption toute contraire qui domine l'action extérieure des sociétés commerciales, comme nous le verrons ultérieurement.

DES DIFFÉRENTES MANIÈRES DONT FINIT LA SOCIÉTÉ.

« La société finit : 1° par l'expiration du temps pour lequel elle a été contractée; — 2° par l'extinction de la chose ou la consommation de la négociation; — 3° par la mort naturelle de quelqu'un des associés; — 4° par l'interdiction ou la déconfiture de l'un d'eux; — 5° par la volonté qu'un seul ou plusieurs expriment de n'être plus en société. » (Art. 1865, C. Nap.)

Il y a peu de chose à ajouter à ce texte qui contient une énumération parfaitement nette et précise.

Quoiqu'on se trouve ici particulièrement sur le terrain des faits, il n'est pas inutile de signaler quelques solutions qui font autorité, comme interprétation de chacune des prescriptions de l'art. 1865.

Ainsi, le terme de la dissolution d'une société ayant été fixé, cette clause doit être observée absolument.

C'est ce qu'il faut conclure de l'art. 1866, qui exige d'un acte appelé à prouver la prorogation d'une société qu'il soit écrit et revêtu des mêmes formes que le contrat de société. Cet acte équivaut à un acte nouveau et il a besoin du concours de tous les associés.

Il est constant aussi que le consentement de tous les associés, seul capable de donner sa validité à l'acte qui constate la prorogation d'une société, pourrait dissoudre une société avant l'expiration du terme convenu.

Il n'est pas nécessaire que la chose ait *entièrement* disparu pour que la société soit dissoute. Par exemple, si le capital social a été tellement diminué, que ce qui en reste soit insuffisant pour la continuation utile et possible de l'entreprise sociale, il y aura lieu à dissolution de la société.

Au paragraphe 2 se rapporte logiquement l'art. 1867, qui suppose que la perte d'une chose dont la jouissance ou la propriété auraient été promises comme apport d'un associé dans la société, est survenue avant la réalisation de l'apport. Dans ces deux cas, il y aura lieu à dissolution de la société.

« Mais la société n'est pas rompue par la perte de la chose dont la propriété a déjà été apportée à la société. » (Art. 1867, C. Nap.)

Dans tous les cas, il faut appliquer strictement l'art. 1867, et retenir que la perte *partielle* de la chose n'entraînerait pas la dissolution de la société.

La mort naturelle de l'un des associés met fin de droit à l'existence de la société, à moins qu'il n'ait été *stipulé* qu'elle continuerait avec son héritier. (Art. 1868, C. Nap.)

En l'absence d'une telle convention, la loi règle les rapports des héritiers avec la société. « L'héritier du décédé n'a droit qu'au partage de la société, eu égard à la situation de cette société lors du décès, et ne participe aux droits ultérieurs qu'autant qu'ils sont une suite nécessaire de ce qui

« s'est fait avant la mort de l'associé auquel il succède. » (Art. 1868, C. Nap.)

Néanmoins, il y a lieu de penser que la mort d'un associé dans une société par actions n'aurait pas l'effet déterminé par le §3 de l'art. 1865 ; car, dans ce genre de sociétés, ce sont les capitaux et non les personnes qui sont la considération essentielle de la société. Nous reviendrons sur cette particularité.

La société finit par l'interdiction ou la déconfiture de l'associé.

L'interdiction rendant l'interdit incapable de contracter, la société cesse d'exister par la même raison qui eût rendu sa constitution impossible avec une personne frappée d'interdiction.

Le mot *déconfiture* s'entend dans le sens le plus large, dans le sens d'insolvabilité. Ce terme comprend donc non-seulement l'insolvabilité civile, ou déconfiture proprement dite, mais encore l'insolvabilité commerciale ou faillite.

Il faudra distinguer, quant à l'application de cette disposition de la loi, les diverses espèces de sociétés commerciales ; car, dans les sociétés par actions transmissibles, l'interdiction ou la faillite, pas plus que la mort de l'associé porteur de ces actions, ne semblent devoir produire la dissolution de la société.

La volonté d'un ou de plusieurs associés ne peut arbitrairement déterminer la dissolution de la société ; la loi a spécifié la circonstance unique qui peut donner ouverture à ce cas de dissolution : il faut qu'il s'agisse d'une société dont la durée est *illimitée*.

« La dissolution de la société par la volonté de l'une des parties ne s'applique qu'aux sociétés dont la durée est illimitée, et s'opère par une renonciation notifiée à tous les associés, pourvu que cette renonciation soit de bonne foi et non faite à contre-temps. » (Art. 1869, C. Nap.)

« La renonciation n'est pas de bonne foi, lorsque l'associé renonce pour s'approprier à lui seul le profit que les associés

« s'étaient proposé de retirer en commun. Elle est faite à
« contre-temps, lorsque les choses ne sont plus entières et
« qu'il importe à la société que sa dissolution soit différée. »
(Art. 1870, C. Nap.)

La loi réproouve toute aliénation perpétuelle de la liberté individuelle; c'eût été désavouer ce principe salulaire que de ne pas édicter le principe de l'art. 1869.

Mais ce principe ne saurait s'appliquer aux sociétés par actions transmissibles, sociétés qu'on pourrait appeler *impersonnelles*, et dont il est toujours possible à un actionnaire de se retirer, en aliénant ses actions.

« La dissolution des sociétés à terme ne peut être demandée
« par l'un des associés avant le terme convenu, qu'autant qu'il
« y en a de justes motifs, comme lorsqu'un autre associé
« manque à ses engagements, ou qu'une infirmité habituelle
« le rend inhabile aux affaires de la société, ou autres cas
« semblables, dont la légitimité et la gravité sont laissées à
« l'arbitrage des juges. » (Art. 1871, C. Nap.)

LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ.

Une société une fois dissoute, il reste à en réaliser et à en partager les biens entre les associés. Cette opération s'appelle liquidation, et l'on nomme liquidateurs ceux qui sont chargés du soin de l'accomplir.

« Les règles concernant le partage des successions, la forme
« de ce partage et les obligations qui en résultent entre les
« cohéritiers, s'appliquent aux partages entre associés. »
(Art. 1872, C. Nap.)

Mais, dans les sociétés commerciales, il y aura lieu bien rarement de recourir à l'art. 1872, parce que la liquidation est presque toujours confiée à des liquidateurs nommés à cet effet, dont la capacité spéciale est une garantie qu'on ne rencontrerait pas au même degré dans l'application de l'article précité.

D'ailleurs, la plus entière liberté est laissée aux sociétés quant au choix et au nombre des liquidateurs, et quant au moment opportun de leur nomination. *

Dans le silence de la loi, on peut dire que cette nomination doit avoir lieu à la majorité des associés.

Quant aux limites dans lesquelles le liquidateur pourra exercer son action, elles seront fixées par le mandat qui l'investira de sa fonction ; mais il ne faut pas oublier que le liquidateur représente la société, et qu'à ce titre ses pouvoirs doivent être très-étendus.

Le liquidateur, à moins d'interdiction expresse, pourra vendre, transiger, compromettre, ester en justice, soit en demandant, soit en défendant. Tous ces pouvoirs sont implicitement contenus dans le pouvoir de liquider, dont ils ne sont que l'expression analytique et nécessaire.

Quoi qu'il en soit, il sera toujours prudent d'être très-explicite sur ce point dans le mandat conféré au liquidateur.

Bien que le liquidateur représente l'ancienne société, sa nomination n'enlèvera pas aux tiers leur droit originel d'intenter des actions contre les ex-associés ou leurs ayants droit, en même temps que contre le liquidateur lui-même ; seulement, il est admis que c'est au liquidateur d'abord que les créanciers de la société dissoute devront s'adresser, comme au représentant *collectif* de cette société.

La liquidation se termine par le partage des biens qui peuvent composer l'actif de la société dissoute. La dissolution de la société rend les associés désormais étrangers entre eux, d'où la conséquence qu'un ex-associé peut céder à un tiers son droit au partage, sans qu'il puisse se prévaloir de cette cession pour échapper à l'obligation qui incombe à tous les associés de se garantir réciproquement leurs lots, obligation qui a son principe dans la communauté sociale, dont elle n'est qu'une conséquence nécessaire.

En dehors de ces règles, auxquelles il faudra recourir géné-

ralement, si les actes de société ne contiennent pas de dispositions précises et légitimes, quoique déroatoires à ces principes, les sociétés commerciales ont leurs allures légales particulières, leur régime spécial comme leur caractère.

« La loi reconnaît trois espèces de sociétés commerciales :
 « la société en nom collectif, la société en commandite, la
 « société anonyme. » (Art. 19, C. com.)

Rappelons ici que ce n'est pas la dénomination légale de ces trois espèces de société, ni leur forme spéciale qui leur impriment le caractère commercial, mais exclusivement l'objet qu'elles exploitent, les actes qu'elles exercent.

Il faudra donc, comme nous l'avons dit déjà, qu'elles aient pour objet d'exercer des actes réputés par la loi actes de commerce, pour qu'elles soient considérées comme sociétés commerciales ; autrement, elles ne seraient que des sociétés civiles.

Au surplus, on peut dire qu'une société est un être moral qui se comporte aux yeux de la loi comme un simple individu : un particulier non commerçant peut faire des actes de commerce et être assujéti aux conséquences commerciales de ces actes ; on devra suivre les mêmes procédés vis-à-vis d'une société civile qui se livrerait à des actes de commerce.

DE LA SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF.

« La *société en nom collectif* est celle que contractent deux
 « personnes ou un plus grand nombre, et qui a pour objet de
 « faire le commerce sous une raison sociale. » (Art. 20, C. com.)

La raison sociale est le nom sous lequel est désignée, agit, peut poursuivre ou être poursuivie en justice la société. Elle peut comprendre les noms de tous les associés, ou de quelques-uns, ou seulement d'un seul. Quand elle ne comprend les noms que de quelques-uns ou d'un seul des associés, on ajoute après le dernier nom exprimé ces mots : *et compagnie*. Mais quoi qu'il

en soit, *tous* les associés sont également engagés par la signature sociale de celui ou de ceux qui en sont investis par l'acte de société.

Le nom d'un établissement commercial exploité par une société n'est pas une raison sociale. Il fait partie de l'exploitation et peut se vendre comme elle ; mais la raison sociale est inhérente à la société, elle n'est pas chose dans le commerce et n'est pas susceptible d'aliénation. Elle subsiste et disparaît avec la société.

« Les noms des associés peuvent seuls faire partie de la « raison sociale. » (Art. 21, C. com.)

Seuls, en effet, les associés sont responsables des actes de la société ; les tiers ne doivent donc connaître dans la raison sociale que les responsabilités réelles et sérieuses qui garantissent leur sécurité.

Si une personne étrangère à la société consentait à ce que son nom figurât dans la raison sociale, elle s'exposerait à être traitée, le cas échéant, comme un associé, et à répondre solidairement des dettes de la société.

Les termes de la loi sont si impératifs, et ils s'inspirent d'une sollicitude si absolue des intérêts des tiers, qu'on rencontre des opinions fortement motivées pour maintenir la responsabilité de l'étranger qui a prêté son nom à la raison sociale, lors même qu'aurait été rendue publique la circonstance qu'il ne fait pas partie de la société.

« Les associés en nom collectif indiqués dans l'acte de « société sont solidaires pour tous les engagements de la « société, encore qu'un seul des associés ait signé, pourvu « que ce soit sous la raison sociale. » (Art. 22, C. com.)

Cette disposition établit une distinction tranchée entre les sociétés civiles et les sociétés commerciales en nom collectif, puisque, dans les sociétés civiles, l'un des associés ne peut obliger les autres qu'autant que ceux-ci lui en ont donné l'autorisation.

Cette responsabilité solidaire s'applique à tous les engage-

ments de la société, à toutes ses obligations ; et les associés ne sauraient s'en affranchir par une clause contraire de l'acte social. Cette clause serait réputée nulle vis-à-vis des tiers, et ne pourrait être invoquée que contre ses coassociés par celui au bénéfice duquel elle aurait été stipulée.

Toutefois, la solidarité des associés, eu égard à l'exécution des engagements de la société, doit s'entendre dans un sens déterminé par la raison même des choses. Un créancier de la société ne serait pas admis à poursuivre un seul des associés : il devra actionner la société, et il exécutera le jugement qu'il pourra obtenir suivant les convenances personnelles qui lui sont ouvertes par le principe de la solidarité qui lie entre eux les associés, si l'actif social est insuffisant à le désintéresser.

La solidarité dont parle l'art. 22 est considérée comme une clause pénale ; elle est éminemment personnelle, et ne saurait s'étendre aux héritiers et ayants droit de l'associé, en ce qui touche, bien entendu, les rigueurs de la loi commerciale contre la personne du commerçant. La succession de l'associé décédé répondrait, dans les mains de ses héritiers, de ses obligations sociales et solidaires, mais la personne de ceux-ci ne serait point assujettie à la contrainte par corps.

Si l'engagement est signé de *plus d'un associé*, il liera solidairement tous les membres de la société, encore que la signature n'ait pas été donnée sous la raison sociale.

Au surplus, l'appréciation des circonstances dans lesquelles l'engagement aura été contracté par un seul associé, sans la mention de la raison sociale, sera souveraine pour déterminer la juste portée de l'engagement en ce qui touche la société.

Quant à la signature sociale, il est permis d'en limiter la disposition à tel nombre précis d'associés, à l'exclusion de tous les autres. Dans ce cas, la disposition conventionnelle et restrictive du droit général d'engager la société, qui semble appartenir à tous les associés, d'après l'art. 22, doit recevoir la plus large publicité, afin que, d'une part, les tiers sachent par l'organe de quelles personnes ils peuvent traiter utilement

et en sécurité avec la société, et que, d'autre part, la société elle-même ne puisse être engagée par ceux des associés qui sont exclus du droit de l'obliger.

Ce droit de limiter le nombre des associés seuls autorisés à signer pour la société est implicitement constaté par l'art. 45 du Code de commerce, qui exige que l'extrait des actes de société désigne *ceux des associés autorisés à signer pour la société*.

L'associé ou les associés seuls chargés de la signature sociale sont les gérants et les administrateurs de la société. Il est rare qu'un acte de société commerciale ne désigne pas le nombre des administrateurs, le mode, l'étendue de leur administration. Si cette lacune se trouvait dans l'acte, il y aurait présomption que l'administration est partagée par tous les associés qui s'en sont réciproquement conféré le droit, et il y aurait lieu d'appliquer les dispositions de l'art. 1859 du Code Napoléon précité.

L'administrateur ou gérant ne pourra jamais engager la société au delà de ce qu'autorisent les besoins légitimes de l'administration; car les tiers savent très-bien, par exemple, qu'un gérant ou administrateur n'a pas le droit, en cette seule qualité, d'aliéner l'établissement ou telle partie nécessaire de l'établissement de la société, ni d'hypothéquer ses immeubles.

Du reste, il agira et répondra en justice pour la société; il pourra transiger, compromettre pour tous objets rentrant dans le domaine de l'administration. S'il s'agissait d'un procès portant sur une matière qui ne fût pas purement administrative, le gérant ne pourrait agir qu'avec des pouvoirs extraordinaires de la société.

L'administration du gérant ne peut être entravée par l'opposition des autres associés qu'autant qu'il y a fraude dans ses actes; et généralement les tribunaux sont appelés à prononcer sur ces contestations. L'administrateur est responsable envers la société non-seulement des conséquences de ses fraudes, mais aussi de ses fautes lourdes; et cette res-

ponsabilité sera d'autant plus grande que le gérant aura tenu moins de compte de l'opposition de ses coassociés.

Toutefois, les tribunaux protégeront énergiquement aussi la libre action du gérant, dont l'administration serait impossible, s'il était permis aux autres associés de l'inquiéter par de futiles et vaines oppositions.

Le mandat qui confère l'administration à un ou plusieurs associés par une clause spéciale de l'acte de société est irrévocable pour le gérant aussi bien que pour la société, à moins de cause légitime; cette clause fait partie de l'acte de société et participe de son caractère immuable; mais si le mandat n'était donné que par un acte postérieur, il serait révocable. Cela résulte des termes de l'art. 1856 du Code Napoléon. Quant à la cause légitime qui peut déterminer la révocation du mandat accordé au gérant, c'est au juge à en recueillir les éléments et la preuve dans tous les actes du gérant qui lui paraîtront de nature à compromettre les intérêts présents et l'avenir de la société.

La révocation du gérant n'affecte de droit ni l'intégrité, ni l'existence de la société, lors même que le mandat aurait été conféré par l'acte social. Les conséquences de cette révocation par rapport à la société même résulteront des circonstances qui l'auront amenée, et seront déterminées par les tribunaux.

L'acte de société indique généralement le mode qu'on suivra dans les délibérations relatives aux intérêts de la société, et la majorité nécessaire pour donner force de loi à toute délibération.

Si l'acte était silencieux à ce sujet, cet ordre de rapports des associés entre eux serait régi par l'art. 1859 du Code Napoléon ci-dessus exprimé, mais seulement on ce qui intéresse l'administration.

D'après cet article, tous les associés ont des droits égaux; chacun peut agir au nom de tous, et engager ses coassociés sans s'être assuré de leur consentement préalable. Mais la loi réserve à ces derniers, individuellement ou collectivement, un

droit d'opposition dont l'exercice sera utile, s'il survient avant que l'opération qui l'occasionne ne soit accomplie.

Si l'opposition provient de la majorité des associés, la minorité devra s'y soumettre; dans le cas contraire, l'opération suivra son cours. S'il y a partage, l'opération devra être abandonnée.

Dans les sociétés en nom collectif, le vote a toujours lieu par tête, car les associés sont responsables indéfiniment, et cette circonstance leur confère un droit égal dans la délibération.

S'il s'agissait non plus d'administration, mais de modifications à l'acte même de société, la majorité n'aurait aucun droit supérieur; l'unanimité des associés serait indispensable, et l'opposition d'un seul membre triompherait de la volonté unanime des autres.

D'ailleurs, la majorité est souveraine, car elle peut aliéner valablement tout l'actif de la société.

A moins de dispositions contraires de l'acte de société, un membre d'une société en nom collectif ne peut, sans le consentement de ses coassociés, céder et transporter ses droits et ses obligations à un autre.

Néanmoins, la cession pourrait être valable entre le cessionnaire et l'associé cédant, qui a parfaitement le droit de disposer, comme bon lui semble, de sa part dans la société, pourvu qu'il demeure assujetti à toutes les obligations sociales.

« Les sociétés en nom collectif ou en commandite doivent
« être constatées par des actes publics ou sous signature pri-
« vée, en se conformant, dans ce dernier cas, à l'article 1325
« du Code Napoléon. » (Art. 39, C. com.)

« Les autres actes sous seing privé qui contiennent des
« conventions synallagmatiques ne sont valables qu'autant
« qu'ils ont été faits en autant d'originaux qu'il y a de parties
« ayant un intérêt distinct. — Il suffit d'un original pour toutes
« les personnes ayant le même intérêt. — Chaque original doit
« contenir la mention du nombre des originaux qui en ont été

« faits. — Néanmoins le défant de mention que les originaux
« ont été faits doubles, triples, etc., ne peut être opposé par
« celui qui a exécuté de sa part la convention portée dans
« l'acte. » (Art. 1325, C. Nap.)

De ces textes il faut conclure qu'il n'y a de société en nom collectif valable que celle qui manifeste son existence par un acte soit public, soit privé.

L'art. 42 du Code de commerce exigeant, à peine de nullité à l'égard des intéressés, la remise au greffe du Tribunal de commerce d'un extrait des actes de société en nom collectif, est la sanction de l'art. 39, et ne laisse aucun doute sur la nullité de toute société en nom collectif non constatée par un acte authentique ou sous seing privé.

« Aucune preuve par témoins n'est admise contre et outre
« le contenu dans les actes de société, de quelque somme qu'il
« s'agisse. » (Art. 41, C. com.)

« L'extrait des actes de société en nom collectif et en com-
« mandite doit être remis, dans la quinzaine de leur date, au
« greffe du Tribunal de commerce de l'arrondissement dans
« lequel est établie la maison du commerce social, pour être
« transcrit sur le registre, et affiché pendant trois mois dans
« la salle des audiences. Si la société a plusieurs maisons de
« commerce situées dans divers arrondissements, la remise, la
« transcription et l'affiche de cet extrait seront faites au Tri-
« bunal de commerce de chaque arrondissement. Chaque an-
« née, dans la première quinzaine de janvier, le préfet du dé-
« partement désignera, conformément à l'art. 23 du décret du
« 17 février 1852, un ou plusieurs journaux où devront être
« insérés, dans la quinzaine de leur date, les extraits d'acte de
« société en nom collectif ou en commandite, et régleront le
« tarif de l'impression de ces extraits. Il sera justifié de cette
« insertion par un exemplaire du journal, certifié par l'impri-
« meur, légalisé par le maire et enregistré dans les trois mois
« de sa date. Ces formalités seront observées à peine de nul-
« lité à l'égard des intéressés ; mais le défaut d'aucune d'elles

« ne pourra être opposé à des tiers par les associés. » (Art. 42, C. com.)

Ainsi, le public sera mis en garde contre toute surprise ; il pourra se renseigner exactement sur le caractère moral, sur la garantie matérielle de la société nouvelle, et ménager sûrement sa responsabilité dans les relations commerciales qu'il jugera utile d'engager avec elle.

« L'extrait doit contenir les noms, prénoms, qualités et demeures des associés autres que les actionnaires ou commanditaires ; la raison de commerce de la société ; la désignation de ceux des associés autorisés à gérer, administrer et signer pour la société ; le montant des valeurs fournies ou à fournir par actions ou en commandite ; l'époque où la société doit commencer et celle où elle doit finir. » (Art. 43, C. com.)

« L'extrait des actes de société est signé, pour les actes publics, par les notaires, et, pour les actes sous seing privé, par tous les associés, si la société est en nom collectif, et par les associés solidaires ou gérants si la société est en commandite, soit qu'elle se divise ou ne se divise pas en actions. » (Art. 44, C. com.)

En résumé, toutes les énonciations et prescriptions précitées par les art. 42, 43 et 44 sont essentielles ; l'acte de société qui contreviendrait à ces dispositions serait frappé de nullité, et cette nullité pourrait être invoquée par toute personne intéressée, associée ou créancière de la société.

En ce qui touche les rapports réciproques des associés d'une société déclarée nulle, les tribunaux les apprécieront au point de vue des faits et sous les inspirations de l'équité, le contrat de société, quoique annulé, pouvant être consulté comme élément de preuve dans la liquidation et dans le règlement des intérêts nés entre les associés.

« Toute continuation de société, après son terme expiré, sera constatée par une déclaration des coassociés. Cette déclaration et tous actes portant dissolution de société avant le terme fixé pour sa durée par l'acte qui l'établit, tout chan-

« gement ou retraite d'associés, toutes nouvelles stipulations
 « ou clauses, tout changement à la raison de société, sont
 « soumis aux formalités prosrites par les art. 42, 43 et 44.
 « En cas d'omission de ces formalités, il y aura lieu à l'appli-
 « cation des dispositions pénales de l'art. 42, dernier alinéa. »
 (Art. 46, C. com.)

On comprend à merveille que les exigences de la loi en ce qui regarde la publicité des extraits d'acte de société spécifiés par les art. 42, 43 et 44, doivent s'étendre à toutes les modifications apportées aux énonciations assujetties à la publicité légale, et que la sanction pénale édictée par l'art. 42 atteigne toute infraction de la loi à cet égard.

Le Code de commerce avait créé une juridiction spéciale pour toutes les contestations entre associés, et à raison de la société : c'était la juridiction de l'arbitrage forcé, réglementée par les art. 51 à 63 du Code de commerce. Mais une loi du 17 juillet 1856 a abrogé les dispositions réglementaires de l'arbitrage forcé, qui se trouve ainsi remplacé par la juridiction ordinaire du Tribunal de commerce.

La société en nom collectif a une durée déterminée par l'acte même qui en constate l'existence ; la loi exige cette constatation à peine de nullité. (Art. 43.)

Les circonstances qui peuvent, en dehors du terme fixé, amener la dissolution de la société en nom collectif, seront prévues et énumérées dans l'acte de société ; et, dans tous les cas, il y aura lieu d'appliquer à ces sociétés les dispositions précédemment indiquées du Code civil, art. 1865 et suivants, sur les différentes manières dont finit la société.

Quand la société en nom collectif est dissoute, il y a lieu de procéder à sa liquidation. Un ou plusieurs liquidateurs pourront avoir été nommés par l'acte même de société ou par un acte subséquent. Irrévocables, si ce n'est pour fraude ou dol, dans le premier cas, ils sont toujours révocables dans le second ; et, dans ces deux conjonctures, leur mandat devra être nettement spécifié.

Si le mandat n'a point été expressément déterminé, les règles prescrites en matière de liquidation par le Code Napoléon art. 1872, devront être observées et suivies, comme cela a été précédemment exposé.

« Toutes actions contre les associés non liquidateurs et leurs
 « veuves, héritiers ou ayants cause, sont prescrites cinq ans
 « après la fin ou la dissolution de la société, si l'acte de société
 « qui en énonce la durée, ou l'acte de dissolution, a été affiché
 « et enregistré conformément aux art. 42, 43, 44 et 46, et si,
 « depuis cette formalité remplie, la prescription n'a été inter-
 « rompue à leur égard par aucune poursuite judiciaire. »
 (Art. 64, C. com.)

Cette prescription de cinq ans, au profit de l'associé non liquidateur, est acquise à l'associé liquidateur, en sa qualité d'associé. Comme liquidateur, l'associé entre dans le droit commun, et il ne pourra opposer, en cette qualité, aux créanciers de la liquidation que la prescription de trente ans.

Les actions que les associés peuvent avoir entre eux ne se prescrivent que par trente ans.

DE LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE.

« La société en commandite se contracte entre un ou plu-
 « sieurs associés responsables et solidaires, et un ou plusieurs
 « associés simples bailleurs de fonds, que l'on nomme com-
 « manditaires ou associés en commandite. Elle est régie sous
 « un nom social qui doit être nécessairement celui d'un ou
 « plusieurs des associés responsables et solidaires. » (Art. 25,
 C. com.)

La société en nom collectif, dont tous les membres sont solidairement responsables, est l'expression du droit commun en matière de société commerciale.

La société en commandite est une exception à ce droit commun. Elle offre un double caractère : garantie solidaire et

illimitée, pour celui ou ceux de ses membres qui lui donnent le nom social, et qui sont, à cet égard, la société collective de cette association; garantie particulière et limitée, pour ceux qui ne seront que simples bailleurs de fonds et dont le concours constitue la commandite.

Une telle société peut ne se composer que de deux personnes, pourvu que l'une d'elles soit responsable d'une façon absolue et donne son nom à la société; l'autre mettant ses fonds dans la société, et ne pouvant être poursuivie au delà de sa mise.

L'art. 23 définit le caractère particulier de la société en commandite; mais ne perdons pas de vue qu'il faut, pour qu'il y ait société, mise en commun de quelque chose et partage de bénéfices ou de pertes; sans cela, le contrat de société pourrait bien n'être qu'un contrat de prêt. Les tribunaux sauront toujours vérifier, en interrogeant les clauses du contrat, si telle société en commandite comporte les éléments essentiels à son caractère particulier.

L'associé commanditaire non commerçant ne sera pas réputé commerçant par le seul fait d'avoir versé des fonds dans une société en commandite, et, par conséquent, ne sera pas assujetti à la contrainte par corps. S'il en était autrement, on fermerait aux capitaux civils tout accès aux opérations industrielles, dont la société en commandite est l'un des agents les plus énergiques et les plus féconds.

« Lorsqu'il y a plusieurs associés solidaires et en nom, »
« soit que tous gèrent ensemble, soit qu'un ou plusieurs gèrent pour tous, la société est, à la fois, société en nom collectif à leur égard, et société en commandite à l'égard des »
« simples bailleurs de fonds. » (Art. 24, C. com.)

Cet article complète l'art. 23 comme définition de la société en commandite; il en précise d'une manière très-nette les éléments distincts.

Il ne serait donc pas permis de supprimer l'élément collectif, solidaire et responsable, pour limiter au montant de leur mise

la responsabilité de *tous* les associés. Il faut, dans la société en commandite, *au moins* une responsabilité illimitée.

Le gérant ou les gérants d'une société en commandite peuvent être révoqués par les associés commanditaires pour cause légitime; quant à leurs pouvoirs, ils sont de même nature et de même étendue que les pouvoirs des gérants dans les sociétés en nom collectif.

La révocation, la démission, la mort d'un gérant n'affecteront en aucune façon l'existence de la société. Les commanditaires pourvoiront à son remplacement sans qu'on puisse leur imputer cet acte comme un acte d'administration.

« Le nom d'un associé commanditaire ne peut faire partie
« de la raison sociale. » (Art. 25, C. com.)

L'associé commanditaire qui consentirait à ce que son nom figurât dans la raison sociale, perdrait le bénéfice de la responsabilité limitée, et deviendrait solidairement et indéfiniment responsable, comme un associé en nom collectif. »

« L'associé commanditaire n'est passible des pertes que
« jusqu'à concurrence des fonds qu'il a mis ou dû mettre dans
« la société. » (Art. 26, C. com.)

D'où il faut conclure que les fonds du commanditaire ne peuvent être retirés de la société avant sa liquidation. Ces fonds sont le gage des créanciers de la société. Aussi, dans l'hypothèse où la dissolution de la société surviendrait avant que tel commanditaire eût versé l'intégralité de sa mise, si ce versement complémentaire et définitif était nécessaire pour désintéresser les créanciers, ceux-ci auraient le droit de poursuivre non-seulement le gérant, mais le commanditaire non libéré lui-même.

« L'associé commanditaire ne peut faire aucun acte de ges-
« tion, ni être employé pour les affaires de la société, même en
« vertu de procuration. » (Art. 27, C. com.)

Toute immixtion de l'associé commanditaire dans l'administration de la société lui ferait perdre le bénéfice consacré en sa faveur par l'art. 26, et sa responsabilité deviendrait so-

lidaire et illimitée. Les tribunaux apprécieront si tel acte, reproché comme acte de gestion à un commanditaire, comporte réellement ce caractère.

Ces mots « ni être employé pour les affaires de la société » doivent être limités, dans leur signification, à l'emploi qui nécessiterait des actes de gestion personnelle de la part du commanditaire employé. Mais le commanditaire qui serait banquier, par exemple, pourrait bien faire des opérations de banque avec une société commerciale dont il serait l'associé commanditaire, et qui n'aurait pas la banque pour objet d'exploitation.

« En cas de contravention à la prohibition mentionnée dans l'article précédent, l'associé commanditaire est obligé solidairement, avec les associés en nom collectif, pour toutes les dettes et engagements de la société. » (Art. 28, C. com.)

Mais cette responsabilité solidaire et illimitée qui atteint, comme une peine, le commanditaire contrevenant aux prohibitions de l'art. 27, n'est acquise qu'aux créanciers et nullement aux associés en nom collectif, car la loi ne parle que des dettes et engagements de la société, c'est-à-dire des intérêts des tiers.

Du reste, la responsabilité du contrevenant ainsi restreinte n'en sera pas moins d'une rigueur excessive, car elle portera sur toutes les dettes de la société, antérieures et postérieures; la loi ne distingue pas.

« Le capital des sociétés en commandite pourra être aussi divisé en actions, sans aucune autre dérogation aux règles établies pour ce genre de sociétés. » (Art. 38, C. com.)

Cet article énonce un principe dont une réglementation sévère a été donnée par la loi du 17 juillet 1856.

« Les sociétés en commandite ne peuvent diviser leur capital en actions ou coupons d'actions de moins de 100 francs, lorsque ce capital n'excède pas 200,000 francs, et de moins de 500 francs lorsqu'il est supérieur.

« Elles ne peuvent être définitivement constituées qu'après

« la souscription de la totalité du capital social, et le versement par chaque actionnaire du quart au moins du montant des actions par lui souscrites. »

« Cette souscription et ces versements sont constatés par une déclaration du gérant dans un acte notarié; à cette déclaration sont annexés la liste des souscripteurs, l'état des versements faits par eux, et l'acte de société. » (Art. 1^{er}, loi du 17 juillet 1856.)

Ainsi, l'époque de la constitution définitive et légale de la société est désormais fixée : ce sera le jour où le capital social aura été souscrit et le quart au moins des actions réalisé; et ce jour sera indiqué par la date de l'acte authentique constatant la déclaration du gérant qu'il a été satisfait aux exigences du § 2^o de l'article ci-dessus.

Cette déclaration du gérant est sous sa responsabilité.

« Les actions des sociétés en commandite sont nominatives jusqu'à leur entière libération. » (Art. 2, même loi.)

Désormais est dissipé le doute qui avait divisé la jurisprudence et la doctrine relativement à la question de savoir si les actions des sociétés en commandite pouvaient être au porteur. Ces actions seront nominatives jusqu'à parfaite libération, et, par conséquent, la responsabilité demeurera de droit au souscripteur jusqu'à ce que son obligation soit pleinement réalisée. C'est ce qui est nettement expliqué par l'article suivant :

« Les souscripteurs d'actions dans les sociétés en commandite sont, nonobstant toute stipulation contraire, responsables du montant total des actions par eux souscrites. »

« Les actions ou coupons d'actions ne sont négociables qu'après le versement des deux cinquièmes. » (Art. 3, même loi.)

D'ailleurs, la responsabilité rigoureuse qui pèse sur le souscripteur ne lui interdit pas la cession régulière et légale de ses titres, puisque la responsabilité ne peut être aliénée.

Quant à la négociabilité des titres d'actions, elle ne sera ouverte que lorsque les deux cinquièmes des actions auront été

versés, mais sans modifier la responsabilité légale du souscripteur. Enfin, une fois la libération des actions obtenue, elles cessent d'être de droit nominatives et peuvent devenir au porteur.

« Lorsqu'un associé fait, dans une société en commandite par actions, un apport qui ne consiste pas en numéraire, ou stipule à son profit des avantages particuliers, l'assemblée générale des actionnaires en fait vérifier et apprécier la valeur.

« La société n'est définitivement constituée qu'après approbation dans une réunion ultérieure de l'assemblée générale.

« Les délibérations sont prises par la majorité des actionnaires présents. Cette majorité doit comprendre le quart des actionnaires, et représenter le quart du capital social en numéraire.

« Les associés qui ont fait l'apport ou stipulé les avantages soumis à l'appréciation de l'assemblée n'ont pas voix délibérative. » (Art. 4, même loi.)

Puisque la société n'est constituée que par la souscription de toutes les actions et la réalisation du quart au moins de leur montant, il était nécessaire à la constitution même de la société, que tout apport industriel d'associé fût préalablement déterminé comme valeur, car il fera partie du capital social qui doit être exactement exprimé.

« Un conseil de surveillance, composé de cinq actionnaires au moins, est établi dans chaque société en commandite par actions.

« Ce conseil est nommé par l'assemblée générale des actionnaires, immédiatement après la constitution définitive de la société, et avant toute opération sociale.

« Il est soumis à la réélection tous les cinq ans au moins : toutefois, le premier conseil n'est nommé que pour une année. » (Art. 5, même loi.)

Le mode à suivre pour l'élection de ce conseil sera le même que le mode établi pour les délibérations dont parle l'art. 4.

L'élection devra avoir lieu à la majorité des actionnaires présents, et cette majorité comprendra le quart des actionnaires et représentera le quart du capital social.

« Est nulle et de nul effet à l'égard des intéressés toute
 « société en commandite par actions constituée contrairement
 « à l'une des prescriptions énoncées dans les articles qui
 « précèdent.

« Cette nullité ne peut être opposée aux tiers par les associés. » (Art. 6, même loi.)

« Lorsque la société est annulée, aux termes de l'article précédent, les membres du conseil de surveillance peuvent être
 « déclarés responsables solidairement et par corps avec les
 « gérants de toutes les opérations faites postérieurement à
 « leur nomination.

« La même responsabilité solidaire peut être prononcée
 « contre ceux des fondateurs de la société qui ont fait un ap-
 « port en nature ou au profit desquels ont été stipulés des
 « avantages particuliers. » (Art. 7, même loi.)

Le conseil de surveillance a donc des attributions qui laissent entières celles du gérant et qui n'en gênent en aucune façon l'indépendance, pas plus qu'elles n'en limitent la responsabilité.

L'institution de ce conseil répond au besoin de contrôler la gestion du gérant, de protéger les intérêts de la société par une surveillance qui ne peut être efficace qu'autant qu'elle est concentrée, et de tenir la main à ce que la loi soit exécutée par le gérant en ce qui concerne les formalités à remplir pour la constitution légale et inattaquable de la société.

Le conseil de surveillance sera établi après la constitution de la société, et préalablement à toute opération sociale ; par conséquent *tous* les actes du gérant devront passer par son contrôle, à la charge de sa responsabilité collective et solidaire. Le conseil devra donc, sous la pénalité édictée par l'art. 7, s'assurer si les dispositions contenues dans les art. 1^{er}, 2, 3, 4, 5 susénoncées ont été observées, et si les

statuts de la société ne contiennent rien de contraire à cette volonté si clairement exprimée et si saisissable de la loi.

A cette obligation qu'on peut appeler préliminaire, imposée au conseil de surveillance, s'en joignent d'autres que la loi a précisées, afin que leur accomplissement obligatoire ne puisse lui être opposé comme acte d'immixtion dans la gestion sociale.

« Les membres du conseil de surveillance vérifient les livres, la caisse, le portefeuille et les valeurs de la société.

« Ils font, chaque année, un rapport à l'assemblée générale, sur les inventaires et sur les propositions de dividendes faites par le gérant. » (Art. 8, même loi.)

« Le conseil de surveillance peut convoquer l'assemblée générale. Il peut aussi provoquer la dissolution de la société. » (Art. 9, même loi.)

« Tout membre d'un conseil de surveillance est responsable avec les gérants solidairement et par corps :

« 1^o Lorsque sciemment il a laissé commettre dans les inventaires des inexactitudes graves, préjudiciables à la société ou aux tiers ;

« 2^o Lorsqu'il a, en connaissance de cause, consenti à la distribution de dividendes non justifiés par des inventaires sincères et réguliers. » (Art. 10, même loi.)

Comme nous l'avons dit, le conseil de surveillance est investi du devoir de contrôler la gestion sociale, non de la conduire ; mais ce devoir de contrôle commande avec sévérité, et la rigoureuse responsabilité que la loi inflige aux membres du conseil de surveillance qui failliraient à leurs obligations ne peut manquer de garantir efficacement la confiance de tous les intérêts.

« L'émission d'actions ou de coupons d'actions d'une société constituée contrairement aux articles 1^{er} et 2 de la présente loi est punie d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 500 francs à 10,000 francs, ou de l'une de ces peines seulement.

« Est puni des mêmes peines le gérant qui commence les
« opérations sociales avant l'entrée en fonctions du conseil de
« surveillance. (Art. 11, même loi.)

« La négociation d'actions ou de coupons d'actions dont la
« valeur ou la forme serait contraire aux dispositions des ar-
« ticles 1^{er} et 2 de la présente loi, ou pour lesquels le versement
« des deux cinquièmes n'aurait pas été effectué conformément
« à l'article 3, est punie d'une amende de 500 francs à
« 10,000 francs.

« Sont punis de la même peine toute participation à ces
« négociations et toute publication de la valeur desdites ac-
« tions. (Art. 12, même loi.)

« Sont punies des peines portées par l'article 405 du Code
« pénal, sans préjudice de l'application de cet article à tous les
« faits constitutifs du délit d'escroquerie :

« 1^o Ceux qui, par simulation de souscriptions ou de ver-
« sements, ou par la publication faite de mauvaise foi de sous-
« criptions ou de versements qui n'existent pas, ou de tous
« autres faits faux, ont obtenu ou tenté d'obtenir des souscrip-
« tions ou des versements ;

« 2^o Ceux qui, pour provoquer des souscriptions ou des
« versements, ont, de mauvaise foi, publié les noms de per-
« sonnes désignées, contrairement à la vérité, comme étant
« ou devant être attachées à la société à un titre quel-
« conque ;

« 3^o Les gérants qui, en l'absence d'inventaires ou au
« moyen d'inventaires frauduleux, ont opéré entre les action-
« naires la répartition de dividendes non réellement acquis à
« la société.

« L'article 463 du Code pénal est applicable aux faits pré-
« vus par le présent article. (Art. 13, même loi.)

« Lorsque les actionnaires d'une société en commandite par
« actions ont à soutenir collectivement et dans un intérêt com-
« mun, comme demandeurs ou comme défendeurs, un procès
« contre les gérants ou contre les membres du conseil de sur-

« veillance, ils sont représentés par des commissaires nommés
« en assemblée générale.

« Lorsque quelques actionnaires seulement sont engagés
« comme demandeurs ou comme défendeurs dans la contes-
« tation, les commissaires sont nommés dans une assem-
« blée spéciale, composée des actionnaires parties au procès.

« Dans le cas où un obstacle quelconque empêcherait
« la nomination des commissaires par l'assemblée générale
« ou par l'assemblée spéciale, il y sera pourvu par le Tri-
« bunal de commerce, sur la requête de la partie la plus
« diligente.

« Nonobstant la nomination des commissaires, chaque ac-
« tionnaire a le droit d'intervenir personnellement dans l'in-
« stance, à la charge de supporter les frais de son interven-
« tion » (Art. 14, même loi.)

Le but que s'est proposé le législateur en édictant l'article 14 est d'une utilité incontestable. Il a voulu éviter les frais considérables devant résulter d'instances où seraient engagés des actionnaires dont le nombre pourrait être très-considérable, tandis que leur intérêt au procès serait un. Ce mandat spécial, conféré par tous les actionnaires ayant même intérêt, simplifiera la procédure, hâtera les solutions, épargnera de lourdes dépenses, tout en maintenant à chacun, s'il le désire, et sous sa responsabilité, l'isolement de son droit et de son action.

« Les sociétés en commandite par actions, actuellement
« existantes, et qui n'ont pas de conseil de surveillance, sont
« tenues, dans le délai de six mois à partir de la promul-
« gation de la présente loi, de constituer un conseil de sur-
« veillance.

« Ce conseil est nommé conformément aux dispositions de
« l'art. 5.

« Les conseils déjà existants et ceux qui sont nommés en
« exécution du présent article exercent les droits et rem-
« plissent les obligations déterminés par les articles 8 et 9 ;

« ils sont soumis à la responsabilité prévue par l'article 10.

« A défaut de constitution du conseil de surveillance dans
 « le délai ci-dessus fixé, chaque actionnaire a le droit de faire
 « prononcer la dissolution de la société. Néanmoins, un nou-
 « veau délai peut être accordé par les tribunaux, à raison des
 « circonstances.

« L'art. 14 est également applicable aux sociétés actuelle-
 « ment existantes. » (Art. 15, même loi.)

On ne peut reprocher à cet article d'avoir un effet rétro-actif, car il sauvegarde uniquement les intérêts futurs des sociétés existantes, en assurant aux actionnaires et aux tiers tous les avantages, toutes les sécurités qui résultent de l'institution spéciale du conseil de surveillance et des sévères obligations, de la rigoureuse et salutaire responsabilité qui lui incombent.

Les sociétés en commandite doivent être constatées par des actes publics ou sous signature privée.

Aux sociétés en commandite s'appliquent les prescriptions contenues dans les art. 39, 41, 42, 43, 44, 46, 64, précédemment énoncés en traitant des sociétés en nom collectif, et que, par cette raison, il serait superflu de reproduire : rappelons seulement que les nullités dont il est question dans ces divers articles sont d'ordre public et qu'elles ne comportent ni extension, ni restriction.

Cependant, il est nécessaire de remarquer que la disposition de l'art. 46, qui exige, sous peine de nullité, la déclaration de tout changement ou retraite des associés, ne saurait s'appliquer aux sociétés en commandite par actions, surtout lorsque ces actions sont devenues négociables et ne sont plus nominatives, aux termes de la loi du 17 juillet 1856. La publicité donnée au changement des propriétaires d'actions n'aurait aucun intérêt, et son défaut ne justifierait pas les sévérités, en ce cas inopportunes, des art. 42, 43 et 44.

La société en commandite finit comme la société en nom collectif; toutefois, il importe de signaler une différence pro-

fonde qui résulte à cet égard du caractère particulier à chaque espèce de société.

La société en nom collectif finit par la mort naturelle, par l'interdiction, par la déconfiture ou faillite de l'un des associés. Cela se comprend dans une espèce de société dont les membres sont solidairement et absolument responsables, et ont dû tenir un grand compte des convenances personnelles dans l'adhésion donnée au contrat de société.

Mais dans les sociétés en commandite par actions, le capital des commanditaires remplace leur personnalité; il est *tout*, dans l'association, et la négociabilité des actions, dans les limites légales, prouve surabondamment que les considérations personnelles, si entières dans les sociétés en nom collectif, n'ont dans les sociétés en commandite qu'une importance négative.

Donc la mort, l'interdiction, la déconfiture ou la faillite d'un actionnaire n'auraient pas l'effet de provoquer la dissolution d'une société en commandite par actions.

Si la société en commandite n'était point par actions, l'élément collectif, la considération personnelle y domineraient, et il faudrait suivre la règle qui prescrit cette condition de dissolution aux sociétés en nom collectif.

Il est admis généralement que la mort du gérant d'une société en commandite par actions ou non par actions entraîne de plein droit la dissolution de la société; il faut donner le même effet à l'interdiction, à la déconfiture ou à la faillite du gérant.

Néanmoins, nous croyons que l'opinion contraire peut prévaloir, surtout depuis la loi du 17 juillet 1856, qui, à côté du gérant, place un conseil de surveillance dont l'action tend à rendre, pour ainsi dire, plus impersonnelle la gestion des intérêts sociaux.

Enfin, si l'acte de société est muet sur le mode de liquidation qui devra être suivi, après la dissolution de la société, ce sera à la loi qu'il faudra recourir, et ce que nous avons dit

à cet égard, en traitant des sociétés en nom collectif, s'applique également aux sociétés en commandite.

Les contestations entre associés et pour raison de la société sont de la compétence ordinaire du Tribunal de commerce.

DES SOCIÉTÉS ANONYMES.

« La *société anonyme* n'existe point sous un nom social : elle n'est désignée par le nom d'aucun des associés. » (Art. 29, C. com.)

L'art. 29 définit la qualification d'anonyme donnée à cette espèce de société. Une personne étrangère à la société ne peut pas plus que les associés lui donner son nom.

« Elle est qualifiée par la désignation de l'objet de son entreprise. » (Art. 30, C. com.)

La société s'appellera, par exemple : *Société d'assurances, Société des mines et hauts-fourneaux de ****, *Comptoir d'escompte de ****, *Banque de France*, *Compagnie du chemin de fer de ****, etc.; chaque société, dans sa qualification, indiquant l'objet de son exploitation.

Dans tous les cas, l'appellation adoptée par chaque société devient, comme un nom, sa propriété; et la concurrence devra la respecter.

« Elle est administrée par des mandataires à temps, révocables, associés ou non associés, salariés ou gratuits. » (Art. 31, C. com.)

Cette latitude accordée au choix des administrateurs est une conséquence du caractère particulier à cette société. Elle ne connaît que des capitaux, des actions; elle ne connaît pas les porteurs. Aussi, dans tous les actes de société anonyme, le droit d'assister et de voter aux assemblées n'est accordé qu'à la personne qui justifie de la possession de tel nombre d'actions.

Quant au mode d'administration, les statuts *doivent* le déterminer.

Les statuts fixeront aussi la forme et les conditions suivant lesquelles seront nommés les administrateurs; ils préciseront les pouvoirs des assemblées, les époques périodiques de leur convocation, la discipline et la majorité des délibérations.

Si les statuts n'ont pas spécifié et défini le mandat conféré aux administrateurs, on appliquera à la gestion de ceux-ci les règles générales qui régissent le mandat.

A moins de disposition contraire des statuts, le mandat des administrateurs ne comportera qu'une gestion strictement administrative, et par conséquent impliquera une interdiction absolue d'aliéner ou d'hypothéquer, ou de faire quelque acte que ce soit de propriété.

Les administrateurs pourront, si les statuts ne s'y opposent, transiger, compromettre; ils représenteront la société en justice pour les différends relatifs à l'administration.

D'ailleurs, les statuts ne seront limités dans la pleine liberté de leurs dispositions que par les prescriptions générales antérieurement énumérées que la loi impose à toute société, et par les termes très-absolus de l'art. 31, qui ne permettent pas aux statuts d'une société anonyme de contrevenir au principe par lui exprimé.

« Les administrateurs ne sont responsables que de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu. Ils ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux engagements de la société. » (Art. 32, C. com.)

Les administrateurs ne seront donc personnellement responsables que s'ils ont excédé les limites de leurs pouvoirs; mais ils engageront la société, s'ils ont agi dans les bornes de leur mandat.

« Les associés ne sont passibles que de la perte du montant de leur intérêt dans la société. » (Art. 33, C. com.)

Il n'y a pas ici d'exception semblable à celle que nous avons

signalée contre l'associé commanditaire qui s'immisce dans la gestion de la société. L'art. 33 est très-absolu, et, en aucun cas, le membre d'une société anonyme ne sera tenu des dettes sociales au delà du montant qu'il a dû verser à la caisse de la société.

Ce que nous avons dit de l'associé commanditaire, en ce qui touche le caractère civil de la souscription sociale, s'applique à l'actionnaire de la société anonyme. Ces actes de souscription ne constituent pas des actes de commerce, et n'assujettissent leurs auteurs ni à la juridiction commerciale, ni à la contrainte par corps.

« Le capital de la société anonyme se divise en actions et « même en coupons d'actions d'une valeur égale. » (Art. 34, C. com.)

L'acte de société déterminera la valeur des actions.

La loi n'impose aucun minimum au chiffre des actions, comme elle l'a fait pour les actions des sociétés en commandite.

Les statuts précisent généralement les époques, les conditions et la quotité des versements partiels imposés à chaque action ; ils indiquent la responsabilité encourue par tout actionnaire qui ne remplirait pas ses engagements.

Quand un actionnaire n'exécute pas les versements auxquels il est obligé, la société est très-ordinairement autorisée à faire publier les numéros des titres défaillants, et si les versements en retard n'ont pas eu lieu dans les quinze jours de cette publication, la société fait vendre à la Bourse ces actions, aux risques et périls du propriétaire, qui profitera ou sera responsable de la différence, quelle qu'elle soit.

« L'action peut être établie sous la forme d'un titre au porteur. Dans ce cas, la cession s'opère par la tradition du « titre. » (Art. 35, C. com.)

Le droit afférent à l'action passera à celui qui deviendra porteur du titre, et qui sera admis par la société à l'exercice de ce droit par la seule production du titre d'action. C'est là un principe absolu.

Toutefois, la tradition du titre ne suffit à en assurer la cession qu'autant que la société est en pleine activité. La société dissoute, il n'en serait plus de même : le titre d'action ne serait plus qu'un titre de créance contre la société, et le transport de ce titre serait assujéti aux formalités légales prescrites par le Code civil, afin de produire son effet contre les tiers.

« La propriété des actions peut être établie par une inscription sur les registres de la société. Dans ce cas, la cession s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur les registres et signée de celui qui fait le transport ou d'un fondé de pouvoir. » (Art. 36, C. com.)

« La société anonyme ne peut exister qu'avec l'autorisation du gouvernement, et avec son approbation pour l'acte qui la constitue; cette approbation doit être donnée dans la forme prescrite pour les règlements d'administration publique. » (Art. 37, C. com.)

L'intervention du gouvernement est une chose mauvaise, dangereuse pour le commerce, dont le besoin essentiel est la liberté. Le gouvernement peut, selon les temps et surtout selon les hommes qui le dirigent, ne pas réussir à écarter de lui, en ce qui touche l'objet de l'art. 37, les influences de pression ou d'intérêt qui compromettent toujours sa moralité et qui enlèvent à l'industrie les concours personnels que l'intervention gouvernementale ne rassure pas ou éloigne. Les scandales et les procès du passé sont une démonstration concluante à cet égard.

Toutefois, la pensée du législateur a été pleine de sollicitude pour les intérêts des actionnaires et des tiers. Comme la responsabilité est, pour ainsi dire, impersonnelle dans ce genre d'association, le législateur a pensé qu'il y aurait pour les capitaux désireux de rechercher les avantages industriels des grandes entreprises qui affectent la forme des sociétés anonymes, une sécurité sérieuse dans la sanction donnée, après enquête, par le gouvernement, à tout projet d'association de ce genre.

Toute constitution de société anonyme sera donc subordonnée à la volonté du gouvernement, qui imposera à ses statuts les conditions obligatoires qu'il jugera utiles aux intérêts à protéger; qui fera parfois surveiller les actes de la société par un commissaire spécial, obligé d'en faire rapport à l'autorité, et qui pourra, si les conditions par lui imposées n'étaient pas scrupuleusement exécutées, reprendre l'autorisation donnée, et par conséquent dissoudre la société.

L'instruction émanée du ministre de l'intérieur, et publiée le 22 octobre 1817, définit les conditions essentielles à la satisfaction desquelles le gouvernement subordonne son autorisation. Il y est dit :

- « Elle (la loi) s'est donc réservé de constater :
- « Qu'une telle société n'est pas un piège tendu à la crédulité;
- « Que l'objet de la spéculation est licite et réel; qu'il existe,
- « non un vain prospectus sur une idée sans consistance, mais
- « déjà un acte social, un fonds d'engagement qui assure l'entre-
- « prise, des actionnaires véritables et non simplement des
- « associés qui ne figureraient en apparence que pour provoquer
- « des engagements réels;
- « Que les capitaux annoncés existent effectivement, ou que
- « le versement en est suffisamment assuré;
- « Qu'ils sont proportionnés à l'entreprise;
- « Que les statuts qui en établissent l'administration offrent
- « aux associés une garantie morale, et, en tous cas, des moyens
- « de surveillance et l'exercice des droits qui leur appartiennent
- « sur l'emploi de leurs deniers. »

Quand la société qui poursuit l'autorisation du gouvernement aura justifié de toutes ces garanties, on peut admettre qu'elle pourra, sans menacer leur sécurité, provoquer le concours et la confiance des capitaux.

La même instruction ministérielle indique la procédure à suivre par les sociétés pour demander au gouvernement l'autorisation préalable exigée par l'art. 37.

Forme et direction de la demande.

« 1° Les individus qui veulent former une société anonyme adressent leur pétition au préfet de leur département, et, à Paris, au préfet de police.

« 2° La pétition est signée de tous les actionnaires, à moins que l'acte social par eux souscrit ne contienne une délégation et un pouvoir, à cet effet, à un ou plusieurs d'entre eux.

« 3° Lorsque la société a pour objet une exploitation placée dans un autre département que le siège de son administration, la pétition adressée au préfet du domicile où elle s'établit est communiquée par les parties au préfet du lieu de l'exploitation.

« 4° La pétition n'est pas admise si elle n'est accompagnée de l'acte public constituant la société, et contenant l'engagement des associés, en telle forme que leur mise sociale, ou leur promesse de la fournir, soit ferme et irrévocable, sous la seule condition que l'approbation de Sa Majesté sera accordée.

« 5° Les statuts pour l'administration sociale sont produits en même temps que l'acte constitutif, et peuvent en faire partie. S'ils sont séparés et qu'ils ne soient remis d'abord que sous seing privé, ils doivent être signés de tous les intéressés, et contenir soumission de rédiger le tout en acte public, lorsque le ministre du commerce le requerra. L'ordonnance d'approbation n'est présentée à la signature du roi que sur le vu de l'acte public »

« Une copie simple des actes publics doit être remise en même temps, pour rester déposée dans les bureaux du ministère.

« 6° Les actes sociaux doivent énoncer :

« L'affaire ou les affaires que la société se propose d'entreprendre et la dénomination de celui de ses objets qui lui

« servira de dénomination, le domicile social, le temps de sa
« durée, le montant du capital que la société devra posséder,
« la manière dont il sera formé, soit par des souscriptions
« personnelles fixes ou transmissibles, soit en actions à ordre
« ou au porteur, les délais dans lesquels le capital devra être
« réalisé et le mode d'administration. »

Une fois faite, conformément à ces prescriptions, la demande suivra les phases administratives indiquées par la même instruction, mais qu'il nous semble inutile de mentionner ici.

« Les sociétés anonymes ne peuvent être formées que par
« des actes publics. » (Art. 40, C. com.)

Comme on l'a vu par l'instruction ministérielle précitée, § 5, l'acte public, c'est-à-dire notarié, constatant la formation de la société anonyme, doit exister préalablement à toute demande d'autorisation. Les statuts mêmes de la société devront être passés devant notaire.

La société, avant d'avoir obtenu l'autorisation du gouvernement, n'a pas d'existence légale; et, dans toute contestation entre elle et des tiers, elle ne serait pas considérée comme société anonyme, mais, selon les circonstances, comme société en nom collectif ou en commandite. Il n'en serait pas ainsi par rapport aux contestations qui pourraient surgir entre les associés. Pour eux, pas plus que pour les tiers, il n'y a eu société anonyme; mais ils ont consenti les statuts, et la justice pourra toujours les invoquer pour éclairer ses décisions, surtout si ces statuts ont été loyalement discutés, délibérés, votés.

L'autorisation du gouvernement fixe le jour où commence la société et le terme de sa durée.

« L'acte du gouvernement qui autorise les sociétés ano-
« nymes devra être affiché avec l'acte d'association et pendant
« le même temps. » (Art. 45, C. com.)

Cette injonction de la loi est absolue, et, si elle était enfreinte, il faudrait appliquer à la société qui l'aurait violée la sanction portée par l'art. 42.

De même, aux termes de l'art. 46, toute modification ap-

portée à l'acte d'association devra, à peine de nullité, recevoir la même publicité que l'acte d'association lui-même.

Mais la retraite d'un ou de plusieurs associés d'une société anonyme n'en affecterait en aucune façon l'existence légale.

Les règles établies par l'art. 1865 du Code Napoléon, relativement aux différentes manières dont finit la société, s'appliquent aux sociétés anonymes, sauf les exceptions indiquées par la nature particulière de ces sociétés.

Ainsi, elles finissent par l'expiration du temps pour lequel elles ont été contractées, par l'extinction de la chose, par la consommation de la négociation ; mais la mort, l'interdiction, la déconfiture ou la faillite de l'un des associés ne sauraient déterminer la dissolution de la société.

Enfin, la liquidation des sociétés anonymes suivra les mêmes règles que celles qui ont été précédemment indiquées pour les sociétés en général, et pour les sociétés en nom collectif et en commandite.

DES ASSOCIATIONS EN PARTICIPATION.

« Indépendamment des trois espèces de sociétés ci-dessus, la loi reconnaît les *associations commerciales en participation*. » (Art. 47, C. com.)

« Ces associations sont relatives à une ou plusieurs *opérations de commerce* ; elles ont lieu pour les objets, dans les formes, dans les proportions d'intérêt et aux conditions convenues entre les participants. » (Art. 48, C. com.)

Les associations en participation sont réputées commerciales par l'art. 47, et l'art. 48 explique cette qualification en indiquant qu'elles ont pour objet une ou plusieurs opérations de commerce. Mais on n'est pas commerçant parce qu'on fait une ou plusieurs opérations de commerce ; il faut faire de l'exercice des actes de commerce sa profession habituelle. D'où la con-

séquence que les parties, dans une telle association, ne seront pas réputées commerçantes par le seul fait de leur association ; et cependant elles seront justiciables du Tribunal de commerce pour tous les faits relatifs à l'association en participation.

Ce qui caractérise cette forme d'association commerciale, c'est la condition essentielle qu'il y ait participation ; c'est surtout l'absence de toute communauté ; chacun des associés conserve sa liberté absolue d'action, sa responsabilité individuelle ; les associés n'ont de commun que le partage des bénéfices ou des pertes dans l'opération ou les opérations objet de la participation.

Quant aux conditions de l'association, les parties les détermineront elles-mêmes, et cette convention sera leur loi.

Les associations en participation ne constituent pas, comme les sociétés, une personne morale ; elles n'ont pas de raison sociale, et, pour les tiers, elles n'existent pas : les tiers ne connaîtront que celui des *participants* avec lequel ils auront traité ; ils n'auront de garant que sa responsabilité directe et personnelle.

Mais si les participants avaient traité avec un tiers collectivement, se présentant comme associés, ils deviendraient solidairement responsables.

Au surplus, les tribunaux apprécieront si de telles circonstances de faits produites devant eux constituent une société ou une association, et ils protégeront le public contre les pièges et les fraudes que la mauvaise foi chercherait à abriter derrière le mensonge d'une prétendue association en participation.

La loi n'exige pas que les conventions, bases de ces associations, soient rédigées par écrit ; mais leur existence et leurs particularités pourront être établies par tous les genres de preuve.

« Les associations en participation peuvent être constatées
- par la représentation des livres, de la correspondance ou par

« la preuve testimoniale, si le Tribunal juge qu'elle peut être admise. » (Art. 49, C. com.)

La dissolution de ces associations se prouverait de la même façon.

« Les associations commerciales en participation ne sont pas sujettes aux formalités prescrites pour les autres sociétés. » (Art. 50, C. com.)

TITRE III

DES SOCIÉTÉS (PARTNERSHIPS),

LOI ANGLAISE.

DES DIVERSES SOCIÉTÉS ET DE LEURS RÈGLES.

La loi anglaise sur les sociétés en général est tout entière dans les *précédents*, c'est-à-dire, dans la jurisprudence. C'est dans les décisions des juges qu'il faut chercher les principes généraux qui régissent cet ordre de rapports, et les juges eux-mêmes, dans leurs sentences qu'on peut appeler réglementaires, ont pris conseil des mœurs, de l'expérience et des usages du commerce. Aussi, cette législation toute de coutume a-t-elle un caractère éminemment pratique; elle réfléchit plus

qu'elle ne règle les habitudes du commerce, et fait aux conventions des parties la part la plus entière.

Une société est le résultat d'un contrat par lequel une ou plusieurs personnes mettent en commun leur propriété et leur industrie, en vue d'une entreprise commune et de bénéfices communs.

Pour qu'il y ait société, il faut qu'il y ait communauté de profits stipulée; sinon, il n'y a pas société.

Toute personne capable de contracter peut faire partie d'une société; la femme mariée, admise par la coutume de *la cité de Londres* à devenir commerçante, a le droit de faire partie d'une société de commerce. Il en est de même pour les femmes mariées qui ont recouvré l'exercice direct et personnel de leurs droits civils, par suite soit d'un jugement de séparation judiciaire, soit d'un ordre qui accorde à la femme, abandonnée depuis plus de deux ans par son mari, la libre disposition de sa fortune et du fruit de son travail.

Un contrat de société consenti par un mineur peut être validé par lui à sa majorité.

Toute société commerciale a pour objet l'exercice d'actes de commerce; du reste, il peut y avoir société aussi bien pour une seule transaction que pour une série d'opérations.

La société se forme par l'intervention de toutes les personnes capables qui veulent s'y engager.

Elle est complètement distincte, indépendante de chacun de ses membres, avec lesquels elle peut transiger, et qui peuvent de leur côté transiger avec elle, comme s'ils étaient étrangers entre eux.

Toutefois, quoique la société, en égard aux associés, ne puisse être que le résultat d'un contrat, il peut arriver qu'une personne étrangère au contrat devienne responsable vis-à-vis des créanciers de la société dans les mêmes conditions qu'un associé.

Par exemple, un individu étranger à une société prête son nom à cette société, et se laisse présenter au public

comme associé : cet individu devient responsable envers les tiers, comme s'il faisait partie de l'association, et la loi lui donne la dénomination significative d'*associé en nom* (*nominal partner*).

Mais cette responsabilité ne sera acquise qu'aux créanciers de la société qui, lors de leurs transactions avec celle-ci, ignoreraient les rapports réels de l'*associé en nom* avec les autres membres de l'association.

DES ENGAGEMENTS DES ASSOCIÉS ENTRE EUX.

La société commence à l'époque convenue entre les associés, ou indiquée par les circonstances.

Sa durée est déterminée par le contrat de société ou par la nature des opérations objet de la société.

Si rien n'a été convenu à cet égard, la société est dite *société à volonté* (*partnership at will*), et par conséquent sa durée est à la discrétion même *arbitraire* d'un seul des membres qui la composent.

Le droit anglais n'admet pas l'hypothèse d'une société illimitée : ce serait supposer que la liberté individuelle puisse s'aliéner, ce qui est contradictoire aux principes constitutionnels mêmes qui régissent ce grand pays.

Chaque associé est obligé à l'exécution sévère de tous les engagements par lui contractés vis-à-vis de ses coassociés : il doit donc réaliser son apport social, quelle qu'en soit la nature, capital ou industrie.

La loi a pour principe de se plier pour tout cela à toutes les conventions des parties, se réservant d'en assurer par la justice, et surtout par l'équité, la scrupuleuse observation.

Tout associé qui manquerait à ses engagements serait passible de toutes les conséquences préjudiciables à la société qui résulteraient de ses actes, et le jury appréciant rigoureuse-

ment le dommage y proportionnerait aussi rigoureusement l'indemnité.

La mise en demeure d'un associé qui doit verser une somme d'argent à la société aura pour effet de l'assujettir de droit à tenir compte de l'intérêt de cette somme à la caisse de la société, pour tout le temps que l'argent est resté indûment en ses mains, sans préjudice de tels dommages-intérêts que les circonstances justifieront.

La bonne foi, le désintéressement réciproque des associés envers la société, sont, pour chacun d'eux, une obligation impérieuse, un devoir sévère. Tel membre ne pourrait stipuler un avantage à son profit personnel et au préjudice des autres : si cela arrivait, il serait considéré comme ayant agi en qualité de mandataire (*trustee*) au bénéfice de la société.

Les obligations imposées à chaque associé envers la société ne consistent pas seulement à s'abstenir de toute tromperie, de toute injustice ; il doit un concours zélé au succès de l'entreprise sociale.

Les associés, de leur côté, pourront exercer contre la société toutes actions leur donnant droit à telle indemnité justifiée par les avances faites à son profit, ou par la responsabilité directe encourue pour son avantage en gérant ses affaires.

Lorsqu'il y a un acte de société, tous les rapports des associés entre eux s'y trouvent ordinairement déterminés : par exemple, la mise sociale de chacun et la part de bénéfice proportionnelle à l'apport.

S'il n'y a pas de convention écrite ou verbale, les cours d'équité apprécient, prenant comme base le principe de la proportionnalité.

Rien, dans la loi anglaise, ne précise la valeur sociale relative de l'industrie apportée comme part dans une société. Ce sera matière à appréciation. Toutefois, l'on peut dire que le juge ne s'inspirerait pas des considérations qui ont produit l'art. 1853 du Code Napoléon, car il est admis que, lorsqu'un associé apporte tout le capital, et que l'autre associé n'apporte

que son travail, le capital est considéré comme commun (*joint stock*); et, en cas de dissolution, l'*associé industriel* peut réclamer une part égale, c'est-à-dire, moitié du capital.

Un associé peut valablement stipuler qu'il ne sera pas assujéti aux pertes, et cette stipulation vaudra entre lui et ses coassociés, sans qu'il soit possible de l'opposer aux tiers. C'est là un principe en opposition absolue avec l'article 1855 du Code Napoléon.

Mais il ne serait pas permis de stipuler que tel associé sera exclu de toute participation dans les profits de la société; car il n'y a de société qu'à la condition de partager les bénéfices éventuels d'une opération ou d'une entreprise commune entre les associés.

Celui qui ne partage qu'aux bénéfices est responsable vis-à-vis des tiers des engagements de la société, car la part de profit qu'il prélève constitue une part du gage des créanciers de la société.

On appelle *associé dormant* (*dormant partner*) celui qui ne partage qu'aux bénéfices et dont le nom ne figure ni dans l'acte de société, ni dans aucune des opérations publiques de la société, et qui n'existe pour les tiers que le jour où ceux-ci ont pu s'assurer de son caractère d'associé.

Pour qu'il y ait communauté de bénéfices, il faut que l'associé ait part aux bénéfices à titre de *principal*, c'est-à-dire que sa part ne lui soit allouée ni comme *agent*, ni comme *facteur*, ni comme *employé* recevant, au lieu de salaires, une certaine part sur les profits.

Toutefois, un employé qui stipule, comme salaires, une part dans les bénéfices, et qui, en cette qualité, a droit de contrôle sur les opérations de la société devient associé vis-à-vis des tiers, quoiqu'il ne puisse revendiquer ce caractère vis-à-vis de ceux qui l'emploient.

Sauf stipulation ou preuve contraires, chaque associé est l'agent accrédité des autres, que ceux-ci soient *actifs*, ou *en*

nom, ou *dormants*, et peut les engager au nom, à la charge ou au profit de la société.

Cette présomption est de droit vis-à-vis des tiers, à moins qu'il ne soit établi, pour les associés en *nom* ou *dormants*, que le tiers contractant avait connaissance de leur situation exceptionnelle dans la société, au moment où il traitait avec eux.

Un associé peut n'avoir qu'un intérêt minime ou nul dans la société; vis-à-vis des tiers, sa responsabilité sera égale à celle des autres associés. Au surplus, tout associé qui a contracté des obligations personnelles, ou qui tombe en faillite, ne peut être poursuivi que jusqu'à concurrence de sa mise sociale ou de son intérêt individuel dans la société.

Il n'est pas permis à un associé d'introduire un nouveau membre dans la société sans le consentement des autres associés. Ce principe peut subir exception, s'il y a été dérogé par stipulation expresse dans le contrat de société; et, si l'un des associés vient à décéder, ses exécuteurs testamentaires n'auront d'autre droit que de demander la liquidation de sa part d'intérêt dans la communauté sociale.

Aucune disposition légale n'exige que le contrat de société soit écrit. Il peut n'être que verbal, ou ne résulter que des actes accomplis en commun par les associés présumés.

Néanmoins, ce contrat est généralement écrit. L'acte qui le constate mentionne l'objet de l'association, l'époque à laquelle la société commence, l'époque à laquelle elle finit, le montant du capital, la contribution de chaque membre à la formation de ce capital, la proportion dans laquelle se diviseront les bénéfices éventuels des opérations, les devoirs respectifs des associés, les règles de l'administration, les conditions et les formes relatives à la liquidation.

En général, il est convenu, et les cours d'équité se conforment à cet usage, que les marchandises qui se trouvent, au moment de la dissolution, en la possession de la société seront converties en argent, et que cet argent sera partagé entre les intéressés.

S'il n'a pas été stipulé que les différends entre associés seront jugés par des arbitres, les cours de *droit commun* et les cours d'*équité*, chacune selon leur juridiction particulière, prononceront sur ces contestations. Les cours d'*équité* connaissent de tout différend entre associés. La juridiction est spéciale.

Ordinairement on convient que ces difficultés seront résolues par la voie de l'arbitrage; néanmoins, les cours de justice ne pourraient pas repousser la demande de l'associé qui, en violation de cette clause par lui consentie, les saisirait d'une action dont les arbitres seuls auraient eu le droit de connaître. Dans ce cas, les cours, quelle que soit l'issue du procès engagé devant elles, condamneront l'associé réfractaire à son engagement à tels dommages-intérêts stipulés comme sanction pénale de la clause violée, et la jurisprudence a même prévalu d'allouer une indemnité contre une pareille violation du contrat, en l'absence de toute clause pénale spécifiée.

DES ENGAGEMENTS DES ASSOCIÉS A L'ÉGARD DES TIERS.

Le droit anglais ménage et protège avec un grand soin et une scrupuleuse sévérité les droits des tiers à la responsabilité des associés.

Cette responsabilité commence avec la société.

Elle finit par la dissolution légalement publiée de la société. La publicité s'opère par le moyen de circulaires, d'insertions dans les journaux et surtout d'avis insérés dans la *Gazette*.

Tant que cette publicité n'a pas eu lieu, la société est présumée exister, et la responsabilité de tous les associés est acquise à tous ceux qui, depuis la dissolution de la société, auraient, dans l'ignorance de sa dissolution, transigé avec un des ex-associés.

La justice appréciera les circonstances qui seraient favorables à une présomption contraire.

Si les associés sont convenus qu'en cas de dissolution de la société l'actif et le passif de la société seront remis aux mains d'un seul des ex-associés, cette convention, parfaitement valable pour les contractants, ne limitera pas la garantie assurée aux tiers par la responsabilité solidaire de tous les associés.

La garantie des tiers est dans la responsabilité illimitée et solidaire de tous les membres de la société.

Il est de règle générale, en effet, que *chaque associé est l'agent accrédité de tous les autres, qu'ils soient actifs, en nom, ou dormants, et qu'il peut les engager soit par de simples contrats ayant pour objet les biens ou les affaires de l'établissement social, soit par des effets négociables mis en circulation au profit de la société sur toute personne agissant de bonne foi.*

Il est bien entendu que, pour engager la responsabilité sociale, les opérations conduites par un associé devront avoir pour objet les intérêts mêmes de la société ; dans le cas contraire, la responsabilité serait limitée à la personne qui a transigé avec le tiers, lors même que cette personne ferait ultérieurement participer ses coassociés aux bénéfices de ces mêmes opérations.

Doit-on interpréter la règle ci-dessus en ce sens que, sans autorisation expresse des autres, un associé pourrait les engager en acceptant un arbitrage sur tel intérêt de la société, ou en payant telle somme de dommages-intérêts ? La jurisprudence, interprète de la modération et du bon sens, n'accepte pas une pareille extension du principe de solidarité qui lie entre eux les associés.

Les effets négociables, pour engager la responsabilité sociale, devront porter le nom sous lequel est connu l'établissement industriel ou commercial de la société.

Une traite tirée sur la société sous sa dénomination convenue, et acceptée par un associé en son nom personnel, engagera la responsabilité de tous les associés.

Mais il n'en serait pas ainsi d'une traite tirée par un associé en son propre nom.

Cette faculté, accordée à chaque associé d'engager ses co-associés par des effets négociables au profit de la société, n'est point acquise aux membres d'une société qui a pour objet l'exploitation d'une ferme ou d'une mine.

En exigeant que le tiers avec lequel un associé a contracté ait agi *de bonne foi*, pour lui assurer le bénéfice de la responsabilité solidaire des autres membres de la société, le droit anglais n'entend pas protéger l'individu qui n'a pas su distinguer par le plus vulgaire discernement que la personne avec laquelle il transigeait n'avait aucun titre, aucune autorisation pour engager ses coassociés.

A plus forte raison la responsabilité sociale ne sera-t-elle pas compromise, s'il résulte des circonstances que le tiers a agi dans une intention frauduleuse, avec mauvaise foi.

La responsabilité de chaque associé vis-à-vis des tiers, en ce qui regarde les engagements des autres associés, commence dès son entrée dans la société. Il n'est point tenu des engagements contractés antérieurement.

Cette responsabilité de chaque associé finit à la dissolution de la société, par le retrait de son nom, et *seulement du jour* où il a donné à ce fait la publicité requise, soit par des circulaires, soit par des insertions dans les journaux, soit par la voie de la *Gazette*.

L'associé *dormant* n'ayant jamais figuré en nom dans la société, il ne lui est possible ni de retirer son nom, ni de dégager par le moyen que nous venons d'indiquer sa responsabilité envers les personnes qui auraient contracté avec lui, sachant sa qualité et son rôle dans l'association. Ce sera à lui à faire connaître sa retraite aux personnes qu'il jugera de son intérêt d'éclairer à cet égard, et contre le recours desquelles il voudra désormais assurer sa sécurité.

Lorsque la société est dissoute par la mort d'un des associés, l'héritier du défunt sera personnellement relevé de toute

responsabilité déterminée par les actes de la société antérieurs à la mort de l'associé. Mais les biens de ce dernier devront être épuisés, s'il est nécessaire, pour désintéresser les créanciers de la société.

De la convention des associés entre eux il peut résulter qu'ils remettent, après dissolution de la société, l'actif social aux mains d'un seul associé, à la charge de payer les dettes. Cet accord, avons-nous dit, ne portera aucune atteinte au droit des tiers qui auront toujours pour garantie la responsabilité individuelle, illimitée et solidaire des associés.

Mais il est loisible aux tiers d'accéder à une telle convention ; dans ce cas, il y a novation, et, par conséquent, libération de la responsabilité sociale.

Un associé vend en son nom personnel les marchandises de la société : celle-ci pourra poursuivre l'acheteur en paiement du prix stipulé, à l'exclusion du vendeur.

Cependant, si l'acheteur était créancier du vendeur, il pourrait opposer la compensation à la société ; et cette libération serait accueillie comme parfaitement légitime, à moins qu'il ne fût établi qu'il y a eu collusion, fraude concertée entre l'acheteur et le vendeur au préjudice de la société.

De même qu'un seul associé peut, par ses actes, engager tous ses coassociés, de même il les libère tous en payant telle dette de la société ; de même encore la garantie donnée à l'un des associés profite à tous les autres.

DES DIFFÉRENTES MANIÈRES DONT FINIT LA SOCIÉTÉ.

La société finit : 1° par l'expiration du temps pour lequel elle a été contractée ; — 2° quand l'objet pour lequel elle a été formée n'existe plus ; — 3° par le consentement mutuel des associés ; — 4° par la mort naturelle ou civile d'un associé ; — 5° par son état de faillite (*bankruptcy*) ; — 6° quand l'entre-

prise sociale est devenue impraticable ou entravée sans espoir; — 7° quand un des associés est devenu fou; — 8° quand il s'est rendu coupable de faits graves, tels que refus de rendre compte de ce qu'il a reçu ou de soumettre ses actes à l'examen de ses associés; — 9° par le mariage de la femme associée, le mariage qui investit le mari des droits et de la fortune de la femme, introduisant réellement dans la société un nouveau membre, ce qui n'est possible qu'avec le consentement unanime des associés; — 10° par la volonté d'un seul associé, quand la société n'a pas de durée limitée.

Tels sont les modes ordinaires de dissolution des sociétés.

Mais, comme cela a été dit, la dissolution de la société ne produira ses effets vis-à-vis des tiers et au bénéfice des associés que postérieurement à la publicité qu'elle aura reçue par circulaires, insertions dans les journaux et surtout dans la *Gazette*.

Rien ne s'oppose à ce que les associés ne conviennent entre eux que telle circonstance qui, à défaut de stipulation contraire, entraînerait la dissolution de la société, ne produira pas un tel effet, et que, nonobstant l'échéance de pareille éventualité, la société continuera selon les précédents errements.

Toutefois, si la raison de dissolution avait un caractère d'utilité publique; si, par exemple, le capital social était tellement amoindri par l'expérience malheureuse de la spéculation, objet de la société, qu'il n'y ait aucun espoir raisonnable de réparer les pertes éprouvées, et que telle ait été la déclaration d'une cour d'équité, rien ne saurait prévaloir contre une telle déclaration; la dissolution serait impérieusement exigée.

Les raisons que nous avons résumées à l'appui de chacune des causes de dissolution prévues par les art. 1865 et suivants du Code Napoléon, ont ici la même autorité, puisque, à très-peu d'exceptions près, les circonstances qui mettent fin à l'existence d'une société, et en déterminent la dissolution, sont les mêmes dans les deux législations.

Les différences principales qu'on peut signaler se rapportent

aux particularités de la mort civile, du mariage de la femme, et de la volonté souveraine d'un seul associé, en cas de société à terme non limité.

La loi française ne reconnaît plus la mort civile, et elle a aboli le droit de confiscation, deux dispositions survivantes dans le droit anglais.

La femme qui contracte mariage ne peut stipuler ni séparation de biens, ni conditions qui lui permettent d'administrer elle-même, comme marchande publique, ses intérêts commerciaux. La femme, en Angleterre, est nécessairement, et de droit, dessaisie au profit de son mari, par le seul fait du mariage, de la propriété et de l'administration de ses biens ; et, comme on l'a vu, le consentement de son mari n'aurait pas l'effet de la rendre habile à demeurer personnellement et légalement engagée dans une société dont elle était membre capable et responsable avant son mariage.

Quand la dissolution de la société est produite par la mort naturelle ou civile d'un associé, l'héritier du défunt n'a droit au partage qu'en égard à la situation de la société au moment de la mort de son auteur ; toutefois si, à ce moment, une opération était engagée dont les résultats ne fussent pas encore liquides, l'héritier aurait part à ces résultats réalisés, qui ne seraient que la conséquence directe d'une initiative dont le défunt a eu la responsabilité.

Parfois il arrive qu'il a été convenu que l'exécuteur testamentaire ou telle personne désignée dans le testament d'un associé décédé remplacerait celui-ci dans la société. Alors la personne autorisée à continuer la personnalité sociale du défunt aura le choix ou de devenir associé, ou de se retirer de la société, sans que cette retraite soit une cause de dissolution de la société.

Dans ce dernier cas, la personne liquide la situation du défunt, et a le droit d'être payée de sa part dans l'actif social.

Mais le choix, l'option réservées au représentant du défunt n'auraient pas été sérieux, si ce représentant n'avait pu se

rendre compte préalablement de la situation réelle de la société.

Aussi lui donne-t-on sur l'état des affaires sociales tous les renseignements de nature à lui permettre de prendre, dans un temps raisonnable, une détermination réfléchie.

Cette faveur, toute de convention, est une espèce de bénéfice d'inventaire pour délibérer.

Quand la durée de la société est illimitée, c'est-à-dire, quand elle n'a pas été indiquée à l'origine du contrat, la société, comme nous l'avons dit déjà, s'appelle *société à volonté* (*partnership at will*) ; dans une telle société, il y a dissolution par la volonté d'un associé, et du moment même où cette volonté s'est manifestée.

La loi anglaise est absolue ; elle ne distingue pas, comme la loi française, qui exige que la renonciation soit de bonne foi et non faite à contre-temps.

Lorsque la société est à terme, la dissolution peut précéder l'échéance du terme, s'il survient telle des causes de dissolution ci-dessus énumérées, affectant soit le capital social, soit la capacité, soit la solvabilité d'un associé, soit le nombre originaire des membres de la société.

LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ.

La société étant dissoute, il est procédé à sa liquidation. Si le mode de liquidation a été spécifié dans le contrat, on s'y conforme ; si rien n'a été prévu à ce sujet, l'habitude, seule loi qui régit cette matière, veut que tout l'actif soit converti en argent, et que l'argent réalisé soit partagé entre les associés proportionnellement à leur droit. C'est ainsi, nous le rappelons, que procèdent les cours d'équité.

La responsabilité matérielle des associés étant illimitée, si, au lieu d'actif, la société dissoute ne laisse qu'un passif, les dettes sociales sont solidairement éteintes par les associés qui en supportent proportionnellement la charge.

Dans toute liquidation ordonnée en justice, après dissolution de la société, la cour prend en considération la balance non pas seulement des opérations accomplies au moment de la dissolution, mais aussi de celles dont les résultats ne sont point acquis encore.

La liquidation de la société accomplie et la dissolution consommée, tous les associés deviennent désormais étrangers entre eux ; ils deviennent également étrangers vis-à-vis des tiers, s'ils ont eu soin de publier utilement le fait de la dissolution de la société, et seulement du jour où aura eu lieu cette publicité.

Si la liquidation a été onéreuse, et que ses charges n'aient pas été proportionnellement supportées, ceux des associés qui auront été frappés au delà de leur part contributoire auront contre qui de droit une action en restitution.

La loi anglaise n'indique aucune division correspondante à la division légale de l'art. 19 du Code de commerce qui reconnaît trois espèces de sociétés commerciales ; mais, en fait, ces trois espèces de sociétés existent dans le droit anglais comme dans le droit français.

Toutes sociétés qui ne sont pas enregistrées ne sont considérées que comme *partnerships*, ayant à peu près les caractères de la société *en nom collectif*.

Les sociétés dites *joint stock limited companies* correspondent aux sociétés en commandite, eu égard à la responsabilité commanditaire.

Les sociétés dites *corporations* correspondent aux sociétés anonymes.

DES SOCIÉTÉS NON ENREGISTRÉES CORRESPONDANT AUX SOCIÉTÉS EN NOM COLLECTIF.

Les sociétés non enregistrées par acte spécial de parlement, par charte d'incorporation, ou sous l'empire de l'acte du 14 juil-

let 1856, participent du caractère essentiel des sociétés *en nom collectif*

Tous les membres en sont responsables solidairement et indéfiniment, quelles que soient les stipulations contraires arrêtées entre eux par les associés.

Tous peuvent également engager la société et gérer ses affaires.

Mais, à la différence de la loi française, la loi anglaise n'exige d'aucune société non enregistrée qu'elle ait une *raison sociale* ; elle n'exige pas non plus qu'elle soit établie par un acte écrit, assujéti à telles énonciations déterminées et nécessaires, à telles exigences de publicité.

D'ailleurs, il faut dire des sociétés *non enregistrées* ce que nous avons dit de la société en nom collectif, qu'elles sont le type général de ces universalités juridiques, et que le principe de la responsabilité illimitée sur lequel elles reposent constitue le droit commun de toute association commerciale.

Nous avons dit que la *raison sociale* n'est pas exigée des sociétés commerciales non enregistrées ; cependant on donne presque toujours un nom à l'établissement industriel ou commercial qu'elles conduisent, et que l'on désigne par cette expression *firm*.

Néanmoins, si la loi n'exige pas de raison sociale représentée par un ou plusieurs noms d'associés, on rencontre assez souvent cette formule : B^{***} et C^o (B^{***} et compagnie).

On peut convenir qu'un seul ou deux, ou plusieurs associés auront la signature sociale et pourront seuls engager la société ; mais cette circonstance, pour être efficace à l'égard des tiers, devra être rendue publique. En l'absence de cette stipulation ou de la publicité donnée à la convention, chacun des associés a le pouvoir d'engager tous les autres ; sa signature devient alors une signature sociale.

Néanmoins, le nom de l'établissement (*firm*), sous lequel peut être connue une société n'aura pas la considération légale attachée par la loi française à la raison sociale.

La société n'agira pas, ne poursuivra pas et ne sera pas poursuivie en justice sous ce nom. Ce sont les associés eux-mêmes qui seront nominalement en cause.

Les associés seuls font partie de la société; toutefois, ce qui a été dit de l'*associé en nom* (*nominal partner*), en ce qui touche sa responsabilité envers les tiers, retrouve ici son application.

Les membres de la société non enregistrée sont tous solidairement responsables des engagements de la société contractés soit par chacun d'eux, soit par celui ou ceux auxquels a été exclusivement réservé ce pouvoir.

Cette responsabilité solidaire ne s'étendra pas à l'héritier de l'associé décédé : les biens de la succession seront seuls appelés à garantir les obligations de la société.

Du reste, les associés arrêtent ordinairement dans leur contrat toutes les particularités relatives à leurs obligations, à leurs droits respectifs, au mode d'administration des affaires de la société; si rien n'a été prévu à cet égard, tous les membres ont les mêmes obligations, les mêmes droits, la même investiture de l'administration sociale.

Si les associés avaient remis à un ou plusieurs d'entre eux l'administration des affaires, et si la publicité nécessaire avait fait connaître en leur qualité spéciale la personne ou les personnes chargées de l'administration, c'est avec cette personne ou ces personnes seules que devraient transiger les tiers qui veulent traiter avec la société.

L'administrateur peut être révoqué par la volonté d'un seul des associés, à moins que dans l'acte qui a conféré l'administration les conditions de la révocation n'aient été expressément spécifiées. Mais il n'est pas douteux que, nonobstant toute réserve, l'administrateur qui compromettrait, soit par ses fraudes, soit par ses fautes lourdes, les intérêts de la société, serait assujéti non-seulement à la révocation de son mandat, mais encore à toute la responsabilité personnelle résultant de sa coupable administration.

Toutes ces circonstances seront appréciées par les *cours d'équité*.

En ce qui touche les délibérations relatives aux intérêts de la société, les associés se comporteront comme les membres de toute assemblée délibérante, et les décisions seront prises à la majorité, sauf les dispositions contraires qui résulteraient du consentement exprès des associés.

De même que dans le droit français, il est interdit, à moins d'exception expressément convenue, d'introduire dans la société aucun membre nouveau, par quelque moyen que ce soit, sans le consentement unanime des autres associés.

Libre cependant à celui des associés qui veut intéresser un tiers à sa part de bénéfices dans la société, de réaliser cette participation, pourvu que le tiers participant demeure étranger à la société.

Si la constitution de la société est attestée par un acte, les dispositions contenues dans ce que les Anglais appellent les *articles de l'association* (*articles of partnership*) formeront la loi des parties qui devront rigoureusement s'y conformer.

D'ailleurs, nulle publicité n'est requise pour ces statuts; ce sera aux tiers qui contracteront avec la société à se pourvoir des renseignements utiles à leur sécurité.

De cette absence complète de formalités légales il résulte que les causes de nullité des sociétés sont extrêmement rares, et que, en dehors des circonstances toujours faciles à prévoir qui en déterminent la dissolution, les sociétés non enregistrées, une fois formées par le consentement des membres qui les composent, jouissent de la stabilité qui caractérise les rapports spécifiés par les contrats ordinaires.

La juridiction qui prononce sur les contestations des associés entre eux est la juridiction des *cours d'équité* (*court of equity*); celle qui prononce sur les différends survenus entre la société et les tiers est généralement la juridiction de droit commun (*court at law*).

Les sociétés non enregistrées sont ordinairement contrac-

tées pour une période de temps convenue; mais la loi n'exige rien à cet égard, et les associés peuvent négliger ce soin. Seulement, dans ce dernier cas, comme nous l'avons vu, la société est dite à *volonté* (*partnership at will*), et la liberté des associés est absolue en ce qui concerne la durée de leur participation à la société.

Les causes de dissolution seront prévues dans l'acte ou dans les statuts de l'association, s'il en existe; sinon, ce seront celles que nous avons précédemment énumérées; la liquidation se fera selon les habitudes qui servent de loi à cette opération suprême de toute société.

Cependant le législateur, par l'acte du 23 juillet 1858 (21 et 22, Vict., c. 60, s. 23), a ouvert les bénéfices de la liquidation légale, telle qu'elle est réglée par l'acte du 14 juillet 1856 sur les sociétés en commandite, à toute société non enregistrée, *composée de sept personnes au moins, ayant un capital fixe, divisé en actions d'un montant déterminé, et dont l'existence est antérieure à l'acte du 14 juillet 1856, à la seule condition de se faire enregistrer pour jouir de cet avantage.*

DES SOCIÉTÉS EN COMMANDITE (JOINT STOCK COMPANIES).

La société à *capitaux unis* (*joint stock company*) correspond à la société en commandite, avec cette différence fondamentale qu'elle ne comporte pas le concours de deux éléments distincts, de deux catégories d'associés n'ayant ni mêmes droits, ni même responsabilité.

La société anglaise comprend bien ces deux éléments, mais elle les distingue et n'admet entre eux aucun rapport de communauté, de participation sociale.

Dans la commandite française, il y a l'élément de responsabilité illimitée et l'élément de responsabilité limitée, associés entre eux. Dans la commandite anglaise, la responsabilité est

illimitée ou limitée, mais il n'est pas admis que dans une même société il y ait des responsabilités différentes.

Donc, dans la loi anglaise, il y a la commandite à garantie illimitée et la commandite à garantie limitée, toutes deux régies par les mêmes règles, sans distinctions, sans exception : et cela se conçoit, puisque la seule différence qui existe entre elles porte sur le caractère de la garantie qui n'intéresse que les tiers.

Toutefois, il faut remarquer que toutes les sociétés à capitaux unis ne constituent pas des commandites : toute société qui est composée de moins de sept personnes, qui n'a pas un capital social fixe, divisé en actions d'un montant déterminé et égal, n'est pas une commandite, quoiqu'il y ait réellement *joint stock*, capitaux unis. Une telle société est assujettie aux règles des sociétés ordinaires, *partnerships*.

La loi anglaise s'est essayée à de très-nombreuses expériences avant d'arriver à formuler les principes que nous trouvons minutieusement et si longuement analysés dans les actes de 1856, 1857, 1858, qui régissent actuellement la formation, l'économie administrative et la liquidation des sociétés ; l'on sent qu'elle s'est religieusement inspirée des seuls conseils qui pouvaient avoir autorité, des conseils venus des épreuves même subies par le commerce, par l'industrie, auxquels n'avaient confiance, malgré leur bonne volonté, ni les capitaux, ni l'audace pourtant si téméraire de la spéculation.

C'est que la législation antérieure, véritable anachronisme, était réellement un obstacle jaloux, au lieu d'être un encouragement désintéressé à la formation de ces sociétés, seules puissances industrielles capables de réaliser les merveilles de la production contemporaine, et de faire honneur aux sérieuses promesses de l'avenir ; c'est que, surtout, la fiscalité la plus avare, l'intervention la plus méticuleuse de l'autorité les étreignaient dès leur berceau comme pour les empêcher de grandir, comme pour stériliser leur généreuse fécondité.

L'acte du 14 juillet 1856 a noblement rompu avec cette tradition inintelligente et fatale; et il a assuré, en la réglementant avec une réserve très-sagement timide, la plus grande liberté de constitution et d'action aux sociétés en commandite.

L'acte du 14 juillet 1856 est connu sous la dénomination de « *The joint stock companies act. 1856.* » Voici ses principales dispositions, applicables, ne l'oublions pas, à toutes les commandites, que leur garantie soit ou non limitée :

CONSTITUTION ET INCORPORATION DES SOCIÉTÉS. — ENREGISTREMENT.

Une association légitime de sept personnes au moins peut, par la souscription des noms de ses membres à un mémorandum ou acte d'association, et en satisfaisant aux prescriptions du présent acte relativement à l'enregistrement, devenir *société incorporée avec ou sans garantie limitée*.

L'acte d'association contiendra :

Le nom de la société ;

La partie du royaume uni, Angleterre, Écosse ou Irlande, où doit être établi l'office enregistré de la société ;

L'exploitation projetée de la société ;

Le caractère de la responsabilité des actionnaires, limité ou illimité ;

Le montant du capital nominal de la société ;

Le nombre des actions et le montant de chacune d'elles.

Si la société est à garantie limitée, le mot *limité (limited)* terminera l'énonciation du nom de la société.

Nulle société ne sera enregistrée sous un nom identique à celui sous lequel une autre société est déjà enregistrée, ou dont la ressemblance avec ce dernier serait calculée pour tromper le public.

Une fois enregistré, l'acte d'association lie entre eux les actionnaires, comme si chacun d'eux avait signé ou apposé son sceau au pied de l'acte.

Chaque souscripteur doit prendre au moins une action, et le nombre des actions prises par lui est mis en regard de son nom dans l'acte d'association, pour être ultérieurement entré dans le registre des actionnaires.

Les statuts de la société (*articles of association*) contenant les règlements de la société, et signés par les souscripteurs, accompagneront, s'ils n'y sont pas insérés, l'acte de société.

Les statuts contiendront, quelle que soit la nature spéciale de la société en commandite, des dispositions concernant la souscription, la transmission et la forfeiture des actions, les appels de fonds, l'augmentation du capital, les assemblées générales, le vote des actionnaires, le nombre, les pouvoirs, l'élection, l'administration des directeurs, la fixation de la distribution des dividendes, les comptes et l'audition des comptes de la société, et enfin le mode suivant lequel doivent être délivrés les avis aux actionnaires.

Les statuts, une fois enregistrés, lient la compagnie et les actionnaires de la même façon que si chaque actionnaire s'était engagé par acte spécial à s'y conformer.

L'acte de société et les statuts portent le même timbre que les contrats.

Les copies ne sont pas soumises au timbre; et, néanmoins, toute personne qui signe une copie imprimée de l'acte de société ou des statuts est censée avoir signé les originaux mêmes.

L'exécution de ces accords (acte de société ou statuts) sera attestée par un témoignage au moins, et cela sera suffisant pour l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande.

L'acte de société et les statuts seront remis, pour être enregistrés, à l'enregistreur des sociétés en commandite, moyennant tels droits déterminés.

Cet enregistrement aura pour effet de faire certifier de sa main par l'enregistreur que la société est incorporée, et, si tel est le cas, que la société est à garantie limitée. Dès lors, les souscripteurs à l'acte de société, et ceux qui deviendront actionnaires par la suite, formeront une corporation (*body corporate*)

désignée par le nom prescrit dans l'acte de société. Une telle société participera du caractère des corporations qui jouissent d'une existence perpétuelle (*perpetuel succession*); elle aura un sceau commun et pourra posséder des terres.

Le certificat d'incorporation délivré par l'enregistreur fera preuve que toutes les formalités exigées pour l'enregistrement ont été remplies; et sa date sera considérée comme la date de l'incorporation de la société.

On peut se procurer, moyennant un droit de 5 schellings (6 francs 25 centimes), un double de ce certificat.

Dès que le certificat d'incorporation est délivré par l'enregistreur, la société peut distribuer des certificats d'actions aux souscripteurs de l'acte de société et à toutes autres personnes qui auront droit à des actions.

Ces actions constituent une propriété dont le caractère est essentiellement personnel; elles portent toutes un numéro d'ordre.

DU REGISTRE DES ACTIONNAIRES.

Toute société enregistrée sous l'empire de la loi du 14 juillet 1856 sera tenue d'avoir un registre des actionnaires en un ou plusieurs livres.

Ce registre devra contenir les noms, adresses, professions des actionnaires, le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, avec les numéros des actions; le montant des versements faits sur chaque action par les actionnaires, la date d'entrée sur le registre du nom de ceux-ci, la date à laquelle telle personne a cessé d'avoir aucune action.

Au moins une fois par an, il sera dressé une liste de toutes les personnes qui, dans les quatorze jours après la première des assemblées ordinaires et annuelles des actionnaires, se trouveront possesseurs d'actions de la société; cette liste con-

tiendra les noms, adresses, professions des personnes y mentionnées, le nombre des actions possédées par chacune, et, de plus, les particularités suivantes :

Le montant du capital nominal de la société, et en combien d'actions ce capital est divisé ;

Le nombre des actions prises depuis l'origine de la société ;

Le montant des appels faits sur chacune d'elles ;

Le montant des appels répondus ;

Le montant des appels non répondus ;

Le montant des actions forfaites.

Cette liste sera inscrite dans une partie spéciale du registre ; elle devra être dressée et complétée dans les sept jours qui suivront le premier délai de quatorze jours ci-dessus mentionné ; et copie authentique, sous le sceau de la société, en sera transmise sans délai à l'enregistreur.

Le public pourra, moyennant certains droits, prendre connaissance et même copie de cette pièce, aux mains de l'enregistreur.

Toute infraction à la disposition qui ordonne la tenue d'un registre des actionnaires et l'envoi à l'enregistreur de la liste dont il vient d'être parlé, sera punie d'une amende qui n'excédera pas 5 livres sterling (125 francs).

Aucun avis de fidéicomis ne sera entré dans le registre ni recevable par la société ; et ne seront considérées comme actionnaires, les souscripteurs à l'acte de société exceptés, que les personnes qui auront pris des actions et dont les noms auront été inscrits dans le registre des actionnaires.

Tout transfert d'actions sera fait dans la forme déterminée par la loi, et devront concourir à cet acte le cédant et le cessionnaire ; le cédant sera présumé être propriétaire de l'action jusqu'à l'entrée au registre du nom du cessionnaire.

Un certificat sous le sceau de la société, spécifiant les actions possédées par un actionnaire, sera un titre probant *prima facie* de la propriété des actions y spécifiées au profit de l'actionnaire qui le produira.

Le registre des actionnaires sera conservé à l'office enregistré de la société. Il ne pourra être clos plus de vingt jours dans l'année; ces vingt jours exceptés, il sera ouvert chaque jour, deux heures au moins, à l'inspection des actionnaires et du public. Les étrangers seuls seront assujettis à un droit de 1 schelling (1 franc 25 centimes) pour examiner ce registre.

Toute personne peut même exiger une copie du registre moyennant un droit fixe de 6 pence (60 centimes) pour chaque centaine de mots de la copie. En cas de refus de la société de procurer ou l'examen ou une copie du registre, la société encourra une amende n'excédant pas 2 livres sterling (50 francs) pour chaque refus, et de 2 livres sterling pour chaque jour de persévérance dans ce même refus.

Si, sans motif suffisant, on a entré ou omis d'entrer dans le registre des actionnaires de la société le nom d'une personne, cette personne ou tout actionnaire de la société pourront se pourvoir en justice (cour de droit commun ou d'équité) pour faire rectifier l'erreur, avec condamnation de la société aux frais et à tels dommages-intérêts qu'il y aura lieu au profit de la partie lésée.

Dans ce cas, la cour est compétente pour statuer sur les questions de titre aux actions, sur le droit à être enregistré, et sur toute circonstance qui nécessiterait une rectification au registre.

La société est responsable des dommages résultant de toute négligence ou de tout délai non justifiés à enregistrer les transferts.

Le registre fait foi en justice de toutes mentions qui y sont consignées.

Tout actionnaire peut, moyennant un droit de 1 schelling, avoir une copie de l'acte de société et des statuts, et la société qui s'y refusera sera passible d'une amende de 1 livre sterling (25 francs) pour chaque refus.

L'acte du 13 juillet 1857 a modifié les règles ci-dessus établies relativement à l'enregistrement des actions et au retour

de la liste à l'enregistreur, en ce qui touche les sociétés à garantie limitée.

L'art. 5 permet à toute société à garantie limitée de convertir en fonds publics (*stock*) toutes les actions dont le montant a été intégralement versé. Cette conversion accomplie, toutes les dispositions qui prescrivent de diviser le capital de la société en actions d'un montant déterminé et numérotées; de tenir un registre des actionnaires, de dresser et d'enregistrer chaque année une liste des possesseurs d'action, toutes ces dispositions cessent d'avoir autorité.

Toute société qui aura opéré une conversion en fonds publics de quelque partie que ce soit de son capital, en donnera avis à l'enregistreur dans les quinze jours de la date de la dernière réunion à laquelle une telle conversion aura été autorisée, et l'enregistreur fera sans délai acte de la constatation de cette conversion. Faute de ce faire dans le délai prescrit, la société s'exposera à une amende de 5 livres sterling au plus par chaque jour de retard.

La société tiendra un registre où seront consignés les noms et adresses des personnes possesseurs de ces fonds publics, et ce registre sera ouvert à l'examen dans les mêmes conditions et sous les mêmes pénalités que le registre des actionnaires.

Toute personne dont le nom aurait été indûment ou entré ou omis dans le registre des fonds publics de la société, pourra poursuivre la rectification au registre, suivant le mode et dans les mêmes conditions qui ont été déterminés pour semblables rectifications au registre des actionnaires. Tout possesseur d'actions a le même droit de poursuite.

DIRECTION ET ADMINISTRATION DES SOCIÉTÉS EN COMMANDITE.

La société aura un office enregistré où lui seront adressés toutes communications, tous avis, sous peine d'une amende de 5 livres sterling au plus par chaque jour de retard.

Connaissance du siège de l'office et de ses changements sera donnée à l'enregistreur, qui en prendra note par écrit, la société n'étant censée avoir un office enregistré qu'après l'accomplissement de cette formalité.

Toute société à garantie limitée aura son nom peint et affiché extérieurement au lieu de son office ou au siège de ses affaires, sous peine de 5 livres sterling d'amende par chaque jour de retard. Cette enseigne sera bien en vue, en lettres bien lisibles; le nom de la société sera lisiblement gravé sur son sceau, et mentionné en caractères lisibles sur tous avis, avertissements et autres publications officielles de la société, sur toutes lettres de change, billets à ordre, endossements, chèques, règlements d'argent ou de marchandises susceptibles d'être signés par la société ou en son nom, aussi bien que sur toutes factures, reçus et lettres de crédit de la société.

Toute personne qui, au nom de la société, se servira d'un sceau non conforme à ce qui est prescrit, ou d'aucune des pièces ci-dessus spécifiées qui ne porteraient pas le nom gravé de la société, sera passible d'une amende de 50 livres sterling (1,250 fr.), sans préjudice de sa responsabilité personnelle envers le porteur de tout effet négociable sur la société.

La société se réunit en assemblée générale une fois au moins chaque année.

Elle peut, en assemblée générale, modifier, changer les dispositions contenues dans les statuts, et leur en substituer de nouvelles.

Ces changements n'auront lieu que d'après une résolution spéciale, prise aux termes de la loi.

Toute résolution, pour avoir l'effet ci-dessus, devra être votée par les trois quarts des actionnaires représentant les trois quarts du capital, dans une assemblée spécialement convoquée à cet effet; la résolution devra être confirmée par la majorité des actionnaires à une assemblée subséquente dûment convoquée et tenue à un mois au moins et trois mois au plus de date de la première assemblée. Copie de cette résolution

sera transmise dans les quinze jours à l'enregistreur, sous peine d'une amende de 2 livres sterling par chaque jour de retard ; et tout actionnaire aura droit à une copie de la résolution, moyennant un droit de 1 schelling

La société, si elle y est autorisée par ses statuts, peut augmenter son capital nominal ; avis de l'augmentation sera donné à l'enregistreur dans les quinze jours de la résolution qui l'aura autorisée, sous peine d'une amende de 5 livres sterling au plus par chaque jour de retard. L'enregistreur mentionnera l'avis et le chiffre dont le capital aura été augmenté.

Toute société qui ne fait pas un commerce ou des opérations ayant pour but un gain à réaliser, ne pourra posséder plus de deux acres de terre sans autorisation de Conseil de commerce (*Board of trade*), qui, s'il le juge convenable, pourra l'autoriser à en posséder davantage.

Tout membre d'une société enregistrée ayant continué les affaires plus de six mois à partir du jour où le nombre de ses actionnaires s'est trouvé réduit au-dessous de sept, sera personnellement responsable de toutes les dettes de la société contractées ultérieurement.

Les minutes des résolutions et les procès-verbaux des assemblées générales de la société seront recueillis dans des livres, et toute minute signée du président de l'assemblée fera foi en justice de ce qui y sera contenu, aussi bien que de la régularité et de la légalité de l'assemblée, la preuve contraire étant toujours admise.

DES ACTES LÉGAUX DE LA SOCIÉTÉ (LEGAL INSTRUMENTS).

Tout contrat qui, intervenant entre simples particuliers, devrait être rédigé par écrit et, selon la loi anglaise, sous le sceau, sera rédigé au nom de la compagnie par écrit et sous son sceau commun ; il sera modifié ou résilié de la même manière.

Tout contrat qui, intervenant entre simples particuliers, devrait être rédigé par écrit et signé par les parties, sera rédigé par écrit au nom de la société, signé par les personnes à ce autorisées, et modifié ou résilié selon les mêmes formes.

Tout contrat qui, intervenant entre particuliers, serait légal et valable, quoique fait seulement sur parole, et non rédigé par écrit, pourra être fait sur parole, au nom de la société, par toute personne à ce autorisée, et modifié ou résilié selon le même ordre.

Tous pouvoirs d'un mandataire pour exécuter des contrats à l'étranger devront être délivrés sous le sceau commun de la société.

Tous billets à ordre, lettres de change, faits, acceptés ou endossés par une personne en son nom, sous l'autorisation de la société, engageront la responsabilité de celle-ci.

A moins de disposition expresse et contraire, toute société peut emprunter sur hypothèque, et faculté est laissée au prêteur de transférer son hypothèque, en en donnant avis à la société trois mois à l'avance, sans que ce défaut d'avis puisse invalider le contrat de transport au profit du cessionnaire.

DE L'EXAMEN DES AFFAIRES DE LA SOCIÉTÉ.

Sur la demande d'un cinquième des actionnaires représentant un cinquième de la valeur du capital, le Conseil de commerce (*Board of trade*) peut nommer un ou plusieurs inspecteurs compétents pour examiner les affaires de la société et lui faire leur rapport de cet examen, conformément aux instructions données à cet effet.

La société devra remettre aux inspecteurs tous livres et documents nécessaires à l'examen; les inspecteurs interrogeront sous serment les agents et officiers de la société sur les affaires sociales; si ces derniers refusent de répondre ou de

produire les livres et documents demandés, ils encourront une amende n'excédant pas 5 livres sterling pour chaque refus.

L'examen achevé, les inspecteurs feront leur rapport et donneront leur opinion au Conseil de commerce : ce rapport sera écrit ou imprimé, selon les instructions ; copie de ces pièces sera transmise par le Conseil de commerce à l'office enregistré de la société, ainsi qu'aux actionnaires qui ont requis l'examen, s'ils le désirent. Les frais seront supportés par ceux qui ont provoqué la mesure.

La société peut, en assemblée générale, nommer des inspecteurs pour examiner la situation de ses affaires. Les inspecteurs nommés auront les mêmes pouvoirs et rempliront les mêmes devoirs que les inspecteurs désignés par le Conseil de commerce, avec cette différence qu'au lieu de faire leur rapport à celui-ci, ils le feront à la société.

Ce rapport, revêtu du sceau de la société, fera foi en justice.

DES PROCÉDURES LÉGALES.

Toute *semonce* (assignation), tout avertissement sont généralement servis à la société en les laissant ou en les envoyant par la poste à son office enregistré, ou bien en les remettant à un directeur, secrétaire ou principal officier de la société.

L'envoi par la poste, en temps utile, sera justifié par la preuve émanée de la poste elle-même.

Toute *semonce*, tout writ, tout acte de procédure exigeant authenticité de la part de la société, peuvent être signés par tout directeur, secrétaire ou autre officier de la société, sans qu'il soit besoin de faire usage du sceau social. Ces pièces peuvent être soit écrites, soit imprimées, en tout ou en partie.

Les contraventions punies d'amendes seront poursuivies devant deux juges au moins. Les amendes prononcées seront

appliquées au paiement des frais ou au profit de la personne sur l'information de laquelle le recouvrement de l'amende a été poursuivi.

Le Conseil de commerce peut apporter toutes modifications qu'il juge utiles aux formes légales imposées aux sociétés ; tout changement à cet égard sera publié dans la Gazette et aura force de loi.

DE LA LIQUIDATION DES SOCIÉTÉS.

La juridiction qui connaît des questions relatives à la liquidation des sociétés en commandite, est celle de la Cour de banqueroute (*Court of bankruptcy*), s'il en existe une au siège de l'office enregistré de la société ; et, dans le cas contraire, celle de la Cour de chancellerie (*Court of chancery*).

Quand il y a liquidation soit judiciaire, soit volontaire, les actionnaires existants devront contribuer au paiement des dettes de la société et des frais de liquidation, sous la réserve que les actionnaires d'une société à garantie limitée ne seront pas tenus de contribuer au delà du montant non entièrement versé de leurs actions.

Les actionnaires d'une société à garantie *non limitée* sont indéfiniment responsables.

Tout actionnaire d'une société à garantie *non limitée* qui, dans les trois années précédant la dissolution, a cessé d'être membre de la société, sera assujéti à contribuer aux dettes, frais de liquidation et autres charges de la société, comme s'il était encore actionnaire, mais pour tout le temps seulement qui a précédé l'époque à laquelle il a cessé de faire partie de la société.

L'actionnaire d'une société à garantie *limitée* ne sera responsable des dettes et frais de liquidation de la société que si la liquidation survient avant qu'une année soit révolue depuis qu'il s'est retiré de la société.

Dans ces deux circonstances, les actionnaires ont leur recours sauf contre les cessionnaires de leurs droits et actions dans les limites de droit.

Quand il y a liquidation judiciaire, la dissolution commence à dater de la présentation en Cour de la pétition qui demande la liquidation; quand il y a liquidation volontaire, elle commence le jour où a été autorisée en assemblée générale cette liquidation.

Tout actionnaire assujetti aux appels de fonds, en cas de liquidation de la société, est désigné sous le nom de *contributeur* (*contributory*). Le représentant d'un *contributeur* dé-cédé est responsable, comme son auteur, des appels qui peuvent être faits.

DE LA LIQUIDATION EN JUSTICE OU LIQUIDATION FORCÉE.

La liquidation d'une société peut être prononcée dans l'une des circonstances suivantes :

1° Si la société, en assemblée générale, a voté une résolution spéciale à l'effet de demander en justice la liquidation ;

2° Si la société n'a pas commencé ses opérations dans l'année de son incorporation, ou si elle suspend ses affaires au delà d'une année ;

3° Si le nombre des actionnaires est réduit au-dessous de sept ;

4° Si la société ne peut payer ses dettes ;

5° Si les trois quarts du capital de la société ont été perdus ou sont devenus inutiles.

Une société est censée incapable de payer ses dettes :

1° Quand le créancier d'une somme excédant 50 livres sterling (1,250 francs) n'a pu obtenir de la société, dans les trois semaines de sa réclamation signée de sa main, paiement de sa créance ou satisfaisante caution ;

2° Lorsqu'un jugement, décret ou ordre exécutoire émané d'une cour de justice, en faveur d'un créancier agissant contre la société, est retourné par le shérif compétent sans qu'il y ait été satisfait.

Quand une société ne peut payer ses dettes, tout créancier et tout *contributeur* peuvent poursuivre la liquidation par le moyen d'une pétition vérifiée par affidavit et présentée à la Cour.

Dans tous les autres cas, le *contributeur* seul est compétent pour poursuivre la liquidation.

Sur la pétition présentée par un créancier, la Cour peut ou renvoyer le pétitionnaire avec ou sans frais, ou délivrer un ordre, ou prononcer un jugement interlocutoire enjoignant à la société de payer le créancier ou de lui donner caution; ou bien elle peut encore, si elle le juge convenable, prononcer sur-le-champ la liquidation de la société, ou telle autre mesure, à sa discrétion.

Si, dans le délai accordé par la Cour, la société n'a pas payé le créancier ou ne lui a pas donné caution, sa liquidation sera prononcée par justice.

Sur la pétition d'un *contributeur*, la Cour peut écarter la demande avec ou sans frais contre le pétitionnaire, ou décaler la liquidation de la société, ou telle autre mesure qu'elle juge à propos.

Du jour où la liquidation est prononcée en justice, toutes poursuites et actions contre la société sont suspendues si la Cour l'ordonne. Nul directeur ou agent de la société ne pourra, sans la sanction de la Cour, disposer des biens de la société ni en transférer les actions. Copie de la décision de la Cour sera sur-le-champ transmise à l'enregistreur, qui en dressera minute dans son livre concernant la société.

La Cour de chancellerie peut, si elle le juge convenable, saisir de la procédure ultérieure la Cour de banqueroute du lieu où est situé l'office enregistré de la société. Dans le plus bref délai, la cour ordonnera que l'actif soit réalisé et appliqué au payement des dettes de la société.

Tout avantage qui, procuré par un commerçant à un de ses créanciers, serait déclaré fait en fraude des droits des autres créanciers, si le débiteur tombait en faillite, sera réputé tel, s'il procède d'une société en liquidation, et sera par conséquent frappé de nullité.

La Cour, après avoir ordonné la liquidation de la société, pourra faire comparaître devant elle toute personne connue ou suspectée comme ayant en sa possession telle propriété de la société ou comme débitrice de celle-ci. Elle pourra faire comparaître devant elle toutes personnes capables de lui fournir des informations sur les actes, sur la propriété de la société; elle requerra de ces personnes la production de tous livres, papiers, contrats, écrits, documents qui sembleront intéresser la liquidation de la société; en cas de refus de comparaître non justifié, la Cour ordonnera la saisie du récalcitrant qui lui sera présenté.

Tout directeur, agent ou *contributeur* d'une société en liquidation qui détruira, mutilera, altérera ou falsifiera les livres, papiers, écrits de la société, pour frauder un ou plusieurs des créanciers ou *contributeurs* de la société, sera réputé coupable de délit, et puni d'un emprisonnement n'excédant pas deux ans, avec ou sans travail forcé.

Toutes saisies pratiquées sur la propriété de la société dans les trois mois qui ont précédé la présentation en justice de la pétition de liquidation, sont nulles en faveur des liquidateurs, lors même qu'elles auraient été complètement exécutées; les liquidateurs rentreront en possession de la propriété en payant les frais. Les livres, comptes, documents de la société et des liquidateurs feront foi de leur contenu entre la société et les *contributeurs*.

La Cour peut, en tout temps, faire des appels de fonds sur tous les *contributeurs* ou quelques-uns d'entre eux, en ayant soin de prendre en considération la probabilité que tels d'entre eux peuvent être insolvable.

Toutes sommes reçues, ce qui est nécessaire aux dépenses

courantes excepté, seront versées à la Banque d'Angleterre ou à telles de ses succursales, et n'en sortiront que par le moyen de chèques.

La Cour peut, après la présentation d'une pétition demandant la liquidation d'une société, et soit avant, soit après l'ordre délivré de liquidation, suspendre, à la requête d'un créancier ou d'un *contributeur* de la société, toute poursuite, empêcher toute action contre la société, ou nommer un receveur de la société. Tous les créanciers seront requis de présenter et de prouver leurs réclammations dans un certain délai, sous peine d'être exclus du bénéfice de la distribution.

La Cour peut, à quelque époque que ce soit de la procédure de liquidation, sur la demande d'un créancier ou *contributeur* de la société et sur preuve satisfaisante de l'opportunité, surseoir à toute procédure de liquidation, ordonner de suspendre cette procédure soit absolument, soit pour un temps limité, selon qu'elle le jugera convenable.

Dès que les créanciers sont désintéressés, la Cour fixe les droits des *contributeurs* entre eux, et distribue le surplus, s'il y a lieu, entre ceux qui y ont droit.

La Cour peut fixer, comme elle le juge à propos, les conditions de priorité et de paiement des frais, charges et dépenses occasionnés par la liquidation de la société.

L'acte du 13 juillet 1857 a introduit une disposition dont l'absence s'était fait sentir d'une manière regrettable.

Quand une société était mise en liquidation, il arrivait que les *contributeurs* cherchaient, soit par des recels frauduleux, soit par la fuite, à soustraire leur propriété et leur personne à l'obligation de répondre aux appels de fonds émanés de la justice.

Les art. 11 et 12 de l'acte du 13 juillet 1857 disposent que s'il paraît probable à la Cour que tel *contributeur* d'une société se dispose à quitter le royaume uni, à se soustraire aux poursuites de la justice, à mettre en sûreté et à cacher ses biens, afin d'échapper à l'obligation de répondre aux appels de fonds,

ou d'éviter tout examen sur les affaires de la société, la Cour pourra ordonner la saisie de sa personne, de ses livres, de ses papiers, de son argent, de ses biens, pour tout le temps qui sera jugé convenable.

Le *contributeur* saisi dans sa personne et dans ses biens s'adressera à la Cour qui aura donné l'ordre de saisie, pour obtenir sa mise en liberté, et la restitution des livres, papiers, valeurs, biens, objets saisis ; la Cour prononcera sur l'opportunité de cette demande.

DES LIQUIDATEURS OFFICIELS.

Pour conduire la liquidation d'une société, la Cour a besoin de l'assistance d'une ou plusieurs personnes qu'elle nomme à cet effet, et qu'on nomme *liquidateurs officiels*.

Si la juridiction est celle de la Cour de chancellerie, la Cour, après avoir requis caution, nomme telles personnes, provisoirement ou autrement, à l'office de liquidateurs ; elle peut écarter, remplacer ces fonctionnaires ; elle prescrit à chacun ses attributions, ses pouvoirs.

Si la juridiction est celle de la Cour de banqueroute, le syndic officiel (*official assignee*) sera le liquidateur.

Dans ce cas, si la liquidation a été poursuivie et obtenue par un créancier, les créanciers, réunis à cet effet, nommeront à la majorité un liquidateur qui les représentera et agira de concert avec le liquidateur officiel nommé par la Cour ; si la liquidation a été poursuivie et obtenue par un *contributeur*, les *contributeurs* nommeront à la majorité, eu égard au montant des intérêts représentés, un liquidateur officiel qui les représentera pour agir concurremment avec le liquidateur officiel désigné par la Cour. Le liquidateur officiel nommé par la Cour représentera les intérêts soit des créanciers, soit des *contributeurs*.

Les liquidateurs officiels ne sont pas désignés sous leurs noms personnels ; ils sont connus sous la qualification de liquidateurs officiels de la société dont ils conduisent les intérêts. Ils prennent sous leur garde tous les biens de la société, et remplissent tous les devoirs relatifs à la liquidation de la société que la Cour leur confie.

Leurs pouvoirs, sous la sanction de la Cour, sont les suivants :

Ils agissent en justice, comme demandeurs ou défendeurs, au civil et au criminel, au nom et en faveur de la société ;

Ils conduisent les opérations de la société pour assurer le plus d'avantages à la liquidation ;

Ils disposent de la propriété réelle et personnelle, mobilière et immobilière de la société, soit par vente publique, soit par contrats particuliers, avec pouvoir, s'ils le jugent à propos, de transférer l'entier de la propriété à une personne ou à une société, ou de vendre en parcelles.

Au nom et au profit de la société, ils exécutent tous contrats, signent tous reçus et autres documents nécessaires ; et, dans ces circonstances, ils font usage, s'il est besoin, du sceau de la société.

Ils réfèrent toutes difficultés à l'arbitrage, ils compromettent sur toutes dettes ou réclamations, y compris les appels faits sur les *contributeurs*.

En cas de faillite ou d'insolvabilité d'un *contributeur*, les liquidateurs pourront produire la créance de la société et prendre part aux dividendes ;

Ils tirent, acceptent, endossent toute lettre de change, tout billet à ordre qui engageront la société ;

Ils trouvent de l'argent sur la garantie de son actif, et placent les fonds qui se trouvent entre leurs mains ;

Ils font tout ce qui est nécessaire à la liquidation des affaires et à la distribution de l'actif de la société.

A cet effet, et moyennant la sanction de la Cour, après avis donné aux créanciers, ils peuvent adopter tel mode général ou

partiel de liquidation, qui liera à la fois créanciers et *contributors* ;

Ils peuvent, avec approbation de la Cour, nommer un *solicitor* (avoué) et les officiers dont l'assistance lui est nécessaire.

Quand la liquidation est terminée, la cour délivre un ordre qui déclare la société dissoute à la date de l'ordre déclaratif ; cet ordre doit être remis par les liquidateurs officiels à l'enregistreur qui en dressera minute sur les livres, sous peine, pour les liquidateurs, d'une amende n'excédant pas 5 livres sterling par chaque jour de retard, et de suppression de tout salaire pour le temps durant lequel ils se seront maintenus en défaut.

Enfin, la Cour fixe les salaires et le genre de rémunération alloués aux liquidateurs officiels.

DE LA LIQUIDATION VOLONTAIRE.

La société peut être liquidée volontairement dans les circonstances suivantes :

1° Quand le terme assigné à la durée de la société est arrivé, ou que telle circonstance, devant éventuellement déterminer la dissolution de la société, est survenue ;

2° Quand la société, en assemblée générale, a voté une résolution spéciale ayant pour objet la liquidation volontaire.

Lorsqu'une société est en liquidation volontaire, elle cesse toutes affaires du jour où la liquidation commence, excepté celles qui seront nécessaires à l'exécution avantageuse de la liquidation ; mais son état et ses pouvoirs de corporation subsisteront, nonobstant toute disposition contraire des statuts, jusqu'à l'achèvement de la liquidation.

La résolution qui déclarera la liquidation volontaire de la société sera publiée dans la *Gazette*.

La propriété de la société sera appliquée à relever celle-ci

de ses engagements; et, à cet effet, à moins de dispositions contraires des statuts, le passif sera distribué entre les actionnaires en proportion de leurs actions.

Les liquidateurs seront nommés en assemblée générale pour liquider les affaires et distribuer la propriété de la société, et il sera pourvu en même temps à leurs salaires; en cas de mort ou de résignation, les liquidateurs seront remplacés de la même manière qu'ils avaient été nommés.

Ces officiers peuvent convoquer les assemblées, faire des appels sur les *contributeurs*, appels qui, non répondus, deviennent dettes *contractées (specially)* susceptibles d'être produites au bilan de ces *contributeurs* faillis ou insolvable; ils ont tous les pouvoirs des liquidateurs ordinaires officiels, et peuvent les exercer sans intervention de justice.

Les actionnaires ont en tout temps le droit d'examiner les livres, papiers et documents de la société qui se trouvent aux mains des liquidateurs.

Si quelques difficultés s'élèvent, entravant l'action des liquidateurs, ceux-ci s'adresseront par pétition à la Cour pour qu'elle prononce sur ces difficultés, et leur confirme tous les pouvoirs attribués aux liquidateurs officiels dans les liquidations forcées.

Quand une société est en liquidation volontaire, et que, par suite de cet état, les liquidateurs sont sur le point de vendre l'entier ou partie de sa propriété à une autre société, ceux-ci peuvent, avec l'autorisation spéciale de la société, recevoir, au lieu d'argent, des actions de la société acquéreur, ou tels bénéfices dans ses opérations. De tels arrangements lieront les actionnaires qui auront autorisé la mesure.

Quant à ceux qui n'auront pas été favorables à l'arrangement, ils peuvent réserver leurs droits si, dans les sept jours au plus tard de la réunion où les liquidateurs ont été autorisés à agir, ils mettent ceux-ci en demeure ou de s'abstenir d'exécuter la résolution de la majorité, ou d'acheter les actions des actionnaires opposants, au prix déterminé par des arbitres.

Les créanciers satisfaits, les liquidateurs procéderont au règlement des droits des *contributeurs* entre eux; ils feront, à cet effet, tous appels nécessaires sur ces derniers, dans les limites de leur responsabilité.

Ensuite les liquidateurs feront un rapport de leur gestion, et ce rapport, avec pièces à l'appui, sera soumis à telles personnes désignées par la société pour en faire l'examen. Après cet examen, les liquidateurs convoqueront une assemblée générale des actionnaires pour prendre en considération le rapport. Cette assemblée ne sera considérée comme dûment tenue qu'autant qu'elle aura été convoquée un mois à l'avance, sur avis contenant indication de l'époque, du lieu et de l'objet de la réunion, et publié dans la *Gazette*.

Si les actionnaires pensent que la liquidation est parfaite, ils voteront à ce sujet une résolution qui sera publiée dans la *Gazette*, et transmise à l'enregistreur. Un mois après l'enregistrement de cet acte, la société sera de droit réputée dissoute.

Si la liquidation n'est pas accomplie dans l'année de la résolution qui l'a ordonnée, les liquidateurs feront chaque année, à l'assemblée générale, un rapport de l'état des affaires et des raisons qui n'ont pas permis de terminer la liquidation.

Les frais de liquidation sont prélevés par préférence sur l'actif de la société.

La faculté accordée aux actionnaires de procéder à la liquidation volontaire de la société ne peut porter atteinte au droit de tout créancier de provoquer une liquidation judiciaire, ou de demander, la liquidation volontaire continuant, que ses opérations soient assujetties à la surveillance de la Cour.

La Cour décidera. Dans tous les cas, qu'elle juge que la liquidation sera forcée, ou qu'elle décide qu'elle continuera à être volontaire, la Cour devra tenir compte des vœux de la majorité des créanciers.

Lorsque la Cour a ordonné que la liquidation volontaire

continuera, et qu'ultérieurement elle décide que la liquidation sera forcée, elle peut nommer liquidateurs officiels les liquidateurs ou tels des liquidateurs volontaires.

Si la Cour ordonne que la liquidation volontaire continuera sous sa surveillance, elle peut nommer un ou plusieurs liquidateurs supplémentaires, qui auront mêmes droits et mêmes pouvoirs que les liquidateurs nommés par la société. Dans le choix de ces liquidateurs, la Cour consultera les créanciers ou telle classe de créanciers qu'elle jugera nécessaire.

Ces liquidateurs pourront faire des appels, poursuivre l'exécution des appels faits, et exerceront tous les pouvoirs qui leur seraient conférés s'ils étaient liquidateurs officiels d'une liquidation ordonnée par la Cour.

Si les liquidateurs, à l'expiration de l'année qui suivra la dissolution de la société, ont encore en mains de l'argent, des actions ou des valeurs qui ne leur ont pas été réclamés, ils s'en libéreront en les déposant à la Cour de chancellerie, conformément aux dispositions du *Trustee Act*.

Toutes sociétés autres que les sociétés en commandite, composées de sept personnes au moins, ayant un capital fixe, divisé en actions également fixes, et dont la formation est antérieure à l'acte de 1856, peuvent, en se faisant enregistrer, profiter des dispositions de la loi qui réglementent la liquidation des sociétés en commandite.

RÈGLEMENT OFFICIEL POUR LES STATUTS DES SOCIÉTÉS EN COMMANDITE.

L'acte de 1856 a tout prévu. Il a édicté les règles qui gouverneront les rapports des associés entre eux, dans le cas où les statuts de la société n'auraient pas satisfait à cette nécessité.

Des actions.

Nul ne sera censé avoir pris une action dans une société, si cela n'est attesté par un témoignage écrit de sa main, dans la forme prescrite par la société.

La société peut faire de temps en temps des appels sur les actions non complètement libérées, pourvu qu'il y ait un intervalle de vingt et un jours entre l'avis donné et l'époque où le versement est exigible.

Tout actionnaire en retard de verser le montant de l'appel ordonné, payera l'intérêt des sommes dues non versées, sur le pied de 5 pour 100 par an.

La société peut recevoir toutes sommes que les actionnaires voudront verser en avance sur les appels prononcés, et ces sommes porteront intérêt au taux convenu entre les actionnaires de la société.

Si plusieurs personnes sont enregistrées comme copropriétaires d'une action, une seule d'entre elles pourra donner reçu des dividendes payables sur cette action.

La société peut refuser d'enregistrer aucun transfert d'actions fait par un actionnaire qui doit sur ces actions.

Tout actionnaire, en payant un schelling au plus, selon les règles prescrites par la société, aura droit à un certificat, sous le sceau commun de la société, spécifiant l'action ou les actions dont il est propriétaire, et le montant des sommes payées sur ces actions.

Le livre des transferts sera fermé pendant les quatorze jours qui précéderont l'assemblée générale ordinaire de chaque année.

TRANSFERT DES ACTIONS.

Les exécuteurs ou administrateurs d'un actionnaire décédé seront seuls reconnus par la société comme ayant droit aux actions du défunt.

Toutes personnes ayant acquis un droit à une action en conséquence de la mort, de la faillite, de la déconfiture d'un actionnaire, ou du mariage d'une femme actionnaire, ou de toute circonstance autre qu'un transfert, peuvent être enregistrées comme actionnaires en produisant la justification requise.

Ces mêmes personnes peuvent, au lieu d'être enregistrées elles-mêmes, choisir tel individu qui sera enregistré comme possesseur de l'action.

Le choix de celui-ci sera attesté au moyen d'un contrat de transfert à lui fait par la personne ayant droit à l'action.

Le contrat de transfert sera présenté à la société, accompagné de justifications établissant le droit du cédant, et la société enregistrera le cessionnaire comme actionnaire.

FORFAITURE DES ACTIONS.

Tout actionnaire qui n'aura pas versé au jour voulu le montant de l'appel fait sur lui, pourra recevoir, tant qu'il n'aura pas payé, un avis de la société le requérant de verser les fonds appelés, avec les intérêts du jour où le versement eût dû avoir lieu.

L'avis mentionnera le jour et le lieu où doivent être faits les paiements, avec avertissement qu'en cas de non-paiement au jour et lieu déterminés, les actions pourront être forfeites.

Si cet avis demeure sans succès, les actions seront déclarées forfeites par une résolution spéciale du directeur.

Toute action forfeite est considérée comme la propriété de la société qui peut en disposer comme elle le juge convenable.

Tout actionnaire dont les actions ont été forfeites n'en demeure pas moins obligé de payer à la société le montant des appels non versés antérieurement à la forfaiture.

AUGMENTATION DU CAPITAL.

La société peut, avec la sanction de la société préalablement donnée en assemblée générale, augmenter son capital.

Le capital nouveau sera divisé en actions qui auront même caractère que les actions du capital originel.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES.

La première assemblée générale aura lieu avant l'expiration de l'année de l'incorporation de la société, et en tel lieu que les directeurs détermineront.

Les assemblées générales subséquentes auront lieu aux époques et lieux déterminés par la société en assemblée générale ; en l'absence de toute détermination à cet égard, une assemblée générale aura lieu chaque année le premier lundi de février, à telle place déterminée par les directeurs.

Les assemblées générales dont il vient d'être parlé seront appelées assemblées *ordinaires* ; toutes autres assemblées générales seront appelées *extraordinaires*.

Les directeurs peuvent, quand ils le jugent à propos, convoquer l'assemblée générale extraordinaire. Ils devront la convoquer à la réquisition par écrit d'un nombre d'actionnaires représentant ensemble la cinquième partie au moins des actions de la société.

La réquisition des actionnaires mentionnera l'objet de la convocation proposée, et sera laissée à l'office enregistré de la société.

Au reçu de cette réquisition, les directeurs convoqueront immédiatement une assemblée générale ; s'ils ne le font pas dans les vingt et un jours de la date de la réquisition, les ac-

tionnaires eux-mêmes (requisitionists) pourront convoquer l'assemblée.

Sept jours au moins avant la séance, la réunion de l'assemblée générale sera annoncée dans un avis mentionnant le lieu, le jour, l'heure, l'objet de la réunion, et cet avis sera donné en la forme prescrite par la société.

Tout actionnaire peut, en en donnant avis trois jours au moins avant la réunion, soumettre à l'assemblée toute résolution en dehors des matières contenues dans l'avis relatif à la convocation de l'assemblée. Cet avis sera valablement donné par une copie de la résolution de l'actionnaire laissée à l'office enregistré de la société.

Nulles affaires ne seront traitées en assemblées, sauf la déclaration de dividendes, à moins qu'il n'y ait un quorum d'actionnaires. Il y aura quorum dans les conditions ci-après : Si le nombre des actionnaires n'excède pas dix, le quorum sera de cinq ; au-dessus de dix, il faudra à cinq ajouter un pour chaque cinq actionnaires en plus jusqu'à cinquante, et un pour dix au-dessus de cinquante, sans qu'en aucun cas le quorum puisse être de plus de quarante.

Lorsque, une heure après le moment fixé pour l'assemblée, le nombre requis d'actionnaires n'est pas présent, l'assemblée, si elle était convoquée sur réquisition des actionnaires, sera dissoute ; dans tous les autres cas, elle sera ajournée au jour suivant, même lieu et même heure ; et si, de nouveau, le nombre des actionnaires présents est insuffisant, elle sera ajournée indéfiniment (*sine die*).

Le président (s'il y en a) du conseil des directeurs présidera chaque assemblée de la société.

S'il n'y a pas de président du conseil des directeurs, ou si ce président n'est pas présent en temps utile à la réunion, les actionnaires choisiront l'un d'entre eux pour présider l'assemblée.

Le président peut, avec le consentement de l'assemblée, ajourner celle-ci ; mais on ne s'occupera dans les réunions dé-

terminées par cet ajournement que des affaires non épuisées dans la séance où l'ajournement fut prononcé.

Dans toute assemblée générale où le scrutin ne sera pas demandé par cinq actionnaires au moins, la déclaration du président que telle résolution est votée, et l'insertion de cette résolution dans le livre des actes de la société, feront foi du fait, sans qu'on puisse invoquer la preuve du nombre ou de la proportion des votes recueillis pour ou contre la résolution.

Si le scrutin est demandé par cinq actionnaires au moins, il y sera procédé par les soins du président, et le résultat sera proclamé comme résolution de la société en assemblée générale.

DES VOIX DES ACTIONNAIRES.

Chaque actionnaire aura une voix par action jusqu'à dix; au-dessus de dix jusqu'à cent, il aura une voix en sus pour chaque série de cinq actions, et au-dessus de cent, une voix en sus pour chaque série de dix actions.

Tout actionnaire atteint de folie ou d'idiotisme peut voter par son curateur, *curator bonis*; l'actionnaire mineur votera par son tuteur, ou l'un de ses tuteurs s'il en a plusieurs.

Si une ou plusieurs personnes ont conjointement droit à une ou plusieurs actions, la personne dont le nom vient le premier dans le registre des actionnaires, comme l'un des propriétaires de l'action ou des actions, sera seule admise à voter.

Nul actionnaire n'aura droit de voter dans l'assemblée, s'il n'a versé le montant de tous les appels faits sur lui, ou si trois mois ne sont pas écoulés depuis qu'il possède ses actions, à moins que cette possession n'ait pour origine un legs, un mariage, une succession aux biens d'un intestat, la coutume de la cité de Londres, ou un contrat de règlement après le décès d'une personne ayant eu droit, durant sa vie, aux dividendes de telles actions.

Le vote peut avoir lieu soit personnellement, soit par procuration; toute procuration sera donnée par écrit, de la main du mandant; et si ce dernier est une corporation, sous le sceau commun.

Nul ne sera procureur s'il n'est actionnaire; la procuration sera déposée à l'office enregistré de la compagnie quarante-huit heures au moins avant la réunion de l'assemblée à laquelle le procureur doit voter. Toute procuration cessera d'être valable un mois après la date de sa mise à exécution.

DES DIRECTEURS.

Le nombre des directeurs et les noms des premiers directeurs seront déterminés par les souscripteurs de l'acte de société.

Jusqu'à ce que ces fonctionnaires soient nommés, les souscripteurs de l'acte de société sont considérés comme directeurs.

DES POUVOIRS DES DIRECTEURS.

Les affaires de la société seront gérées par les directeurs, qui exerceront tous les pouvoirs de la société, sauf les restrictions déterminées par la loi, par les statuts et par les décisions de l'assemblée générale.

DES INCAPACITÉS LÉGALES DES DIRECTEURS.

Ne pourra conserver ses fonctions tout directeur qui occupera un autre emploi rémunéré dans la société; qui tombe en faillite ou en déconfiture; qui a un intérêt ou une part dans les bénéfices d'un contrat passé avec la société, ou dans les profits résultant d'un travail exécuté pour la société.

Toutefois, ces dispositions ne s'appliqueront pas au directeur qui serait en même temps actionnaire d'une société incorporée avec laquelle aurait contracté ou traité d'un travail la société dont il est directeur. — Néanmoins, ce directeur ne sera pas admis à voter en ce qui touche ce contrat ou ce travail; et, s'il vote, non-seulement sa voix ne sera pas comptée, mais il encourra une amende qui n'excédera pas vingt livres sterling (500 francs).

DU CHANGEMENT DES DIRECTEURS.

À la première assemblée ordinaire qui suivra l'incorporation de la société, tous les directeurs cesseront leurs fonctions; et, à la première assemblée ordinaire de chaque année subséquente, le tiers des directeurs, ou si leur nombre n'est pas un chiffre de trois, le nombre le plus proche du tiers se retirera.

Le scrutin désignera pour les deux premières années ceux des directeurs qui devront se retirer, à moins que ces directeurs ne soient pour cela d'accord entre eux. Pour les autres années, le tiers ou le nombre le plus proche du tiers des directeurs les plus anciens en office se retirera.

Les directeurs sortants seront rééligibles.

La société, dans l'assemblée générale où quelques-uns des directeurs se retireront, comme il est dit ci-dessus, nommera les personnes appelées à remplir les offices vacants.

Si à l'assemblée où une élection de directeur devait avoir lieu aucune élection n'intervient, l'assemblée sera ajournée au jour suivant, et si ce second jour il n'y a pas encore d'élection, les anciens directeurs continueront jusqu'à ce que de nouveaux directeurs soient nommés à la première assemblée ordinaire de l'année suivante.

La société peut, en assemblée générale, augmenter ou ré-

duire le nombre des directeurs, et déterminer le mode suivant lequel s'accomplira le mouvement de ce personnel.

Toute vacance éventuelle survenue dans le conseil des directeurs sera remplie par les directeurs. Mais la personne choisie ne restera en fonctions que le temps qu'y serait restée encore, s'il n'y avait pas eu vacance, la personne remplacée.

DE LA GESTION DES DIRECTEURS.

Les directeurs peuvent se réunir pour l'expédition des affaires, s'ajourner, régler selon leur convenance leurs réunions, et déterminer le quorum nécessaire pour la négociation des affaires. Toutes questions surgissant dans leur réunion seront décidées à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix du président sera prépondérante. Tout directeur peut, à sa volonté, convoquer une réunion des directeurs.

Les directeurs peuvent élire un président de leurs réunions et déterminer le temps que durera sa présidence ; sinon, ou si le président n'est pas présent à l'heure fixée pour telle réunion, les directeurs présents choisiront l'un d'entre eux pour présider la délibération.

Les directeurs peuvent déléguer leurs pouvoirs à un comité formé de tel nombre d'entre eux qu'ils jugent convenable ; ce comité se conformera dans son action aux règles prescrites par les directeurs.

Le comité nommera un président, ou permanent, ou spécial pour chaque séance de ses délibérations ; il se réunira et s'ajournera selon ses convenances ; il délibérera à la majorité des voix, celle du président, en cas de partage, étant prépondérante.

Tous actes délibérés par les réunions de directeurs ou du comité des directeurs seront valables, nonobstant la découverte ultérieure de faits invalidant la nomination ou les pouvoirs de tels directeurs.

Les directeurs feront dresser minute dans des livres réservés à cet effet :

- 1° De toutes nominations d'officiers faites par les directeurs;
- 2° Des noms des membres présents à chaque réunion de directeurs ou de comité de directeurs;
- 3° De tous ordres émanés des directeurs ou du comité des directeurs;
- 4° De toutes résolutions et de tous procès-verbaux des réunions de la société, des directeurs et du comité des directeurs.

Toute minute signée par le président de la réunion des directeurs et du comité des directeurs fera foi en justice.

La société peut révoquer les directeurs et les remplacer par d'autres, qui ne seront en fonctions que pendant la période de temps que les directeurs révoqués devaient conserver leurs pouvoirs.

DES DIVIDENDES.

Les directeurs peuvent, avec la sanction de la société en assemblée générale, déclarer le payement d'un dividende aux actionnaires en proportion de leurs actions.

Il ne pourra être servi de dividende que sur les profits réalisés par la société.

Les directeurs qui déclareront et payeront un dividende, sachant que la société est insolvable, ou que le payement du dividende la rendra insolvable, deviendront personnellement et solidairement responsables de toutes les dettes de la société présentes et futures, pendant tout le temps qu'ils resteront en fonctions, sans que leur responsabilité matérielle puisse être tenue au delà du montant du dividende servi.

Les directeurs peuvent, avant de recommander aucun dividende, prélever sur les profits telle somme qu'ils jugeront à propos, comme fonds de réserve applicable aux besoins éven-

tuels, à l'égalisation des dividendes, à la réparation, à l'entretien des constructions affectées à l'exploitation sociale ; les directeurs pourront placer ce fonds de réserve sous telles cautions qu'ils jugeront convenable, avec la sanction de la société.

Les directeurs pourront déduire des dividendes payables à tout actionnaire telles sommes d'argent qu'il pourrait devoir à la société à compte sur ses appels ou autrement.

Avis de tout dividende déclaré sera donné à chaque actionnaire, ou envoyé par la poste à son domicile ; et tous dividendes non réclamés dans les trois années de leur déclaration seront forfaits par les directeurs au profit de la société.

Nul dividende ne portera intérêt contre la société.

DES COMPTES.

Les directeurs feront tenir des comptes exacts et fidèles des marchandises de la société ;

Des sommes d'argent reçues et payées par la société, et des causes qui ont déterminé reçus et paiements ;

Des crédits et débits de la société.

Ces comptes seront tenus en partie double, dans un livre de caisse, un journal et un grand-livre : les livres de comptes seront conservés au principal office de la société et seront ouverts à l'inspection des actionnaires pendant les heures des affaires.

Une fois au moins, chaque année, les directeurs soumettront à la société, en assemblée générale, un état des revenus et des dépenses pour l'année expirée, état établi trois mois au plus avant la réunion de l'assemblée.

Cet état contiendra le montant du revenu total, l'indication des sources diverses dont il provient, le montant total des dépenses, avec les diverses spécifications qui s'y rapportent.

Toute dépense à la charge du revenu de l'année sera portée en compte, de manière qu'une juste balance de profits et pertes puisse être soumise à l'assemblée ; et dans le cas où un item de dépenses qui auraient dû, en équité, être distribués sur plusieurs années, aura été porté sur une seule année, le montant en entier de cette dépense sera passé aux livres avec les raisons pour lesquelles une portion seulement d'une telle dépense est portée au compte du revenu de l'année.

Un bilan sera dressé tous les ans, et mis sous les yeux de l'assemblée générale de la société; ce bilan contiendra un sommaire de la propriété et des dettes de la société.

Une copie imprimée de ce bilan sera délivrée ou adressée par la poste à chaque actionnaire, sept jours au moins avant l'assemblée.

DE L'AUDITION DES COMPTES.

Les comptes de la société seront examinés et l'exactitude du bilan certifiée par un ou plusieurs auditeurs élus par la société en assemblée générale.

Il n'est pas nécessaire que les auditeurs soient actionnaires. Ne sera pas éligible comme auditeur la personne qui serait intéressée autrement que comme actionnaire dans les transactions de la société; tels sont, par exemple, les directeurs ou autres officiers de la société, pendant le temps que durent leurs fonctions.

L'élection des auditeurs par la société aura lieu à la première assemblée ordinaire de chaque année.

Dans la même assemblée sera fixée la rémunération des auditeurs.

Tout auditeur est rééligible.

Si quelque vacance survient dans l'exercice des fonctions d'auditeur, les directeurs convoqueront sur-le-champ une assemblée générale afin de pourvoir au remplacement.

S'il n'est pas nommé d'auditeurs dans les règles ci-dessus déterminées, le conseil du commerce peut, à la demande d'un cinquième des actionnaires, nommer un auditeur pour l'année courante, et fixer la rémunération que la société accordera à ses services.

Tout auditeur recevra une copie du bilan, avec les comptes et pièces à l'appui.

A chaque auditeur sera délivrée une liste des livres tenus par la société, et il aura accès à ces livres et aux comptes de la société en toutes circonstances raisonnables. Il peut, aux frais de la société, employer des comptables ou autres personnes pour l'assister dans l'investigation de la comptabilité sociale, et, à cet égard, interroger les directeurs ou autres officiers de la société.

Les auditeurs feront un rapport aux actionnaires sur le bilan et sur les comptes, et dans chaque rapport ils établiront si, dans leur opinion, le bilan est exact, régulier; s'il exprime la situation vraie des affaires de la société; et, dans le cas où ils auraient eu à s'adresser pour informations aux directeurs, s'ils ont obtenu satisfaction. Ce rapport sera lu, en même temps que le rapport des directeurs, en assemblée ordinaire de la société.

DES AVIS.

Les avis à servir aux actionnaires par la société peuvent être délivrés soit par remise personnelle, soit, au moyen de la poste, par lettres adressées aux actionnaires à leur domicile enregistré.

Quand une seule action sera possédée par plusieurs personnes, tous avis de la société ne seront délivrés qu'à la personne dont le nom sera le premier enregistré, et tous les autres copropriétaires seront censés suffisamment avertis.

Tous avis qui devront être donnés par voie d'annonces se-

ront insérés dans un journal publié dans le district où est situé l'office enregistré de la société.

En résumé,

La législation anglaise sur les sociétés en commandite diffère essentiellement de la législation française sur la même matière.

La loi française consacre la coexistence nécessaire de la double responsabilité illimitée et limitée, solidaire et individuelle; il faut que dans une société en commandite, un certain nombre de membres soient responsables solidairement et indéfiniment; que seuls ils soient *actifs*; il faut qu'à part ce nombre d'associés solidairement et indéfiniment responsables, tous les autres ne soient assujettis qu'à une responsabilité limitée, qu'ils soient exclus de toute action dans la gestion des affaires sociales, et qu'ils s'en abstiennent, sous peine de perdre le bénéfice de la limitation de leur responsabilité.

Dans la loi anglaise, pas de ces distinctions. Selon que les associés l'ont voulu et l'ont déclaré dans l'acte d'association soumis à l'enregistrement, la société en commandite sera à garantie limitée ou à garantie illimitée; si l'acte garde le silence à cet égard, la présomption légale est que la garantie est illimitée.

La commandite à garantie illimitée a les mêmes caractères essentiels que la société en nom collectif, mais elle est gouvernée par les mêmes principes que la commandite à garantie limitée.

Dans l'une ou l'autre hypothèse, la commandite se compose de membres égaux en droits et en responsabilité.

Pas de raison sociale, comme on l'entend dans la loi française.

Tout actionnaire peut être l'employé, l'agent de la société, sans que sa responsabilité soit modifiée vis-à-vis de ses coassociés ou vis-à-vis des tiers.

C'est là un principe absolument contraire à la disposition formulée dans l'article 27 du Code de commerce.

La société est constituée légalement par le seul fait de l'enregistrement de l'acte d'association; son existence n'est pas subordonnée, comme dans la loi française, à la souscription préalable de l'intégralité du capital social, et au versement par chaque actionnaire du quart au moins du montant des actions par lui souscrites.

La fixation du montant de chaque action est absolument libre et n'est pas réglementée comme par la loi française.

Les actions, dans la commandite anglaise, sont toujours nominatives, et leur transfert peut avoir lieu du jour même où elles ont passé aux mains d'un souscripteur.

La société tout entière compose le conseil de surveillance : elle nomme ses directeurs, ses employés; conserve entier son droit d'initiative et ne le voit pas annihilé dans la passivité que la loi française impose aux associés *commanditaires*.

Les actionnaires de la commandite anglaise, que la garantie soit illimitée ou limitée, ne pourront être individuellement poursuivis par les créanciers de la société.

L'acte de 1856 n'ouvre qu'une seule voie de poursuites aux créanciers : ils peuvent provoquer la liquidation de la société si celle-ci est insolvable; et les liquidateurs seuls auront à régler les dettes de la société.

Mais le caractère commun des deux législations se révèle dans le souci égal qu'elles professent pour la sécurité des intérêts des tiers dans leurs rapports avec la société; et l'on peut dire, que quelque spéciale que soit l'économie particulière de chaque loi, le même but est efficacement atteint, et que les commandites anglaise et française peuvent se présenter désormais au public avec des titres définis et sérieux à sa confiance.

DE LA SOCIÉTÉ ANONYME (TRADING CORPORATION).

Il n'y a pas, dans la loi anglaise, de forme de société qui corresponde exactement à la *société anonyme* réglementée par

le Code de commerce; cependant les caractères essentiels de la société anonyme française se retrouvent dans ce qu'on appelle *trading corporation* (*corporation de commerce*), et nous les signalerons rapidement.

La corporation de commerce (nom générique de la société anonyme en Angleterre) n'existe point sous un nom social; elle n'est désignée par le nom d'aucun des associés.

Elle est qualifiée par la désignation de l'objet de son entreprise.

La corporation de commerce s'appellera donc Banque d'Angleterre, Compagnie de telle ligne de chemin de fer, Compagnie de tel canal, Compagnie de tels docks, etc.

On ne connaît pas les noms des membres de *la corporation de commerce*; on n'a égard qu'au capital, et le capital seul, en réalité, est appelé à voter, dans les assemblées de la société, sur les questions soumises à la délibération.

C'est le caractère propre des *corporations de commerce* de pouvoir *agir*, dans la plus large acception du mot, comme des personnes naturelles, par tout agent désigné pour les représenter.

Elles ne pourront toutefois s'engager, avec la signature même de l'agent autorisé, que par le moyen du sceau commun de la société.

Néanmoins, il est telles transactions d'une importance insignifiante que l'administration ou les administrateurs peuvent faire valablement, sans que l'apposition du sceau de la corporation soit indispensable.

Les *corporations de commerce* pourront accomplir tous les actes de commerce comme un simple commerçant (*like a sole trader*). Elles émettront billets à ordre; lettres de change, etc.

Les administrateurs ne seront responsables personnellement et spécialement que s'ils ont dépassé les pouvoirs limitatifs de leur action.

La corporation de commerce, ne reconnaissant avant tout que les capitaux, n'est responsable que de la perte de ces ca-

pitaux, ce qui limite la responsabilité anonyme de ses membres à la perte des fonds qu'ils ont placés dans l'entreprise sociale.

C'est donc, en réalité, le principe de la garantie limitée qui gouverne les corporations de commerce; et cela est si vrai qu'un statut de George IV (6. c. 91), introduisant une exception à cette règle essentielle, disposait que « dans toute charte » d'incorporation qui serait ultérieurement obtenue, Sa Majesté pourrait déclarer que les membres de telle corporation « seraient individuellement responsables dans leur personne » et dans leur propriété, suivant telles limites et telles conditions qu'il semblerait convenable et opportun à Sa Majesté « et à ses héritiers et successeurs. »

Mais l'acte du 14 juillet 1856, répondant aux exigences du commerce, du crédit, de la sécurité définie des capitaux appelés par les besoins du temps à s'engager dans les grandes entreprises de l'industrie, généralisa le principe de la responsabilité limitée en l'étendant à toutes sociétés qui, par l'enregistrement de leur acte constitutif, et sous certaines conditions spécifiées, deviendraient *incorporées*.

En effet, les commandites à garantie limitée (*joint stock companies limited*) sont, à certains égards, de véritables *corporations*, puisqu'elles n'ont pas de raison sociale, mais seulement un nom d'établissement industriel ou commercial; puisqu'elles agissent par des mandataires et qu'elles sont obligées d'avoir un sceau commun, expression officielle de la signature sociale.

La *corporation de commerce* peut faire tous les règlements qu'elle juge nécessaires à l'administration de ses intérêts; et ces règlements obligent, comme un contrat, tous ses membres. Elle peut déléguer ce pouvoir de réglementation à tels de ses membres, qui deviennent ainsi les représentants de toute la communauté.

Les règlements, aussi bien que l'acte constitutif de l'association, détermineront toutes les conditions auxquelles sont

assujettis la formation du capital social, sa division en actions, le paiement, la forfaiture de celles-ci, etc.

Les *corporations de commerce* ne sont autorisées que par charte royale ou par acte de parlement. Les chartes ou les actes de parlement précisent les conditions essentielles de leur formation, de leur administration, de leur liquidation, les causes qui peuvent en provoquer la dissolution.

Les dispositions de l'acte du 14 juillet 1856 sur toutes ces questions ont résumé l'économie ordinaire de toutes les chartes ou actes spéciaux de parlement relatifs à la création des corporations.

La *corporation de commerce* peut être dissoute : 1° par acte de parlement ; — 2° par la mort naturelle de tous ses membres ; — 3° par la restitution de ses franchises à la couronne ; — 4° par la forfaiture de sa charte de constitution résultant de la négligence ou de l'abus de ses franchises ; — 5° en conséquence de son état de faillite ; — 6° par un ordre émané de la Cour de chancellerie, sur une pétition conforme aux prescriptions de l'acte sur les liquidations. (*The Winding up act*, 11 et 12 Viet., chap. 45.)

La *corporation* est une entité juridique dont l'existence, comme durée, n'a pas de limite ; c'est là le trait distinctif qui la caractérise.

Voici comment la définit M. Dowdeswell dans son livre *Compendium of mercantile law by John William Smith*, page 111 :

« Une corporation consiste dans l'aggrégation de plusieurs
 « personnes unies de telle manière qu'elles-mêmes et leurs
 « successeurs ne forment qu'une seule personne juridique,
 « distincte de celle de chaque membre, dont les privilèges et les
 « possessions, une fois qu'elle en a été investie, lui sont ac-
 « quis pour toujours, sans besoin d'aucune investiture nou-
 « velle aux successeurs des membres d'origine ; en effet, tous
 « les membres qui ont existé depuis la fondation de la société,
 « ou qui surviendront dans l'avenir, ne forment qu'une seule

« personne juridique; de même que la Tamise est toujours la même rivière, quoique les parties dont elle se compose changent à chaque instant. »

Depuis la loi du 14 juillet 1856, successivement amendée, qui a ouvert à toutes les sociétés à capitaux unis l'accès aux avantages exceptionnels dont jouissaient les corporations, tels que la faculté de se faire représenter par des mandataires, d'avoir un sceau commun, de limiter la responsabilité des membres de l'association, sans autres formalités que les conditions très-simples et très-peu dispendieuses imposées par cet acte, la vieille forme des *corporations* est frappée d'une désuétude aussi fatale qu'opportune. Les sommes énormes dont il fallait payer l'obtention d'un acte de parlement ou une charte royale grevaient d'une façon très-onéreuse la société au seuil même de son existence, ce qui n'inspirait qu'un médiocre enthousiasme à la prudence des capitaux.

D'autre part, autant de lois spéciales que de corporations, c'est-à-dire le chaos pour les tiers, l'incertitude, la méfiance, l'éloignement du crédit.

La loi du 14 juillet 1856 est venue comme un code complet, ramenant à l'unité de législation toutes les associations, toutes les corporations nouvelles qui se sont établies depuis cette époque et s'établiront dans l'avenir, sous le régime de la garantie limitée, régime également protecteur de tous les intérêts et se pliant aux exigences de toutes les énergies, de toutes les audaces de la spéculation industrielle.

TITRE IV

DES SÉPARATIONS DE BIENS.

LOI FRANÇAISE.

« Toute demande en séparation de biens sera poursuivie, « instruite et jugée conformément à ce qui est prescrit au « Code civil, liv. III, tit. V, chap. II, sect. III, et au Code de « procédure civile, 2^e partie, liv. I, tit. VIII. » (Art. 65, C. com.)

« Tout jugement qui prononcera une séparation de corps « ou un divorce entre mari et femme, dont l'un serait com- « merçant, sera soumis aux formalités prescrites par l'art. 872 « du Code de procédure civile ; à défaut de quoi les créanciers « seront toujours admis à s'y opposer pour ce qui touche « leurs intérêts, et à contredire toute liquidation qui en aurait « été la suite. » (Art. 66, C. com.)

L'art. 872 du Code de procédure civile est relatif à la publicité nécessaire qui doit être donnée au jugement de séparation de biens. Ce jugement sera lu publiquement au tribunal de commerce du lieu, s'il y en a ; extrait de ce jugement sera inséré sur un tableau à ce destiné, et exposé *pendant un an* dans l'auditoire des tribunaux de première instance et de commerce du domicile du mari, et, s'il n'y a pas de tribunal de commerce, dans la principale salle de la maison commune du domicile du mari. Pareil extrait sera inséré au tableau exposé en

la Chambre des avoués et notaires, s'il y en a. La femme ne pourra commencer l'exécution du jugement que du jour où ces formalités auront été remplies.

Les créanciers du mari ne pourront se pourvoir contre le jugement de séparation que dans l'année requise pour la publicité exigée par l'art. 872 du Code de procédure, si les formalités qu'il indique ont été observées.

La séparation de biens *judiciaire* n'est établie qu'au profit de la femme ; elle ne peut être poursuivie que *par elle seule*, à l'exclusion même de ses héritiers, si l'instance ouverte du vivant de celle-ci était interrompue par suite de son décès ; toutefois, en cas de faillite ou de déconfiture du mari, les créanciers de la femme peuvent exercer les droits de leur débitrice jusqu'à concurrence du montant de leurs créances. (Art. 1443, 1446, C. Nap.)

La séparation ne peut être poursuivie qu'en justice au profit de la femme dont la dot est mise en péril par les opérations malheureuses ou par les désordres du mari. Toute séparation volontaire est nulle (Art. 1443, C. Nap.)

Les créanciers peuvent intervenir dans l'instance et même se pourvoir contre la séparation prononcée et exécutée en fraude de leurs droits. (Art. 1447, C. Nap.)

« Tout contrat de mariage entre époux dont l'un sera commerçant sera transmis par extrait, dans le mois de sa date, aux greffes et chambres désignés par l'art. 872 du Code de procédure civile, pour être exposé au tableau, conformément au même article. Cet extrait annoncera si les époux sont mariés en communauté, s'ils sont séparés de biens, ou s'ils ont contracté sous le régime dotal. » (Art. 67, C. com.)

S'il n'y a pas eu de contrat, les époux sont mariés de droit sous le régime de la communauté, et il n'y a pas lieu, dès lors, à la publicité d'un contrat qui n'existe pas.

« Le notaire qui aura reçu le contrat de mariage sera tenu de faire la remise ordonnée par l'article précédent, sous peine de 100 francs d'amende et même de destitution et de

« responsabilité envers les créanciers, s'il est prouvé que
 « l'omission soit la suite d'une collusion. » (Art. 68, C. com.)
 — (La loi du 16 juin 1824 a réduit l'amende à 20 francs.)

La loi n'a donc rien négligé, ni prescriptions minutieuses et efficaces dans leur observation, ni sanction pénale rigoureuse contre les officiers publics dont elle requiert le concours, pour garantir les tiers contre toute surprise, contre toute fraude; c'est à ceux-ci à sauvegarder par la prudence leur responsabilité.

« L'époux séparé de biens, et marié sous le régime dotal,
 « qui embrasserait la profession de commerçant postérieure-
 « ment à son mariage, sera tenu de faire pareille remise dans
 « le mois du jour où il aura ouvert son commerce; à défaut
 « de cette remise, il pourra être, en cas de faillite, condamné
 « comme banqueroutier simple. » (Art. 69, C. com.)

« La même remise sera faite, sous les mêmes peines, dans
 « l'année de la publication de la présente loi, par tout époux
 « séparé de biens, ou marié sous le régime dotal, qui, au mo-
 « ment de ladite publication, exercerait la profession de com-
 « merçant. » (Art. 70, C. com.)

Ce dernier article ne prescrit qu'une mesure transitoire et n'a plus, par conséquent, aucune raison d'être.

TITRE IV

DE LA SÉPARATION DE BIENS.

LOI ANGLAISE.

Comme nous avons eu occasion de le dire, la loi anglaise ne reconnaît pas la séparation de biens contractuelle entre époux.

Les biens de la femme passent de droit au mari par le fait du mariage, et il en a la libre disposition.

Mais la loi anglaise reconnaît, comme la loi française, la séparation de biens judiciaire, avec cette différence que, dans le droit anglais, cette séparation est toujours la conséquence d'une séparation de corps.

Mais nulle publicité spéciale n'est requise du jugement qui prononce la séparation de corps et de biens ; et la loi n'a aucune des préoccupations, rien de la sollicitude de la loi française pour les intérêts des tiers.

La séparation de biens judiciaire aura l'effet de rendre à la femme la propriété et l'administration de son bien, de lui permettre de l'engager sous sa responsabilité personnelle et exclusive ; mais elle ne pourra faire, comme *principal*, des actes de commerce que du jour seulement où la justice l'aura mise en possession de sa propriété et lui en aura conféré l'administration.

La situation du mari est toute différente. Il peut être com-

merçant quand intervient le jugement qui prononce la séparation de biens, et dès lors le gage de ses créanciers peut être amoindri par l'effet même de la mesure judiciaire qui ne laisse plus à sa disposition que partie de l'actif dont il disposait antérieurement.

La loi n'a rien prévu qui puisse régler les conséquences matérielles d'un tel état de choses, eu égard aux intérêts des tiers.

La femme obtiendra l'exécution du jugement qui l'aura séparée de corps et de biens d'avec son mari, et les créanciers de celui-ci auront à régler avec lui leurs rapports, sans que les droits et intérêts de la femme séparée puissent en souffrir aucune atteinte.

La séparation de biens qui intervient par suite de l'abandon de la femme par son mari au delà de deux ans, met la propriété acquise par celle-ci depuis l'abandon dont elle a été l'objet, à l'abri de toute revendication soit du mari, soit de ses créanciers.

Elle peut désormais contracter sous sa responsabilité directe et exclusivement personnelle ; ses biens seront le gage des tiers avec lesquels elle aura transigé, mais rien, si ce n'est la publicité commune à tous les actes judiciaires, ne mettra en garde le public contre les manœuvres du mari séparé de biens, qui pourrait se prévaloir de la situation prospère du commerce de sa femme et de l'ignorance du jugement de séparation pour en imposer à la confiance des tiers.

TITRE V

DES BOURSES DE COMMERCE, AGENTS DE CHANGE ET COURTIER.

LOI FRANÇAISE.

Section première.

DES BOURSES DE COMMERCE.

« La bourse de commerce est la réunion qui a lieu, sous l'autorité du roi, des commerçants, capitaines de navire, agents de change et courtiers. » (Art. 71, C. com.)

La Bourse est une institution d'utilité publique dont l'origine remonte, en France, au 24 septembre 1724, date de l'arrêt du conseil qui la créa. La première bourse de commerce fut établie à Paris; mais les besoins généralisèrent bientôt l'établissement de cette institution dans les autres grandes villes du pays, surtout après l'immense impulsion et les réformes économiques dues à la révolution de 1789.

Le gouvernement seul établit et supprime les bourses de commerce, dont le budget est fourni par une taxe imposée à une certaine catégorie de négociants.

La surveillance des bourses de commerce appartient à l'administration de la police : au préfet de police, à Paris; aux

commissaires de police, ou, en leur absence, aux maires, dans les autres villes.

Les bourses de commerce sont ouvertes à tous les particuliers, sans en exclure les étrangers. Les femmes n'y sont pas admises, et la loi en écarte comme indignes les faillis non réhabilités et les personnes frappées de condamnation à des peines afflictives ou infamantes.

« Le résultat des négociations et des transactions qui s'opèrent dans la Bourse détermine le cours du change, des marchandises, des assurances, du fret ou nolis, du prix des transports par terre ou par eau, des effets publics et autres dont le cours est susceptible d'être coté. » (Art 72, C. com.)

Afin d'assurer à l'institution l'autorité exclusive qu'il importait de lui donner, un arrêté du 27 prairial an X, interdit de s'assembler ailleurs qu'à la Bourse pour proposer et faire des négociations, sous peine de destitution des agents de change et courtiers qui contreviendraient à cette défense, et de telles autres rigueurs déterminées dans ledit arrêté.

« Ces divers cours sont constatés par les agents de change et courtiers, dans la forme prescrite par les règlements de police généraux et particuliers. » (Art. 73, C. com.)

Section II.

DES AGENTS DE CHANGE ET COURTIERS.

« La loi reconnaît, pour les actes de commerce, des agents intermédiaires, savoir, les agents de change et les courtiers. » (Art. 74, C. Com.).

Les agents de change et les courtiers sont les seuls officiers publics qui puissent agir à la Bourse, comme intermédiaires. Leurs attributions sont distinctes. Chacune de ces deux catégories de fonctionnaires forme une compagnie se gouvernant

par des règlements particuliers, représentée et administrée par un syndic et des adjoints nommés à l'élection.

« Il y en a dans toutes les villes qui ont une bourse de commerce. Ils sont nommés par le roi. » (Art. 75, C. com.)

Leur nombre est fixé par le gouvernement, et chacun d'eux ne peut agir que dans la circonscription qui lui a été assignée. Ils ne peuvent se faire remplacer dans aucune circonstance : cette défense est absolue, et il n'y a été dérogé que pour les agents de change attachés à la Bourse de Paris, qui peuvent se faire représenter par un commis, dans telles conditions strictement limitées par l'arrêté du 10 prairial an X. Ils peuvent du reste se suppléer entre eux.

Toute immixtion illégale dans les fonctions d'agent de change est sévèrement réprimée non-seulement dans les personnes qui s'en sont rendues coupables, mais dans celles qui ont sciemment employé et payé les services illicites des usurpateurs.

Les négociations faites par des intermédiaires non autorisés sont déclarées nulles.

« Les agents de change, constitués de la manière prescrite par la loi, ont seuls le droit de faire les négociations des effets publics et autres susceptibles d'être cotés ; de faire pour le compte d'autrui les négociations des lettres de change ou billets, et de tous papiers négociables, et d'en constater le cours. — Les agents de change pourront faire, concurremment avec les courtiers de marchandises, les négociations et le courtage des ventes ou achats des matières métalliques. Ils ont seuls le droit d'en constater le cours. » (Art. 76, C. com.).

Par effets publics il faut entendre non-seulement les titres de rentes créés par l'État, mais les titres constatant les emprunts des villes et établissements publics autorisés par le gouvernement, et les effets des gouvernements étrangers. Quant aux autres effets, susceptibles d'être cotés, ils seront déterminés par la chambre syndicale des agents de change.

L'un des premiers devoirs des agents de change, dans l'exercice de leur profession, est la discrétion. Ils ne doivent révéler que dans les circonstances exceptionnelles qui les y obligent, le nom des clients dont les intérêts leur sont confiés. Toute indiscretion non justifiée les assujettirait à des dommages-intérêts au profit de la partie lésée, sans préjudice des peines disciplinaires prévues par les règlements de leur compaignie.

La responsabilité de l'agent de change est absolue envers son mandant, et envers l'agent de change avec lequel il a traité. Il est entièrement substitué au lieu et place de son client, pour toutes instances judiciaires relatives à ses négociations.

Cette responsabilité résulte de l'article 10 de l'arrêté susmentionné du 27 prairial an X, ainsi conçu : « Chaque agent de change devant avoir reçu de ses clients les effets qu'il vend ou les semmos nécessaires pour payer ceux qu'il achète, est responsable de la livraison et du payement de ce qu'il aura vendu et acheté. »

Du reste, les agents de change ne peuvent agir que pour des personnes connues et domiciliées, et capables de s'engager.

Les agents de change, par cela même qu'ils sont officiers ministériels et qu'ils jouissent d'un monopole, ne peuvent, sans encourir une grave et légitime responsabilité, refuser leur ministère aux personnes qui requièrent légalement leur intervention.

« Il y a des courtiers de marchandises, — des courtiers d'assurances, — des courtiers interprètes et conducteurs de navires, — des courtiers de transport par terre et par eau. » (Art. 77, C. com.).

Comme les agents de change, les courtiers sont des mandataires obligés, sous leur responsabilité, à l'exécution du mandat qu'ils ont reçu. Toutefois, ils ne sont pas substitués à la personne de leur mandant : ils mettent en rapport les par-

tics dont ils certifient l'identité, et leurs honoraires leur sont acquis, que la négociation qu'ils ont favorisée soit ou non exécutée.

Quant aux droits qui représentent leurs honoraires, ils sont déterminés par les règlements particuliers à chaque bourse de commerce; et s'ils recevaient des salaires plus élevés que ceux exprimés dans le tarif, ils s'exposeraient à être poursuivis comme *concessionnaires*.

« Les courtiers de marchandises, constitués de la manière prescrite par la loi, ont seuls le droit de faire le courtage des marchandises, d'en constater le cours; ils exercent, concurremment avec les agents de change, le courtage des matières métalliques. » (Art. 78, C. com.).

Le droit commun réserve à tous commerçants la faculté de contracter directement entre eux ou par leurs commis à propos de vente et achat de marchandises; mais la loi a voulu, et tel est le sens de l'article 78, que si un commerçant a besoin d'un intermédiaire, il n'en pût chercher ailleurs que dans la compagnie des courtiers.

La loi autorise les courtiers de commerce à faire des ventes publiques et aux enchères, concurremment avec certains autres officiers ministériels, mais seulement des marchandises *neuves*.

Il y a entre le commissionnaire et le courtier de commerce cette profonde différence que le premier est un *mandataire* ordinaire, tandis que le second n'est qu'un *intermédiaire* dont la responsabilité ne peut être en aucune façon engagée par la négociation qu'il a ménagée en mettant en rapport les parties contractantes.

Le courtier de commerce ne peut faire remplir par personne les opérations de son ministère; il doit agir personnellement et directement.

« Les courtiers d'assurances rédigent les contrats ou polices d'assurances, concurremment avec les notaires; ils en attestent la vérité par leur signature, certifient le taux des

« primes pour tous les voyages de mer ou de rivière. »
(Art. 79, C. com.)

Cet article ne parle pas des assurances terrestres qui demeurent dans le droit commun, et peuvent être traitées par des intermédiaires libres, au choix exclusif des compagnies.

« Les courtiers interprètes et conducteurs de navires font
« le courtage des affrètements; ils ont, en outre, seuls le droit
« de traduire, en cas de contestations portées devant les tribunaux, les déclarations, chartes-parties, connaissements,
« contrats, et tous actes de commerce dont la traduction
« serait nécessaire; enfin de constater le cours du frêt ou du
« nolis. Dans les affaires contentieuses de commerce, et pour
« le service des douanes, ils serviront seuls de truchement à
« tous étrangers, maîtres de navires, marchands, équipages de
« vaisseaux et autres personnes de mer. » (Art. 80, C. com.).

Comme *interprètes*, les courtiers maritimes ont seuls le droit de traduire toute pièce écrite en langue étrangère relative à l'instance et dont la production en justice est jugée nécessaire. Leurs traductions feront foi, sans doute; toutefois, il sera toujours permis d'en signaler et d'en faire rectifier les erreurs. Cependant, si les courtiers ne connaissent pas la langue du capitaine qui requiert le secours d'un interprète, celui-ci pourra s'adresser à telle personne capable de lui rendre le service requis, en dehors de la compagnie des courtiers.

Comme *conducteurs* de navires, ils sont les seuls intermédiaires auxquels puissent s'adresser les commerçants pour la location ou l'affrètement des navires, quand les intéressés ne traitent pas directement entre eux.

« Le même individu peut, si l'acte du gouvernement qui
« l'institue l'y autorise, cumuler les fonctions d'agent de
« change; de courtier de marchandises ou d'assurances et
« de courtier interprète et conducteur de navires. » (Art. 81,
« C. com.)

Ce cumul est souvent nécessaire dans les petites localités;

dans tous les cas, il ne présente aucun caractère d'incompatibilité. Mais pour qu'une personne ait un droit exclusif à toutes ces fonctions, il faut que l'investiture lui en ait été expressement conférée par le gouvernement.

Si, au contraire, le gouvernement n'avait institué que des courtiers de marchandises dans une localité, il est évident que ceux-ci pourraient cumuler les fonctions d'agent de change, de courtiers d'assurances, etc., par suite du même droit qui permettrait au premier venu d'exercer ces industries non séquestrées, par privilège administratif, du domaine général du commerce.

« Les courtiers de transport par terre et par eau, constitués selon la loi, ont seuls, dans les lieux où ils sont établis, le droit de faire le courtage des transports par terre et par eau ; ils ne peuvent annuler, dans aucun cas et sous aucun prétexte, les fonctions de courtiers de marchandises, d'assurances, ou de courtiers conducteurs de navires, désignées aux art. 78, 79 et 80. » (Art. 82. C. com.)

« Ceux qui ont fait faillite ne peuvent être agents de change ou courtiers, s'ils n'ont été réhabilités. » (Art. 83, C. com.)

La réhabilitation du failli a pour lui l'effet d'une amnistie ; elle fait disparaître absolument toutes les incapacités déterminées contre le commerçant par son état de faillite.

« Les agents de change et courtiers sont tenus d'avoir un livre revêtu des formes prescrites par l'art. 11. Ils sont tenus de consigner dans ce livre, jour par jour, et par ordre de dates, sans ratures, interlignes ni transpositions, et sans abréviations ni chiffres, toutes les conditions des ventes, achats, assurances, négociations, et, en général, de toutes les opérations faites par leur ministère. » (Art. 84, C. com.)

Si des erreurs, des ratures, des interlignes, des transpositions sont faites dans les livres, sans accuser une intention coupable, la responsabilité de l'officier ministériel ne serait pas sérieusement engagée. Aux agents de change, aux courtiers, comme aux commerçants ordinaires, il faut appliquer les sé-

vérités salutaires de la loi, mais avec les tempéraments nécessaires de la raison.

Les livres des agents de change et des courtiers, contenant la constatation d'opérations qu'il importe de conserver secrètes, ne seront jamais produits qu'en justice et aux magistrats eux-mêmes.

« Un agent de change ou courtier ne peut, dans aucun cas, et sous aucun prétexte, faire des opérations de commerce ou de banque pour son compte. — Il ne peut s'intéresser directement ni indirectement, sous son nom ou sous un nom interposé, dans aucune entreprise commerciale. Il ne peut recevoir ni payer pour le compte de ses commettants. » (Art. 85, C. com.).

La loi n'entend pas que l'agent de change ne puisse *absolument* recevoir ou payer pour le compte de son client; puisqu'elle lui confie le droit d'acheter et de vendre, elle lui donne comme conséquence le droit de payer et de recevoir: ce que la loi a défendu à l'agent de change, c'est toute opération d'argent qui supposerait dans celui-ci une autre fonction que celle de dépositaire, telle qu'un compte courant, par exemple.

Néanmoins, la violation par les agents de change et courtiers des dispositions de l'art. 85, ne les affranchirait pas de l'obligation de satisfaire aux engagements par eux contractés vis-à-vis des tiers.

« Il ne peut se rendre garant de l'exécution des marchés dans lesquels il s'entremet. » (Art. 86, C. com.).

S'il en eût été autrement, les agents de change n'eussent plus été de simples intermédiaires; et, par une voie indirecte, ils eussent pu faire pour leur compte les opérations qui leur sont interdites par l'article 85 précité.

« Toute contravention aux dispositions énoncées dans les deux articles précédents entraîne la peine de destitution et une condamnation d'amende, qui sera prononcée par le Tribunal de police correctionnelle, et qui ne peut être au-des-

« sus de 3,000 francs, sans préjudice de l'action des parties
« en dommages-intérêts. » (Art. 87, C. com.)

« Tout agent de change ou courtier destitué en vertu de
« l'article précédent ne peut être réintégré dans ses fonc-
« tions. » (Art. 88, C. com.)

« En cas de faillite, tout agent de change ou courtier est
« poursuivi comme banqueroutier. » (Art. 89, C. com.)

Les agents de change et les courtiers sont donc commerçants aux yeux de la loi, puisqu'ils peuvent tomber en faillite. Mais comme tous actes de commerce pour leur propre compte leur sont interdits, ils ne peuvent tomber en faillite qu'en conséquence d'actes accomplis en violation des prohibitions impérieuses de la loi. Ainsi s'explique la rigueur de l'article 89 à leur égard, rigueur qui a pour sanction légitime la nécessité d'utilité publique de mettre ces fonctionnaires en garde contre des entraînements fatals à la sécurité et à la confiance des intérêts.

« Il sera pourvu, par des règlements d'administration publique, à tout ce qui est relatif à la négociation et transmission de propriété des effets publics. » (Art. 90, C. com.)

Rien de nouveau à cet égard depuis l'arrêté du 27 prairial an X.

TITRE V

DES BOURSES DE COMMERCE, AGENTS DE CHANGE ET COURTIERS.

(STOCK EXCHANGE AND BROKERS.)

LOI ANGLAISE.

Section première.

DES BOURSES DE COMMERCE (STOCK EXCHANGE).

La *Bourse de Londres* (*stock exchange*), qui centralise et concentre la masse des transactions commerciales en Angleterre, est le rendez-vous de tous les commerçants du monde.

Le gouvernement n'a rien à faire dans l'administration, dans la surveillance de ce monde spécial qui relève d'une puissance *réellement* bien supérieure au pouvoir exécutif de la Grande-Bretagne, les corporations de la *Cité* de Londres, comprenant toutes les forces de l'industrie et du commerce britanniques.

L'origine de cette institution remonte au delà du *xvii^e* siècle, car le premier *stock exchange* fut détruit par le terrible incendie de 1666, qui consuma une partie de Londres.

La corporation des *merciers* fit les frais de construction d'un nouveau *stock exchange*, ce qui prouve l'opulence et justifie la

suprématie du commerce anglais dès cette époque relativement reculée.

Détruit à son tour par un incendie, ce monument a été remplacé par l'édifice actuel, dont l'inauguration remonte à 1844.

La Bourse de Londres a un caractère et une allure qu'on peut appeler universels. Elle a ses larges divisions géographiques : les Américains ont leur département, les Asiatiques et les Africains ont le leur, et les Européens, réunis sur un point spécial, s'y divisent en nations qui ont chacune leur province.

Toutes ces parties du monde, tous ces peuples de commerçants communiquent entre eux par l'intermédiaire des *brokers*, dont les attributions sont identiques à celles des agents français, connus sous le nom de *courtiers de commerce*.

A côté de cet immense local, et dans une vaste construction qui en forme comme une sorte de dépendance, est le café *Lloyd's*, où affluent à chaque instant du jour toutes les nouvelles et tous les renseignements maritimes.

Les opérations en fonds publics se traitent dans une bourse particulière, distincte de la première, et dont le local est situé derrière la Banque.

L'édifice a été construit, comme l'autre, par le commerce et lui appartient.

Les actionnaires ont établi les règlements sur la police et la pratique des affaires spéciales à cette bourse qui n'est ouverte qu'aux personnes reçues membres de la corporation.

Il existe encore une troisième bourse qui a pour spécialité les opérations considérables qui se font sur la houille. De là son nom de *coal exchange* (*Bourse de charbon*).

Les cours des marchandises et des fonds publics sont déterminés par les *brokers*, intermédiaires de toutes les opérations qui se traitent dans les différentes bourses.

Section II.

DES AGENTS DE CHANGE ET DES COURTIER (STOCKBROKERS
AND BROKERS).

Le mot *broker* s'applique généralement à tous les agents qui mettent en rapport les particuliers dans les affaires de bourse.

Pour les distinguer, on place généralement devant le terme générique *broker* le nom de l'industrie spéciale dont ils s'occupent : ainsi les *brokers* pour les houilles s'appelleront *coal brokers* ; les *brokers* pour les relations maritimes, *ship brokers*, etc.

Les agents de change s'appellent *stock broker* ; leur nombre est illimité : mais ils sont choisis par la corporation, qui elle-même, est assujettie à des règlements disciplinaires assez rigoureux. Comme tous les *brokers*, ils relèvent, quant à leur responsabilité, du droit commun (*common law*), dont la sévérité est une garantie pour les clients de ces intermédiaires, et de la législation particulière connue en Angleterre sous la dénomination de *law between principal and agent* (loi entre mandant et mandataire), et que nous analysons ci-après.

Les *stock brokers* sont assermentés. Seuls ils peuvent opérer les transferts à la Banque ; mais ils n'exercent pas, comme les agents de change français, le monopole des opérations de bourse. — Les membres de la corporation de la Bourse peuvent faire eux-mêmes directement leurs propres achats et ventes de fonds ; et les *agents* (courtiers marrons) dont les exigences sont bien plus modestes que celles des *stock brokers*, font à ceux-ci, pour les opérations de bourse, une concurrence sérieuse.

Ces *agents* n'offrent pas les garanties de responsabilité que l'on rencontre chez les *stock brokers*. Ainsi, ils peuvent spé-

culer pour leur propre compte, ce qui est formellement défendu aux *stock brokers* par les règlements de leur corporation.

D'autre part, et cela est d'une importance capitale, les *stock brokers* sont obligés d'avoir des livres et de tenir une comptabilité régulière, obligation que rien n'impose aux *agents*.

Les *stock brokers*, comme les agents de change français, sont tenus, par leurs règlements, à une discrétion scrupuleuse, en ce qui touche les intérêts remis à leur confiance.

Ils ont qualité pour négocier, vendre, engager les valeurs qui leur sont confiées, et leur responsabilité personnelle est seule engagée envers les personnes avec lesquelles ils traitent.

Les achats ou ventes à terme de *fonds anglais* sont rigoureusement interdits par la loi ; toute opération de ce genre est déclarée nulle, et la justice ordonne toujours la restitution des primes payées et du double des valeurs. — De plus, les tribunaux prononcent contre les parties une amende de 500 livres sterling (12,500 fr.), pénalité qui ne rend pas moins fréquentes les violations de la loi, mais qui empêche bien des procès.

Enfin, la loi punit sévèrement toute manœuvre ayant pour objet de faire hausser et baisser les fonds publics, le prix des denrées et le cours des marchandises.

Les *brokers* (courtiers de commerce), à Londres, ne sont reçus que par le maire et les aldermen ; ils payent un droit d'admission de 5 livres sterling, et un droit annuel de même somme.

La cour du maire et des aldermen fait les règlements relatifs à l'exercice de la profession de *broker*.

Les *brokers* étant assermentés, leurs certificats ou dépositions font foi en justice.

Toute personne qui, sans y avoir été légalement autorisée, exerce à Londres la fonction de *broker*, ne peut obtenir en justice aucune rémunération.

Les *brokers* tiennent un livre où ils mentionnent toutes leurs

opérations avec leur date et le nom des parties. Ce livre doit être produit à toute réquisition légale.

Comme nous l'avons dit déjà, il y a en Angleterre diverses espèces de *brokers*, et chaque catégorie est désignée par la spécialité dont elle s'occupe.

Les *brokers* en denrées et marchandises mettent en rapport les particuliers qui veulent vendre et acheter marchandises et denrées : on les appelle simplement *brokers*.

Les *ship-brokers* ou courtiers maritimes s'occupent soit de pourvoir les bâtimens de ce qui est nécessaire au fret ou aux vivres (ce sont les *ship-brokers* proprement dits); soit de procurer aux navires leur assurance, et ils s'appellent dans ce cas *insurance brokers* (courtiers d'assurances.)

Les obligations générales des *brokers*, quand les conventions particulières intervenues entre eux et leurs clients n'y dérogent pas, sont énumérées, sous le titre VI ci-après, dans les prescriptions relatives aux rapports du commettant et du commissionnaire. (*Between Principal and Agent.*)

Toute remise de marchandises aux *brokers* comporte autorisation pour eux de vendre et d'engager ces marchandises.

Leurs clients n'ont d'action que contre eux, et non contre les tiers avec lesquels ont traité les *brokers*.

D'ailleurs, la loi anglaise est loin d'avoir la sollicitude de détails qui caractérise la loi française. Le droit anglais suppose surtout le contrat; l'usage, les habitudes du commerce ne viennent au secours des parties que pour sauvegarder dans l'équité les intérêts compromis par l'inexpérience, la duplicité ou l'imprévoyance de l'un des contractants.

C'est donc surtout à l'initiative privée que la loi anglaise réserve le soin de stipuler clairement et complètement ses intérêts, comme au juge le plus compétent en pareille matière.

Mais si la justice est appelée à intervenir entre un particulier et un *broker* infidèle non pas seulement à ses obligations spécifiées et écrites, mais aux devoirs généraux de sa charge,

le jury, gardien scrupuleux de la tradition commerciale, interprète sévère de la bonne foi et de la loyauté qui doivent présider à toutes les transactions, ne manque jamais d'infliger au coupable une pénalité pécuniaire qui soit à la fois un dédommagement équitable pour la partie lésée, et une répression rigoureuse de l'oubli ou de la violation du devoir.

TITRE VI

DES COMMISSIONNAIRES.

LOI FRANÇAISE.

Section première.

DES COMMISSIONNAIRES EN GÉNÉRAL.

« Le commissionnaire est celui qui agit en son propre nom, ou sous un nom social, pour le compte d'un commettant. » (Art. 91, C. com.).

Cet article établit nettement la différence que la loi reconnaît entre le courtier et le commissionnaire. Celui-ci est partie au contrat, il s'engage pour autrui, il agit pour et au nom d'un commettant, sans que jamais sa personnalité se confonde avec celle de ce dernier, dont elle demeure absolument indépendante.

Le commissionnaire qui agit en son propre nom s'engage personnellement, comme s'il traitait de sa propre affaire ; le commissionnaire qui agit au nom de son commettant n'est responsable qu'envers ce dernier et dans les termes de son mandat ; mais, pour les tiers, la seule responsabilité engagée est celle du commettant.

« Les devoirs et les droits du commissionnaire qui agit au

« nom d'un commettant sont déterminés par le Code civil, liv. III, tit. XIII. » (Art. 92, C. com.)

Or, voici les dispositions qui règlent le contrat de *mandat*.

« Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire. » (Art. 1984, C. Nap.)

Appliqué au contrat de commission, le mandat doit nécessairement avoir pour objet un acte de commerce, car le contrat de commission est d'une nature essentiellement commerciale.

« Le mandat peut être donné, ou par acte public ou par écrit sous seing privé, même par lettre. Il peut aussi être donné verbalement, mais la preuve testimoniale n'en est reçue que conformément au titre des contrats et des obligations conventionnelles en général.

« L'acceptation du mandat peut n'être que tacite, et résulter de l'exécution qui lui a été donnée par le mandataire. » (Art. 1985, C. Nap.)

« Le mandat est gratuit, s'il n'y a convention contraire. » (Art. 1986, C. Nap.)

Tout autre est la présomption qui régit le contrat de commission : le mandat commercial n'est gratuit qu'autant que cela résulte de stipulations expresses.

La rémunération des services rendus par le commissionnaire s'établit au moyen d'un prélèvement de tant pour cent sur le prix convenu des marchandises livrées. — Le taux de la *commission* se règle très-ordinairement par conventions débattues entre les parties ; si, par hasard, rien n'est stipulé à cet égard, l'usage des lieux fixera le droit de commission.

La commission est due au commissionnaire comme récompense de ses démarches loyales, prudentes, en faveur des intérêts qu'il représente ; le commettant n'aurait pas le droit de la refuser, sous prétexte que l'opération conduite par le commissionnaire n'a pas eu tout le succès que celui-là s'était promis.

Le commissionnaire ne répond pas de la solvabilité des personnes avec lesquelles il traite : toutefois, il peut intervenir entre le commissionnaire et le commettant une convention particulière par laquelle le commissionnaire garantit directement au commettant le paiement des marchandises à lui consignées, moyennant une commission extraordinaire.

Ce contrat de garantie, qui réfléchit les caractères d'un contrat d'assurance, s'appelle contrat de *ducroire* ; il n'intervient jamais que dans les ventes à terme.

« Le mandat est ou spécial, et pour une affaire ou certaines affaires seulement ; ou général et pour toutes les affaires du mandant. » (Art. 1987, C. Nap.).

Le mandat de commission n'est jamais général ; il a pour objet une opération ou des opérations limitées.

« Le mandat conçu en termes généraux n'embrasse que les actes d'administration. S'il s'agit d'aliéner ou d'hypothéquer, ou de quelque autre acte de propriété, le mandat doit être exprès. » (Art. 1988, C. Nap.)

« Le mandataire ne peut rien faire au delà de ce qui est porté dans son mandat : le pouvoir de transiger ne renferme pas celui de compromettre. » (Art. 1989, C. Nap.)

Ces deux articles sont peu applicables au contrat de commission. — Le commissionnaire ne traite que d'intérêts très-spéciaux : il vend les marchandises du commettant sur échantillon ou sur consignment, et ne saurait avoir aucune occasion de faire un acte quelconque pouvant affecter la propriété du commettant, dans la mesure indiquée par l'art. 1988.

Le commissionnaire recevra le prix des marchandises par lui vendues et le transmettra à son commettant, déduction faite des avances par lui effectuées pour la réception, le magasinage et la vente de ces marchandises. De même, le commissionnaire qui a reçu mandat pour acheter a le droit corrélatif et conséquent de payer.

« Les femmes et les mineurs émancipés peuvent être choisis pour mandataires, mais le mandant n'a d'action contre

« le mandataire mineur que d'après les règles générales relatives aux obligations des mineurs, et contre la femme mariée et qui a accepté le mandat sans l'autorisation de son mari, que d'après les règles établies au titre du *contrat de mariage et des droits respectifs des époux*. » (Art. 1990, C. Nap.)

Si le commissionnaire ne peut agir qu'au nom du commettant, peu importe qu'il n'ait pas la responsabilité civile de ses actes, et qu'il ne puisse valablement s'obliger; il n'est réellement que l'agent du commettant sur lequel demeure la responsabilité tout entière.

Mais il en serait tout autrement si le commissionnaire agissait en son nom personnel; les tiers n'ayant de recours éventuel que contre lui, il est très-important que la responsabilité du commissionnaire ne soit pas une illusion; et que celui-ci soit pleinement investi de l'exercice légal de ses droits civils.

« Le mandataire est tenu d'accomplir le mandat tant qu'il en demeure chargé, et répond des dommages-intérêts qui pourraient résulter de son inexécution.

« Il est tenu de même d'achever la chose commencée au décès du mandant, s'il y a péril en la demeure. » (Art. 1991, C. Nap.)

L'application de cet article sera subordonnée aux circonstances dont l'appréciation seule pourra fixer le caractère et l'étendue des devoirs et de la responsabilité du mandataire.

Mais il est constant que le commissionnaire ne saurait être tenu des conséquences résultant de la force majeure; et que si, en se tenant dans les limites de son mandat, il a agi au mieux des intérêts de son commettant, sa responsabilité devient inattaquable.

« Le mandataire répond non-seulement du dol, mais encore des fautes qu'il commet dans sa gestion; néanmoins la responsabilité relative aux fautes est appliquée moins rigoureusement à celui dont le mandat est gratuit qu'à celui qui reçoit un salaire. » (Art. 1992, C. Nap.)

« Tout mandataire est tenu de rendre compte de sa gestion

« et de faire raison au mandant de tout ce qu'il a reçu en vertu
« de sa procuration, quand même ce qu'il aurait reçu n'eût
« point été dû au mandant. » (Art. 1993, C. Nap.)

« Le mandataire répond de celui qu'il s'est substitué dans sa
« gestion : 1^o Quand il n'a pas reçu le pouvoir de se substi-
« tuer quelqu'un ; 2^o quand ce pouvoir lui a été conféré sans
« désignation d'une personne, et que celle dont il a fait choix
« était notoirement incapable ou insolvable. Dans tous les cas,
« le mandant peut agir directement contre la personne que le
« mandataire s'est substituée. » (Art. 1994, C. Nap.)

Cette responsabilité sera très-rigoureusement appliquée au commissionnaire ; car, dans le commerce, la valeur personnelle est de première importance, et le négociant qui choisit un commissionnaire se détermine surtout par les considérations de la capacité et de la solvabilité notoires de ce dernier. D'ailleurs, le commissionnaire qui voudra, sans péril pour ses intérêts, se substituer un tiers dans sa gestion, pourra toujours obtenir l'agrément de son commettant, en présentant à celui-ci une personne capable et solvable ; si le commettant refuse, la responsabilité du commissionnaire qui passerait outre n'aurait pas d'excuse.

Toutefois, les éventualités de force majeure exerceront toujours sur l'appréciation de la responsabilité une influence prépondérante ; et si la substitution avait été commandée par une sollicitude sincère des intérêts du commettant, dont on n'aurait pu consulter préalablement la volonté, nul doute que la responsabilité du commissionnaire n'eût droit aux bénéfices de la plus équitable sécurité.

« Quand il y a plusieurs fondés de pouvoir ou mandataires
« établis par le même acte, il n'y a de solidarité entre eux
« qu'autant qu'elle est exprimée. » (Art. 1995, C. Nap.)

« Le mandataire doit l'intérêt des sommes qu'il a employées
« à son usage, à dater de cet emploi, et de celles dont il est
« reliquataire, à compter du jour qu'il est mis en demeure. »
(Art. 1996, C. Nap.)

Cet intérêt, pour le commissionnaire, sera calculé, selon le taux du commerce, à raison de 6 pour cent.

« Le mandataire qui a donné à la partie avec laquelle il contracte en cette qualité une suffisante connaissance de ses pouvoirs, n'est tenu d'aucune garantie pour ce qui a été fait au delà, s'il ne s'y est personnellement soumis. » (Art. 1997, C. Nap.)

Il en serait tout autrement si, au lieu d'agir au nom de son commettant, le commissionnaire agissait en son nom personnel.

« Le mandant est tenu d'exécuter les engagements contractés par le mandataire, conformément au pouvoir qui lui a été donné. Il n'est tenu de ce qui a pu être fait au delà qu'autant qu'il l'a ratifié expressément ou tacitement. » (Art. 1998, C. Nap.)

« Le mandant doit rembourser au mandataire les avances et frais que celui-ci a faits pour l'exécution du mandat, et lui payer ses salaires, lorsqu'il en a été promis. S'il n'y a aucune faute imputable au mandataire, le mandant ne peut se dispenser de faire ces remboursements et paiements, lorsqu'il n'aurait pas réussi, ni faire réduire le montant des frais et avances, sous le prétexte qu'ils pouvaient être moindres. » (Art. 1999, C. Nap.)

« Le mandant doit aussi indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a essuyées à l'occasion de sa gestion, sans imprudence qui lui soit imputable. » (Art. 2001, C. Nap.)

« L'intérêt des avances faites par le mandataire lui est dû par le mandant, à dater du jour des avances constatées. » (Art. 2002, C. Nap.)

« Lorsque le mandataire a été constitué par plusieurs personnes pour une affaire commune, chacune d'elles est tenue solidairement envers lui de tous les effets du mandat. » (Art. 2002, C. Nap.)

« Le mandat finit par la révocation du mandataire, par la

« renonciation de celui-ci au mandat, par la mort naturelle ou civile, l'interdiction ou la déconfiture, soit du mandant, soit du mandataire. » (Art. 2003, C. Nap.)

La mort *civile* a été abolie, comme nous avons eu déjà l'occasion de le dire; en ce qui touche le commissionnaire, l'état d'insolvabilité ou de déconfiture s'appelle état de faillite, puisque le commissionnaire est commerçant.

Dans tous les cas, la révocation du mandat n'a d'effet que pour l'avenir, et à partir seulement du moment où elle a été connue du mandataire.

« Le mandant peut révoquer sa procuration quand bon lui semble, et contraindre, s'il y a lieu, le mandataire à lui remettre, soit l'écrit sous seing privé qui la contient, soit l'original de la procuration, si elle a été délivrée en brevet, soit l'expédition, s'il en a été gardé minute. » (Art. 2004, C. Nap.)

« La révocation notifiée au seul mandataire ne peut être opposée aux tiers qui ont traité dans l'ignorance de cette révocation, sauf au mandant son recours contre le mandataire. » (Art. 2005, C. Nap.)

« La révocation d'un nouveau mandataire pour la même affaire vaut révocation du premier, à compter du jour où elle a été notifiée à ce dernier. » (Art. 2006, C. Nap.)

« Le mandataire peut renoncer au mandat, en notifiant au mandant sa renonciation. Néanmoins, si cette renonciation préjudicie au mandant, il devra être indemnisé par le mandataire, à moins que celui-ci ne se trouve dans l'impossibilité de continuer le mandat sans en éprouver lui-même un préjudice considérable. » (Art. 2007, C. Nap.)

Mais il ne serait pas permis à un commissionnaire de renoncer au mandat qui lui a été confié, si cette renonciation, motivée par la nécessité d'écarter de lui un préjudice considérable, devait déterminer une grave atteinte aux intérêts également respectables du commettant. La responsabilité de chacun sera évidemment déterminée par les circonstances.

« Si le mandataire ignore la mort du mandant ou l'une des autres causes qui font cesser le mandat, eo qu'il fait dans cette ignorance est valido. » (Art. 2008, C. Nap.)

« Dans les cas ci-dessus, les engagements du mandataire sont exécutés à l'égard des tiers qui sont de bonne foi. » (Art. 2009, C. Nap.)

Enfin, « en cas de mort du mandataire, ses héritiers doivent en donner avis au mandant, et pourvoir, en attendant, à ce que les circonstances exigent pour l'intérêt de celui-ci. » (Art. 2010, C. Nap.)

Telles sont les dispositions claires et précises qui régissent le *mandat* en général, et qui s'appliquent particulièrement au contrat de commission, sans qu'il soit interdit aux intéressés d'y déroger dans leurs conventions, suivant leurs convenances.

Nous revenons maintenant au Code de commerce :

« Tout commissionnaire qui a fait des avances sur marchandises à lui expédiées d'une autre place, pour être vendues pour le compte d'un commettant, a privilège pour le remboursement de ses avances, intérêts et frais, sur la valeur des marchandises, si elles sont à sa disposition, dans ses magasins ou dans un dépôt public, ou si, avant qu'elles soient arrivées, il peut constater, par un connaissance ou par une lettre de voiture, l'expédition qui lui en a été faite. » (Art. 93, C. com.)

Ce privilège, par cela même qu'il est un privilège, n'est ménagé au commissionnaire qui l'invoque contre la faillite de son commettant qu'avec une réserve jalouse. Ainsi, bien souvent le privilège du commissionnaire a été écarté parce que les avances faites par lui avaient précédé la prise de possession des marchandises ou la remise en ses mains du connaissance.

Cette interprétation de la loi est peut-être trop rigoureuse et, selon une jurisprudence récente, inaugurée par la Cour de Rouen, nous pensons que le bénéfice de l'art. 93 est jus-

tément acquis au commissionnaire, s'il est établi qu'il y a eu *simultanéité* entre la remise des fonds et celle des connaissements.

Le connaissement dont parle l'art. 93 est susceptible d'être transporté par la voie de l'endossement.

On s'est demandé si cet endossement devait satisfaire à toutes les conditions exigées pour les endossements appliqués aux lettres de change et billets à ordre; si, par exemple, il devait mentionner, sous peine de nullité, *la valeur fournie*. La jurisprudence est loin d'être fixée sur ce point délicat; toutefois, il ne semble pas qu'il y ait analogie possible entre une valeur négociable et un connaissement. Un connaissement n'est que la reconnaissance délivrée par le capitaine, spécifiant les marchandises dont il se charge et qu'il s'oblige de remettre en tel lieu et à tel destinataire convenus; il n'exprime aucune valeur, et l'endos dont il est susceptible ne peut changer le caractère originel du titre. L'endos ne constatera d'ailleurs qu'une chose, un ordre de livraison signifié au capitaine qui exigera du porteur du connaissement le prix du fret.

Cet endos a donc un caractère spécial, différent par sa nature et par sa destination de l'endos qui transfère la propriété d'une lettre de change ou d'un billet à ordre. Il serait, d'autre part, impossible de lui donner aucune cause que ce fût; et cette circonstance fatale est la preuve la plus évidente qui puisse protester contre toute assimilation des deux espèces d'endos.

Nous estimons que l'endossement d'un connaissement sera régulier s'il est signé, daté, et s'il énonce le nom de la personne à laquelle il est passé.

« Si les marchandises ont été vendues et livrées pour le compte du commettant, le commissionnaire se rembourse, sur le produit de la vente, du montant de ses avances, intérêts et frais, par préférence aux créanciers du commettant. » (Art. 94, C. com.)

Par conséquent, c'est aux mains du commissionnaire que

l'acheteur doit se libérer du prix des marchandises à lui vendues, car celui-ci ne pourrait se rembourser de ses avances, intérêts et frais, si l'acheteur, au lieu de payer aux mains du commissionnaire, et sans son autorisation, désintéressait directement le commettant. Cet acheteur deviendrait, par ce fait, garant du privilège, qu'il aurait mis en péril, du commissionnaire.

« Tous prêts, avances ou paiements qui pourraient être faits sur des marchandises déposées ou consignées par un individu résidant dans le lieu du domicile du commissionnaire, ne donnent privilège au commissionnaire ou dépositaire qu'autant qu'il s'est conformé aux dispositions prescrites par le Code Napoléon, liv. III, tit. XVII, pour les prêts sur gages ou nantissements. » (Art. 95, C. com.)

« Le privilège n'a lieu qu'autant qu'il y a un acte public ou sous seing privé, dûment enregistré, contenant la déclaration de la somme due, ainsi que l'espèce et la nature des choses remises en gage, ou un état annexé de leur qualité, poids et mesure.

« La rédaction de l'acte par écrit et son enregistrement ne sont néanmoins prescrits qu'en matière excédant la valeur de 150 francs. » (Art. 2074, C. Nap.)

« Le privilège énoncé en l'article précédent ne s'établit sur les meubles incorporels, tels que les créances mobilières, que par acte public ou sous seing privé, aussi enregistré, et signifié au débiteur de la créance donnée en gage. » (Art. 2075, C. Nap.)

Section II.

DES COMMISSIONNAIRES POUR LES TRANSPORTS PAR TERRE ET PAR EAU.

« Le commissionnaire qui se charge d'un transport par terre et par eau est tenu d'inscrire sur son livre-journal la

« déclaration de la nature et de la quantité des marchandises, »
« et, s'il en est requis, de leur valeur. » (Art. 96, C. com.)

On donne dans le commerce le nom de *commissionnaires de roulage* aux commerçants qui se chargent du transport des marchandises. Ils délivrent des récépissés aux expéditeurs, et leur responsabilité n'est déchargée que par le reçu du destinataire. — L'expéditeur doit avoir soin de faire enregistrer dans le livre du commissionnaire les marchandises, effets, colis qu'il remet à celui-ci pour être expédiés, afin que, s'il égare son récépissé, il puisse invoquer le témoignage du livre même du commissionnaire, comme un titre de sa propriété. — D'ailleurs, les expéditeurs pourraient prouver par tous les moyens la remise par eux faite de leur propriété aux mains et à la responsabilité des commissionnaires.

« Il est garant de l'arrivée des marchandises et effets dans »
« le délai déterminé par la lettre de voiture, hors les cas de la »
« force majeure légalement constatée. » (Art. 97, C. com.)

« Il est garant des avaries ou pertes de marchandises et »
« effets, s'il n'y a stipulation contraire dans la lettre de voi- »
« ture, ou force majeure. » (Art. 98, C. com.)

En vain les commissionnaires, dans leurs prospectus et sur leurs bulletins, restreindraient-ils à un chiffre maximum déterminé le montant de leur responsabilité éventuelle ; en vain prétendraient-ils ne pas s'assujettir à une indemnité excédant 150 francs, quelle que fût l'étendue du préjudice causé à l'expéditeur ; l'art. 98 est formel, large, indéfini dans sa compréhension, et n'autorise aucune de ces mesures dont la validité équivaldrait à l'irresponsabilité du commissionnaire.

Les entreprises de chemin de fer ne sont pas autre chose que des commissionnaires de roulage. Le commissionnaire de roulage doit obéir à toutes les prescriptions qui lui ont été données par l'expéditeur, et qu'il avait accepté de remplir en recevant le dépôt des marchandises ou effets à expédier.

« Il est garant des faits du commissionnaire intermédiaire »
« auquel il adresse les marchandises. » (Art. 99, C. com.)

« La marchandise sortie du magasin du vendeur ou de l'expéditeur voyage, s'il n'y a convention contraire, aux risques et périls de celui à qui elle appartient, sauf son recours contre le commissionnaire et le voiturier chargé du transport. » (Art. 100, C. com.)

« La lettre de voiture forme un contrat entre l'expéditeur et le voiturier, ou entre l'expéditeur, le commissionnaire et le voiturier. » (Art. 101, C. com.)

« La lettre de voiture doit être datée. Elle doit exprimer la nature et le poids ou la contenance des objets à transporter, le délai dans lequel le transport doit être effectué; elle indique le nom et le domicile du commissionnaire par l'entremise duquel le transport s'opère, s'il y en a un, le nom de celui à qui la marchandise est adressée, le nom et le domicile du voiturier; elle énonce le prix de la voiture, l'indemnité due pour cause de retard; elle est signée par l'expéditeur ou le commissionnaire; elle présente en marge les marques et numéros des objets à transporter. La lettre de voiture est copiée par le commissionnaire sur un registre coté et paraphé, sans intervalle et de suite. » (Art. 102, C. com.)

Il est reconnu que l'omission de l'une ou de quelques-unes des énonciations précisées dans l'art. 102 n'entraînerait pas la nullité de la lettre de voiture, et qu'il y aurait purement et simplement à pourvoir aux indications essentielles, à la constatation exacte et au règlement utile des rapports des parties.

La lettre de voiture elle-même n'est pas indispensable pour obliger le voiturier à rendre les choses dont le transport lui a été confié. Faute de ce titre, l'expéditeur ou le commissionnaire peuvent établir, *par tous les moyens*, la remise des objets qui sont présumés avoir été livrés au voiturier en bon état.

Généralement la lettre de voiture est faite en deux originaux; il arrive aussi qu'on ne remet au voiturier qu'une copie de l'original qui reste aux mains de l'expéditeur.

La lettre de voiture est susceptible, comme le connaissement, d'être transmise par la voie de l'endossement, et le voiturier

se libère de ses obligations en livrant son chargement au porteur régulièrement saisi de la lettre de voiture.

Section III.

DU VOITURIER.

« Le voiturier est garant de la perte des objets à transporter, hors les cas de force majeure. Il est garant des avaries autres que celles qui proviennent du vice propre de la chose ou de la force majeure. » (Art. 103, C. com.)

« Si, par l'effet de la force majeure, le transport n'est pas effectué dans le délai convenu, il n'y a pas lieu à indemnité contre le voiturier pour cause de retard. » (Art. 104, C. com.)

Ces dispositions doivent être complétées par les prescriptions contenues au Code Napoléon et ainsi conçues :

« Les voituriers par terre et par eau sont assujettis, pour la garde et la conservation des choses qui leur sont confiées, aux mêmes obligations que les aubergistes. » (Art. 1782.)

« Ils répondent non-seulement de ce qu'ils ont déjà reçu dans leur bâtiment ou voiture, mais encore de ce qui leur a été remis sur le port ou dans l'entrepôt pour être placé dans leur bâtiment ou voiture. » (Art. 1783.)

« Ils sont responsables de la perte et des avaries des choses qui leur sont confiées, à moins qu'ils ne prouvent qu'elles ont été perdues et avariées par cas fortuit ou force majeure. » (Art. 1784.)

Quant aux aubergistes, auxquels la loi assimile les voituriers par terre et par eau, aux termes de l'art. 1782, voici quelle est la limite de leur responsabilité envers les voyageurs :

« Les aubergistes ou hôteliers sont responsables, comme dépositaires, des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux; le dépôt de ces sortes d'effets doit être regardé comme un dépôt nécessaire. » (Art. 1952.)

« Ils sont responsables du vol ou du dommage des effets du
 « voyageur, soit que le vol ait été fait ou que le dommage ait
 « été causé par les domestiques et préposés de l'hôtellerie,
 « ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie. »
 (Art. 1953.)

« Ils ne sont pas responsables des vols faits avec force armée
 « ou autre force majeure. » (Art. 1954.)

Telles sont les obligations générales du voiturier. Voyons comment se dégage sa responsabilité.

« La réception des objets transportés et le paiement du
 « prix de la voiture éteignent toute action contre le voitu-
 « rier. » (Art. 105, C. com.)

Il faut le concours de ces deux circonstances, *réception des objets transportés et paiement du prix de la voiture*, pour le libérer complètement de ses engagements. Le destinataire qui recevrait, sans vérification et sans réserve, les choses transportées, et qui payerait le prix du transport, perdrait tout droit de recours contre le voiturier. La preuve du paiement ne résultera que de la quittance délivrée au destinataire par le voiturier ou le commissionnaire, ou de l'acquit exprimé sur la lettre de voiture.

« En cas de refus ou contestation pour la réception des ob-
 « jets transportés, leur état est vérifié et constaté par des
 « experts nommés par le président du Tribunal de commerce,
 « ou, à son défaut, par le juge de paix, et par ordonnance au
 « pied d'une requête. Le dépôt ou séquestre, et ensuite le trans-
 « port dans un dépôt public, peut en être ordonné. La vente
 « peut en être ordonnée en faveur du voiturier, jusqu'à con-
 « currence du prix de la voiture. » (Art. 106, C. com.)

Mais cette vente au profit du voiturier sera nécessairement subordonnée à la constatation préalable, et en justice, du droit de celui-ci, et à son exonération de toute responsabilité.

Le voiturier, tant qu'il n'est pas dessaisi des choses par lui transportées, a sur le prix de vente de ces choses un privilège pour le montant de ses avances et du prix de voiture.

« Les dispositions contenues dans le présent titre sont communes aux maîtres de bateaux, entrepreneurs de diligences et voitures publiques. » (Art. 107, C. com.)

Ajoutons qu'elles sont aussi applicables aux compagnies de chemins de fer, qui représentent, dans une si large proportion, l'industrie des transports.

« Toutes actions contre le commissionnaire et le voiturier, à raison de la perte ou de l'avarie des marchandises, sont prescrites après six mois pour les expéditions faites dans l'intérieur de la France, et après un an pour celles faites à l'étranger; le tout à compter, pour les cas de perte, du jour où le transport des marchandises aurait dû être effectué, et, pour les cas d'avarie, du jour où la remise des marchandises aura été faite, sans préjudice des cas de fraude ou d'infidélité. » (Art. 108, C. com.)

Cette prescription, si favorable au commissionnaire et au voiturier, ne garantira leur responsabilité que dans le cas où il y aura perte ou avarie des objets expédiés. Mais elle ne les couvrirait pas si le destinataire n'avait pas reçu, faute par le commissionnaire ou par le voiturier d'avoir réalisé l'envoi. Ils rentreraient pour ce fait dans le droit commun et ne pourraient invoquer que la prescription de trente ans.

La prescription de six mois ou d'un an ne saurait bénéficier au commissionnaire ou au voiturier qui se seraient rendus coupables d'actes de fraude ou d'infidélité.

TITRE VI

DES COMMISSIONNAIRES (PRINCIPAL AND AGENT).

LOI ANGLAISE.

Section première.

DES COMMISSIONNAIRES EN GÉNÉRAL (AGENTS).

Le commerçant qu'on appelle dans le droit français commissionnaire, s'appelle *agent* dans le langage juridique anglais et dans l'idiome commercial.

L'*agent* est le mandataire d'une personne qui, par rapport à lui, prend la dénomination de *principal*.

« L'*agent*, dit J.-W. Smith, « est une personne autorisée à « faire un acte ou des actes au nom d'une autre qui est appelée « *principal*. »

Il y a deux espèces d'*agents* de commerce : les *facteurs* (*factors*), qui, par leur mandat, sont mis en possession de la propriété du *principal*, et sont investis du droit d'en disposer; et les *brokers*, qui peuvent contracter relativement à la propriété du principal. *mais qui n'en ont pas la possession.*

Les personnes qui font des affaires à la commission pour des correspondants étrangers ne sont pas à proprement parler des *brokers*, elles forment réellement une catégorie spéciale, et elles sont connues sous la dénomination de *commission agents* (agents à la commission).

Les devoirs et les droits de l'*agent* envers le *principal* sont déterminés par les instructions arrêtées entre eux, ou, à leur défaut, par la nature même des opérations qui font l'objet du rapport entre les parties et par les usages du commerce.

Le mandat peut donc être donné par écrit ou verbalement, ou seulement résulter des circonstances, et il est permis d'en établir l'existence et les particularités par tous les moyens de preuve.

Il faut se rappeler qu'en ce qui touche l'interprétation relative aux obligations commerciales, en Angleterre, on suit toujours les larges inspirations de l'*équité*, et l'on demande conseil et témoignage surtout à la bonne foi.

Le mandat sera *général* ou *particulier*, selon que l'*agent* aura à s'occuper de la *totalité* ou seulement de *telle* partie des affaires du *principal*. Il sera *limité* ou *illimité*, selon le degré de discrétion en vertu duquel procédera l'*agent* dans l'accomplissement de son mandat.

L'*agent* ne répond pas seulement de ses actes directs et personnels, mais encore des actes de ses employés. Toutefois, la responsabilité sera plus ou moins rigoureuse, selon que le mandat sera salarié ou gratuit.

L'*agent* doit connaître le genre d'opérations pour lequel il sollicite ou accepte un mandat, et prouver une capacité convenable.

S'il ne possède pas le degré voulu de capacité, il est considéré comme un homme de mauvaise foi, comme un artisan de fraude et de mensonge, et sa responsabilité sera mesurée avec une excessive sévérité par le jury appelé à connaître des conséquences désastreuses de son inexcusable impéritie.

Et il ne faut pas croire que les mœurs anglaises aient négligé de spécifier un *criterium* pour apprécier et juger la capacité nécessaire à tout *agent*. « Le mode le plus satisfaisant, dit J. W. Smith, auquel puisse avoir recours un *agent* pour établir qu'il avait et qu'il a la capacité voulue pour l'exercice de son mandat, c'est de prouver que la majorité, ou même la

moitié de tel nombre donné de personnes capables ou expérimentées aurait agi comme il a fait lui-même. »

La rémunération de l'*agent* pour les services rendus au *principal* s'appelle, en Angleterre comme en France, *commission*.

Le droit de commission est fixé par la convention des parties; en l'absence de convention, l'usage du commerce sera consulté comme règle; enfin, le verdict du jury serait appelé en dernier ressort à le déterminer.

L'*agent* forfait tout droit à sa commission s'il est établi contre lui : 1° que l'objet de son travail est réprouvé par la loi; — 2° qu'il a agi contrairement aux devoirs résultant de ses instructions; — 3° que le *principal* a éprouvé un grave préjudice par suite de la grosse négligence ou de l'incapacité de l'*agent*; — 4° enfin, si ce dernier a sciemment trahi les intérêts confiés à sa loyauté.

Mais l'insuccès d'une opération, d'ailleurs prudemment et habilement conduite par un *agent*, n'autoriserait pas le *principal* à lui refuser sa légitime commission.

L'*agent* est tenu à la plus extrême prudence en ce qui touche la solvabilité des personnes avec lesquelles il traite des intérêts du *principal*; mais sa responsabilité est couverte, si l'insolvabilité survenue du débiteur ne pouvait être raisonnablement prévue par l'*agent*, à l'époque de la transaction.

Toutefois, beaucoup de commerçants préfèrent accorder à leur *agent* une rémunération plus élevée, à la condition qu'il devienne responsable vis-à-vis d'eux de la solvabilité de toute personne avec laquelle il aura traité en leur nom.

Cette convention s'appelle *del credere*, mot italien dont nous avons fait *ducroire*, et qui signifie *garantie*. Par cette convention, en effet, l'*agent* garantit au *principal* le paiement des marchandises vendues, que l'acheteur soit ou non solvable. — Cette responsabilité de l'*agent* a pour rémunération et pour raison d'être des avantages particuliers qui augmentent au moins du double le chiffre ordinaire de la commission convenue.

Le *facteur* sera assujetti à la même responsabilité que celle qui résulterait du *del credere*, si, après la vente, il n'en remet pas à son *principal* le montant par le moyen de sa traite ou de son acceptation.

L'*agent* doit observer scrupuleusement ses instructions, sous peine d'être désavoué par le *principal*, et d'être seul responsable des opérations conduites et accomplies contrairement aux termes du mandat.

Tel serait le cas où un *agent* aurait acheté pour le *principal*, dans des conditions que n'autoriseraient nullement les instructions données et acceptées.

Toutefois, l'*agent* serait relevé de cette responsabilité, si, ayant donné connaissance des faits au *principal*, celui-ci n'avait pas fait connaître son avis dans un temps raisonnable. Son silence serait interprété comme une ratification des actes de l'*agent*.

Tout *agent* qui achète des marchandises destinées à être embarquées pour l'étranger doit en transmettre le plus tôt possible le connaissement au *principal*.

En outre de son droit de commission à recevoir, l'*agent* répêtra et recouvrera sur le *principal* tous ses débours légitimés par le soin nécessaire des intérêts de ce dernier. Tels sont les droits de douane, de magasinage, de charriage, etc.

Citons ici une étrange particularité qui met peu en relief la sévérité morale qui généralement sert de base à l'économie commerciale des Anglais. Si un *agent*, à ses risques et périls, frustre les douanes étrangères, il pourra répéter ces droits de douane contre le *principal*, comme s'il les avait payés. Mais il n'en serait pas ainsi si la douane trompée était la douane anglaise.

L'*agent* représentant et exerçant les droits du *principal*, sous la responsabilité de celui-ci vis-à-vis des tiers avec lesquels il contracte, aux termes de ses instructions, il en résulte, contrairement à la loi française, que la femme mariée (*feme covert*), et le mineur (*infant*), quoique incapables d'exercer

leurs droits civils, peuvent être employés comme *agents*, et engager la responsabilité du *principal*, qui leur en a délégué le pouvoir.

La femme mariée peut même devenir l'*agent* de son mari.

Tout *agent* qui ne remplit pas consciencieusement et fidèlement les instructions du *principal*, et qui engage témérairement la responsabilité de ce dernier, s'expose à des poursuites civiles qui trouvent toujours dans le jury une justice sévère et largement réparatrice.

La loi criminelle punit de la déportation l'*agent* qui aurait frauduleusement trahi la confiance du *principal*.

L'*agent* ne doit pas seulement donner aux intérêts que lui a confiés le *principal* tous les soins que la bonne foi lui impose, mais il est tenu de justifier de son exactitude en tenant une comptabilité régulière, et d'en communiquer de temps en temps au *principal* les résultats.

Il doit tenir compte au *principal* de tous accroissements acquis, par l'effet du mandat, à la propriété de celui-ci, par exemple, de l'intérêt de l'argent resté entre ses mains, et provenant de la vente des marchandises du *principal*.

D'ailleurs, l'*agent* ne peut déléguer à personne ses pouvoirs, sans le consentement du *principal*, qui devra expressément accepter le tiers que l'*agent* entendrait se substituer. Le principe suivi à ce sujet par les jurisconsultes, c'est que la responsabilité ne doit pas être divisée, ce qu'ils expriment par ce texte : *vicarius non habet vicarium*.

Les Cours anglaises apportent une stricte sévérité dans la restriction à leur exacte limite des pouvoirs conférés à un *agent*. S'il y en a deux chargés du même mandat, un seul ne pourra utilement l'exécuter, et, pour qu'il y ait solidarité entre eux, il sera nécessaire que la convention l'exprime.

L'*agent* qui contracte au nom de son principal n'encourt aucune responsabilité personnelle de la part des tiers.

D'où la conséquence, qu'en ne faisant pas connaître qu'il agit au nom d'un principal, l'*agent* s'expose à être personnel-

lement responsable vis-à-vis de ceux avec lesquels il a contracté, lors même que ceux-ci connaîtraient plus tard le *principal* et en invoqueraient, selon leur droit, la responsabilité.

Mais la responsabilité de l'*agent* serait limitée à sa personne, s'il n'avait agi que pour son compte.

Le *principal* est obligé à l'exécution des engagements contractés par son *agent*, dans les limites de son instruction et de son pouvoir.

Comme il a été dit précédemment, il doit indemniser son *agent* des conséquences matérielles et onéreuses déterminées au préjudice de ce dernier par l'irréprochable exécution de son mandat; et tenir compte, aux taux du commerce, de toutes sommes avancées par l'*agent* au profit du *principal*, à partir du jour où ces sommes ont reçu pareille destination.

Les pouvoirs de l'*agent* finissent dans les circonstances suivantes :

1° par la révocation facultative (à moins de circonstances exceptionnelles) du *principal* ;

2° Par la renonciation de l'*agent*, si elle n'est pas de nature à nuire aux intérêts engagés du *principal* ;

3° Par le mariage du *principal*, s'il était *feme sole* ;

4° Par la mort civile ou naturelle du *principal*, ou par son incapacité civile ;

5° Par la banqueroute du *principal*, et si l'intérêt des créanciers n'exige pas la conservation des pouvoirs à l'*agent* qui en était investi.

Dans tous les cas, la révocation des pouvoirs de l'*agent* n'aura d'effet vis-à-vis des tiers au profit du *principal* ou de ses ayants droit, que si elle a reçu par la voie de la presse (une inscription dans la *Gazette*, par exemple, ou la distribution de circulaires) une publicité qui exonère la responsabilité du mandant.

Toutefois si la révocation des pouvoirs n'est pas justifiée par la nécessité, elle ne pourra avoir lieu de manière à mettre

en péril les intérêts de l'*agent*, et surtout son crédit, sa considération comme commerçant.

• La loi anglaise ne reconnaît pas les distinctions un peu subtiles, aux dépens de l'équité, que formule le Code de commerce dans les art 93, 94 et 95. — L'*agent* qui a fait des avances au *principal* a, pour gage de ces avances, les marchandises de ce dernier, ou leur connaissance, ou le prix provenant de leur vente.

C'est là une conséquence toute logique des obligations que la loi anglaise impose à l'*agent* chargé de recevoir les marchandises du *principal* ; car tout *facteur* est responsable des marchandises qui lui sont confiées, hormis les cas de vol, incendie, et autres survenus sans sa faute. Il doit les assurer, les conserver ; il fera, s'il le peut, à cette fin, les avances nécessaires ; et, s'il ne le peut, il en donnera immédiatement avis au *principal* qui agira dès lors, à cet égard, sous son exclusive responsabilité.

Le connaissance est, du reste, susceptible d'être transmis par la voie de l'endossement ; et comme il est inutile de spécifier sur les valeurs de circulation, lettres de change, billets à ordre, la valeur fournie, la difficulté qui divise la jurisprudence française en ce qui touche la nécessité ou l'inutilité de cette spécification, n'a, dans le droit anglais, aucune raison d'être.

Du principe que l'*agent* a dans le prix des marchandises vendues pour le compte du *principal* un gage de ses frais et avances, il résulte que les tiers auxquels il a vendu doivent verser en ses mains, et non en celles du *principal* le montant du prix de vente. Ainsi, dans le cas où l'*agent* ayant donné avis à l'acheteur débiteur de ne pas payer aux mains du *principal*, cet acheteur se serait obstiné à le faire, il serait tenu de payer une seconde fois aux mains de l'*agent*.

Si la loi anglaise se rencontre avec la loi française en bien des points sur ce terrain si universel du mandat, elle a pourtant des traits d'originalité distinctive qu'il est bon de signaler :

Si l'*agent* dispose de la propriété du *principal* sans le consentement de celui-ci, s'il vend à crédit cette propriété contrairement aux usages du commerce qui, à cet égard, traite toujours au comptant, le *principal* peut répudier la transaction et recouvrer sa propriété sur celui qui l'a acquise.

Jugé que le *principal* est responsable non-seulement des négligences, mais des fraudes délibérées commises par un *agent* dans l'exercice de son emploi, quoique sans l'autorisation du *principal*. On cite, à ce sujet, le fait d'un *agent* vendant pour vrais des bijoux faux. — La raison donnée de cette manière de voir est qu'entre les deux personnes appelées à supporter le préjudice de la fraude, c'est le *principal*, dont la confiance en son employé a dû surprendre la bonne foi du tiers, qui doit subir les conséquences de son erreur.

Il fut un temps, non encore fort éloigné, où la circonstance de nationalité influait sur les rapports du *principal* et de l'*agent* d'une étrange manière.

Ainsi, il a été décidé que lorsque l'*agent* est anglais, et le *principal* étranger, le vendeur est considéré comme ayant donné crédit à l'Anglais ; quoique dans le droit commun, entre Anglais, le crédit donné à l'*agent* lui soit acquis exclusivement au *principal*.

Toutefois, cette doctrine est loin de faire loi, quoiqu'elle ait pour elle plusieurs précédents.

Toute personne à laquelle ont été confiées et remises les pièces suivantes : connaissance, India warrant, dock warrant, certificat d'entrepôt, de magasin, ordre de livraison de marchandises, sera considérée comme propriétaire de ces marchandises, et pourra valablement en disposer au profit de tiers, à moins qu'il ne soit prouvé contre ceux-ci qu'ils savaient n'avoir pas traité avec le vrai propriétaire.

Cependant la transaction devra avoir eu lieu dans les conditions usuelles des affaires.

Cette large part faite à la bonne foi et au crédit, quels que fussent les périls nécessaires qui en pussent résulter, était de-

mandée et justifiée par les besoins des affaires et les exigences des transactions. Le législateur anglais ne pouvait protéger la foi publique que par une sanction sévère, et le statut 20 et 21 Vict. ch. 64, art. 2, considère et punit comme coupable de vol, tout *agent* qui aura abusé des titres de propriété remis à sa confiance par le *principal*.

Section II.

DES COMMISSIONNAIRES POUR LES TRANSPORTS PAR TERRE ET PAR EAU (COMMON CARRIERS BY LAND).

Ondonne, en anglais, le nom générique de *carrier*, ou mieux de *common carrier*, à toute personne, à toute compagnie qui se charge, moyennant salaire, du transport des marchandises d'un lieu à un autre.

Sous cette dénomination il faut comprendre les propriétaires de toute espèce de moyens de transport, voitures, wagons de chemins de fer, bateaux des canaux ou des rivières, navires, bâtimens à la mer.

Nous traiterons ultérieurement des transports par mer, en examinant la loi relative à ce qu'on appelle, en anglais, *contract of affreightment* (contrat de fret).

Nous nous occuperons ici des *common carriers par terre* (*by land*), entendant sous cette expression les transports par le moyen des chemins de fer, des roulages, des rivières ou des canaux.

Les *common carriers*, quels qu'ils soient, ne peuvent refuser de transporter les marchandises, que s'ils justifient que leurs instruments de transport ne peuvent plus en recevoir, ou que les marchandises proposées sont d'un transport dangereux, ou, enfin, qu'elles sont par leur nature en dehors de la catégorie spéciale à l'agent des transports.

En droit commun (*at common Law*), la responsabilité du *common carrier*, pour les marchandises qui lui sont confiées, est absolue; il répond même des incendies, des vols; et il n'y a pour lui d'excuse que dans la force majeure limitée à ces deux causes : 1^o un phénomène naturel, comme la tempête, ce que les Anglais appellent *act of God* (*acte de Dieu*); 2^o l'*intervention des ennemis du roi*.

Les marchandises doivent être rendues à destination et délivrées en bon état, et au temps convenu.

Doux actes du Parlement, qui ont dérogé au *droit commun*, régissent les rapports des particuliers avec les *common carriers*, et précisent les droits et les devoirs de chacun. Le premier, du 23 juillet 1830, (11 George IV et 1 Guillaume IV, ch. 68); le second, du 10 juillet 1854, (17 et 18 Victoria, ch. 31,) sous ce titre : *An act for the better regulation of the traffic on railways and canals* (*Acte pour le meilleur règlement des transports par les chemins de fer et par les canaux*).

Acte du 23 juillet 1830.

D'après les dispositions de cet acte, le *common carrier* n'est pas responsable de la perte ou des avaries des marchandises, quelles qu'elles soient, des valeurs monnayées ou autres, qui lui sont confiées, et dont la valeur excède 10 livres sterling (250 fr.), à moins que, au moment de la remise des marchandises ou valeurs aux soins du *common carrier*, celui-ci n'ait reçu avis par lui-même ou par ses employés de la valeur et de la nature des objets destinés au transport, et que telle augmentation de salaire n'ait été proposée par lui et acceptée par l'expéditeur.

Sur cette déclaration de l'expéditeur, le *common carrier* aura le droit de demander et de recevoir une augmentation de salaire.

Cette augmentation est déterminée par un tarif écrit ou imprimé en caractères lisibles, affiché dans l'office et dont la pu-

blicité ainsi réalisée suppose de droit, de la part de l'expéditeur, la connaissance des termes qui s'y trouvent spécifiés, et équivaut à un contrat entre celui-ci et le *common carrier*.

Tout expéditeur a droit à un reçu des effets par lui remis au *common carrier*.

Si ce dernier refuse de délivrer ce reçu (qui est affranchi du droit de timbre), ou s'il n'a pas affiché dans son office le tarif d'augmentation dont il vient d'être parlé, il perdra le bénéfice de l'acte de parlement, subira la responsabilité absolue relevée contre lui par le droit commun et devra, en conséquence, rembourser à l'expéditeur l'augmentation de salaire qu'il en avait reçue.

Dans tout procès occasionné par la perte ou l'avarie des objets remis au *common carrier*, le propriétaire de ces objets aura droit non-seulement aux dommages-intérêts arbitrés par le jury, mais aussi à la restitution de l'augmentation de salaire allouée au *common carrier* à l'origine du contrat.

Toutefois, il sera toujours à la charge de l'expéditeur de fournir la preuve de la nature et de la valeur déclarées par lui des objets perdus ou avariés par le *common carrier*.

Au premier abord cette loi se présente avec un caractère remarquable de justice et d'équité, et semble très-suffisante pour rassurer tous les intérêts.—Oui, si elle avait un domaine aussi large qu'elle possède un esprit généreux. Mais elle n'est encore qu'une espèce de loi de privilège. Bien des marchandises demeurent en dehors de sa protection.

Elle ne s'applique qu'aux objets ci-après, énumérés dans l'article I^{er} : monnaie d'or ou d'argent, or ou argent brut ou manufacturé, pierres précieuses, bijouterie, montres, horloges, chronomètres, joaillerie, billets, banknotes, ordres, cautions de paiement, marques, cartes de géographie, écrits, titres, peintures, gravures, tableaux, services d'or ou d'argent, cristaux, porcelaines, soies manufacturées ou non, travaillées ou non avec d'autres matières, fourrures, passementeries.

Or, le juge anglais, et c'est là, selon nous, au profit de la

liberté individuelle et en l'honneur de la justice en Angleterre une précieuse garantie, le juge anglais, disons-nous, étant l'esclave de la loi jusqu'à n'en jamais étendre le texte par la voie si périlleuse de l'interprétation, tous les objets innombrables non compris dans cette énumération et susceptibles d'être répandus aux immenses besoins de la consommation par tous les modes de transports, sont protégés par le droit commun qui impose au *common carrier*, comme nous l'avons dit, une responsabilité absolue, *quels que soient les tarifs affichés par lui dans son office, quelles que soient les réserves par lui faites et non formellement acceptées par l'expéditeur.*

Mais l'acte du 10 juillet 1854 a, par le fait, universalisé le sage régime de l'acte du 23 juillet 1830.

En Angleterre, les chemins de fer ont remplacé aujourd'hui les anciennes grandes voies de communication; les compagnies sont devenues copropriétaires de tous les canaux qui se trouvent en conjonction avec les voies ferrées; et de là le monopole de presque tous les transports du commerce actuellement concentré entre leurs mains.

Or, il fallait régulariser cette situation si pleine d'avantages pour tout le monde, mais qui eût pu devenir une intolérable oppression, si le gouvernement n'avait mis ce monopole en garde contre ses tendances cupides, contre ses excessives prétentions. Ce fut l'un des cas rares, mais sagement choisis, dans lesquels l'opinion publique dut applaudir à l'initiative et à l'intervention du pouvoir politique dans le domaine sacré du commerce et de l'industrie.

D'après cet acte, sont nuls et de nul effet, tous avis, conditions ou déclarations délivrés par une compagnie à l'effet de s'exonérer de la responsabilité qui lui incombe pour la perte ou l'avarie des marchandises remises à ses soins, perte ou avarie occasionnées par la négligence ou la faute de la compagnie ou de ses employés.

Toutefois, la compagnie et les expéditeurs peuvent, d'un commun accord, signé des parties, modifier ces conditions de

responsabilité; mais pour protéger le public contre toute violence du monopole, la loi a réservé à la Cour ou au juge le soin d'examiner si ces modifications des conditions de responsabilité sont *justes et raisonnables*.

Et comme sanction à ces équitables mesures, l'art. 1^{er} de l'acte de parlement enjoint aux compagnies d'offrir toutes les facilités possibles au commerce, de n'avoir de préférence pour qui que ce soit, ni pour quelque article que ce soit, et d'opérer le transport des marchandises dans un délai raisonnable.

Restera au jury, toujours vigilant et juste, à protéger les particuliers contre toute transgression préjudiciable de ces dispositions par les compagnies.

Cet acte, loin d'abroger l'acte du 23 juillet 1830, le confirme expressément et en maintient dans leur intégrité les salutaires prescriptions.

Les lettres de voiture sont de rigueur, puisque seules elles constituent le titre du contrat intervenu entre l'expéditeur et l'agent de transport; mais la nécessité de cette pièce est tellement dans les habitudes de la vie commerciale, qu'il a semblé superflu d'en rien dire dans les deux actes de parlement que nous avons analysés.

Section III.

DU VOITURIER (CARRIER).

La loi anglaise, dans sa compréhensive généralité, n'a pas fait, et cela était inutile, la distinction dont la loi française a mal à propos, selon nous, fait une section spéciale: elle ne distingue pas le voiturier du commissionnaire; elle les comprend sous le même terme, *common carriers*.

Le voiturier (carrier) est un agent de transport comme le commissionnaire, comme la compagnie de chemin de fer; si

l'on traite avec lui directement, l'expéditeur a droit à sa responsabilité, telle qu'elle a été précédemment définie; s'il n'est que l'employé d'un commissionnaire ou d'une compagnie, l'expéditeur n'a rien à faire avec lui : il a pour garants ceux avec lesquels il a directement contracté.

Quant aux hôteliers et aux aubergistes, ils répondent des effets et marchandises qui leur ont été confiés par les voyageurs, et la sécurité de ceux-ci est toujours équitablement protégée par le jury.

Le destinataire des marchandises, pour conserver son recours éventuel contre le *common carrier*, devra vérifier, en présence de témoins (le *common carrier* invité à être présent), les marchandises reçues, afin que la perte ou les avaries soient constatées. Faute de procéder à cette vérification, de suite et en présence du *common carrier*, ou celui-ci dûment appelé, le destinataire perd tout droit de recours ultérieur.

Enfin, pas de prescription spéciale et limitée pour les actions éventuelles et respectives des expéditeurs et des *common carriers*, à moins qu'elle ne résulte de l'accord même des parties.

TITRE VII

DES ACHATS ET DES VENTES.

LOI FRANÇAISE.

« Les achats et ventes se constatent, — par actes publics, — par actes sous signature privée, — par le bordereau ou arrêté d'un agent de change ou courtier, dûment signé par les parties, — par une facture acceptée, — par la correspondance, par les livres des parties, — par la preuve testimoniale, dans le cas où le Tribunal croira devoir l'admettre. » (Art. 109, C. com.)

Le Code de commerce, sous ce titre composé d'un article unique, ne s'occupe donc que d'énumérer les différents moyens à l'aide desquels on peut constater les achats et les ventes. Quant à la définition *des achats et des ventes* au point de vue commercial, la loi garde un silence absolu.

Il faut en conclure que le législateur a envisagé ces actes comme appartenant au domaine du droit des gens, et comme se gouvernant par les règles générales des habitudes spéciales du commerce et de l'équité.

Le point essentiel à fixer, c'est le caractère commercial des achats et des ventes; or, ces deux actes auront ce caractère s'ils ont pour objet des choses *mobilières* qui soient dans le commerce, et si, au moment de l'achat et de la vente, acheteur et vendeur ont agi en vue d'une spéculation.

Au surplus, il appartiendra au juge consulaire de puiser dans l'appréciation des faits les motifs des décisions appelées à régler tous les différends qui peuvent surgir des conventions des parties, soit pour acheter, soit pour vendre.

Nul doute, cependant, que la législation civile sur le contrat de vente n'offre un utile secours par ses dispositions générales et ses analogies aux délibérations discrétionnaires de la justice commerciale.

Les conventions sont la loi des personnes qui les ont faites. L'art. 109 n'a fait qu'énoncer les modes divers selon lesquels le juge pourrait arriver à saisir et à définir ces conventions, pour en appliquer, avec la sanction justifiée, la loi aux parties.

TITRE VII

DES ACHATS ET VENTES (PURCHASE AND SALE).

LOI ANGLAISE.

Dans le droit anglais, les transactions civiles et commerciales, et parmi celles-ci les achats et ventes, se prouvent *par tous les moyens*, quel que soit le chiffre de l'objet en litige, qu'il soit supérieur ou inférieur à 150 francs; la loi anglaise ne fait, à cet égard, aucune distinction : elle est absolue.

Il est certaines particularités relatives à la vente que nous croyons utile de consigner ici, afin de prémunir les inexpériences contre toute surprise innocente, mais périlleuse, d'une loi qui n'est pas la nôtre.

Le contrat de vente, en principe général, est régi par la coutume; mais celle-ci a épousé le droit romain pour tout ce qui touche au caractère fondamental et à l'essence du contrat. Sous ce rapport, par conséquent, la loi française et la loi anglaise se rencontrent dans une voie commune et dans des rapports identiques.

Mais il n'en est plus de même dans les dispositions de détail que l'on peut considérer comme la police du contrat, appelées à en garder l'intégrité contre toute entreprise de la spéculation malhonnête et de la mauvaise foi.

Nul ne peut vendre que sa propriété. Toute marchandise volée et vendue par le voleur peut donc être recouvrée par le propriétaire sur l'acheteur, sans que celui-ci ait droit à aucune indemnité. Toutefois, l'acheteur qui aura acquis ces choses à *marché ouvert* (*in market overt*), et contre lequel on ne prouvera aucune connaissance préalable de l'origine criminelle des objets par lui achetés, ne pourra être recherché dans la sécurité légale de son acquisition.

A Londres, toutes boutiques, tous magasins exposant publiquement en vente des marchandises, sont réputés *marchés ouverts*, pour les articles seulement qui font l'objet de leur commerce.

La vente se fait soit par contrat, soit sur parole. La première forme n'est usitée que lorsqu'il s'agit d'une opération considérable. D'ailleurs, toutes les conditions stipulées par les parties deviennent la loi rigoureuse qui régit leurs rapports.

Il est de principe que la vente transporte immédiatement à l'acheteur la propriété de la chose vendue. Mais il faut que la chose soit parfaitement distincte, saisissable; par conséquent, une vente faite d'un *stock* à prendre sur une masse encore in-

divise de marchandises, ne sera parfaite et ne saisira l'acheteur que lorsque le *stock* aura été séparé de la masse dans laquelle il se trouvait confondu. Alors seulement le *stock* vendu est et demeure aux risques de l'acheteur.

Ce principe a été restreint dans sa généralité par l'acte de parlement connu sous le nom de *statute of frauds* (statut des fraudes), qui n'en admet l'application qu'aux ventes dont l'importance n'atteint pas 10 livres sterling (250 francs).

Mais si le prix de la chose vendue est de 10 livres sterling et au-dessus, le contrat ne sera valable, et l'acheteur ne sera saisi de la propriété des marchandises par lui achetées, qu'à la condition que ce dernier *accepte et reçoive* partie de la chose, ou donne des arrhes ou partie du prix stipulé, ou qu'il y ait un acte écrit et signé des parties ou de leurs fondés de pouvoirs, constatant l'opération.

Cette disposition est absolue. Toutefois, la *réception* de la chose ne sera pas toujours réelle; elle pourra n'être que symbolique, comme dans l'hypothèse où la chose n'est pas de nature à être transmise de la main à la main; dans ce cas, la remise à l'acheteur de la clef du magasin où est déposée la chose vendue remplit exactement le vœu de la loi. La remise et l'acceptation d'une lettre de voiture ou d'un connaissance auraient le même effet.

Le vendeur doit délivrer la chose vendue dans le temps et suivant les conditions convenus au contrat.

La livraison soit de la chose, soit du connaissance, doit être effectuée dans un *délai raisonnable*, si rien n'a été stipulé en ce qui touche l'époque de la tradition. En cas de contestation, le jury prononce si le délai couru est ou n'est pas *raisonnable*.

L'acheteur, à moins de stipulation contraire, doit payer comptant, et il ne peut exiger livraison qu'en s'exécutant lui-même.

D'où la jurisprudence qui décide que, lorsque le payement devait être effectué en une traite remise contre tradition du

connaissance, et que cette remise n'a pas eu lieu, l'acheteur n'a aucun droit à exiger la possession de la chose.

Outre l'obligation imposée au vendeur de délivrer la chose en temps raisonnable, il a d'autres devoirs à remplir vis-à-vis de l'acheteur, et ces devoirs sont compris sous le terme général de *warranties* (garanties, sécurités, conditions résolutives).

Ces *warranties* sont de deux sortes : elles sont implicites ou expresses : elles résultent soit de la nature même de l'opération, des habitudes commerciales qui en régissent l'espèce, soit de stipulations explicites qui lient les parties comme une loi.

Il y a, par exemple, *warranty* implicite engageant la responsabilité du vendeur, quand, la vente ayant pour objet des marchandises manufacturées, les marchandises livrées ne sont pas d'une qualité qui en permette l'écoulement. Toutefois, cela suppose que la vente n'a pas eu lieu sur échantillon, car l'échantillon est lui-même un gage de *warranty* expresse, puisque la marchandise ne devra être reçue que si elle est conforme à cet échantillon.

L'inobservation par le vendeur de la *warranty* soit implicite, soit expresse, ne produit pas nécessairement la résolution du contrat, à moins que cette sanction n'ait été prévue par la convention, ou que la marchandise livrée ne soit tellement différente de celle qu'on avait entendu acheter, qu'il y ait réellement absence de cause (*total failure of consideration*) au contrat.

L'inobservation de la *warranty* ne dispense pas toujours l'acheteur qui a reçu les marchandises d'en payer le prix : elle lui ouvre un droit à une indemnité qui se réalise par une réduction, déterminée par le jury, du prix convenu. Mais il n'y a pas lieu au retour ou laissé pour compte des marchandises ; il n'y a d'exception à cette règle que s'il y a eu fraude prouvée contre le vendeur. Dans ce cas, la fraude viciant le contrat *ab initio*, l'acheteur a le droit de retourner les marchandises et d'exiger la restitution du prix qu'il aurait payé.

Mais si la qualité ou la destination de la chose vendue ont été déterminées par les parties, et que l'objet livré ne comporte ni cette qualité, ni cette destination, l'acheteur qui a reçu cette chose pourra la retourner, dans le plus bref délai possible, après en avoir constaté les défectuosités.

Les obligations de l'acheteur sont de recevoir la chose ou les marchandises achetées et d'en payer le prix.

L'acheteur qui n'a contracté que sur échantillon ou qui a précisé, dans une exacte spécification, la qualité et les particularités de la chose achetée, a le droit de vérifier la chose livrée avant de l'accepter. Cette vérification aura lieu dans un délai raisonnable.

La fraude prouvée du vendeur annule le contrat, et peut ouvrir au profit de l'acheteur le droit à une indemnité.

S'il a été convenu que la chose vendue serait livrée à telle destination déterminée, le vendeur est obligé de remplir cette condition; et, s'il a recours à un agent de transport, il doit engager la responsabilité de celui-ci pour toute perte éventuelle de la chose. Mais si rien n'est prévu, eu égard au lieu où doit être effectuée la tradition, c'est à l'acheteur à prendre livraison lui-même.

Tout contrat de vente entaché d'illégalité est nul *ab initio*; chacune des parties peut se prévaloir de ce vice radical, et nulle Cour de justice n'admettrait la prétention qui voudrait se faire un titre d'une telle convention.

Tout contrat de vente intervenu le dimanche est frappé de nullité. La loi anglaise est d'une rigueur absolue dans sa prohibition, et elle n'excepte de sa sévérité que les ventes d'aliments faites par les débitants à certaines heures de la journée, dans l'intervalle du *divine service*.

TITRE VIII

DE LA LETTRE DE CHANGE, DU BILLET A ORDRE ET DE LA PRESCRIPTION.

LOI FRANÇAISE.

Section première.

DE LA LETTRE DE CHANGE.

§ 1^{er}. *De la forme de la lettre de change.*

La loi ne reconnaît que deux espèces d'effets de commerce dont elle a réglé l'économie, les privilèges et la sanction : ce sont *les lettres de change et les billets à ordre*.

La lettre de change est l'expression écrite d'un contrat appelé contrat de change, contrat éminemment synallagmatique, par lequel une personne s'engage envers une autre, dont elle reçoit une valeur déterminée, à faire payer à son ordre, ailleurs que sur les lieux où la lettre a pris naissance, et à un temps fixé, telle somme d'argent convenue et spécifiée.

C'est ce qui résulte de l'art. 110 du Code de commerce qui énumère les conditions essentielles et légales de la lettre de change.

• La lettre de change est tirée d'un lieu sur un autre —
 • Elle est datée. — Elle énonce — la somme à payer, — le
 • nom de celui qui doit payer, — l'époque et le lieu où le
 • paiement doit s'effectuer, — la valeur fournie en espèces,
 • en marchandises, en compte, ou de toute autre manière. —
 • Elle est à l'ordre d'un tiers ou à l'ordre du tireur lui-même.
 • — Si elle est par première, deuxième, troisième, qua-
 • trième, etc., elle l'exprime » (Art. 110, C. com.)

Tirée d'un lieu sur un autre. — La lettre de change est presque toujours émise sous seing privé et *sur papier timbré*. Très-rarement elle revêt la forme authentique.

Elle doit être tirée d'un lieu sur un autre.

La loi ne précise pas ce qu'il faut entendre par ces termes : *d'un lieu sur un autre* ; elle ne détermine aucun minimum de distance, embarras sérieux dans une ville, par exemple, qui aurait pour ceinture des bourgs ou des communes administrés par des municipalités particulières. Les tribunaux prononceront sur ces circonstances et jugeront si le vœu absolu de la loi a été obéi.

La lettre de change peut être tirée d'un lieu sur une personne demeurant au même lieu, pourvu qu'elle soit payable sur une autre place.

De même sera valable la lettre de change qui, tirée d'une place, serait indiquée par le tiré payable à cette même place, pourvu qu'elle ait été acceptée sur une autre.

Dans ces deux hypothèses, en effet, la lettre de change a été *payable* dans un lieu différent du lieu de son origine.

La lettre de change mentionnera le lieu d'où elle est tirée ; si cette mention faisait défaut, la présomption légale serait qu'elle a été créée au lieu même où le tireur a son domicile.

Elle est datée — L'absence de date entraînerait la nullité de la lettre de change, qui ne vaudrait plus que comme simple promesse, et ne saurait être considérée comme une lettre de change payable à vue, ainsi que l'ont prétendu quelques opinions demeurées sans autorité.

Elle énonce :

La somme à payer. — Cette énonciation se traduit en toutes lettres ou par des chiffres ; mais les habitudes du commerce, habitudes prudentes, veulent que la somme à payer soit écrite en toutes lettres dans le corps de l'effet, et exprimée en chiffres après ces mots : *Bon pour*, en tête ou au bas de la lettre.

L'énonciation en toutes lettres est tenue comme vraie et ferait foi contre l'énonciation en chiffres, si toutes deux ne s'accordaient pas dans une identique expression.

Le paiement se fera en la monnaie usitée au lieu où il doit s'effectuer et au jour de l'échéance, à moins de stipulation contraire.

Le nom de celui qui doit payer. — Celui qui crée la lettre de change s'appelle le *tireur* ; celui qui doit la payer s'appelle le *tiré*. Le nom de ce dernier est généralement indiqué sous forme d'adresse au bas de la lettre.

Il est admis que l'omission du nom du tiré sur la lettre de change ne suffirait pas pour faire annuler la traite, si d'ailleurs il ne pouvait y avoir doute sur la personne, et particulièrement si le tiré acceptait, en la signant, la lettre de change.

L'époque et le lieu où le paiement doit s'effectuer. — Il faut que l'échéance soit déterminée d'une façon précise ; cette détermination ne peut être affectée par aucune condition qui la rendrait incertaine.

Si le lieu où doit se faire le paiement n'était pas indiqué, la lettre de change serait nulle, à moins que le paiement ne dût être réalisé par le tiré lui-même ; dans ce cas, c'est le domicile de ce dernier qui serait présumé être le lieu où le paiement devrait s'effectuer.

Rien ne pourrait suppléer le défaut d'indication de l'époque de l'échéance, indication indispensable pour fixer, en cas de poursuites, les responsabilités diverses engagées par les formalités légales du protêt.

Une telle omission frapperait de nullité la lettre de change

qu'il ne serait pas permis de considérer comme payable à vue, car ces mots *payable à vue* indiquent une échéance, et doivent être exprimés dans la traite, comme toute autre époque de payement.

La valeur fournie en espèces, en marchandises, en compte ou de toute autre manière. — Cette indication, dont il importera peut-être de vérifier la sincérité, est indispensable à la validité de la lettre de change, puisque seule elle exprime la présomption légale et essentielle qu'il y a eu échange; que le contrat de change, dont la traite n'est que l'expression, a une cause, et que cette cause est *licite*.

La cause ou valeur fournie doit être *spécifiée*. Par conséquent, ces formules vagues, *valeur entre nous*, *valeur reçue*, ne répondraient pas aux exigences précises de la loi.

Mais l'absence ou l'illégitimité de la cause ne pourront être opposées au tiers-porteur que si ce dernier en avait connaissance au moment où il est devenu propriétaire du titre.

Elle est à l'ordre d'un tiers ou à l'ordre du tireur lui-même. — Le tiers au profit duquel est tirée la lettre de change s'appelle le *preneur*. Le bénéficiaire doit être clairement indiqué dans la traite; le tiré pourrait se refuser à payer aux mains d'une personne incertaine.

De plus, il faut que la lettre de change soit à l'ordre du bénéficiaire. En effet, il est dans sa destination essentielle d'être un agent de circulation; et c'est aux immenses services qu'elle rend aux transactions par ce moyen, qu'elle doit tous les privilèges dont la loi l'a dotée.

Quand la lettre de change est à l'ordre du tireur lui-même, elle n'est parfaite que lorsqu'elle a été endossée à un tiers qui en fournit le montant, et s'il y a réellement remise de place en place.

Si elle est par première, deuxième, troisième, quatrième, etc., elle l'exprime. — Cette précaution dont la sagesse est évidente permet d'envoyer sur les places les plus lointaines la lettre de change dont un seul exemplaire n'eût pas suffi-

ment garanti la sécurité contre les chances de destruction ou de perte.

Chaque exemplaire contient la mention du nombre d'exemplaires auquel la lettre de change a été tirée. Le premier exemplaire seulement est envoyé à l'acceptation, puis on négocie immédiatement le second, qui sera remplacé en cas de perte, sans que le souscripteur puisse refuser de délivrer les exemplaires exprimés.

Il ne faut pas confondre avec les exemplaires les copies de lettre de change.

Les copies reproduisent exactement la lettre de change, ses signatures, ses endos, y compris celui de la personne qui fait la copie. Mention est faite sur la pièce qu'elle n'est qu'une copie, et que la traite est à tel domicile désigné. La traite est envoyée à l'acceptation, et on négocie la copie comme s'il s'agissait du second exemplaire d'une lettre de change.

La loi n'a pas formulé de sanction contre les infractions aux obligations énoncées dans l'art. 110. Cependant, cette sanction résulte de la nature même de la lettre de change, qui ne saurait exister en dehors du concours nécessaire de tous les éléments constitutifs énumérés par cet article. — La lettre de change à laquelle ferait défaut un de ces éléments serait nulle comme lettre de change ; ce ne serait plus qu'un acte attestant l'existence de telle convention entre les personnes qui y seraient parties ; mais cet acte ne produirait aucune des conséquences privilégiées dont la lettre de change parfaite a seule le bénéfice.

« Une lettre de change peut être tirée sur un individu et payable au domicile d'un tiers. Elle peut être tirée par ordre et pour le compte d'un tiers. » (Art. 111, C. com.)

Cette faculté accordée au tireur n'aura d'effet que si le tiré accepte de payer dans un lieu autre que son domicile, et si le tiers, par ordre et pour le compte duquel la traite est tirée, a consenti à ce mode exceptionnel de disposition. On a donné le

nom de *lettre à domicile* à la lettre de change tirée conformément aux termes de l'art. 111.

« Sont réputées simples promesses toutes lettres de change » contenant supposition, soit de nom, soit de qualité, soit de » domicile, soit des lieux d'où elles sont tirées ou dans les- » quels elles sont payables. » (Art. 112, C. com.)

Il s'agit ici de lettres de change parfaitement régulières en la forme, satisfaisant à toutes les conditions énumérées dans l'art. 110, mais énonçant des faits inexacts ; de telles lettres devaient être déclarées nulles, parce que toute assertion mensongère dans un acte suppose une fraude, une spéculation coupable auxquelles il eût été essentiellement dangereux de donner comme concours l'arme terrible de la lettre de change.

D'ailleurs, ces suppositions dont parle l'art. 112 pourront révéler des responsabilités plus graves dans leurs auteurs, et les assujettir aux sanctions rigoureuses du Code pénal.

L'art. 112 ne parle pas de la supposition de la *valeur fournie*. Mais l'analogie la plus légitime comprend la *valeur fournie* dans les suppositions énoncées par cet article.—Dans la plupart des circonstances où l'usure abuse de la prodigalité et de la débauche des emprunteurs, la *valeur fournie* mentionnée dans la lettre de change n'exprimera qu'un mensonge, ne caractérisera qu'un faux.

A qui peuvent porter préjudice les suppositions dont parle l'art. 112 ? au tircur et au tiré seulement ; c'est donc seulement à eux ou à leurs ayants cause qu'appartiendra ce droit exclusif d'opposer au preneur l'exception réservée par l'art 112. Quant aux tiers-porteurs, ils ne seront désarmés, comme le preneur, que s'ils ne peuvent prouver leur bonne foi.

« La signature des femmes et des filles non négociantes ou » marchandes publiques sur lettres de change ne vaut, à leur » égard, que comme simple promesse. » (Art. 113, C. com.)

Le bénéfice que la loi a entendu conférer aux femmes et aux filles non commerçantes doit être restreint à ses limites

légitimes; les signataires seront à l'abri de la contrainte par corps, mais elles pourront être poursuivies sur leurs biens.

Mais, l'art. 113 ne profitera qu'aux femmes et filles non commerçantes. Cela résulte de ces termes : *ne vaut à leur égard*, etc.; par conséquent la lettre de change vaudra comme lettre de change à l'égard de toutes personnes qui ne se trouvent pas comprises dans l'étroite exception de l'article.

« Les lettres de change souscrites par des mineurs non négociants sont nulles à leur égard, sauf les droits respectifs des parties, conformément à l'art. 1312 du Code Nap »

On ne pourra donc poursuivre contre ces mineurs le remboursement des lettres de change par eux souscrites, qu'autant qu'il sera prouvé que les sommes qu'ils ont touchées par le moyen des lettres de change ont tourné à leur profit. Néanmoins, cette preuve ne les assujettirait pas à la contrainte par corps, mais aux conséquences ordinaires des poursuites civiles, la lettre de change souscrite par un mineur étant nulle *ab initio*.

L'art. 114 s'applique aux interdits et aux prodigues pourvus d'un conseil judiciaire. N'ayant pas l'exercice légal de leurs droits civils, ils ne peuvent contracter valablement aucune obligation.

§ 2. De la provision.

« La provision doit être faite par le tireur ou par celui pour le compte de qui la lettre de change sera tirée, sans que le tireur pour compte d'autrui cesse d'être personnellement obligé envers les endosseurs et le porteur seulement. » (Art. 115, C. com.)

Lorsque la provision est faite pour le compte d'un tiers au profit duquel la lettre est tirée, le tireur n'agit qu'aux termes d'un mandat, et n'est pas personnellement responsable de la non-acceptation ou du non-paiement de la traite envers le preneur ou bénéficiaire qui n'aura de recours que contre le man-

dant du tireur. La situation des endosseurs et du porteur est tout autre; ils ne connaissent que les responsabilités exprimées dans la lettre de change, et c'est pourquoi leurs droits sont entiers contre le tireur et le tiré.

Mais la responsabilité du tireur pour compte d'autrui ne serait garantie contre toute action de la part du tiré, qu'autant qu'il aurait donné avis à ce dernier du mandat en vertu duquel il fait traite sur lui. — Faute de cet avis, le tiré ne connaissant que le tireur ne pourrait agir que contre celui-ci.

« Il y a provision si, à l'échéance de la lettre de change, » celui sur qui elle est fournie est redevable au tireur, ou à » celui pour compte de qui elle est tirée, d'une somme au » moins égale au montant de la lettre de change. » (Art. 116, C. com.)

Ces mots *est redevable* n'expriment pas une idée bien nette, et ont donné lieu à bien des controverses, à bien des procès. Aussi, est-ce la jurisprudence qui a dû en définir la signification, en déterminer l'étendue.

D'autre part, les habitudes du commerce ont dégagé l'interprétation de cet article des obscurités, des incertitudes auxquelles pouvait se laisser surprendre comme à des pièges la confiance nécessaire des intérêts, en érigeant en loi, dans la pratique des affaires, l'*acceptation* obligatoire et préalable du tiré.

Or, l'*acceptation* supposant *provision*, comme le dit l'art. 117, suppose à plus forte raison que le tiré est redevable au tireur, et dès lors le preneur a deux responsabilités indiscutables, sinon utiles et efficaces.

Resteront toujours à juger, en tenant compte des circonstances, toutes les questions qui pourront surgir de la faillite du tireur ou du tiré, relativement au droit du porteur à la délivrance de la provision, si l'échéance de la lettre de change n'est pas antérieure à l'époque à laquelle on aura fait remonter l'origine de la faillite.

« L'acceptation suppose la provision. — Elle en établit la preuve à l'égard des endosseurs; — soit qu'il y ait ou non acceptation, le tireur seul est tenu de prouver, en cas de négation, que ceux sur qui la lettre était tirée avaient prouvé la provision à l'échéance; sinon il est tenu de la garantir, quoiqu'il n'ait été fait après les délais fixés. » (Art. 117.)

Le tiré qui a *accepté* ne serait pas admis à prouver qu'il n'a pas eu provision. — Il y a contre lui présomption de droit que provision lui a été fournie.

Si le protêt n'a pas été fait en temps utile, et qu'il y ait eu provision à l'échéance, nul recours ne pourra être exercé contre le tireur par le porteur négligent; car le tiré, solvable au jour précis de l'échéance, peut être en faillite le lendemain; or, le porteur seul *pouvait* et devait se présenter en temps utile; seul il doit supporter les conséquences désastreuses de sa faute.

§ 3. De l'acceptation.

« Le tireur et les endosseurs d'une lettre de change sont garants solidaires de l'acceptation et du paiement à l'échéance. » (Art 118, C. com.)

Cette responsabilité solidaire du tireur et des endosseurs envers le porteur, en cas de non-paiement à l'échéance, n'a pas besoin d'être justifiée; la loi est formelle à cet égard, et d'ailleurs cette garantie est indispensable à la sécurité qui doit avant tout couvrir la lettre de change et en favoriser la circulation.

Mais l'acceptation n'est pas exigée comme le paiement. Il n'y a qu'une seule circonstance où elle soit imposée par la loi, c'est quand il s'agit de lettres de change payables à vue ou à usance de vue, l'acceptation pouvant seule, dans ce cas, fixer l'échéance, et l'art. 160 attachant une sanction pénale très-sévère à l'inobservation de cette formalité par le porteur dans les délais pros crits audit article. D'où il faut conclure

que dans les cas spécifiés où l'acceptation est exigée par la loi, il n'y a lieu d'appliquer qu'au porteur qui a fait les diligences légales le bénéfice de la garantie solidaire ménagé au porteur par l'art. 118.

L'acceptation ne peut être imposée au tiré ; seulement son refus, en certaines circonstances, quand il est muni d'une provision, par exemple, ou quand il avait *promis* d'accepter, peut l'exposer à une sévère responsabilité envers le tireur, et même envers les endosseurs, puisqu'il est admis que l'acceptation peut être requise à quelque époque que ce soit avant l'échéance, et par tout porteur de la lettre de change.

« Le refus d'acceptation est constaté par un acte que l'on nomme *protêt faute d'acceptation*. » (Art. 119, C. com.)

Cette constatation ne pourra profiter qu'au tireur qui aurait fourni provision au tiré.

« Sur la notification du protêt faute d'acceptation, les endosseurs et le tireur sont respectivement tenus de donner caution pour assurer le payement de la lettre de change à son échéance, ou d'en effectuer le remboursement avec les frais du protêt et de rechange. La caution soit du tireur, soit de l'endosseur, n'est solidaire qu'avec celui qu'elle a cautionné. » (Art. 120, C. com.)

Le porteur a le droit d'exiger caution, et il peut poursuivre la satisfaction de ce droit contre les endosseurs qui le précèdent aussi bien que contre le tireur. Toutefois, il est admis que s'il accepte une caution fournie par l'un quelconque des signataires responsables envers lui de la lettre de change, il ne pourra exiger caution des autres.

Le donneur d'aval étant tenu solidairement et par les mêmes voies que le tireur et les endosseurs, aux termes de l'art. 142, sera obligé, comme ceux-ci, et dans les mêmes limites et conditions, de donner au porteur les sécurités exprimées dans l'art. 120.

« Celui qui accepte une lettre de change contracte l'obligation d'en payer le montant. — L'accepteur n'est pas resti-

« tuable contre son acceptation, quand même le tireur aurait failli à son insu avant qu'il eût accepté. » (Art. 121, C. com.)

« L'acceptation d'une lettre de change doit être signée. — L'acceptation est exprimée par le mot *accepté*. — Elle est datée, si la lettre est à un ou plusieurs jours ou mois de vue ; et, dans ce dernier cas, le défaut de date de l'acceptation rend la lettre exigible au terme y exprimé, à compter de sa date. » (Art. 122, C. com.)

La signature est *nécessaire*, et de plus il faut qu'elle soit précédée du mot *accepté*, auquel la loi n'admet pas d'*équivalent* qui n'exprimerait pas clairement l'engagement constaté par ce terme *accepté*.

Très-généralement l'acceptation est mentionnée sur la lettre de change elle-même ; mais rien n'empêche que l'acceptation ne se fasse par un acte séparé. — Tel cependant n'est pas l'usage. — Dans ce dernier cas, l'acte ou la simple lettre contenant acceptation accompagne la lettre de change elle-même, comme instruction et sécurité nécessaires au porteur.

« L'acceptation d'une lettre de change payable dans un autre lieu que celui de la résidence de l'accepteur, indique le domicile où le paiement doit être effectué ou les diligences faites. » (Art. 123, C. com.)

Si le domicile du tiers qui doit payer n'est pas indiqué, c'est au domicile de l'accepteur que seront faites les diligences utiles ; de même que si, le domicile du tiré n'étant pas indiqué, celui du tiers qui doit payer était seul désigné, c'est à ce dernier domicile que les actes conservatoires devraient être accomplis.

« L'acceptation ne peut être conditionnelle, mais elle peut être restreinte quant à la somme acceptée. — Dans ce cas, le porteur est tenu de faire protester la lettre de change pour le surplus. » (Art. 124, C. com.)

« Une lettre de change doit être acceptée à sa présentation, ou au plus tard dans les vingt-quatre heures de la présentation. — Après les vingt-quatre heures, si elle n'est pas

« rendue acceptée ou non acceptée, celui qui l'a retenue est passible de dommages-intérêts envers le porteur. » (Art. 125, C. com.)

Le délai de vingt-quatre heures est tout en faveur du tiré. Ce temps sera suffisant pour que le tiré puisse prendre un parti réfléchi, et s'il ne donne aucune réponse, il faut envisager ce silence comme un refus.

Sera-ce au tiré à prendre l'initiative de la restitution de la lettre de change, ou au porteur à la reprendre au domicile de ce dernier? C'est à celui qui présente la lettre à l'acceptation qu'incombe l'obligation de la retirer ou de la faire retirer.

Quant aux dommages-intérêts dont parle l'art. 125, dans son dernier paragraphe, ils seront déterminés par le juge selon les circonstances.

§ 4. De l'acceptation par intervention.

« Lors du protêt faute d'acceptation, la lettre de change peut être acceptée par un tiers intervenant pour le tireur ou pour l'un des endosseurs. — L'intervention est mentionnée dans l'acte de protêt; elle est signée par l'intervenant. » (Art. 126, C. com.)

L'intervention n'est possible qu'après constatation par protêt du refus d'acceptation du tiré, car son seul but est de suppléer au défaut de celle-ci.

L'intervention ne peut avoir lieu que de la part d'un tiers; elle exclut donc tireur et endosseur; elle doit spécifier pour qui elle se produit; et, en cas de silence à cet égard, elle garantira indistinctement tous les signataires de la lettre de change.

L'acceptation par intervention n'est qu'une caution donnée à celui au profit duquel elle a lieu; celui-ci dégagé de toute responsabilité, l'intervenant cesse d'être obligé.

L'intervenant qui garantit un endosseur a son recours contre les endosseurs qui précèdent; son intervention lui confère

les droits, corrélatifs à son obligation, pouvant exister au bénéfice de celui qui a profité de l'intervention.

« L'intervenant est tenu de notifier sans délai son intervention à celui pour qui il est intervenu. » (Art. 127, C. com.)

« Le porteur de la lettre de change conserve tous ses droits contre le tireur et les endosseurs, à raison du défaut d'acceptation par celui sur qui la lettre était tirée, nonobstant toutes acceptations par intervention. » (Art. 128, C. com.)

L'intervention, en effet, n'est qu'une espèce de caution qui garantit sans les relever de leurs obligations personnelles et directes les débiteurs principaux de la lettre de change.

Les droits éventuels de poursuites subsistent donc, malgré l'intervention, au profit du porteur contre les endosseurs et tireurs et contre l'intervenant tout à la fois.

§ 5. *De l'échéance.*

« Une lettre de change peut être tirée — à vue, — à un ou plusieurs jours de vue, — à une ou plusieurs usances de vue, — à un ou plusieurs jours de date, — à un ou plusieurs mois de date, — à une ou plusieurs usances de date, — à jour fixe ou à jour déterminé, — en foire. » (Art. 129, C. com.)

Le commentaire de cet article est donné par la loi elle-même dans les art. 130, 131, 132, 133, 134 et 135 ci-après.

« La lettre de change à vue est payable à sa présentation. » (Art. 130, C. com.)

« L'échéance d'une lettre de change à un ou plusieurs jours de vue, — à un ou plusieurs mois de vue, — à une ou plusieurs usances de vue, est fixée par la date de l'acceptation, ou par celle du protêt, faute d'acceptation. » (Art. 131, C. com.)

« L'usance¹ est de trente jours, qui courent du lendemain de la date de la lettre de change. — Les mois sont tels

¹ Le mot *usance* signifie usage, coutume. — L'usance varie selon les pays. — C'est pourquoi le législateur français en a déterminé la durée.

« qu'ils sont fixés par le calendrier grégorien. » (Art. 132, C. com.)

« Une lettre de change payable en foire est échue la veille du jour fixé pour la clôture de la foire, ou le jour de la foire, si elle ne dure qu'un jour. » (Art. 133, C. com.)

« Si l'échéance d'une lettre de change est à un jour férié légal, elle est payable la veille. » (Art. 134, C. com.)

« Tous délais de grâce, de faveur, d'usage ou d'habitude locale, pour le paiement des lettres de change, sont abrogés. » (Art. 135, C.)

§ 6. De l'endossement.

On appelle endossement la formule employée pour transférer la propriété d'une lettre de change, formule qui se place habituellement au *dos* de la traite ; de là l'origine de ce terme *endossement*. L'endossement peut cependant être écrit au *recto* même de la lettre de change. La loi n'impose à cet égard aucune place spéciale et de rigueur.

« La propriété d'une lettre de change se transmet par la voie de l'endossement. » (Art. 136, C. com.)

Pour transférer ou pour acquérir la lettre de change par la voie de l'endossement, il faut être capable de contracter. Les mineurs, les interdits, les prodigues qui ont un conseil judiciaire, les femmes mariées non autorisées par leurs maris, ne peuvent donc valablement céder ou recevoir une traite par endossement.

L'endossement ne transporte la propriété de la lettre de change qu'autant que la valeur de celle-ci a été fournie par le cessionnaire au cédant ; néanmoins, les droits des tiers de bonne foi ne seront point affectés par le différend survenu entre l'auteur et le bénéficiaire de l'endossement.

L'endossement peut être attaqué comme entaché de dol ou de fraude, et la preuve est admise de ces vices constitutifs devant le juge qui pourra prononcer la nullité de l'endos-

sement, les droits des tiers-porteurs de bonne foi réservés.

La jurisprudence a consacré le principe que la lettre de change est valablement transmissible par la voie de l'endossement, *après son échéance*.

L'endos doit être signé par le cédant ou par un fondé de pouvoirs ; il est écrit sur la lettre de change elle-même. Cependant, quoique cela soit contraire aux usages du commerce, rien n'interdit l'endossement par acte notarié ; dans ce cas, la prudence exige qu'il soit fait mention de cet acte au dos de la lettre de change, qui ne peut faire foi que des énonciations qu'elle exprime.

« L'endossement est daté. — Il exprime la valeur fournie. — Il énonce le nom de celui à l'ordre de qui il est passé. » (Art. 137, C. com.)

La date est indispensable, son absence entraîne la nullité de l'endossement.

Les motifs qui ont fait exiger sur la lettre de change la mention expresse de la valeur fournie, rendent également nécessaire cette énonciation dans la formule de l'endossement.

L'absence du nom de la personne à l'ordre de laquelle est passé l'endossement ne donnerait plus à cet endossement que la valeur d'un pouvoir.

Enfin, les formalités nécessaires auxquelles l'art. 137 assujettit l'endossement établissent l'insuffisance de la signature en blanc, apposée sur le dos d'une lettre de change, pour en transporter la propriété. Mais généralement le blanc est rempli, conformément à l'art. 137, par le cessionnaire de la traite, de sorte qu'en réalité l'endossement en blanc, quoique proscrit en principe, est un moyen parfaitement valable et général de transmettre la propriété d'une traite.

Lorsque le papier sur lequel est écrite la lettre de change est rempli, de manière qu'il n'y reste plus de place libre, par les endossements inscrits, l'usage permet d'y ajouter une feuille de même largeur qu'on appelle *allonge* et sur laquelle s'exprimeront les nouveaux endossements qui peuvent survenir.

« Si l'endossement n'est pas conforme aux dispositions de l'article précédent, il n'opère pas le transport; il n'est qu'une procuration. » (Art. 138, C. com.)

La conséquence du principe exprimé dans cet article sera-t-elle de réserver à l'endosseur la propriété de la lettre de change par lui irrégulièrement transférée, mais dont il aurait touché le montant?— La présomption légale exige qu'il en soit ainsi, mais l'équité proteste contre une mesure semblable qui consacrerait une véritable spoliation.— Aussi, la jurisprudence a-t-elle maintenu au cessionnaire irrégulier d'une lettre de change transmise au moyen d'un endossement *en blanc*, par exemple, le droit d'établir par la preuve qu'il a fourni la valeur de la traite et que, vis-à-vis du cédant, il en est réellement propriétaire.

Toutefois, la sanction sévère portée par l'art. 138 contre tout cessionnaire d'une lettre de change *irrégulièrement* transférée ne lui donnera, vis-à-vis des tiers, que la situation d'un simple mandataire, directement responsable du paiement de la traite qu'il aura négociée.

En vertu de son mandat, puisque l'endossement non conforme aux prescriptions de l'art. 137 n'est plus qu'une procuration, le *porteur irrégulier* peut transférer la lettre de change par un endossement qui, s'il est régulier, donnera à l'acquéreur tous les avantages attachés à la transmission d'une traite par la voie d'un endossement revêtu de la forme légale.

« Il est défendu d'antidater les ordres, à peine de faux. » (Art. 139, C. com.)

On conçoit, sans qu'il soit besoin de la justifier, la nécessité de cette sanction rigoureuse. Il eût été si facile, en cas de faillite, par exemple, de frustrer les créanciers légitimes à l'aide d'une fausse énonciation de date, et de priver la lettre de change, cet agent si essentiel et si puissant des transactions commerciales, du droit indispensable de commander à la confiance publique.

§ 7. *De la solidarité.*

« Tous ceux qui ont signé, accepté ou endossé une lettre de change sont tenus à la garantie solidaire envers le porteur. » (Art. 140, C. com.)

Le porteur d'une lettre de change peut donc en poursuivre le paiement, si le tiré est insolvable ou refuse, contre l'une quelconque des personnes qui ont signé ou endossé la traite, sans être obligé d'user de son droit de recours contre son endosseur immédiat. Il transmet tous ses droits à celui des signataires de la lettre de change qui l'a désintéressé.

Mais il n'est pas interdit aux parties intéressées de déroger à la disposition de l'art. 140, en déclarant expressément qu'elles ne seront point assujetties à la garantie solidaire. Cette convention est parfaitement régulière et légale; elle ne peut nuire à aucun intérêt, car celui à qui on propose de transmettre une lettre de change par un endossement *sans garantie solidaire*, peut toujours, s'il le juge convenable, refuser un tel effet.

Si cette clause de non garantie solidaire est inscrite dans la lettre de change, elle profite à tous les signataires endosseurs; si elle n'est invoquée que par l'un des endosseurs, elle ne profitera qu'à ce dernier.

L'art. 140 a voulu donner au porteur d'une lettre de change le bénéfice de la plus large sécurité, et cette garantie constitue, comme nous l'avons dit, l'un des éléments essentiels de la fortune merveilleuse et bien justifiée de la lettre de change.

Aussi la loi n'a-t-elle privé le porteur de cet avantage que dans une seule circonstance, et au profit d'un intérêt supérieur. — La loi du 15 juin 1850 assujettit au timbre tous les effets de commerce. Afin d'assurer le respect de cette mesure, le législateur a privé du bénéfice de la solidarité le porteur d'une lettre de change non timbrée, restreignant son droit de recours au souscripteur, et, dans certains cas, à l'accepteur.

§ 8. *De l'aval.*

« Le paiement d'une lettre de change, indépendamment de l'acceptation et de l'endossement, peut être garanti par un aval. » (Art. 141, C. com.)

Le mot *aval* tire son étymologie de *valoir*. — Il exprime un acte qui a pour but d'ajouter une garantie nouvelle à toutes celles qui caractérisent une lettre de change. Aussi, a-t-on vu dans l'aval une sorte de cautionnement qui ne se distingue du cautionnement ordinaire que par les obligations plus étroites auxquelles il doit satisfaire.

Généralement le donneur d'aval écrit avant sa signature ces mots : *pour aval*. Mais ce n'est point là une formule sacramentelle.

« Cette garantie est fournie par un tiers, sur la lettre même ou par acte séparé. — Le donneur d'aval est tenu solidairement et par les mêmes voies que les tireurs et endosseurs, sauf les conventions différentes des parties. » (Art. 142, C. com.)

En disant que l'aval doit être fourni par un tiers, la loi n'a pas voulu interdire à un endosseur, par exemple, de donner cette garantie supplémentaire du paiement de la lettre de change; seulement, la garantie de l'aval procurée par un endosseur ne se confondra pas avec la garantie résultant de l'endossement lui-même.

L'aval doit spécifier nettement l'objet auquel il s'applique; formulé d'une manière générale, il garantit l'acceptation aussi bien que le paiement de la lettre de change; restreint, il ne peut être étendu au delà des limites déterminées.

S'il est donné au tireur ou au tiré, il profite à tous les endosseurs éventuels de la lettre de change.

S'il n'est donné qu'à l'un des endosseurs, il ne produira ses effets que pour les cessionnaires ultérieurs de la lettre de change.

Le donneur d'aval, comme le tireur, comme les endosseurs, sera passible de la contrainte par corps, si l'aval est exprimé sur la lettre de change même; d'ailleurs, sa position est entièrement assimilée à celle des parties qu'il cautionne; le langage énergique du § 2 de l'art. 142 ne permet pas d'en douter.

De cette assimilation il faut conclure qu'il peut opposer les mêmes exceptions que le tireur ou les endosseurs qu'il cautionne; que toutes les déchéances qui peuvent profiter à ceux-ci lui profitent à lui-même; que toutes les formalités légales qui doivent être remplies vis-à-vis des endosseurs et du tireur doivent être remplies également, et sous la même sanction, vis-à-vis du donneur d'aval.

§ 9. *Du paiement.*

« Une lettre de change doit être payée dans la monnaie qu'elle indique. » (Art. 143, C. com.)

Si la monnaie qu'elle indique n'a pas cours au lieu où doit s'effectuer le paiement, le montant de la lettre de change sera réalisé avec la monnaie ayant cours au lieu du remboursement, de manière à ce que la valeur comptée soit exactement égale à la valeur inscrite.

Le paiement stipulé en monnaie de France se fait avec la monnaie d'or et d'argent. — La monnaie de cuivre et de billon, de fabrication française, ne pourra être employée dans les paiements, si ce n'est de gré à gré, que pour l'appoint de la pièce de cinq francs. (Art. 2, décret du 18 août 1810.)

« Celui qui paye une lettre de change avant son échéance est responsable de la validité du paiement. » (Art. 144, C. com.)

Le délai porté dans la lettre de change peut profiter aux signataires intéressés qui auraient à faire opposition au paiement pour conjurer les conséquences préjudiciables de tel usage criminel qui serait fait de cette lettre. Or, le paiement

antieipé pourrait n'être que l'effet d'une complicité que la loi devait rendre impossible.

« Celui qui paye une lettre de change à son échéance et sans opposition est présumé valablement libéré. » (Art. 145, C. com.)

Le paiement d'une lettre de change à son échéance ne libère pas celui qui le fournit, il ne crée à son profit qu'une *présomption* de sa libération.

Or, cette présomption aura l'effet de permettre à ceux que les circonstances y autoriseront, de discuter la moralité, la légitimité du paiement et d'en poursuivre contre son auteur de mauvaise foi la nullité.

Tout endossement par une fausse signature rend nul le transfert de la lettre de change et le paiement qui le suivrait. La responsabilité du tireur ne sera nullement intéressée par ces circonstances, et l'auteur de l'imprudence en subira seul les effets. — Dans tous les cas, on remonterait d'endosseur en endosseur jusqu'à l'auteur du faux dont les artifices pouvaient être déjoués par la plus simple prudence. — Nul ne doit accepter de lettre de change que d'une personne connue. Le respect et l'observation de cette règle priveront le crime de tout espoir de succès, et épargneront aux lettres de change les souillures et les désastres du faux.

« Le porteur d'une lettre de change ne peut être contraint d'en recevoir le paiement avant l'échéance. » (Art. 146, C. com.)

« Le paiement d'une lettre de change fait sur une seconde, troisième, quatrième, etc., porte que ce paiement annule l'effet des autres. » (Art. 147, C. com.)

Lors même que la mention dont parle l'art 147 ferait défaut sur les exemplaires de la lettre de change, on ne saurait mettre en doute que le paiement de l'un d'eux n'ait l'effet de libérer valablement le débiteur. Seulement, il pourrait résulter du défaut de mention une responsabilité éventuellement très-grave à la charge du tireur vis-à-vis du tiré qui aurait été induit en erreur.

« Celui qui paye une lettre de change sur une seconde, « troisième, quatrième, etc., sans retirer celle sur laquelle « se trouve son acceptation, n'opère point sa libération à « l'égard du tiers-porteur de son acceptation. » (Art. 148, C. com.)

C'est l'acceptation seule du tiré, en effet, qui le lie envers les endosseurs ; et tant qu'elle n'est pas retirée avec le titre qui la constate, le tiré demeure obligé envers celui qui lui présentera l'exemplaire revêtu de l'acceptation.

« Il n'est admis d'opposition au paiement qu'en cas de perte « de la lettre de change ou de la faillite du porteur. » (Art. 149, C. com.)

« En cas de perte d'une lettre de change *non acceptée*, celui « à qui elle appartient peut en poursuivre le paiement sur « une seconde, troisième, quatrième, etc. » (Art. 150, C. com.)

Le tireur ne pourrait se refuser à fournir une *seconde* sans s'exposer à une poursuite légitime en dommages-intérêts, par la simple raison que la lettre de change n'ayant pas été acceptée, l'exemplaire perdu ne peut donner aucun droit au porteur, non plus que justifier aucune résistance de la part du tireur à réparer les conséquences d'un événement de force majeure dont la morale et l'équité lui interdisent de tirer avantage.

« Si la lettre de change perdue est revêtue de l'acceptation, « le paiement ne peut en être exigé sur une seconde, troi- « sième, quatrième, etc., que par ordonnance du juge et en « donnant caution. » (Art. 151, C. com.)

Ainsi se trouve garantie la sécurité du tiré, qui, dans tous les cas, ne sera jamais exposé à payer deux fois ; ainsi se trouve protégé l'intérêt du porteur que la perte de la lettre ne pouvait légitimement dépouiller de son droit.

« Si celui qui a perdu la lettre de change, qu'elle soit ac- « ceptée ou non, ne peut représenter la seconde, troisième, « quatrième, etc., il peut demander le paiement de la lettre

- de change perdue et l'obtenir par l'ordonnance du juge, en
- justifiant de sa propriété par ses livres et en donnant can-
- tion. - (Art 152, C. com.)

Toutefois, la lettre de change pouvant être perdue par un porteur non commerçant, et par conséquent n'ayant pas de livres, le juge accueillera de la part de ce dernier toutes les justifications qui pourront prouver que la lettre de change perdue était sa propriété.

- En cas de refus de paiement, sur la demande formée en
- vertu des deux articles précédents, le propriétaire de la
- lettre de change perdue conserve tous ses droits par un acte
- de protestation. — Cet acte doit être fait le lendemain de
- l'échéance de la lettre de change perdue. — Il doit être notifié
- aux tireur et endosseurs dans les formes et délais prescrits
- ci-après pour la notification du protêt. - (Art. 153, C. com.)

L'acte de protestation aura toutes les conséquences conservatoires qu'aurait eues le protêt, si la lettre de change eût pu être présentée au tiré et protestée faute de paiement. Mais le refus de paiement peut être justifié de la part du tiré à qui on ne présente pas de titre, et que la prudence même engagera à différer de payer jusqu'à ce qu'il soit *légalement* mis en demeure de le faire, si les formalités exigées par les art. 151 et 152 n'ont pas été accomplies avant l'échéance ; dans ce cas, les frais occasionnés par la protestation seront à la charge du porteur de l'effet perdu, qui seul doit supporter les conséquences matérielles résultant de la perte de la lettre de change.

- Le propriétaire de la lettre de change égarée doit, pour
- s'en procurer la seconde, s'adresser à son endosseur immé-
- diat, qui est tenu de lui prêter son nom et ses soins pour agir
- envers son propre endosseur ; et ainsi, en remontant d'en-
- dosseur en endosseur jusqu'au tireur de la lettre de change.
- Le propriétaire de la lettre de change égarée supportera les
- frais. - (Art. 154, C. com.)

Tout refus d'assistance de la part des endosseurs qui en se-

ront requis les exposera aux poursuites du propriétaire de l'effet perdu pour tous les dommages qui seraient la conséquence du refus.

« L'engagement de la caution, mentionné dans les art. 151 et 152, est éteint après trois ans, si, pendant ce temps, il n'y a eu ni demandes, ni poursuites judiciaires. » (Art. 155, C. com.)

Cette dérogation à la prescription ordinaire en matière de lettres de change qui est de cinq ans, sera exclusivement restreinte aux cas spécifiés dans les deux articles auxquels réfère l'art. 155 précité.

« Les paiements faits à compte sur le montant d'une lettre de change, sont à la décharge des tireurs et endosseurs. — Le porteur est tenu de faire protester la lettre de change pour le surplus. » (Art. 156, C. com.)

Mention des paiements partiels sera faite par le porteur sur la lettre de change elle-même, et libérera le débiteur en proportion de la valeur constatée.

Mais l'art. 156 n'oblige pas le porteur d'une lettre de change à n'en recevoir le montant que par paiements partiels : il déclare valable le mode de paiement, et détermine, dans ce cas, les obligations du porteur pour réserver ses droits. Mais le porteur peut refuser tout paiement qui ne serait pas intégral.

« Les juges ne peuvent accorder aucun délai pour le paiement d'une lettre de change. » (Art. 157, C. com.)

Cet article peut être considéré comme le corollaire de l'art. 135 précité qui a abrogé tous les délais de grâce. Or, le délai accordé par un juge ne serait qu'un délai de grâce formellement interdit par la loi.

§ 10. *Du paiement par intervention.*

« Une lettre de change protestée peut être payée par tout intervenant pour le tireur ou par l'un des endosseurs : —

« L'intervention et le paiement seront constatés dans l'acte
« de protêt ou à la suite de l'acte. » (Art. 158, C. com.)

Les conséquences de ce paiement, en ce qui concerne celui qui le fait et ceux à qui il profite, sont énumérées par l'article suivant.

- Celui qui paye une lettre de change par intervention est
- subrogé aux droits du porteur, et tenu des mêmes devoirs
- pour les formalités à remplir. — Si le paiement par intervention est fait pour le compte du tireur, tous les endosseurs sont libérés. — S'il est fait pour un endosseur, les endosseurs subséquents sont libérés. — S'il y a concurrence pour le paiement d'une lettre de change par intervention, celui qui opère le plus de libérations est préféré. — Si celui sur qui la lettre était originairement tirée, et sur qui a été fait le protêt faute d'acceptation, se présente pour la payer, il sera préféré à tous autres. » (Art. 159, C. com.)

L'intervention dont l'art. 159 règle les effets peut avoir lieu également pour le donneur d'aval : assimilé, pour les obligations, à celui qu'il cautionne, tireur ou endosseur, le donneur d'aval doit participer à tous les avantages de libération offerts par la loi aux principaux débiteurs.

§ 11. *Des droits et devoirs du porteur.*

- Le porteur d'une lettre de change tirée du continent et
- des îles de l'Europe, et payable dans les possessions européennes de la France; soit à vue, soit à un ou plusieurs
- jours, mois ou usances de vue, doit en exiger le paiement
- ou l'acceptation dans les six mois de sa date, sous peine de
- perdre son recours sur les endosseurs, et même sur le tireur,
- si celui-ci a fait provision.—Le délai est de huit mois pour
- les lettres de change tirées des Échelles du Levant et des
- côtes septentrionales de l'Afrique sur les possessions européennes de la France ; et réciproquement, du continent et
- des îles de l'Europe sur les établissements français aux

« Échelles du Levant et aux côtes septentrionales de l'Afrique.
 « — Le délai est d'un an pour les lettres de change tirées des
 « côtes occidentales de l'Afrique, jusques et compris le cap
 « de Bonne-Espérance.— Il est aussi d'un an pour les lettres
 « de change tirées du continent et des îles des Indes occiden-
 « tales sur les possessions européennes de la France; et ré-
 « ciproquement du continent et des îles de l'Europe sur les
 « possessions françaises ou établissements français aux côtes
 « occidentales de l'Afrique, au continent et aux îles des Indes
 « occidentales.— Le délai est de deux ans pour les lettres de
 « change tirées du continent et des îles des Indes orientales
 « sur les possessions européennes de la France; et récipro-
 « quement, du continent et des îles de l'Europe sur les pos-
 « sessions françaises ou établissements français au continent
 « et aux îles des Indes orientales.— La même déchéance aura
 « lieu contre le porteur d'une lettre de change à vue, à un ou
 « plusieurs jours, mois ou usances de vue, tirée de la France,
 « des possessions ou établissements français, et payable dans
 « les pays étrangers, qui n'en exigera pas le paiement ou
 « l'acceptation dans les délais ci-dessus prescrits pour chacune
 « des distances respectives. — Les délais ci-dessus, de huit
 « mois, d'un an ou de deux ans, sont doubles en cas de guerre
 « maritime. — Les dispositions ci-dessus ne préjudicieront
 « néanmoins pas aux stipulations contraires qui pourraient
 « intervenir entre le preneur, le tireur et même les endos-
 « seurs. » (Art. 160, C. com.)

« Le porteur d'une lettre de change doit en exiger le paye-
 « ment le jour de son échéance. » (Art. 161, C. com.)

Rappelons ici l'art. 134, qui dispose que si l'échéance d'une lettre de change est à un jour férié légal, elle est payable la veille.

Si le porteur ne se conforme pas à la prescription impérative de l'art. 161, il répondra de toutes les conséquences de sa négligence, et il pourra être assujéti aux déchéances dont la loi frappe le retardataire.

Si le porteur ne se présente pas, le débiteur de la lettre de change n'est pas libéré : il ne l'est que par le paiement. Mais il peut avoir intérêt à se libérer, nonobstant le retard qui diffère la présentation de la lettre de change ; la loi du 6 thermidor an III lui offre les moyens de s'acquitter, en remplissant les formalités suivantes :

1° Tout débiteur de billet à ordre, lettre de change, billet au porteur ou autre effet négociable, dont le porteur ne se sera pas présenté dans les trois jours qui suivront celui de l'échéance, est autorisé à déposer la somme portée au billet aux mains du receveur de l'enregistrement dans l'arrondissement duquel l'effet est payable ;

2° L'acte de dépôt contiendra la date du billet, celle de l'échéance et le nom de celui au bénéfice duquel il aura été originairement fait ;

3° Le dépôt consommé, le débiteur ne sera tenu qu'à remettre l'acte de dépôt en échange du billet ;

4° La somme déposée sera remise à celui qui représentera l'acte de dépôt, sans autre formalité que celle de la remise d'icelui, et de la signature du porteur sur le registre du receveur ;

5° Si le porteur ne sait pas écrire, il en sera fait mention sur le registre ;

6° Les droits attribués aux receveurs de l'enregistrement pour les présents dépôts, sont fixés à un pour cent. Ils sont dus par le porteur du billet.

« Le refus de paiement doit être constaté, le lendemain du
« jour de l'échéance, par un acte que l'on nomme *protêt faute*
« *de paiement*. — Si ce jour est un jour férié légal, le protêt est
« fait le jour suivant. » (Art. 162, C. com.)

Le protêt fait le jour de l'échéance serait frappé de nullité. Le jour de l'échéance appartient tout entier au débiteur.

Si le porteur est empêché dans l'accomplissement des formalités prescrites en l'art. 162 par un événement de force majeure, les tribunaux apprécieront s'il y a lieu de le relever de la déchéance qui atteint comme une sanction pénale le retard dans la rédaction du protêt.

Mais l'obligation de dresser un protêt faute de paiement n'est pas absolue, en ce sens qu'il est interdit de s'y soustraire. On peut stipuler sur une lettre de change qu'en cas de non-paiement elle fera retour au souscripteur *sans frais*.

Dans ce cas, il n'y a pas de protêt à faire, si ce n'est aux

frais de celui qui le fera; mais le défaut convenu de protêt ne nuira en aucune façon aux droits et à la sécurité du porteur, si d'ailleurs les diligences légales ont été accomplies.

Le porteur devra donc présenter la lettre de change au paiement le jour de l'échéance, et s'il y a refus de l'acquitter, il devra, pour conserver son recours contre les endosseurs qui le précèdent, leur donner avis du non-paiement, dans les délais fixés par la loi. — Si le porteur néglige ce soin, il encourra, comme s'il avait été obligé de faire constater le non-paiement par un protêt, la déchéance portée dans l'art. 168.

« Le porteur n'est dispensé du protêt faute de paiement, ni par le protêt faute d'acceptation, ni par la mort ou faillite de celui sur qui la lettre de change est tirée. Dans le cas de faillite de l'accepteur avant l'échéance, le porteur peut faire protester, et exercer son recours. » (Art. 163, C. com.)

Mais ce protêt avant l'échéance ne sera qu'un acte conservatoire, et ne dispensera pas du protêt à l'échéance; car ce n'est que de ce second protêt, impérieusement exigé, que partent les délais dont l'observation assure au porteur tous les avantages réservés par la loi à sa respectueuse diligence.

« Le porteur d'une lettre de change protestée faute de paiement peut exercer son action en garantie, — ou individuellement contre le tireur et chacun des endosseurs, — ou collectivement contre les endosseurs et le tireur. — La même faculté existe pour chacun des endosseurs, à l'égard du tireur et des endosseurs qui le précèdent. » (Art. 164, C. com.)

Au porteur il faut assimiler, quant au droit de recours, celui qui a payé par intervention, et le donneur d'aval qui, par le fait du paiement effectué, se trouvent subrogés aux droits, lieu et place du porteur désintéressé.

Enfin, chaque endosseur qui a payé jouit de ce même droit de subrogation vis-à-vis de l'endosseur dont il procède, et ainsi jusqu'au tiré ou jusqu'au souscripteur.

« Si le porteur exerce le recours individuellement contre son

« cédant, il doit lui faire notifier le protêt, et, à défaut de
 « remboursement, le faire citer en jugement dans les quinze
 « jours qui suivent la date du protêt, si celui-ci réside dans la
 « distance de cinq myriamètres. — Ce délai, à l'égard du cé-
 « dant domicilié à plus de cinq myriamètres de l'endroit où la
 « lettre de change était payable, sera augmenté d'un jour par
 « deux myriamètres et demi excédant les cinq myriamètres. »
 (Art. 165, C. com.)

Les parties peuvent déroger par leurs conventions particulières aux dispositions de l'art. 165, et substituer aux délais prescrits par la loi des délais expressément déterminés et convenus.

Ainsi, il est généralement reconnu que le cédant d'un porteur qui aurait fait agréer à celui-ci la promesse de le désintéresser dans tel délai, aurait implicitement dispensé le porteur des formalités nécessaires de la notification et de l'assignation, et ne pourrait invoquer contre celui-ci le non-accomplissement de ces mesures.

• Les lettres de change tirées de France et payables hors
 « du territoire continental de la France, en Europe, étant pro-
 « testées, les tireurs et endosseurs résidant en France seront
 « poursuivis dans les délais ci-après : de deux mois pour celles
 « qui étaient payables en Corse, dans l'île d'Elbe ou de Ca-
 « praja, en Angleterre et dans les États limitrophes de la
 « France ; — de quatre mois pour celles qui étaient payables
 « dans les autres États de l'Europe ; — de six mois pour celles
 « qui étaient payables aux Échelles du Levant et sur les côtes
 « septentrionales de l'Afrique ; — d'un an pour celles qui
 « étaient payables aux côtes occidentales de l'Afrique, jusques
 « et compris le cap de Bonne-Espérance, et dans les Indes oc-
 « cidentales ; — de deux ans pour celles qui étaient payables
 « dans les Indes orientales. — Ces délais seront observés dans
 « les mêmes proportions pour le recours à exercer contre les
 « tireurs et endosseurs résidant dans les possessions fran-
 « çaises situées hors d'Europe. — Les délais ci-dessus, de six

« mois, d'un an et de deux ans, seront doublés en temps de guerre maritime. » (Art. 166, C. com.)

« Si le porteur exerce son recours collectivement contre les endosseurs et le tireur, il jouit, à l'égard de chacun d'eux, du délai déterminé par les articles précédents. — Chacun des endosseurs a le droit d'exercer le même recours, ou individuellement, ou collectivement, dans le même délai. — A leur égard, le délai court du lendemain de la date de la citation en justice. » (Art. 167, C. com.)

Si le porteur avait été remboursé à présentation de la lettre de change à tel endosseur, sans préliminaires de notification de protêt ni de citation en justice, le délai de recours pour cet endosseur contre son cédant daterait du jour même du remboursement volontaire.

« Après l'expiration des délais ci-dessus, — pour la présentation de la lettre de change à vue, ou à un ou plusieurs jours ou mois ou usances de vue, — pour le protêt faute de paiement, — pour l'exercice de l'action en garantie, — le porteur de la lettre de change est déchu de tous droits contre les endosseurs. » (Art. 168, C. com.)

« Les endosseurs sont également déchus de toute action en garantie contre leurs cédants, après les délais ci-dessus prescrits, chacun en ce qui le concerne. » (Art. 169, C. com.)

Dans les circonstances prévues par ces deux derniers articles, le donneur d'aval suit la condition que s'est faite par ses actes celui qu'il a garanti, lorsque vis-à-vis du donneur d'aval lui-même toutes les formalités légales ont été remplies.

« La même déchéance a lieu contre le porteur et les endosseurs, à l'égard du tireur lui-même, si ce dernier justifie qu'il y avait provision à l'échéance de la lettre de change. — Le porteur, en ce cas, ne conserve d'action que contre celui sur qui la lettre était tirée. » (Art. 170, C. com.)

Si la provision n'a pas été fournie au tiré à l'époque de l'échéance de la lettre de change, le droit du porteur et des en-

dosseurs demeure entier contre le tireur, et ne se prescrira que par cinq ans.

« Les effets de la déchéance prononcée par les trois articles précédents cessent en faveur du porteur contre le tireur ou contre celui des endosseurs qui, après l'expiration des délais fixés pour le protêt, la notification du protêt ou la citation en jugement, a reçu par compte, compensation ou autrement, les fonds destinés au paiement de la lettre de change. » (Art. 171, C. com.)

Si la loi eût négligé de formuler cette seconde exception, elle eût favorisé une injustice en assurant aux mains des tireurs ou endosseurs un bénéfice qui serait une spoliation infligée au porteur.

« Indépendamment des formalités prescrites pour l'exercice de l'action en garantie, le porteur d'une lettre de change protestée faute de paiement peut, en obtenant la permission du juge, saisir conservatoirement les effets mobiliers des tireurs, accepteurs et endosseurs. » (Art. 172, C. com.)

Cette permission du juge ne s'accorde qu'avec une discrétion sévère, lorsqu'il est démontré au magistrat qu'il y a péril en la demeure.

§ 12. *Des protêts.*

« Les protêts faute d'acceptation ou de paiement sont faits par deux notaires ou par un notaire et deux témoins, ou par un huissier et deux témoins. — Le protêt doit être fait — au domicile de celui sur qui la lettre de change était payable, ou à son dernier domicile connu ; — au domicile des personnes indiquées par la lettre de change pour la payer au besoin ; — au domicile du tiers qui a accepté par intervention ; — le tout par un seul et même acte. — En cas de fausse indication de domicile, le protêt est précédé d'un acte de perquisition. » (Art. 173, C. com.)

La loi ne reconnaît pas d'autre mode que le protêt, dressé

conformément aux prescriptions de l'art. 173, pour constater le refus ou le défaut de paiement d'une lettre de change. Toutefois, l'art. 173 a été modifié dans son premier paragraphe par le décret du 23 mars 1848 qui déclare que les actes de protêt seront désormais dressés sans assistance de témoins.

L'officier ministériel qui se présente au domicile indiqué dans la lettre de change pour recevoir paiement ou dresser le protêt, peut ne trouver à ce domicile indiqué ni le débiteur, ni personne de la famille ou de la maison; alors il s'adresse à un voisin auquel il remet la copie et fait signer l'original; si ce voisin ne veut ou ne peut signer, l'huissier remettra la copie au maire ou à l'adjoint de la commune, qui visera l'original sans frais. L'huissier fera mention du tout, tant sur l'original que sur la copie. (Art. 65, C: Nap.)

« L'acte de protêt contient : — la transcription littérale de
« la lettre de change, de l'acceptation, des endossements et
« des recommandations qui y sont indiquées, — la sommation
« de payer le montant de la lettre de change; — il énonce
« la présence ou l'absence de celui qui doit payer, — les
« motifs du refus de payer et l'impuissance ou le refus de
« signer. » (Art. 174, C. com.)

Si le protêt ne satisfait pas à toutes ces conditions, le juge peut le déclarer nul, quoique la loi n'ait pas attaché de sanction pénale à l'observation des règles qu'elle prescrit. — Dans ce cas, l'huissier sera responsable des conséquences déterminées par la nullité du protêt, mais sa responsabilité ne sera engagée qu'envers le porteur dont il tient son mandat.

« Nul acte de la part du porteur de la lettre de change ne
« peut suppléer l'acte de protêt, hors le cas prévu par les
« art. 150 et suivants, touchant la perte de la lettre de
« change. » (Art. 75, C. com.)

« Les notaires et les huissiers sont tenus, à peine de destitution, dépens, dommages-intérêts envers les parties, de
« laisser copie exacte des protêts, et de les inscrire en entier,
« jour par jour et par ordre de date, dans un registre parti-

« culier, coté, parafe, et tenu dans les formes prescrites pour
 « les répertoires. » (Art. 176, C. com.)

§ 13. Du rechange.

« Le rechange s'effectue par une retraite. » (Art. 177, C. com.)

Le mot *rechange* s'entend ici du contrat de change nouveau qui intervient entre le porteur d'une lettre de change protestée, et un endosseur ou le tireur lui-même, débiteur de la première ; le second contrat se réalise par une lettre de change nouvelle, tirée sur celui qui contracte avec le porteur ; cette lettre de change, qui comprend, outre le capital de la lettre de change protestée, tous les frais légitimes, s'appelle *retraite*.

On donne aussi le nom de *rechange* au prix du nouveau change que le porteur aura dû payer pour négocier la *retraite*, et ce déboursé sera compris dans les frais légitimes qui seront supportés par le nouveau débiteur.

« La retraite est une nouvelle lettre de change, au moyen
 « de laquelle le porteur se rembourse sur le tireur, ou sur l'un
 « des endosseurs, du principal de la lettre protestée, de ses
 « frais et du nouveau change qu'il paye. — La retraite com-
 « prend, avec le bordereau détaillé et signé du tireur seule-
 « ment, et transcrit au dos du titre : — 1° le principal du titre
 « protesté ; — 2° les frais de protêt et de dénonciation, s'il y
 « a lieu ; 3° — les intérêts de retard ; — 4° la perte de change ;
 « — 5° le timbre de la retraite, qui sera soumise au droit fixe
 « de trente-cinq centimes. » (Art. 178, C. com.)

Prix légal du rechange. — Le rechange se règle, pour la
 « France continentale, uniformément comme suit : — Un quart
 « pour cent sur les chefs-lieux de département ; — deux pour
 « cent sur les chefs-lieux d'arrondissement ; — trois quarts
 « pour cent sur toute autre place. — En aucun cas il n'y aura
 « lieu à rechange dans le même département. — Les changes

« étrangers et ceux relatifs aux possessions françaises en
 « dehors du continent seront régis par les usages du com-
 « merce. » (Art. 179, C. com.)

Les deux articles précédents ont modifié complètement les deux anciens articles du Code correspondant, et cette innovation utile est due au décret du gouvernement provisoire, en date du 24 mars 1848.

Ce même décret a suspendu l'exécution des art. 180, 181 et 186 du Code de commerce.

Néanmoins nous énoncerons ces articles pour faire comprendre l'utile innovation introduite par le susdit décret.

« La retraite est accompagnée d'un compte de retour. » (Art. 180, C. com., abrogé.)

« Le compte de retour comprend : — le principal de la lettre
 « de change protestée, — les frais de protêt et autres frais
 « légitimes, tels que commission de banque, courtage, timbre
 « et ports de lettres. — Il énonce le nom de celui sur qui la
 « retraite est faite et le prix du change auquel elle est négo-
 « ciée. — Il est certifié par un agent de change. — Dans les
 « lieux où il n'y a pas d'agent de change, il est certifié par
 « deux commerçants. — Il est accompagné de la lettre de
 « change protestée, du protêt ou d'une expédition de l'acte de
 « protêt. — Dans le cas où la retraite est faite sur l'un des
 « endosseurs, elle est accompagnée, en outre, d'un certificat
 « qui constate le cours du change du lieu où la lettre de change
 « était payable, sur le lieu d'où elle a été tirée. » (Art. 181,
 C. com., abrogé.)

« Il ne peut être fait plusieurs comptes de retour sur une
 « même lettre de change. — Ce compte de retour est remboursé
 « d'endosseur à endosseur respectivement, et définitivement
 « par le tireur. » (Art. 182, C. com.)

Cet article n'a de raison d'être qu'en supposant l'existence des art. 180 et 181, abrogés par le décret du 24 mars 1848.

« Les rechanges ne peuvent être cumulés. Chaque endos-

« seur n'en supporte qu'un seul, ainsi que le tireur. » (Art. 183, C. com.)

« L'intérêt du principal de la lettre de change protestée « faute de paiement est dû à compter du jour du protêt. » (Art. 184, C. com.)

Cependant, la loi n'imposant au porteur l'obligation du protêt que contre les tiers endosseurs, et le protêt n'ayant aucun caractère particulièrement conservatoire contre le tireur ou l'accepteur, une simple demande de paiement adressée à ceux-ci est suffisante pour faire courir contre eux les intérêts du capital de la lettre de change non payée.

« L'intérêt des frais de protêt, rechange et autres frais légitimes, n'est dû qu'à compter du jour de la demande en justice. » (Art. 185, C. com.)

Il n'est point dû de rechange, si le compte de retour n'est accompagné des certificats d'agents de change ou de commerçants, prescrits par l'art. 181. (Art. 186, C. com., abrogé par le décret du 24 mars 1848.)

Section II.

DU BILLET À ORDRE.

Le billet à ordre exprime l'engagement du souscripteur de payer à telle personne désignée ou à son ordre la somme énoncée dans l'effet.

Comme la lettre de change, le billet à ordre se transmet par la voie de l'endossement, et si la mention *à ordre* n'était pas exprimée, le billet ne serait plus qu'un simple acte énonçant une obligation ordinaire.

Entre la lettre de change et le billet à ordre on ne distingue que deux différences principales :

1° Le souscripteur de la lettre de change n'est pas celui qui doit la payer. Ce soin est réservé à un tiers, au tiré.

Le souscripteur du billet à ordre est celui qui doit en solder le montant.

D'où la conséquence que dans la lettre de change, il faut le concours de trois personnes, le souscripteur ou tircur, le tiré, et le bénéficiaire ou preneur.

Dans le billet à ordre, le concours de deux personnes seulement est nécessaire, et ces deux personnes sont le souscripteur et le bénéficiaire à ordre du billet.

Donc pas d'acceptation pour le billet à ordre, pas de provision

2° Pour la lettre de change, il faut qu'il y ait remise d'argent d'une place sur une autre. — Rien de semblable n'est exigé pour le billet à ordre, dont la circulation légale n'est assujettie à aucune remise d'argent d'un lieu sur un autre.

D'où la conséquence que la lettre de change, supposant essentiellement un transport d'argent d'une place sur une autre, transport qui constitue un acte de commerce, a un caractère nécessairement commercial ; tandis que le billet à ordre, excluant cette supposition, n'a le caractère commercial quo si réellement il a pour origine un acte de commerce.

« Toutes les dispositions relatives aux lettres de change et concernant — l'échéance, — l'endossement, — la solidarité, — l'aval, — le paiement, — le paiement par intervention, — le protêt, — les devoirs et droits du porteur, — le rechange ou les intérêts, — sont applicables aux billets à ordre, sans préjudice des dispositions relatives aux cas prévus par les art. 636, 637 et 638. »

Les art. 636, 637, 638 sont relatifs à la compétence de juridiction ; il en résulte, 1° que toutes actions concernant les lettres de change réputées *simples* promesses, les billets à ordre signés de *non-commerçants* et n'ayant pas pour cause des opérations de commerce, doivent être renvoyés devant le Tribunal civil, à la demande du défendeur ; — 2° que ces lettres de change ou billets à ordre portant en même temps des signatures de négociants et de non-négociants, le Tribunal de com-

merce en connaîtra, sans pouvoir toutefois prononcer la contrainte par corps contre les individus non-négociants, à moins que les effets par eux signés n'aient eu pour cause des opérations de commerce. — Enfin, tout billet souscrit par un commerçant est censé fait pour son commerce, quand une autre cause n'y est point énoncée.

Le billet à ordre, comme la lettre de change, est assujéti à certaines énonciations nécessaires dont l'omission ne ferait plus du billet à ordre qu'une simple promesse.

« Le billet à ordre est daté, — il énonce la somme à payer, — le nom de celui à l'ordre duquel il est souscrit, — l'époque à laquelle le paiement doit s'effectuer, — la valeur qui a été fournie en espèces, en marchandises, en compte, ou de toute autre manière. » (Art. 188, C. com.)

Il est encore un effet commercial qui n'est qu'une variété, pour ainsi dire, du billet à ordre, c'est le *billet à domicile*.

Le billet à domicile n'est pas autre chose que le billet à ordre, avec cette différence qu'au lieu d'être payable au domicile du souscripteur, il est payable au domicile d'un tiers.

Ce billet participe de la nature du billet à ordre, puisqu'il est souscrit et payé par la même personne, sans formalité de provision ni d'acceptation ; il participe de la nature de la lettre de change, en ce qu'il suppose, comme elle, remise d'argent d'une place sur une autre, si le domicile auquel il est payable n'est pas situé dans la même ville que celui du souscripteur.

La loi n'a pas voulu reconnaître l'individualité distincte de cet effet, mais elle n'en a pas pros crit l'usage.

Ces billets sont donc considérés et traités comme les billets à ordre, valables comme eux s'ils sont réguliers, c'est-à-dire conformes aux prescriptions des art. 187 et 188.

Si le billet à domicile a pour cause une opération de commerce, ou s'il atteste réellement, aux termes de l'art. 622 du Code de commerce, une *remise d'argent de place en place*, il produira toutes les conséquences d'un effet de commerce, et emportera la contrainte par corps.

Mais il ne faut pas l'oublier, la loi ne reconnaît que deux espèces d'effets de commerce, les lettres de change et les billets à ordre, et quels que soient les noms donnés par les souscripteurs aux effets de commerce qu'ils mettent en circulation, il n'y aura nullement à tenir compte du nom sous lequel ils seront produits, mais seulement des caractères particuliers à chacun d'eux, caractères qui les rangeront dans l'une des deux catégories légales des lettres de change ou des billets à ordre; sinon, ils ne seraient considérés que comme simples promesses, et ne produiraient aucun des effets commerciaux et exceptionnels dont la loi a pourvu les billets à ordre et les lettres de change.

Section III.

DE LA PRESCRIPTION.

Le régime particulier et, l'on peut dire, privilégié, auquel le législateur a voulu soumettre les effets de commerce, devait lui inspirer en leur faveur une disposition également exceptionnelle par rapport à la prescription.

Les actions se prescrivent, en France, par trente ans, sauf quelques exceptions précisées et limitées par la loi. — Il en est autrement pour les lettres de change et les billets à ordre.

« Toutes actions relatives aux lettres de change et à ceux
« des billets à ordre souscrits par des négociants, marchands
« ou banquiers, ou pour faits de commerce, se prescrivent par
« cinq ans, à partir du jour du protêt ou de la dernière pour-
« suite juridique, s'il n'y a eu condamnation, ou si la dette n'a
« été reconnue par acte séparé. — Néanmoins, les prétendus
« débiteurs seront tenus, s'ils en sont requis, d'affirmer, sous
« serment, qu'ils ne sont plus redevables; et leurs veuves, hé-

« ritiers ou ayants cause, qu'ils estiment de bonne foi qu'il
« n'est plus rien dû. » (Art. 189, C. com.)

La prescription courra du jour où le protêt doit être fait, aux termes de la loi, c'est-à-dire du lendemain du jour de l'échéance.

La prescription court contre toutes personnes, même contre les incapables.

Une condamnation intervenue, une reconnaissance de la dette par un acte séparé, sans caractère commercial, constitueraient une novation qui aurait pour effet d'enlever au débiteur du titre originel, lettre de change ou billet à ordre, les avantages déterminés par l'art. 189. — La nature de la prescription qui courrait contre le débiteur condamné ou engagé par une reconnaissance séparée serait indiquée par le caractère de l'acte à l'exécution duquel il serait désormais obligé. Or, en droit commun, nous l'avons dit, la prescription est de trente ans.

Enfin, le serment *libératoire* dont parle le dernier alinéa de l'art. 189, aura toute la force d'une présomption légale, et ne pourra être discuté que s'il y a preuve écrite et certaine, ou aveu constant du débiteur qu'il n'a point effectué le payement de l'effet protesté.

TITRE VIII

DE LA LETTRE DE CHANGE (BILL OF EXCHANGE), DU BILLET A ORDRE (PROMISSORY NOTE).

LOI ANGLAISE.

La loi anglaise reconnaît deux espèces d'effets ayant le caractère commercial et correspondant aux nôtres : la lettre de change (*bill of exchange*) et le billet à ordre (*promissory note*). Ces deux sortes d'effets négociables sont les deux plus considérables agents de circulation ; mais il en est deux autres qui, sans avoir un caractère et une action aussi universels que les premiers, n'en constituent pas moins d'utiles moyens de transaction, et qui, accueillis avec la même confiance que les autres par les habitudes commerciales du pays, remplissent une très-utile fonction dans l'œuvre générale du crédit.

Ces deux autres sortes d'effets sont ce qu'on appelle un *check*, et la reconnaissance d'une dette qui s'exprime en termes presque sacramentels, et qu'on appelle un I.O.U.

Nous définirons et analyserons successivement chacune de ces espèces d'effets.

Section première.

DE LA LETTRE DE CHANGE (BILL OF EXCHANGE).

§ 1^{er}. *De la forme de la lettre de change.*

La lettre de change est l'expression écrite du contrat de change ; c'est un ordre donné par M à P de payer à T une

somme d'argent *déterminée* dans l'acte même et *sans condition*. M, s'appelle le tireur (*drawer*) ; P, le tiré (*drawee*) ; T, le preneur (*payee*). Si le tiré accepte la lettre de change, on l'appelle accepteur (*acceptor*).

La lettre de change a deux destinations distinctes dans la vic commerciale de l'Angleterre : elle a pour objet soit les opérations limitées au territoire européen du Royaume-Uni, des îles de la Manche, de l'île de Man et des autres îles adjacentes, alors elle s'appelle *inland bill* (lettre de change pour l'intérieur) ; soit les opérations dont le domaine est le monde entier, et dans ce cas elle s'appelle *foreign bill* (lettre de change pour l'étranger).

De la lettre de change à l'intérieur (inland bill.) — L'*inland bill* revêt ordinairement cette forme :

250.0.0

Liverpool, 8 mai.

(timbre) A vue ou sur demande, ou à jours de vue, ou à jours de date, payez à M. X, ou à son ordre, ou au porteur la somme de ***, valeur reçue.

THOMAS RUSSELL.

A M. William Knight,
entrepreneur à Brighton.

Cette forme n'a rien de sacramentel, mais elle exprime toutes les conditions nécessaires à l'existence légale de la lettre de change.

L'*inland bill* doit donc porter le timbre (*stamp*), et mentionner la date, — la somme à payer, — l'époque et le lieu du paiement, — le nom ou la désignation du porteur, — le nom du tireur et le nom du tiré.

Les lettres de change tirées pour moins de 20 schellings (25 francs) sont nulles ; — sont nulles également celles qui sont tirées pour une somme supérieure à 20 schellings, mais moindre de 5 livres sterling (125 francs), si elles ne spécifient pas le nom et la demeure du bénéficiaire (preneur ou porteur), si elles ne sont pas revêtues de la signature d'un témoin, si elles ne portent pas une date contemporaine de leur création ou antérieure à

leur émission, si elles ne sont pas payables dans les vingt et un jours de leur date, et seulement à *ordre*, et non au porteur. — Ces lettres de change ne seront pas négociables après le temps fixé pour leur payement.

La lettre de changé peut être écrite sur toute espèce de substance, papier, parchemin, étoffe, etc., capable d'en recevoir l'expression. — Elle peut être tracée soit à la plume, soit au crayon, et dans quelque langue, sous quelque forme que ce soit.

Timbre. — Toute *inland bill* doit être soumise au timbre. L'absence de cette formalité toute fiscale lui serait fatale; elle ne pourrait être acceptée comme preuve de la dette, ni invoquée utilement par aucun des intéressés.

Comme dans la loi française, le prix du timbre varie, en Angleterre, suivant la valeur exprimée dans les effets souscrits. — Le timbre ne peut plus être apposé sur une pièce déjà écrite. — Toutefois, l'acte du fonctionnaire qui aurait contrevenu aux prohibitions formelles de la loi, ne pourrait être opposé à l'endosseur de bonne foi qui ne peut connaître des faits antérieurs à son endossement.

Date. — La date n'est pas indispensable à la validité de l'*inland bill*, contrairement à ce qui est prescrit par la loi française; — quand la date fait défaut, l'effet date du jour où il a été éré. — Toute post-date qui aurait pour effet d'éluder la loi sur le timbre, aurait pour résultat d'enlever toute efficacité de témoignage à l'*inland bill* qui attesterait la contravention, sans préjudice des pénalités édictées par la loi.

La somme à payer. — La somme à payer s'exprime ordinairement en chiffres et en toutes lettres : en chiffres, au coin gauche et au haut de l'effet; en toutes lettres, dans le corps du titre. En cas de non-identité entre les deux expressions, la mention en toutes lettres est préférée à la mention en chiffres.

Le nom de celui qui doit payer. — L'*inland bill* étant une lettre, la forme même du titre indique la nécessité de l'adresser à quelqu'un; de là l'obligation de mentionner le nom de celui à qui est donné l'ordre de payer, et son adresse au pied

même de la lettre de change. — L'*inland bill* serait régulière, lors même que le nom du *tiré* ne serait pas énoncé, si, d'ailleurs, de l'énonciation même portée dans le titre il ne pouvait résulter aucun doute, aucune incertitude sur la personne chargée de payer. — L'*inland bill* peut être tirée par le souscripteur sur lui-même; mais elle ne sera complète que du moment où elle aura été transférée à un tiers. — Pourtant on considérerait un tel effet plutôt comme un billet à ordre que comme une lettre de change.

L'époque du paiement. — L'époque du paiement ou de l'échéance est ordinairement indiquée au commencement de l'*inland bill*; si rien n'est exprimé à cet égard, l'*inland bill* est présumée payable à demande.

L'*inland bill* au-dessous de 5 livres sterling doit être payable dans les vingt et un jours de sa date.

A part cette exception, l'époque du paiement est à la discrétion absolu du tireur. Mais il faut toujours que l'époque soit déterminée, que le titre soit payable à demande ou à vue, ou à telle période de date, de vue, d'usage.

Quand une lettre de change est payable à vue, il faut entendre par là que le délai court à partir de l'acceptation ou du protêt faute d'acceptation, et non à partir d'une simple présentation au tiré.

Le lieu du paiement. — Le lieu du paiement doit être indiqué pour qu'il soit possible de présenter l'effet, d'abord à l'acceptation, ensuite au remboursement. Si l'indication du lieu était insuffisante, le tireur supporterait les conséquences de cette informalité. Dans tous les cas, il n'y aura pas de recours possible contre le tireur avant d'avoir présenté l'*inland bill* à l'acceptation au lieu par elle déterminé.

Le nom du tireur. — Le nom du tireur doit être écrit par lui ou par son procureur dans l'*inland bill*. Une lettre de change qui aurait été remplie sur une feuille *timbrée*, portant seulement la signature du tireur et remise par lui à un tiers, ne saurait être déclarée valable.

La désignation du bénéficiaire. — Le mot *désignation* signifie que le bénéficiaire peut ne pas être nominativement indiqué dans l'*inland bill*, qui peut être à *ordre* ou au *porteur* (*bearer*). Dans le premier cas, le nom doit être exprimé, et l'erreur d'indication n'aurait aucune importance si, d'ailleurs, il ne pouvait y avoir d'incertitude sur la personne désignée. Alors le transfert a lieu par la voie de l'endossement. Dans le second cas, il n'y a pas d'indication nominative, et le transfert du titre se fait par la simple tradition (*delivery*).

L'*inland bill* payable à une personne fictive ou à son ordre, et émise avec un endos en blanc, sera considérée, à l'égard du tireur, comme payable au porteur. Il en serait ainsi à l'égard de l'accepteur qui connaîtrait cette circonstance.

Quand le nom du bénéficiaire est en blanc, tout porteur de bonne foi peut remplir le blanc par son propre nom et compléter ainsi à son profit la lettre de change.

La valeur fournie. — L'indication de la valeur fournie n'est pas essentielle à la validité de l'*inland bill*. Dans tous les cas, cette mention vague, *valeur reçue* (*value received*), est considérée comme parfaitement suffisante. La loi française exige la spécification de la valeur fournie.

DE LA LETTRE DE CHANGE POUR L'ÉTRANGER (FOREIGN BILL OF EXCHANGE).

Voici quelle est la forme usuelle et complète de la *foreign bill* :

Plymouth, May 2 1860.

(Timbre.)

Exchange for 2,000 livres.

At three usances or at sight, or — after date, pay this my first bill of exchange second, third, fourth, of the same tenor and date not paid, to M^{***} or order (or bearer) two thousand pounds, value received of him, and place the same to account, as per advice from

To M^{***}, at Brussels,

C. Wood.

payable at

(Plymouth, 2 mai 1860.)

(Lettre de change pour 2,000 livres.)

A trois usances ou à vue, ou après date, payez cette première de change, les seconde, troisième, quatrième, de même teneur et date non payées. à M^{...} ou ordre, ou au porteur, deux mille livres, valeur reçue de lui, et que vous placerez à mon compte, suivant avis de
à M. , à Bruxelles,
payable à

J. W.

La lettre de change pour l'étranger (*foreign bill*) revêt tous les caractères de l'*inland bill*, et nous aurions à répéter ce qui a été dit sur la forme de celle-ci.

La *foreign bill* se tire ordinairement à plusieurs exemplaires d'une rédaction identique, et numérotés suivant le nombre des exemplaires émis. Chacun d'eux contient la condition qu'il ne sera payable qu'autant que les autres n'auront pas été payés.

On peut mettre tous les exemplaires en circulation, ou bien en envoyer un à l'acceptation, pendant qu'on en délivre un autre à l'endosseur qui n'a plus besoin de remplir lui-même cette formalité.

Cette précaution de tirer en plusieurs exemplaires a été inspirée par la nécessité de se prémunir contre les éventualités de perte de la lettre de change. Le tireur ne peut refuser les exemplaires qui lui sont demandés ; mais le paiement libératoire ne sera fait que sur l'exemplaire accepté.

On reconnaît aussi dans les habitudes commerciales anglaises les *copies* de lettres de change ; et ces copies sont parfaitement distinctes des exemplaires.

La copie doit contenir la reproduction exacte des énonciations exprimées dans la lettre de change, les noms des endosseurs, y compris celui de la personne qui met la copie en circulation, et on termine par cette mention : « Copie. — L'original est aux mains de telle personne. »

Les *foreign bills* tirées de l'Angleterre à l'étranger doivent être timbrées, et chaque exemplaire est soumis à cette formalité.

D'après la loi française (1^{er} mai 1822 et 5 juin 1850), le premier exemplaire *seulement* est assujetti au timbre.

Les *foreign bills* tirées à l'étranger ne sont soumises au timbre que si elles sont négociées, présentées au paiement ou payées en Angleterre. Mais un négociant de Paris obtient de tel négociant de Londres de lui délivrer une lettre de change et de la lui faire tenir à Paris : une telle lettre sera considérée comme tirée à l'étranger et ne sera pas soumise au timbre.

Quant aux formalités relatives au timbre exigées par la loi des pays étrangers, la loi anglaise n'en connaît pas et ne *veut* pas en connaître. Elle les considère comme une manifestation de mesures fiscales exclusivement propres à chaque gouvernement, à chaque patrie.

La lettre de change, en France, doit être tirée d'un lieu sur un autre, à peine de nullité.

Rien dans la loi anglaise n'impose cette condition.

Les *inland bills* peuvent être tirées et payées dans le Royaume-Uni, les îles de la Manche, de Man et les îles adjacentes ; mais il n'est pas question de remise d'argent de place en place, et un négociant de Londres peut très-bien tirer une *inland bill* sur un marchand de cette ville.

Les *foreign bills* supposent nécessairement une remise d'argent de place en place, et l'on peut dire que ce sont là surtout les véritables lettres de change, dont les caractères concordent assez exactement avec les caractères si nettement déterminés par la loi française. Elles ne sont généralement tirées qu'à telles *usances*.

La lettre de change, quelle que soit sa nature, *inland* ou *foreign*, peut être payable à un domicile autre que le domicile du tiré ; elle peut être tirée par procuration et pour le compte du mandant.

La lettre de change peut être entachée de telles irrégularités qui lui enlèvent son caractère et son efficacité. Par exemple, le paiement qu'on ne peut stipuler qu'en argent, est exprimé en marchandises : ce n'est plus une lettre de change. — La

somme à payer n'est pas certaine, comme 20 livres sterling et les intérêts : ce n'est plus une lettre de change.

Le paiement est subordonné à une condition : ce n'est plus une lettre de change.

Toutes ces traites, réputées irrégulières, n'auront aucun effet comme lettres de change, mais vaudront comme actes prouvant tels accords, telles conventions.

On remarquera que la loi anglaise est bien moins explicite que la loi française sur les causes essentielles qui déterminent la nullité des lettres de change et les réduisent au simple rôle d'actes *probatifs* ou *prostants* de telles transactions. — Elle laisse à la discrétion du juge, et à l'intelligence générale des conditions indispensables à la validité des lettres de change, le soin de prononcer sur le mérite et sur les conséquences des irrégularités relevées contre ces titres.

Serait-il possible d'attaquer par la voie du témoignage une lettre de change qui mentionnerait mensongèrement *telle valeur fournie*, afin de masquer, sous ce mensonge, les immorales entreprises de la débauche ou de la spéculation ?

La loi anglaise n'exige pas que la lettre de change mentionne la valeur fournie, et elle admet *prima facie* que le titre est intervenu sous une *considération suffisante*. — La preuve contraire ne serait admise que s'il y avait présomption favorable procédant d'un aveu préalablement acquis de la partie adverse, ou s'il y avait à relever contre la prétendue valeur fournie qu'elle a pour cause l'usure, le jeu, les paris, l'agiotage ou telles autres opérations réprouvées et défendues par la loi.

Néanmoins, on ne pourrait opposer ces irrégularités aux tiers de bonne foi.

La loi anglaise ne confère aucun privilège aux femmes et filles non négociantes ou marchandes publiques ; et si ces personnes ont capacité pour contracter, les lettres de change revêtues de leur signature vaudront contre elles comme contre tout commerçant.

De même que dans le droit français, les lettres de change souscrites en Angleterre par des mineurs sont nulles.

Les femmes mariées, non judiciairement séparées, ou non *protégées* par décision judiciaire dans leur propriété contre toute prétention de leurs maris, ne peuvent être parties à une lettre de change.

Les enfants ne peuvent tirer ni endosser de lettres de change.

La même interdiction frappe les fous, imbeciles, idiots, ceux qui ne jouissent pas de la plénitude de leurs facultés intellectuelles.

L'état d'ivresse pourrait-il être invoqué par le souscripteur ou l'endosseur d'une lettre de change contre le bénéficiaire de la traite?

Non : à moins qu'il ne fût établi que l'état d'ivresse du souscripteur ou de l'endosseur procédait d'une action préméditée et frauduleuse des intéressés sur la liberté d'esprit des signataires de l'effet.

Mais la femme mariée, autorisée par son mari, pourra, comme *procureur*, signer une lettre de change, n'engageant ainsi que la responsabilité de celui-ci.

Signalons ici une particularité. Une lettre de change payable ou endossée à l'*ordre* d'une femme mariée (*covert*) peut être négociée, ou déférée en justice pour en obtenir paiement, soit par le mari seul, soit par le mari et la femme conjointement. — Mais si l'effet était souscrit ou endossé à la femme seule, sans *ordre*, le mari ne pourrait en poursuivre le recouvrement, ni en opérer le transfert, en son nom personnel. Il devrait en réaliser le montant ou en poursuivre la réalisation conjointement avec sa femme.

§ 2. *De la provision.*

Il résulte des termes mêmes de la lettre de change, de sa contexture, si l'on peut ainsi parler, que la *provision* est aussi essentielle dans le droit anglais qu'elle l'est dans la loi française où elle est régie par quelques dispositions spéciales.

Celui qui ordonne à un tiers de payer une traite n'a le droit d'exiger qu'il soit déféré à son ordre qu'en mettant le mandataire à même de l'exécuter.

Or, on ne comprend la légitimité d'un pareil ordre que dans trois circonstances : quand le mandataire est débiteur du mandant, ce qui est et doit être dans le commerce le cas ordinaire; ou quand le mandant envoie au mandataire les fonds destinés à faire honneur à la traite; ou quand le mandant est autorisé à user du crédit du mandataire.

Dans la première et dans la dernière hypothèse, la provision existe; dans la seconde, elle n'existera que par les soins du tireur, qui devra y pourvoir.

La provision peut être faite par le tireur pour le compte d'un tiers au profit duquel la lettre de change est tirée.

C'est toujours à celui au bénéfice duquel la lettre de change est tirée qu'incombe la responsabilité du défaut de provision.

Quant à la responsabilité du tiré qui refuserait d'accepter, par le motif qu'il n'a pas de provision, il y aurait lieu d'examiner dans laquelle des trois situations ci-dessus indiquées il peut se trouver, et de mesurer cette responsabilité selon les circonstances.

Ainsi, s'il était débiteur du tireur d'une somme égale à celle portée dans la lettre de change; s'il avait offert un crédit dont les limites ne seraient point dépassées par le chiffre de la traite, son refus d'acceptation ne serait pas justifiable et serait sévèrement puni par le jury, qui comprend avec une juste

susceptibilité combien il importe de ménager l'intégrité du crédit personnel, et de le mettre à l'abri de toute atteinte résultant de la mauvaise volonté.

Le tiré qui *accepte* est présumé de droit, et sans pouvoir démontrer le contraire, avoir reçu provision; mais cette présomption n'est acquise qu'au profit des *endosseurs*.

Entre le tireur et le tiré, la preuve que la provision avait été faite incombera et sera toujours ouverte au premier.

§ 3. De l'acceptation (*acceptance*).

L'*acceptation* est l'engagement pris par le tiré de payer à l'échéance la lettre de change.

L'acceptation précède généralement l'émission de la lettre de change, mais elle peut intervenir après l'émission, et même après l'époque fixée pour l'échéance; dans ce dernier cas, l'accepteur est tenu de payer sur demande.

La lettre de change peut être acceptée après un premier refus d'acceptation.

Toute acceptation doit être faite par écrit sur la lettre de change elle-même, et signée de l'accepteur ou de son fondé de pouvoirs.

Rien n'oblige le tiré à accepter; mais si son refus d'acceptation est illégitime, il pourra s'exposer à des poursuites en dommages-intérêts de la part du tireur qui avait droit à l'acceptation.

Tout porteur de la lettre de change peut, comme le tireur lui-même, requérir du tiré son acceptation.

La formule ordinaire, quoique non sacramentelle, de l'acceptation consiste dans le mot *accepted* (accepté), suivi de la signature de l'accepteur.

La promesse de payer une lettre de change ou de l'accepter équivaut à une acceptation pure et simple, si la promesse est postérieure à l'émission du titre.

L'acceptation lie irrévocablement celui qui l'a donnée, et il

ne peut en être relevé que par tous ceux auxquels elle profiterait.

L'acceptation est *absolue* ou *conditionnelle*.

L'acceptation non qualifiée est une acceptation pure et simple, ou absolue ; elle engage l'accepteur, sans lui laisser aucune autre alternative que de faire honneur à son acceptation, et de payer à son échéance et aux termes spécifiés la lettre de change acceptée.

L'acceptation conditionnelle n'engage la responsabilité de l'accepteur que lorsque la condition stipulée est réalisée.

La condition qui modifie l'acceptation peut n'être consignée que dans un écrit accessoire et distinct de la lettre de change ; elle sera non avenue pour les endosseurs de bonne foi ignorant l'existence de cet écrit. — Mais les termes de l'acceptation ne sauraient être modifiés par aucune convention verbale (*parol agreement*.)

La condition de l'acceptation peut affecter la somme à payer, le temps, la place et le mode de paiement ; par conséquent, le tiré peut n'accepter que pour une partie du montant stipulé dans la lettre de change ; de même, il peut n'accepter qu'en stipulant que la lettre de change sera renouvelée à l'échéance jusqu'à telle époque déterminée.

Tant que l'accepteur est possesseur de la lettre de change à lui remise pour y inscrire et signer son acceptation, il peut refuser d'accepter, soit en s'abstenant de rien écrire sur le titre, soit en effaçant, biffant la mention et la signature dont on inférerait l'acceptation. — Mais une fois sortie des mains de l'accepteur et revêtue de son acceptation, la lettre de change ne peut plus être modifiée par l'accepteur, qui est désormais irrévocablement obligé.

L'acceptation a pour effet de constituer l'accepteur principal débiteur du porteur de l'effet, ayant comme cautions de droit, vis-à-vis de celui-ci, tous les endosseurs qui précèdent le porteur et qui ont suivi la foi du tiré.

Le tiré, par son acceptation, reconnaît le droit (*ability*) et la

signature du tireur, et ne serait pas admis plus tard à les contester. — Mais il n'en serait pas ainsi à l'égard du droit ou de la signature d'un endosseur dont le nom eût figuré sur la lettre de change au temps de son acceptation. La même distinction, quant aux deux qualités de tireur et d'endosseur, serait maintenue en ce qui intéresse ses effets, si ces deux qualités se trouvaient réunies en la même personne.

De la présentation à l'acceptation. — Le porteur a tout intérêt à présenter au plus tôt la lettre de change à l'acceptation : si elle est acceptée, il a acquis une garantie nouvelle de paiement dans la personne du tiré accepteur ; si elle est refusée, les prédécesseurs du porteur dans la lettre de change deviennent immédiatement responsables envers lui. Enfin, le tireur lui-même a intérêt à ce que cette formalité soit remplie, car si la lettre de change n'est pas acceptée et qu'il en soit promptement prévenu, il profitera de cette opportunité afin de pourvoir des fonds nécessaires le tiré non accepteur.

La présentation à l'acceptation n'est de rigueur que lorsque la lettre de change est à vue ou à telle période de vue ; et si cette formalité n'était pas remplie dans un délai raisonnable, le porteur s'exposerait à perdre son recours contre les signataires qui le précèdent.

La lettre de change sera présentée aux heures habituelles des affaires, et dans un délai raisonnable, au tiré lui-même ou à son agent autorisé. Si elle est présentée à une autre personne, le tiré ne sera pas présumé avoir eu connaissance de la présentation.

L'usage est d'accorder au tiré vingt-quatre heures pour délibérer sur l'acceptation ; passé ce délai, s'il n'y a pas de réponse, la présomption sera que le tiré refuse d'accepter.

La lettre de change est réputée déshonorée si elle est présentée au domicile indiqué du tiré qui aurait pris la fuite. Si celui-ci n'avait fait que changer de résidence, ou si le titre lui-même ne portait aucune indication spéciale de domicile, ce serait au porteur à le trouver. — Enfin, si le tiré était mort

avant la présentation, le porteur devrait s'adresser à son principal héritier et lui présenter la lettre de change, si toutefois il ne résidait pas à une trop lointaine distance du domicile même du porteur.

Le refus d'acceptation est constaté par un *protêt*. — Le *protêt* n'est exigé que pour les *foreign bills* (lettres de change pour l'extérieur); il n'est nullement nécessaire pour les *inland bills* (lettres de change pour l'intérieur).

La raison de cette différence est dans la nécessité de donner au tireur étranger d'une lettre de change sur l'Angleterre, le moyen de constater par un *acte officiel*, reçu de toutes les cours, la circonstance du refus opposé à l'acceptation, et de le dispenser de toutes enquêtes que son éloignement lui rendrait impossibles.

Le *protêt* est fait par un notaire public ou par des *attornies* (procureurs), admis, sous certaines réserves, à instrumenter comme les notaires.

Dans les ports ou lieux étrangers, les consuls anglais sont chargés de dresser les *protêts*, comme tous autres actes rentrant dans les attributions des notaires.

Le *protêt* est fait le jour même du refus d'acceptation, sur une minute appelée *noting* (notage), et dans laquelle seront ultérieurement complétées les formalités du *protêt*.

Tout *protêt* est une déclaration solennelle, sur une copie de la lettre de change, mentionnant que l'acceptation ou le paiement ont été demandés et refusés pour telle raison (s'il en est donné), et qu'en conséquence l'effet a été protesté.

Outre le *protêt* faute d'acceptation, il y a encore le *protêt* faute de garantie (*for better security*); ce dernier peut intervenir lorsque l'*accepteur* est devenu insolvable, ou que son crédit est notoirement atteint avant l'époque fixée pour l'échéance.

Alors le porteur fait demander caution à l'*accepteur* par le ministère d'un notaire; et, s'il y a refus, le porteur agira comme dans le cas de *protêt* faute d'acceptation. Une copie du

protêt accompagne l'*avis de déshonneur* (notice of dishonour) envoyé au tireur, s'il *réside à l'étranger*; formalité inutile si, au contraire, il demeure en Angleterre.

Avis du déshonneur (*notice of dishonour*) doit être donné par le porteur, le jour au plus tard qui suit le protêt, aux parties résidant sur la place où la présentation a eu lieu, et pour les autres, par la poste de ce jour ou du jour suivant, s'il n'y a pas de poste tous les jours.

Chaque partie, à son tour, a un jour pour donner le même avis.

Il n'est pas nécessaire que cet avis soit donné par écrit; et s'il a été envoyé par la poste, cela suffira, lors même qu'il n'aurait pas été reçu.

L'avis régulièrement donné aura pour effet d'assurer à celui qui aura fait cette diligence son recours complet contre ceux qui l'auront reçu, jusqu'à ce que le montant de la lettre de change ait été soldé. — Le défaut d'avis régulièrement donné décharge ceux auxquels il devait être servi de toute responsabilité.

Mais l'avis donné par un endosseur au tireur, par exemple, profitera à tous les signataires qui le précèdent, et dont les droits seront ainsi maintenus contre le souscripteur.

A la différence de la loi française, la loi anglaise ne confère pas au porteur de la lettre de change protestée faute d'acceptation le droit d'exiger caution de ceux qui le précèdent. — Il ne peut exercer ce droit que contre l'accepteur devenu insolvable ou dont le crédit est notoirement en péril.

Quand l'acceptation est conditionnelle, le porteur peut y adhérer; mais alors il doit en donner avis à tous les endosseurs qui le précèdent, et qui peuvent ne pas accepter la restriction conditionnelle mise en avant par le tiré. — Dans ce cas, si le porteur est satisfait de l'acceptation conditionnelle du tiré, les autres endosseurs qui le précèdent seront libérés vis-à-vis de lui de toute responsabilité.

Si le tiré n'acceptait la lettre de change que pour une

partie de la somme y stipulée, il y aurait lieu à protêt pour le surplus non accepté du montant de la traite.

§ 4. *De l'acceptation par intervention. (Acceptance supra protest.)*

L'*acceptation après protêt* (*acceptance supra protest*) correspond à ce qu'on entend en français par ces termes : *acceptation par intervention*.

Quand un tiré a refusé d'accepter une lettre de change, ou qu'ayant accepté il n'offre plus une garantie suffisante, et qu'il y a eu protêt, il est permis à toute personne d'intervenir et d'accepter après (*supra*) protêt, pour l'honneur soit du tireur, soit des endosseurs.

Cette acceptation s'appelle encore *acceptation pour l'honneur* (*acceptatio for honour*).

L'accepteur après protêt se présente chez un notaire, assisté de témoins, et déclare devant l'officier public qu'il accepte la lettre de change protestée en l'honneur d'un tel (tireur ou endosseur) et qu'il payera à l'échéance fixée ; son acceptation se manifeste et s'engage par suscription écrite de sa main sur le titre [*accepted supra protest, in honour of* ***], *accepté, après protêt, en l'honneur de* ***.

Si l'acceptation après protêt ne mentionne pas le nom de celui au profit duquel elle est faite, elle est censée réalisée au bénéfice du tireur seul, et non, comme dans le droit français, au bénéfice de tous les signataires de la lettre de change.

Le titre même de cette acceptation supplémentaire, *supra protest*, prouverait que pour les *inland bills* le protêt est nécessaire, quoique non impérieusement exigé, puisqu'il doit précéder toute *acceptation pour honneur*.

Toute personne peut accepter *supra protest* une lettre de change. — Le tiré lui-même, peut accepter aussi en l'honneur du tireur ou d'un endosseur. — Il peut y avoir plusieurs acceptations de ce genre, car une acceptation ne profite absolu-

ment qu'à celui au bénéfice duquel elle est faite. Elle n'a aucun caractère de solidarité, et le porteur n'est pas tenu de l'agréer.

L'acceptation *supra protest* ne constitue pas un engagement absolu, mais une obligation conditionnelle et accessoire de payer si le tiré ne paye pas. C'est donc une caution. Aussi, quand l'échéance rendra exigible ce paiement de la lettre de change, faudra-t-il présenter la lettre de change au tiré, et s'il refuse d'y faire honneur, protester faute de paiement. — Alors seulement on agira contre l'accepteur *supra protest* qui a cautionné le *payment* de la lettre de change.

L'accepteur *supra protest* qui a payé exerce les droits et actions dont était investie la personne au profit de laquelle il a payé.

La responsabilité de l'accepteur *supra protest* ne sera engagée que vis-à-vis des signataires de la lettre de change précédés par celui au bénéfice duquel s'est produite l'acceptation, et il exercera son recours contre tous ceux qui précéderont l'endosseur par lui garanti et libéré.

§ 5. De l'échéance.

Une lettre de change peut être tirée à vue, — à un ou plusieurs jours ou mois de vue, — à un plusieurs jours ou mois de date, — à une ou plusieurs usances de date, — à jour fixe, à demande.

Le terme ordinaire des échéances pour les *foreign bills* est l'usance.

L'usance est d'un mois, et le mois se calcule conformément au calendrier grégorien. L'usance française, au contraire, n'est que de *trente jours*. La demi-usance, en Angleterre, est de quinze jours. Entre Londres et les places suivantes : Alep, Altona, Amsterdam, Anvers, le Brabant, Bruges, les Flandres, Genève, l'Allemagne, Hambourg, la Hollande. Rotterdam, Rouen, Paris, l'usance est d'un mois; — entre Lon-

dres et les villes d'Espagne et de Portugal, l'usage est de deux mois ; — entre Londres et Gênes, Venise et les autres places d'Italie, l'usage est de trois mois.

L'usage se calcule du jour qui suit la date d'émission de la lettre de change, exclusivement aux jours de grâce particulièrement usités.

On appelle *jours de grâce* les jours de faveur accordés au débiteur, au delà de l'échéance convenue, pour payer la lettre de change.

La traite n'est présentée au paiement que le dernier jour de grâce.

Le délai de grâce, en Angleterre, est de *trois jours*. — A Hambourg et à Stockholm, il est de douze jours ; de huit jours à Naples, de quatorze jours en Espagne, de quinze jours à Rome ; de six jours à Venise, Cologne, Breslau, Nuremberg, en Portugal.

Les dimanches et jours fériés sont compris dans le délai de grâce, et quand le dernier jour de grâce est l'un de ces jours, la lettre de change doit être payée la veille ; le samedi ; par exemple, si le dernier jour de grâce était le lendemain, dimanche.

A Gênes, Leghorn, Amsterdam, Rotterdam, Anvers, Palerme, les délais de grâce ont été abolis comme en France.

Pour les lettres de change tirées à tel nombre de jours, mois ou usances de vue, l'échéance est fixée par la date de l'acceptation ou par celle du protêt faute d'acceptation, non compris le jour de l'acceptation ou du protêt.

Les lettres de change payables à demande doivent être présentées dans un temps *raisonnable*. Ce temps raisonnable sera déterminé par le jury selon les circonstances. Cependant il est d'habitude qu'une lettre de change dont les signataires intéressés demeurent sur la même place, soit présentée le jour qui suit la remise du titre au preneur. Si l'effet doit être envoyé par la poste, il devra être expédié, le lendemain du jour où il aura été reçu, au tiré qui doit accepter.

Toute lettre de change dont l'échéance n'est pas spécifiée est payable à demande.

La lettre de change doit être présentée aux heures habituelles des affaires.

§ 6. *De l'endossement. (Indorsement.)*

La propriété de la lettre de change payable à ordre se transmet par *endossement* (*indorsement*) ; mais le transfert de la lettre de change payable au porteur s'effectue par la simple tradition (*delivery*.)

Ne peuvent transférer ou acquérir par l'endossement ou la tradition que ceux qui sont capables de contracter.

La loi anglaise reconnaît deux espèces d'endossement : l'endossement en *blanc* et l'endossement complet (*in full*) ou *spécial*.

Le premier s'opère par la simple signature du cédant, apposée au dos de l'effet, et cet acte rend la traite désormais payable au porteur.

Le second, outre la signature du cédant, exprime le nom du cessionnaire en faveur duquel l'effet est transféré. La formule ordinaire est celle-ci : *Pay M. Y. or order* (payez à M. V. ou à son ordre), signé K.

Une lettre de change est un effet essentiellement négociable, surtout quand ces mots à ordre figurent dans le corps du billet ; si donc ils étaient omis dans la formule d'endossement, le porteur pourrait toujours les remplir sans altérer la nature du titre.

Si la lettre de change est insuffisante à contenir, soit au recto, soit au verso, tous les endossements dont elle est susceptible, on y ajoute en *long* une feuille de même largeur, qu'on appelle *allonge* en anglais comme en français. Cette allonge, désormais partie intégrante de la lettre de change, ne sera pas assujettie au timbre.

L'endossement en blanc peut être converti en complet ou

spécial endossement (*full or special indorsement*) par le porteur de la lettre de change.

L'endossement spécial n'est réalisé que par la tradition du titre au cessionnaire dénommé par le cédant.

L'endossement en blanc a son plein et entier effet par la simple remise de la traite.

Nous ne rappellerons pas ce que nous avons dit ci-dessus de la lettre de change tirée pour une somme inférieure à 5 livres sterling, et, pour cette raison, soumise à des exigences exceptionnelles.

Le fait de mal orthographier le nom du cessionnaire sur l'endos ne prive pas celui-ci du droit de céder à son tour en rectifiant l'orthographe de son nom.

L'endossement doit transférer la somme tout entière, et non une partie seulement de la somme portée dans la lettre de change.

Il est reconnu qu'un effet qui ne porterait pas ces mots à *ordre*, ne pourrait être transmis par la voie de l'endossement. — Cependant, si le bénéficiaire d'un tel effet l'endossait à un tiers, l'endossement vaudrait contre le cédant, qui serait responsable des conséquences de son endossement, sans droit de recours contre ses prédécesseurs.

Tout endosseur (cédant) d'une lettre de change est aux lieu, place, droit et obligations du tireur ; il est en réalité comme un tireur vis-à-vis du cessionnaire porteur de la lettre de change.

C'est le droit. Mais il peut y être dérogé, et le cédant peut stipuler dans son endos qu'en cas de non-paiement par le tiré, il ne sera pas responsable.

Le porteur d'un endossement en blanc peut très-bien se mettre à l'abri de toute responsabilité, en transférant la lettre de change au nom seulement du signataire *en blanc*.

L'endossement peut être fait *sous condition*, à moins que la condition n'affecte la nature même du titre, comme s'il était dit, par exemple, que tel concessionnaire devrait s'abstenir de négocier la traite qui est essentiellement négociable.

Le transfert par endossement investit le cessionnaire du droit d'action contre tous les signataires, endosseurs, accepteur ou tireur qui le précèdent, en cas de protêt faute d'acceptation ou de paiement.

Des cas se sont présentés où une lettre de change était endossée une seconde fois à un précédent endosseur. Il en résultait que le second endossement ne conférait aucun droit d'action contre les endosseurs intermédiaires qui séparaient les deux endossements ; car l'action que le second endossement pouvait donner au cessionnaire était paralysée par celles qui étaient acquises aux bénéficiaires successifs du premier endossement. — Il n'en serait plus ainsi, si le premier endossement garantissait le cédant de toute responsabilité vis-à-vis des cessionnaires subséquents.

Quand il y a transfert par simple tradition, sans endossement, et que la lettre de change est payable au porteur, le cédant n'est pas responsable envers le cessionnaire des faits qui peuvent suivre le transfert et en altérer, au préjudice de ce dernier, les avantages existants d'ailleurs au moment de la cession.

On considère cela comme une vente stipulée sans garantie.

Cette jurisprudence a prévalu également en Amérique.

C'est au cessionnaire à prendre ses précautions et à stipuler à son profit les garanties nécessaires.

Mais le cédant d'une lettre de change au porteur garantit de droit au cessionnaire que le titre n'est un produit ni du faux, ni du mensonge.

Dans le cas où l'endossement n'est pas daté, il est présumé fait antérieurement à l'échéance du titre ; cette présomption s'évanouirait devant la preuve contraire, mais l'absence de date n'emporte pas la nullité de l'endossement.

Il n'est pas nécessaire, non plus, à la validité de l'endossement, que la valeur fournie soit mentionnée.

On a décidé qu'un endossement précédant la naissance d'une lettre de change était valable, et engageait l'endosseur envers

les signataires subséquents jusqu'à concurrence de la somme garantie par le timbre. — « Un tel endossement, dit lord Mansfield, est une lettre de crédit pour une somme indéfinie. »

Une lettre de change échue et payée ne peut être transmise par la voie de l'endossement. — Mais elle pourra être endossée jusqu'à ce qu'elle ait été payée par l'acquéreur ou en son nom. — Si le tireur paye à la place de ce dernier, il peut transmettre l'effet par endossement; dans ce cas, en effet, il n'engage, il ne compromet aucun des endosseurs dont il garantissait et dont il a relevé la responsabilité.

On ne peut endosser une lettre de change pour partie seulement de la somme qu'elle exprime, si l'autre partie reste due.

L'endossement d'une lettre de change fait à l'étranger sera apprécié, quant à sa validité, selon la loi du pays où il a été effectué.

Au surplus, une lettre de change est considérée comme faite dans le pays où elle doit être payée, et cette considération détermine la loi qui doit régir les conditions nécessaires à sa validité.

Les héritiers d'un porteur décédé, et à défaut d'héritiers, ses exécuteurs ou administrateurs peuvent transporter par la voie de l'endossement la lettre de change dont celui-ci était propriétaire au jour de son décès.

Le syndic (*assignee*) a le même droit en ce qui concerne le transfert d'une traite dont serait saisi le failli (*bankrupt*) au moment de sa *faillite* (*bankruptcy*).

Le mari d'une femme qui, soit avant, soit pendant son mariage, devient propriétaire d'une lettre de change, peut seul l'endosser.

§ 7. De la solidarité.

Les principes qui, dans le droit français, régissent la solidarité des signataires de la lettre de change vis-à-vis du por-

teur, s'appliquent également aux mêmes circonstances dans le droit anglais.

La jurisprudence anglaise voit, en effet, dans chaque endosseur un tireur particulier et nouveau, représentant tous les droits et toutes les obligations du tireur originel ; et la solidarité, qui lie entre eux tous les endosseurs envers le dernier propriétaire de la traite, résulte de cette génération successive et identique du droit et des obligations du tireur en tous ceux auxquels est régulièrement transférée la lettre de change.

Du reste, comme l'endossement n'est qu'une formule de contrat, il sera toujours loisible au cédant d'une lettre de change de modifier, de restreindre, la mesure de sa responsabilité par une clause formellement exprimée dans l'endos.

La loi anglaise qui prescrit la nécessité du timbre sur toute lettre de change est plus sévère que la loi française dans la sanction par laquelle elle garde l'observation de sa prescription. — Elle refuse à la lettre de change non timbrée, non-seulement la propriété de pouvoir être produite en justice, mais même l'effet de constater tout contrat entre les signataires du titre qui sont relevés du droit de toute obligation et garantis de toutes poursuites des uns contre les autres.

§ 8. De l'aval (*surety*).

Il n'y a rien d'exactement correspondant à l'aval dans la loi anglaise. — La caution, *surety*, y est reconnue comme caractérisant surtout le rapport des endosseurs dans la hiérarchie du cédant au cessionnaire ; de sorte que, par exemple, tous les endosseurs sont, pour le porteur, les *cautions* du tiré accepteur, ou, à son défaut, du tireur, ces deux derniers considérés comme débiteurs principaux (*principal debtors*.)

Néanmoins, rien n'interdit la garantie *collatérale* de la caution au profit soit du tireur, soit de tel endosseur. La caution partagera exactement, dans les mêmes proportions et avec les mêmes avantages et obligations, la situation du principal in-

téressé garanti, et si elle est appelée à payer au lieu et place de celui-ci la lettre de change à l'échéance, elle sera, par suite du paiement, complètement aux droits du débiteur par elle libéré, quant au recours à exercer contre les prédécesseurs garants de ce dernier.

§ 9. Du paiement (*payment*).

La lettre de change portant inscrite la somme à payer avec la désignation de la monnaie, par exemple 500 (c'est-à-dire 500 livres sterling british), le paiement devra s'effectuer en cette monnaie, s'il est possible, ou en telle autre monnaie, de manière à acquitter exactement la valeur inscrite dans la traite.

Le paiement d'une lettre de change effectué avant l'échéance du titre n'éteint pas la responsabilité de celui qui l'a fait. — Ce paiement est considéré comme un acte d'escompte, et il expose celui qui en est l'auteur à de réels dangers.

Le paiement, pour être libératoire, doit être fait au porteur ou à son représentant; et celui qui l'exécute a le droit d'exiger que le titre lui soit remis. Il est d'usage d'acquitter sur le dos la lettre de change.

Tout reçu porté au dos d'une lettre de change est une *présomption* du paiement effectué par le tiré accepteur.

Mais le débiteur ne sera libéré par l'effet du paiement, en cas de vol du titre, que dans certaines circonstances.

Si l'effet est au porteur, le porteur, quelque illégitime qu'il soit, peut en exiger le paiement, et couvrir complètement par son reçu la responsabilité du payeur, pourvu que l'on ne puisse relever contre celui-ci ni connivence coupable, ni telle négligence que la plus ordinaire prudence suffit à écarter, ni telle infraction aux habitudes traditionnelles des affaires.

Si le titre n'est transférable que par la voie de l'endossement, le paiement fait à une personne qui n'avait pas le droit de le demander ne libère pas celui qui l'a imprudemment réalisé.

Il est admis que l'accepteur d'une lettre de change doit con-

naître la signature du tireur, et que s'il paye une traite sur la signature fausse de ce dernier, lui seul, accepteur, sera responsable de sa faute.

Il en est de même pour tout banquier qui doit connaître la signature de ses clients.

Dans tous les cas, le paiement doit être fait le jour de l'échéance, et s'il est refusé, le porteur peut considérer le titre comme déshonoré.

Le paiement de la lettre de change se poursuivra contre le tiré, s'il a accepté; contre le tireur et les endosseurs, si le titre n'a pas été accepté. — Tous les signataires responsables peuvent être poursuivis ou en même temps, ou successivement.

Quant au paiement sur *seconde, troisième, quatrième*, les principes édictés par le Code de commerce français sont appliqués par la coutume anglaise, et il serait superflu d'en répéter ici l'exposition.

Lorsqu'une lettre de change a été perdue ou détruite, son propriétaire doit donner immédiatement avis de la perte aux signataires intéressés de la traite, qui ne payeront pas sans enquête, et au public, par la voie des annonces, pour que tout le monde soit prévenu des dangers qui pourraient suivre l'escompte légèrement fait d'un tel effet.

Dans ce cas, le dernier porteur légitime de la lettre de change agira, à l'échéance, comme si elle n'avait pas été perdue, afin de garder ses droits, en cas de protêt, et de mettre les autres intéressés à même de sauvegarder les leurs.

La loi n'accorde pas d'action à celui qui a perdu ou détruit une lettre de change contre les personnes dont la responsabilité lui serait acquise, s'il avait en main le titre perdu.

Mais l'équité vient à son secours, et il pourra se pourvoir devant la Cour d'équité et obliger le tireur à lui délivrer une autre lettre de change semblable à la première, à la condition de donner à celui-ci caution suffisante pour l'indemniser, dans le cas où on lui présenterait ultérieurement le premier titre au remboursement.

La lettre de change est l'acte d'un contrat dont les termes d'échéance doivent être, comme toutes les autres conditions qui le constituent, absolument respectés par le juge. Aussi, en dehors des délais de grâce qui sont d'usage et de rigueur, aucun bénéfice de temps ne sera accordé au débiteur.

§ 10. *Du paiement par intervention.*

(Payment *supra protest* or for honour. — Du paiement après protêt ou pour honneur.)

Il y a paiement *pour honneur* (ou par intervention) lorsqu'après protêt d'une lettre de change faute de paiement, un tiers en rembourse le montant au profit (à l'honneur) de telle des parties signataires du titre. — Ce paiement peut être effectué par l'une quelconque des personnes intéressées dans la lettre de change, tireur, tiré, preneur ou endosseur. — Le même droit appartient à l'étranger, qu'il soit ou non autorisé par la personne au profit de laquelle se fait le paiement.

Le protêt préalable est essentiel. Un notaire public mentionnera soit dans l'acte de protêt, soit séparément, la déclaration de celui qui paye et le nom de la personne *pour l'honneur* de laquelle la lettre de change est acquittée.

Par l'effet de ce paiement, la partie intervenant *supra protest* acquiert tous les droits de celui à l'acquit duquel elle a payé, sans pouvoir faire revivre ceux que ce dernier aurait laissés déchoir à son préjudice.

§ 11. *Des droits et devoirs du porteur.*

Le porteur d'une lettre de change non payée à l'échéance doit donner avis du non-paiement aux signataires du titre qui le précèdent.

Cette notification (*notice*) n'est assujettie à aucune forme particulière. Il suffit que les intéressés aient été nettement avertis qu'il n'a pas été fait honneur à la traite, pour que le

porteur ait accompli à cet égard toutes les obligations de sa responsabilité.

La loi ne prescrit aucun délai particulier au porteur d'une lettre de change pour en exiger l'acceptation ou le paiement. — Les parties seules sont souveraines pour arrêter entre elles les conditions d'échéance de leur contrat.

La notification doit contenir une description précise du titre *non honoré*, mais il n'est nécessaire d'y mentionner ni le nom de la personne qui poursuit le paiement, ni la place où se trouve le titre.

La notification est généralement faite, en Angleterre, par le moyen de la poste, à la condition d'être très-précis dans la spécification du domicile où elle doit parvenir. — Un timbre de deux pence (20 centimes) est appliqué sur la lettre d'envoi.

Pour les *foreign bills*, la notification sera *utilement* faite par le moyen du premier navire qui aura pour destination le lieu où réside la personne intéressée à recevoir l'avertissement.

Le délai dans lequel doit être faite la notification varie suivant les circonstances.

Ainsi, lorsque le porteur et la personne à prévenir n'ont pas leur domicile au même endroit, il sera nécessaire d'envoyer la notification le lendemain du jour où le paiement de la lettre de change a été refusé, ou par le premier départ de la poste qui suivra ce jour.

Si les parties demeurent au même lieu, c'est le lendemain du jour où la traite a été *déshonorée* que la notification devra être remise au domicile de l'intéressé.

Chaque endosseur devra remplir dans les mêmes délais, le lendemain au plus tard du jour où il aura reçu l'avis, la même formalité vis-à-vis de son prédécesseur.

L'absence ou l'irrégularité de la notification a pour effet de libérer les parties auxquelles la notification n'a pas été servie ou a été servie irrégulièrement.

Il est donc de l'intérêt du porteur de donner avis à tous les signataires qui le précèdent, afin de conserver contre tous son recours éventuel.

Cependant les parties pourront stipuler entre elles qu'il n'y aura pas de notification légale; par exemple, il en sera ainsi lorsque la lettre de change portera cette mention : *retour sans frais*.

La perte ou la destruction de la lettre de change ne dispense pas le dernier porteur légitime de l'obligation du protêt et de la notification.

L'absence de notification au tireur le déchargerait de toute responsabilité. Cette excessive rigueur a pour principe cette considération, que le tireur doit être mis à même au plus tôt de retirer ses fonds des mains du tiré qui refuse de payer; or, tout retard pouvant compromettre le retrait utile de ces fonds, on lui a donné le bénéfice énorme de l'exonération de toute responsabilité vis-à-vis de ceux qui ne lui ont pas donné, dans le délai légal, avis du non-paiement.

Toutefois le tireur n'aurait aucun droit à ce bénéfice résultant de l'absence de notification, s'il n'avait aucune raison de croire que le tiré payerait à l'échéance, si celui-ci, par exemple, n'avait pas de provision, ou s'il n'avait accepté que *par complaisance* (*for accommodation*).

Tout signataire d'une lettre de change qui, exonéré de toute responsabilité par le défaut de notification, mais ignorant son privilège, a effectué le paiement de la traite, ne peut poursuivre le recouvrement des fonds par lui versés à l'acquit de la lettre de change.

La loi anglaise reconnaît en certain cas la légitimité de la résistance opposée au paiement de la lettre de change.

Toute résistance de cette nature doit reposer sur deux espèces de moyens : 1° sur l'absence d'une des conditions essentielles à l'existence légale et efficace du titre; — 2° l'absence, l'insuffisance ou l'illégalité de la cause (*considération*) indispensable à tout contrat de vente, la lettre de change n'exprimant au fond qu'une vente.

La *considération* légale est toujours présumée en matière de lettre de change, et cette présomption n'est renversée que par la preuve fournie par la partie intéressée à ne pas payer, qu'elle n'a pas reçu de *considération*, ou que la *considération* reçue est insuffisante pour engager sa responsabilité. S'il est prouvé qu'il n'y a pas eu de *considération*, comme s'il n'y a eu qu'une signature de complaisance (*of accommodation*), le défendeur est complètement libéré ; — s'il est établi que la *considération* n'est qu'insuffisante, le défendeur sera libéré au prorata de ce qui manquait à la *considération*.

Il n'y a pas de *considération* quand il est constant que la lettre de change n'a été obtenue que par fraude, violence ; qu'elle a été perdue ou volée.

Mais toutes ces exceptions ne sauraient être utilement opposées au tiers-porteur de bonne foi, qui a réellement fourni une *considération* à celui qui lui a cédé la lettre de change, c'est-à-dire le prix porté dans le titre.

La *considération* est *illégal*e quand elle a pour objet une violation de la loi ou une atteinte à la morale publique.

Ainsi, une lettre de change qui ne serait qu'un moyen de payer les débauches de la prostitution aurait une *considération* illégale, aussi bien que celle qui récompenserait le zèle coupable d'un individu en aidant un autre à enfreindre la loi.

Serait illégale la *considération* d'une lettre de change soldant une différence dans les jeux de bourse, ou une dette contractée au jeu ou dans des paris.

Toute lettre de change entachée d'un des vices ci-dessus énoncés est nulle et de nul effet.

Enfin, toute preuve d'usure relevée contre le bénéficiaire d'une lettre de change frappait jadis le titre de nullité — Mais l'acte de parlement du 10 août 1854 ayant rappelé toutes les lois antérieures contre l'usure, désormais il n'y a plus lieu de contester la validité d'une lettre de change obtenue sous des conditions usuraires.

En ce qui concerne l'étendue et la sévérité de la sanction

qui atteindra la responsabilité des signataires de telles lettres de change, les Cours d'équité consulteront les circonstances et protégeront la bonne foi.

§ 12. *Des protêts (protests).*

La formalité du protêt faute de paiement n'est indispensable que pour les *foreign bills*, comme nous l'avons dit déjà, afin que la preuve authentique du fait soit acquise à la juridiction étrangère qui aurait à connaître des incidents postérieurs au protêt.

Le protêt n'est pas nécessaire pour les *inland bills*, et il n'est pas dans les habitudes commerciales d'y avoir recours.

Il est fait par un notaire public, officier nommé par l'archevêque de Cantorbéry, et dont les attributions n'ont aucune analogie avec celles des officiers élevés qu'en France on appelle notaires.

C'est un acte solennel, écrit au-dessous d'une copie de la lettre de change, contenant la mention que le paiement demandé a été refusé, le motif du refus, s'il en est donné, et qu'en conséquence l'effet a été protesté.

Les actes des notaires publics font foi en justice.

Dans les ports ou pays étrangers, les consuls ont pouvoir de faire tous les actes de notaire.

S'il n'y a pas de notaire sur le lieu ou près du lieu où la lettre de change doit être payée, le protêt sera valablement dressé par un habitant de l'endroit, assisté de deux témoins.

Le protêt sera fait le jour même où le paiement aura été refusé, s'il s'agit d'une *foreign bill*; pour une *inland bill*, le protêt, s'il en est fait, pourra être encore valablement dressé le lendemain au plus tard du jour où a eu lieu le refus de paiement.

Le protêt se fait au lieu même où la lettre de change était payable, à moins d'indication spéciale de domicile. — En cas d'absence de la personne contre laquelle doit être dressé

le protêt, ou de son représentant, le protêt est fait à son dernier domicile.

Rappelons-nous que le protêt est nécessaire, même dans le cas où la *foreign bill* aurait été perdue ou détruite.

§ 13. *Du rechange (re-exchange).*

Le mot *rechange* (*re-exchange*) comprend, comme dans le droit français, deux choses : 1^o le contrat nouveau de change ; — 2^o le prix du change, occasionné par le non-paiement d'une première lettre de change, et par la nécessité pour le porteur de se rembourser sur le tireur, au moyen d'une seconde lettre de change qu'en français on appelle *retraite*.

Le rechange, prix d'une *retraite*, n'a lieu que pour les *foreign bills*, et doit être à la charge du tireur. Il est douteux que l'accepteur soit assujetti à l'obligation de payer ces frais.

Dans la nouvelle lettre de change figureront, comme accroissement du capital, le prix du rechange, le montant des frais occasionnés par le défaut de paiement et le chiffre des intérêts acquis.

Les intérêts sont acquis à deux titres : ou parce qu'ils ont été stipulés dans la lettre de change à partir de la date indiquée, ou légalement et de droit à partir du jour de l'échéance, si la traite a été dûment présentée au paiement.

Le taux de l'intérêt sera celui du lieu où la lettre de change était payable, comme le prix du rechange sera fixé par le cours du change entre les deux places d'où et où la *retraite* sera lancée.

Le tireur paye le rechange, quel que soit le nombre des mains par lesquelles passe la traite pour arriver jusqu'à lui.

Section II.

DU BILLET A ORDRE (PROMISSORY NOTE).

Le billet à ordre (*promissory note*) est une promesse écrite et signée de payer telle somme spécifiée dans un temps déterminé, à demande ou à vue, aux mains de telle personne y dénommée, à son ordre ou au porteur. — On appelle quelquefois cet effet *billet à la main* (*note at hand*).

D'ailleurs le billet à ordre n'est assujéti à aucune forme particulière.

Remarquons la différence qui existe entre le billet à ordre tel qu'il est défini et caractérisé par la loi française, et la *promesse de payer* (*promissory note*) qui lui correspond dans le droit anglais : le premier, comme son nom l'indique, doit être à l'ordre du bénéficiaire; la seconde peut être de plus au porteur.

La *promissory note* peut être payable par à-compte (*by instalments*), un délai de grâce étant acquis pour chaque à-compte; de même qu'il y aurait lieu à protêt pour chaque à-compte qui ne serait point payé à l'échéance.

Pas plus que pour la lettre de change il n'est nécessaire de mentionner dans le billet à ordre la valeur fournie.

Il y a deux espèces de billets à ordre : le billet à l'ordre à l'intérieur (*inland promissory note*) et le billet à ordre à l'extérieur (*foreign promissory note*).

Le premier devra être conforme aux prescriptions déterminées par la loi anglaise, et toutes contestations dont il sera l'objet seront jugées d'après cette loi.

Le second, émis en Angleterre, mais négocié et endossé à l'extérieur, sera considéré comme fait dans le pays où il est

payable, et devra satisfaire aux exigences légales qui régissent les billets à ordre dans ce pays.

Les billets à ordre sont assujettis au timbre, à peine de nullité, sauf quelques exceptions relevant de certains privilèges ; et toute *promissory note* payable au porteur ou à demande, et originaire de l'étranger, ne pourra être négociée et payée qu'après avoir été *timbrée*, sous peine de 20 livres sterling (500 fr.) d'amende.

Le billet à ordre doit être fait pour une somme *certaine* et ne comporter aucune condition relative au paiement.

A la *promissory note* s'appliquent toutes les règles que nous avons ci-dessus résumées en ce qui touche la *considération* ou cause des lettres de change.

La *promissory note* se transmet par la voie de l'endossement ou par la simple tradition, c'est-à-dire qu'elle est à ordre ou au porteur ; et l'endossement est de deux sortes : en en blanc (*in blank*) ou complet (*full*).

Quant aux conséquences et à la responsabilité résultant, soit de l'endossement, soit de la tradition de la *promissory note*, on suit les règles précédemment exposées à propos des lettres de change.

La *promissory note* exprimant un engagement direct de celui qui l'émet de rembourser une somme d'argent dont il a touché le montant sous n'importe quelle considération légale, on comprend qu'il n'y a pas lieu, pour ce genre d'effets, aux formalités soit de l'acceptation, soit du protêt faute d'acceptation, soit de l'acceptation *supra protest* ou *for honour*.

Toute *promissory note* peut être protestée faute de paiement à l'échéance ; toutefois, cette formalité n'est pas indispensable.

Mais il faudra donner avis du non-paiement aux endosseurs et au tireur, comme s'il s'agissait d'une lettre de change, afin que chacun conserve contre qui de droit son recours et sa garantie.

Le paiement *après protêt* ou *pour honneur*, dont il a été

précédemment question par rapport aux lettres de change protestées faute de paiement, ne s'applique pas aux *promissory notes*.

Enfin, aux *promissory notes* sont applicables toutes les prescriptions légales particulières aux lettres de change, en ce qui concerne les perte, destruction du titre, violences, fraudes pratiquées contre les signataires de l'effet.

DU BILLET DE BANQUE (BANK-NOTE.) DU CHÈQUE (CHECK).

On appelle *bank-note* (billet de banque) le billet à ordre délivré par un banquier. Toutefois, ce terme est devenu presque exclusivement consacré, dans le langage des affaires, à la désignation des effets, payables à ordre, délivrés par le gouverneur et la Compagnie de la Banque d'Angleterre. Une *bank-note* est considérée, dans les relations civiles et commerciales, non pas seulement comme un titre, mais comme de l'argent, comme du numéraire, et souvent elle est plus recherchée que les métalliques. C'est en cela surtout qu'elle diffère du billet à ordre.

Les *bank-notes* ne peuvent être d'une valeur moindre que 5 livres sterling (125 fr.)

On donne le nom de *chèque* (*check*) à une lettre de change tirée sur un banquier et payable à telle personne, ou au porteur, ou à ordre, — à présentation.

Le chèque est assujéti aux règles qui régissent les *inland bill* (lettres de change à l'intérieur).

L'usage des chèques est devenu très-universel dans le commerce, en Angleterre.

Les chèques sont affranchis de l'obligation onéreuse du timbre, aux conditions suivantes : — Ils sont tirés sur un banquier ; ils spécifient la place d'où ils sont tirés, et cette place ne doit pas être distante de plus de quinze milles du lieu où le banquier a le siège de ses affaires ; ils sont payables

au porteur à présentation, ne sont pas post-datés, et ne stipulent le paiement ni en lettres de change, ni en billets à ordre.

Le chèque qui satisfait à ces conditions n'est assujéti qu'à un droit de 1 d. (10 centimes).

Si l'une de ces formalités est omise, le chèque sera timbré, sous la pénalité de 100 liv. sterl. (2,500 fr.) contre le tireur, 20 liv. sterl. (500 fr.) contre le porteur connaissant la convention, et 100 liv. sterl. (2,500 fr.) contre le banquier payant *sciemment* un tel effet.

Tout chèque doit être de 1 liv. sterl. (25 fr.) au moins, sous peine de nullité, et d'une amende de 5 à 20 liv. sterl. (125 à 500 fr.) contre l'auteur de l'émission ou de la négociation d'un pareil titre.

Le banquier sur lequel un chèque est tiré est supposé avoir en mains les fonds nécessaires au paiement de l'effet tiré par son client. — Cette présomption admise, il doit payer dans un délai raisonnable, et il serait responsable vis-à-vis de son client de tout refus de paiement.

Les chèques devant être payés à présentation, il est inutile de les soumettre à la formalité de l'acceptation. Cependant les banquiers de Londres ont l'habitude, quand on les leur présente, de les marquer comme bons, et cette marque équivaut à une acceptation.

L'une des particularités saillantes de cette espèce d'effet, c'est d'être généralement *croisé* (*crossed*) par le nom d'un banquier, écrit en travers du billet. Ce signe est un avis au tiré de ne payer qu'entre les mains du banquier dont le nom *croise* le chèque. — Cette prudente précaution a pour but de prévenir tout paiement illégitime, en cas de perte du titre.

Il est d'usage, au lieu d'inscrire en travers du chèque le nom d'un banquier, d'y écrire simplement cette mention : *and co.* (et C^e), en réservant ultérieurement l'inscription du nom d'un banquier. Dans tous les cas, cette mention : *and co.* sera

TITRE VIII. — DE LA LETTRE DE CHANGE, ETC. 255
considérée par le tiré comme une défense de payer à quelque porteur que ce soit qui ne serait pas un banquier.

Les chèques ne sont pas susceptibles d'être protestés.

DE L'I. O. U.

Cette sorte d'effet n'est qu'une reconnaissance d'une dette. Elle s'exprime généralement sous cette forme abrégée :

Mr P. W.

Brighton, 31 march 1860.

I. O. U. 215 L. (c'est-à-dire, I owe you.)

Signé: J. B.

Ce qui veut dire : M. P. W., je vous dois 215 livres sterling.

Signé: J. B.

Un tel effet, par sa nature même, devrait être exempt du timbre ; mais si cet acte de reconnaissance exprime en même temps l'obligation et l'engagement de payer à un jour déterminé, il sera considéré comme *promissory note*, et assujéti au timbre.

Donc, l'i. o. u. peut devenir un effet négociable, et servir de moyen et de titre pour régler tels comptes entre telles parties.

Section III.

DE LA PRESCRIPTION. — (STATUTE OF LIMITATION.)

A notre terme juridique *prescription* correspond, dans le droit anglais, les termes *limitation statute* (statut de limitation). — La prescription, en effet, n'est qu'un moyen de limiter le droit d'action de celui qui a trop longtemps négligé de poursuivre contre un tiers l'exécution de telle obligation.

Le *statut de limitation* court contre une lettre change ou une *promissory note*, du jour où l'action a pu être intentée pour en obtenir la réalisation.

La prescription est de six ans : c'est une année de plus que sous le régime de notre loi commerciale.

La Cour des *common pleas* (plaids communs), a décidé que le *statut de limitation* n'atteignait l'étranger contre lequel il pouvait être invoqué, qu'à partir du jour où il venait en Angleterre, en eût-il été absent au delà de cinquante ans.

La reconnaissance *verbale* de la dette n'a pas pour effet d'interrompre la prescription ; elle donne seulement une nouvelle action au créancier. Mais la prescription sera interrompue par toute reconnaissance du débiteur, écrite et signée de sa main.

S'il y a plusieurs débiteurs solidaires, la reconnaissance écrite et signée ne pourra être opposée qu'à celui-là seul qui l'aura délivrée.

La prescription ne court pas contre les mineurs, les femmes mariées, les incapables, les prisonniers, les absents au delà des mers. Elle courra contre ces personnes du jour où aura cessé la cause qui les place dans cette libérale exception. (21 Jacques 1^{er}, C. 16.)

Quand une incapacité a cessé, et que la prescription a commencé de courir contre celui qui est rentré dans l'exercice de ses droits, la prescription ne sera pas interrompue par l'accident d'une nouvelle incapacité.

Enfin, indépendamment du *statut de limitation*, le laps de vingt années écoulées, sans qu'il y ait eu réclamation de paiement d'une lettre de change ou d'un billet à ordre, constitue une présomption de droit que l'effet a été payé.

Mais la loi anglaise n'admet pas que le serment soit déféré au débiteur présumé qui invoque la prescription. — Cela résulte de la manière dont le législateur a envisagé le principe même du *statut de limitation*.

Dans le droit français, le principe de la prescription pro-

cède de la présomption que la dette tardivement réclamée a été payée. — Dans le droit anglais, le *statut de limitation* ne procède pas de la présomption que la dette est éteinte ; il refuse seulement au créancier en retard, et dont l'insouciance est un mal public, tout droit de recours contre son débiteur.

Tel est le sens, en effet, de la forme de plaid spécialement employée dans ces sortes de causes :

That the action did not accrue within six years (que l'action n'a pas été intentée dans les six ans).



LIVRE II

DU COMMERCE MARITIME

TITRE PREMIER

DES NAVIRES ET AUTRES BATIMENTS DE MER.

LOI FRANÇAISE.

« Les navires et autres bâtiments de mer sont meubles. —
« Néanmoins, ils sont affectés aux dettes du vendeur, et spécialement à celles que la loi déclare privilégiées. » (C. com., art. 190.)

Dans un arrêt du 20 février 1844, la Cour de cassation a précisé d'une manière plus explicite ces termes un peu vagues, *et autres bâtiments de mer* : « Il faut entendre par bâtiments de mer, dit l'arrêt, quelles que soient leurs dimensions ou dénominations, tous ceux qui, avec un armement et un équipage qui leur sont propres, remplissent un service

« spécial et suffisent à une industrie particulière ; ainsi, il faut
 « considérer comme bâtiments de mer les sloops, barques ou
 « bateaux de pêche. »

D'où il faut conclure que les canots, chaloupes qui desservent un navire et font partie de son matériel nécessaire, échappent à la définition, et sont considérés comme accessoires des bâtiments qu'ils desservent au même titre que les agrès.

L'importance des navires se détermine par leur *jauge* ou mesure.—L'unité de mesure est le *tonneau*, qui vaut, comme poids, mille kilogrammes, et, comme capacité, un stère quatre cents millièmes.

Tout navire est considéré comme une sorte de personne : il a un nom, une patrie ; et même un domicile, car tout bâtiment de commerce doit avoir un port déterminé dont la désignation figure à la poupe, à côté du nom même du navire.—Chaque bâtiment, outre le pavillon national, porte le pavillon particulier à l'arrondissement maritime auquel il appartient.

Tout navire doit être construit en France : ce principe ne souffre que certaines exceptions rigoureusement spécifiées.—Jadis même il ne pouvait être la propriété que de Français ; mais, aujourd'hui, la moitié seulement de tout bâtiment français doit appartenir aux nationaux.

Aucun navire ne peut sortir du port sans l'autorisation ou *congé* qui lui est délivrée par la douane : c'est là un véritable passe-port.

Un bâtiment est fréquemment la copropriété d'un certain nombre de personnes ; et généralement la propriété se divise en vingt-quatre parts nommées *quirlats* : l'intérêt de chaque propriétaire dans cette *commune* propriété se détermine par le nombre de *quirlats* qu'il possède.

Les dettes privilégiées dont parle l'art. 190 sont classées par ordre de mérite ou de préférence dans les conditions ci-après :

« Sont privilégiées, et dans l'ordre où elles sont rangées,
 « les dettes ci-après désignées : 1° les frais de justice et au-

« tres, faits pour parvenir à la vente et à la distribution du
 « prix; — 2° les droits de pilotage, tonnage, cale, amarrage
 « et bassin ou avant-bassin; — 3° les gages du gardien, et
 « frais de garde du bâtiment, depuis son entrée dans le port
 « jusqu'à la vente; — 4° le loyer des magasins où se trouvent
 « déposés les agrès et les apparaux; — 5° les frais d'entretien
 « du bâtiment et de ses agrès ou apparaux, depuis son dernier
 « voyage et son entrée dans le port; — 6° les gages et loyers
 « du capitaine et autres gens de l'équipage employés au der-
 « nier voyage; — 7° les sommes prêtées au capitaine pour
 « les besoins du bâtiment pendant le dernier voyage, et le
 « remboursement du prix des marchandises par lui vendues
 « pour le même objet; — 8° les sommes dues au vendeur,
 « aux fournisseurs et ouvriers employés à la construction, si le
 « navire n'a point encore fait de voyage; et les sommes dues
 « aux créanciers pour fournitures, travaux, main-d'œuvre, pour
 « radoub, victuailles, armement et équipement, avant le dé-
 « part du navire, s'il a déjà navigué; — 9° les sommes prêt-
 « ées à la grosse sur le corps, quille, agrès, apparaux, pour
 « radoub, victuailles, armement et équipement, avant le départ
 « du navire; — 10° le montant des primes d'assurances faites
 « sur le corps, quille, agrès, apparaux, et sur armement et
 « équipement du navire, dues pour le dernier voyage; — 11° les
 « dommages-intérêts dus aux affréteurs, pour le défaut de dé-
 « livraison des marchandises qu'ils ont chargées, ou pour rem-
 « boursement des avaries souffertes par lesdites marchandises
 « par la faute du capitaine ou de l'équipage. — Les créanciers
 « compris dans chacun des numéros du présent article vien-
 « dront en concurrence, et au marc le franc, en cas d'insuffi-
 « sance du prix. » (C. com., art. 191.)

Il faut entendre par *corps* du bâtiment le bâtiment même avec ses accessoires, distinct de sa cargaison; par *armement* ou *victuailles*, les provisions de guerre et de bouche.

Enfin, les privilèges-ci-dessus n'auront d'efficacité légale qu'après justification des dettes, aux termes prescrits par la loi.

« Le privilège accordé aux dettes énoncées dans le précédent article ne peut être exercé qu'autant qu'elles seront justifiées dans les formes suivantes : 1° Les frais de justice seront constatés par les états de frais arrêtés par les tribunaux compétents ; — 2° les droits de tonnage et autres, par les quittances légales des receveurs ; — 3° les dettes désignées par les n°s 1, 3, 4 et 5 de l'art. 191 seront constatées par des états arrêtés par le président du Tribunal de commerce ; — 4° les gages et loyers de l'équipage, par les rôles d'armement et désarmement arrêtés dans les bureaux de l'inscription maritime ; — 5° les sommes prêtées et la valeur des marchandises vendues pour les besoins du navire pendant le dernier voyage, par des états arrêtés par le capitaine, appuyés de procès-verbaux signés par le capitaine et les principaux de l'équipage, constatant la nécessité des emprunts ; — 6° la vente du navire par un acte ayant date certaine, et les fournitures pour l'armement, équipement et victuailles du navire, seront constatées par les mémoires, factures ou états visés par le capitaine et arrêtés par l'armateur, dont un double sera déposé au greffe du Tribunal de commerce avant le départ du navire, ou, au plus tard, dans les dix jours après son départ ; — 7° les sommes prêtées à la grosse sur le corps, quille, agrès, appareils, armement et équipement, avant le départ du navire, seront constatées par des contrats passés devant notaires ou sous signature privée, dont les expéditions ou doubles seront déposés au greffe du Tribunal de commerce dans les dix jours de leur date ; — 8° les primes d'assurances seront constatées par les polices ou par les extraits des livres des courtiers d'assurances ; — 9° les dommages-intérêts dus aux affréteurs seront constatés par les jugements ou par les décisions arbitrales qui seront intervenus. » (Art. 192, C. com.)

Les exigences de la loi, en ce qui touche la justification des dettes favorisées d'un privilège, sont nettement formulées, et

tout commentaire serait superflu. Néanmoins, il ne sera pas inutile de faire remarquer que les droits de pilotage sont, pour ainsi dire, établis d'une manière fixe et permanente, en ce sens qu'ils sont payés par tout navire, lors même qu'on n'aurait pas recours aux services d'un pilote, et quel que soit le mode de l'assistance fournie par ce dernier.

Toutefois, ces privilèges n'ont pas une durée illimitée, et la loi a pris soin de déterminer l'époque de leur extinction.

« Les privilèges des créanciers seront éteints, — indépendamment des moyens généraux d'extinction des obligations, — par la vente en justice faite dans les formes établies par le titre suivant, — ou lorsque, après une vente volontaire, le navire aura fait un voyage en mer sous le nom et aux risques de l'acquéreur, et sans opposition de la part des créanciers du vendeur. » (Art. 193, C. com.)

Mais si les créanciers, la vente n'ayant pas encore été consommée en justice, forment opposition, ils pourront conserver leur privilège.

Il est inutile de faire observer que si la vente volontaire dont parle le dernier alinéa de l'art. 193 n'avait pas eu une publicité suffisante pour que la vigilance des créanciers du vendeur ait dû être éveillée et prévenue, la libération éventuelle de l'acquéreur ne serait pas à l'abri de toute responsabilité envers les créanciers surpris, sinon trompés, du vendeur.

En cas de fraude concertée entre le vendeur et l'acquéreur, les droits des créanciers ne subiraient aucune atteinte, et leurs privilèges ne seraient point affectés.

Que faut-il entendre par ces mots : *Lorsque le navire aura fait un voyage en mer ?*

« Un navire est censé avoir fait un voyage en mer, — lorsque son départ et son arrivée auront été constatés dans deux ports différents et trente jours après le départ; — lorsque, sans être arrivé dans un autre port, il s'est écoulé plus de soixante jours entre le départ et le retour dans le même port, ou lorsque le navire, parti pour un voyage de

« long cours, a été plus de soixante jours en voyage, sans réclamation de la part des créanciers du vendeur. » (C. com., art. 194.)

Ici encore les circonstances exerceront une légitime influence sur l'application de l'art. 194 ; et si, par exemple, le prétendu voyage n'était qu'une fiction, il ne serait pas permis d'invoquer le bénéfice de l'article précité.

« La vente volontaire d'un navire doit être faite par écrit, et peut avoir lieu par acte public ou par acte sous signature privée. — Elle peut être faite pour le navire entier, ou pour une portion du navire, — le navire étant dans le port ou en voyage. » (C. com., art. 195.)

Dans l'acte de vente devra être reproduit l'acte qui constate l'accomplissement des conditions auxquelles la loi assujettit tout navire, quant à sa construction, au caractère de sa propriété et de sa nationalité; cet acte s'appelle *acte de francisation*. — Les obligations imposées au constructeur sont également imposées à l'acquéreur du bâtiment; et, dans le cas où le navire serait vendu par portion, chacune de ces ventes partielles devra être inscrite au dos de l'acte de francisation.

Il faut induire des termes impératifs de l'art. 195, que la propriété d'un navire ne se constate que par titre; et que le titre seul peut être opposé aux tiers.

Une vente verbale ne pourrait être prouvée par témoins; c'est la conséquence forcée du vœu de la loi qui exige que la vente d'un navire soit constatée par écrit.

« La vente volontaire d'un navire en voyage ne préjudicie pas aux créanciers du vendeur. En conséquence, nonobstant la vente, le navire ou son prix continue d'être le gage desdits créanciers, qui peuvent même, s'ils le jugent convenable, attaquer la vente pour cause de fraude. » (C. com., art. 196.)

Tous les droits sont donc sauvegardés par la sage économie de cet article; l'acquéreur sera tenu vis-à-vis des créanciers

du vendeur aux mêmes obligations que celui-ci, qu'il s'agisse d'ailleurs de la vente totale ou de l'aliénation partielle du navire.

TITRE PREMIER

DES NAVIRES ET AUTRES BATIMENTS DE MER. (SHIPS.)

LOI ANGLAISE.

La loi maritime anglaise a subi de considérables modifications sous l'influence du progrès et du développement des relations internationales. Sa transformation officielle ne remonte qu'au 10 août 1854, date de l'acte de parlement intitulé *merchant shipping act* (loi du commerce maritime), qui forme un code assez complet au point de vue de l'administration et de la police, mais absolument muet sur les rapports commerciaux des individus, résumés sous les termes de contrat d'affrètement, contrat d'assurance, contrat à la grosse, etc. — Ces matières sont régies par la coutume et par quelques statuts dont l'origine est recherchée jusqu'au règne d'Élisabeth.

Mais n'oublions pas que chez les Anglais le contrat est la loi la plus fréquente des parties; que l'habitude et l'appréciation de la liberté ont dès longtemps acquis à nos voisins les avantages

qui résultent de la pratique des conventions en ce qui touche les rapports individuels, et que l'initiative des individus se laisse difficilement et rarement suppléer par l'intervention impersonnelle de la loi générale. Heureuse expérience dont ils recueillent si largement les fruits, pendant que, relativement, nous sommes encore à l'essayer et à lui demander le secret de notre prospérité future !

C'est qu'il n'y a que la liberté qui puisse créer cette virile éducation, et émanciper les volontés et les intelligences de la tutelle excessive de la prévoyance publique.

La marine britannique jouissait autrefois de privilèges exclusifs ; seule, elle avait le monopole de l'importation dans le Royaume-Uni et dans les colonies des marchandises étrangères. — Chaque navire devait être commandé par un capitaine anglais, et l'équipage ne pouvait compter qu'un nombre limité d'étrangers.

L'abrogation de ces mesures étroites et vieilles ne date que du règne actuel de Victoria qui, d'ailleurs, a inauguré de bien autres progrès.

Toutefois, la loi ne pouvait exposer, sans une prudente transition, les intérêts de la marine aux conséquences périlleuses de la concurrence étrangère, et elle a réservé au souverain l'exercice d'une sorte de droit d'aubaine qui frappe les navires et articles étrangers des mêmes prohibitions, restrictions et droits dont sont frappés les navires et articles anglais, dans les pays d'où proviennent ces navires et articles étrangers.

Les navires et autres bâtiments de mer sont meubles (*a personal chattel*) comme en France ; ils sont susceptibles de servir de gage à certains privilèges que les Anglais appellent *mortgage*. *Mortgage* est le terme général sous lequel on désigne l'hypothèque, qui, on le voit, a cela de particulier qu'elle peut avoir pour objet la propriété soit mobilière, soit immobilière.

Sont considérés comme accessoires de tout navire les barques et canots employés à son service.

On pourrait dire que la loi anglaise ne considère pas comme *ships* (bâtimens de mer), puisqu'elle les dispense de la formalité de l'enregistrement, les bateaux qui n'excèdent pas quinze tonneaux, et qui desservent les côtes du Royaume-Uni ou de telle possession britannique où réside le propriétaire, non plus que les bateaux ne jaugeant pas au delà de trente tonneaux, sans pont fixe, et employés seulement à la pêche ou au commerce des côtes dans tels lieux spécifiés par l'acte de parlement.

Comme en France, la jauge des navires anglais exprime leur importance commerciale. L'unité de mesure est le tonneau (*ton*), et le nombre des tonneaux qui mesurent la capacité du navire s'appelle *tonnage*. L'acte du 10 août 1854 consacre une fort longue et très-explicite section aux règles qui s'appliquent au jaugeage des navires.

Les Anglais ont aussi assimilé le navire à une personne; ils nomment *man of war* (*homme de guerre*) un vaisseau de ligne, et les autres navires à voiles (*ships*) participent du sexe féminin. On dit *elle* (*she*) en parlant d'un navire, comme on dit d'une femme; il y a mieux, et c'est là un trait de logique fort original en matière de métaphore, on appelle le *manager*, ou gérant du propriétaire d'un navire, le *mari* du navire (*ships husband*).

Tout navire doit avoir son nom inscrit à la poupe, ainsi que le nom du port auquel il appartient. Ces deux noms sont peints sur fond noir et en lettres blanches ou jaunes ayant au moins quatre pouces (*inches*) de long.

Le nom du navire ne peut être changé, et toute altération, suppression, dissimulation des noms du navire et du port d'origine sont punies d'une amende de 100 livres sterling (2,500 fr.).

La loi n'excuse ces actes que lorsqu'ils ont été accomplis pour échapper à l'ennemi.

Tout navire britannique porte le pavillon national; ce privilège est gardé par la loi avec une scrupuleuse vigilance, et tout bâtiment surpris avec ce pavillon, qu'il n'aurait pas le

qui ne peut avoir un droit légal à la propriété totale ou partielle d'un navire ayant le caractère national (*national character*).

Quand la propriété totale ou partielle d'un navire échoit à une personne qui n'a pas qualité pour y prétendre, soit par la mort du propriétaire, soit par le mariage de la femme investie de cette propriété, cette personne devra s'adresser à la Cour compétente pour en obtenir l'ordre de procéder à la vente de la propriété qui lui a été transmise.

Cette demande en justice sera faite dans les quatre semaines qui suivront la transmission de la propriété à la personne incapable (*unqualified*) de la posséder; la Cour peut accorder un plus long délai qui ne pourra être étendu au delà d'un an; et si la demande n'a pas été faite dans le temps légal, ou si elle est refusée par la Cour qui, à cet égard, est investie d'un pouvoir discrétionnaire, la propriété est confisquée au profit du souverain.

La propriété confisquée est transférée à telles personnes ayant qualité (*qualified*) pour la posséder, et désignées par la Cour.

Dans ce cas, le navire est de nouveau soumis à l'enregistrement et il recouvre tous ses privilèges.

L'enregistrement est obligatoire. Il confère au bâtiment le caractère britannique et les privilèges qui y sont attachés.

L'enregistrement est précédé de la visite du navire par un inspecteur (*surveyor*) à la nomination des commissaires des douanes; et cet employé dresse et délivre un certificat circonstancié, spécifiant la forme, la construction et telles particularités de nature à fixer l'identité du bâtiment.

Avant l'enregistrement, les propriétaires font à l'enregistreur du port, s'ils résident dans un rayon de cinq milles de la douane de ce port, et à l'enregistreur de la justice de paix, s'ils résident au delà de ce rayon, une déclaration écrite, rédigée suivant une forme prévue et contenant le nom, le port, la description du navire; le nom et le domicile de chaque propriétaire, la mention et la preuve qu'il est sujet britannique,

et qu'il a capacité pour posséder une telle propriété; on y indique l'époque et le lieu de la construction; et, s'il a été construit à l'étranger, et qu'on ne puisse, parce qu'on les ignore, donner ces renseignements, on mentionne cette circonstance. — La déclaration donne le nom du capitaine, énumère les parts (*shares*) du déclarant dans la propriété du bâtiment, et exprime son témoignage que le navire n'est la propriété que de personnes capables de la posséder.

De plus, et après ce premier enregistrement, le propriétaire produira un certificat signé du constructeur du navire, s'il s'agit d'un navire construit en Angleterre. Ce certificat mentionnera la dénomination exacte et le tonnage du navire, le temps, le lieu où il a été construit, le nom de la personne pour le compte de laquelle il a été fait, et l'acte ou les actes de vente qui ont conféré au déclarant sa propriété.

S'il s'agit d'un navire construit à l'étranger, les mêmes formalités, *s'il est possible*, seront remplies. — Dans tous les cas, le déclarant produira l'acte ou tous les actes de vente en vertu desquels il est devenu propriétaire.

Si le navire a été condamné à être vendu, on produira une copie officielle de la condamnation.

Ces formalités préliminaires accomplies, l'enregistreur consigne sur son registre :

- 1° Le nom du navire et du port auquel il appartient;
- 2° Les détails certifiés par le surveillant et relatifs au tonnage, à la construction et autres particularités;
- 3° Les circonstances de son origine relatées dans les déclarations des propriétaires;
- 4° Les noms des propriétaires enregistrés et la mention de leur part d'intérêt dans la propriété du navire.

Cela fait, on délivre à qui de droit le certificat d'enregistrement.

Tous ces actes d'enregistrement sont transmis dans des délais spécifiés, de toutes les parties du Royaume-Uni et de ses

possessions, à la douane de Londres qui en opère la centralisation.

Le certificat d'enregistrement mentionne, au dos, les changements de propriétaires et de capitaines.

La propriété de tout navire britannique est légalement divisée en soixante-quatre parties, et nul ne peut être enregistré comme copropriétaire du bâtiment s'il ne possède un soixante-quatrième au moins de cette propriété.

Comme nous l'avons dit précédemment, la loi anglaise reconnaît des créances privilégiées sur le navire, et ces créances ont le nom de *mortgage*.

Le *mortgage* est une sorte de privilège affectant la propriété, ou telle part de la propriété du navire, comme garantie d'un emprunt ou de telle autre valable considération (*valuable consideration*).

L'acte de *mortgage* est dressé suivant des formes réglées par la loi, mais qui ne sont point rigoureusement exigées.

Cet acte est remis à l'enregistreur du port où est enregistré le navire, pour être enregistré à la date du jour où il a été présenté à l'enregistrement.

L'enregistreur inscrit sur l'acte même la mention, le jour et l'heure de son enregistrement.

Les mêmes formalités sont accomplies pour toute libération (*discharge*) du *mortgage*, et elles suffisent pour affranchir la propriété du privilège qui la grevait.

Le rang de priorité des *mortgages* est établi par la date de leur enregistrement, sans aucun égard à toute stipulation contraire, quelque expresse et explicite qu'elle soit.

Tout créancier privilégié (*registered mortgagee*) a le droit de faire vendre la part de propriété du navire affectée comme gage à la sécurité de sa créance, et de donner reçu du montant de la vente; mais s'il existe plusieurs créanciers également privilégiés sur la même part de propriété du navire, et que le poursuivant soit précédé dans l'ordre d'inscription au registre par des créanciers qui aient sur lui le bénéfice de la priorité

en date, il ne pourra procéder à la vente sans le concours de ces derniers.

D'ailleurs, la loi anglaise ne fait aucune classification des créances privilégiées sur le navire. Les frais de justice ont seuls une priorité absolue.

Tout *mortgage* a préférence sur les créances non privilégiées, quelle que soit leur date : la faillite même du débiteur (*mortgagor*) ne confère pas aux syndics un droit capable de primer ce privilège.

Le *mortgage* est susceptible d'être transféré, et le transfert est assujéti, en ce qui touche les formalités de l'enregistrement, aux mêmes conditions que le *mortgage* lui-même. L'enregistrement constate la cause du transfert, et c'est au cessionnaire qu'incombe l'obligation de faire toutes les déclarations exigées par la loi.

Des principes qui régissent le droit d'acquérir la propriété totale ou partielle d'un navire britannique il faut conclure que les étrangers sont exclus des avantages conférés par le *mortgage*.

L'enregistreur délivre à qui de droit le certificat de *mortgage*, qui constitue un titre authentique au profit de celui qui l'obtient.

TITRE II

DE LA SAISIE ET VENTE DES NAVIRES.

LOI FRANÇAISE.

« Tous les bâtimens de mer peuvent être saisis et vendus
« par autorité de justice, et le privilège des créanciers sera
« purgé par les formalités suivantes. » (C. com., art. 197.)

La disposition de la loi est générale et absolue; elle confère à tout créancier, privilégié ou simplement chirographaire, le droit égal de saisie et d'opposition au départ du navire pour la conservation de ses droits.

L'opposition, après saisie, se fait par une notification adressée au capitaine du port contenant défense de délivrer l'autorisation de sortie au capitaine du navire.

Le capitaine du port ne pourra passer outre à cette notification que si elle est légalement tardive, c'est-à-dire quand le bâtiment est prêt à faire voile, circonstance établie par la délivrance effectuée aux mains du capitaine *de ses expéditions pour son voyage*.

« Il ne pourra être procédé à la saisie que vingt-quatre
« heures après le commandement de payer. » (C. com., art. 198.)

Tout commandement non suivi de saisie dans l'an et jour de sa date, est périmé, et ne vaudrait plus comme préliminaire légal d'une saisie. Il faudrait un autre commandement.

- Le commandement devra être fait à la personne du propriétaire ou à son domicile, s'il s'agit d'une action générale à exercer contre lui. — Le commandement pourra être fait au capitaine du navire, si la créance est du nombre de celles qui sont susceptibles de privilège sur le navire, aux termes de l'art. 191. - (C. com., art. 199.)

En cas d'absence déclarée du propriétaire, le commandement est fait à ses représentants légaux, et s'il réside hors de France, la signification sera faite au procureur impérial près le tribunal qui connaîtra de l'affaire.

- L'huissier énonce dans le procès-verbal, — les nom, profession et demeure du créancier pour qui il agit ; — le titre en vertu duquel il procède ; — la somme dont il poursuit le paiement ; — l'élection de domicile faite par le créancier dans le lieu où siège le tribunal devant lequel la vente doit être poursuivie, et dans le lieu où le navire saisi est amarré ; les noms du propriétaire et du capitaine, — le nom, l'espèce et le tonnage du bâtiment. — Il fait l'énonciation et la description des chaloupes, canots, agrès, ustensiles, armes, munitions et provisions. — Il établit un gardien. - (C. com., art. 200.)

Un avis du conseil d'État, du 17 mai 1809, décide que les poursuites seront portées devant le Tribunal civil.

Toutes choses non réputées indispensables à la manœuvre et à la navigation du bâtiment, et qui auraient été omises dans l'énonciation du procès-verbal de saisie, pourraient être revendiquées par ceux à qui elles appartiennent.

- Si le propriétaire du navire saisi demeure dans l'arrondissement du tribunal, le saisissant doit lui faire notifier, dans le délai de trois jours, copie du procès-verbal de saisie, et le faire citer devant le tribunal, pour voir procéder à la vente des choses saisies. — Si le propriétaire n'est point domicilié dans l'arrondissement du tribunal, les significations et citations lui seront données à la personne du capitaine du bâtiment saisi, ou, en son absence, à celui qui

« représente le propriétaire ou le capitaine ; et le délai de
« trois jours est augmenté d'un jour à raison de deux myria-
« mètres et demi de la distance de son domicile. — S'il est
« étranger et hors de France, les citations et significations
« sont données ainsi qu'il est prescrit par le Code Napoléon,
« art. 69. » (C. com., art. 201)

Les prescriptions de cet article seront observées à peine de nullité de la procédure.

Mais il peut se faire que le navire n'ait point de capitaine, ou que celui-ci soit absent et n'ait personne pour le représenter, de sorte que l'huissier soit dans l'impossibilité de remplir la formalité exigée par la loi : en pareil cas, la notification sera faite au domicile du propriétaire habitant hors l'arrondissement du tribunal.

« Si la saisie a pour objet un bâtiment dont le tonnage soit
« au-dessus de dix tonneaux, — il sera fait trois criées et pu-
« blications des objets en vente. — Les criées et publications
« seront faites consécutivement, de huitaine en huitaine, à la
« Bourse et dans la principale place publique du lieu où le bâ-
« timent est amarré. — L'avis en sera inséré dans un des
« papiers publics imprimés dans le lieu où siège le tribunal
« devant lequel la saisie se poursuit ; et, s'il n'y en a pas, dans
« l'un de ceux qui seraient imprimés dans le département. »
(C. com., art. 202.)

Ces formalités seront observées à peine de nullité : quoique la loi ne soit pas explicite à cet égard, et qu'il soit de principe que tout cas de nullité doit être expressément énoncé, il ne faut pas hésiter à proclamer cette nullité, comme seule garantie et sanction possibles de la publicité dont la loi fait aux créanciers poursuivants, et dans un intérêt public, une impérieuse obligation.

« Dans les deux jours qui suivent chaque crie et publica-
« tion, il est apposé des affiches, — au grand mât du bâtiment
« saisi, — à la porte principale du tribunal devant lequel on
« procède, — dans la place publique et sur le quai du port où

« le bâtiment est amarré, ainsi qu'à la Bourse du commerce. »
(C. com., art. 203.)

« Les criées, publications et affiches doivent désigner —
« les nom, profession et demeure du poursuivant, — les titres
« en vertu desquels il agit, — le montant de la somme qui lui
« est due, — l'élection de domicile par lui faite dans le lieu
« où siège le tribunal, et dans le lieu où le bâtiment est
« amarré, — les nom et domicile du propriétaire du navire
« saisi, — le nom du bâtiment, et, s'il est armé ou en armement,
« celui du capitaine, — le tonnage du navire, — le lieu où il
« est gisant ou flottant, — le nom de l'avoué du poursuivant,
« — la première mise à prix, — les jours des audiences aux-
« quelles les enchères seront reçues. » (C. com., art. 204.)

« Après la première criée, les enchères seront reçues le
« jour indiqué par l'affiche. — Le juge commis d'office pour
« la vente continue de recevoir les enchères après chaque
« criée, de huitaine en huitaine, à jour certain fixé par son
« ordonnance. » (C. com., art. 205.)

« Après la troisième criée, l'adjudication est faite au plus
« offrant et dernier enchérisseur, à l'extinction des feux, sans
« autre formalité. — Le juge commis d'office peut accorder
« une ou deux remises, de huitaine chacune. — Elles sont pu-
« bliées et affichées. » (C. com., art. 206.)

Malgré le silence de la loi, il est admis que toutes les formalités de la procédure indiquée par les art. 202, 203, 204, 205, 206 doivent être observées à peine de nullité de la procédure qui devra être reprise à partir du premier acte irrégulier. — Ces nullités seraient couvertes si elles n'étaient pas opposées avant l'adjudication définitive.

« Si la saisie porte sur des barques, chaloupes et autres bâtiments du port de dix tonneaux et au-dessous, l'adjudication sera faite à l'audience, après la publication sur le quai pendant trois jours consécutifs, avec affiche au mât, ou, à défaut, en autre lieu apparent du bâtiment, et à la porte du tribunal. — Il sera observé un délai de huit jours francs

« entre la signification de la saisie et la vente. » (C. com., art. 207.)

L'intérêt engagé, moindre comme valeur, explique le caractère plus sommaire, plus rapide, moins exigeant de la procédure. — Mais si la saisie avait pour objet deux navires, l'un de plus de dix tonneaux, l'autre au-dessous de cette mesure, on appliquerait aux deux navires indistinctement la procédure à suivre pour l'adjudication des navires d'un tonnage supérieur.

« L'adjudication du navire fait cesser les fonctions du capitaine; sauf à lui à se pourvoir en dédommagement contre « qui de droit. » (C. com., art. 208.)

En effet, le capitaine d'un navire étant à la nomination exclusive du propriétaire, l'adjudication d'un bâtiment devait entraîner comme conséquence nécessaire la cessation des fonctions du capitaine.

Quant à la responsabilité de l'ancien propriétaire exproprié vis-à-vis du capitaine congédié, elle est déterminée nettement par l'art. 218 qui ne consacre le droit du capitaine à une indemnité que s'il y a eu à ce sujet convention écrite.

« Les adjudicataires des navires de tout tonnage seront tenus de payer le prix de leur adjudication dans le délai de « vingt-quatre heures, ou de le consigner, sans frais, au greffe « du Tribunal de commerce, à peine d'y être contraints par « corps. — A défaut de payement ou de consignation, le bâtiment sera remis en vente, et adjugé trois jours après une « nouvelle publication et affiche unique, à la folle enchère des « adjudicataires, qui seront également contraints par corps « pour le payement du déficit, des dommages, des intérêts et « des frais. » (C. com., art. 209.)

La voie de la consignation est la plus sûre pour l'adjudicataire; elle lui permettra de se mettre à l'abri de toute surprise, et de garantir sa responsabilité de toutes recherches ultérieures des créanciers du vendeur. Or, en payant aux mains du créancier poursuivant, l'adjudicataire pourrait exposer à certains périls sa propre sécurité.

« Les demandes en distraction seront formées et notifiées au greffe du tribunal avant l'adjudication. — Si les demandes en distraction ne sont formées qu'après l'adjudication, elles seront converties, de plein droit, en oppositions à la délivrance des sommes provenant de la vente. » (C. com., art. 210.)

Cet article suppose l'hypothèse de la division de la propriété du navire en plusieurs parts dont une ou quelques-unes seulement auraient été l'objet d'une saisie et seraient réservées à une adjudication. Les copropriétaires dont les parts ne sont pas saisies ont le droit de demander que leurs parts soient distraites et respectées par l'adjudication.

Le copropriétaire qui négligerait de se conformer aux prescriptions de l'art. 210, n'aurait plus de gage que ce qui resterait du prix d'adjudication, après le désintéressement intégral des créanciers opposants, et, à défaut de cela, les autres biens de son débiteur.

« Le demandeur ou l'opposant aura trois jours pour fournir ses moyens. — Le défendeur aura trois jours pour contre-dire. — La cause sera portée à l'audience sur une simple citation. » (C. com., art. 211.)

« Pendant trois jours après celui de l'adjudication, les oppositions à la délivrance du prix seront reçues; passé ce temps, elles ne seront plus admises. » (C. com., art. 212.)

Cette déchéance, après l'expiration des trois jours, est une rigoureuse exception au droit commun. Elle porte le caractère de la préoccupation du législateur qui, dans un intérêt général, a voulu rendre aussi rapide et en même temps aussi tutélaire que possible, cette procédure particulière et exceptionnelle.

D'ailleurs cette déchéance ne fait une position inférieure aux créanciers négligents qu'elle atteint que vis-à-vis les créanciers opposants. Elle n'intéresse pas le droit du créancier contre le débiteur.

« Les créanciers opposants sont tenus de produire au greffe

« leurs titres de créance dans les trois jours qui suivent la
 « sommation qui leur en est faite par le créancier poursuivant
 « ou par le tiers saisi; faute de quoi il sera procédé à la distri-
 « bution du prix de la vente, sans qu'ils y soient compris. »
 (C. com., art. 213.)

« La collocation des créanciers et la distribution de deniers
 « sont faites entre les créanciers privilégiés, dans l'ordre pres-
 « crit par l'art. 191; et entre les autres créanciers, au marc
 « le franc de leurs créances. — Tout créancier colloqué l'est
 « tant pour son principal que pour les intérêts et frais. »
 (C. com., art. 214.)

« Le bâtiment prêt à faire voile n'est pas saisissable, si ce
 « n'est à raison de dettes contractées pour le voyage qu'il va
 « faire; et même, dans ce dernier cas, le cautionnement de ces
 « dettes empêche la saisie. — Le bâtiment est censé prêt à
 « faire voile lorsque le capitaine est muni de ses expéditions
 « pour son voyage. » (C. com., art. 215.)

Cette disposition est d'une rigueur excessive, et a paru à de
 bons esprits violente et injuste. C'est donc un devoir de res-
 treindre l'application de l'art. 215 aux cas littéralement spé-
 cifiés; par conséquent, il ne saurait atteindre les navires étran-
 gers qui n'éviteront la saisie qu'en donnant caution.

L'art. 215 explique la signification légale de ces mots : *censé
 prêt à faire voile*; mais il ne précise pas ce qu'il faut entendre
 par ces termes, *muni de ses expéditions*. — Les *expéditions* se
 composent du rôle d'équipage, du congé du capitaine, des ac-
 quits délivrés par la douane pour les objets qui composent le
 chargement.

TITRE II

DE LA SAISIE ET VENTE DES NAVIRES.

(EXECUTION AND SALE OF SHIPS.)

LOI ANGLAISE.

Les navires, comme tout autre meuble, sont susceptibles d'être saisis et vendus.

Mais la vente est environnée de précautions légales qui ont leur justification moins dans la sollicitude de la loi pour le règlement des intérêts particuliers, que dans sa préoccupation politique et administrative.

La marine est le palladium de l'Angleterre, comme elle est son plus puissant instrument de travail, l'inépuisable source de sa fortune publique et de son opulence nationale.

C'est l'arche sainte fermée au profane, et le profane c'est tout homme qui n'est pas, soit par naissance, soit par adoption, membre de la famille britannique.

La propriété du navire anglais est plus jalouse que la propriété féodale, si fière encore et si exclusive pourtant chez cette étrange nation, qui laisse vivre tranquillement chez elle ses derniers jours à la tradition du moyen âge, sous la tolérance. M. Bright dirait sous le dédain de la souveraineté nationale et de la liberté.

C'est une propriété en quelque sorte politique que la propriété du navire britannique ; et tant que ce signe, ce *national character*, comme disent énergiquement nos voisins, n'a pas

c essé de distinguer un bâtiment, nul individu n'ayant pas qualité pour l'acquérir n'en deviendra propriétaire.

Cependant la loi n'empêche pas la vente de la construction qu'on appelle bâtiment (*ship*) à des étrangers, pas plus qu'elle n'interdit l'acquisition, à l'extérieur, de navires destinés à être naturalisés anglais par la toute-puissance de l'enregistrement.

— Mais tout bâtiment anglais vendu à des étrangers cesse aussitôt d'être *british ship*; c'est une sorte de mort civile qu'il subit, et il en est dressé acte par l'enregistreur. Les formalités de la vente du navire sont indiquées par le *merchant shipping act*.

Tout propriétaire de navire qui veut vendre sa part de propriété ou l'engager par le moyen d'un *mortgage* s'adresse à l'enregistreur pour obtenir un certificat l'autorisant soit à engager, soit à vendre la propriété.

Préalablement à la délivrance du certificat, l'enregistreur exige du propriétaire demandeur, pour les consigner dans son registre, les détails suivants :

Les noms des personnes qui doivent user de l'autorisation demandée, le maximum de la somme qu'on se propose d'emprunter à *mortgage*, et le minimum du prix auquel on se propose de vendre; le lieu où l'on doit faire ou l'emprunt ou la vente, et le temps dans lequel se consommera l'opération.

Il n'est délivré aucun certificat de vente (*certificate of sale*), si ce n'est pour la vente d'un navire entier.

Nulle vente de bonne foi, valablement et utilement consentie à un acquéreur, ne sera annulée, sous prétexte que la personne qui avait donné pouvoir de vendre est morte avant la vente.

De même, si le certificat spécifie le lieu et le temps où la vente se doit faire, pourvu que ce temps n'excède pas une année, toute vente faite de bonne foi et *utilement* à un acquéreur, par un chargé de pouvoirs, sera parfaite, sans avis préalable au mandant, et elle ne sera infirmée ni par la faillite (*bankruptcy*), ni par la déconfiture du propriétaire vendeur.

Le navire vendu à une personne ayant qualité pour posséder légalement un navire britannique, sera enregistré à nou-

veau : il sera fait mention, dans le registre, des *mortgages* énumérés dans le certificat de vente.

Préalablement à ce *réenregistrement*, on produira à l'enregistreur, qui en prendra note, l'acte de vente qui transfère la propriété du navire, le certificat de vente et le certificat d'enregistrement du navire.

L'enregistreur inscrira au dos des certificats de vente et d'enregistrement la mention de la vente ; il transmettra les certificats à l'enregistreur du port qui paraît être le premier port d'enregistrement du navire ; celui-ci dressera dans son registre un *memorandum* de la vente, et l'enregistrement d'origine du navire sera considéré comme épuisé dans ses effets, excepté en ce qui peut intéresser les *mortgages* ou certificats de *mortgages* y inscrits.

Dans le *réenregistrement* seront comprises toutes les particularités relatées dans le certificat d'enregistrement original ; l'inspection du navire n'est pas exigée, mais le nouveau propriétaire est tenu de faire toutes les déclarations légales dont il a été question ci-dessus.

Si le navire est vendu à une personne n'ayant pas qualité pour acquérir la propriété d'un navire britannique, l'acte et le certificat de vente, et le certificat d'enregistrement, seront produits à l'enregistreur qui mentionnera sur le dos des certificats de vente et d'enregistrement le fait de la vente au profit d'une personne non *qualifiée* pour être propriétaire d'un navire britannique, et qui expédiera ces certificats à l'enregistreur du port d'enregistrement d'origine. — Ce dernier dressera dans son registre un *memorandum* de la vente, et l'enregistrement du navire sera considéré comme nul, sauf ce qui peut intéresser les *mortgages* et certificats de *mortgages* qui s'y trouvent inscrits.

Tout défaut de production des pièces exigées par la loi sur une vente faite à une personne sans qualité pour acquérir légalement ce genre de propriété, entraînera la déchéance du droit de cette personne à toute propriété ou intérêt dans le navire. — De plus, la personne à la demande de laquelle le

certificat aura été accordé aussi bien que le fondé de pouvoirs seront passibles d'une amende qui n'excédera pas 100 livres sterling (2,500 fr.)

Si la vente n'a pas lieu conformément au certificat de vente, ce certificat est remis à l'officier qui l'a accordé et qui l'anule, en mentionnant ce fait dans son registre.

Dans tous les cas, que la vente soit faite à une personne *qualified* ou *unqualified*, le contrat est rompu entre le propriétaire et le capitaine, ce dernier conservant du reste tous ses droits contre le propriétaire pour obtenir, s'il y a lieu, une légitime indemnité.

La vente peut avoir lieu sur la poursuite des créanciers ; elle peut aussi procéder de la volonté du propriétaire ou du fait du capitaine.

Si le propriétaire n'a qu'une part de la propriété du navire, il peut la transférer à telle personne ayant qualité pour l'acquérir, en suivant la procédure précédemment indiquée ; mais, répétons-le, la vente n'aura lieu que de l'intégralité du navire.

Quant au capitaine, il représente les propriétaires, et, en cette qualité, il peut vendre le navire au profit de ceux-ci, si une nécessité justifiée l'y oblige.

Par exemple, un navire est en pays étranger, où les propriétaires n'ont pas de correspondant, et il n'a pas et ne peut emprunter d'argent pour faire les réparations nécessaires. — Dans une telle situation, la bonne volonté du capitaine ne pouvant être mise en doute, les tribunaux ont sanctionné la vente par lui faite du navire.

Ce sera donc toujours le fait qui démontrera le droit ; ce sera la discrétion du juge qui prononcera si le capitaine, en vendant son navire, a servi les intérêts du propriétaire menacés par la force aveugle et majeure des circonstances.

Dans ce cas extrême, la vente aura lieu dans les conditions et suivant les formes que les conjonctures autoriseront, et les rigueurs de la loi s'effaceront devant l'ascendant supérieur de la nécessité.

TITRE III

DES PROPRIÉTAIRES DE NAVIRES.

LOI FRANÇAISE.

« Tout propriétaire de navire est civilement responsable
« des faits du capitaine et tenu des engagements contractés
« par ce dernier pour ce qui est relatif au navire et à l'expédition. — Il peut, dans tous les cas, s'affranchir des obligations ci-dessus par l'abandon du navire et du fret. —
« Toutefois, la faculté de faire abandon n'est point accordée
« à celui qui est en même temps capitaine et propriétaire ou
« copropriétaire du navire. Lorsque le capitaine ne sera
« que copropriétaire, il ne sera responsable des engagements
« contractés par lui, pour ce qui est relatif au navire et à
« l'expédition, que dans la proportion de son intérêt. »
(C. com., art 216.)

Il n'y a pas lieu à distinguer ici le cas où le propriétaire est armateur de son navire et en compose l'équipage, et le cas où il le loue à un tiers armateur qui choisit le capitaine : le langage de la loi est absolu ; et, dans tous les cas, c'est le propriétaire du navire qui répond civilement des faits du capitaine.

S'il y a plusieurs copropriétaires, chacun d'eux supportera la responsabilité dans la proportion de son intérêt dans la propriété commune du navire.

Quant aux engagements contractés par le capitaine, dans la limite de ses pouvoirs, l'action à laquelle ils peuvent donner naissance peut être poursuivie contre le capitaine et contre le propriétaire à la fois, ou contre l'un des deux. — Si la poursuite préfère le capitaine, celui-ci ne sera mis en cause que comme mandataire du propriétaire, et le jugement à intervenir ne sera déclaré exécutoire que contre ce dernier dont la responsabilité *personnelle* n'est couverte que lorsque le capitaine s'est engagé *personnellement* ou a excédé ses pouvoirs.

« Les propriétaires des navires équipés en guerre ne seront
 « toutefois responsables des délits et déprédations commis en
 « mer par les gens de guerre qui sont sur leurs navires, ou
 « par les équipages, que jusqu'à concurrence de la somme
 « pour laquelle ils auront donné caution, à moins qu'ils n'en
 « soient participants ou complices. » (C. com., art. 217.)

La responsabilité du propriétaire serait plus grave et aurait un caractère criminel s'il était prouvé qu'il était complice de ces délits et déprédations ou qu'il en a profité.

« Le propriétaire peut congédier le capitaine. — Il n'y
 « a pas lieu à indemnité s'il n'y a convention par écrit. »
 (C. com., art. 218.)

Le droit du propriétaire de congédier le capitaine est absolu, et celui-ci ne saurait opposer l'absence de motifs pouvant déterminer son renvoi; mais il n'y a pas réciprocité.

De ce que le capitaine congédié n'a droit à aucune indemnité, s'il n'y a convention écrite établissant ce droit, il ne s'en suit pas que cet employé congédié, avant de prendre la mer, ne puisse réclamer et obtenir un dédommagement pour les services rendus antérieurement à son congé. — S'il est révoqué pendant le voyage, il a droit à son salaire jusqu'au jour où sa révocation lui est connue, et à une indemnité de retour.

« Si le capitaine congédié est copropriétaire du navire, il
 « peut renoncer à la copropriété, et exiger le remboursement
 « du capital qui la représente. — Le montant de ce capital

« est déterminé par des experts convenus ou nommés d'office. » (C. com., art. 219.)

Cette disposition confirme le droit absolu des copropriétaires formant la majorité de congédier le capitaine. Ce dernier peut, s'il le veut, exiger le remboursement de sa part de propriété dans le navire, mais nul ne peut le contraindre de cesser d'être copropriétaire. Ce droit du capitaine, compensation légitime et rationnelle de la rigueur à laquelle il est assujetti, ne saurait lui être acquis en cas de retraite volontaire.

« En tout ce qui concerne l'intérêt commun des propriétaires d'un navire, l'avis de la majorité est suivi. — La majorité se détermine par une portion d'intérêt dans le navire, excédant la moitié de sa valeur. — La licitation du navire ne peut être accordée que sur la demande des propriétaires formant ensemble la moitié de l'intérêt total dans le navire, s'il n'y a, par écrit, convention contraire. » (C. com., art. 220.)

Que faut-il entendre par ces mots : *l'intérêt commun* ? La loi ne spécifie ni ne limite la portée de ces termes dont le vague est regrettable. M. Pardessus en indique une définition assez compréhensive : en général, dit-il, on peut dire que le choix du capitaine et des gens de l'équipage, les engagements envers eux, la rédaction des instructions à suivre pendant la traversée, la location, le radoub et l'armement du navire, sont des opérations que la majorité peut décider malgré la minorité.

La majorité pourra donc congédier le capitaine ; mais si la part de ce dernier dans la copropriété du navire représentait plus de la moitié de sa valeur, cette circonstance le mettrait à l'abri de tout congé, et il serait réellement irrévocable.

Le législateur, en édictant les dispositions de l'art. 228, n'a pas entendu primer le droit des copropriétaires d'un navire de régler par des conventions particulières, dérogeant aux prescriptions de cet article, toutes les questions qui intéressent

l'administration de la propriété commune. Toute convention, à cet égard, devient la loi des parties, et elles doivent s'y soumettre.

Par *licitation du navire* on entend la vente aux enchères du bâtiment. — La vente a lieu en justice si l'un des copropriétaires est privé, par suite de circonstances particulières, de l'exercice de ses droits civils : tels sont les mineurs, interdits, faillis, absents.

Remarquons que lorsqu'il s'agit de licitation, la loi n'exige plus qu'elle soit poursuivie par la *majorité*, mais seulement par les copropriétaires représentant ensemble la *moitié* de la valeur totale du navire.

TITRE III

DES PROPRIÉTAIRES DE NAVIRES.

(SHIP'S OWNERS.)

LOI ANGLAISE. *

Un navire peut être la propriété d'une seule personne ou d'un certain nombre de copropriétaires.

Nous avons vu que la loi supposait cette propriété *partagée en soixante-quatre parts*.

Les copropriétaires d'un navire sont entre eux, par rapport à leurs intérêts respectifs, dans une sorte de communauté (*tenants in common.*) A cet égard ils ne relèvent que du droit commun qui les autorise à jouir de leur part suivant leur gré, sans embarras et sans contrainte.

Cependant il fallait concilier le respect de la liberté individuelle avec l'intérêt public qui réclame la plus large action dans l'industrie maritime. Or, le premier besoin de toute entreprise, c'est l'unité de direction, d'initiative, de responsabilité.

Si donc les propriétaires d'un navire ne peuvent s'entendre sur le choix d'un gérant, d'un *ship's husband* (*époux du navire*), auquel sont donnés l'investiture et l'exercice des droits et des intérêts de tous, la Cour d'amirauté arrête le navire, et fait défense à la majorité de l'expédier contrairement au vœu de la minorité, jusqu'à ce qu'une somme égale à l'intérêt de la minorité dans la copropriété du navire ait été assurée à celle-ci comme garantie de sa part de copropriété. — Cela fait, le navire peut prendre la mer librement, sous l'unique responsabilité, comme au bénéfice exclusif de la majorité.

Les co-propriétaires sont considérés comme associés (*partners*) pour tout ce qui concerne le navire; et, généralement parlant, ils sont responsables collectivement et solidairement des dettes contractées pour les besoins du navire, sous la présomption de leur consentement.

Mais les stipulations du contrat de copropriété peuvent déroger et dérogent ordinairement à ce principe qui n'est pas essentiel au caractère de la propriété d'un navire.

Donc tout copropriétaire qui prouve qu'il n'a pas engagé son consentement à tel acte onéreux et non indispensable de l'administration du navire, peut affranchir sa responsabilité.

Le navire peut être sous l'administration d'un gérant spécial (*manager, ship's husband*), ou sous l'administration du capitaine.

Le gérant ou le capitaine sont obligés de rendre leurs

comptes aux propriétaires, et procèdent au partage des bénéfices à répartir entre ceux-ci.

Les copropriétaires ne sont pas *associés*. Leur action personnelle est indépendante, comme leur responsabilité est isolée, en ce qui touche leurs intérêts particuliers. — Chacun peut transférer sa part sans le consentement des autres; nul ne répond des faits d'autrui, ni n'est atteint par les peines qui frappent un copropriétaire, s'il n'est convaincu d'avoir été son complice.

La jurisprudence se montre très-scrupuleuse à cet égard, et l'on cite tel cas où l'un des copropriétaires du navire ayant été convaincu de contrebande, fut frappé de confiscation pour sa part dans le navire, les autres copropriétaires, étrangers au délit, n'étant nullement inquiétés dans la jouissance de leur propriété.

Les propriétaires sont responsables des faits de leurs préposés dans l'administration du navire. Ces préposés sont leurs *agents* (*mandataires*); ces *agents* sont : soit le *ship's husband*, soit le capitaine (*master*). Quand il n'y a pas de *ship's husband*, le capitaine représente administrativement les propriétaires.

Le capitaine n'étant que le mandataire (*agent*) des propriétaires, peut toujours être congédié par eux, sauf son droit de recours contre qui de droit, si le congé qui lui est donné peut servir de base à une demande d'indemnité, en ce qu'il dérogerait aux stipulations du contrat d'engagement.

Si la majorité des propriétaires veut vendre le navire, la Cour d'amirauté autorisera la vente, après que la minorité aura été désintéressée. Ainsi se trouvent également sauvegardés tous les intérêts, peu important leur caractère et leur nombre.

Les propriétaires d'un navire étant considérés par la loi comme *principals* à l'égard du capitaine qui est leur *agent*, sont civilement responsables des engagements contractés, des actes accomplis par celui-ci relativement au navire et à l'expédition.

Ils ne répondent pas des pertes occasionnées aux marchandises et autres objets par l'incendie déclaré à bord du navire.

Ils ne répondent pas non plus du vol, du détournement de l'or, de l'argent, des montres, bijoux ou pierres précieuses pris ou mis à bord du navire, à moins que le propriétaire de ces objets n'ait fait l'énumération détaillée de la nature et de la valeur de ces articles, et que cette énumération n'ait été consignée dans le connaissement, ou dans telle autre pièce écrite remise au capitaine ou aux propriétaires du navire.

Dans les cas ci-après énumérés, et lorsque l'on ne pourra accuser ni leur faute, ni leur participation, les propriétaires ne seront tenus de réparer les dommages causés que jusqu'à concurrence de la valeur du navire ou du fret dû ou à gagner pendant le voyage commencé ou à commencer à l'époque de l'événement, à condition que, lorsqu'il y aura eu mort ou blessure d'homme, la valeur du navire ou du fret ne soit pas moindre de 15 livres sterling (375 fr.) par tonneau enregistré.

Ces cas sont les suivants :

Quand il y a mort ou blessure causées à une personne en la transportant au navire ;

Quand il y a perte ou dégât de marchandises ou autres objets à bord du bâtiment ;

Lorsque la mort ou le mal causés à la personne sont le résultat d'une navigation inhabile qui a obligé de transporter cette personne sur autre navire ou bateau ;

Lorsqu'une perte ou un dégât sont causés par une navigation inhabile du navire à tel autre navire ou bateau, ou aux marchandises et objets qui se trouvaient à leur bord.

Hors ces circonstances exceptionnelles, la responsabilité des propriétaires est illimitée, et ils ne sauraient se garantir par l'abandon spontané de la propriété du navire et du fret.

Le *Merchant shipping act* contient sur la procédure à suivre en cas de réclamation des intéressés des règles longuement exposées, et qu'il ne nous paraît pas utile de rapporter dans ce travail, pas plus que les dispositions qui traitent de la police sur les navires, dispositions dont l'ensemble constitue un code pénal complet à l'usage de la marine marchande.

TITRE IV

DU CAPITAINE.

LOI FRANÇAISE.

« Tout capitaine, maître ou patron, chargé de la conduite d'un navire ou autre bâtiment, est garant de ses fautes, même légères, dans l'exercice de ses fonctions. » (C. com., art. 221.)

La responsabilité civile du capitaine est donc absolue ; il ne pourrait guère invoquer d'excuse, puisqu'il est tenu de répondre de ses fautes même légères. — Cette sévérité est pleinement justifiée par la nature du mandat conféré au capitaine, par le caractère exceptionnel des intérêts qui lui sont confiés. D'ailleurs, les conditions de capacité et d'aptitude auxquelles doit satisfaire tout aspirant au grade de capitaine, et l'obligation absolue pour tout propriétaire ou armateur de navire de ne remettre la direction de son bâtiment qu'à un homme que son diplôme investit d'un monopole éminemment d'ordre public, légitiment avec une incontestable autorité les rigueurs qui imposent au capitaine l'accomplissement de son devoir.

Au surplus, la loi s'efforce de le garantir de toute surprise ; et, comme on le voit par les articles qui suivent, elle lui indique avec soin non-seulement ses obligations privées envers l'armateur, mais aussi ses devoirs publics et les droits qui lui permettent d'observer ces devoirs.

« Il est responsable des marchandises dont il se charge. —
« Il en fournit une reconnaissance. — Cette reconnaissance se
« nomme *connaissance*. » (C. com., art. 222.)

La responsabilité du capitaine, en ce qui touche les marchandises, est saisie par la livraison même des marchandises, et elle ne cesse que par leur délivrance au destinataire.

Le *connaissance* fait foi en justice. Cependant s'il était incomplet et irrégulier, les tribunaux, interrogeant les circonstances et les éléments de preuve produits devant eux, pourraient compléter ou régulariser le titre.

« Il appartient au capitaine de former l'équipage du vaisseau, et de choisir et louer les matelots et autres gens de l'équipage ; ce qu'il fera néanmoins de concert avec les propriétaires, lorsqu'il sera dans le lieu de leur demeure. » (C. com., art. 223.)

Dans tous les cas, les gens de l'équipage ne contractent qu'avec le capitaine, et sous la foi que celui-ci a les pouvoirs suffisants pour s'engager envers eux. — Les propriétaires ou armateurs devront donc tenir vis-à-vis de ces gens les engagements du capitaine, dont ils pourront toujours rechercher la responsabilité.

« Le capitaine tient un registre coté et paraphé par l'un des juges du Tribunal de commerce, ou par le maire ou son adjoint, dans les lieux où il n'y a pas de tribunal de commerce. — Ce registre contient les résolutions prises pendant le voyage, la recette et la dépense concernant le navire, et généralement tout ce qui concerne le fait de sa charge, et tout ce qui peut donner lieu à un compte à rendre, à une demande à former. » (C. com., art. 224.)

Ce registre, le *journal du bord*, est sur papier timbré et fait foi en justice, s'il est régulier ; mais on peut toujours opposer aux insertions qu'il contient la preuve contraire.

« Le capitaine est tenu, avant de prendre charge, de faire visiter son navire, aux termes et dans les formes prescrites par les règlements. — Le procès-verbal de visite est déposé

« au greffe du Tribunal de commerce ; il en est délivré extrait
« au capitaine. » (C. com., art. 225.)

Cette visite est faite par des experts, hommes de mer expérimentés, nommés par le Tribunal de commerce, ou par le maire, s'il n'y a pas de tribunal de commerce au lieu de l'armement. Dans ce dernier cas, le procès-verbal de visite remis au juge de paix du canton est transmis par ce fonctionnaire, dans les vingt-quatre heures, au tribunal de commerce le plus rapproché qui délivre l'extrait du procès-verbal au capitaine.

Inspirée par la sollicitude de la sécurité publique, cette mesure s'applique à tous les navires, quelle que soit leur nationalité.

« Le capitaine est tenu d'avoir à son bord, — l'acte de propriété du navire, l'acte de francisation, — le rôle d'équipage, — les connaissements et chartes-parties, — les procès-verbaux de visite, les acquits de paiement ou à caution des douanes. » (C. com., art. 226.)

« Le capitaine est tenu d'être en personne dans son navire, « à l'entrée et à la sortie des ports, havres ou rivières. » (C. com., art. 227.)

« En cas de contravention aux obligations imposées par « les quatre articles précédents, le capitaine est responsable « de tous les événements envers les intéressés au navire et au « chargement. » (C. com., art. 228.)

Le décret du 24 mars 1852 inflige au contrevenant une amende de 25 à 300 francs.

« Le capitaine répond également de tout dommage qui « peut arriver aux marchandises qu'il aurait chargées sur le « tillac de son vaisseau sans le consentement par écrit de son « chargeur. — Cette disposition n'est point applicable au « petit cabotage. » (C. com., art. 229.)

La présomption qui s'élève contre le capitaine ne saurait être détruite par la preuve testimoniale : la loi exige un acte écrit, qui ne permette aucun doute, et condamne sans excuse le chargeur imprudent qui aura volontairement affronté les avaries.

Le petit cabotage se fait avec des bâtiments trop petits pour qu'il ne soit pas nécessaire de profiter de tout l'espace libre ; ainsi s'explique l'exception de la loi.

« La responsabilité du capitaine ne cesse que par la preuve
« d'obstacles de force majeure. » (C. com., art. 230.)

Quels sont les obstacles qu'il conviendra de qualifier de *force majeure* ? — L'appréciation discrétionnaire des tribunaux peut seule prononcer sur des faits ou événements qui relèvent exclusivement des circonstances extérieures au milieu desquelles ils ont été consommés. Ce sera au capitaine à prouver la force majeure, et à écarter de lui la présomption qui menace sa responsabilité.

« Le capitaine et les gens de l'équipage qui sont à bord,
« ou qui sur les chaloupes se rendent à bord pour faire voile,
« ne peuvent être arrêtés pour dettes civiles, si ce n'est à raison de celles qu'ils auront contractées pour le voyage ; et
« même, dans ce dernier cas, ils ne peuvent être arrêtés s'ils
« donnent caution. » (C. com., art. 231.)

La loi a voulu protéger le départ du navire, sans nuire à l'intérêt des tiers. — Mais cette faveur est restreinte au cas où le bâtiment va faire voile : en toute autre circonstance, le capitaine et les gens de son équipage ne seraient pas abrités par le privilège du bord contre l'exécution des jugements qui prononcent la contrainte par corps. — Toutefois, la loi n'a entendu protéger que la personne du capitaine et des gens de l'équipage, sur le point de faire voile ; elle n'interdit pas la saisie et l'exécution des effets du débiteur qui ne lui sont pas indispensables pour le voyage.

On pense généralement que l'art. 231 n'est pas applicable aux étrangers, et que ceux-ci n'en peuvent réclamer le bénéfice.

« Le capitaine, dans le lieu de la demeure des propriétaires
« ou de leurs fondés de pouvoirs, ne peut, sans leur autorisation spéciale, faire travailler au radoub du bâtiment, acheter les voiles, cordages et autres choses pour le bâtiment,

« prendre à cet effet de l'argent sur le corps du navire, ni
« fréter le navire. » (C. com., art. 232.)

Le texte se sert à dessein des mots : *le lieu de la demeure*, au lieu de ceux-ci : *le lieu du domicile* : la loi a entendu que la *présence* des propriétaires ou de leurs fondés de pouvoirs restreignît la liberté d'action du capitaine qu'elle subordonne à leur contrôle et à leur autorisation.

Quoi qu'il en soit, le propriétaire est obligé d'exécuter les engagements pris avec des tiers *de bonne foi* par le capitaine, lorsque ce dernier a agi en contravention aux dispositions formelles de l'art. 232.

« Si le bâtiment était frété du consentement des proprié-
« taires, et que quelques-uns d'eux fissent refus de contribuer
« aux frais nécessaires pour l'expédier, le capitaine pourra,
« en ce cas, vingt-quatre heures après sommation faite aux
« refusants de fournir leur contingent, emprunter à la grosse
« pour leur compte sur leur portion d'intérêt dans le navire,
« avec autorisation du juge. » (C. com., art. 233.)

Le capitaine aurait le droit, s'il ne trouvait pas à emprunter à la grosse, de contraindre judiciairement les propriétaires à fournir l'argent nécessaire à l'exécution de l'engagement librement consenti.

« Si, pendant le cours du voyage, il y a nécessité de radoub
« ou d'achat de victuailles, le capitaine, après l'avoir constaté
« par un procès-verbal signé des principaux de l'équipage,
« pourra, en se faisant autoriser en France par le Tribunal de
« commerce, ou, à défaut, par le juge de paix, chez l'étran-
« ger par le consul français, ou, à défaut, par le magistrat des
« lieux, emprunter sur corps et quille du vaisseau, mettre en
« gage ou vendre des marchandises jusqu'à concurrence de la
« somme que les besoins constatés exigent. — Les proprié-
« taires, ou le capitaine qui les représente, tiendront compte
« des marchandises vendues, d'après le cours des marchan-
« dises de même nature et qualité dans le lieu de la décharge
« du navire, à l'époque de son arrivée. — L'affrètement unique

« ou les chargeurs divers, qui seront tous d'accord, pourront
 « s'opposer à la vente ou à la mise en gage de leurs marchan-
 « dises, en les déchargeant et en payant le fret en proportion
 « de ce que le voyage est avancé. A défaut du consentement
 « d'une partie des chargeurs, celui qui voudra user de la fa-
 « culté de déchargement sera tenu du fret entier sur ses mar-
 « chandises. » (C. com., art. 234.)

La jurisprudence autorise à penser que l'énonciation des causes pouvant justifier la vente ou l'emprunt, et se bornant à la nécessité du radoub ou de l'achat de victuailles, n'est pas limitative, et qu'il y aurait lieu d'appliquer l'art. 234 au cas de la saisie du bâtiment.

« Le capitaine, avant son départ d'un port étranger ou des
 « colonies françaises pour revenir en France, sera tenu d'en-
 « voyer à ses propriétaires ou à leurs fondés de pouvoirs, un
 « compte signé de lui, contenant l'état de son chargement,
 « le prix des marchandises de sa cargaison, les sommes par
 « lui empruntées, les nom et demeure des prêteurs. » (C. com.,
 art. 235.)

Il arrive parfois que les propriétaires ou armateurs ont à bord du navire un mandataire spécial investi de la gestion de tous leurs intérêts, et qu'on appelle *subrécargue*. Dans ce cas, les obligations imposées par le présent article au capitaine passent au subrécargue, et le capitaine, exclusivement chargé de la conduite du bâtiment, n'aura à observer la disposition de l'art. 235 qu'en ce qui concerne les sommes par lui empruntées pour la conservation du navire.

« Le capitaine qui aura, sans nécessité, pris de l'argent sur
 « le corps, avitaillement ou équipement du navire, engagé ou
 « vendu des marchandises ou des victuailles, ou qui aura em-
 « ployé dans ses comptes des avaries et des dépenses suppo-
 « sées, sera responsable envers l'armement, et personnelle-
 « ment tenu du remboursement de l'argent ou du paiement des
 « objets, sans préjudice de la poursuite criminelle, s'il y a
 « lieu. » (C. com., art. 236.)

Quant aux tiers prêteurs de bonne foi, ils auront pour garantie de l'exécution des engagements du capitaine la responsabilité du propriétaire, lors même que la justice déclarerait que le capitaine a emprunté *sans nécessité*.

« Hors le cas d'innavigabilité légalement constatée, le capitaine ne peut, à peine de nullité de la vente, vendre le navire sans un pouvoir spécial des propriétaires. » (C. com., art. 237.)

Les tiers qui seraient tentés d'acquérir le navire devront donc s'assurer de la constatation légale qui le déclare innavigable, car le propriétaire du bâtiment vendu contrairement à la loi a le droit de le revendiquer, sans indemnité, en quelques mains qu'il se trouve.

« Tout capitaine de navire, engagé pour un voyage, est tenu de l'achever, à peine de tous dépens, dommages-intérêts envers les propriétaires et les affréteurs. » (C. com., art. 238.)

La force majeure seule fournirait une excuse légitime au capitaine pour l'inexécution de ses engagements, et il aurait à en produire la preuve.

« Le capitaine qui navigue à profit commun sur le chargement, ne peut faire aucun trafic ni commerce pour son compte particulier, s'il n'y a convention contraire. » (C. com., art. 239.)

« En cas de contravention aux dispositions mentionnées dans l'article précédent, les marchandises embarquées par le capitaine pour son compte particulier, sont confisquées au profit des autres intéressés. » (C. com., art. 340.)

Il n'en serait plus ainsi, si le capitaine naviguait à profit commun sur le fret seulement.

« Le capitaine ne peut abandonner son navire pendant le voyage, pour quelque danger que ce soit, sans l'avis des officiers et principaux de l'équipage ; et, en ce cas, il est tenu de sauver avec lui l'argent et ce qu'il pourra des marchandises les plus précieuses de son chargement, sous peine

« d'en répondre en son propre nom. — Si les objets ainsi tirés
 « du navire sont perdus par quelque cas fortuit, le capitaine
 « en demeurera déchargé. » (C. com., art. 241.)

Les circonstances peuvent empêcher le capitaine de satisfaire à toutes ces obligations : ici, évidemment, les faits sont souverains, et ce sera aux juges à les apprécier en toute discrétion.

« Le capitaine est tenu, dans les vingt-quatre heures de
 « son arrivée, de faire viser son registre et de faire son rap-
 « port. — Le rapport doit énoncer — le lieu et le temps de
 « son départ, — la route qu'il a tenue, — les hasards qu'il a
 « eus, — les désordres arrivés dans le navire, et toutes les
 « circonstances remarquables de son voyage. » (C. com.,
 art. 242.)

Une ordonnance en date du 29 octobre 1833 oblige le capitaine à mentionner, en outre, dans son rapport les noms, tonnage et cargaison du navire ; les noms et domicile de l'armateur et des assureurs, s'ils lui sont connus ; le nom du port de l'armement, les relâches qu'il a faites pour quelque cause que ce soit, les accidents qui ont pu arriver pendant la traversée ; l'état du bâtiment, les avaries, les ventes d'agrès ou de marchandises ; les emprunts faits pour les besoins du navire, les achats de vivres ou autres objets nécessaires ; les moyens de défense du navire, l'état des victuailles et de la caisse des médicaments au moment du sinistre ; et tout ce qui peut intéresser la sécurité et la prospérité de la marine.

En même temps que son rapport, le capitaine remettra le livre de bord, l'acte de propriété du navire, l'acte de francisation, le congé, le rôle d'équipage, les acquits-à-caution, connaissements, chartes-parties et procès-verbaux qu'il peut avoir.

« Le rapport est fait au greffe devant le président du Tri-
 « bunal de commerce. — Dans les lieux où il n'y a pas de tri-
 « bunal de commerce, le rapport est fait au juge de paix de
 « l'arrondissement. — Le juge de paix qui a reçu le rapport

« est tenu de l'envoyer, sans délai, au président du tribunal
 « de commerce le plus voisin. — Dans l'un et l'autre cas, le
 « dépôt en est fait au greffe du Tribunal de commerce. »
 (C. com., art. 242.)

S'il n'y a ni tribunal de commerce, ni juge de paix, le rapport sera fait devant le maire ou son adjoint qui le transmettront au président du tribunal de commerce le plus voisin par l'intermédiaire du juge de paix du canton.

« Si le capitaine aborde dans un port étranger, il est tenu
 « de se présenter au consul de France, de lui faire un rapport,
 « et de prendre un certificat constatant l'époque de son arrivée
 « et de son départ, l'état et la nature de son chargement. »
 (C. com., art. 244.)

Dans le cas où il n'y aurait dans le port étranger ni consul, ni vice-consul, le capitaine ferait son rapport au magistrat du lieu, auprès duquel il se pourvoirait du certificat dont il est question en l'article précité.

« Si, pendant le cours du voyage, le capitaine est obligé de
 « relâcher dans un port français, il est tenu de déclarer au
 « président du tribunal de commerce du lieu les causes de sa
 « relâche. — Dans les lieux où il n'y a pas de tribunal de
 « commerce, la déclaration est faite au juge de paix du can-
 « ton. — Si la relâche forcée a lieu dans un port étranger, la
 « déclaration est faite au consul de France, ou, à son défaut,
 « au magistrat du lieu. » (C. com., art. 245.)

Si la relâche du capitaine n'était pas justifiée, il serait responsable des conséquences qui résulteraient de son retard volontaire.

« Le capitaine qui a fait naufrage et qui s'est sauvé seul ou
 « avec partie de son équipage, est tenu de se présenter devant
 « le juge du lieu, ou, à défaut de juge, devant toute autre au-
 « torité civile, d'y faire son rapport, de le faire vérifier par
 « ceux de son équipage qui se seraient sauvés et se trou-
 « veraient avec lui, et d'en lever expédition. » (C. com.,
 art. 246.)

« Pour vérifier le rapport du capitaine le juge reçoit l'interrogatoire des gens de l'équipage et, s'il est possible, des passagers, sans préjudice des autres preuves. — Les rapports non vérifiés ne sont point admis à la décharge du capitaine et ne font point foi en justice, excepté dans le cas où le capitaine naufragé s'est sauvé seul dans le lieu où il a fait son rapport. — La preuve des faits contraires est réservée aux parties. » (C. com., art. 247.)

Cette vérification devant le juge a tout le caractère d'une enquête, et le magistrat pourra poser aux témoins toutes les questions qu'il jugera convenable pour dégager l'exacte expression de la vérité. — Le capitaine qui néglige de se conformer aux prescriptions impérieuses de l'art. 246 découvre d'une manière absolue sa responsabilité, puisqu'il se prive des seuls moyens de défense que la loi lui ait ménagés.

« Hors le cas de péril imminent, le capitaine ne peut décharger aucune marchandise avant d'avoir fait son rapport, à peine de poursuites extraordinaires contre lui. » (C. com., art. 248.)

« Si les victuailles du navire manquent pendant le voyage, le capitaine, en prenant l'avis des principaux de l'équipage, pourra contraindre ceux qui auront des vivres en particulier de les mettre en commun, à la charge de leur en payer la valeur. » (C. com., art. 249.)

On peut dire que la loi régleme ici, pour ainsi dire, la nécessité. Au surplus, le pouvoir absolu du capitaine, plus encore que son devoir de veiller au salut de l'équipage et des passagers, lui eût conféré, dans le silence de la loi, l'autorité nécessaire pour remplir cette obligation.

Il sera fait mention dans le journal du bord de toutes ces circonstances.

TITRE IV

DU CAPITAINE (MASTER).

LOI ANGLAISE.

Le capitaine de tout navire marchand s'appelle *maître* (*master*).

Ses attributions, ses pouvoirs correspondent aux attributions et aux pouvoirs de nos capitaines de navire.

L'acte de parlement du 10 août 1854 a prescrit les conditions auxquelles doit satisfaire tout marin qui aspire aux fonctions de capitaine au long cours (*foreign-going ship*) ou au cabotage (*home-trade passenger ship*).

Tout capitaine au long cours doit être pourvu d'un certificat nommé *certificate of competency* (certificat de compétence ou de capacité) qui lui est délivré, après épreuve satisfaisante, par tel conseil maritime local (*local marine board*).

Les conseils maritimes sont établis dans un certain nombre de ports, et sont placés sous la surveillance du Conseil du commerce (*board of trade*).

Chaque conseil est composé des maires et des magistrats rétribués de la circonscription ; de quatre personnes résidant ou ayant le siège de leurs affaires sur les lieux ou dans un rayon de sept milles, et nommées par le Conseil du commerce ; et de six membres nommés par les propriétaires de navires au long cours et de navires au cabotage.

Ce conseil n'est constitué que pour trois ans.

Les certificats délivrés aux capitaines au cabotage sont désignés sous la dénomination de certificats de service (*certificates of service*).

Disons, en passant, que les examens sont loin de comporter la salubre sévérité qui caractérise et recommande en France les épreuves imposées aux aspirants au grade de capitaine. C'est un progrès à faire et que certainement on fera en Angleterre.

Tout capitaine doit justifier de son aptitude en produisant son certificat chaque fois qu'il prend la mer.

Il en est de même des seconds (*mates*) qui sont également assujettis à des examens, et ne peuvent agir, en cette qualité, que munis d'un certificat qui les y autorise.

L'obtention du certificat qui donne au capitaine le droit à l'exercice de sa fonction, engage en même temps sa responsabilité pour toutes les fautes qu'il commettra dans l'activité de son emploi.

Le Conseil du commerce peut frapper tout capitaine qui l'a mérité de telle pénalité disciplinaire qui se réalise par la modification, la suspension ou l'annulation du certificat dont il aura abusé.

Quant à la responsabilité civile des fautes du capitaine, elle pèse sur lui sans réserve.

Comme nous l'avons vu, il est l'*agent* des propriétaires, et la loi le soumet à toutes les exigences du mandat qu'il a accepté.

Nous aurions à répéter ici, en ce qui le touche, les explications précédemment données sous le titre de *principal and agent* : nous n'y reviendrons pas.

Le capitaine répond des marchandises dont il se charge. Sa responsabilité commence au moment où il les reçoit, et le soin de leur conservation est tout entier sur lui jusqu'à ce qu'il les ait délivrées au destinataire.

La remise des marchandises au capitaine s'établit par le *connaissance* (*bill of lading*).

Toutefois le *bill of lading* n'établit qu'une présomption contre le capitaine qui peut toujours prouver, s'il y a intérêt, que les marchandises ne lui ont pas réellement été remises, et qu'il a été victime d'une fraude.

Le capitaine compose lui-même son équipage; ce droit est essentiellement corrélatif des rigoureuses obligations que sa responsabilité légale lui impose.

La loi a signalé les conditions officielles de tout contrat entre le capitaine et les marins qui doivent composer l'équipage; nous ferons ultérieurement connaître ces conditions.

Le capitaine a un livre du bord où il consigne tous les incidents commerciaux du voyage de nature à servir les intérêts qui lui sont confiés et à éclairer sa situation vis-à-vis de tous ceux qui peuvent mettre en cause sa responsabilité.

Ce livre s'appelle le *manifeste* (*the manifest*). Les énonciations qu'il contient n'auront jamais que le caractère et la portée de présomptions, et il sera permis à tous intéressés de les contredire devant la justice.

Il est un autre livre qu'il doit avoir et qui a un caractère en quelque sorte officiel. C'est ce qu'on appelle *official log-book*. (*Journal officiel de navigation*).

Ce livre, étranger aux opérations commerciales du capitaine, est établi suivant la forme prescrite par le Conseil du commerce, et cette forme varie selon les diverses espèces de navires.

Le *log-book* est composé de feuillets blancs avec indication des particularités prévues qu'il est enjoint au capitaine de constater.

Tout événement dont la mention est exigée au *log-book* y sera relaté le plus tôt possible après sa réalisation; et s'il n'est pas noté le jour où il a eu lieu, le capitaine mentionnera séparément la date de l'événement et la date de sa mention au journal.

En aucun cas, il ne sera fait au *log-book* mention d'un événement antérieur à l'arrivée du navire au port de débarque-

ment, si l'inscription de ce rapport n'est pas faite dans les vingt-quatre heures de l'arrivée.

La loi indique treize séries d'événements que le *log-book*, s'il y a lieu, doit signaler, et qui sont :

1° Toute condamnation légale d'un membre de l'équipage, et la punition infligée ;

2° Tout délit d'un marin devant déterminer une poursuite punie de confiscation ou d'amende, avec les raisons de la poursuite, et la défense, s'il y en a eu, présentée par le prévenu ;

3° Tout délit punissable à bord, et la peine infligée ;

4° Un rapport de la conduite, du caractère, des capacités de chaque membre de l'équipage, ou mention qu'on se refuse à donner une opinion sur ces particularités ;

5° Tout cas de maladie ou de blessure d'un membre de l'équipage, avec indication du caractère du mal et du traitement médical qu'on y aura appliqué ;

6° Tout cas de mort arrivée à bord, et la cause du décès ;

7° Toute naissance à bord, le sexe de l'enfant et le nom des parents ;

8° Tout mariage contracté à bord, le nom et l'âge des époux ;

9° Le nom de tout matelot ou novice qui cesse de faire partie de l'équipage, si ce n'est en cas de mort, avec mention du lieu, du temps, des circonstances, de la cause de la retraite ;

10° Le montant des gages dus à tout marin qui entre au service de Sa Majesté pendant le voyage ;

11° Le montant des gages de tout matelot ou novice mort pendant le voyage, avec le total de ce qu'il en faut déduire ;

12° La vente des effets de tout matelot ou novice décédé pendant le voyage, avec un état de tous les articles vendus et des sommes reçues ;

13° Toute collision avec un autre navire, et les circonstances de l'événement.

Ces insertions écrites au *log-book* seront signées par le

capitaine et le second ou un autre membre de l'équipage; de plus, par le médecin ou chirurgien, en cas de maladie ou de mort; pour gages dus ou ventes effectuées au profit de tel marin ou novice décédé, par le capitaine, le second et un matelot; pour les gages dus à tel marin qui entre au service de Sa Majesté, par le capitaine, par le marin lui-même ou par l'officier autorisé à recevoir ce marin au service de l'État.

La tenue irrégulière du *log-book* est punie, pour chaque cas, d'une amende de 5 liv. sterl. (125 fr.).

Le fait d'avoir inscrit au *log-book*, plus de vingt-quatre heures après son arrivée au port, tel événement antérieur à cette arrivée, entraînera contre le capitaine ou ses complices la pénalité d'une amende de 30 liv. sterl. (750 fr.).

Tout acte qui a pour objet l'altération, mutilation, destruction ou suppression du *log-book*, l'insertion mensongère ou l'omission frauduleuse d'un fait, est considéré et puni comme crime (*misdeemeanor*).

Toute déclaration consignée au *log-book* peut être produite comme preuve devant la justice, sauf contradiction à la charge des parties intéressées.

Dans les quarante-huit heures de l'arrivée au port de destination ou de débarquement de l'équipage, le capitaine remet le *log-book* au maître de port (*shipping master*), sous peine de 20 liv. sterl. (500 fr.).

Avant chaque voyage, l'inspecteur public examine le navire et délivre au capitaine un certificat de navigabilité qui couvre, à cet égard, la responsabilité de celui-ci vis-à-vis soit des affrêteurs, soit des assureurs.

Le capitaine a à son bord tous les titres et papiers nécessaires à constater la nationalité, la propriété du navire, les reçus des douanes, les connaissements des marchandises.

Il doit être à bord de son navire et commander en personne à l'entrée et à la sortie des ports, havres et rivières, sans préjudice de la libre action du pilote, s'il est possible ou nécessaire d'y avoir recours.

En Angleterre, comme en France, on se livre à ce qu'on appelle le petit cabotage. — Le commerce s'adresse parfois à de petits navires qui sont obligés de profiter de toute la place du bâtiment, aussi bien sur le pont que dessous. — Dans ce cas, on ne saurait imputer à faute au capitaine d'avoir chargé sur le pont telle marchandise à laquelle serait survenue une avarie, à moins qu'il ne se fût expressément engagé à l'abriter dans l'intérieur.

Particularités de fait que le connaissement aura toujours soin de préciser.

La force majeure seule couvre la responsabilité du capitaine.

La loi anglaise définit la force majeure, et cette définition trouve sa place dans le texte semi-officiel du connaissement : *elle l'appelle les actes de Dieu et des ennemis du Prince (Acts of God and King's enemies)*.

Un statut de George III a ajouté à ces deux cas de force majeure l'incendie.

Néanmoins, si le capitaine est convaincu d'avoir manqué à son devoir, à son engagement; si, par exemple, il a négligé de suivre la route qu'il *devait* suivre, il sera responsable de tous accidents, et même de la force majeure.

Pour quitter le port et prendre la mer, le capitaine doit avoir obtenu de la douane un certificat de congé (*certificate of clearance*) qui n'est délivré qu'aux navires en règle; mais la loi anglaise n'accorde pas au bord du navire la faveur de protéger contre l'exécution des sentences judiciaires les gens de l'équipage que les officiers exécutifs, à leurs risques et périls, pourront y atteindre.

Seulement, il est bon de remarquer qu'une fois à la mer le capitaine est souverain absolu sur son navire, qu'il a juridiction sur son équipage, et par conséquent droit de le protéger.

Que les propriétaires soient ou non présents sur les lieux où se trouve le navire, le capitaine, si son contrat d'engage-

ment ne s'y oppose pas, a plein pouvoir pour agir, et il ne sera pas obligé de demander l'autorisation des propriétaires pour pourvoir le navire des réparations et des objets nécessaires.

L'autorité du capitaine, sous la loi anglaise, est plus large qu'en France, en ce qui regarde son action administrative à bord du navire.

Il a été jugé que, *même dans un port anglais*, le capitaine, si la nécessité l'y oblige, peut emprunter de l'argent pour l'usage du navire.

Jugé également que ce pouvoir du capitaine est subordonné à la circonstance qu'il ne lui est pas possible de communiquer avec le propriétaire.

Le capitaine peut, dans les mêmes cas, emprunter sur les marchandises.

En pays étranger, le capitaine peut, s'il est nécessaire, emprunter par privilège (*hypothecate*) sur le navire et le chargement, afin de pourvoir au radoub (*repairs*) du bâtiment; il peut même vendre une partie du navire, ou le navire tout entier, ainsi que les marchandises, pour l'avantage de tous ceux qui y ont intérêt.

Il a, dit un auteur très-estimé, Abbott, autorité sur toute personne à son bord, en ce qui touche la navigation et le maintien de l'ordre; son autorité ressemble à celle du père sur son enfant, ou à celle du maître sur son apprenti ou sur son élève. Mais il ne doit en user que dans une juste mesure, et tout excès dans l'exercice de ce droit l'assujettirait à une sévère répression.

Il est obligé de tenir un compte exact et détaillé des emprunts ou des ventes qu'il est contraint de faire, et il est responsable de tous actes dont la nécessité ne serait pas justifiée.

Si ses actes étaient entachés d'un caractère de fraude, la loi criminelle l'atteindrait aussi bien que la loi civile, pour le tort qu'il aurait fait aux intérêts matériels des propriétaires

et affréteurs. et à l'intérêt supérieur de la société et de la loi.

Le *ship's husband* est un mandataire dont la fonction correspond à celle de l'employé que le commerce français appelle *subrécargue*. — La présence du *ship's husband* à bord du navire limite, comme nous l'avons dit, aux soins de la navigation l'initiative et la responsabilité du capitaine.

Rappelons-nous encore que le capitaine est obligé à l'exécution rigoureuse de son engagement envers les propriétaires du navire, et que toute infraction de sa part au contrat par lui consenti l'exposera à une condamnation à des dommages-intérêts dont la sévérité habituelle est avec raison considérée par le jury anglais comme une sauvegarde efficace et nécessaire de la bonne foi des conventions.

Ce contrat détermine et définit généralement avec exactitude les privilèges commerciaux du capitaine, et il ne saurait en dépasser la limite sans danger pour ses propres intérêts.

La loi anglaise ne spécifie rien de particulier en ce qui touche tous ces détails. — Il suffit de se rappeler que le capitaine, quand il représente seul les propriétaires du navire, est au *premier chef* (*prima facie*) leur *agent*, leur mandataire, et que ses devoirs et ses droits, sauf toute dérogation expresse inscrite au contrat, sont ceux du *factor*, tels que nous les avons précédemment exposés.

Tout capitaine qui abandonne son navire pendant le voyage, pour quelque cause que ce soit, ou qui, par son ivrognerie, sa tyrannie, sa méchanceté ou sa négligence, occasionne un dommage au navire ou aux marchandises, peut être suspendu de ses fonctions et privé, selon la gravité du cas, de son certificat, sans préjudice des autres réparations civiles et pénales que les circonstances autoriseront.

Le rapport du capitaine et les papiers qu'il est tenu d'avoir à son bord seront immédiatement remis aux fonctionnaires compétents du lieu de l'arrivée.

Tous les officiers de l'administration de la marine ont le

droit de faire comparaître devant eux le capitaine d'un navire et de l'interroger sur toutes les circonstances qui ont accompagné tel accident, tel dommage, et sur tout ce qui peut intéresser la sécurité et le développement de la marine. L'inspecteur nommé par le *Board of trade* peut, quand il le juge à propos, visiter tout navire, se livrer à toutes enquêtes, réunir et interroger l'équipage, et le capitaine qui n'obéirait pas à toutes injonctions de l'autorité encourrait une amende qui pourrait s'élever jusqu'à 20 liv. sterl. (500 fr.) pour chaque infraction à son devoir

Sous ce rapport, le service public, en Angleterre, est fait avec une grande et salubre rigueur, et la plus scrupuleuse protection est acquise à tous les intérêts mis en rapport par l'industrie maritime.

Dans les quarante-huit heures de son retour dans un port du Royaume-Uni, le capitaine au long cours doit adresser, sous peine de 5 liv. sterl. (125 fr.) d'amende, au *shipping master* devant lequel l'équipage est congédié, une note signée de lui et contenant les particularités ci-après :

Le numéro et la date de l'enregistrement du navire, et son tonnage officiel ;

La durée et la nature du voyage et son objet ;

Les prénoms, noms, âges, lieux de naissance des gens de l'équipage, y compris le capitaine et les novices ; leurs qualités à bord, le dernier navire où ils ont servi, et en quelle qualité ; la date et le lieu de leur entrée au service du bord ;

Les noms des gens de l'équipage décédés ou ayant cessé de faire partie de l'équipage, avec indication de l'époque, du lieu, des causes et des circonstances du fait ;

Les noms des gens de l'équipage qui ont été mutilés ou blessés, avec mention de l'époque, du lieu, des causes et des circonstances ;

Les gages dus à tout marin décédé, et l'époque du décès ;

Les habits et autres effets ayant appartenu au défunt, avec

indication de ce qu'on en a fait et du prix auquel ils ont été vendus ;

Le nom, l'âge, le sexe de tout passager décédé à bord, avec la date et la cause de la mort ;

La mention et la date de toute naissance survenue à bord, avec indication du sexe de l'enfant et des noms de ses père et mère ;

La mention de tout mariage contracté à bord, sa date et les noms et âges des parties.

Le *shipping master* délivre au capitaine un certificat constatant la remise de cette note conformément à la loi ; et il ne sera délivré par la douane aucun acquit des droits à l'intérieur, si le capitaine ne produit ce certificat du *shipping master*.

Si le navire cesse d'être navire au long cours ou au cabotage, parce qu'il a été vendu, perdu, ou a changé de destination, le capitaine ou le propriétaire seront tenus de donner cette note au *shipping master* du port où ce navire avait été à l'origine enregistré, dans le délai d'un mois, si le navire est dans le Royaume-Uni, et en cas de perte du navire, dans le plus bref délai possible.

Toute infraction à cette disposition de la loi est punie d'une amende qui n'excédera pas 10 liv. sterl. (250 fr.).

Ces documents sont transmis par le *shipping master* à l'enregistreur qui doit en connaître.

Quant aux navires du cabotage, les capitaines ou propriétaires sont tenus de remettre au *shipping master* une note semblable, deux fois par année, le 21 juin et le 21 décembre au plus tard, sous peine d'une amende n'excédant pas 5 liv. sterl. (125 fr.). — Il leur sera délivré par le *shipping master* un certificat constatant la remise de la note, et tout capitaine qui ne produira pas à la douane ce certificat, s'exposera à voir retenir au port son navire jusqu'à ce qu'il ait fait cette justification.

Le capitaine de tout navire qui touche à un port étranger

où réside un consul britannique, ou à un port des possessions de la Grande-Bretagne, et qui s'y arrête quarante-huit heures, est tenu de délivrer au consul ou à l'officier de la douane, selon le cas, le contrat d'engagement de l'équipage, le contrat d'engagement des novices.

Ces papiers seront retournés dans le plus bref délai au capitaine avec le visa de l'officier.

L'inobservation de cette formalité assujettit le capitaine à une amende qui peut s'élever jusqu'à 20 liv. sterl. (500 fr.)

En cas de naufrage, le capitaine qui a pu se sauver est tenu de faire son rapport circonstancié au magistrat compétent du lieu où il aura abordé.

Ce magistrat fera une enquête sur les faits du sinistre, et son rapport sera adressé au *Board of trade*, pour servir au règlement de tous les intérêts, à la fixation de toute responsabilité.

Pour être moins minutieuse dans ses particularités que ne l'est la loi française, par rapport aux devoirs du capitaine, la loi anglaise ne présente ni moins de prévoyance, ni moins de garantie au commerce.

Elle se repose sur la bonne foi des conventions, sur l'intelligence générale des obligations qui s'attachent à la fonction, sur la coutume enfin qui, en matière de droit maritime, ne relève que de l'équité ; — elle sait que les faits, les actes déterminent seuls, comme seuls ils mesurent la responsabilité, et elle confie avec raison le règlement de tous les différends qui surgissent des événements de mer à la compétence loyale et expérimentée soit de la Cour d'amirauté, soit du jury.

TITRE V

DE L'ENGAGEMENT ET DES LOYERS DES MATELOTS ET GENS DE L'EQUIPAGE.

LOI FRANÇAISE.

Sous cette expression, *gens de l'équipage*, la loi a compris tout le personnel d'un navire, depuis le dernier mousse jusqu'au capitaine.

Quant aux engagements, ils sont laissés entièrement à la libre discrétion des parties. Cependant ils peuvent se ranger généralement en quatre catégories indiquées par la loi elle-même : l'engagement au voyage, l'engagement au mois, l'engagement au profit, l'engagement au fret.

Engagement au voyage : le marin est engagé pour la durée, quelle qu'elle soit, du voyage ; son salaire est un forfait.

Engagement au mois : le marin s'engage pour tout le voyage, mais avec un salaire établi à tant par mois.

Engagement au profit : le marin engagé pour tout le voyage a pour rémunération de son travail une part déterminée dans les bénéfices du voyage.

Engagement au fret : le marin engagé pour tout le voyage a pour salaire une part convenue dans le produit du fret.

« Les conditions d'engagement du capitaine et des hommes d'équipage d'un navire sont constatées par le rôle d'é-

« quipage, ou par les conventions des parties. » (C. com., art. 250.)

Le rôle d'équipage est établi par un fonctionnaire public appelé *commissaire des classes*, et en pays étranger, par les consuls ou vice-consuls.

Les parties liées par un engagement doivent l'exécuter scrupuleusement, et les gens de l'équipage qui refuseraient de remplir leurs obligations s'exposeraient non-seulement à une responsabilité civile en rapport avec le dommage causé, mais encore aux peines sévères justement prévues par la police maritime.

Le salaire des marins est insaisissable, excepté pour dettes contractées par eux ou leurs familles, à titre de loyer, subsistances et vêtements. — Et même, dans ce cas exceptionnel, faut-il le consentement des commissaires des classes.

« Le capitaine et les gens de l'équipage ne peuvent, sous aucun prétexte, charger dans le navire aucune marchandise pour leur compte, sans la permission des propriétaires, et sans en payer le fret, s'ils n'y sont autorisés par l'engagement. » (C. com., art. 251.)

Toutefois, l'usage a prévalu d'autoriser les gens de l'équipage à passer avec eux une certaine quantité de marchandises; et cette tolérance *toute personnelle* s'appelle *port permis*.

« Si le voyage est rompu par le fait des propriétaires, capitaine ou affréteurs, avant le départ du navire, les matelots loués au voyage ou au mois sont payés des journées par eux employées à l'équipement du navire. Ils retiennent pour indemnité les avances reçues. — Si les avances ne sont pas encore payées, ils reçoivent pour indemnité un mois de leurs gages convenus. — Si la rupture arrive après le voyage commencé, les matelots loués au voyage sont payés en entier aux termes de leur convention. — Les matelots loués au mois reçoivent leurs loyers stipulés pour le temps qu'ils ont servi, et, en outre, pour indemnité, la moitié de leurs

« gages pour le reste de la durée présumée du voyage pour lequel ils étaient engagés. — Les matelots loués au voyage ou au mois reçoivent, en outre, leur conduite de retour jusqu'au lieu du départ du navire, à moins que le capitaine, les propriétaires ou affrêteurs, ou l'officier d'administration ne leur procurent leur embarquement sur un autre navire revenant audit lieu de leur départ. » (C. com., art. 252.)

Le voyage est réputé commencé si le navire, ayant fait voile, a marché pendant au moins vingt-quatre heures.

Si la destination du navire est changée, les matelots peuvent refuser leurs services; dans ce cas, ils n'ont droit à aucune indemnité.

Il y a lieu à l'application de l'art. 252 si le voyage est rompu à cause de l'innavigabilité du navire dont le mauvais état, au moment du départ, est prouvé contre les armateurs.

« S'il y a interdiction de commerce avec le lieu de la destination du navire, ou si le navire est arrêté par ordre du gouvernement avant le voyage commencé, il n'est dû aux matelots que les journées employées à équiper le bâtiment. » (C. com., art. 253.)

Une telle circonstance est assimilée au cas de force majeure, et ne peut engager aucune responsabilité.

« Si l'interdiction de commerce ou l'arrêt du navire arrive pendant le cours du voyage; — dans le cas d'interdiction, les matelots sont payés à proportion du temps qu'ils auront servi; — dans le cas de l'arrêt, le loyer des matelots engagés au mois court pour moitié pendant le temps de l'arrêt; — le loyer des matelots engagés au voyage est payé aux termes de leur engagement. » (C. com., art. 254.)

« Si le voyage est prolongé, le prix des loyers des matelots engagés au voyage est augmenté à proportion de la prolongation. » (C. com., art. 255.)

« Si la décharge du navire se fait volontairement dans un lieu plus rapproché que celui qui est désigné par l'affrètement, il ne leur est fait aucune diminution. » (C. com., art. 256.)

La décharge du navire occasionnée par la force majeure justifierait la diminution proportionnelle des salaires des matelots.

« Si les matelots sont engagés au profit ou au fret, il ne leur est dû aucun dédommagement ni journées pour la rupture, le retardement ou la prolongation du voyage, occasionnés par force majeure. — Si la rupture, le retardement ou la prolongation arrivent par le fait des chargeurs, les gens de l'équipage ont part aux indemnités qui sont adjugées au navire. — Ces indemnités sont partagées entre les propriétaires du navire et les gens de l'équipage, dans la même proportion que l'aurait été le fret. — Si l'empêchement arrive par le fait du capitaine ou des propriétaires, ils sont tenus des indemnités dues aux gens de l'équipage. » (C. com., art. 257.)

Les indemnités dues, lorsque l'empêchement provient du fait du capitaine ou des propriétaires, sont arbitrées par des experts.

« En cas de prise, de bris et naufrage, avec perte entière du navire et des marchandises, les matelots ne peuvent prétendre aucun loyer. — Ils ne sont point tenus de restituer ce qui leur a été avancé sur leurs loyers. » (C. com., art. 258.)

Cette disposition si rigoureuse est atténuée dans ses effets par une jurisprudence qui s'inspire de l'équité. Cette jurisprudence divise le voyage : elle distingue le voyage d'aller, les voyages intermédiaires et le voyage de retour, et réserve le privilège des matelots sur le fret acquis au navire.

« Si quelque partie du navire est sauvée, les matelots engagés au voyage ou au mois sont payés de leurs loyers échus sur les débris du navire qu'ils ont sauvés. — Si les débris ne suffisent pas, ou s'il n'y a que des marchandises sauvées, ils sont payés de leurs loyers subsidiairement sur le fret. » (C. com., art. 259.)

Mais ce droit des matelots ne prime point le privilège ac-

quis aux frais de justice et de sauvetage, et ne s'applique pas aux loyers à écheoir.

« Les matelots engagés au fret sont payés de leurs loyers » seulement sur le fret, à proportion de celui que reçoit le capitaine. » (C. com., art. 260.)

Quant aux matelots engagés au profit, il est évident qu'ils ne peuvent prétendre aucun droit sur les débris du navire ou sur les marchandises sauvées, à moins que, malgré le sinistre, il n'y ait un bénéfice réalisé sur les marchandises préservées.

« De quelque manière que les matelots soient loués, ils sont » payés des journées par eux employées à sauver les débris » et les effets naufragés. » (C. com. art. 261.)

Les matelots qui ont travaillé au sauvetage une fois payés de leurs services sur le produit réalisé par la vente des débris, et sur le fret des marchandises, l'excédant, s'il y en a, sera employé à payer leur retour. — Si ces ressources font défaut ou sont insuffisantes, le retour aura lieu aux frais de l'État.

« Le matelot est payé de ses loyers, traité et pansé aux dépens du navire, s'il tombe malade pendant le voyage, ou s'il » est blessé au service du navire. » (C. com., art. 262.)

S'il est nécessaire de débarquer et de mettre à l'hôpital le matelot devenu malade dans le cours du voyage, le capitaine est obligé de faire une consignation ou de donner une caution solvable, suffisante, au bureau de l'inscription maritime, ou entre les mains du consul, pour assurer les frais de traitement, de retour ou de sépulture du malade.

« Le matelot est traité et pansé aux dépens du navire et du » chargement, s'il est blessé en combattant contre les ennemis » et les pirates. » (C. com., art. 264.)

La disposition de cet article doit être également appliquée au passager blessé en combattant pour le salut du bâtiment et de son chargement.

« Si le matelot, sorti du navire sans autorisation, est blessé » à terre, les frais de ses pansement et traitement sont à sa

« charge : il pourra même être congédié par le capitaine. —
 « Ses loyers, en ce cas, ne lui seront payés qu'à proportion du
 « temps qu'il aura servi. » (C. com., art. 264.)

Si le matelot était sorti du navire avec permission, et que, sans provocation de sa part, il reçût une blessure, il serait considéré comme tombé malade pendant le voyage, et aurait le bénéfice de l'art. 266.

« En cas de mort d'un matelot pendant le voyage, si le ma-
 « telot est engagé au mois, ses loyers sont dus à sa succession
 « jusqu'au jour de son décès. — Si le matelot est engagé au
 « voyage, la moitié de ses loyers est due s'il meurt en allant
 « ou au port d'arrivée. — Le total de ses loyers est dû s'il
 « meurt en revenant. — Si le matelot est engagé au profit ou
 « au fret, sa part entière est due, s'il meurt le voyage com-
 « mencé. — Les loyers du matelot tué en défendant le navire
 « sont dus en entier pour tout le voyage, si le navire arrive à
 « bon port. » (C. com., art. 265.)

En cas de perte du bâtiment, il n'y aurait pas lieu à appliquer cet article, mais bien les art. 258, 259, 260, 261 précités.

« Le matelot pris dans le navire et fait esclave ne peut rien
 « prétendre contre le capitaine, ni les affréteurs, pour le paye-
 « ment de son rachat. — Il est payé de ses loyers jusqu'au
 « jour où il est pris et fait esclave. » (C. com., art. 266.)

« Le matelot pris et fait esclave, s'il a été envoyé en mer ou
 « à terre pour le service du navire, a droit à l'entier paiement
 « de ses loyers. — Il a droit au paiement d'une indemnité
 « pour son rachat, si le navire arrive à bon port. » (C. com.,
 art. 267.)

« L'indemnité est due par les propriétaires du navire, si le
 « matelot a été envoyé en mer ou à terre pour le service du na-
 « vire. — L'indemnité est due par les propriétaires du navire
 « et du chargement, si le matelot a été envoyé en mer ou à
 « terre pour le service du navire et du chargement. » (C. com.,
 art. 268.)

« Le montant de l'indemnité est fixé à 600 francs. — Le
 « recouvrement et l'emploi en seront faits suivant les formes
 « déterminées par le gouvernement, dans un règlement relatif
 « au rachat des captifs. » (C. com., art. 269.)

Ce règlement n'existe pas. — L'ascendant de la civilisation
 a mieux fait : il a purgé les mers des pirates, et les éventua-
 lités prévues par les art. 266 et 267 ne peuvent se présenter
 que comme des exceptions qu'il y aurait à traiter par une ac-
 tion particulière et spéciale.

« Tout matelot qui justifie qu'il est congédié sans cause va-
 « lable a droit à une indemnité contre le capitaine. — L'indem-
 « nité est fixée au tiers des loyers, si le congé a lieu avant le
 « voyage commencé. — L'indemnité est fixée à la totalité des
 « loyers et aux frais de retour, si le congé a lieu pendant le
 « cours du voyage. — Le capitaine ne peut, dans aucun des
 « cas ci-dessus, répéter le montant de l'indemnité contre les
 « propriétaires du navire. — Il n'y a pas lieu à l'indemnité,
 « si le matelot est congédié avant la clôture du rôle d'équi-
 « page. — Dans aucuns cas, le capitaine ne peut congédier un
 « matelot dans les pays étrangers. » (C. com., art. 270.)

Si le matelot ne peut justifier que son renvoi est arbitraire,
 la responsabilité du capitaine est à couvert, et le matelot n'a
 droit qu'à ses loyers jusqu'au jour du congé.

La légitimité des causes du renvoi, essentiellement relative
 à la qualité et au rang de la personne dans l'équipage, sera
 appréciée par les tribunaux.

Mais il est certain que plus la loi accorde d'autorité au ca-
 pitaine en ce qui concerne le *gouvernement* de son navire, plus
 aussi elle exige de lui de prudence et de circonspection dans
 l'exercice de cette autorité.

« Le navire et le fret sont spécialement affectés aux loyers
 « des matelots. » (C. com., art. 271.)

Toutefois ce privilège des matelots sur le fret cesse d'exis-
 ter contre le chargeur, si celui-ci s'est libéré du fret aux mains
 de qui de droit.

« Toutes les dispositions concernant les loyers, pansement
« et rachat des matelots, sont communes aux officiers et à tous
« les autres gens de l'équipage. » (C. com., art. 272.)

TITRE V

DE L'ENGAGEMENT ET DES LOYERS DES MATELOTS ET GENS DE L'ÉQUIPAGE. .

(ENGAGEMENT AND WAGES OF SEAMEN.)

LOI ANGLAISE.

N'engage pas qui veut les marins en Angleterre. Il faut, pour cela, être muni d'une autorisation (*licence*) que le *Board of trade* accorde pour telle période, en tels termes indiqués, et révocable sous de certaines conditions.

Ne sont dispensés de cette licence, pour engager des matelots, que les propriétaires, capitaines ou seconds de navire, ou telles personnes employées constamment au service du propriétaire.

L'usurpation de ce droit est punie d'une amende n'excédant pas 20 liv. sterl. (500 fr.) pour chaque engagement de novice ou de matelot; et la même pénalité frappera la personne qui

recevra ou acceptera à bord d'un navire des matelots ou novices ainsi engagés.

La loi anglaise n'abandonne pas absolument à la discrétion des parties le contrat d'engagement des matelots. Elle a voulu protéger contre toute surprise cette classe si importante et si utile de sa population.

Tout contrat d'engagement est subordonné à des formalités légales qu'il n'est pas permis de négliger, et qui, du reste, ne font aucun obstacle à la liberté des conventions particulières qu'il plaît aux parties de former et de suivre.

Tout capitaine d'un navire jaugeant plus de quatre-vingts tonneaux, et non exclusivement employé au cabotage entre les ports et côtes du Royaume-Uni, doit passer un contrat d'engagement avec tout marin qu'il se propose de prendre à son bord, en quelque port que ce soit de la Grande-Bretagne et de l'Irlande; ce contrat est passé dans la forme indiquée par le *Board of trade*; il est daté, il est revêtu de la signature du capitaine avant d'être signé par le marin, et mentionne :

La nature, et, autant que possible, la durée présumée du voyage projeté ou de l'engagement;

Le nombre et l'indication des personnes qui doivent composer l'équipage, et de ceux qui doivent servir comme matelots (*sailors*);

L'époque à laquelle chaque marin doit être à bord ou commencer son service;

Le genre de travail particulier à chaque marin;

Le montant des gages convenus;

Un état des provisions qui seront fournies à chacun;

Un règlement sur la conduite à tenir à bord, sur les amendes ou autres punitions à infliger pour mauvaise conduite, conformément à la sanction donnée par le *Board of trade*, règlement accepté par les parties.

Le contrat pourra contenir telles autres dispositions qu'il plaira aux intéressés, et qui ne seront point contraires à la loi.

S'il s'agit d'un bâtiment au long cours (*foreign going ship*), en quelque partie que ce soit des possessions britanniques, le contrat d'engagement satisfera aux conditions suivantes :

Tout contrat consenti dans le Royaume-Uni sera signé par chaque marin en présence de l'officier maritime nommé *shipping master*, après consignation préalable des droits fixes alloués à cet officier.

Nul engagement n'est possible si ces droits ne sont pas acquittés. Impôt onéreux que nous ne connaissons pas en France, et qui devrait disparaître chez nos voisins.

Cet impôt est payé par le capitaine qui le déduit des gages du matelot.

Le *shipping master* fera lire en entier, en le lui expliquant, l'acte d'engagement à chaque marin, s'assurera que celui-ci en comprend la portée avant de le signer, et attestera chaque signature.

L'engagement de l'équipage une fois contracté, l'accord est signé en double; l'un des doubles reste au *shipping master*, l'autre est remis au capitaine. — Dans celui-ci est réservée une place pour l'indication et la signature des remplaçants (*substitutes*), ou personnes engagées à bord, après le départ du navire.

Dans le cas où des remplaçants sont engagés à la place de marins qui avaient signé leur engagement, et dont les services font défaut dans les vingt-quatre heures qui précèdent le départ du navire, pour cause de mort, de désertion, ou de tout autre événement imprévu, l'engagement, s'il est possible, sera fait devant le *shipping master*; si cela n'est pas possible, le capitaine, avant de mettre à la voile, ou au plus tôt après avoir mis à la voile, fera lire et expliquer aux marins l'engagement qu'ils signeront en présence d'un témoin certifiant leurs signatures.

Pour les navires au cabotage (*home trade ships*) les engagements se font, au choix du capitaine, dans la forme imposée pour la navigation au long cours; si le capitaine ne suit pas

cette voie, il doit, une fois en mer, faire lire et expliquer immédiatement aux marins leur engagement, et ceux-ci le signeront en présence d'un témoin qui attestera leurs signatures.

Tout engagement fait en contravention aux termes de la loi entraînera contre le capitaine ou le propriétaire qui l'auront provoqué la condamnation à une amende qui n'excédera pas 5 liv. sterl. (125 fr.).

L'officier maritime nommé *shipping master* a pour attributions spéciales et particulières de faciliter l'engagement des marins, en tenant des registres où sont consignés les noms de ceux-ci et les notes (*characters*) qui les concernent; de surveiller les conditions d'engagement et de libération des matelots, conformément à la loi; de procurer les moyens d'assurer la présence à bord, dans le temps voulu, des marins engagés; de faciliter l'apprentissage des novices; et d'accomplir tels autres devoirs qui ont pour objet l'intérêt réciproque des marins et des armateurs.

Les engagements contractés par le capitaine avec des marins en pays étrangers devront être soumis par lui au *shipping master* du port de destination, dans le Royaume-Uni, ou du port où l'équipage doit être congédié; le *shipping master* délivrera au capitaine un certificat constatant cette remise, et sur la production duquel seulement les officiers de la douane permettront au capitaine de sortir du port.

Les actes d'engagement des marins sont dispensés du timbre.

Tout matelot engagé doit se rendre à bord du navire auquel il a loué ses services; il est tenu d'obéir au capitaine, sous telles peines spécifiées par la loi.

Les matelots sont loués au voyage ou au mois.

Le matelot congédié avant le voyage commencé, sans avoir justifié cet acte de congé par sa conduite, aura droit à un mois de gage, comme indemnité, sans préjudice de telle autre compensation que la justice trouvera convenable.

Le matelot incapable de travailler a droit à l'entier de son

salaire, si cette incapacité de travail a pour origine et pour cause une blessure reçue, une maladie contractée en travaillant; et tous les frais de maladie, d'entretien, de décès, s'il y a lieu, sont à la charge du propriétaire.

Le matelot a droit à ses gages pendant le temps que dure l'embargo sur le navire, si le bâtiment poursuit ultérieurement son voyage.

Les héritiers du matelot mort pendant le voyage ont droit à ses gages acquis au jour de son décès.

L'acte d'engagement indique le jour où les gages commencent à courir; sinon, ils courent du jour où le travail commence, aussi bien que le droit du matelot à la nourriture du bord. — Il indique aussi les époques de payement.

Tout matelot congédié doit recevoir ses gages, sous peine de 10 livres sterling d'amende contre le contrevenant à la loi. — Le payement se fait en présence du *shipping master*; et aucune retenue ne peut frapper les gages, si ce n'est dans les conditions déterminées par la loi.

Le matelot congédié a droit à un certificat signé du capitaine, rédigé selon la forme légale, mentionnant le temps de service, l'époque et le lieu du congé. — Tout refus du capitaine est puni de 10 livres sterling d'amende (250 fr.).

Toute contestation à cet égard, et en ce qui touche le payement des gages, entre le capitaine ou le propriétaire et le matelot, est jugée par le *shipping master*, qui peut se faire remettre tous documents nécessaires à l'examen, et interroger tous témoins.

Après chaque congé, le capitaine est tenu de dresser un rapport de la conduite, du caractère, des capacités du matelot congédié, et de remettre ce rapport au *shipping master* qui le transmet à l'enregistreur des navires.

Le congé, comme l'engagement, est soumis au payement préalable d'un droit au *shipping master*.

Si le navire est perdu ou pris, les matelots perdent tout droit à leurs gages.

On ne connaît pas d'autre engagement, en Angleterre, que l'engagement à salaire fixe.

Dans le cas où l'engagement a lieu pour un voyage *aller et retour* (*outward and homeward*), chacune de ces périodes constituant un voyage distinct, si le navire est perdu au *retour*, le matelot a droit à ses gages pour la période de l'*aller*. — Il n'en serait pas ainsi, s'il résultait de l'engagement que l'*aller* et le *retour* ne constituent qu'un seul et même voyage.

Le droit commun (*the common law*) admet ce principe que le fret est la source des gages des matelots; le langage de la loi est très-énergique et très-original à la fois : il dit du fret qu'il est *la mère des gages* (*mother of wages*.)

De ce principe découlent certaines conséquences fixées par la jurisprudence elle-même, et qui ont un caractère tout particulier.

Ainsi, dans le cas où le propriétaire emprunte de l'argent sur une partie du fret, et où le navire est perdu avant la fin du voyage, les matelots ont droit à leurs gages au prorata de l'emprunt.

Il en serait de même si une partie de la cargaison était sauvée du naufrage, et que le propriétaire des marchandises en payât le fret proportionnel.

La loi défend à tout matelot de renoncer à son droit de poursuivre le recouvrement de ses gages, et à son privilège (*lien*) sur le navire. Toute stipulation contraire est nulle et de nul effet.

Le matelot forfait son droit aux gages dans les circonstances suivantes :

S'il refuse son concours au capitaine pour défendre le navire contre les pirates ;

S'il abandonne le navire sans raison légitime ;

Si par ses actes délibérés il cause au navire ou au chargement tels dommages dont le propriétaire est obligé de répondre, en offrant aux intéressés telle indemnité que de raison.

Tous ces actes sont qualifiés par la loi grave inconduite

(*gross misconduct*), et les gages forfaits sont attribués au propriétaire comme compensation du tort qu'il a subi.

La juridiction appelée à connaître des réclamations de gages de matelots est la juridiction du juge de paix du lieu ou voisin du lieu où l'engagement a pris fin, quand le montant de la demande n'excède pas 50 livres sterling (1,250 fr.) ; — au-dessus de cette somme, la connaissance du différend appartient à la Cour d'amirauté ou de vice-amirauté, ou de telle autre Cour supérieure exerçant cette juridiction dans les possessions britanniques.

Le droit anglais admet, comme le Code de commerce, le principe que le matelot pris dans le navire et fait esclave n'a droit à aucune indemnité pour la rançon nécessaire à son rachat. Mais l'art. 267 conserve le droit à cette indemnité au profit du marin qui a été pris et fait esclave *après avoir été envoyé en mer ou à terre pour le service du navire*.

La loi anglaise, au contraire, ne fait aucune distinction ; son refus d'indemnité est absolu. Nous pensons que cette rigueur, car on ne peut dire cette indifférence, de la loi est une infraction aux exigences de l'équité, et que cette infortune exceptionnelle, déterminée par le dévouement aux intérêts, sinon au salut du navire, engage le concours obligatoire de tous ceux qui ont dû ou pu en profiter.

La loi protège avec sollicitude le matelot contre tout acte de tyrannie, de méchanceté, d'injustice de ses supérieurs ou du capitaine.

Est considéré et puni comme crime l'acte de tout capitaine reconnu coupable d'avoir abandonné à terre, soit à l'étranger, soit dans les possessions anglaises, avant la fin du voyage, un matelot ou un novice de l'équipage.

Si les conditions de l'engagement du matelot sont modifiées par le capitaine, par suite de circonstances nouvelles survenues pendant le voyage, de manière à autoriser le matelot à refuser la continuation de ses services, le capitaine doit non-seulement lui payer les gages auxquels il a droit, mais encore lui procu-

rer un emploi semblable à bord d'un navire britannique faisant voile pour le port d'origine du voyage, ou pourvoir aux frais de son retour à ce port.

Les gages du matelot sont insaisissables.

Toute poursuite dirigée contre lui pour le recouvrement d'une dette excédant 5 schellings (6 fr. 25 c.), sera ajournée à la fin du voyage, objet de son engagement.

Il est interdit aux propriétaires de logements garnis, qui reçoivent et nourrissent les matelots, de surcharger leur compte de dépense, de détenir leur argent, leurs papiers et effets, sous peine de 10 livres sterling (250 fr.) d'amende.

Défense est faite à toute personne étrangère au service du souverain de pénétrer à bord d'un navire avant son arrivée dans le dock ou au lieu de son débarquement, sans y être autorisée par le capitaine, sous peine de 20 livres sterling d'amende (500 fr.).

Enfin, tout capitaine de navire britannique est obligé de prendre à son bord, sur toute réquisition des officiers compétents, et de nourrir et loger, jusqu'à leur retour à destination, les novices ou matelots, sujets anglais, qui ont été naufragés, congédiés ou abandonnés en quelque lieu que ce soit, sauf telle compensation fixée par les règlements. — Cependant il n'est tenu de les recevoir que jusqu'à concurrence de un par cinquante tonneaux de son jaugeage

TITRE VI

DES CHARTES-PARTIES, AFFRÈTEMENTS OU NOLISSEMENTS.

LOI FRANÇAISE.

On donne le nom de *charte-partie*, d'*affrètement*, de *nolisement* au contrat qui exprime les conditions auxquelles est loué un navire. La différence des termes ne tient qu'aux habitudes de langage particulières aux ports de l'Océan ou de la Méditerranée, mais elle n'affecte pas la nature du contrat. — On nomme *fret* ou *nolis* le prix du loyer du navire ; *fréteur*, celui qui *donne* à loyer le bâtiment ; *affréteur*, celui qui *prend* à loyer le navire. On donne encore à ce dernier le nom de *chargeur*.

« Toute convention pour louage de vaisseau, appelée *charte-partie*, *affrètement* ou *nolisement*, doit être rédigée par écrit. — Elle énonce : — le nom et le tonnage du navire, — le nom du capitaine, — les noms du fréteur et de l'affréteur, — le lieu et le temps convenus pour la charge et pour la décharge, — le prix du fret ou nolis, — si l'affrètement est total ou partiel, — l'indemnité convenue pour les cas de retard. » (C. com., art. 273.)

L'acte exprimant la convention peut être sous seing privé ; si les parties ne savent pas signer, l'acte sera dressé par-devant notaire.

En l'absence d'un acte écrit, la preuve testimoniale ne serait pas admise au-dessus de 150 francs. Mais on pourrait prouver la convention par d'autres preuves écrites, le connaissance par exemple.

Quant aux énonciations spécifiées par l'art. 273, elles ne sont pas exigées à peine de nullité; mais il est prudent de les observer afin de ne pas s'exposer aux difficultés qui surgiraient certainement de leur omission.

Toutefois, quelques-unes de ces énonciations sont exigées à peine de nullité, à cause de l'influence qu'elles exercent sur la nature même et sur les conséquences éventuelles de la convention, telles sont : *le nom et le tonnage du navire, les noms du frèteur et de l'affrèteur.*

En matière de petit cabotage, la jurisprudence établit que les dispositions de l'art. 273 ne sont pas applicables, et qu'il y a lieu à suivre le régime prescrit pour *les transports par terre et par eau.*

Les propriétaires ou leurs mandataires, présents sur les lieux, ou le capitaine avec leur autorisation, traitent et consentent les conditions de l'affrètement. — Si le capitaine est seul sur les lieux, il stipule seul, comme représentant les propriétaires, la convention de nolisement.

« Si le temps de la charge ou de la décharge du navire n'est point fixé par les conventions des parties, il est réglé suivant l'usage des lieux. » (C. com., art. 274.)

Lorsque la convention ne s'explique pas à cet égard, l'usage accorde quinze jours pour charger, et quinze jours pour décharger les navires destinés aux voyages de long cours et de grand cabotage; trois jours, quand il ne s'agit que de petit cabotage. On appelle ces délais *jours de planche* ou *jours de starie*. — Ces délais expirés, les jours supplémentaires donnent droit à une indemnité; ces jours supplémentaires appelés *jours de surstarie*, et limités à cinq, expirés, sans que le chargement soit effectué, le capitaine a le droit de partir, le fret étant acquis comme si le chargement était complet. — L'usage fixe l'indem-

nité des jours de *sur-starie* à 100 francs. — Si, passé ce délai, le capitaine en consent un nouveau, le chiffre de l'indemnité sera laissé à la discrétion des parties.

« Si le navire est frété au mois, et s'il n'y a convention contraire, le fret court du jour où le navire a fait voile. » (C. com., art. 275.)

Par conséquent, le propriétaire du navire n'a droit à aucune indemnité pour le temps consacré au chargement. — Mais si le navire est assujéti à la quarantaine, tous les jours excédant le terme convenu seront payés jusqu'à l'arrivée du navire à destination, y compris le temps nécessaire au débarquement des marchandises.

« Si, avant le départ du navire, il y a interdiction de commerce avec le pays pour lequel il est destiné, les conventions sont résolues sans dommages-intérêts de part ni d'autre. — Le chargeur est tenu des frais de la charge et de la décharge de ses marchandises. » (C. com., art. 276.)

Il y a, dans ce cas, un empêchement de force majeure dont nul ne peut être responsable.

« S'il existe une force majeure qui n'empêche que pour un temps la sortie du navire, les conventions subsistent, et il n'y a pas lieu à dommages-intérêts à raison du retard. — Elles subsistent également, et il n'y a lieu à aucune augmentation de fret, si la force majeure arrive pendant le voyage. » (C. com., art. 277.)

« Le chargeur peut, pendant l'arrêt du navire, faire décharger les marchandises à ses frais, à condition de les recharger ou d'indemniser le capitaine. » (C. com., art. 278.)

En cas de refus du chargeur de recharger ses marchandises, il sera passible, suivant les circonstances, de l'indemnité spécifiée par les art. 288 et 293 du Code de commerce ultérieurement exprimés. Ici encore, toutefois, il faudra tenir compte de la force majeure.

« Dans le cas de blocus du port pour lequel le navire est destiné, le capitaine est tenu, s'il n'a des ordres contraires,

« de se rendre dans un des ports voisins de la même puissance
 « où il lui sera permis d'aborder. » (C. com., art. 279.)

Néanmoins, si le capitaine justifiait du danger qu'il y aurait eu à déférer au vœu de la loi, le retour des marchandises ne saurait lui être imputé comme une faute, ni donner ouverture à aucune demande d'indemnité.

« Le navire, les agrès et apparaux, le frot et les marchan-
 « dises, sont respectivement affectés à l'exécution des con-
 « ventions des parties. » (C. com., art. 280.)

Chaque partie a donc un gage qui lui assure l'exécution des engagements de l'autre.

TITRE VI

DES CHARTES-PARTIES, AFFRÈTEMENTS OU NOLISSEMENTS.

(CHARTER-PARTIES, FREIGHTINGS.)

LOI ANGLAISE.

La loi anglaise reconnaît deux espèces de contrats d'affrètement :

Contrat d'affrètement par charte-partie;

Contrat pour le transport de marchandises dit *in a general ship*.

Le contrat d'affrètement par charte-partie est celui aux termes duquel la totalité ou une partie d'un navire est louée à une personne pour le transport de ses marchandises en tels lieux déterminés.

Ce contrat est généralement rédigé par écrit ; cependant la

loi n'exige pas cette formalité, et il est complet et valable, quoique simplement verbal.

L'acte d'affrètement exprime le fret à payer et la capacité du navire; il mentionne l'assurance donnée par les propriétaires que le navire est en état, qu'il sera prêt, dans le délai fixé, à recevoir sa cargaison; que le chargement devra être accompli et le bâtiment parti en tel temps; enfin que les marchandises seront rendues en bon état à destination.

Les parties stipulent leurs intérêts respectifs dans la plus entière liberté, la loi n'imposant aucune obligation, aucune forme; et le juge supplée aux lacunes du contrat en interrogeant la volonté présumée des parties, et particulièrement les usages constants du commerce.

Les propriétaires du navire, s'ils sont sur les lieux, et dans le cas contraire, le capitaine, consentent les contrats d'affrètement.

On stipule généralement le temps accordé pour charger et pour décharger le navire; si le chargeur dépasse le temps convenu, il paye au propriétaire une indemnité quotidienne déterminée, pendant le temps nécessaire pour compléter l'opération. L'indemnité cesse du jour où le navire est chargé ou déchargé, peu importent les circonstances qui l'empêcheraient ultérieurement de prendre la mer et de se mettre en route.

Rien n'oblige le capitaine à accorder des jours de grâce, il peut partir, chargé ou non chargé, immédiatement après l'expiration des jours consacrés par l'accord au chargement des marchandises. Le fret entier sera payé si le chargement n'a pas été pris en entier, et si le capitaine prend ultérieurement des marchandises, il sera tenu compte au chargeur défaillant du fret de ces marchandises, à moins de stipulations contraires.

Le propriétaire doit rendre en bon état à leur destination les marchandises qu'il a chargées sur son navire, et il est responsable de toute détérioration, de toutes avaries qui surviendront à ces choses par son fait ou par le fait de ses préposés, capitaine ou équipage.

La responsabilité du capitaine est de droit commun pour tout ce qui concerne la conservation des marchandises et la sécurité des personnes; et à moins de stipulations contraires, contenues dans l'acte de contrat d'affrètement, cette responsabilité n'est limitée que dans les cas spécifiés par le *Shipping act*, cas précédemment indiqués sous le titre III, *Des propriétaires de navires*.

Ajoutons à ces exceptions la suivante, formulée dans le même *act*, et relative au pilotage :

« Nul propriétaire ou capitaine de navire ne sera responsable, envers qui que ce soit, d'aucune perte, d'aucun dommage occasionné par l'incapacité ou par la faute d'un pilote *reçu* (*qualified*), agissant en sa qualité à bord du navire. »
17 et 18 vict., cap. 104, art. 388.)

Si le capitaine ou l'équipage, indociles aux ordres du pilote, ou incapables d'obéir à ses prescriptions, avaient occasionné l'insuccès des mesures prises par celui-ci, ou en avaient paralysé l'effet, le préjudice qui pourrait résulter de ces circonstances ne devrait pas être supporté par le pilote, mais bien par le capitaine convaincu d'insuffisance dans l'accomplissement de son devoir.

Le contrat de transport *in a general ship*, qui a une grande analogie avec ce que nous appelons *fret à cueillette*, tire son nom de la circonstance que le capitaine et les propriétaires du bâtiment mettent leur navire *en général* à la disposition de tels commerçants, séparément, pour transporter à leurs destinations particulières leurs marchandises.

Avis du départ de ces navires est ordinairement donné par la voie des journaux ou par le moyen d'imprimés; et tout ce qui est dit dans ces avis, concernant les obligations que le capitaine et les propriétaires entendent remplir à l'égard de leurs futurs clients, est acquis contre eux au bénéfice de ceux-ci.

Le fret court au profit du propriétaire du navire du jour où le navire fait voile; cela résulte de la définition même du

fret, qui est le prix convenu pour le transport (*conveyance*) des marchandises à leur destination. — Or, le transport n'est commencé que du jour où le navire quitte le port du chargement.

Le contrat d'affrètement est résolu de droit entre les parties par la déclaration de guerre entre le pays auquel appartient le navire et le pays dans lequel il doit transporter ses marchandises.

Mais il n'en serait pas de même dans le cas d'un *embargo* sur le navire, circonstance qui n'entraînerait qu'une interruption temporaire du voyage, à moins que l'*embargo* ne fût le résultat de l'état de guerre avec le pays auquel appartient le navire.

Il y a également rupture du contrat d'affrètement, si l'exportation des marchandises chargées est prohibée; et le chargeur supporte seul la responsabilité de son imprudence.

Après notification du blocus d'un port, il y a lieu à la dissolution du contrat d'affrètement pour le transport de marchandises au lieu fermé par le blocus.

Les marchandises sont le gage du propriétaire du navire pour lui garantir le payement du fret, à moins qu'aux termes du contrat le chargeur ne se soit engagé à ne payer le fret qu'à telles époques d'échéance déterminées.

Néanmoins, il a été jugé que le propriétaire pouvait retenir, comme gage du fret, les marchandises d'un commerçant tombé en faillite pendant le voyage, et auquel le contrat accordait la faculté de se libérer du fret au moyen de réglemens, à partir de l'arrivée du navire.

Le navire, d'autre part, est affecté, comme gage, à l'exécution du contrat par le propriétaire au profit du chargeur.

TITRE VII

DU CONNAISSEMENT.

LOI FRANÇAISE.

Il ne faut pas confondre la *charte-partie* avec le *connaissance*. — La *charte-partie* est la convention qui a pour objet le louage du navire ; le *connaissance* est le titre qui constate la réception, par le capitaine, des marchandises qu'il doit transporter à telle destination convenue.

« Le *connaissance* doit exprimer la nature et la quantité, ainsi que les espèces ou qualités des objets à transporter. — Il indique — le nom du chargeur, — le nom et l'adresse de celui à qui l'expédition est faite, — le nom et le domicile du capitaine, — le nom et le tonnage du navire, — le lieu du départ et celui de la destination. — Il énonce le prix du fret. — Il présente en marge les marques et numéros des objets à transporter. — Le *connaissance* peut être à ordre, ou au porteur, ou à personne dénommée. » (C. com., art. 281.)

Le *connaissance* suppose donc de droit la *charte-partie* qu'il peut conséquemment suppléer, et dont il reproduit les énonciations légales.

Le capitaine ne répond pas du contenu des caisses, ballots, barriques ou colis qui lui sont confiés, et généralement il signe, à ce sujet, une réserve dont les termes ordinaires sont :

que dit être. — Mais il est responsable des faits de fraude, de dol, et des avaries dues à sa négligence, qui auraient altéré, diminué, ou fait disparaître les marchandises qu'il doit livrer conformément à la spécification portée au connaissement.

Les énonciations énumérées par l'art. 281, comme éléments nécessaires d'un connaissement régulier, protègent toutes des intérêts divers, et assurent à chaque partie sa sécurité. Leur omission enlève donc à l'un des contractants sa garantie, et l'expose à des procès qui l'obligeront de demander à la justice la protection dont il a négligé de se pourvoir.

Par exemple, le fret *non stipulé* sera dû conformément au droit commun : dès lors nécessité d'expertise. L'absence de *marques et numéros en marge des objets à transporter* peut autoriser des fraudes, ou tout au moins des erreurs, dont il faudra demander aux tribunaux la réparation toujours onéreuse, quand elle n'est pas impossible.

D'ailleurs, la loi frappe d'une sanction pénale tout connaissement irrégulier : il ne peut faire foi en justice. C'est une rigoureuse mais salutaire mise en demeure signifiée à la prudence et à l'intérêt des contractants.

• Chaque connaissement est fait en quatre originaux au moins : — un pour le chargeur, — un pour celui à qui les marchandises sont adressées, — un pour le capitaine, — un pour l'armateur du bâtiment. — Les quatre originaux sont signés par le chargeur et par le capitaine dans les vingt-quatre heures après le chargement. — Le chargeur est tenu de fournir au capitaine, dans le même délai, les acquits des marchandises chargées. » (C. com., art. 282.)

Ces quatre originaux correspondent à quatre intérêts distincts, pour lesquels chaque exemplaire est un titre nécessaire.

Il peut y avoir, du reste, plus de quatre originaux, la loi ne fixant qu'un minimum ; et le capitaine ne peut refuser d'en délivrer un plus grand nombre. Chaque original indique le nombre total des originaux délivrés.

Il est d'usage que le connaissement du capitaine ne porte

que la signature du chargeur, et que le connaissement de celui-ci ne soit signé que du capitaine : la jurisprudence donne à chacune de ces pièces une utilité suffisante pour contraindre le signataire à exécuter son engagement.

Le délai de *vingt-quatre heures* pour la signature des connaissements et la production des acquits des marchandises chargées est de rigueur. — Tout retard justifiera une action en indemnité contre la partie qui en sera responsable.

« Le connaissement rédigé dans la forme ci-dessus prescrite, fait foi entre toutes les parties intéressées au chargement, et entre elles et les assureurs. » (C. com., art. 283.)

Partant, tout connaissement irrégulier ne peut être invoqué que comme commencement de preuve par écrit.

« En cas de diversité entre les connaissements d'un même chargement, celui qui sera entre les mains du capitaine fera foi, s'il est rempli de la main du chargeur ou de celle de son commissionnaire; et celui qui est présenté par le chargeur ou le consignataire sera suivi, s'il est rempli de la main du capitaine. » (C. com., art. 284.)

« Tout commissionnaire ou consignataire qui aura reçu les marchandises mentionnées dans les connaissements ou chartes-parties, sera tenu d'en donner reçu au capitaine qui le demandera, à peine de tous dépens, dommages-intérêts, même de ceux de retardement. » (C. com., art. 285.)

Le droit du capitaine est formellement indiqué par cet article; mais il est peu dans les habitudes du commerce, à moins qu'il n'y ait contestation, d'exiger ce reçu. L'état général du chargement, avec désignation des destinataires, que le capitaine doit délivrer à la douane, et qui est scrupuleusement vérifié par elle, atteste que le capitaine a exécuté ses engagements.

Le capitaine est tenu de livrer les marchandises au destinataire, et celui-ci est obligé de les recevoir, à moins qu'il ne justifie judiciairement son refus.

TITRE VII

DU CONNAISSEMENT (BILL OF LADING).

LOI ANGLAISE.

Le connaissement est l'acte écrit qui constate le chargement de marchandises à bord d'un navire. Il est considéré, dans le droit anglais, comme le titre (*instrument*) du contrat d'affrètement.

Le *bill of lading* exprime généralement les noms du chargeur, du navire, du capitaine et du lieu de destination ; la spécification des marchandises chargées, avec les marques et numéros en marge ; le nom du destinataire ; l'énumération des cas de force majeure et de fortune de mer que ne garantit pas la responsabilité légale du capitaine ; le prix du fret.

Le *bill of lading* est adressé à telle personne dénommée, ou à ses ayants droit, ou à son ordre.

Le *bill of lading* est signé par le capitaine ou l'agent comptable (*purser*) du navire.

D'ailleurs, la loi n'impose aucune énonciation comme essentielle à la validité du connaissement et du contrat dont il est, en quelque sorte, l'expression.

Les questions de fait qui se rattachent à son exécution sont du ressort du jury, qui n'accorde en certains cas aux énonciations du connaissement que la valeur d'une présomption.

Tout connaissement aux mains d'un consignataire, ou d'un

endosseur qui le possède en vertu d'une juste cause (*valuable consideration*), constitue contre celui qui l'a signé, le capitaine ou autre, la preuve que les marchandises dont il exprime l'embarquement à bord du navire ont été réellement embarquées, lors même que le chargement n'aurait pas été effectué ; il n'y a d'exception à ce principe que s'il est établi que, au moment où le porteur du connaissement recevait cette pièce, il savait que les marchandises n'avaient pas été embarquées.

Il est fait ordinairement plusieurs exemplaires du connaissement : un pour le capitaine, un pour le chargeur qui en expédie un ou deux au destinataire des marchandises.

D'après les habitudes suivies par le commerce, le connaissement se négocie par le moyen d'un transfert fait au nom d'une personne ou de son *cessionnaire* (*his assignee*). Le mode de désignation de cet *assignee* est l'endossement par le cessionnaire immédiat du chargeur, et cet endossement transporte à l'*assignee* la propriété absolue et irrévocable des marchandises, lors même que l'endosseur serait en état d'insolvabilité ou de faillite. — Le chargeur ne pourrait exercer contre l'*assignee* son *droit de saisir en transit* (*his right to stop in transitu*) les marchandises non encore délivrées à celui-ci, à moins qu'il ne fût établi que l'*assignee* était de mauvaise foi, qu'il connaissait l'état d'insolvabilité de l'endosseur, et qu'il l'a assisté pour consommer la spoliation du chargeur.

Si le connaissement portait certaines conditions dont l'accomplissement dût précéder toute livraison des marchandises, cette obligation lierait les endosseurs aussi bien que le cessionnaire immédiat du titre.

L'expéditeur peut transférer la propriété de ses marchandises par la cession du connaissement, tant que les marchandises sont en la possession de son mandataire ; il peut en changer la destination, tant qu'elles sont à bord du navire.

TITRE VIII

DU FRET OU NOLIS.

LOI FRANÇAISE.

« Le prix du loyer d'un navire ou autre bâtiment de mer est appelé *fret* ou *nolis*. — Il est réglé par les conventions des parties. — Il est constaté par la charte-partie ou par le connaissement. — Il a lieu pour la totalité ou pour partie du bâtiment, pour un voyage entier ou pour un temps limité, au tonneau, au quintal, à forfait, ou à cueillette; avec désignation du tonnage du vaisseau. » (C. com., art. 286.)

Si le fret n'est pas fixé par le connaissement, il est évalué suivant le cours.

Le fret *au voyage* est le prix convenu pour l'aller et le retour du bâtiment.

Le fret *pour un temps limité* est le prix convenu moyennant lequel le navire est à la disposition de l'affrèteur pendant une durée déterminée.

Le fret *au mois* est le prix convenu pour l'usage au mois du navire, quel que soit le temps du voyage. Tout mois commencé est en entier à la charge de l'affrèteur.

Le fret *au tonneau, au quintal*, est le prix stipulé à proportion du poids des marchandises ou de la place qu'elles occupent.

Le fret *à forfait* est le prix convenu pour le transport de telles marchandises spécifiées.

Le fret à *cueillette* est le prix convenu pour le transport des marchandises qui ne seront prises par le capitaine que lorsqu'il aura, par d'autres engagements, complété son chargement. — Le fret revêt donc un caractère conditionnel, et a pour but de favoriser l'armateur qui ne sera pas exposé aux pertes résultant du départ de son navire non complètement nolisé.

« Si le navire est loué en totalité, et que l'affrèteur ne lui donne pas toute sa charge, le capitaine ne peut prendre d'autres marchandises sans le consentement de l'affrèteur. — L'affrèteur profite du fret des marchandises qui complètent le chargement du navire qu'il a entièrement affrété. » (C. com., art. 287.)

Le dernier paragraphe de cet article n'implique pas que la faculté soit acquise au capitaine d'embarquer des marchandises sans le consentement de l'affrèteur, sauf à lui tenir compte du fret. — Il ne prévoit que le cas où ce consentement aurait été donné, et ne déroge pas à l'obligation absolue faite au capitaine de respecter la volonté de l'affrèteur.

« L'affrèteur qui n'a pas chargé la quantité de marchandises portée par la charte-partie, est tenu de payer le fret en entier, et pour le chargement complet auquel il s'est engagé. — S'il en charge davantage, il paye le fret de l'excedant sur le prix réglé par la charte-partie. — Si cependant l'affrèteur, sans avoir rien chargé, rompt le voyage avant le départ, il payera en indemnité, au capitaine la moitié du fret convenu par la charte-partie pour la totalité du chargement qu'il devait faire. — Si le navire a reçu une partie de son chargement, et qu'il parte à non-charge, le fret entier sera dû au capitaine. » (C. com., art. 288.)

Toutefois l'affrèteur, quand il ne remplira pas son engagement, devra toujours être mis en demeure de l'exécuter par le capitaine, qui seulement ainsi mettra à couvert sa responsabilité, et pourra prétendre à l'indemnité que la loi lui alloue.

Dans le cas où l'affrèteur rompt le voyage avant le départ

sans avoir rien chargé, le capitaine, outre l'indemnité de moitié du fret total qui lui est acquise, peut remplacer ce même fret, sans que l'affrèteur réfractaire puisse élever aucune objection.

« Le capitaine qui a déclaré le navire d'un plus grand port » qu'il n'est est tenu des dommages-intérêts envers l'affrèteur. » (C. com., art. 289.)

Cependant l'affrèteur devra prouver que cette déclaration inexacte lui porte préjudice, et que le navire est d'un tonnage insuffisant pour le chargement intégral de ses marchandises.

Si la déclaration indiquait, au contraire, le navire comme ayant une capacité moindre que sa capacité réelle, il y aurait lieu d'appliquer l'art. 289, si cette déclaration avait causé un tort à l'affrèteur.

« N'est réputé y avoir erreur en la déclaration du tonnage » d'un navire, si l'erreur n'excède un quarantième, ou si la déclaration est conforme au certificat de jauge. » (C. com., art. 290.)

« Si le navire est chargé à cueillette, soit au quintal, au tonneau ou à forfait, le chargeur peut retirer ses marchandises, avant le départ du navire, en payant le demi-fret. — Il supportera les frais de charge, ainsi que ceux de décharge et de rechargement des autres marchandises qu'il faudrait déplacer, et ceux de retardement. » (C. com., art. 291.)

Le droit de l'affrèteur est donc absolu, sous la réserve des obligations parfaitement justifiées que la loi lui impose, et pourvu qu'il l'exerce avant le départ du navire qui est réputé parti lorsque, expédié en douane, il n'attend plus que la marée pour quitter le port.

« Le capitaine peut faire mettre à terre, dans le lieu du » chargement, les marchandises trouvées dans son navire, » si elles ne lui ont point été déclarées, ou en prendre le fret » au plus haut prix qui sera payé dans le même lieu pour les » marchandises de même nature. » (C. com., art. 292.)

Ce n'est que dans *le lieu du chargement* que le capitaine

pourrait faire mettre à terre les marchandises non déclarées ; partout ailleurs cette faculté lui est interdite, et il ne peut plus qu'exiger comme fret le plus haut prix.

En cas de surcharge du navire et de nécessité de l'exonérer, les marchandises non déclarées seraient déposées à terre ou jetées à la mer de préférence aux autres. La déclaration de cet acte sera faite par le capitaine, au premier port de relâche, à l'autorité compétente.

« Le chargeur qui retire ses marchandises pendant le voyage est tenu de payer le fret en entier et tous les frais de déplacement occasionnés par le déchargement : si les marchandises sont retirées pour cause des faits ou des fautes du capitaine, celui-ci est responsable de tous les frais. » (C. com., art. 293.)

Dans ce dernier cas, l'affrèteur obligé de retirer ses marchandises n'est assujéti à *aucun fret* ; il peut même, selon les circonstances, avoir droit à une indemnité.

Si, par suite d'avaries aux marchandises résultant de la force majeure, il y a nécessité de les vendre pour conjurer une plus grande dépréciation, les marchandises pourront être déchargées sans indemnité pour qui que ce soit, et le fret n'en sera payé que jusqu'au moment de leur débarquement.

« Si le navire est arrêté au départ, pendant la route, ou au lieu de sa décharge, par le fait de l'affrèteur, les frais du retardement sont dus par l'affrèteur. — Si, ayant été frété pour l'aller et le retour, le navire fait son retour sans chargement ou avec un chargement incomplet, le fret entier est dû au capitaine, ainsi que l'intérêt du retardement. » (C. com., art. 294.)

« Le capitaine est tenu des dommages-intérêts envers l'affrèteur, si, par son fait, le navire a été arrêté ou retardé au départ, pendant sa route, ou au lieu de sa décharge. — Ces dommages-intérêts sont réglés par des experts. » (C. com., art. 295.)

Si le retard ou l'arrêt prévus par cet article sont le résultat

de la force majeure, et que la preuve en soit administrée par le capitaine, il ne sera tenu à aucune indemnité.

« Si le capitaine est contraint de faire radoub^{er} le navire pendant le voyage, l'affrèteur est tenu d'attendre, ou de payer le fret en entier. — Dans le cas où le navire ne pourrait être radoubé, le capitaine est tenu d'en louer un autre. — Si le capitaine n'a pu louer un autre navire, le fret n'est dû qu'à proportion de ce que le voyage est avancé. » (C. com., art. 296.)

Le capitaine est considéré comme le mandataire de l'affrèteur qui lui a confié ses marchandises. Dès lors, il n'est obligé qu'à procurer aux meilleures conditions possibles de fret le navire qui doit remplacer son propre bâtiment devenu innavigable. — L'affrèteur devra donc accepter les conditions de fret qui seront faites; et, s'il refuse, comme c'est son droit, il aura forfait tout droit de recours contre le capitaine.

« Le capitaine perd son fret, et répond des dommages-intérêts de l'affrèteur, si celui-ci prouve que, lorsque le navire a fait voile, il était hors d'état de naviguer. — La preuve est admissible nonobstant et contre les certificats de visite au départ. » (C. com., art. 297.)

Peu importe d'ailleurs que le capitaine ait connu ou ignoré l'état du navire; son ignorance ne saurait le garantir, car elle ne fait que prouver une négligence ou une insuffisance également coupables. Néanmoins, la preuve du mauvais état du navire sera à la charge de l'affrèteur, si le capitaine produit le certificat de visite; mais seulement en ce cas.

« Le fret est dû pour les marchandises que le capitaine a été contraint de vendre pour subvenir aux victuailles, radoub et autres nécessités pressantes du navire, en tenant par lui compte de leur valeur, au prix que le reste, ou autre pareille marchandise de même qualité, sera vendu au lieu de la décharge, si le navire arrive à bon port. — Si le navire se perd, le capitaine tiendra compte des marchandises sur le pied qu'il les aura vendues, en retenant également le fret

« porté aux connaissements. — Sauf, dans ces deux cas, le
 « droit réservé aux propriétaires de navire par le paragraphe 2
 « de l'art. 216. — Lorsque de l'exercice de ce droit résultera une
 « perte pour ceux dont les marchandises auront été vendues
 « ou mises en gage, elle sera répartie au marc le franc sur la
 « valeur de ces marchandises et de toutes celles qui sont ar-
 « rivées à leur destination ou qui ont été sauvées du naufrage
 « postérieurement aux événements de mer qui ont nécessité la
 « vente ou la mise en gage. » (C. com., art. 298.)

Le paragraphe 2 de l'art. 216 autorise les propriétaires du navire à s'exonérer de toute responsabilité en abandonnant la propriété du navire et le fret.

Quant à la répartition de la perte dont parle le dernier paragraphe de l'art. 298, elle ne s'étendra pas au prix des marchandises vendues par le capitaine, préalablement au sinistre, pour subvenir aux besoins prévus par le premier paragraphe du même article.

« S'il arrive interdiction de commerce avec le pays pour lequel le navire est en route, et qu'il soit obligé de revenir avec son chargement, il n'est dû au capitaine que le fret de l'aller, quoique le vaisseau ait été affrété pour l'aller et le retour. » (C. com., art. 299.)

« Si le vaisseau est arrêté dans le cours de son voyage par l'ordre d'une puissance, il n'est dû aucun fret pour le temps de sa détention, si le navire est affrété au mois; ni augmentation de fret, s'il est loué au voyage. — La nourriture et les loyers de l'équipage pendant la détention du navire, sont réputés avaries. » (C. com., art. 300.)

A ce cas il faut assimiler celui où un navire, pour éviter de tomber aux mains de l'ennemi, s'abrite et s'arrête dans un port, jusqu'à ce qu'il puisse en sécurité continuer sa route.

« Le capitaine est payé du fret des marchandises jetées à la mer pour le salut commun, à la charge de contribution. » (C. com., art. 301.)

Mais si le navire périt avec le chargement, postérieure-

ment au jet accompli, il n'y a plus lieu à l'application de cet article. Nous verrons plus loin comment on procède à la contribution.

« Il n'est dû aucun fret pour les marchandises perdues par
- naufrage ou échouement, pillées par des pirates ou prises
- par les ennemis. — Le capitaine est tenu de restituer le
- fret qui lui aura été avancé, s'il n'y a convention contraire. »
(C. com., art. 302.)

« Si le navire et les marchandises sont rachetés, ou si les
- marchandises sont sauvées du naufrage, le capitaine est payé
- du fret jusqu'au lieu de la prise ou du naufrage. — Il est
- payé du fret entier en contribuant au rachat, s'il conduit
- les marchandises au lieu de leur destination. » (C. com.,
art. 303.)

Lorsqu'il y a lieu à rachat, le capitaine agit avec une extrême prudence; il ne rachète qu'après avoir requis, s'il est possible, l'avis et le consentement des propriétaires et des affréteurs; et, s'il ne le peut, qu'après avoir pris conseil des principaux de l'équipage. — Il veillera à ce que le prix du rachat ne soit pas supérieur au prix des choses rachetées.

Dans ces sortes de traité, on dresse en deux expéditions un acte appelé *billet de rançon*, qui constate les conditions arrêtées entre les parties. — Le prix du rachat est payé, en général, au moyen d'une lettre de change du capitaine sur l'armateur; et le paiement a pour garantie la personne d'un officier du navire racheté, qui reste en otage aux mains de la partie intéressée, jusqu'à pleine et entière exécution du traité.

Les propriétaires et chargeurs sont rigoureusement tenus de faire honneur à la lettre de change du capitaine.

« La contribution pour le rachat se fait sur le prix courant
- des marchandises au lieu de leur décharge, déduction faite
- des frais, et sur la moitié du navire et du fret. — Les loyers
- des matelots n'entrent point en contribution » (C. com.,
art. 304.)

« Si le consignataire refuse de recevoir ses marchandises, le capitaine peut, par autorité de justice, en faire vendre pour le paiement de son fret, et faire ordonner le dépôt du surplus. — S'il y a insuffisance, il conserve son recours contre le chargeur. » (C. com., art. 305.)

Le refus du consignataire sera constaté judiciairement; et le capitaine devra, pour l'exercice de son droit, se pourvoir devant le tribunal de commerce en France, et à l'étranger devant le consul ou l'autorité judiciaire, s'il n'y a pas de consul. — Le capitaine agirait ainsi, dans le cas où le porteur du connaissement ne se présenterait pas et où lui serait pas connu.

La vente aura lieu par autorité de justice.

« Le capitaine ne peut retenir les marchandises dans son navire faute de paiement de son fret. — Il peut, dans le temps de la décharge, demander le dépôt en mains tierces jusqu'au paiement de son fret. » (C. com., art. 306.)

Ainsi se trouvent ménagés à la fois le droit du destinataire qui a intérêt, avant de payer le fret, à s'assurer de l'état des marchandises; et le droit du capitaine qui, n'ayant pas toute confiance en la solvabilité de celui-ci, conserve, par le moyen du dépôt, la faculté d'user du bénéfice de l'art. 305.

« Le capitaine est préféré, pour son fret, sur les marchandises de son chargement, pendant quinzaine après leur délivrance, si elles n'ont passé en mains tierces. » (C. com., art. 307.)

Cet article suppose que le capitaine n'a pas demandé le dépôt, et que les marchandises ont été livrées au destinataire. — Par les mots en *mains tierces*, il faut entendre tout détenteur des marchandises qui n'a pas un titre justificatif de sa propriété sur ces marchandises; car, si le détenteur avait acheté ou reçu en gage les marchandises, son titre ne serait point écarté par le privilège dont parle l'art. 307.

Le capitaine qui a négligé d'exercer son privilège perd tout droit de recours contre le chargeur, sous sa responsabilité directe envers le propriétaire du navire.

« En cas de faillite des chargeurs ou réclamateurs avant l'expiration de la quinzaine, le capitaine est privilégié sur tous les créanciers pour le payement de son fret et des avaries qui lui sont dues. » (C. com., art. 308.)

« En aucun cas, le chargeur ne peut demander de diminution sur le prix du fret. » (C. com., art. 309.)

Cette disposition est absolue.

« Le chargeur ne peut abandonner pour le fret les marchandises diminuées de prix, ou détériorées par leur vice propre ou par cas fortuit. — Si, toutefois, des futailles contenant vin, huile, miel et autres liquides, ont tellement coulé qu'elles soient vides ou presque vides, lesdites futailles pourront être abandonnées pour le fret. » (C. com., art. 310.)

La raison donnée par les auteurs de cette faculté d'abandon des futailles vides, c'est que le capitaine s'étant engagé à transporter à destination le contenu des futailles, et des futailles arrivant vides ou presque vides par suite du coulage, les marchandises n'existent plus; donc le capitaine ne les a pas livrées au destinataire, et il n'a droit par conséquent à aucun fret.

TITRE VIII

DU FRET OU NOLIS (FREIGHT).

LOI ANGLAISE.

Le *freight* est le prix payé pour le transport de marchandises à telle destination déterminée.

Le *freight* est ordinairement stipulé dans la charte-partie, ou dans le connaissance. En l'absence de toute stipulation à cet égard, il est payé au taux déterminé par l'usage du commerce et des lieux.

Les conditions du *freight*, sa base d'assise, qu'il soit au mois, au voyage, au tonneau, au quartier (*quarter*), à forfait ou autrement, sont convenues et arrêtées par les parties, ou réglées par les habitudes locales et suivant le cours.

Le *freight* n'est dû qu'après l'arrivée des marchandises à destination. En effet, le transport est un acte indivisible; indivisible comme lui doit être le paiement qui le récompense.

De la distinction faite par le droit anglais entre le contrat d'affrètement par *charte-partie* et le contrat pour transport de marchandises *in a general ship*, il faut conclure que le *freight*, dans ces deux cas, n'a pas le même caractère.

L'affrètement par *charte-partie* a pour objet le louage d'un navire en totalité ou en partie. L'affrètement pour le transport *in a general ship* a pour objet le louage d'un service, le transport de marchandises à telle destination.

Dans le premier cas, si l'affrèteur ne dispose pas de la totalité du navire ou de la partie du navire par lui louée pour y placer ses marchandises, la place non occupée pourra être remplie par tels objets chargés par le capitaine; mais le *freight* de ce chargement profitera à l'affrèteur, comme déduction proportionnelle du prix convenu par lui et acquis au propriétaire.

Cette hypothèse ne peut se présenter dans le cas où le contrat d'affrètement n'a pour objet qu'un louage de services, le transport *in a general ship*.

La loi assujettit les parties à l'exécution exacte et absolue des engagements licites qu'elles ont contractés.

Si l'affrèteur ne charge pas, au temps voulu, ses marchandises, il doit compte du *freight* au propriétaire; c'est sa faute s'il n'a pas chargé: le propriétaire avait mis, aux termes et conditions convenus, son navire à sa disposition.

Si le propriétaire ne peut exécuter le contrat, il devra à l'affrèteur une indemnité dont l'importance sera déterminée par la nature et la gravité du préjudice qui en sera résulté.

La mention exprimée en la charte-partie de la capacité du navire n'est pas considérée comme restreinte à une exactitude absolue : il a été jugé qu'un affrèteur qui s'était engagé à charger complètement un navire dont la capacité spécifiée était inférieure à la capacité réelle, était tenu de remplir cette réelle capacité.

Toute marchandise qui n'a pas été acceptée à son bord par le capitaine peut être par lui déchargée et laissée sur le port. — S'il la garde, il pourra exiger du propriétaire le *freight* le plus élevé.

L'affrèteur qui, pour de simples raisons de convenance personnelle, veut débarquer ses marchandises avant la fin du voyage, peut le faire, à ses frais et risques, en payant en totalité le *freight* convenu.

Si cette détermination n'était que le résultat des faits et des torts du capitaine, le jury pourrait modifier la nature des obligations du chargeur et de la responsabilité du capitaine.

Toute interruption de voyage nécessitée par le besoin de radoub du navire est considérée comme cas de force majeure, et ne délie en aucune façon l'affrèteur de ses engagements.

Si le navire n'est pas susceptible d'être radoubé pour continuer son voyage, le capitaine peut en louer un autre pour transporter les marchandises à destination. Dans ce cas, le *freight* est dû suivant la convention originelle des parties.

On a longtemps agité la question de savoir si le transbordement des marchandises et la substitution d'un navire à un autre ne constituaient pas une situation nouvelle assujettie à un contrat nouveau. La jurisprudence a fixé ce point de controverse en décidant que le choix des moyens auxquels la nécessité forçait le capitaine de recourir pour accomplir ses engagements ne saurait altérer le caractère des obligations contractées à l'origine du voyage par les affrèteurs.

Si le capitaine ne peut se procurer un autre navire, il décharge les marchandises, et le voyage est réputé accompli. Le *freight* n'est payé qu'au prorata du service rendu, quelles que soient les conditions sous lesquelles il ait été stipulé.

Les propriétaires doivent fournir à l'affrèteur un navire en bon état. Si donc il est prouvé que, lorsque le bâtiment a fait voile, il était hors d'état de naviguer, les propriétaires supporteront toutes les conséquences matérielles du dommage résultant de cette circonstance au préjudice des affrêteurs.

Le *freight* est dû pour les marchandises que le capitaine a été obligé de vendre afin de pourvoir au radoub du navire ou à l'acquisition de victuailles ; mais le prix des marchandises est payé à l'affrèteur au taux du cours. — La perte ultérieure du navire ne changerait rien à cette disposition.

Le contrat d'affrètement, comme nous l'avons vu précédemment, est légalement rompu entre les parties, par suite d'interdiction de commerce avec le pays où doit se rendre le navire. C'est là un cas de force majeure qui donnera lieu à un règlement équitable des intérêts des contractants par le jury, en ce qui touche la proportion du *freight* à payer.

En cas d'interruption du voyage, par suite de circonstances indépendantes de la volonté du capitaine, le *freight* est dû en entier, si le voyage est continué et accompli.

Le *freight* est dû par le chargeur des marchandises jetées à la mer (*thrown overboard*) pour le salut du navire, et il est tenu compte de leur valeur à qui de droit par la contribution proportionnelle de tous ceux qui ont un intérêt dans le voyage. Le dommage couvert par cette contribution s'appelle *general average* (*avarie générale*) Il a pour caractère essentiel d'intéresser la conservation du navire et du chargement ou, selon l'expression énergique de l'anglais, *the whole adventure* (*l'aventure, l'entreprise en entier*).

Si le navire périt, après ce jet de marchandises, il n'y a pas lieu d'indemniser le propriétaire des choses jetées à la mer préalablement au sinistre général, puisque le salut commun,

cause légitime de cette indemnité, n'a pu être procuré par ce sacrifice exceptionnel et particulier.

Le droit anglais ne reconnaît ni *rachat* ni *rançon*.

Que le navire soit perdu dans un naufrage, ou pris et pillé par des pirates, le *freight* est perdu pour le propriétaire du navire qui n'a pas réalisé la condition *sine qua non* du droit au *freight*, le transport des marchandises à leur destination.

Les marchandises étant le gage du *freight*, le capitaine a le droit de ne les délivrer qu'après paiement du prix de transport. — Si les marchandises ne doivent être délivrées qu'à présentation d'un connaissement négociable, et qu'à l'arrivée du navire à destination, le *bill of lading* ne soit pas présenté, le capitaine, après un délai raisonnable, est autorisé à consigner les marchandises aux mains d'un tiers qui les gardera, aux frais de l'intéressé, jusqu'à production du connaissement.

Le privilège du propriétaire sur les marchandises pour le paiement du *freight* est absolu et n'est limité par aucune prescription particulière. — Il dure et s'exerce jusqu'à parfait paiement. Dans le cas où la charte-partie contient un prix et le connaissement un autre, le prix de la charte-partie sera tenu entre le propriétaire et le chargeur, et celui du connaissement négocié entre les porteurs de cette pièce et le propriétaire.

Le *freight* est payé en les espèces stipulées au contrat. — Par conséquent, il n'est pas loisible au chargeur d'abandonner en paiement des marchandises détériorées ou diminuées de valeur.

La loi distingue avec soin le contrat d'affrètement qui s'exécute isolément, du quasi-contrat qui peut prendre naissance dans telle altération ou détérioration des marchandises. Le jury appréciera cette dernière situation, sans toucher aux rapports invariablement établis par la charte-partie.

TITRE IX

DES CONTRATS A LA GROSSE.

LOI FRANÇAISE.

On entend par *contrat à la grosse aventure*, et, par abréviation, *contrat à la grosse*, la convention aux termes de laquelle une personne, appelée *prêteur* ou *donneur*, remet à une autre, appelée *emprunteur* ou *preneur*, une somme d'argent remboursable par privilège sur tels objets *sujets aux risques de mer*, avec telle prime de bénéfice déterminée, si ces objets arrivent à destination. Si les objets qui garantissent le privilège périssent, le prêteur perd la somme par lui prêtée; s'ils ne sont qu'avariés, l'utilité de son droit sera proportionnelle à la valeur réduite de ces objets. — Il y a là un risque, une *aventure* à courir par le prêteur, de là le nom du contrat, *grosse aventure*.

« Le contrat à la grosse est fait devant notaire, ou sous signature privée. — Il énonce le capital prêté et la somme convenue pour le profit maritime, les objets sur lequel le prêt est affecté, les noms du navire et du capitaine, ceux du prêteur et de l'emprunteur, si le prêt a lieu pour un voyage, pour quel voyage et pour quel temps, l'époque du remboursement. » (C. com., art. 311.)

S'il n'y avait pas d'objets *exposés aux risques de mer* comme gage du prêt, le contrat ne serait plus qu'une sorte de pari et de jeu réprouvée par la loi.

Il n'y aurait pas non plus *contrat à la grosse* si la convention ne stipulait aucun profit maritime en faveur du prêteur. Ce ne serait plus qu'un prêt ordinaire.

La loi n'attache pas de sanction pénale à l'infraction de son vœu que le contrat soit écrit; et les auteurs s'accordent à reconnaître qu'on pourrait, en l'absence d'un acte écrit, prouver le contrat par d'autres moyens, même par le serment.

Cependant, il est de tels avantages attachés à la rédaction par écrit de ces sortes de conventions, que la perte de ces avantages équivaut à une pénalité sévère. A cet égard, l'article 312 peut être considéré comme la sanction pénale de l'art. 311.

« Tout prêteur à la grosse, en France, est tenu de faire enregistrer son contrat au greffe du Tribunal de commerce, dans les dix jours de la date, à peine de perdre son privilège; — et si le contrat est fait à l'étranger, il est soumis aux formalités prescrites par l'article 234. » (C. com., art. 312.)

Or, pour que le contrat à la grosse puisse être enregistré, il faut nécessairement qu'il soit écrit. — La perte du privilège attaché au retard de l'enregistrement ne doit s'entendre qu'en égard aux créanciers dont le droit serait antérieur à la date de cet enregistrement.

« Tout acte de prêt à la grosse peut être négocié par la voie de l'endossement, s'il est à ordre. — En ce cas, la négociation de cet acte a les mêmes effets et produit les mêmes actions en garantie que celle des autres effets de commerce. » (C. com., art. 313.)

Le protêt, s'il y a lieu, devra donc se faire conformément aux règles établies au titre de la lettre de change, en tenant compte des particularités prévues dans le contrat lui-même.

« La garantie de paiement ne s'étend pas au profit maritime, à moins que le contraire n'ait été expressément stipulé. » (C. com., art. 314.)

« Les emprunts à la grosse peuvent être affectés, sur le
 « corps et quille du navire, sur les agrès et apparaux, sur l'ar-
 « mement et les victuailles, sur le chargement, sur la totalité
 « de ces objets conjointement, ou sur une partie déterminée
 « de chacun d'eux. » (C. com., art. 315.)

Mais on fait rarement ces distinctions; — on emprunte gé-
 néralement *sur le navire* ou *sur le chargement*. Dans le premier
 cas, le prêt est affecté sur les agrès, apparaux, armement,
 victuailles; — dans le second, il est affecté sur les marchan-
 dises appartenant à l'emprunteur.

On donne le nom de *facultés* au chargement, par opposition aux
 parties constitutives du bâtiment qu'on appelle *corps* du navire.

Le prêt ne peut être fait que sur une chose qui a des risques
 à courir, et précède nécessairement le départ du navire.

« Tout emprunt à la grosse, fait pour une somme excédant
 « la valeur des objets sur lesquels il est affecté, peut être dé-
 « claré nul, à la demande du prêteur, s'il est prouvé qu'il y a
 « fraude de la part de l'emprunteur. » (C. com., art. 316.)

« S'il n'y a fraude, le contrat est valable jusqu'à la concur-
 « rence de la valeur des effets affectés à l'emprunt, d'après
 « l'estimation qui en est faite ou convenue; — le surplus de la
 « somme empruntée est remboursé avec intérêts au cours de
 « la place. » (C. com., art. 317.)

La fraude prouvée entraînerait la nullité du contrat, sur la
 poursuite et au profit du prêteur, sans que l'emprunteur pût se
 prévaloir du même droit. — Alors le prêteur aurait droit au
 remboursement de la somme prêtée, *sans profit maritime*.

Si le voyage est rompu par le fait de l'emprunteur, le con-
 trat à la grosse est annulé, et le prêteur peut exiger de l'em-
 prunteur des dommages-intérêts, en outre du remboursement
 avec intérêts de la somme prêtée.

« Tous emprunts sur le fret à faire du navire et sur le pro-
 « fit espéré des marchandises sont prohibés. — Le prêteur,
 « dans ce cas, n'a droit qu'au remboursement du capital, sans
 « aucun intérêt. » (C. com., art. 318.)

Ces choses, en effet, n'existent pas, et ne sont dès lors sujettes à aucun risque de mer.

« Nul prêt à la grosse ne peut être fait aux matelots ou « gens de mer sur leurs loyers ou voyages. » (C. com., art. 319.)

Ces loyers, en effet, ne sont pas encore réalisés. Ils n'existent qu'en perspective, et ne courent aucun risque avant le temps où ils auront été gagnés.

« Le navire, les agrès et les appareils, l'armement et les « victuailles, même le fret acquis, sont affectés par privilège « au capital et intérêts de l'argent donné à la grosse sur le corps « et quille du vaisseau. — Le chargement est également af- « fecté au capital et intérêts de l'argent donné à la grosse sur « le chargement. — Si l'emprunt a été fait sur un objet parti- « culier du navire ou du chargement, le privilège n'a lieu que « sur l'objet, et dans la proportion de la quotité affectée à l'em- « prunt. » (C. com., art. 320.)

Le privilège, dans les cas prévus par l'art. 320, est la condition *sine qua non* sous la réserve de laquelle le prêteur a contracté.

« Un emprunt à la grosse fait par le capitaine dans le lieu de « la demeure des propriétaires du navire, sans leur autorisa- « tion authentique ou leur intervention dans l'acte, ne donne « action et privilège que sur la portion que le capitaine peut « avoir au navire et au fret. » (C. com.; art. 321.)

Cet article n'est applicable que dans le cas où l'emprunt à la grosse est fait dans le lieu de la demeure des propriétaires du navire. — Si l'emprunt est fait partout ailleurs, le capitaine ne relèverait que de sa discrétion personnelle.

« Sont affectées aux sommes empruntées, même dans le « lieu de la demeure des intéressés, pour radoub et victuailles, « les parts et portions des propriétaires qui n'auraient pas « fourni leur contingent pour mettre le bâtiment en état dans « les vingt-quatre heures de la sommation qui leur en sera « faite. » (C. com., art. 322.)

Cette sommation pourtant ne suffira pas pour autoriser le capitaine ; il lui faudra l'autorisation du juge qui mettra à couvert l'exercice de son droit. Mais l'art. 322 devra être appliqué *étroitement*, c'est-à-dire que l'emprunt ne sera autorisé que pour *radoub ou victuailles*.

« Les emprunts faits pour le dernier voyage du navire sont
 « remboursés par préférence aux sommes prêtées pour un pré-
 « cédent voyage, quand même il serait déclaré qu'elles sont
 « laissées par continuation ou renouvellement. — Les sommes
 « empruntées pendant le voyage sont préférées à celles qui
 « auraient été empruntées avant le départ du navire ; et, s'il y
 « a plusieurs emprunts faits pendant le même voyage, le der-
 « nier emprunt sera toujours préféré à celui qui l'aura pré-
 « cédé. » (C. com., art. 323.) »

Aux yeux de la loi, les dernières réparations sont celles qui ont le plus immédiatement concouru à procurer l'accomplissement du voyage. De là le privilège qui leur est accordé sur les sommes affectées aux réparations antérieures.

« Le prêteur à la grosse sur marchandises chargées dans
 « un navire désigné au contrat, ne supporte pas la perte des
 « marchandises, même par fortune de mer, si elles ont été
 « chargées sur un autre navire, à moins qu'il ne soit légale-
 « ment constaté que ce chargement a eu lieu par force ma-
 « jeure. » (C. com., art. 324.)

En effet, il y a de la part de l'emprunteur transgression du contrat dans l'une de ses conditions essentielles, et dès lors pour le prêteur dégageant de ses obligations. Il aura donc droit au remboursement du capital avec intérêts, et de plus au profit maritime stipulé au contrat, si le navire avait quitté le port et par conséquent couru des risques.

« Si les effets sur lesquels le prêt à la grosse a eu lieu sont
 « entièrement perdus, et que la perte soit arrivée par cas for-
 « tuit, dans le temps et dans le lieu des risques, la somme
 « prêtée ne peut être réclamée. » (C. com., art. 325.)

Il est donc indispensable de désigner dans le contrat le

temps et le lieu des risques ; — et si la perte provenait du fait de l'emprunteur, *et non du cas fortuit*, le prêteur ne serait pas déchu de son droit de *réclamation*.

« Les déchets, diminutions et pertes qui arrivent par le vice propre de la chose, et les dommages causés par le fait de l'emprunteur, ne sont point à la charge du prêteur. » (C. com., art. 326.)

Ce ne sont pas là, en effet, des risques déterminés par fortune de mer. — Par la même raison, le prêteur ne sera pas responsable des risques de terre.

« En cas de naufrage, le paiement des sommes empruntées à la grosse est réduit à la valeur des effets sauvés et affectés au contrat, déduction faite des frais de sauvetage. » (C. com., art. 327.)

Les marchandises sauvées ayant été embarquées sur un autre bâtiment, le contrat subsiste, et le prêteur est dans la même situation que s'il n'y avait pas eu naufrage ; — mais si le capitaine, trouvant un navire pour continuer le voyage, ne profite pas de la circonstance et néglige d'embarquer les marchandises, le prêteur aura droit au remboursement de ses avances.

« Si le temps des risques n'est point déterminé par le contrat, il court, à l'égard du navire, des agrès, appareils, armement et victuailles, du jour que le navire a fait voile, jusqu'au jour où il est ancré ou amarré au port ou lieu de sa destination. — A l'égard des marchandises, le temps des risques court du jour qu'elles ont été chargées dans le navire, ou dans les gabares pour les y porter, jusqu'au jour où elles sont délivrées à terre. » (C. com., art. 328.)

Cet article n'aura évidemment d'application que si les parties n'ont pas réglé le temps et le lieu des risques dans l'acte du contrat à la grosse.

Est réputé avoir péri dans le temps des risques le bâtiment qui n'est point revenu et dont on n'a plus de nouvelles.

« Celui qui emprunte à la grosse sur des marchandises n'est

« point libéré par la perte du navire et du chargement, s'il ne
« justifie qu'il y avait, pour son compte, des effets jusqu'à
« la concurrence de la somme empruntée. » (C. com., art. 329.)

Cette disposition suppose que l'acte justificatif du contrat à la grosse n'a pas désigné les objets affectés au prêt. — Dans ce cas, la présomption est contre l'emprunteur, qui ne sera relevé de l'obligation de rembourser le prêteur que par la justification dont parle le présent article. Cette justification pourra résulter de toutes pièces, sauf le droit de contradiction qui demeure également ouvert.

« Les prêteurs à la grosse contribuent, à la décharge des
« emprunteurs, aux avaries communes. — Les avaries simples
« sont aussi à la charge des prêteurs, s'il n'y a convention con-
« traire. » (C. com., art. 330.)

Il n'en serait pas ainsi dans le cas de jet, c'est-à-dire, si la marchandise affectée au prêt avait dû être jetée à la mer pour le salut commun. — Alors elle est réputée conduite à destination, et le propriétaire est indemnisé par le concours proportionnel des autres affréteurs. La marchandise est représentée par la contribution proportionnelle, et l'emprunteur n'est pas déchargé de ses obligations.

« S'il y a contrat à la grosse et assurance sur le même na-
« vire ou sur le même chargement, le produit des effets sauvés
« du naufrage est partagé entre le prêteur à la grosse, *pour*
« *son capital seulement*, et l'assureur, pour les sommes as-
« surées, au marc le franc de leur intérêt respectif, sans
« préjudice des privilèges établis à l'art. 191. » (C. com., art. 331.)

Cela ne doit s'entendre que des prêts faits avant le départ du navire, et non des prêts faits pendant le voyage et destinés aux besoins du bâtiment. Ceux-ci ont un privilège particulier qui s'étend au capital, aux intérêts et au profit maritime. Au surplus, le partage proportionnel entre l'assureur et le prêteur à la grosse, décrété par l'art. 331, répond aux plus incontestables exigences de l'équité.

TITRE IX

DES CONTRATS A LA GROSSE.

(BOTTOMRY AND RESPONDENTIA.)

LOI ANGLAISE.

La loi anglaise reconnaît deux espèces distinctes de contrats à la grosse.

Lorsque le prêt est fait au propriétaire du navire ou à son mandataire, pour les besoins du navire, le contrat s'appelle *bottomry* ; l'emprunteur s'engage, en cas d'heureux voyage du navire, à restituer au prêteur la somme prêtée avec les intérêts stipulés, et le bâtiment est affecté (*hypothecated*) à l'exécution du contrat de la part de l'emprunteur.

Quand le prêt est fait au chargeur, et sur telles marchandises spécifiées, le contrat prend le nom de *respondentia*.

Le caractère essentiel de ces deux espèces de contrats à la grosse, c'est que le prêteur soit assujetti aux risques inhérents à toute navigation. — L'intérêt exceptionnel que recueillera éventuellement le prêteur de son opération n'est que la compensation du risque qu'il aura couru.

Le contrat n'est assujetti à aucune forme légale ; l'acte qui en exprime les particularités doit être nettement explicite, car les cours anglaises, tout en recherchant dans la lettre des conventions l'intention qui a déterminé les parties, respectent avant tout le texte étroit des stipulations. Ainsi, un contrat *at bottomry* ayant été conçu en ces termes, que l'emprunteur

payerait avec le capital tel intérêt au prêteur, *tant de jours après son retour*, et l'emprunteur étant revenu seul, après la perte de son navire, procès lui fut intenté pour avoir à exécuter son engagement, *puisqu'il était de retour*. La Cour interpréta, il est vrai, le terme retour dans le sens de retour *avec le navire*, ou de *retour du navire* ; mais le cas n'en parut pas moins susceptible d'une sérieuse discussion.

La loi anglaise contient une dérogation capitale à la loi française eu égard à la cause même du contrat.

En Angleterre, on peut prêter à la grosse sans avoir pour objet et pour gage soit le navire, soit les marchandises. — On considère comme un prêt à la grosse régulier le prêt d'une somme d'argent destinée à telle opération, à condition d'un *largo* intérêt si le voyage s'accomplit heureusement.

C'est là une espèce de jeu, un pari, que la loi française réprouve et condamne.

Toutefois pour les navires affectés au commerce avec les Indes on ne peut emprunter que sur *corps* ou sur *facultés*, c'est-à-dire sur le navire ou sur sa cargaison.

Quant à l'intérêt *nécessaire* stipulé entre les parties, sa détermination est laissée à leur entière discrétion.

En principe, le contrat à la grosse n'est soumis à aucune formalité administrative. Cependant on pense que lorsque le *bottomry* a pour gage le navire en totalité, l'acte qui l'exprime devrait, pour que le contrat fût valable, être enregistré.

L'acte qui exprime les conditions du contrat à la grosse peut être transféré comme un connaissance, comme un billet à ordre, par la voie de l'endossement. Il est indifférent à l'emprunteur d'avoir à s'exécuter, s'il y a lieu, entre les mains du prêteur ou de ses ayants droit.

Le contrat *at bottomry* est consenti soit par le propriétaire, soit par le capitaine.

Lorsque le navire est en Angleterre, le propriétaire seul ou son fondé de pouvoir spécial peuvent contracter un emprunt à la grosse sur le navire.

Hors l'Angleterre, le capitaine peut emprunter à la grosse, sous la responsabilité du propriétaire, *s'il y a nécessité*, et s'il ne peut emprunter à des conditions moins onéreuses, comme, par exemple, sur le crédit personnel de ce dernier. — L'emprunt à la grosse opéré par le capitaine, justifié par les circonstances, peut porter non-seulement sur le corps du navire, mais encore sur le *freight* et sur la cargaison. Cette latitude s'explique par l'intérêt commun du propriétaire et des chargeurs à l'heureuse et prompte issue du voyage.

La circonstance de nécessité n'est jamais légèrement admise. La Cour d'amirauté, saisie d'une contestation à cet égard, examine avec une scrupuleuse sévérité toutes les péripéties du voyage ; car le privilège accordé à tout emprunt à la grosse fait par le capitaine peut avoir une influence trop désastreuse sur la sécurité des autres créances dont le navire est le gage, pour que cette sécurité n'ait à subir que les préférences autorisées par la loi.

Les derniers emprunts à la grosse sont préférés, dans l'ordre de leur date, à ceux qui les précèdent. La raison de cette préférence du dernier privilège sur les autres résulte de la considération que la dernière somme empruntée pour les besoins du navire a assuré son retour, et sauvé par conséquent le gage commun des précédents prêteurs.

En ce qui touche le prêt *at respondentia*, le contrat devra être rigoureusement et ponctuellement exécuté. Par conséquent, si le prêt a été fait sur *telles* marchandises embarquées sur *tel* navire, et que d'autres marchandises aient été substituées à celles qu'avait en vue le prêteur, ou chargées sur un navire autre que le navire convenu, le contrat sera résolu de plein droit, et le prêteur pourra se faire restituer son capital avec intérêts, sans préjudice des dommages-intérêts que les circonstances lui permettront d'exiger.

Les prêteurs *at bottomry* et *at respondentia* auraient le même droit, si le contrat était rompu par la faute des emprunteurs.

Le temps et le lieu des risques peuvent être stipulés et prévus au contrat : dans ce cas, les prêteurs ne perdent leur capital que si les choses sur lesquelles l'emprunt fut consenti périssent dans le temps et sur le lieu des risques.

Si le temps et le lieu des risques ne sont pas stipulés, les risques commencent et finissent avec le voyage.

Quant à la disproportion qui pourrait exister entre la somme empruntée et la valeur réelle de la chose sur laquelle l'emprunt a eu lieu, elle ne peut exercer sur la validité du contrat aucune influence, puisque la loi autorise les prêts aléatoires sur l'heureuse issue du voyage, sans autre gage que la chance à courir ou telle spéculation à tenter.

TITRE X

DES ASSURANCES.

LOI FRANÇAISE.

Section première.

DU CONTRAT D'ASSURANCE, DE SA FORME ET DE SON OBJET.

Le contrat d'assurance est la convention par laquelle l'un des contractants, nommé *assureur*, prend à sa charge les risques de mer auxquels est exposée la propriété de l'autre, nommé *assuré*, moyennant un prix convenu qu'on appelle *prime*.

« Le contrat d'assurance est rédigé par écrit. — Il est daté
« du jour auquel il est souscrit. — Il y est énoncé si c'est
« avant ou après midi. — Il peut être fait sous signature pri-
« vée. — Il ne peut contenir aucun blanc. — Il exprime, — le
« nom et la désignation du navire, — le nom du capitaine, —
« le lieu où les marchandises ont été ou doivent être chargées,
« — le port d'où ce navire a dû ou doit partir, — les ports ou
« rades dans lesquels il doit charger ou décharger, — ceux
« dans lesquels il doit entrer, — la nature et la valeur ou
« l'estimation des marchandises, ou objets que l'on fait assu-
« rer, — les temps auxquels les risques doivent commencer et

« finir, — la somme assurée, — la prime ou le coût de l'assurance, — la soumission des parties à des arbitres, en cas de contestation, si elle a été convenue, — et généralement toutes les autres conditions dont les parties sont convenues. » (C. com., art 332.)

Les conditions particulières auxquelles doit satisfaire l'acte qui constate le contrat, et qu'on appelle *police d'assurance*, ne sont pas exigées par la loi sous peine de nullité. — Il faut donc en conclure que la preuve du contrat qui n'aurait pas été rédigé par écrit est admise conformément au droit commun; que si la somme en litige est au-dessous de 150 fr., la preuve testimoniale peut être invoquée; et que ce genre de preuve, si la somme répétée excède 150 fr., ne sera admis en justice que s'il y a un commencement de preuve par écrit.

Si la *police* avait été perdue par suite d'un accident de force majeure, il est généralement admis que la preuve testimoniale serait admise d'une manière absolue pour en prouver et l'existence et les particularités.

La mention de la date du jour et de l'heure a une importance grave que caractérisent suffisamment les art. 359, 365 et 366 que nous verrons ultérieurement. Qu'il y ait concours de plusieurs polices d'assurance sur le même objet, c'est la première en date qui seule subsistera; qu'un sinistre arrive le même jour qu'une police est prise, il est indispensable que l'heure où l'assurance est effectuée soit ponctuellement précisée, afin qu'il ne soit pas permis d'assurer un risque déjà consommé.

Toute police d'assurance dont la prime n'est pas immédiatement payée doit être rédigée en autant de doubles qu'il y a de parties intéressées. — Si la prime est payée, un seul original suffit, car le contrat n'a plus désormais qu'un caractère unilatéral.

An surplus, les polices d'assurance délivrées par les compagnies sont généralement imprimées et rédigées dans le vœu de la loi; on n'y écrit à la main que les clauses particulières

et spéciales. En cas de contradiction de celles-ci avec les clauses imprimées, les clauses écrites seront préférés aux dernières.

Les blancs laissés dans la police peuvent favoriser des fraudes dont la preuve entraînerait la nullité du contrat.

La police mentionnera *le nom et le domicile de celui qui fait assurer, la qualité du propriétaire ou du commissionnaire*. Si l'assuré est connu, la mention de son nom seul peut suffire. M. Pardessus pense même que l'omission du nom pourrait être suppléée par d'autres énonciations et circonstances de nature à désigner suffisamment la personne de l'assuré.

Un propriétaire qui aurait emprunté à la grosse pour la totalité de ses marchandises embarquées ne pourrait assurer ces mêmes marchandises, parce qu'il n'a plus à ce contrat un intérêt licite.

On appelle assurance *pour compte* l'assurance faite par un commissionnaire au bénéfice de son commettant. Parfois le nom du commettant pour le compte duquel est faite l'assurance n'est point exprimé au contrat et n'est révélé que dans les actes d'exécution. Dans ce cas, l'assureur est obligé vis-à-vis du commissionnaire et du commettant; mais si le commettant est nommé dans la police même, l'assureur n'est obligé qu'envers lui.

L'assuré ne peut exiger de l'assureur l'indemnité convenue au contrat qu'après justification de la perte subie, et *seul* il a qualité pour exécuter les poursuites.

Le nom et la désignation du navire figurant dans la police permettront à l'assureur de contracter à bon escient, puisqu'il pourra vérifier l'état et la qualité du bâtiment, et par conséquent apprécier le caractère et l'étendue des risques qui affecteront soit le navire lui-même, soit les marchandises qu'il doit transporter.

Toute erreur de désignation peut donner ouverture à l'annulation du contrat, s'il en résulte la preuve qu'elle abritait une manœuvre frauduleuse.

Mais la simple omission de désignation n'affecte pas la validité du contrat : et ce qui confirme cette opinion, c'est l'habitude des assureurs de signer des polices dans lesquelles ils laissent le choix du navire à la discrétion de l'assuré.

Le nom du capitaine sera très-utilement exprimé dans la police d'assurance, parce que la capacité du capitaine, toujours scrupuleusement appréciée par les assureurs, commande particulièrement à leur confiance et à leur détermination.

Un arrêt de la Cour de Bordeaux (29 mars 1848) a annulé une police qui n'énonçait pas le nom du capitaine. Toutefois, cette décision ne saurait avoir l'autorité d'un principe.

Si la police ne mentionne pas, contrairement au vœu de la loi, *le lieu où les marchandises ont été ou doivent être chargées, le port d'où le navire a dû ou doit partir, les ports ou rades dans lesquels il doit charger ou décharger, ceux dans lesquels il doit entrer*, il peut y avoir lieu à annulation du contrat, puisque les risques, n'étant ni déterminés, ni appréciés, sont comme s'ils n'existaient pas, et le contrat manque de cause.

Dans la police seront mentionnées *la nature, la valeur ou l'estimation des marchandises ou objets que l'on fait assurer*.

— Si le contrat a omis de déclarer la valeur ou estimation des marchandises, la loi vient au secours de l'omission et permet de justifier cette valeur par la production soit de factures, soit de livres, ou par le prix courant au temps et au lieu du chargement.

Toute mention de valeur ou d'estimation est acquise à l'assuré, sauf le droit de l'assureur, y eût-il même formellement renoncé, de contester l'exactitude de cette valeur ou estimation.

Il importe aux assureurs de bien établir *les temps auxquels les risques doivent commencer et finir*. C'est à leurs risques et périls que cette mention serait omise, et l'art. 328, relatif au contrat à la grosse, précédemment énoncé, réglerait l'étendue de leurs obligations. Si, au contraire, *ces temps* avaient été

nettement précisés, la convention devrait être exécutée selon la plus étroite interprétation.

Si la *somme assurée* n'est pas indiquée, il y aura lieu de faire une estimation de la chose assurée, et la somme fixée par l'expertise sera considérée comme la *somme assurée*.

La mention de la *prime ou coût de l'assurance* est indispensable à la validité du contrat, puisque la prime est la seule considération qui détermine l'assureur à contracter.

Il n'y a pas de prime quand le taux n'en est pas convenu et fixé, et, par conséquent, pas de contrat.

La prime est payée comptant ou à terme. Le défaut de paiement n'entraîne pas de plein droit la nullité du contrat : le retardataire devra être mis en demeure, et le juge seul prononcera la nullité de la convention poursuivie par l'assureur.

Généralement la prime d'assurance est payée au moyen de valeurs dites *billets de primes*, dont les échéances sont échelonnées proportionnellement à la durée du voyage.

D'ailleurs, les parties contractantes pourront formuler toutes les stipulations qu'il leur plaira de convenir comme règle de leurs rapports, à la seule condition de ne pas contrevenir aux dispositions générales et impératives de la loi.

Toute police d'assurance peut être à ordre ou au porteur ; sa possession fait présumer le transfert des objets assurés au profit de son détenteur, présomption que l'assureur aura toujours le droit de vérifier.

« La même police peut contenir plusieurs assurances, « soit à raison des marchandises, soit à raison du taux de « la prime, soit à raison de différents assureurs. » (C. com., art. 333.)

Cette faculté édictée par la loi peut donner lieu à de regrettables confusions, et mieux eût valu exiger un contrat particulier pour chaque chose, pour chaque intérêt distincts.

« L'assurance peut avoir pour objet, — le corps et quille du « vaisseau, vide ou chargé, armé ou non armé, seul ou accom-

« pagné, — les agrès et apparaux, — les armements, — les
 « victuailles, — les sommes prêtées à la grosse, — les mar-
 « chandises du chargement, et toutes autres choses ou valeurs
 « estimables à prix d'argent, sujettes aux risques de la naviga-
 « tion. » (C. com., art. 334.)

Toute spécification exprimée dans la police d'assurance, quel que soit son objet, doit être rigoureusement observée, respectée; et, si l'assuré y dérogeait, nul doute que son droit éventuel contre l'assureur ne fût modifié et le plus ordinairement anéanti.

« L'assurance peut être faite sur le tout ou sur une partie
 « desdits objets, conjointement ou séparément. — Elle peut
 « être faite en temps de paix ou en temps de guerre, avant ou
 « pendant le voyage du vaisseau. — Elle peut être faite pour
 « l'aller et le retour ou seulement pour l'un des deux, pour le
 « voyage entier ou pour un temps limité; — pour tous voyages
 « et transports par mer, rivières et canaux navigables. » (Code
 de com., art. 335.)

Le voyage complet comprend l'aller et le retour du navire, les points de départ et de destination préalablement déterminés. — La prime d'assurance payée pour ce genre de voyage s'appelle *prime liée*.

Lorsque le voyage comporte la visite d'un navire à plusieurs ports où il débarque ses marchandises et en charge d'autres successivement, avant de revenir au port du départ, le voyage prend le nom de *caravane*.

Si la police est silencieuse, l'assurance est réputée faite pour un voyage *simple*, c'est-à-dire soit pour l'aller, soit pour le retour.

Dans tous les cas, si le voyage ne s'accomplit pas suivant les indications convenues, l'assurance devient nulle.

On emploie dans le langage du commerce maritime les termes de marchandises *d'entrée* et marchandises *de sortie*. Les marchandises *d'entrée* sont celles qui *entrent* dans le port de destination, et qui ont par conséquent été chargées

au port de départ; les marchandises *de sortie* sont celles qui *sortent* du port de destination, et sont dirigées sur le port de départ.

L'assurance peut porter sur ces deux catégories de marchandises conjointement ou séparément; et, si la police ne s'explique pas nettement, il faudra s'arrêter à la présomption qu'on n'a entendu contracter que pour un voyage simple.

« En cas de fraude dans l'estimation des effets assurés, en cas de supposition ou de falsification, l'assureur peut faire procéder à la vérification et estimation des objets, sans préjudice de toutes les autres poursuites, soit civiles, soit criminelles. » (C. com., art. 336.)

Toutefois, s'il ne s'agissait que d'une différence peu importante, l'assureur ne serait pas admis à contester la validité du contrat. — La loi présume que le contrat librement consenti par l'assureur est parfait; et si l'art. 336 suppose des cas de fraude, à l'assureur incombe l'obligation de les prouver.

Du reste, ce droit de l'assureur est absolu, il est de moralité publique; et y eût-il renoncé dans le contrat, la loi le relève de cet engagement inconsidéré qui permettrait au contrat d'assurance de perdre son caractère essentiel, tout en conservant ses effets.

« Les chargements faits aux Échelles du Levant, aux côtes d'Afrique et autres parties du monde, pour l'Europe, peuvent être assurés, sur quelque navire qu'ils aient lieu, sans désignation du navire ni du capitaine. — Les marchandises elles-mêmes peuvent, en ce cas, être assurées sans désignation de leur nature et espèce. — Mais la police doit indiquer celui à qui l'expédition est faite ou doit être consignée, s'il n'y a convention contraire dans la police d'assurance. » (C. com., art. 337.)

Avant l'avènement de la navigation à vapeur, avant l'établissement de la télégraphie électrique terrestre et sous-marine, il était difficile de transmettre en temps utile à l'intéressé tous les renseignements qui eussent permis de dresser un

acte complet ; et si les exigences de la loi eussent été maintenues, les assurances eussent été impossibles pour ces lointaines et dangereuses expéditions. — La loi n'a pas modifié ses dispositions, devenues vieilles et caduques devant les découvertes du siècle ; mais l'initiative et la prudence du commerce négligeront bientôt, aidées par le télégraphe, ce mode trop incomplet et trop insuffisant d'assurance. L'intérêt des assureurs suffira pour opérer cette réforme que le législateur n'aura plus qu'à enregistrer, quand l'opportunité et le besoin en seront généralement constatés.

« Tout effet dont le prix est stipulé dans le contrat en monnaie étrangère est évalué au prix que la monnaie stipulée vaut en monnaie de France, suivant le cours à l'époque de la signature de la police, » (C. com., art. 338.)

Néanmoins, on respectera la convention des parties aux termes de laquelle le moment du cours serait nettement déterminé, et à une époque autre que celle prévue par la loi.

« Si la valeur des marchandises n'est point fixée par le contrat, elle peut être justifiée par les factures ou par les livres : à défaut, l'estimation en est faite suivant le prix courant au temps et au lieu du chargement, y compris tous les droits payés et les frais faits jusqu'à bord. » (C. com., art. 339.)

Cet article eût été mieux placé immédiatement après l'article 332 aux termes duquel la police doit mentionner la valeur ou estimation des marchandises assurées. — Il constate que cette mention n'est point rigoureusement exigée, puisqu'il procure le moyen de suppléer à son omission.

Mais quelle que soit la sollicitude de la loi, le silence de la convention sera toujours grave, périlleux même, à cause de la difficulté que rencontreront les experts à estimer convenablement des marchandises chargées dans des parties du monde lointaines et peu connues.

« Si l'assurance est faite sur le retour d'un pays où le commerce ne se fait que par troc, et que l'estimation des mar-

« marchandises ne soit pas faite par la police, elle sera réglée sur le pied de la valeur de celles qui ont été données en échange, en y joignant les frais de transport. » (C. com., art. 340.)

« Si le contrat d'assurance ne règle point le temps des risques, les risques commencent et finissent dans le temps réglé par l'art. 328 pour les contrats à la grosse. » (C. com., art. 341.)

C'est-à-dire que les risques commencent pour le navire et ses accessoires du jour qu'il a fait voile, et finissent quand il est ancré ou amarré au port de destination. — Pour les marchandises, les risques commencent du jour qu'elles sont chargées à bord, ou dans les gabares qui doivent les porter au navire, et finissent au jour où elles sont débarquées à terre, au lieu de leur destination.

« L'assureur peut faire réassurer par d'autres les effets qu'il a assurés. — L'assuré peut faire assurer le coût de l'assurance. — La prime de réassurance peut être moindre ou plus forte que celle de l'assurance. » (C. com., art. 342.)

Il n'y a pas là une double assurance, mais une espèce de garantie à l'assurance qui éveille les appréhensions de la partie directement intéressée. — Mais la police originelle entre l'assureur et l'assuré ne souffre aucune atteinte, et demeure le seul et unique lien entre les parties au contrat.

Le réassureur n'est tenu de garantir l'assuré, en cas de sinistre, que sur la preuve par celui-ci fournie de l'insolvabilité de la partie obligée par la première police d'assurance.

Le contrat de réassurance doit satisfaire à cette condition essentielle du contrat d'assurance qui proscriit, comme illicite, toute opération qui aurait pour résultat, au lieu d'une indemnité équivalente à la perte subie, un bénéfice réel procuré par le sinistre.

« L'augmentation de prime qui aura été stipulée en temps de paix pour le temps de guerre qui pourrait survenir, et dont la quotité n'aura pas été déterminée par les contrats

« d'assurance, est réglée par les tribunaux, en ayant égard
 « aux risques, aux circonstances et aux stipulations de chaque
 « police d'assurance. » (C. com., art. 343.)

« En cas de perte des marchandises assurées et chargées
 « pour le compte du capitaine sur le vaisseau qu'il commande,
 « le capitaine est tenu de justifier aux assureurs l'achat des
 « marchandises, et d'en fournir un connaissement signé par
 « deux des principaux de l'équipage. » (C. com., art. 344.)

Cette précaution suffira pour garantir, autant que possible, les assureurs contre les fraudes de l'assuré; car le capitaine ne serait dispensé de produire le connaissement exigé que s'il justifiait d'événements de force majeure qui en rendent impossible la production. — Néanmoins, l'assureur sera toujours admis à contester la valeur soit du connaissement régulier, soit des assertions du capitaine.

« Tout homme de l'équipage et tout passager qui apportent
 « des pays étrangers des marchandises assurées en France,
 « sont tenus d'en laisser un connaissement dans les lieux où le
 « chargement s'effectue, entre les mains du consul de France,
 « et, à défaut, entre les mains d'un Français notable négociant,
 « ou du magistrat du lieu. » (C. com., art. 345.)

« Si l'assureur tombe en faillite lorsque le risque n'est pas
 « encore fini, l'assuré peut demander caution ou la résiliation
 « du contrat. — L'assureur a le même droit en cas de faillite
 « de l'assuré. » (C. com., art. 346.)

C'est devant la justice que le demandeur devra se pourvoir s'il n'obtient pas caution. — Dans tous les cas, c'est au défendeur seul qu'incombe l'obligation de prouver que le risque est fini : à lui seul peut profiter l'admission de cette preuve.

« Le contrat d'assurance est nul, s'il a pour objet — le fret
 « des marchandises existant à bord du navire, — le profit es-
 « péré des marchandises, — les loyers des gens de mer, — les
 « sommes empruntées à la grosse, — les profits maritimes des
 « sommes prêtées à la grosse. » (C. com., art. 347.)

L'interprétation de cet article devra s'inspirer scrupuleuse-

ment du principe fondamental qui régit le contrat d'assurance, à savoir, qu'il a pour but essentiel et exclusif d'indemniser l'assuré d'une perte réelle occasionnée et causée par fortune de mer. — Or, fret non acquis, profit espéré, ne constituant pas une propriété, mais une éventualité, ne peuvent être un objet légal d'assurance. — De même, l'emprunt à la grosse étant acquis en toute propriété à l'emprunteur, si un sinistre détruit la chose, gage de l'emprunt, il n'a pas de risque possible à courir, ni par conséquent à faire assurer. — Quant au profit maritime des sommes prêtées à la grosse, on ne comprend pas l'exclusion sévère dont l'a frappé la loi. Si ce profit est légitime, et aucun doute n'est permis sur ce point, pourquoi le traiter avec tant de rigueur? — Il est vrai que ce profit n'est qu'un espoir, un avantage éventuel, et que sa non-réalisation, par suite de sinistre, ne constituerait pas une perte dans l'exacte signification du mot.

« Toute réticence, toute fausse déclaration de la part de l'assuré, toute différence entre le contrat d'assurance et le con-
 « naissement, qui diminueraient l'opinion du risque ou en
 « changeraient le sujet, annulent l'assurance. — L'assurance
 « est nulle, même dans le cas où la réticence, la fausse décl-
 « ration ou la différence, n'auraient pas influé sur le dommage
 « ou la perte de l'objet assuré. » (C. com., art. 348.)

Cette disposition est d'une sévérité excessive, et pourtant il était nécessaire d'armer l'assureur, dont la responsabilité est si grave, contre les artifices ou les simples négligences qui auraient surpris ou séduit sa confiance, amoindri et par conséquent supprimé en droit sa liberté.

Mais il faudra se garder d'étendre la portée de cette sévérité. Il est bien entendu qu'il n'y aura lieu à annuler le contrat pour les causes énumérées dans l'art. 348, que lorsque ces causes *diminueraient l'opinion du risque ou en changeraient le sujet*, et seulement dans cette circonstance. Ce sera donc à la conscience du juge, édifiée par la lumière des débats, à prononcer si les faits prévus par la loi et acquis au procès ont été

de nature à tromper l'opinion de l'assureur, à illusionner et à séduire son consentement, et par conséquent à vicier radicalement le contrat.

Section II.

DES OBLIGATIONS DE L'ASSUREUR ET DE L'ASSURÉ.

« Si le voyage est rompu avant le départ du vaisseau, même
 « par le fait de l'assuré, l'assurance est annulée, l'assureur
 « reçoit, à titre d'indemnité, demi pour cent de la somme assu-
 « rée. » (C. com., art. 349.)

Le langage de la loi est absolu; il n'y a donc pas à distinguer si la rupture du voyage est le résultat d'une volonté ou de la force majeure; quelle que soit la cause qui rompe le voyage, l'indemnité d'un demi pour cent de la somme assurée est due à l'assureur.

Il est admis que le droit de l'assureur est le même si le contrat est annulé comme illégal, la bonne foi de l'assureur n'étant point contestée.

« Sont aux risques des assureurs, toutes pertes et dommages
 « qui arrivent aux objets assurés, par tempête, naufrage,
 « échouement, abordage fortuit, changements forcés de route,
 « de voyage ou de vaisseau, par jet, feu, prise, pillage, arrêt
 « par ordre de puissance, déclaration de guerre, représailles,
 « et généralement par toutes autres fortunes de mer. »
 (C. com., art. 350.)

Ce qu'il faut bien préciser, dans l'interprétation de cet article, c'est que la responsabilité des assureurs est engagée à la réparation de tous les dommages occasionnés par les *fortunes de mer*, quelles qu'elles soient; que les cas de sinistres énoncés dans la loi ne sont point exprimés avec un caractère limitatif; mais que tout sinistre qui n'aurait pas pour cause une *fortune de mer* ne peut attendre de réparation du contrat

d'assurance, à moins toutefois que, selon qu'elles en ont le droit, les parties n'aient modifié par des stipulations déroatoires le principe général émis par la loi pour servir de règle aux intéressés qui n'auraient rien prévu dans leurs conventions à cet égard.

Tout risque terrestre est donc exclu du bénéfice offert par l'art. 350 aux assurés, peu importe d'ailleurs les circonstances dans lesquelles le risque ait été consommé; excepté le cas où la perte des marchandises ou objets déposés à terre aurait pour cause immédiate une fortune de mer, comme, par exemple, un naufrage ou une nécessité de radoub.

« Tout changement de route, de voyage ou de vaisseau, et
« toutes pertes et dommages provenant du fait de l'assuré, ne
« sont point à la charge de l'assureur; et même la prime lui
« est acquise, s'il a commencé à courir les risques. » (C. com., art. 351.)

Toute convention contraire à ce principe éminemment moral et d'ordre public serait considérée comme nulle, car elle n'aurait d'autre portée que de mettre l'une des parties à la discrétion complète de l'autre.

Pour que la responsabilité de l'assureur soit équitable, il faut que l'assuré remplisse exactement les obligations auxquelles il s'est soumis, aux termes de sa police d'assurance; et il n'aura le droit d'en invoquer les bénéfices qu'autant que l'assureur ne pourra pas lui reprocher d'avoir été infidèle à ses engagements.

« Les déchets, diminutions et pertes qui arrivent par le
« vice propre de la chose, et les dommages causés par le fait
« et faute des propriétaires, affréteurs ou chargeurs, ne sont
« point à la charge des assureurs. » (C. com., art. 352.)

Ne pourrait-on pas dire, en présence des termes si compréhensifs, si explicites et si absolus à la fois de l'art. 350, que la disposition de l'art. 352 est superflue, puisque les circonstances auxquelles il est fait allusion ne peuvent être qualifiées *fortunes de mer*.

« L'assureur n'est point tenu des prévarications et fautes
« du capitaine et de l'équipage, connues sous le nom de *baraterie de patron*, s'il n'y a convention contraire. » (C. com., art. 353.)

Pour se rendre compte de la logique de cette disposition qui semble constituer une exception excessive au profit des assureurs, il faut se rappeler que la loi considère, par une présomption de droit, le capitaine comme le mandataire et le représentant des assurés ; dès lors on doit lire l'article comme s'il était ainsi écrit : L'assureur n'est point tenu des prévarications et fautes des assurés. — Mais il est évident que cette présomption exprime rarement la vérité et la justice des rapports du capitaine et des chargeurs ; aussi est-il de clause générale dans les polices d'assurance d'assimiler aux risques maritimes la *baraterie de patron*. — Dans ce dernier cas, l'assureur est subrogé aux droits de l'assuré contre le capitaine et les propriétaires du navire dont le fait a causé le sinistre.

« L'assureur n'est point tenu du pilotage, touage et lamanage, ni d'aucune espèce de droits imposés sur le navire et les marchandises. » (C. com., art. 554.)

On entend :

Par *pilotage*, le service des pilotes qui dirigent les navires à l'entrée et à la sortie des ports ;

Par *touage*, le travail des ouvriers qui halent les bâtiments dans les rivières ;

Par *lamanage*, l'industrie des marins qui vont dans des barques au-devant des navires pour les guider à leur entrée dans les ports.

Ces divers services sont considérés comme faisant partie des conditions essentielles à la navigation du navire, et le prix qu'on les paye échappe, à ce titre, au bénéfice de toute assurance.

« Il sera fait désignation dans la police des marchandises
« sujettes, par leur nature, à détérioration particulière ou diminution, comme blés ou sels, ou marchandises susceptibles

« de coulage; sinon les assureurs ne répondront point des
« dommages ou pertes qui pourraient arriver à ces mêmes
« denrées, si ce n'est toutefois que l'assuré eût ignoré la na-
« ture du chargement lors de la signature de la police. »
(C. com., art. 355.)

Il s'agit ici de détériorations pouvant provenir de toute autre cause que de la nature ou du vice propres des marchandises; — la désignation exigée par la loi garantira à l'assuré qui l'aura faite toute sécurité.

« Si l'assurance a pour objet des marchandises pour l'aller
« et le retour, et si, le vaisseau étant parvenu à sa première
« destination, il ne se fait point de chargement en retour, ou
« si le chargement en retour n'est pas complet, l'assureur re-
« çoit seulement les deux tiers proportionnels de la prime con-
« venue, s'il n'y a stipulation contraire. » (C. com., art. 356.)

Donc, sur les marchandises qui auront fait l'aller et le retour, la prime sera payée en entier à l'assureur; pour le surplus des marchandises qui manquent au retour dans le chargement prévu et non réalisé, l'assureur ne recevra que les deux tiers de la prime convenue.

« Un contrat d'assurance ou de réassurance consenti pour
« une somme excédant la valeur des effets chargés, est nul à
« l'égard de l'assuré seulement, s'il est prouvé qu'il y a dol ou
« fraude de sa part. » (C. com., art. 357.)

S'il n'y a eu qu'erreur ou déficit, l'assurance est réduite proportionnellement à la valeur des marchandises embarquées, comme cela résulte des termes de l'art. 358.

« S'il n'y a ni dol, ni fraude, le contrat est valable jusqu'à
« concurrence de la valeur des effets chargés, d'après l'esti-
« mation qui en est faite ou convenue. — En cas de pertes, les
« assureurs sont tenus d'y contribuer chacun à proportion des
« sommes par eux assurées. — Ils ne reçoivent pas la prime
« de cet excédant de valeur, mais seulement l'indemnité de
« demi pour cent. » (C. com., art. 358.)

« S'il existe plusieurs contrats d'assurance faits sans fraude

« sur le même chargement, et que le premier contrat assure
 « l'entière valeur des effets chargés, il subsistera seul. — Les
 « assureurs qui ont signé les contrats subséquents sont libé-
 « rés ; ils ne reçoivent que demi pour cent de la somme assu-
 « rée. — Si l'entière valeur des effets chargés n'est pas assu-
 « rée par le premier contrat, les assureurs qui ont signé les
 « contrats subséquents répondent de l'excédant en suivant
 « l'ordre de la date du contrat. » (C. com., art. 359.)

« S'il y a des effets chargés pour le montant des sommes
 « assurées, en cas de perte d'une partie, elle sera payée par
 « tous les assureurs de ces effets, au marc le franc de leur in-
 « térêt. » (C. com., art. 360.)

Il n'en serait plus ainsi s'il y avait eu affectation spéciale
 d'une assurance à tel objet déterminé : dans ce cas, la res-
 ponsabilité devient, elle aussi, spéciale, et il n'y a pas lieu à
 la contribution proportionnelle prévue par l'art. 360.

« Si l'assurance a lieu divisément pour des marchandises
 « qui doivent être chargées sur plusieurs vaisseaux désignés,
 « avec énonciation de la somme assurée sur chacun, et si le
 « chargement entier est mis sur un seul vaisseau, ou sur un
 « moindre nombre qu'il n'en est désigné dans le contrat, l'as-
 « sureur n'est tenu que de la somme qu'il a assurée sur le
 « vaisseau ou sur les vaisseaux qui ont reçu le chargement,
 « nonobstant la perte de tous les vaisseaux désignés, et il
 « recevra néanmoins demi pour cent des sommes dont les assu-
 « rances se trouvent annulées. » (C. com., art. 361.)

Du moment où les vaisseaux choisis, aux termes du contrat,
 pour recevoir les marchandises assurées, ne les ont pas reçues
 et qu'il leur en a été préféré un autre ou d'autres, il y a au
 contrat une dérogation que la loi répute suffisante pour en
 déterminer l'annulation contre l'assuré. Mais, dans ce cas,
 comme dans presque toutes les circonstances qui intéressent le
 contrat d'assurance, les faits exerceront une grande influence
 sur l'application nécessairement très-particulière des dispo-
 sitions de la loi.

« Si le capitaine a la liberté d'entrer dans différents ports pour compléter ou échanger son chargement, l'assureur ne court les risques des effets assurés que lorsqu'ils sont à bord, s'il n'y a convention contraire. » (C. com., art. 362.)

Comme nous l'avons répété déjà, l'assureur ne répond que des risques provenant des *fortunes de mer*, et cet article confirme ce principe.

« Si l'assurance est faite pour un temps limité, l'assureur est libre, après l'expiration du temps, et l'assuré peut faire assurer les nouveaux risques. » (C. com., art. 363.)

L'échéance du terme fixé comme limite à l'existence du contrat libère de plein droit les parties; l'assurance, objet du contrat, a cessé d'exister, et rien ne s'oppose à ce que l'assuré en contracte une autre.

« L'assureur est déchargé des risques, et la prime lui est acquise, si l'assuré envoie le vaisseau en un lieu plus éloigné que celui qui est désigné par le contrat, quoique sur la même route. — L'assurance a son entier effet, si le voyage est raccourci. » (C. com., art. 364.)

Le voyage, bien que raccourci, ne doit pas avoir été changé, contrairement aux conventions exprimées dans la police.

« Toute assurance faite après la perte ou l'arrivée des objets assurés est nulle, s'il y a présomption qu'avant la signature du contrat, l'assuré a pu être informé de la perte, ou l'assureur de l'arrivée des objets assurés. » (C. com., art. 365.)

Si la présomption légale était justifiée par les faits, le contrat d'assurance ne constaterait de la part de l'assuré ou de l'assureur qu'une tentative d'escroquerie, qui non-seulement vicierait *ab initio* le contrat, mais pourrait déterminer des poursuites plus sévères contre le coupable.

On s'est demandé si du langage peu explicite de l'art. 365 il fallait induire que les risques ne cessent que du jour où la nouvelle est reçue soit du sinistre, soit de l'arrivée. La jurisprudence a répondu que l'assurance finissait au moment réel soit du sinistre, soit de l'arrivée, et que tout contrat d'assu-

rance fait postérieurement à l'un ou à l'autre de ces événements était nul comme n'ayant pas de cause.

Qu'est-ce que cette présomption dont parle la loi ? quels en sont les caractères et les particularités ?

« La présomption existe si, en comptant trois quarts de
 « myriamètre (une lieue et demie) par heure, sans préjudice
 « des autres preuves, il est établi que de l'endroit de l'arrivée
 « ou de la perte du vaisseau, ou du lieu où la première nouvelle
 « en est arrivée, elle a pu être portée dans le lieu où le contrat
 « d'assurance a été passé, avant la signature du contrat. »
 (C. com., art. 366.)

Cette présomption est de droit; elle ne peut être contestée, et nullo preuve ne serait admise contre elle.

« Si cependant l'assurance est faite sur bonnes ou mauvaises
 « nouvelles, la présomption mentionnée dans les articles pré-
 « cédents n'est point admise. — Le contrat n'est annulé que
 « sur la preuve que l'assuré savait la perte, ou l'assureur l'ar-
 « rivée du navire, avant la signature du contrat. » (C. com.,
 art. 367.)

La police d'assurance peut déroger, et c'est le cas supposé par l'art. 367, aux prescriptions de l'art. 366, et écarter la menace de toute présomption. Néanmoins, la mauvaise foi ne pourra s'abriter derrière la clause de la police dérogeant à l'art. 366; et la preuve fournie contre l'assuré qu'il connaissait la circonstance dont l'avènement enlevait toute cause au contrat, entraînerait la nullité de la convention.

« En cas de preuve contre un assuré, celui-ci paye à l'assu-
 « reur une double prime. — En cas de preuve contre l'assu-
 « reur, celui-ci paye à l'assuré une somme double de la prime
 « convenue. — Celui d'entre eux contre qui la preuve est
 « faite est poursuivi correctionnellement. » (C. com., art. 368.)

Telle est la sanction pénale des art. 365, 366, 367 précités : cette sanction profite à la partie trompée qui a droit à une indemnité, et elle assure à l'ordre public menacé une satisfaction nécessaire.

Section III.

DU DÉLAISSEMENT.

Le *délaissement* est l'acte par lequel le propriétaire d'une chose assurée abandonne à l'assureur, en cas de sinistre, ce qui reste de cette chose, pour jouir de l'indemnité convenue, comme si la chose eût totalement péri.

« Le délaissement des objets assurés peut être fait, — en cas de prise, — de naufrage, — d'échouement avec bris, — d'innavigabilité par fortune de mer, — en cas d'arrêt d'une puissance étrangère, — en cas de perte ou détérioration des effets assurés, si la détérioration ou la perte va au moins à trois quarts. — Il peut être fait, en cas d'arrêt de la part du gouvernement, après le voyage commencé. » (C. com., art. 369.)

A cette énonciation des cas qui donnent ouverture au droit de délaissement, il faut ajouter l'énumération des circonstances prévues par les art. 375, 376, 389 et 394 ultérieurement examinés, et remarquer que dans tous ces cas particuliers la loi ne confère la faculté de délaissement que d'une manière étroitement exceptionnelle et limitative.

L'assureur ne peut qu'invoquer, en la prouvant, la faute du capitaine comme ayant déterminé le sinistre, et s'abriter derrière cette responsabilité victorieusement établie.

« Il ne peut être fait avant le voyage commencé. » (C. com., art. 370.)

Parce qu'il n'y a de risques que dans l'hypothèse de cet événement. Or, nous avons vu sous l'art. 328 ce qu'il faut entendre par *voyage commencé*, soit pour le navire, soit pour les marchandises qu'il doit transporter.

« Tous autres dommages sont réputés avaries et se règlent, entre les assureurs et les assurés, à raison de leurs intérêts. » (C. com., art. 371.)

L'action d'*avarie* est donc l'action générale, ordinaire, accordée à l'assuré dont la chose a été endommagée, sans que ce dommage lui donne le droit à l'action de délaissement que la loi a entendu réserver comme un privilège.

Dans ces deux actions, du reste, la preuve du dommage est à la charge des assurés.

Mais l'assuré qui pourrait user de la faculté de délaissement peut n'avoir recours, si bon lui semble, qu'à l'action d'*avarie*, et cela, même en appel, sur une instance légèrement engagée aux termes de l'art. 369.

« Le délaissement des objets assurés ne peut être partiel ni conditionnel. — Il ne s'étend qu'aux effets qui sont l'objet de l'assurance et du risque. » (C. com., art. 372.)

Si donc un chargement était assuré pour une somme moindre que la valeur réelle, le délaissement ne devrait porter que sur une partie proportionnelle des marchandises chargées.

De même, si une partie d'un chargement, avant le sinistre, a été débarquée et mise en lieu sûr, le délaissement ne portera que sur les marchandises à bord au moment du naufrage, et seules par conséquent demeurées assujetties aux risques qui justifient l'assurance ; dans ce cas, l'indemnité sera réduite à la valeur de ces marchandises.

« Le délaissement doit être fait aux assureurs dans le terme de six mois, à partir du jour de la réception de la nouvelle de la perte arrivée aux ports ou côtes de l'Europe, ou sur celles d'Asie et d'Afrique, dans la Méditerranée, ou bien, en cas de prise, de la réception de celle de la conduite du navire dans l'un des ports ou lieux situés aux côtes ci dessus mentionnés. — Dans le délai d'un an après la réception de la nouvelle ou de la perte arrivée, ou de la prise conduite aux colonies des Indes occidentales, aux îles Açores, Canaries, Madère et autres îles et côtes occidentales d'Afrique et orientales d'Amérique ; — dans le délai de deux ans après la nouvelle des pertes arrivées ou des prises conduites dans toutes les autres parties du monde. — Et, ces délais

« passés, les assurés ne seront plus recevables à faire le délaissement. » (C. com., art. 373.)

Ces délais divers ont paru nécessaires au législateur, pour que l'assuré fût à même de se procurer tous les renseignements propres à l'éclairer sur la détermination qu'il est pour lui opportun de prendre vis-à-vis de l'assureur.

De quel jour partira le délai ? — La jurisprudence fait courir ce délai du jour où l'assuré lui-même a connu le sinistre par des renseignements positifs et sérieux.

L'assuré devra se pourvoir en justice pour interrompre la prescription édictée par l'art. 373 ; tout autre mode d'action serait insuffisant pour garantir l'exercice de son droit contre la rigueur de l'exception.

« Dans le cas où le délaissement peut être fait, et dans le cas de tous autres accidents au risque des assureurs, l'assuré est tenu de signifier à l'assureur les avis qu'il a reçus. — La signification doit être faite dans les trois jours de la réception de l'avis. » (C. com., art. 374.)

Malgré le langage impératif du présent article, la Cour de cassation admet que cette formalité n'est pas obligatoire pour l'assuré, si la nouvelle du sinistre est tellement certaine, qu'il puisse sans retard user de la faculté du délaissement.

Néanmoins la loi ne distingue pas, et il semble excessif que la jurisprudence introduise une exception à la règle, au préjudice de l'assureur, qu'elle a voulu prévenir et prémunir à la fois.

« Si, après un an expiré, à compter du jour du départ du navire, ou du jour auquel se rapportent les dernières nouvelles reçues, pour les voyages ordinaires, — après deux ans pour les voyages de long cours, — l'assuré déclare n'avoir reçu aucune nouvelle de son navire, il peut faire le délaissement à l'assureur et demander le paiement de l'assurance, sans qu'il soit besoin d'attestation de la perte. — Après l'expiration de l'an ou des deux ans, l'assuré a, pour agir, les délais établis par l'art. 373. » (C. com., art. 375.)

Il s'agit ici de la présomption légale de la perte du navire, et cette présomption est si absolue, que le retour du navire, postérieurement à l'ouverture du droit de délaissement utilement exercé, n'affecterait en rien le droit acquis de l'assuré.

« Dans le cas d'une assurance pour temps limité, après l'expiration des délais établis, comme ci-dessus, pour les voyages ordinaires, et pour ceux de long cours, la perte du navire est présumée arrivée dans le temps de l'assurance. » (C. com., art. 376.)

L'assureur aura toujours le droit de prouver que la perte a eu lieu hors le temps limité de l'assurance, et de détruire par des preuves contraires la présomption légale établie au profit de l'assuré.

« Sont réputés voyages de long cours ceux qui se font au-delà des limites ci-après déterminées :
 « Au sud, le 30° degré de latitude nord ;
 « Au nord, le 72° degré de latitude nord ;
 « A l'ouest, le 15° degré de longitude du méridien de Paris ;
 « A l'est, le 44° degré de longitude du méridien de Paris. » (C. com., art. 377.)

Tout voyage qui ne s'étend pas au-delà de ces limites n'est donc qu'un voyage *ordinaire*.

« L'assuré peut, par la signification mentionnée en l'article 374, ou faire le délaissement avec sommation à l'assureur de payer la somme assurée dans le délai fixé par le contrat, ou se réserver de faire le délaissement dans les délais fixés par la loi. » (C. com., art. 378.)

Cet article confirme la nécessité de la signification, et l'écart de la jurisprudence qui permet à l'assuré de se soustraire, en certains cas, à cette obligation.

« L'assuré est tenu, en faisant le délaissement, de déclarer toutes les assurances qu'il a faites ou fait faire, même celles qu'il a ordonnées, et l'argent qu'il a pris à la grosse, soit sur le navire, soit sur les marchandises ; faute de quoi, le

« délai du paiement qui doit commencer à courir du jour
« du délaissement, sera suspendu jusqu'au jour où il fera no-
« tifier ladite déclaration, sans qu'il en résulte aucune pro-
« rogation du délai établi pour former l'action en délaisse-
« ment. » (C. com., art. 379.)

Ainsi, l'assureur pourra examiner, au cas où il y aurait plu-
sieurs assurances, s'il n'a pas à profiter de cette circonstance
pour invoquer le bénéfice des art. 357 et 359, et restreindre ou
exonérer complètement, s'il y a lieu, sa responsabilité. — C'est
d'ailleurs une obligation pleine d'équité, dont l'accomplisse-
ment est exigé par la loi, et soumis à la sanction contenue dans
la disposition finale de l'article.

Si l'assuré n'avait fait qu'une seule assurance, il n'aurait
aucune déclaration à faire.

« En cas de déclaration frauduleuse, l'assuré est privé des
« effets de l'assurance; il est tenu de payer les sommes em-
« pruntées, nonobstant la perte ou la prise du navire. »
(C. com., art. 380.)

En principe, la preuve de la fraude est à la charge de l'as-
sureur; mais s'il était acquis que la déclaration est inexacte, ce
serait à l'assuré de justifier que cette déclaration était pure de
toute intention frauduleuse.

« En cas de naufrage ou d'échouement avec bris, l'assuré
« doit, sans préjudice du délaissement à faire en temps et lieu,
« travailler au recouvrement des effets naufragés. — Sur son
« affirmation, les frais de recouvrement lui sont alloués jusqu'à
« concurrence de la valeur des effets recouvrés. » (C. com.,
art. 381.)

La position de l'assureur doit être ménagée avec une solli-
citude d'autant plus vigilante de la part de l'assuré, que les
intérêts de ce dernier sont sauvegardés avec plus de soin par
la faveur de la loi. — Il n'est que juste que l'assuré soigne sa
chose, comme s'il n'était pas garanti par un contrat d'assu-
rance; et l'on peut dire qu'il accomplit, comme par une sorte
de mandat tacite, le devoir de l'assureur. D'ailleurs les soins

qu'il donnera à la chose, objet du délaissement éventuel, ne seront pas onéreux pour lui, puisque la loi lui en assure la récompense sur la valeur même des effets recouvrés.

« Si l'époque du paiement n'est point fixée par le contrat, l'assureur est tenu de payer l'assurance trois mois après la signification du délaissement. » (C. com., art. 382.)

Généralement l'époque du paiement est déterminée dans les polices d'assurance; fixée ou non par le contrat, cette échéance ne saurait être modifiée de manière à ajourner le paiement contrairement au vœu de la loi, ou à la stipulation formelle de la convention.

« Les actes justificatifs du chargement et de la perte sont signifiés à l'assureur avant qu'il puisse être poursuivi pour le paiement des sommes assurées. » (C. com., art. 383.)

Cette signification était nécessaire pour édifier l'assureur sur la légitimité de l'action en délaissement que l'assuré se propose de lui intenter, et qui ne pourra être utilement introduite, s'il n'a pas été préalablement satisfait à l'injonction de la loi.

Quant au mérite de ces actes justificatifs, comme moyens de preuve du chargement et de la perte, il n'appartient qu'à la discrétion du juge de l'apprécier et de le constater. Toutefois, si la perte n'était que présumée, aux termes des art. 375 et 376, il n'y aurait pas lieu à produire de pièces justificatives du sinistre, toute pièce étant supplée par la présomption légale de perte.

« L'assureur est admis à la preuve des faits contraires à ceux qui sont consignés dans les attestations. — L'admission à la preuve ne suspend pas les condamnations de l'assureur au paiement provisoire de la somme assurée, à la charge par l'assuré de donner caution. — L'engagement de la caution est éteint après quatre années révolues, s'il n'y a pas eu de poursuites. » (C. com., art. 384.)

Si l'enquête que la loi permet à l'assureur de faire dans son propre intérêt avait pu suspendre l'effet des condamnations au

payement des sommes assurées, l'assureur aurait eu la faculté d'ajourner indéfiniment l'exécution de ses engagements vis-à-vis de l'assuré, et les plus graves abus eussent rendu illusoire l'effet légitime des plus loyales conventions. — D'ailleurs, l'assureur est assuré lui-même contre toute surprise, puisqu'il est garanti par une caution.

« Le délaissement signifié et accepté ou jugé valable, les effets assurés appartiennent à l'assureur, à partir de l'époque du délaissement. — L'assureur ne peut, sous prétexte du retour du navire, se dispenser de payer la somme assurée. » (C. com., art. 385.)

Par le délaissement, la propriété passe d'une façon irrévocable aux mains de l'assureur avec toute l'énergie d'une saisine, pourvu, bien entendu, que le délaissement soit inattaquable. L'assureur, en ce qui touche les avantages de la propriété dont il devient investi, est absolument aux lieu et place de l'assuré, et il exerce tous les droits que ce dernier eût pu faire valoir s'il n'eût abdiqué au profit de l'assureur son droit de propriété sur la chose délaissée. En d'autres termes, il y a subrogation complète de l'assureur aux droits de l'assuré.

« Le fret des marchandises sauvées, quand même il aurait été payé d'avance, fait partie du délaissement du navire et appartient également à l'assureur, sans préjudice des droits des prêteurs à la grosse, de ceux des matelots pour leur loyer, et des frais et dépenses pendant le voyage. » (C. com., art. 386.)

D'où la conséquence, à notre avis peu équitable, que le fret payé d'avance de marchandises perdues dans le sinistre, est irrévocablement acquis à l'assuré et ne fera pas retour à l'assureur.

« En cas d'arrêt de la part d'une puissance, l'assuré est tenu de faire la signification à l'assureur, dans les trois jours de la réception de la nouvelle. — Le délaissement des objets arrêtés ne peut être fait qu'après un délai de six mois de la signification, si l'arrêt a eu lieu dans les mers d'En-

« rope, dans la Méditerranée ou dans la Baltique ; — qu'après
 « le délai d'un an, si l'arrêt a eu lieu en pays plus éloigné. —
 « Ces délais ne courent que du jour de la signification de l'ar-
 « rêt. — Dans le cas où les marchandises arrêtées seraient
 « périssables, les délais ci-dessus mentionnés sont réduits à
 « un mois et demi pour le premier cas, et à trois mois pour le
 « second cas. » (C. com., art. 387.)

Si l'assuré négligeait de prévenir l'assureur de la nouvelle
 reçue, il pourrait occasionner à celui-ci un préjudice dont il
 aurait certainement à subir les conséquences.

« Pendant les délais portés par l'article précédent, les as-
 « surés sont tenus de faire toutes diligences qui peuvent dépen-
 « dre d'eux, à l'effet d'obtenir la mainlevée des effets arrêtés.
 « — Pourront, de leur côté, les assureurs, ou de concert avec
 « les assurés, ou séparément, faire toutes démarches à même
 « fin. » (C. com., art. 388.)

Toute négligence des assurés, dans les cas prévus par cet ar-
 ticle, ouvrira au profit de l'assureur un droit à une indemnité
 qui sera appréciée par le juge eu égard au préjudice causé.

« Le délaissement à titre d'innavigabilité ne peut être fait,
 « si le navire échoué peut être relevé, réparé, et mis en état
 « de continuer sa route pour le lieu de sa destination. — Dans
 « ce cas, l'assuré conserve son recours sur les assureurs,
 « pour les frais et avaries occasionnés par l'échouement. »
 (C. com., art. 389.)

L'innavigabilité est déclarée par le Tribunal de commerce,
 quand l'événement a lieu sur les côtes de France ou des colo-
 nies françaises.

Si le navire se trouve en pays étranger quand il devient inna-
 vigable, le capitaine se pourvoit des pièces nécessaires à con-
 stater l'état du bâtiment ; et, à son retour en France, il saisit
 de la question le Tribunal de commerce qui prononcera.

Si l'innavigabilité du navire provient du vice propre du bâti-
 ment et non de fortune de mer, l'art. 389 n'est plus applicable ;
 et l'assureur est affranchi de toute responsabilité.

« Si le navire a été déclaré innavigable, l'assuré sur le chargement est tenu d'en faire la notification dans le délai de trois jours de la réception de la nouvelle. » (C. com., art. 390.)

Si l'assuré manquait à cette obligation, il s'exposerait à une poursuite en dommages-intérêts de la part de l'assureur si gravement intéressé à faire toutes démarches de nature à rendre moins onéreuse pour lui la responsabilité des risques consommés.

« Le capitaine est tenu, dans ce cas, de faire toutes diligences pour se procurer un autre navire à l'effet de transporter les marchandises au lieu de leur destination. » (C. com., art. 391.)

Si l'assureur peut établir que le capitaine n'a pas répondu par sa sollicitude au vœu de l'art. 391, ce dernier supportera toutes les conséquences de sa négligence vis-à-vis de l'assureur qui n'en sera pas moins tenu de garantir directement l'assuré.

« L'assureur court les risques des marchandises chargées sur un autre navire, dans le cas prévu par l'article précédent, jusqu'à leur arrivée et leur déchargement. » (C. com., art. 392.)

« L'assureur est tenu, en outre, des avaries, frais de déchargement, magasinage, rembarquement, de l'excédant du fret, et de tous autres frais qui auront été faits pour sauver les marchandises, jusqu'à concurrence de la somme assurée. » (C. com., art. 393.)

« Si, dans les délais prescrits par l'art. 387, le capitaine n'a pu trouver de navire pour recharger les marchandises et les conduire au lieu de leur destination, l'assuré peut en faire le délaissement. » (C. com., art. 394.)

Cet article limite et définit en quelque sorte la responsabilité qui pèse sur le capitaine d'après la disposition l'art. 391 ci-dessus, sauf, toujours, le droit de l'assureur de contester l'impossibilité, articulée par le capitaine, de trouver un autre

navire pour le transport des marchandises au lieu de leur destination.

« En cas de prise, si l'assuré n'a pu en donner avis à l'assureur, il peut racheter les effets sans attendre son ordre. — L'assuré est tenu de signifier à l'assureur la composition qu'il aura faite, aussitôt qu'il en aura les moyens. » (C. com., art. 395.)

Mais l'assuré, si les circonstances le permettent (et c'est là le principe qui régit la matière), doit prendre les ordres de l'assureur avant de traiter du rachat.

L'article suivant règle les rapports de l'assureur et de l'assuré, dans l'hypothèse où celui-ci a dû racheter sans attendre l'ordre de l'assureur.

« L'assureur a le choix de prendre la composition à son compte, ou d'y renoncer : il est tenu de notifier son choix à l'assuré, dans les vingt-quatre heures qui suivent la signification de la composition. — S'il déclare prendre la composition à son profit, il est tenu de contribuer, sans délai, au paiement du rachat dans les termes de la convention, et à proportion de son intérêt; et il continue de courir les risques du voyage, conformément au contrat d'assurance. — S'il déclare renoncer au profit de la composition, il est tenu au paiement de la somme assurée, sans pouvoir rien prétendre aux effets rachetés. — Lorsque l'assureur n'a pas notifié son choix dans le délai susdit, il est censé avoir renoncé au profit de la composition. » (C. com., art. 396.)

Remarquons que toute convention qui restreindrait formellement les obligations de l'assureur au paiement de la somme assurée, ne dérogerait pas à cette disposition de l'art. 396, qui sera applicable nonobstant toute stipulation contraire, par la raison qu'elle suppose l'existence d'une convention nouvelle, issue d'une situation violente et particulièrement exceptionnelle.

TITRE X

DES ASSURANCES (INSURANCES).

LOI ANGLAISE.

Section première.

DU CONTRAT D'ASSURANCE, DE SA FORME ET DE SON OBJET.
(MARITIME INSURANCE.)

Le contrat d'assurance maritime (*maritime insurance*) a pour objet de garantir l'assuré contre la perte partielle ou totale de sa chose par suite de tels accidents de mer déterminés, moyennant une compensation en argent, appelée *prime d'assurance*, acquise à l'assureur.

Les auteurs anglais attribuent aux Italiens l'introduction en Angleterre du système des assurances, et la première réglementation de cette matière importante remonte au règne d'Élisabeth.

L'acte qui constate et spécifie le contrat d'assurance s'appelle *police d'assurance* (*a policy of insurance*). L'assureur, avant d'avoir souscrit la police, se nomme *insurer*, et, après l'avoir souscrite, *under-writer* (souscripteur). L'assuré est appelé *insured* ou *assured* (assuré).

Les assurances ont été pendant une certaine période de temps l'objet d'un monopole que George I^{er} conféra à deux compa-

gnies dites *The royal exchange assurance* et *London assurance*. Ces deux compagnies, incorporées par charte royale, durent verser, pour prix de leurs chartes, des sommes immenses au trésor avide du souverain; ainsi s'explique ce privilège incompatible avec les habitudes, les tendances, les libertés du commerce, et qui portait en lui, pour toutes ces raisons, le principe de sa prochaine déchéance.

Ce privilège fut supprimé sous George IV, et les assurances sont rentrées dans le domaine public de l'industrie nationale.

Toute personne, sujet britannique ou étranger, peut se faire assurer en Angleterre, à moins que l'étranger n'appartienne à une nation ennemie en guerre avec la Grande-Bretagne. Dans ce cas même, si le navire étranger a obtenu une licence royale, l'assurance est valable.

Les assurances sont généralement prises par l'intermédiaire d'agents spéciaux nommés *insurance brokers* (courtiers d'assurances). — Le *broker* est seul en rapport avec l'assureur; il reçoit de l'assuré la prime d'assurance et la remet à l'assureur. — Il doit procurer la police dans un *temps raisonnable*, sous sa responsabilité, à moins qu'il ne justifie que les lenteurs apportées à l'accomplissement de ce devoir procèdent de circonstances indépendantes de sa volonté.

Le contrat d'assurance est rédigé par écrit; — l'usage a fait plus: il a généralisé l'emploi de polices imprimées, dont les *blancs*, nécessaires aux énonciations particulières et spéciales, sont seuls remplis à la main.

Les polices sont donc dressées suivant une formule générale qui comprend toutes les énonciations nécessaires à la validité du titre, et que l'on peut énumérer ainsi: — le nom de l'assuré et de son mandataire; — le nom du navire; — l'objet de l'assurance; — le voyage assuré; — les risques à garantir; — la date du contrat et la signature de l'assureur; — le *mémorandum*; — le timbre; — les sûretés ou conditions résolutives.

D'après un statut de George III, est nulle toute police qui

n'exprime pas, avant toute autre énonciation, le nom ou les noms des personnes qui font assurer leur propriété et au profit desquelles se réalisera éventuellement l'assurance. — Si l'assurance est contractée par l'intermédiaire d'un mandataire résidant dans la Grande-Bretagne, les noms du mandataire et du mandant seront exprimés dans l'acte.

Le nom du navire doit être énoncé, car ce nom est le signe de l'identité du bâtiment que les assureurs ont eu l'intention d'assurer. — Cependant, comme le navire, en certaines circonstances, peut être obligé de changer de nom, il est d'usage d'inscrire dans la police cette réserve : *ou tel autre nom dont le navire pourra s'appeler*. — Mais s'il y a changement de nom, l'assuré devra prouver l'identité du navire.

Le nom du capitaine est ordinairement énoncé dans la police, mais il ne semble pas que cette énonciation soit indispensable. Quand elle est faite, on y ajoute ces mots : *ou de tel autre capitaine dudit navire*.

Néanmoins, on fait des assurances où le navire n'est pas nommé, mais seulement indiqué : par exemple, quand on assure un navire désigné par cette seule particularité : *venant de tel endroit*.

La chose assurée doit être décrite avec soin. — L'assurance d'un navire comprendra l'énumération de tous les accessoires nécessaires à son armement, agrès, artillerie, munitions, chaloupes, canots, etc. ; et la description contenue en la police ne pourra être attaquée par aucune espèce de preuve contraire.

Toutefois, on considère comme suffisante la mention qui donne pour objet à l'assurance *les marchandises en général* (*goods generally*).

Une description exacte du voyage sera faite dans la police, et cette description indiquera le *temps* et les *lieux* où commencent et finissent les risques. Cette indication est essentielle et son omission entraînerait soit la nullité du contrat, si ce sont les *lieux* qui n'ont pas été spécifiés ; soit une aggravation de la responsabilité de l'assureur, si c'est le *temps* qui n'a pas

été indiqué : dans ce dernier cas, les risques commencent du jour où l'assurance est faite, et ne finissent qu'au terme du voyage.

Il est d'usage d'énoncer dans la police certaines réserves assez larges, en ce qui touche la direction du voyage, pour n'en pas gêner l'utile accomplissement.

Le voyage est généralement terminé vingt-quatre heures après que le navire a été amarré en état de sûreté (*in good safety*) au port d'arrivée. — Par ces mots *good safety*, il faut entendre que le navire n'est pas en danger de périr par suite de ses avaries, sinon la responsabilité des assureurs ne serait pas déchargée après les *vingt-quatre heures* d'amarrage au port du navire.

Si les termes *good safety* n'ont pas été exprimés dans la police, le voyage finit pour les assureurs au temps prescrit, quel que soit l'état du navire.

En ce qui touche les marchandises, les risques sont à la charge de l'assureur jusqu'à ce qu'elles aient été déchargées et déposées à terre sans avaries (*in safety*).

Le déchargement sera accompli avec la diligence ordinaire ; tout délai apporté dans cette opération pourrait déterminer au profit de l'assureur l'exonération de sa responsabilité.

L'assureur ne sera plus responsable des risques si l'assuré transborde ses marchandises sur un autre bâtiment, ou les prend sous sa garde dans des embarcations à lui appartenant ou dont il paye le service.

Les polices contiennent généralement des périls ou risques assurés l'énumération suivante : fortunes de mer (*perils of seas*), guerre maritime, incendie, ennemis, pirates, corsaires, jets, arrêt ou détention des navires par ordre d'un gouvernement.

Par *fortunes de mer*, il faut entendre tous les accidents de navigation que les éléments infligent au navire.

L'assureur répond des sinistres qui procèdent de ces causes.

Mais en cas d'incendie, l'assuré n'est tenu des risques

qu'autant que le sinistre n'a pas été occasionné par le vice propre des marchandises.

En principe, si l'assuré ou son représentant ont provoqué par leur négligence ou par leur faute les périls qui ont déterminé le sinistre, l'assureur n'est plus responsable des dommages éprouvés; car la force majeure n'a pas *seule* occasionné le sinistre, et cela suffit à la sécurité de l'assureur.

Au nombre des périls prévus par les polices d'assurance il faut compter la *baraterie de patron* (*barratry of master and mariners*).

Les auteurs anglais donnent au mot *barratry* une origine italienne: il signifie fraude, tromperie.

La baraterie de patron et de matelots doit s'entendre de tout préjudice occasionné aux propriétaires du navire par les fraudes du capitaine ou des gens de l'équipage (*mariners*).

Cette fraude ou méchanceté du capitaine et de l'équipage peut avoir pour but et pour résultat un préjudice allant jusqu'à la perte préméditée d'un navire; les assureurs qui ont compris dans la police le cas de baraterie, devront indemniser les propriétaires du navire du dommage, quel qu'il soit, qui aura eu pour cause et pour origine cette conduite criminelle du capitaine et de l'équipage.

Il n'y a pas lieu à baraterie quand le capitaine est le propriétaire lui-même: il y a, dans ce cas, confusion de qualités.

D'ailleurs, les énonciations relatives aux risques énumérés dans les polices ne sont pas habituellement limitatives, parce qu'on a soin d'ajouter ces mots: *et autres périls* (*other perils*). Sans cela, tout risque qui ne serait pas prévu dans l'énumération faite en la police serait considéré comme exclu de la considération et du bénéfice du contrat.

Néanmoins, il est bien des causes que la jurisprudence ne range pas dans la catégorie vague et indéfinie exprimée par ces termes *et autres périls*: telles sont, par exemple, les détériorations occasionnées par les rats, par la vermine.

La police est datée et signée ; elle exprime le reçu du prix de l'assurance.

Le *memorandum* est la clause du contrat d'assurance qui écarte de l'assureur toute responsabilité pour les petites avaries (*small averages*) qu'il prévoit et signale.

Le *memorandum* peut, par exemple, contenir cette clause : *telle marchandise sera franche d'avarie*, sauf les avaries générales. — Ou bien celle-ci : toute avarie qui ne réduira que de 3, de 4, de 5, etc., pour cent la valeur de telle marchandise, n'intéressera pas la responsabilité de l'assureur.

Le *memorandum* est donc la partie de la police d'assurance où l'assureur exprime ses réserves particulières, quant à l'engagement de sa responsabilité.

Toute police d'assurance doit être soumise au timbre *dans le temps même* où elle est effectuée. Elle ne peut être légalement timbrée ultérieurement.

L'apposition du timbre a pour effet de fixer les termes de la police et d'interdire toute modification subséquente à ses dispositions. — Toutefois, il est admis que de légers changements, n'altérant pas les conditions essentielles de l'acte, peuvent être introduits, sans nécessiter l'apposition d'un nouveau timbre.

La taxe du timbre est proportionnelle à la somme assurée et déterminée par la loi (7 et 8 Victoria, c. 21).

Les conditions résolutoires du contrat d'assurance s'appellent *warranties* (garanties, sûretés).

Ces conditions, à l'accomplissement desquelles doit se conformer l'assuré, seront rigoureusement exécutées.

Elles sont expressément prévues et définies par la police, ou elles résultent implicitement de l'acte même.

Dans tous les cas, l'action que l'assureur pourrait intenter à l'assuré en nullité du contrat pour inexécution des conditions (*for breach of warranties*), serait de droit éteinte, si l'assureur avait versé à l'assuré le montant de l'indemnité acquise par l'événement d'un sinistre.

Ces conditions sont diverses, et les parties ont pleine liberté pour les consentir. Elles ont généralement pour but de procurer au voyage toute la sécurité possible. Par exemple, il sera convenu que le bâtiment partira tel jour ; qu'il sera escorté à son départ, et durant tel temps du voyage, par les navires du gouvernement ; que toute saisie sera à la charge du propriétaire, etc.

Ce sont là des conditions qui devront être expressément stipulées, écrites dans la police ou sur pièce y annexée.

Les conditions implicites (*implied warranties*) sont les suivantes :

Ne pas dévier de la route convenue pour le voyage ;

Que le bâtiment soit en état de prendre et de tenir la mer ;

Que l'assuré apporte une prudence et une sollicitude convenables pour écarter les risques garantis par l'assurance.

La déviation du navire de l'itinéraire prescrit est une infraction au contrat même ; elle fait aux assureurs une situation et peut leur créer des risques qu'ils n'ont pas prévus. Dès lors ils ne sont plus responsables.

Mais que faut-il entendre par déviation du navire ? Quels faits constitueront et caractériseront la déviation légale, entraînant la résolution du contrat ?

La solution de ces problèmes appartient à l'appréciation des faits, des circonstances, des habitudes maritimes. Ainsi, on a jugé que lorsqu'un navire touche à un port où il n'était pas autorisé à toucher, quoique sur sa route, il y a déviation ; même décision contre l'assuré dont le navire autorisé à toucher à tel port, s'y était arrêté pour un motif non autorisé. — Le navire qui séjourne dans un port plus longtemps qu'il n'est d'usage est en état de déviation.

Mais si la déviation n'était occasionnée que par une circonstance de force majeure, elle ne caractériserait pas la condition résolutoire du contrat.

Le navire doit être en état de prendre et de tenir la mer. Le mot anglais qui exprime cette condition est plein d'une

pittoresque énergie : *seaworthiness* (état digne de la mer).

Le navire sera *seaworthy* (digne de la mer), selon la destination du voyage, selon la nature de la cargaison ; les circonstances exigeront un équipage plus ou moins nombreux, un capitaine d'une expérience, d'une habileté particulières, avec un pilote à bord du navire, de sorte qu'un bâtiment *seaworthy* dans un cas peut ne pas l'être dans tel autre, quoique gréé et monté d'une façon identique dans les deux hypothèses.

L'autorité qui apprécie s'il y a lieu à résolution du contrat, dans ces espèces particulières, c'est la coutume maritime, l'usage du commerce et des lieux.

Toutefois, le navire ne doit être *seaworthy* qu'à partir du moment où les risques commencent à courir ; s'il cesse ultérieurement d'être en cet état, la responsabilité de l'assureur n'est pas couverte, elle demeure entière.

Il n'y aurait pas lieu à appliquer cette condition résolutoire à l'assuré dont le navire était en mer au moment de l'assurance, et dont par conséquent il n'était pas possible de connaître et de vérifier l'état.

Enfin la prudence qui devra diriger la conduite du capitaine sera caractérisée par les circonstances mêmes, et pour prononcer sur une contestation ayant pour cause l'incrimination de la sollicitude insuffisante du capitaine, il faudra recourir à la souveraine et discrétionnaire appréciation du juge.

Telles sont les particularités générales relatives au contrat d'assurance et à la police qui en est la manifestation.

Le contrat d'assurance a pour objet soit le navire en tout ou en partie, soit sa cargaison. Il peut être fait en temps de paix ou en temps de guerre ; avant ou pendant le voyage du navire ; pour l'aller et le retour (*outward and homeward*), ou l'un des deux seulement ; pour tout le voyage ou pour un temps convenu et limité du voyage.

Si des inexactitudes ont eu lieu, ayant pour objet la nature ou la valeur des choses assurées (*misrepresentations*), l'assu-

reur, les faits étant constants, est relevé de tout engagement et de toute responsabilité. La bonne foi est la condition essentielle du contrat d'assurance ; et toute atteinte à cette moralité nécessaire de l'acte en entraîne la nullité. Le droit anglais a même, à cet égard, une susceptibilité des plus sévères : par le terme *misrepresentation* (*exposé, état inexact*), il n'entend pas seulement une manœuvre frauduleuse, mais un simple fait matériel d'inexactitude ; et dans les deux cas il déclare nulle la police d'assurance. Il en est de même, à plus forte raison, quand il y a réticence de l'assuré sur certaines circonstances matérielles (*material facts*) qu'il était de l'intérêt de l'assureur de connaître, ce que la loi désigne par ce mot *concealment*. — Tel serait le cas, par exemple, où l'assuré aurait reçu la nouvelle que son navire ou tel autre lui ressemblant serait perdu, ou qu'il y aurait lieu de craindre qu'il ait péri. — Si l'assuré tait cette circonstance à l'assureur, il commet un *concealment*, et l'assurance est nulle *ab initio*.

Le prix de l'assurance ou prime est généralement exprimé dans la police. Pas de difficulté si la police est ce qu'on appelle *valued policy*, c'est-à-dire, quand l'ensemble des choses assurées est évalué par les parties à une somme déterminée. — Mais si la police est *open policy*, c'est-à-dire, lorsque l'évaluation des choses assurées n'est pas exprimée dans la police, leur valeur devra, s'il y a contestation, être déterminée par le juge qui les estimera eu égard aux circonstances de temps, de lieu, et conformément aux habitudes et aux convenances commerciales.

Nous avons vu que, si le temps des risques n'est pas spécifié dans la police, il est présumé être de toute la durée du voyage, et commence du jour où la police est signée et parfaite.

Dans les polices le temps à partir duquel commencent les risques est souvent indiqué par ces termes *at and from*, prépositions *à* et *de*, prises comme indiquant le lieu et le point de départ. Ainsi, on dit que tel navire est assuré à partir de son chargement à tel port (*at et from ship's loading port*) ; cela

signifie que le bénéfice de l'assurance ne commencera pour le navire que lorsqu'il sera en chargement au port indiqué; cette clause suppose que le navire se trouve ou est sur le point de se trouver au port convenu; car, dans le cas contraire, l'assureur cesse d'être responsable.

Les réassurances sont interdites et déclarées illégales par le droit anglais: l'assureur ne peut donc faire réassurer par d'autres les effets qu'il a assurés.

Il n'y a que trois exceptions à ce principe rigoureux: la réassurance est permise en cas d'*insolvabilité*, de *faillite* ou de *mort* de l'assureur, à la condition qu'elle soit prévue expressément dans la police d'assurance.—Mais la somme réassurée ne devra jamais excéder la somme assurée à l'origine.

« L'état de faillite de l'assureur ou de l'assuré survenu postérieurement au contrat d'assurance, autorise l'intéressé à demander la nullité du contrat. »

Le *freight* peut être assuré. Mais en cas de perte du navire, l'assuré devra prouver qu'il avait à bord des marchandises, ou passé un contrat pour les charger.

Peuvent être assurés: le profit que le capitaine attend du voyage; le profit espéré des marchandises; l'intérêt des sommes empruntées à la grosse (*bottomry or respondentia interest*).

C'est là une divergence absolue du droit anglais avec le droit français qui prohibe toute assurance sur de tels objets.

Mais la loi anglaise interdit l'assurance qui n'a pas pour base un intérêt sur le navire, et qui ne servirait que la spéculation du pari ou du jeu.

Elle interdit également l'assurance des loyers des matelots, comme pouvant avoir le danger d'énervier leur zèle dans l'accomplissement de leurs devoirs.

Est nulle toute police qui assure un voyage ou des marchandises prohibés par la loi.

Section II.

DES OBLIGATIONS DE L'ASSUREUR ET DE L'ASSURÉ.

Le voyage rompu avant le départ du navire, le contrat d'assurance devient nul, comme dans le cas où le navire ne partirait pas au temps convenu dans la police. L'assuré subit les conséquences de l'inexécution du contrat, et l'assureur a droit à la prime, comme si le contrat avait été exécuté par l'assuré, si les risques ont commencé à courir.

La prime est acquise également à l'assureur si la rupture du contrat résulte des fraudes de l'assuré. — Mais hors ces deux cas, la caducité du contrat pour cause de rupture de voyage, avant le départ du navire, ne donne à l'assureur qui n'a pas couru de risque aucun droit à la prime, puisque celle-ci n'est qu'une indemnité offerte en compensation des risques de la navigation.

Néanmoins, si les circonstances de la rupture du contrat étaient de nature à causer à l'assureur un préjudice, le jury prononcerait sur l'opportunité de dommages-intérêts à lui allouer.

L'assureur ne répond que des pertes occasionnées par les fortunes de mer, telles que tempête, naufrage, échouement, abordage fortuit, incendie, actes de l'ennemi, prise, pillage, piraterie, et autres périls ayant le caractère de fortune de mer.

Néanmoins, si ces périls ou fortunes de mer ont eu pour concours, dans leur œuvre de destruction, la négligence ou la faute de l'assuré, l'assureur cesse d'être responsable.

Les polices, avons nous dit, assurent presque toujours la baraterie de patron et de matelots (*barratry of master and mariners*). Mais s'il n'y avait pas stipulation expresse à cet égard, l'assureur ne serait pas responsable des pertes occasionnées par ces actes du capitaine et de l'équipage.

On a vu que la loi anglaise entend par baraterie tout acte de fraude ou de méchanceté du patron et de l'équipage causant un dommage au propriétaire; le domaine de ces actes est donc indéfini : on les reconnaîtra à ce caractère de fraude ou de méchanceté.

On a jugé qu'il y avait baraterie dans l'acte d'un capitaine qui, chargé des intérêts commerciaux du propriétaire, ayant de lui des instructions d'acheter aux meilleures conditions et dans le plus bref délai, était entré, pour faire des achats, dans un port ennemi, et y avait été capturé.

La police spécifie les marchandises sujettes à détérioration ou à dépérissement par leur nature propre : elle précise le minimum de dépréciation dont l'assureur ne sera pas tenu : c'est l'objet de ce que l'on appelle le *memorandum* de la police. Par exemple, on convient que le poisson, le sel, la farine sont francs d'avaries particulières, et ne sont garantis que contre les avaries générales; on dit que le sucre, le tabac seront francs d'avaries au-dessous de cinq pour cent de leur valeur d'origine, etc.

La responsabilité de l'assureur est entière s'il n'a pas fait ses réserves.

Toute police sur objets dont la valeur a été frauduleusement exagérée est nulle, et l'assuré perd la prime payée tout entière. — S'il n'y a eu qu'erreur, elle sera rectifiée.

Plusieurs polices peuvent avoir le même objet. Chacune d'elles est considérée comme si elle était unique, et il n'y a pas lieu à faire les distinctions prévues et réglées par les art. 359 et 360 du Code de commerce. Seulement, elles devront toutes porter la même évaluation de la chose; s'il en était autrement, l'évaluation *minimum* serait suivie pour toutes, nonobstant les stipulations et énonciations contraires.

Quand l'assurance est faite sur un objet, navire ou marchandises, *lost or not lost* (*perdu ou non perdu*), ce que nous traduisons en français par cette locution *sur bonne et mauvaise nouvelle*, l'assureur est responsable lors même qu'au moment

de l'assurance la chose serait déjà perdue. L'absence de cette mention, *lost or not lost*, le sinistre ayant eu lieu avant l'assurance, rendrait nul le contrat.

Il est d'habitude de restreindre la portée de ces termes *lost or not lost* par cette condition que le navire est entier (*safe*) à tel jour. — Dans ce cas, si la condition est remplie, et que le navire périsse, même avant que la police soit effectuée, l'assuré est garanti.

On cite une décision qui donne de ces principes une interprétation très-nette et très-rigoureuse.

Un navire est proposé à l'assurance d'une compagnie, avec la clause *lost or not lost* ; il est accepté, et la prime est payée. Avant de passer l'acte, toutes les parties, assureurs et assuré, apprennent la perte du navire ; la Cour a jugé que le bénéfice des termes *lost or not lost* était acquis à l'assuré.

Si l'assuré savait, au moment de l'assurance, que la chose assurée est perdue, il y aurait fraude et nullité du contrat. Cette fraude, d'ailleurs, ne se présume pas ; c'est à l'assureur à en fournir la preuve ; réciproquement, c'est à l'assuré de prouver contre l'assureur qu'au moment du contrat ce dernier connaissait l'arrivée à destination de la chose assurée, s'il veut obtenir la restitution de la prime frauduleusement acquise.

Section III.

DU DÉLAISSEMENT (ABANDONMENT).

Tout sinistre prévu par une police d'assurance et garanti par elle peut avoir pour résultat la perte totale ou partielle de l'objet assuré.

Quand la perte n'est que partielle, elle est considérée comme avarie ; elle n'autorise pas l'*abandonment*, elle se règle suivant un mode particulier.

Quand la perte est totale, l'assuré peut réclamer en entier l'indemnité convenue, à la condition d'abandonner à l'assureur ce qui peut rester de la chose.

La perte peut donc être *totale*, aux yeux de la loi, sans que la chose considérée comme perdue en totalité ait été en effet complètement anéantie.

En cas de destruction, de perte absolue de la chose, il ne peut y avoir lieu à *abandonment*, puisque l'objet assuré n'existe plus.

Il n'y a lieu à *abandonment* que dans le cas où la chose n'a pas entièrement disparu dans le sinistre.

Dès lors se présente la question de savoir dans quel cas une chose sera considérée comme totalement perdue pour l'assuré et pourra être par lui abandonnée à l'assureur.

La chose est réputée *totalement perdue* lorsque, par suite des dommages qu'elle a subis, elle est désormais dépouillée du caractère et des propriétés essentielles à sa destination originelle, ou de toute valeur, de toute utilité sérieuses.

Quand il ne reste rien de la chose, la perte est dite *totale par elle-même* (*loss total per se*) : tels sont les cas où la chose a péri par incendie, naufrage. La perte est réputée *total per se*, quoique la chose ne soit pas détruite *in specie*, quand elle a été prise, livrée par baraterie, et qu'elle demeure en la possession d'autrui. — La chose est réputée perdue, puisque le droit de propriété de son ancien maître n'a plus d'objet.

Dans toutes ces circonstances, il n'y a pas lieu à *abandonment*.

L'*abandonment* n'est facultatif à l'assuré, et ne peut atteindre l'assureur qu'après que les risques ont commencé à courir.

L'*abandonment* ne peut être partiel : il porte sur la chose assurée tout entière. Il ne comporte aucune condition, sauf adhésion contraire de l'assureur. Il est effectué d'une manière nette, en termes exprès, de vive voix ou par écrit.

Il est fait dans un délai *raisonnable*. La loi ne spécifie pas autrement le temps prescrit pour l'accomplissement de cet

acte : les tribunaux auront donc à apprécier si l'assuré, par sa négligence, n'a pas prescrit son droit à la faculté de l'*abandonment*. Il importe à l'assureur, en effet, de connaître au plus tôt la résolution de l'assuré ; car l'*abandonment* ayant pour effet de faire passer à l'assureur la propriété de la chose délaissée, celui-ci doit être mis à même, par la diligence de l'assuré, de recueillir le plus de bénéfice possible du désastre dont il n'a que les épaves pour compensation de l'indemnité acquise à l'assuré.

L'*abandonment* transférant à l'assureur la propriété de la chose assurée, s'il n'y a pas perte *total per se*, l'oblige immédiatement à compter à l'assuré l'indemnité convenue.

L'*abandonment* d'un navire comprend le délaissement du *freight* à réaliser ultérieurement, lors même que ce *freight* aurait été assuré par un autre assureur.

L'assuré doit faire tous ses efforts pour conserver la chose assurée ; et les frais occasionnés par l'accomplissement de ce devoir sont à sa charge.

Tout navire dont on n'a pas de nouvelles, et qui n'est pas de retour dans un temps raisonnable, est considéré comme perdu, et il y a lieu à *abandonment*. L'indemnité payée à l'assuré, le navire légalement présumé perdu qui donne de ses nouvelles ou revient au port, appartient à l'assureur.

Le capitaine dont le navire est devenu impropre à continuer le voyage doit, s'il le peut, se procurer un autre navire sur lequel sera transbordée la cargaison. Les frais nécessités par cet acte conservatoire sont à la charge de l'assureur jusqu'à concurrence de la somme assurée.

S'il n'est pas possible au capitaine de se procurer un autre navire pour y recharger les marchandises et les transporter à destination, il les déposera en lieu sûr, autant que faire se pourra, et l'assuré sera autorisé à en faire l'*abandonment*.

En cas de perte partielle (*partial loss*), l'indemnité due par l'assureur se règle selon les circonstances et d'après la nature de la chose assurée.

S'il s'agit d'un navire dont les avaries ont été réparées par le propriétaire, l'assureur ne sera pas tenu de rembourser l'intégralité de la somme affectée au radoub; il sera déduit à son profit *un tiers* de cette somme comme représentant la plus-value donnée au navire par la substitution de matériaux neufs aux vieux matériaux remplacés.

S'il s'agit de marchandises, on constate la valeur d'origine, puis la différence qui existe entre le produit brut que ces marchandises ont réalisé à leur arrivée au port de destination, et le produit brut qu'elles eussent donné si elles n'avaient pas subi d'avaries; on soumet ces valeurs ou rapports à la formule arithmétique d'une règle de proportion et l'inconnue exprimée par l'opération représente la valeur de la chose telle qu'elle résulte de la dépréciation par elle subie. La différence de cette valeur à la valeur d'origine exprime le préjudice éprouvé et l'indemnité acquise. Par exemple, les marchandises assurées valaient à Bourbon 500 fr.; elles sont avariées, et, arrivées à Bordeaux, elles ne font que 700 fr. au lieu de 1,000 fr. qu'elles eussent dû faire, si elles n'avaient été détériorées; on fera le calcul suivant $1,000 \text{ fr.} : 700 : : 500 : X$. Ce qui donnera 350 comme valeur réelle des marchandises rendues à destination en prenant pour base la valeur d'origine; différence avec celle-ci 150 chiffre qui, représentant la dépréciation, indique en même temps le chiffre de l'indemnité que l'assureur payera à l'assuré.

Ce mode de liquidation est conforme à l'esprit de la loi anglaise en matière d'assurance. Aux yeux de la loi le contrat d'assurance n'est qu'un contrat d'indemnité (*contract of indemnity*); par conséquent il assure les pertes réelles, mais non pas l'absence de bénéfices.

Comment sera déterminée la valeur d'origine des marchandises?

La police sera *indéterminée* (*open*), ou *déterminée* (*valued*). Dans le second cas, les parties suivent l'estimation qu'elles ont faite elles-mêmes des choses; leur contrat est leur loi,

elles doivent lui obéir. Quand il n'y a qu'*open policy*, la valeur des choses a été laissée indéterminée dans l'acte du contrat ; il faut donc la fixer. On prend le prix de facture au port du chargement, on y ajoute le prix de l'assurance et la commission, et l'on a la valeur d'origine. Faut-il ajouter à cela le montant des frais occasionnés par le chargement (*shipment*) des marchandises ? — C'est là une question controversée et que la jurisprudence n'a pas encore fixée. L'affirmative nous paraît justifiée par les mêmes raisons qui ont incorporé à la valeur d'origine de la chose le prix de l'assurance et la commission.

Comment procédera-t-on, le droit à l'indemnité convenue étant ouvert par l'avènement d'un sinistre ?

L'assureur reconnaîtra ou contestera sa responsabilité. S'il la reconnaît, il procède au règlement (*adjustment*) de l'indemnité à payer à l'assuré, sauf les déductions légitimes et justifiées, et fixe la part proportionnelle qui incombe à chaque assureur dans le payement intégral de l'indemnité.

Cet *adjustment* établit contre l'assureur la présomption qu'il reconnaît sa responsabilité ; néanmoins, jusqu'à parfait payement, il peut invoquer, pour la dégager, les moyens que la loi ou les faits mettent à sa disposition.

Si l'assureur conteste qu'il soit responsable et refuse de payer parce que l'assuré n'a pas exécuté les obligations imposées par la police, la justice sera saisie du différend et prononcera.

TITRE XI

DES AVARIES.

LOI FRANÇAISE.

On entend par *avarie* toute diminution de valeur subie par le navire ou par les marchandises et occasionnée par fortune de mer ou autre cause, aussi bien que les dépenses extraordinaires déterminées par cette détérioration.

L'art. 397 précise nettement cette définition :

« Toutes dépenses extraordinaires faites pour le navire et les
« marchandises, conjointement ou séparément, — tout dom-
« mage qui arrive au navire ou aux marchandises, depuis leur
« chargement et départ jusqu'à leur retour et déchargement,
« — sont réputées avaries. » (C. com., art. 397.)

Les parties peuvent, par des conventions particulières, stipuler à la charge de qui seront telles avaries spécifiées : si la police est muette à cet égard, la loi établit les conditions de leur règlement.

« A défaut de conventions spéciales entre toutes les parties,
« les avaries sont réglées conformément aux dispositions ci-
« après. » (C. com., art. 398.)

« Les avaries sont de deux classes, avaries grosses ou
« communes, avaries simples ou particulières. » (C. com.,
art. 399.)

« Sont avaries communes, — 1^o les choses données par

« composition et à titre de rachat du navire et des marchandises ; — 2° celles qui sont jetées à la mer ; — 3° les câbles ou mâts rompus ou coupés ; — 4° les ancres et autres effets abandonnés pour le salut commun ; — 5° les dommages occasionnés par le jet aux marchandises restées dans le navire ; — 6° les pansement et nourriture des matelots blessés en défendant le navire, les loyer et nourriture des matelots pendant la détention, quand le navire est arrêté en voyage par ordre d'une puissance, et pendant les réparations des dommages volontairement soufferts pour le salut commun, si le navire est affrété au mois ; — 7° les frais du déchargement pour alléger le navire et entrer dans un havre ou dans une rivière, quand le navire est contraint de le faire par tempête ou par la poursuite de l'ennemi ; — 8° les frais faits pour remettre à flot le navire échoué dans l'intention d'éviter la perte totale ou la prise ; — 9° et, en général, les dommages soufferts volontairement et les dépenses faites d'après délibérations motivées, pour le bien et salut commun du navire et des marchandises, depuis leur chargement et départ, jusqu'à leur retour et déchargement. » (C. com., art. 400.)

Le dernier paragraphe, dans ses termes, compréhensifs, établit nettement que l'énumération qui précède n'a qu'un caractère énonciatif, et que toutes ces espèces d'avaries doivent présenter ce signe particulier d'être des dommages *soufferts volontairement* ou des dépenses faites d'après *délibérations motivées* pour le bien et salut commun du navire et des marchandises ; tel est le caractère essentiel et distinctif de l'avarie *grosse ou commune*.

« Les avaries communes sont supportées par les marchandises et par la moitié du navire et du fret, au marc le franc de la valeur. » (C. com., art 401.)

La valeur prise pour base de la contribution du navire est la valeur du bâtiment au jour du départ. Quant aux marchandises, il en est autrement.

« Le prix des marchandises est établi par leur valeur au lieu du déchargement. » (C. com., art. 402.)

Déduction faite du fret, c'est l'opinion généralement adoptée.

« Sont avaries particulières, — 1^o le dommage arrivé aux marchandises par leur vice propre, par tempête, prise, naufrage ou échouement; — 2^o les frais faits pour les sauver; — 3^o la perte des câbles, ancres, voiles, mâts, cordages, causée par tempête ou autre accident de mer; — 4^o les dépenses résultant de toutes relâches occasionnées soit par la perte fortuite de ces effets, soit par le besoin d'avitaillement, soit par voie d'eau à réparer; — 5^o la nourriture et le loyer des matelots pendant la détention, quand le navire est arrêté en voyage par ordre d'une puissance, et pendant les réparations qu'on est obligé d'y faire, si le navire est affrété au voyage; — 6^o la nourriture et le loyer des matelots pendant la quarantaine, que le navire soit loué au voyage ou au mois; — 7^o et, en général, les dépenses faites et le dommage souffert pour le navire seul, ou pour les marchandises seules, depuis leur chargement et départ jusqu'à leur retour et déchargement. » (C. com., art. 403.)

Le trait distinctif de l'avarie *simple* ou *particulière*, c'est de ne relever en aucune façon de la volonté et de la délibération de l'homme, mais de procéder directement de la *fortune de mer*, c'est-à-dire de causes, de faits étrangers à toute initiative intelligente et libre. Il y a encore cette particularité à noter, que l'avarie simple est la dépense faite et le dommage souffert pour le navire *seul* ou pour les *marchandises seules*; tandis que l'avarie commune s'entend de toutes dépenses faites ou dommages soufferts pour le *salut commun* du navire et des marchandises.

« Les avaries particulières sont supportées et payées par le propriétaire de la chose qui a essuyé le dommage ou occasionné la dépense. » (C. com., art. 404.)

L'art. 401 et l'art. 404 ne se préoccupent pas des rapports

de l'assureur et de l'assuré en ce qui touche ces deux espèces d'avaries ; — ces rapports ont été antérieurement examinés et réglés, et ces deux articles n'y apportent aucune modification. Par exemple, l'art. 403 répute avarie le dommage arrivé à la chose par son vice propre ; mais cette avarie sera à la charge du propriétaire, et non de l'assureur que garantit l'art. 352 précité.

« Les dommages arrivés aux marchandises, faute par le capitaine d'avoir bien fermé les écoutilles, amarré le navire, fourni de bons guindages, et par tous autres accidents provenant de la négligence du capitaine ou de l'équipage, sont également des avaries particulières supportées par le propriétaire des marchandises, mais pour lesquelles il a son recours contre le capitaine, le navire et le fret. » (C. com., art. 405.)

La responsabilité est solidaire entre le navire, le capitaine et le fret ; l'intéressé pourra les poursuivre ou collectivement ou individuellement, sans que la préférence donnée à l'un libère et affranchisse les deux autres.

« Les lamanages, touages, pilotages pour entrer dans les havres ou rivières, ou pour en sortir, les droits de congés, visites, rapports, tonnes, balises, ancrages et autres droits de navigation, ne sont point avaries : mais ils sont de simples frais à la charge du navire. » (C. com., art. 406.)

Les mêmes frais et droits seraient avaries s'ils étaient occasionnés par une relâche extraordinaire due à la nécessité d'éviter un sinistre, d'échapper à un péril.

« En cas d'abordage de navires, si l'événement a été purement fortuit, le dommage est supporté, sans répétition, par celui des navires qui l'a éprouvé. — Si l'abordage a été fait par la faute de l'un des capitaines, le dommage est payé par celui qui l'a causé. — Si il y a doute dans les causes de l'abordage, le dommage est réparé à frais communs, et par égale portion, par les navires qui l'ont fait et souffert. — Dans ces deux derniers cas, l'estimation du dommage est faite par experts. » (C. com., art. 407.)

Les avaries occasionnées par l'abordage, quel que soit son caractère, sont avaries *simples* ou *particulières*. Quant à l'étendue de la responsabilité de l'auteur ou des auteurs de l'abordage, elle dépendra à la fois des causes et des conséquences de l'événement par rapport soit aux navires, soit aux marchandises qui auraient souffert.

« Une demande pour avaries n'est point recevable, si l'avarie commune n'excède pas un pour cent de la valeur cumulée du navire et des marchandises, et si l'avarie particulière n'excède pas aussi un pour cent de la valeur de la chose endommagée. » (C. com., art. 408.)

Par conséquent, il n'y aura pas lieu non plus pour le propriétaire de la chose avariée dans cette proportion à exercer aucune réclamation envers les assureurs.

« La clause *franc d'avaries* affranchit les assureurs de toutes avaries, soit communes, soit particulières, excepté dans les cas qui donnent ouverture au délaissement; et, dans ces cas, les assurés ont l'option entre le délaissement et l'exercice d'action d'avarie. » (C. com., art. 409.)

TITRE XI

DES AVARIES (AVERAGES).

LOI ANGLAISE.

La loi anglaise entend par *avaries (averages)* toutes dépenses extraordinaires faites pendant le voyage au profit général des

intéressés, aussi bien que les dommages survenus aux marchandises depuis leur embarquement jusqu'à leur arrivée à destination

Ces avaries sont, selon les cas, à la charge du propriétaire du navire ou des chargeurs.

Comme la loi française, la loi anglaise reconnaît et distingue deux espèces d'avaries : l'avarie *générale* et l'avarie *particulière* (*general and particular average*).

Est avarie *générale* toute perte ou tout dommage *volontairement* causés à une partie du navire ou des marchandises, afin de procurer le salut et la conservation du reste (*for the preservation of the rest*).

Ce sacrifice, pour avoir le caractère déterminé par la loi, doit procéder d'une nécessité suprême, d'un danger menaçant pour tous les intéressés (*for the whole adventure*).

Profitant à tous, il impose à tous l'obligation d'en supporter les conséquences matérielles.

Dans cette définition de l'avarie générale rentreront, quoique le droit anglais ne les énumère pas, toutes les espèces citées par l'art. 400 du Code de commerce, qui, du reste, n'est pas limitatif. A cet égard, identité complète entre les deux législations. Il faut excepter pourtant la composition à titre de *rachat*. La loi anglaise proscrit tout *rachat*, comme elle refuse toute rançon.

Cette disposition est surtout inflexible quand il s'agit de prise par l'ennemi. Elle se ressent de son origine : édictée dans un *acte* passé sous le règne de George III, elle est contemporaine des grandes guerres maritimes de la République et de l'Empire, et elle n'a point été abrogée.

Donc, tous contrats de composition à titre de rachat faits par le capitaine pour sauver son navire ou sa cargaison sont nuls (*void*), et les auteurs de ces contrats sont assujettis à une amende de 500 livres sterling (12,500 fr.).

D'où la conséquence, que le navire revenant dans un port anglais, sur la foi d'un contrat de composition consenti par le

capitaine, rentre en la possession de son propriétaire, sans que celui-ci soit tenu des engagements contractés par le capitaine,

Suivant ce principe, toute personne qui aurait prêté au capitaine une somme d'argent expressément affectée au paiement de la composition, n'aurait aucun recours légal contre le capitaine pour obtenir restitution de ses avances.

Par une bizarre contradiction qu'il serait difficile d'expliquer, la loi anglaise a plus de mansuétude s'il s'agit d'une rançon *partielle* consentie à un pirate.

« Si une partie de la cargaison, dit *Abbott*, est volontairement, et sans fraude ou lâcheté, délivrée à un pirate par voie de composition ou de rançon, pour obtenir le salut du navire et du reste du chargement, ou bien si une somme d'argent lui est remise à titre de rançon, tous les auteurs sont d'accord que les intéressés devront proportionnellement contribuer à cette perte. »

Mais il en serait autrement si le pirate *faisait choix* de certains objets du chargement; il n'y aurait pas lieu à *contribution*, « parce que, » dit le même auteur, « le choix de ces objets n'a pas eu comme considération le salut des autres. » Dans le premier cas, il y a, aux yeux de la loi anglaise, une avarie commune; dans le second, il n'y a qu'avarie particulière.

Les avaries *générales* sont supportées proportionnellement à la valeur des choses auxquelles elles ont profité, sans exception ni faveur au profit du navire.

La valeur du navire et du *freight* est estimée à la fin du voyage, déduction faite des dépenses; celle des marchandises, à leur arrivée à destination.

Si l'avarie générale a eu pour objet des marchandises jetées à la mer, la contribution aura pour base la valeur de ces marchandises d'après le prix courant au lieu de destination, si l'avarie a eu lieu pendant le voyage; d'après le prix de facture, si l'avarie a eu lieu au port du chargement.

Des mâts coupés, une voilure anéantie, pour procurer au

navire non menacé une marche plus légère, ne constitueront pas une avarie générale, et le propriétaire seul supportera la perte. De même, les réparations du navire nécessitées par la navigation, les emprunts faits sur marchandises ou la vente de ces choses pour subvenir aux frais du radoub, ne sont pas avaries générales, et ne seront à la charge que du propriétaire.

Sont avaries *particulières* (*particular averages*) les pertes et dommages infligés au navire ou aux marchandises par le vice propre des marchandises ou par les fortunes de mer, sans avoir été provoqués par les légitimes exigences du salut commun.

Ici, pas de contribution proportionnelle. Le propriétaire de la chose avariée supporte seul la perte ou le dommage, sauf son recours, s'il y a lieu, contre l'auteur responsable de l'avarie.

Contrairement à la loi française, le droit anglais considère comme avaries *particulières* le mal souffert par le navire, la perte de munitions, les dépenses nécessitées par le traitement des marins blessés dans un combat avec l'ennemi. — La charge de ces avaries pèsera donc exclusivement sur le propriétaire du navire.

Le *memorandum* de la police d'assurance réglera seul le caractère, la nature et les particularités des avaries qui donneront droit contre l'assureur à l'indemnité stipulée au profit de l'assuré.

La clause *free of average* (*franc d'avarie*) laisse à la charge de l'assuré toutes les avaries survenues aux marchandises, objet de cette exception.

TITRE XII

DU JET ET DE LA CONTRIBUTION.

LOI FRANÇAISE.

Il est de graves circonstances qui obligent le capitaine, pour alléger le navire en péril, de jeter à la mer telle partie de son chargement. La loi a dû prévoir cette nécessité de régler les conditions du jet légitime, aussi bien que les conséquences matérielles de cette impérieuse extrémité. Tel est l'objet de ce titre.

« Si, par tempête ou par la chasse de l'ennemi, le capitaine
« se croit obligé, pour le salut du navire, de jeter en mer une
« partie de son chargement, de couper ses mâts ou d'aban-
« donner ses ancres, il prend l'avis des intéressés au charge-
« ment qui se trouvent dans le vaisseau, et des principaux de
« l'équipage. — S'il y a diversité d'avis, celui du capitaine et
« des principaux de l'équipage est suivi. » (C. com., art. 410.)

Ce n'est que dans les deux cas prévus par cet article qu'il sera permis au capitaine d'user de cette faculté. Il arrive parfois que l'imminence du péril ne permet pas la délibération exigée par la loi, et que l'on passe outre à cette formalité. Les tribunaux apprécieront, en tenant compte des circonstances de force majeure qui peuvent justifier la conduite du capitaine.

« Les choses les moins nécessaires, les plus pesantes et
« de moindre prix, sont jetées les premières, et ensuite les

« marchandises du premier pont, au choix du capitaine, et par
 « l'avis des principaux de l'équipage. » (C. com., art. 411.)

Si le capitaine avait à son bord des marchandises chargées sans connaissance, elles devraient être jetées avant toutes les autres.

« Le capitaine est tenu de rédiger par écrit la délibération,
 « aussitôt qu'il en a les moyens. — La délibération exprime :
 « — les motifs qui ont déterminé le jet ; — les objets jetés
 « ou endommagés. — Elle présente la signature des délibé-
 « rants, ou les motifs de leur refus de signer. — Elle est trans-
 « crite sur le registre. » (C. com., art. 412.)

« Au premier port où le navire abordera, le capitaine est
 « tenu, dans les vingt-quatre heures de son arrivée, d'affirmer
 « les faits contenus dans la délibération transcrite sur le re-
 « gistre. » (C. com., art. 413.)

« L'état des pertes et dommages est fait dans le lieu du
 « déchargement du navire, à la diligence du capitaine et par
 « experts. — Les experts sont nommés par le Tribunal de
 « Commerce, si le déchargement se fait dans un port français.
 « — Dans les lieux où il n'y a pas de tribunal de commerce,
 « les experts sont nommés par le juge de paix. — Ils sont
 « nommés par le consul de France, et, à son défaut, par le
 « magistrat du lieu, si la décharge se fait dans un port
 « étranger. — Les experts prêtent serment avant d'opérer. »
 (C. com., art. 414.)

Cependant, si les parties intéressées sont sur les lieux du déchargement, et qu'elles conviennent de faire l'estimation des pertes et dommages, sans avoir recours à une expertise, elles pourront déroger à la prescription de la loi qui n'a pourvu à la nomination d'experts qu'à défaut de l'initiative des parties intéressées.

« Les marchandises jetées sont estimées suivant le prix
 « courant du lieu du déchargement ; leur qualité est constatée
 « par la production des connaissements et des factures, s'il y
 « en a. » (C. com., art. 415.)

« Les experts nommés en vertu de l'article précédent font
 « la répartition des pertes et dommages. — La répartition est
 « rendue exécutoire par l'homologation du tribunal. — Dans
 « les ports étrangers, la répartition est rendue exécutoire par
 « le consul de France, ou, à son défaut, par tout tribunal com-
 « pétent sur les lieux. » (C. com., art. 416.)

« La répartition pour le payement des pertes et dommages
 « est faite sur les effets jetés et sauvés, et sur la moitié du
 « navire et du fret, à proportion de la valeur au lieu du déchar-
 « gement. » (C. com., art. 417.)

Dans l'évaluation ne sera pas compris le fret qui est assu-
 jecti, comme on l'a vu, à une contribution spéciale et distincte.

« Si la qualité des marchandises a été déguisée par le con-
 « naissement, et qu'elles se trouvent d'une plus grande valeur,
 « elles contribuent sur le pied de leur estimation, si elles sont
 « sauvées ; — elles sont payées d'après la qualité désignée
 « par le connaissance, si elles sont perdues. — Si les mar-
 « chandises déclarées sont d'une qualité inférieure à celle qui
 « est indiquée par le connaissance, elles contribuent d'après
 « la qualité indiquée par le connaissance, si elles sont sau-
 « vées : — elles sont payées sur le pied de leur valeur, si elles
 « sont jetées ou endommagées. » (C. com., art. 418.)

« Les munitions de guerre et de bouche, et les hardes des
 « gens de l'équipage, ne contribuent point au jet, la valeur
 « de celles qui auront été jetées sera payée par contribution
 « sur tous les autres effets. » (C. com., art. 419.)

Si les munitions de guerre et de bouche n'étaient chargées
 que pour être transportées à une destination déterminée,
 elles ne seraient considérées que comme marchandises, et il
 n'y aurait pas lieu de leur appliquer le bénéfice de l'exception
 prévue par cet article.

« Les effets dont il n'y a pas de connaissance ou déclara-
 « tion du capitaine ne sont pas payés, s'ils sont jetés ; ils
 « contribuent, s'ils sont sauvés. » (C. com., art. 420.)

« Les effets chargés sur le tillac du navire contribuent, s'ils

« sont sauvés. — S'ils sont jetés ou endommagés par le jet,
 « le propriétaire n'est point admis à former une demande en
 « contribution : il ne peut exercer son recours que contre le
 « capitaine. » (C. com., art. 421.)

Rappelons ici la disposition de l'art. 229, et disons que la disposition rigoureuse de l'art. 421 ne s'applique point au petit cabotage. Les chargements faits sur le tillac dans les navires employés au petit cabotage sont réguliers, et ils sont, comme les chargements opérés à l'intérieur du bâtiment, régis par la loi qui règle les effets du jet nécessité par le salut commun.

« Il n'y a lieu à contribution pour raison du dommage ar-
 « rivé au navire que dans le cas où le dommage a été fait pour
 « faciliter le jet. » (C. com., art. 422.)

Il ne faut pas conclure du texte assez peu correct de cet article ce qu'il semble édicter, à savoir que le bâtiment n'aurait droit à une réparation de dommage que dans le cas exclusif où ce dommage aurait été occasionné par le jet. — L'art. 422 n'a pas dû ni pu vouloir dire autre chose que ceci : les dommages arrivés au navire, en facilitant le jet, sont, comme le jet, avaries communes, et ont droit à la contribution.

« Si le jet ne sauve le navire, il n'y a lieu à aucune contri-
 « bution. — Les marchandises sauvées ne sont point tenues
 « du paiement ni du dédommagement de celles qui ont été
 « jetées ou endommagées. » (C. com., art. 423.)

Donc, quand le navire est perdu, il n'y a plus lieu d'appliquer les principes relatifs à la contribution ; il n'y a dès lors, et il ne peut y avoir, que des avaries simples dont chacun supporte les conséquences, en conservant un droit absolu sur ses marchandises qu'il a réussi à sauver.

« Si le jet sauve le navire, et si le navire, en continuant sa
 « route, vient à se perdre, — les effets sauvés contribuent au
 « jet sur le pied de leur valeur en l'état où ils se trouvent, dé-
 « duction faite des frais de sauvetage. » (C. com., art. 424.)

« Les effets jetés ne contribuent, en aucun cas, au paye-
 « ment des dommages arrivés depuis le jet aux marchandises

« sauvées. — Les marchandises ne contribuent point au payement du navire perdu, ou réduit à l'état d'innavigabilité. » (C. com., art. 425.)

C'est-à-dire que la contribution n'atteindra que les marchandises auxquelles le jet a pu profiter, mais que celles qui n'étaient plus sur le navire, *pour quelque cause que ce fût*, au moment du jet, et qui n'en ont retiré aucun avantage, ne sont pas tenues de *contribuer*.

« Si, en vertu d'une délibération, le navire a été ouvert pour en extraire les marchandises, elles contribuent à la répartition du dommage causé au navire. » (C. com., art. 426.)

Cet article est une sorte de répétition de l'art. 422, et n'exprime aucune disposition nouvelle.

« En cas de perte des marchandises mises dans des barques pour alléger le navire entrant dans un port ou une rivière, la répartition en est faite sur le navire et son chargement en entier. — Si le navire périt avec le reste de son chargement, il n'est fait aucune répartition sur les marchandises mises dans les allées, quoiqu'elles arrivent à bon port. » (C. com., art. 427.)

Toutefois, il faut que le motif du débarquement de ces marchandises ait été nettement et préalablement exprimé, et que ce motif ait été le salut commun du navire et des marchandises; car il ne faudrait pas déguiser sous les apparences d'un sacrifice ce qui ne serait qu'une tentative de sauvetage particulier.

« Dans tous les cas ci-dessus exprimés, le capitaine et l'équipage sont privilégiés sur les marchandises ou le prix en provenant pour le montant de la contribution. » (C. com., art. 428.)

« Si, depuis la répartition, les effets jetés sont recouverts par les propriétaires, ils sont tenus de rapporter au capitaine et aux intéressés ce qu'ils ont reçu dans la contribution, déduction faite des dommages causés par le jet et des frais de recouvrement. » (C. com., art. 429.)

S'il en était autrement, le jet pourrait être un avantage pour celui dont les marchandises auraient subi cette désastreuse extrémité, puisqu'il pourrait avoir et le prix et la marchandise. La contribution réalisée aux mains du propriétaire des effets jetés saisit les contribuables de la propriété de ces effets qui leur appartiendront, s'ils sont recouvrés, puisqu'ils en ont payé la valeur au propriétaire d'origine.

TITRE XII

DU JET ET DE LA CONTRIBUTION (JETTISON AND CONTRIBUTION).

LOI ANGLAISE.

Le *jet* (*jettison*) est l'acte de jeter à la mer mâts, ancres, objets, marchandises, etc., chargés sur le navire, afin de conjurer un péril commun par l'allègement nécessaire du navire.

C'est là une avarie générale et commune qui pèsera sur tous ceux qui ont un intérêt à protéger sur le navire, à moins que le navire ne périsse ultérieurement en continuant le voyage.

Le capitaine juge de l'opportunité de ce sacrifice, et il agit sous sa propre responsabilité.

Quant au mode de contribution aux pertes, il est réglé de la manière suivante :

Les choses et marchandises qui ont subi le jet sont appréciées et estimées comme il a été dit précédemment; on fait le compte, par évaluation particulière, de tous les objets soumis à la contribution, y compris les choses jetées, puis on fixe le montant des pertes qu'il s'agit de répartir proportionnellement, et la part qui incombe à chacun. De sorte que les propriétaires des choses jetées reçoivent une indemnité qui représente la valeur de leur propriété, moins la part proportionnelle de contribution que cette propriété a dû supporter au même titre que les autres.

La cargaison tout entière est le gage légal affecté au paiement de l'indemnité, en cas d'avarie générale.

Généralement, ce sont les *brokers* (courtiers d'assurances) qui font cette estimation et cette répartition; et, sur leur acte, les assureurs payent à qui de droit la part d'indemnité portée à la charge des assurés.

Nous ferons ici une observation qui, pour avoir un caractère plutôt politique que légal, n'en est pas moins utile à signaler, parce qu'elle intéresse au plus haut point les intérêts du commerce.

Nous dirons donc qu'il faut demander à nos voisins d'effacer de leur loi maritime cette disposition qui assimile toutes marchandises portées, par suite de naufrage, sur les côtes du Royaume-Uni et de l'île de Man, aux marchandises importées, et les assujettit aux mêmes droits, si la restitution en est réclamée par le malheureux propriétaire.

C'est ajouter un sinistre à un autre, et le droit des gens souffre, dans son principe et dans sa moralité, d'une préoccupation fiscale aussi exagérée.

TITRE XIII

DES PRESCRIPTIONS.

LOI FRANÇAISE.

« Le propriétaire ne peut acquérir la propriété du navire
« par voie de prescription. » (C. com., art. 430.)

En effet, le capitaine ne possède que comme mandataire, et non pas *animo domini*, comme propriétaire; donc il ne peut prescrire.

« L'action en délaissement est prescrite dans les délais
« exprimés par l'art. 373. » (C. com., art. 431.)

C'est-à-dire, suivant l'éloignement des lieux, dans les délais de six mois, d'un an ou de deux ans.

Si l'assuré ne se prévaut pas en temps utile de la faculté de délaissement, et s'il laisse atteindre par la prescription le droit d'action que lui confère la loi, il lui restera l'action d'avarie qui ne se prescrit que par cinq ans.

« Toute action dérivant d'un contrat à la grosse ou d'une
« police d'assurance est prescrite après cinq ans, à compter
« de la date du contrat. » (C. com., art. 432.)

« Sont prescrites : — toutes actions en paiement pour fret
« de navire, gages et loyers des officiers, matelots et autres
« gens de l'équipage, un an après le voyage fini ; — pour
« nourriture fournie aux matelots par l'ordre du capitaine, un
« an après la livraison ; — pour fournitures de bois et autres

« choses nécessaires aux constructions, équipement et avitaillement du navire, un an après ces fournitures faites; —
« pour salaires d'ouvriers et pour ouvrages faits, un an après la réception des ouvrages; — toute demande en délivrance de marchandises, un an après l'arrivée du navire. » (C. com., art. 433.)

Ces espèces de prescriptions constituent une dérogation exceptionnelle aux principes généraux de la matière, et par conséquent on ne saurait les étendre à des cas autres que ceux spécifiés par l'art. 433.

Le juge pourra déférer le serment à la partie qui invoquera la prescription.

« La prescription ne peut avoir lieu, s'il y a cédule, obligation, arrêté de compte, ou interpellation judiciaire. » (C. com., art. 434.)

A plus forte raison ne serait-il pas permis d'invoquer la prescription au débiteur qui aurait reconnu le droit du créancier.

Toutefois, la déchéance portée en l'art. 434 ne s'applique qu'à la prescription de cinq ans. Cette prescription écartée par les motifs énoncés au présent article, il est permis encore d'invoquer la prescription de trente ans.

TITRE XIII

DES PRESCRIPTIONS (LIMITATIONS).

LOI ANGLAISE.

Le capitaine ne peut prescrire la propriété du navire qu'il conduit, puisqu'il ne le possède que comme mandataire, et pour un service déterminé. — Sa possession n'a pas le caractère qui permet de prescrire ; il ne détient pas la chose *animo domini*, et il n'a pas de *juste titre*.

Nous avons vu que l'assuré devait donner avis à l'assureur de son *abandonment* dans un temps raisonnable, depuis qu'il a eu connaissance du sinistre qui ouvre l'exercice de ce droit à son profit. Si donc il n'agit pas dans ce délai *raisonnable*, il prescrit son droit et libère l'assureur de l'obligation de subir les conséquences de l'*abandonment*.

TITRE XIV

DES FINS DE NON-RECEVOIR.

LOI FRANÇAISE.

« Sont non recevables : — toutes actions contre le capitaine
« et les assureurs, pour dommage arrivé à la marchandise, si
« elle a été reçue sans protestation ; — toutes actions contre
« l'affrèteur, pour avaries, si le capitaine a livré les marchan-
« dises et reçu son fret sans avoir protesté ; — toutes actions
« en indemnité pour dommages causés par l'abordage dans
« un lieu où le capitaine a pu agir, s'il n'a point fait de récla-
« mation. » (C. com., art. 435.)

L'absence de protestation ou de réclamation de la part des parties intéressées est, aux yeux de la loi, une présomption qu'il n'y avait lieu ni à réclamation, ni à protestation.

« Ces protestations et réclamations sont nulles, si elles ne
« sont faites et signifiées dans les vingt-quatre heures, et si,
« dans le mois de leur date, elles ne sont suivies d'une demande
« en justice. » (C. com., art. 436.)

Ces fins de non-recevoir ne s'appliquent qu'aux assurances ayant pour objet les marchandises. — Cette interprétation résulte des termes mêmes dont s'est servie la loi dans ces deux derniers articles.

TITRE XIV

DES FINS DE NON-RECEVOIR.

LOI ANGLAISE.

Le capitaine qui a livré les marchandises sans protestation de la part du destinataire, est présumé les avoir livrées en bon état et sa responsabilité aussi bien que celle de l'assureur sont désormais affranchies et libérées. Il en serait de même, au préjudice de toute action ultérieure du capitaine, si, en cas d'avarie générale, il avait livré les marchandises et reçu le *freight*, sans avoir fait ses réserves pour la contribution de ces marchandises au désastre commun. Il y aurait présomption légale contre le capitaine au profit de la sécurité inattaquable de l'affréteur.

DU SAUVETAGE (SALVAGE).

Par *salvage*, le droit anglais entend la rémunération due par tout propriétaire de navire ou de marchandises aux personnes qui ont concouru par leur travail et leurs soins à la conservation de la chose menacée d'une perte imminente, par les éléments ou par l'ennemi, ou à son sauvetage, après le sinistre consommé.

Quand le péril vient de la mer, le *salvage* a pour gage les choses sauvées. Elles sont retenues, s'il y a lieu, par le receveur désigné par le *Board of trade*, jusqu'à ce que l'indemnité

ait été payée, ou que caution ait été donnée par le propriétaire.

En cas de contestation, le jury prononce sur le différend ; dans un grand nombre de cas, toutefois, la Cour d'amirauté intervient et fixe le chiffre de la rémunération.

En cas de *salvage* contre l'ennemi, le propriétaire peut réclamer son navire contre ceux qui l'ont repris à l'ennemi, quelle que soit l'époque de cette reprise ; mais il devra préalablement payer le prix du *salvage*, ou donner caution.

La rémunération du *salvage* contre l'ennemi est d'un huitième de la valeur pour les navires de l'État, et d'un sixième pour les navires du commerce.

Lorsque le receveur du *Board of trade* s'est saisi, comme gage du *salvage*, des choses sauvées, et que, dans les vingt jours de cette saisie, l'indemnité du *salvage* n'est pas réglée, il est autorisé à faire vendre ces choses, et en détient le prix jusqu'à la solution de la difficulté par accord ou par jugement.

Souvent cette institution du sauvetage, si excellente en son principe, si humaine dans son but, est détournée, par les plus criminels instincts, de la destination que la loi a entendu lui donner. Il arrive que des bandits s'associent pour fondre sur un navire étranger qui n'a besoin d'aucun secours, s'en emparent, et l'amènent au port, en affirmant qu'ils l'ont sauvé d'un imminent sinistre. — Ils sont unanimes comme témoins, les victimes suspectes comme trop intéressées, et la justice trompée peut consacrer de pareils brigandages. La loi anglaise doit prévenir par de sévères dispositions un abus aussi révoltant, qui substitue la *course* la plus sauvage à la pratique de la plus généreuse assistance.

LIVRE III

DES FAILLITES ET DES BANQUEROUTES

TITRE PREMIER

DE LA FAILLITE.

LOI FRANÇAISE.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

La loi définit dans l'art. 437 ce qu'il faut entendre par l'état de faillite d'un commerçant.

« Tout commerçant qui cesse ses paiements est en état de faillite. — La faillite d'un commerçant peut être déclarée après son décès, lorsqu'il est mort en état de cessation de paiements. — La déclaration de la faillite ne pourra être, soit prononcée d'office, soit demandée par ses créanciers, que dans l'année qui suivra le décès. » (C. com., art. 437.)

L'insolvabilité commerciale résultera de circonstances dont

l'appréciation est abandonnée à la discrétion du juge. Cependant il faut, pour déterminer l'état de faillite, que l'insolvabilité soit absolue, qu'elle n'ait pas le caractère d'un simple embarras momentané que les ressources du commerçant lui permettent de faire promptement cesser, et que les engagements en souffrance soient des engagements commerciaux.

La loi, en faisant résulter l'état de faillite du simple fait de la cessation de paiement a écarté d'elle toute préoccupation de la situation réelle de la fortune du commerçant. Quoique riche, et possédant un actif bien supérieur à son passif, un commerçant peut être déclaré en état de faillite, s'il ne peut trouver dans son crédit les moyens de satisfaire à ses engagements ; de même qu'un commerçant n'ayant que des dettes, mais pouvant disposer d'un crédit qui le mette à même de remplir exactement ses obligations commerciales, ne sera pas réputé en état de cessation de paiement.

En résumé, ce qui constitue absolument et essentiellement l'état de faillite, c'est la cessation de paiement d'un commerçant, lors même qu'elle ne s'est révélée que vis-à-vis d'un seul créancier justifiant de son intérêt.

Un acte de commerce accompli par une personne insolvable ne peut avoir pour effet de la faire déclarer en état de faillite. Une telle personne n'a pas, aux yeux de la loi, la qualité de commerçant, si elle ne fait pas du commerce sa profession habituelle, et elle ne pourra être déclarée qu'en état de *déconfiture* par la juridiction civile.

On peut exécuter en France un jugement déclaratif de faillite rendu à l'étranger, après approbation préalable de ce jugement par un tribunal français. De même, les tribunaux français reçoivent les jugements émanés de tribunaux étrangers, constatant le fait et la date de la cessation des paiements.

CHAPITRE PREMIER

DE LA DÉCLARATION DE FAILLITE ET DE SES EFFETS.

« Tout failli sera tenu, dans les trois jours de la cessation
« de ses paiements, d'en faire la déclaration au greffe du Tri-
« bunal de Commerce de son domicile. Le jour de la cessation
« de paiements sera compris dans les trois jours. — En cas
« de faillite d'une société en nom collectif, la déclaration con-
« tiendra le nom et l'indication du domicile de chacun des as-
« sociés solidaires. Elle sera faite au greffe du tribunal dans
« le ressort duquel se trouve le siège du principal établisse-
« ment de la société. » (C. com., art. 438.)

La loi a voulu que la faillite fût déclarée non pas au lieu de la cessation des paiements, mais bien au lieu du *domicile* du failli. Cette distinction est importante, puisque le domicile peut ne pas être au même lieu que l'établissement de commerce. — Dans tous les cas, le domicile légal sera au lieu du principal établissement, et c'est là seulement que seront intontées les poursuites, à peine de nullité.

S'il y a deux établissements de commerce appartenant à la même personne, et situés l'un en France et l'autre à l'étranger, quelle que soit la subordination de l'un à l'autre, et celui de France ne fût-il que la succursale de la maison sise à l'étranger, la loi française sera appliquée à l'établissement situé en France, sans préjudice des mesures à prendre à l'étranger conformément à la loi étrangère. — Tout jugement déclaratif de faillite intervenu à l'étranger, et rendu exécutoire par un tribunal français, dispensera de déclarer en France la faillite.

La société en nom collectif et la société en commandite peuvent être déclarées en état de faillite, avec les distinctions qui les caractérisent; dans ces deux sociétés on rencontre des

personnes responsables d'une manière absolue, et dont la situation est identique à toute situation commerciale individuelle. — Il ne saurait en être de même d'une société anonyme, qui ne présente aucune responsabilité personnelle saisissable. Une telle société ne sera pas mise en faillite, mais en liquidation, si elle est contrainte de cesser ses paiements.

« La déclaration du failli devra être accompagnée d'un dépôt du bilan, ou contenir l'indication des motifs qui empêcheraient le failli de le déposer. Le bilan contiendra l'énumération et l'évaluation de tous les biens mobiliers et immobiliers du débiteur, l'état des dettes actives et passives, le tableau des profits et pertes, le tableau des dépenses ; il devra être certifié véritable, daté et signé par le débiteur. » (C. com., art. 439.)

On entend donc par *bilan* l'exposé de la situation active et passive d'un commerçant. De ce qu'un commerçant n'est tenu de conserver ses livres que dix ans, on en conclut que le bilan peut ne pas remonter au delà de cette période, si le commerce du failli a au moins dix ans d'existence.

« La faillite est déclarée par jugement du Tribunal de Commerce, rendu soit sur la déclaration du failli, soit à la requête d'un ou de plusieurs créanciers, soit d'office. Ce jugement sera exécutoire provisoirement. » (C. com., art. 440.)

Quel que soit le caractère de la dette, qu'elle soit commerciale ou civile, qu'elle soit échue ou non échue, le créancier est autorisé à provoquer la déclaration de faillite.

Il est de jurisprudence que la faillite peut être déclarée par le Tribunal sur simple requête des créanciers, puisque, par de justes raisons d'ordre public, le Tribunal peut agir d'office. Il ne sera donc pas besoin d'assignation au débiteur, pour que la poursuite en déclaration de faillite soit régulière et produise tous ses effets.

Le Tribunal apportera toujours une excessive susceptibilité dans ses exigences en ce qui touche la preuve de la cessation des paiements. Rien de plus grave pour un commerçant que la

suspicion d'insolvabilité ; aussi est-il admis que si le Tribunal refuse de déclarer la faillite, parce que cette déclaration ne serait pas justifiée, le débiteur pourra poursuivre contre qui de droit la légitime réparation due à sa considération commerciale et à son crédit.

« Par le jugement déclaratif de la faillite, ou par jugement ultérieur rendu sur le rapport du juge-commissaire, le Tribunal déterminera, soit d'office, soit sur la poursuite de toute partie intéressée, l'époque à laquelle a eu lieu la cessation des paiements. A défaut de détermination spéciale, la cessation des paiements sera réputée avoir eu lieu à partir du jugement déclaratif de la faillite. » (C. com., art. 441.)

La loi laisse à la discrétion du juge l'appréciation souveraine des circonstances et des faits qui révèlent d'une manière certaine et constante l'état de cessation des paiements.

Or, la cessation réelle des paiements peut remonter bien au delà du jour où intervient le jugement déclaratif de faillite ; pour déterminer l'époque exacte de la cessation des paiements une enquête sérieuse sera indispensable, et la durée essentiellement relative de cette enquête explique la nécessité éventuelle d'ajourner, après le jugement déclaratif de faillite, le jugement qui précise et arrête l'époque réelle de la cessation des paiements.

« Les jugements rendus en vertu des deux articles précédents seront affichés et insérés par extrait dans les journaux, tant du lieu où la faillite aura été déclarée que de tous les lieux où le failli aura des établissements commerciaux, suivant le mode établi par l'art. 42 du présent Code. » (C. com., art. 442.)

La plus large publicité donnée à ces jugements est éminemment d'ordre public, puisqu'elle sauvegarde les intérêts de la confiance et de la bonne foi contre des séductions désastreuses, et qu'elle appelle tous les créanciers du failli à exercer leurs droits et à en surveiller la liquidation.

« Le jugement déclaratif de la faillite emporte de plein droit,

« à partir de sa date, dessaisissement pour le failli de l'administration de tous ses biens, même de ceux qui peuvent lui échoir, tant qu'il est en état de faillite. — A partir de ce jugement, toute action mobilière ou immobilière ne pourra être suivie ou intentée que contre les syndics. — Il en sera de même de toute voie d'exécution tant sur les meubles que sur les immeubles. — Le Tribunal, lorsqu'il le jugera convenable, pourra recevoir le failli partie intervenante. » (C. com., art. 443.)

Le dessaisissement porte sur tous les biens sans distinction de nature ni d'origine, et le failli ne pourra prétendre à aucune propriété tant qu'il ne sera pas relevé, par le bénéfice d'un concordat, du dessaisissement dont la loi l'a frappé; jusque-là il est absolument incapable d'acquérir ou de posséder pour lui-même; il n'acquiert et possède qu'au profit de ses créanciers. Là se borne l'incapacité du failli qui, d'ailleurs, conserve à peu près entière sa capacité civile pour tous les actes qui n'intéressent pas les rapports particuliers que son état de faillite lui crée avec ses créanciers.

Le dessaisissement du failli de tous ses biens au profit de ses créanciers, impose à ceux-ci, comme conséquence légale et d'équité, les charges et obligations résultant de la jouissance des droits du débiteur.

Le jugement déclaratif de faillite met, de plein droit, fin au mandat reçu ou donné par le failli. Désormais, le failli est suspendu de l'exercice de ses droits qui passe aux syndics; et ces derniers peuvent seuls accepter ou donner un mandat, poursuivre ou être poursuivis en justice, au lieu et place du failli.

Mais si les syndics représentent le failli contre les tiers, ils représentent aussi les créanciers de la faillite, quand ils ont un intérêt uniforme, contre le failli, ou bien encore la masse des créanciers contre ceux d'entre eux qui ont des intérêts particuliers opposés à l'intérêt général.

« Le jugement déclaratif de faillite rend exigibles, à l'égard du failli, les dettes passives non échues. — En cas de fail-

« lité du souscripteur d'un billet à ordre, de l'accepteur d'une
« lettre de change ou du tireur à défaut d'acceptation, les
« autres obligés seront tenus de donner caution pour le paye-
« ment à l'échéance, s'ils n'aiment mieux payer immédiate-
« ment. » (C. com., art. 444.)

Mais cette exigibilité prématurée des dettes passives n'at-
teint que le failli ; elle ne touche pas à la situation et aux droits
des coobligés ou codébiteurs du failli. — Tel est le principe.
— Toutefois, l'art. 444, dans son second paragraphe, fait une
exception en ce qui touche les codébiteurs du failli pour
billets à ordre ou lettres de change. L'endossement substi-
tuant successivement les endosseurs à l'obligé originaire, il
faut appliquer aux endosseurs faillis le régime auquel la loi
assujettit en pareil cas le souscripteur du billet à ordre,
l'accepteur d'une lettre de change, ou le tireur à défaut d'ac-
ceptation.

Si la déclaration de faillite est prononcée contre une société,
cette société liquidera sa situation conformément aux disposi-
tions du présent article.

« Le jugement déclaratif de faillite arrête, à l'égard de la
« masse seulement, le cours des intérêts de toute créance non
« garantie par un privilège, par un nantissement ou par une
« hypothèque. — Les intérêts des créances garanties ne pour-
« ront être réclamés que sur les sommes provenant des biens
« affectés au privilège, à l'hypothèque ou au nantissement. »
(C. com., art. 445.)

Les intérêts continuent donc de courir contre le failli, lors
même qu'un concordat le met à l'abri de toutes poursuites. Il
devra tenir compte de ces intérêts à ses créanciers, s'il aspire
à la faveur de la réhabilitation.

« Sont nuls et sans effet, relativement à la masse, lorsqu'ils
« auront été faits par le débiteur depuis l'époque déterminée
« par le Tribunal comme étant celle de la cessation de ses
« paiements, ou dans les dix jours qui auront précédé cette
« époque : — tous actes translatifs de propriétés mobilières

« ou immobilières à titre gratuit ; — tous paiements, soit en
 « espèces, soit par transport, vente, compensation ou autre-
 « ment, pour dettes non échues et pour dettes échues, tous
 « paiements faits autrement qu'en espèces ou effets de com-
 « merce ; — toute hypothèque conventionnelle ou judiciaire,
 « et tous droits d'antichrèse ou de nantissement constitués sur
 « les biens du débiteur pour dettes antérieurement contrac-
 « tées. » (C. com., art. 446.)

Toutes les obligations *loyalement* contractées par le failli, plus de dix jours avant l'époque légale de la cessation de ses paiements, sont donc inattaquables.

Quant aux actes à titre onéreux non compris dans l'énumération limitative inscrite en l'art. 446, ils sont valables contre le failli et contre la masse, si ceux qui en profitent ignoraient la cessation de paiements du failli. Leur légitimité pourra donc toujours être contestée par ceux qui y ont intérêt, mais en aucun cas par le failli.

« Tous autres paiements faits par le débiteur pour dettes
 « échues, et tous autres actes à titre onéreux par lui passés
 « après la cessation de ses paiements et avant le jugement
 « déclaratif de faillite, pourront être annulés si, de la part de
 « ceux qui ont reçu du débiteur ou qui ont traité avec lui, ils
 « ont eu lieu avec connaissance de la cessation de ces paye-
 « ments. » (C. com., art. 447.)

On comprend que ces deux derniers articles s'appliqueront à une variété infinie de faits et de circonstances quo la discrétion absolue du juge, appuyée sur les prescriptions précises de la loi, appréciera souverainement. Ce que la loi a voulu prévenir ou atteindre, c'est la spéculation coupable, le détournement frauduleux déguisé sous les apparences de transactions licites ; ce qu'elle a voulu protéger, c'est la situation onéreuse des créanciers associés dans le désastre de la faillite, et dont les pertes ne devaient pas être aggravées par de coupables faveurs ou par des connivences illégitimes.

« Les droits d'hypothèque et de privilège valablement

« acquis pourront être inscrits jusqu'au jour du jugement déclaratif de la faillite. — Néanmoins, les inscriptions prises après l'époque de la cessation des paiements, ou dans les dix jours qui précèdent, pourront être déclarées nulles, s'il s'est écoulé plus de quinze jours entre la date de l'acte constitutif de l'hypothèque ou du privilège et celle de l'inscription. — Ce délai sera augmenté d'un jour à raison de cinq myriamètres de distance entre le lieu où le droit d'hypothèque aura été acquis et le lieu où l'inscription sera prise. » (C. com., art. 448.)

Cette déclaration de nullité n'est pas absolue; le juge *peut* relever de cette déchéance le créancier négligent mais honnête qui n'aura pas assuré à son droit exceptionnel les garanties légales qui sont sa sauvegarde. Néanmoins, l'indulgence du juge sera très-réservée, parce qu'il y a un intérêt supérieur à ne pas amoindrir le gage commun de la masse.

Tous droits d'hypothèque et de privilège sont nuls de plein droit si leur inscription est prise après le jugement déclaratif de faillite.

« Dans le cas où des lettres de change auraient été payées après l'époque fixée comme étant celle de la cessation de paiements et avant le jugement déclaratif de faillite, l'action en rapport ne pourra être intentée que contre celui pour compte duquel la lettre de change aura été fournie. — S'il s'agit d'un billet à ordre, l'action ne pourra être exercée que contre le premier endosseur. — Dans l'un et l'autre cas, la preuve que celui à qui on demande le rapport avait connaissance de la cessation de paiements à l'époque de l'émission du titre devra être fournie. » (C. com., art. 449.)

Cette disposition ménage avec raison la confiance nécessaire à l'efficacité commerciale des lettres de change et des billets à ordre, et met à l'abri de toute atteinte les intérêts des tiers porteurs. — La responsabilité remontera donc à l'origine du titre, mais à la condition de prouver que son émission est entachée de fraude ou de déloyauté.

- Toutes voies d'exécution pour parvenir au paiement des
 - loyers sur les effets mobiliers servant à l'exploitation du
 - commerce du failli seront suspendues pendant trente jours,
 - à partir du jugement déclaratif de faillite, sans préjudice de
 - toutes mesures conservatoires, et du droit qui serait acquis
 - au propriétaire de reprendre possession des lieux loués. —
 - Dans ce cas, la suspension des voies d'exécution établie au
 - présent article cessera de plein droit.» (C. com., art. 450.)

Le droit du propriétaire des lieux loués au failli prime, comme privilégié, tous les autres; par conséquent, il pourrait saisir et faire vendre les effets mobiliers du locataire, sans se préoccuper des intérêts, à lui étrangers, des autres créanciers du failli. Cette exécution pouvait avoir de graves inconvénients, de périlleuses conséquences pour le règlement des intérêts compromis par la faillite; de là cette sollicitude de la loi qui suspend pendant trente jours l'action du propriétaire, afin que durant ce délai toute conciliation possible des intérêts des créanciers de la faillite soit sinon accomplie, tout au moins discutée et délibérée entre les intéressés.

Si le propriétaire a le droit de reprendre immédiatement possession des lieux, aucune considération ne saurait faire ajourner l'exercice de ce droit.

CHAPITRE II.

DE LA NOMINATION DU JUGE-COMMISSAIRE.

- Par le jugement qui déclarera la faillite, le Tribunal de Commerce désignera l'un de ses membres pour juge-commissaire. » (C. com., art. 451.)

Le Tribunal de Commerce, en déclarant la faillite, est investi par la loi du devoir plus encore que du droit de surveiller tous les intérêts associés par le désastre commun de la

faillite, et qui ne peuvent être protégés que par le vigilant contrôle de la justice.

Cette surveillance, ce droit et ce devoir de contrôle qui s'exercent sur toutes les opérations administratives de la faillite est délégué par le tribunal à un de ses membres que la loi appelle pour cela *juge-commissaire*.

« Le juge-commissaire sera chargé spécialement d'accélérer et de surveiller les opérations et la gestion de la faillite. » — Il fera au Tribunal de Commerce le rapport de toutes les contestations que la faillite pourra faire naître, et qui seront de la compétence de ce tribunal. » (C. com., art. 452.)

Le tribunal ne pourra être saisi des contestations que pourra susciter la faillite que sur le rapport du juge-commissaire; et toute décision intervenue sans avoir été précédée de cette formalité, serait frappée de nullité.

« Les ordonnances du juge-commissaire ne seront susceptibles de recours que dans les cas prévus par la loi. Ces recours seront portés devant le tribunal de commerce. » (C. com., art. 453.)

« Le Tribunal de Commerce pourra, à toutes les époques, remplacer le juge-commissaire de la faillite par un autre de ses membres. » (C. com., art. 454.)

Ce remplacement peut être demandé au tribunal par ceux qui y ont intérêt. — Dans tous les cas, il n'est qu'un acte d'administration, et la décision du tribunal qui le prononce doit se produire sans motifs.

CHAPITRE III.

DE L'APPOSITION DES SCELLÉS ET DES PREMIÈRES DISPOSITIONS A L'ÉGARD DE LA PERSONNE DU FAILLI.

« Par le jugement qui déclarera la faillite, le tribunal ordonnera l'apposition des scellés et le dépôt de la personne

« du failli dans la maison d'arrêt pour dettes, ou la garde de sa personne par un officier de police ou de justice, ou par un gendarme. — Néanmoins, si le juge-commissaire estime que l'actif du failli peut être inventorié en un seul jour, il ne sera point apposé de scellés, et il sera immédiatement procédé à l'inventaire. — Il ne pourra, en cet état, être reçu contre le failli d'écrou ou recommandation pour aucune espèce de dettes. » (C. com., art. 455.)

Ce sont là des mesures conservatoires commandées par l'intérêt des créanciers, et qui doivent précéder tout autre acte de la faillite. — Quant à la saisie de la personne du failli, elle a tous les caractères d'une prévention. — Toute faillite, en effet, est un événement grave, une perturbation dangereuse des intérêts commerciaux, une menace à la confiance publique, et il importe de rechercher si l'homme qui a causé ce désordre n'a été que la victime innocente de circonstances malheureuses, de revers immérités.

« Lorsque le failli se sera conformé aux art. 438 et 439, et ne sera point, au moment de la déclaration, incarcéré pour dettes ou pour autre cause, le tribunal pourra l'affranchir du dépôt ou de la garde de sa personne. — La disposition du jugement qui affranchirait le failli du dépôt ou de la garde de sa personne pourra toujours, suivant les circonstances, être ultérieurement rapportée par le Tribunal de Commerce, même d'office. » (C. com., art. 455.)

La mise en liberté du failli, dans le cas prévu par l'art. 456, ne sera jamais que provisoire jusqu'à ce que la procédure de la faillite soit terminée.

« Le greffier du Tribunal de Commerce adressera, sur-le-champ, au juge de paix, avis de la disposition du jugement qui aura ordonné l'apposition des scellés. — Le juge de paix pourra, même avant ce jugement, apposer les scellés, soit d'office, soit sur la réquisition d'un ou de plusieurs créanciers, mais seulement dans le cas de disparition du débiteur ou de détournement de tout ou partie de son actif. » (C. com., art. 457.)

Hors ces deux cas, le juge de paix ne peut apposer les scellés que sur avis du jugement qui ordonne cette mesure conservatoire. Néanmoins, le juge de paix devra user d'une grande circonspection quand il sera sollicité d'agir en l'absence de tout jugement.

« Les scellés seront apposés sur les magasins, comptoirs, caisses, portefeuilles, livres, papiers, meubles et effets du failli. — En cas de faillite d'une société en nom collectif, les scellés seront apposés, non-seulement dans le siège principal de la société, mais encore dans le domicile séparé de chacun des associés solidaires. — Dans tous les cas, le juge de paix donnera, sans délai, au président du Tribunal de Commerce, avis de l'apposition des scellés. » (C. com., art. 458.)

Dans le cas où le failli posséderait des marchandises déposées chez des tiers, elles seraient mises sous scellés au lieu même de leur dépôt.

« Le greffier du Tribunal de Commerce adressera, dans les vingt-quatre heures, au procureur du roi du ressort, extrait des jugements déclaratifs de faillite, mentionnant les principales indications et dispositions qu'ils contiennent. » (C. com., art. 459.)

Le ministère public devait être prévenu d'un fait aussi grave que la déclaration d'une faillite, parce que ce désastre peut avoir pour origine ou pour cause tels actes du failli que réprime la loi pénale.

« Les dispositions qui ordonneront le dépôt de la personne du failli dans une maison d'arrêt pour dettes, ou la garde de sa personne, seront exécutées à la diligence, soit du ministère public, soit des syndics de la faillite. » (C. com., art. 460.)

« Lorsque les deniers appartenant à la faillite ne pourront suffire immédiatement aux frais du jugement de déclaration de la faillite, d'affiche et d'insertion de ce jugement dans les journaux, d'apposition de scellés, d'arrestation et d'in-

« carcération du failli, l'avance de ces frais sera faite, sur ordonnance du juge-commissaire, par le Trésor public, qui en sera remboursé par privilège sur les premiers recouvrements, sans préjudice du privilège du propriétaire. » (C. com., art. 461.)

Si la loi n'eût pas pris cette initiative, les créanciers atteints si gravement dans leurs intérêts eussent rarement consenti à aggraver encore leur position en faisant les avances nécessaires aux opérations premières de la faillite; et le failli aurait souvent trouvé dans l'abstention de toutes poursuites négligées comme trop onéreuses, l'impunité funeste d'une conduite que la loi devait sévèrement réprimer.

CHAPITRE IV.

DE LA NOMINATION ET DU REMPLACEMENT DES SYNDICS PROVISOIRES.

« Par le jugement qui déclarera la faillite, le Tribunal de Commerce nommera un ou plusieurs syndics provisoires. — Le juge-commissaire convoquera immédiatement les créanciers présumés à se réunir dans un délai qui n'excédera pas quinze jours. Il consultera les créanciers présents à cette réunion, tant sur la composition de l'état des créanciers présumés que sur la nomination de nouveaux syndics. Il sera dressé procès-verbal de leurs dires et observations, lequel sera représenté au tribunal. — Sur le vu de ce procès-verbal et de l'état des créanciers présumés, et sur le rapport du juge-commissaire, le tribunal nommera de nouveaux syndics ou continuera les premiers dans leurs fonctions. — Les syndics ainsi institués sont définitifs; cependant ils peuvent être remplacés par le Tribunal de Commerce dans les cas et suivant les formes qui seront déterminés. — Le

« nombre des syndics pourra être, à toute époque, porté jusqu'à trois; ils pourront être choisis parmi les personnes étrangères à la masse, et recevoir, quelle que soit leur qualité, après avoir rendu compte de leur gestion, une indemnité que le tribunal arbitrera sur le rapport des juges-commissaires. » (C. com., art. 462.)

Les syndics provisoires limitent leur action aux actes conservatoires. Leur mandat est nécessairement d'une très-courte durée, puisque le juge-commissaire doit en toute diligence convoquer l'assemblée des créanciers présumés et les interroger sur le nombre des syndics nécessaires et sur le choix de ces administrateurs. — En général, les syndics provisoires choisis avec discernement par le tribunal sont maintenus par les créanciers et deviennent les syndics définitifs.

« Aucun parent ou allié du failli, jusqu'au quatrième degré inclusivement, ne pourra être nommé syndic. » (C. com., art. 463.)

Cette sage exclusion est motivée par la nécessité de détourner du failli toute faveur préjudiciable aux créanciers. Cette exception, du reste, est limitative; et comme les fonctions de syndic ne sont qu'administratives, il est admis qu'un étranger même serait capable de les exercer.

« Lorsqu'il y aura lieu de procéder à l'adjonction ou au remplacement d'un ou plusieurs syndics, il en sera référé par le juge-commissaire au Tribunal de Commerce, qui procédera à la nomination suivant les formes établies par l'article 462. » (C. com., art. 464.)

C'est-à-dire que le juge-commissaire présentera au tribunal son rapport sur l'opportunité de l'adjonction ou du remplacement, et le tribunal saisi de la question nommera le syndic adjoint ou le successeur de celui dont le remplacement est demandé.

« S'il a été nommé plusieurs syndics, ils ne pourront agir que collectivement; néanmoins le juge-commissaire peut donner à un ou plusieurs d'entre eux des autorisations spé-

« ciales à l'effet de faire séparément certains actes d'adminis-
 « tration. Dans ce dernier cas, les syndics autorisés seront
 « seuls responsables. » (C. com., art. 465.)

Mais quand ils agissent *collectivement* leur responsabilité est *solidaire*, à moins que le syndic intéressé n'ait fait ses réserves expresses en refusant à son collègue ou à ses collègues le droit d'agir pour lui et de l'engager.

« S'il s'élève des réclamations contre quelque une des opéra-
 « tions des syndics, le juge-commissaire statuera, dans le dé-
 « lai de trois jours, sauf recours devant le Tribunal de Com-
 « merce. — Les décisions du juge-commissaire sont exécutoires par provision. » (C. com., art. 466.)

S'il s'agit au contraire de l'administration complète d'un syndic, la loi indique une procédure plus large et plus accessible à tous les intérêts.

« Le juge-commissaire pourra, soit sur les réclamations à
 « lui adressées par le failli ou par des créanciers, soit même
 « d'office, proposer la révocation d'un ou de plusieurs syndics.
 « — Si, dans les huit jours, le juge-commissaire n'a pas fait
 « droit aux réclamations qui lui ont été adressées, ces récla-
 « mations pourront être portées devant le tribunal. — Le tri-
 « bunal, en chambre du conseil, entendra le rapport du juge-
 « commissaire et les explications des syndics, et prononcera à
 « l'audience sur la révocation. » (C. com., art. 467.)

Cette décision est souveraine et sans appel, non assujettie à l'obligation d'être motivée; elle peut l'être si le tribunal le juge utile comme réparation ou comme blâme.

CHAPITRE V.

DES FONCTIONS DES SYNDICS.

Section première.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

« Si l'apposition des scellés n'avait point eu lieu avant la nomination des syndics, ils requerront le juge de paix d'y procéder. » (C. com., art. 468.)

Cette formalité est nécessaire. — La loi la prescrit d'une manière impérative.

« Le juge-commissaire pourra également, sur la demande des syndics, les dispenser de faire placer sous scellés, ou les autoriser à en faire extraire: 1^o les vêtements, hardes, meubles et effets nécessaires au failli et à sa famille, et dont la délivrance sera autorisée par le juge-commissaire sur l'état que lui en soumettront les syndics; 2^o les objets sujets à déperissement prochain ou à dépréciation imminente; 3^o les objets servant à l'exploitation du fonds de commerce, lorsque cette exploitation ne pourrait être interrompue sans préjudice pour les créanciers. — Les objets compris dans les deux paragraphes précédents seront de suite inventoriés avec prisée par les syndics, en présence du juge de paix, qui signera le procès-verbal. » (C. com., art. 469.)

Il arrive souvent que le fonds de commerce du failli est le principal gage des créanciers, et que l'interruption de l'industrie du failli priverait ceux-ci de la plus sérieuse sécurité. Il est donc nécessaire de maintenir, en continuant l'exploitation, le fonds de commerce dans sa plus utile valeur, afin que la vente qu'on en pourra faire produise le prix le plus élevé.

D'autre part, il est du plus grand intérêt pour le failli que son fonds de commerce ne soit pas prématurément négligé et son exploitation suspendue, afin que si les créanciers, l'honorant de leur confiance, lui accordent le bénéfice d'un concordat, il retrouve son instrument de travail dans un état de conservation qui lui permette de faire honneur à ses engagements.

« La vente des objets sujets à déperissement, ou à dépréciation imminente, ou dispendieux à conserver, et l'exploitation du fonds de commerce, auront lieu à la diligence des syndics, sur l'autorisation du juge-commissaire. » (C. com., art. 470.)

Le juge-commissaire décide du mode qui sera suivi pour la vente de ces objets, et les syndics agissent conformément à cette décision.

« Les livres seront extraits des scellés et remis par le juge de paix aux syndics, après avoir été arrêtés par lui ; il constatera sommairement, par son procès-verbal, l'état dans lequel ils se trouveront. — Les effets de portefeuille à courte échéance ou susceptibles d'acceptation, ou pour lesquels il faudra faire des actes conservatoires, seront aussi extraits des scellés par le juge de paix, décrits et remis aux syndics pour en faire le recouvrement. Le bordereau en sera remis au juge-commissaire. — Les autres créances seront recouvrées par les syndics sur leurs quittances. Les lettres adressées au failli seront remises aux syndics, qui les ouvriront ; il pourra, s'il est présent, assister à l'ouverture. » (C. com., art. 471.)

Ainsi pourront et devront être rapidement opérés ou poursuivis les recouvrements dont le produit est nécessaire à la marche des opérations de la faillite ; et l'actif sera protégé contre toutes les pertes qu'un ajournement pourrait lui faire subir.

L'obligation cruelle, et pourtant nécessaire, que la loi impose aux syndics de recevoir et d'ouvrir les lettres adressées au failli, n'autorisera pas la remise de lettres adressées à d'au-

tres membres de sa famille; et le failli pourra exiger qu'on lui restitue toute lettre étrangère à son commerce.

« Le juge-commissaire, d'après l'état apparent des affaires
 « du failli, pourra proposer sa mise en liberté avec sauf-con-
 « duit provisoire de sa personne. Si le tribunal accorde le sauf-
 « conduit, il pourra obliger le failli à fournir caution de se re-
 « présenter, sous peine de payement d'une somme que le tri-
 « bunal arbitrera, et qui sera dévolue à la masse. » (C. com.,
 art 472.)

Le pouvoir discrétionnaire du tribunal en ce cas est absolu : il peut accorder le sauf-conduit même sans caution, de même qu'il peut révoquer cette mesure si les circonstances démontrent que le failli n'était pas digne de cette faveur. Les décisions du tribunal de commerce ayant pour objet d'accorder ou de révoquer les sauf-conduits sont souveraines et sans appel.

« A défaut, par le juge-commissaire, de proposer un sauf-
 « conduit pour le failli, ce dernier pourra présenter sa de-
 « mande au Tribunal de Commerce, qui statuera en audience
 « publique, après avoir entendu le juge-commissaire. » (C.
 com., art. 473.)

« Le failli pourra obtenir pour lui et sa famille, sur l'actif de
 « sa faillite, des secours alimentaires qui seront fixés, sur la
 « proposition des syndics, par le juge-commissaire, sauf appel
 « au tribunal, en cas de contestation. » (C. com., art. 474.)

Si le failli avait des ressources indirectes qui le missent à l'abri du besoin, telles, par exemple, que celles qui lui viendraient de sa famille, il est évident qu'il n'y aurait pas lieu de lui accorder des aliments.

« Les syndics appelleront le failli auprès d'eux pour clore et
 « arrêter les livres en sa présence. — S'il ne se rend pas à
 « l'invitation, il sera sommé de comparaître dans les quarante-
 « huit heures au plus tard — Soit qu'il ait ou non obtenu un
 « sauf-conduit, il pourra comparaître par fondé de pouvoirs,
 « s'il justifie de causes d'empêchement reconnues valables
 « par le juge-commissaire. » (C. com., art. 475.)

L'appel fait au failli répond à un besoin, voilà pourquoi la présence de ce dernier est rigoureusement exigée. Son intérêt personnel le convie d'ailleurs à ce rendez-vous, car la clôture des livres suppose le règlement de la situation des affaires du failli, et il lui importe de vérifier si cette situation est exacte. D'un autre côté, les syndics peuvent avoir besoin de renseignements pour éclairer leurs résolutions, et le failli ne peut se soustraire au devoir de les leur fournir. Tout failli qui n'obéirait pas à cette juste exigence de la loi s'exposerait à des poursuites correctionnelles pour banqueroute simple.

« Dans le cas où le bilan n'aurait pas été déposé par le » failli, les syndics le dresseront immédiatement à l'aide des » livres et papiers du failli, et des renseignements qu'ils se » procureront, et ils le déposeront au greffe du Tribunal de » Commerce. » (C. com., art. 476.)

Ce bilan ne sera reçu par le tribunal qu'avec la valeur d'un renseignement. Il pourra donc être contesté par tous ceux qui y ont intérêt, et, s'il y a lieu, le tribunal en signalera les erreurs et les rectifications.

« Le juge-commissaire est autorisé à entendre le failli, ses » commis et employés, et toute autre personne, tant sur ce qui » concerne la formation du bilan, que sur les causes et les cir- » constances de la faillite. » (C. com., art. 477.)

Ce devoir sera rempli par le magistrat avec toute la réserve, avec toute la discrétion commandées par les rapports des témoins avec les parties. L'enquête du juge-commissaire sera d'un puissant secours aux syndics, en même temps qu'elle préparera au ministère public les éléments nécessaires à son édification.

« Lorsqu'un commerçant aura été déclaré en état de faillite » après son décès, ou lorsque le failli viendra à décéder après » la déclaration de la faillite, sa veuve, ses enfants, ses héri- » tiers, pourront se présenter ou se faire représenter pour le » suppléer dans la formation du bilan, ainsi que dans toutes » les autres opérations de la faillite. » (C. com., art. 478.)

Il importe à la famille du failli décédé que sa mémoire soit intacte, et qu'il ne reste rien sur son nom que la trace de revers qui blessent mais ne déshonorent pas.

Section II.

DE LA LEVÉE DES SCÉLLÉS ET DE L'INVENTAIRE.

« Dans les trois jours, les syndics requerront la levée des scellés et procéderont à l'inventaire des biens du failli, lequel sera présent ou dûment appelé. » (C. com., art. 479.)

Ce délai court du jour que les syndics ont accepté leurs fonctions.

« L'inventaire sera dressé en double minute par les syndics, à mesure que les scellés seront levés, et en présence du juge de paix, qui le signera à chaque vacation. L'une de ces minutes sera déposée au greffe du Tribunal de Commerce, dans les vingt-quatre heures; l'autre restera entre les mains des syndics. — Les syndics seront libres de se faire aider, pour sa rédaction comme pour l'estimation des objets, par qui ils jugeront convenable. — Il sera fait récolement des objets qui, conformément à l'art. 469, n'auraient pas été mis sous scellés, et auraient déjà été inventoriés et prisés. » (C. com., art. 480.)

La minute déposée au greffe du Tribunal de Commerce sera communiquée, sans déplacement, aux intéressés.

« En cas de déclaration de faillite après décès, lorsqu'il n'aura point été fait d'inventaire antérieurement à cette déclaration, ou en cas de décès du failli avant l'ouverture de l'inventaire, il y sera procédé immédiatement, dans les formes du précédent article, et en présence des héritiers, ou eux dûment appelés. » (C. com., art. 481.)

Il n'y aura donc qu'un seul inventaire, l'inventaire commercial : voilà pourquoi les héritiers doivent y être appelés. Si un

inventaire avait été fait par la succession antérieurement à la déclaration de la faillite, cet inventaire serait adopté par les syndics qui le vérifieraient et, si besoin était, le rectifieraient.

« En toute faillite, les syndics, dans la quinzaine de leur entrée ou de leur maintien en fonctions, seront tenus de remettre au juge-commissaire un mémoire ou compte sommaire de l'état apparent de la faillite, de ses principales causes et circonstances, et des caractères qu'elle paraît avoir. — Le juge-commissaire transmettra immédiatement les mémoires, avec ses observations, au procureur du roi. S'ils ne lui ont pas été remis dans les délais prescrits, il devra en prévenir le procureur du roi, et lui indiquer les causes du retard. » (C. com., art. 482.)

Si le rapport contenait des allégations compromettantes pour le failli, sans aucune justification acceptable, celui-ci pourrait poursuivre les syndics et obtenir contre eux des dommages-intérêts.

« Les officiers du ministère public pourront se transporter au domicile du failli et assister à l'inventaire. — Ils auront, à toute époque, le droit de requérir communication de tous les actes, livres ou papiers relatifs à la faillite. » (C. com., art. 483.)

Section III.

DE LA VENTE DES MARCHANDISES ET MEUBLES, ET DES RECouvreMENTS.

« L'inventaire terminé, les marchandises, l'argent, les titres actifs, les livres et papiers, meubles et effets du débiteur, seront remis aux syndics, qui s'en chargeront au bas dudit inventaire. » (C. com., art. 484.)

Dès ce moment les syndics sont efficacement investis de l'exercice des droits du failli, aux lieu et place duquel ils se

présentent dans toutes les circonstances commerciales où celui-ci aurait pu intervenir et agir.

« Les syndics continueront de procéder, sous la surveillance
« du juge-commissaire, au recouvrement des dettes actives. »
(C. com., art. 485.)

« Le juge-commissaire pourra, le failli entendu ou dûment
« appelé, autoriser les syndics à procéder à la vente des effets
« mobiliers ou marchandises. — Il décidera si la vente se fera
« soit à l'amiable, soit aux enchères publiques, par l'entremise
« de courtiers ou de tous autres officiers publics préposés à
« cet effet. — Les syndics choisiront dans la classe d'officiers
« publics déterminée par le juge-commissaire celui dont ils
« voudront employer le ministère. » (C. com., art. 486.)

Si le failli croyait contraire à ses intérêts, ou inopportune, la vente autorisée par le juge-commissaire, il pourrait se pourvoir contre son ordonnance devant le Tribunal de Commerce.

« Les syndics pourront, avec l'homologation du juge-com-
« missaire, et le failli dûment appelé, transiger sur toutes
« contestations qui intéressent la masse, même sur celles qui
« sont relatives à des droits et actions immobiliers. — Si
« l'objet de la transaction est d'une valeur indéterminée ou
« qui excède 300 fr., la transaction ne sera obligatoire qu'après
« avoir été homologuée, savoir : par le Tribunal de Commerce
« pour les transactions relatives à des droits mobiliers, et par
« le Tribunal civil pour les transactions relatives à des droits
« immobiliers. — Le failli sera appelé à l'homologation ; il aura,
« dans tous les cas, la faculté de s'y opposer. — Son oppo-
« sition suffira pour empêcher la transaction, si elle a pour
« objet des biens immobiliers. » (C. com., art. 487.)

Ces dispositions seront rigoureusement et étroitement observées, et les pouvoirs donnés aux syndics ne pourront être dépassés par eux. S'ils peuvent transiger, il leur est interdit de compromettre, et les tribunaux seuls, selon leur juridiction, pourront connaître des contestations relatives aux transactions des syndics.

« Si le failli a été affranchi du dépôt, ou s'il a obtenu un
« sauf-conduit, les syndics pourront l'employer pour faciliter
« et éclairer leur gestion ; le juge-commissaire fixera les con-
« ditions de son travail. » (C. com., art. 488.)

« Les deniers provenant des ventes et des recouvrements
« seront, sous la déduction des sommes arbitrées par le juge-
« commissaire, pour le montant des dépenses et frais, versés
« immédiatement à la Caisse des dépôts et consignations.
« Dans les trois jours des recettes, il sera justifié au juge-com-
« missaire desdits versements ; en cas de retard, les syndics
« devront les intérêts des sommes qu'ils n'auront point ver-
« sées. — Les deniers versés par les syndics, et tous autres
« consignés par des tiers, pour compte de la faillite, ne pour-
« ront être retirés qu'en vertu d'une ordonnance du juge-
« commissaire. S'il existe des oppositions, les syndics devront
« préalablement en obtenir la mainlevée. — Le juge-commis-
« saire pourra ordonner que le versement sera fait par la Caisse
« directement entre les mains des créanciers de la faillite, sur
« un état de répartition dressé par les syndics et ordonné par
« lui. » (C. com., art. 489.)

Section IV.

DES ACTES CONSERVATOIRES.

« A compter de leur entrée en fonctions, les syndics seront
« tenus de faire tous actes pour la conservation des droits du
« failli contre ses débiteurs. — Ils seront aussi tenus de re-
« quérir l'inscription aux hypothèques sur les immeubles des
« débiteurs du failli, si elle n'a pas été requise par lui ; l'in-
« scription sera prise au nom de la masse par les syndics, qui
« joindront à leurs bordereaux un certificat constatant leur
« nomination. — Ils seront tenus aussi de prendre inscription,
« au nom de la masse des créanciers, sur les immeubles du

« failli dont ils connaîtront l'existence. L'inscription sera reçue
« sur un simple bordereau énonçant qu'il y a faillite, et rela-
« tant la date du jugement par lequel ils auront été nommés. »
(C. com., art. 490.)

Toutes ces formalités seront remplies par les syndics, sous leur responsabilité personnelle vis-à-vis des créanciers dont leur négligence ou leur faute aurait compromis les intérêts. L'inscription hypothécaire prise au nom de la masse profitera, au delà même de la clôture de la faillite, à chaque créancier dont elle conservera les droits, conformément aux dispositions de la loi qui gouvernent notre régime hypothécaire.

Section V.

DE LA VÉRIFICATION DES CRÉANCES.

« A partir du jugement déclaratif de la faillite, les créan-
« ciers pourront remettre au greffier leurs titres, avec un bor-
« dereau indicatif des sommes par eux réclamées. Le greffier
« devra en tenir état et en donner récépissé. — Il ne sera
« responsable des titres que pendant cinq années, à partir
« du jour de l'ouverture du procès-verbal de vérification. »
(C. com., art. 491.)

La loi ne fait aucune exception : que les créanciers soient privilégiés, hypothécaires, ou simplement chirographaires, ils devront produire leurs titres de créances selon le vœu de la loi. — L'usage constant admet comme valable, et ayant le même effet que la remise aux mains du greffier, la remise par les créanciers de leurs titres aux mains des syndics qui leur en donneront récépissé.

« Les créanciers qui, à l'époque du maintien ou du rempla-
« cement des syndics, en exécution du troisième paragraphe
« de l'art. 462, n'auront pas remis leurs titres, seront immé-
« diatement avertis, par des insertions dans les journaux et

« par lettre du greffier, qu'ils doivent se présenter en personne
 « ou par fondés de pouvoirs, dans le délai de vingt jours à par-
 « tir desdites insertions, aux syndics de la faillite, et leur
 « remettre leurs titres accompagnés d'un bordereau indicatif
 « des sommes par eux réclamées, si mieux ils n'aiment en faire
 « le dépôt au greffe du Tribunal de Commerce ; il leur en sera
 « donné récépissé. — A l'égard des créanciers domiciliés en
 « France, hors du lieu où siège le tribunal saisi de l'instruc-
 « tion de la faillite, ce délai sera augmenté d'un jour par cinq
 « myriamètres de distance entre le lieu où siège le tribunal et
 « le domicile du créancier. — A l'égard des créanciers domi-
 « ciliés hors du territoire continental de la France, ce délai
 « sera augmenté conformément aux règles de l'art. 73 du Code
 « Napoléon. » (C. com., art. 492.)

* Les créanciers qui ne répondraient pas à ce dernier appel de
 la loi, et qui ne produiraient pas leurs titres dans le délai légal,
 s'exposeraient à une exclusion plus ou moins absolue de toute
 participation aux dividendes, conformément à la sanction édic-
 tée dans l'art. 503.

« La vérification des créances commencera dans les trois
 « jours de l'expiration des délais déterminés par les premier
 « et deuxième paragraphes de l'art. 492. Elle sera continuée
 « sans interruption. Elle se fera aux lieu, jour et heure indi-
 « qués par le juge-commissaire. L'avertissement aux créan-
 « ciers, ordonné par l'article précédent, contiendra mention
 « de cette indication. Néanmoins, les créanciers seront de nou-
 « veau convoqués à cet effet, tant par lettres du greffier que
 « par insertions dans les journaux. — Les créances des syndics
 « seront vérifiées par le juge-commissaire ; les autres le seront
 « contradictoirement entre le créancier ou son fondé de pou-
 « voirs et les syndics, en présence du juge-commissaire, qui en
 « dressera procès-verbal. » (C. com., art. 493.)

Les syndics réserveront la part des créanciers domiciliés
 hors de France, et dont l'éloignement, parfois considérable, eût
 ajourné, au préjudice des autres créanciers, la liquidation de la

faillite, si l'on eût dû en suspendre les opérations jusqu'à l'expiration des délais exceptionnels que la loi leur accorde pour produire leurs titres.

« Tout créancier vérifié ou porté au bilan pourra assister à la vérification des créances, et fournir des contredits aux vérifications faites et à faire. Le failli aura le même droit. » (C. com., art. 494.)

Ces vérifications ont lieu à certains jours déterminés par les syndics, et dont il est donné connaissance aux créanciers. Les syndics admettent ou rejettent les créances, et les créanciers qui n'acceptent pas les décisions des syndics peuvent se pourvoir contre elles devant le tribunal compétent.

« Le procès-verbal de vérification indiquera le domicile des créanciers et de leurs fondés de pouvoirs. — Il contiendra la description sommaire des titres, mentionnera les surcharges, ratures et interlignes, et exprimera si la créance est admise ou contestée. » (C. com., art. 495.)

Ce procès-verbal sera dressé par les soins du juge-commissaire.

Remarquons qu'il peut arriver que des créances se produisent sans titre; si elles étaient justifiées par de tout autres moyens que des titres, elles n'en seraient pas moins recevables que les créances reçues sur titres justificatifs.

« Dans tous les cas, le juge-commissaire pourra, même d'office, ordonner la représentation des livres du créancier, ou demander, en vertu d'un compulsoire, qu'il en soit rapporté un extrait fait par les juges du lieu. » (C. com., art. 496.)

L'ordonnance du juge-commissaire ne sera l'objet d'aucun recours. Elle n'a pour objet que la manifestation de la vérité et de la sincérité d'une créance produite; par conséquent, admettre qu'il puisse y être fait opposition, ce serait admettre que l'accomplissement de ce *devoir* du juge-commissaire peut être soumis à contestation.

« Si la créance est admise, les syndics signeront, sur chacun des titres, la déclaration suivante : — Admis au passif de la

« faillite de... pour la somme de... le... — Le juge-commissaire visera la déclaration. — Chaque créancier, dans la huitaine au plus tard, après que sa créance aura été vérifiée, sera tenu d'affirmer, entre les mains du juge-commissaire, que ladite créance est sincère et véritable. » (C. com., art. 497.)

Toute créance non contestée, reconnue par les syndics et affirmée par le créancier, est irrévocablement admise au passif de la faillite; et des circonstances de dol ou de fraude ultérieurement découvertes pourraient seules autoriser la contestation du titre et son rejet.

Une créance peut n'être admise que sous toutes réserves : dès lors la contestation sera de droit jusqu'à la clôture des opérations de la vérification et même de la liquidation de la faillite.

Tout créancier privilégié devra ne pas négliger de mentionner dans son affirmation le privilège de sa créance; sinon il pourrait s'exposer à voir contester son droit de préférence.

« Si la créance est contestée, le juge-commissaire pourra, sans qu'il soit besoin de citation, renvoyer à bref délai devant le Tribunal de Commerce, qui jugera sur son rapport. — Le Tribunal de Commerce pourra ordonner qu'il soit fait, devant le juge-commissaire, enquête sur les faits, et que les personnes qui pourront fournir des renseignements soient, à cet effet, citées par-devant lui. » (C. com., art. 498.)

Cependant, si la créance n'a pas un caractère tel qu'elle soit de la compétence du Tribunal de Commerce, la contestation qui l'intéresse sera déferée à la juridiction qui a le droit d'en connaître.

« Lorsque la contestation sur l'admission d'une créance aura été portée devant le Tribunal de Commerce, ce tribunal, si la cause n'est point en état de recevoir jugement définitif avant l'expiration des délais fixés, à l'égard des personnes domiciliées en France, par les art. 492 et 497, ordonnera, selon les circonstances, qu'il sera sursis ou passé outre à la

« convocation de l'assemblée pour la formation du concordat.
 « — Si le tribunal ordonne qu'il soit passé outre, il sera dé-
 « cidé par provision que le créancier contesté sera admis dans
 « les délibérations pour une somme que le même jugement dé-
 « terminera. » (C. com., art. 499.)

Le jugement du tribunal sur la question de sursis est définitif et sans appel. Dans tous les cas, la préoccupation de la loi est évidemment d'accélérer les opérations de la faillite, et le tribunal concourra toujours à donner satisfaction à la loi.

« Lorsque la contestation sera portée devant le Tribunal civil, le Tribunal de Commerce décidera s'il sera sursis ou passé outre; dans ce dernier cas, le Tribunal civil saisi de la contestation jugera, à bref délai, sur requête des syndics, signifiée au créancier contesté, et sans autre procédure, si la créance sera admise par provision et pour quelle somme. — Dans le cas où une créance serait l'objet d'une instruction criminelle ou correctionnelle, le Tribunal de Commerce pourra également prononcer le sursis; s'il ordonne de passer outre, il ne pourra accorder l'admission par provision, et le créancier contesté ne pourra prendre part aux opérations de la faillite tant que les tribunaux n'auront pas statué. » (C. com., art. 500.)

Le jugement du Tribunal civil qui admet par provision ou rejette la créance contestée est sans appel, comme le jugement du Tribunal de Commerce statuant sur le sursis.

« Le créancier dont le privilège ou l'hypothèque seulement serait contesté sera admis dans les délibérations de la faillite comme créancier ordinaire. » (C. com., art. 501.)

Il sera toujours temps pour ces créanciers de se prévaloir plus tard de leur droit de préférence. Il suffit qu'ils soient reconnus créanciers et que leur créance ne soit pas contestée, pour qu'ils soient admis dans les délibérations.

« A l'expiration des délais déterminés par les art. 492 et 497, à l'égard des personnes domiciliées en France, il sera passé outre à la formation du concordat et à toutes les opé-

« rations de la faillite, sous l'exception portée aux art. 567 et 568 en faveur des créanciers domiciliés hors du territoire continental de la France. » (C. com., art. 502.)

C'est-à-dire que, s'il n'y a pas de sursis, l'assemblée des créanciers sera convoquée dans les trois jours qui suivront les délais pour l'affirmation du titre et du droit des créanciers domiciliés en France.

« A défaut de comparution et affirmation dans les délais qui leur sont applicables, les défailtants connus ou inconnus ne seront pas compris dans les répartitions à faire : toutefois la voie de l'opposition leur sera ouverte jusqu'à la distribution des deniers inclusivement; les frais de l'opposition demeureront toujours à leur charge. — Leur opposition ne pourra suspendre l'exécution des répartitions ordonnées par le juge-commissaire; mais s'il est procédé à des répartitions nouvelles, avant qu'il ait été statué sur leur opposition, ils seront compris pour la somme qui sera provisoirement terminée par le tribunal, et qui sera tenue en réserve jusqu'au jugement de leur opposition. — S'ils se font ultérieurement reconnaître créanciers, ils ne pourront rien réclamer sur les répartitions ordonnées par le juge-commissaire, mais ils auront le droit de prélever, sur l'actif non encore réparti, les dividendes afférents à leurs créances dans les premières répartitions. » (C. com., art. 503.)

Mais si la dernière répartition à faire était insuffisante pour permettre aux créanciers retardataires de prélever sur l'actif non encore réparti les dividendes afférents à leurs créances dans les premières répartitions, ils subiraient les conséquences défavorables occasionnées par leur retard. C'est là une pénalité qui peut paraître méritée par les créanciers qui ont négligé de faire en temps utile leur comparution ou leur affirmation. — Si l'actif est épuisé, les créanciers retardataires sont absolument frustrés.

CHAPITRE VI.

DU CONCORDAT ET DE L'UNION.

Section première.

DE LA CONVOCATION ET DE L'ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS.

« Dans les trois jours qui suivront les délais prescrits pour l'affirmation, le juge-commissaire fera convoquer par le greffier, à l'effet de délibérer sur la formation du concordat, les créanciers dont les créances auront été vérifiées et affirmées ou admises par provision. Les insertions dans les journaux et les lettres de convocation indiqueront l'objet de l'assemblée. » (C. com., art. 504.)

« Aux lieu, jour et heure qui seront fixés par le juge-commissaire, l'assemblée se formera sous sa présidence; les créanciers vérifiés et affirmés, ou admis par provision, s'y présenteront en personne ou par fondés de pouvoirs. — Le failli sera appelé à cette assemblée; il devra s'y présenter en personne, s'il a été dispensé de la mise en dépôt, ou s'il a obtenu un sauf-conduit, et il ne pourra s'y faire représenter que pour des motifs valables et approuvés par le juge-commissaire. » (C. com., art. 505.)

L'intervention du failli soit en personne, soit par procuration, est nécessaire, puisqu'il s'agit de délibérer sur l'opportunité d'un contrat entre le failli et la masse de ses créanciers.

« Les syndics feront à l'assemblée un rapport sur l'état de la faillite, sur les formalités qui auront été remplies et les opérations qui auront eu lieu; le failli sera entendu. — Le rapport des syndics sera remis, signé d'eux, au juge-com-

« missaire qui dressera procès-verbal de ce qui aura été dit
« et décidé dans l'assemblée. » (C. com., art. 506.)

Le rapport des syndics pourra être contredit par le failli, et l'assemblée appréciera. — Comme nous l'avons dit antérieurement, les syndics sont responsables de leurs actes vis-à-vis de la masse des créanciers dont ils sont les mandataires, et si leur rapport était convaincu de faiblesse, de partialité ou de fraude, ils subiraient les conséquences matérielles du préjudice qu'ils auraient provoqué au détriment des créanciers.

Section II.

DU CONCORDAT.

§ I^{er}. *De la formation du concordat.*

Le *concordat* est le traité délibéré et consenti par la majorité légale des créanciers et par le failli, aux termes duquel ce dernier est libéré à certaines conditions et moyennant le paiement de dividendes déterminés à chacun de ses créanciers, sans pouvoir être poursuivi sur sa personne ou sur ses biens s'il accomplit les obligations de son traité.

Le concordat permet au failli de reprendre la direction de ses affaires, mais il n'efface ni le fait, ni les conséquences civiles et politiques de la faillite.

« Il ne pourra être consenti de traité entre les créanciers dé-
« libérants et le débiteur failli, qu'après l'accomplissement
« des formalités ci-dessus prescrites. — Ce traité ne s'établira
« que par le concours d'un nombre de créanciers formant la
« majorité, et représentant, en outre, les trois quarts de la
« totalité des créances vérifiées et affirmées, ou admises par
« provision conformément à la section V du chap. V (491 à
« 503) : le tout à peine de nullité. » (C. com., art. 507.)

La loi a dû prévoir le cas assez ordinaire où il n'y aurait pas

unanimité des créanciers dans leur délibération. Elle a mesuré avec sagesse la majorité nécessaire à la formation de tout concordat, faisant avec raison fléchir les résistances d'une minorité restreinte devant la volonté du plus grand nombre et de la plus forte somme d'intérêts. S'il y a une unanimité des créanciers, ils font eux-mêmes leur loi, et l'observation des formalités légales n'est plus indispensable à la validité du traité qui doit intervenir.

« Les créanciers hypothécaires inscrits ou dispensés d'inscription, et les créanciers privilégiés ou nantis d'un gage, n'auront pas voix dans les opérations relatives au concordat pour lesdites créances, et elles n'y seront comptées que s'ils renoncent à leurs hypothèques, gages ou privilèges. — Le vote au concordat emportera de plein droit cette renonciation. » (C. com., art. 508.)

L'exclusion légale des créanciers hypothécaires ou privilégiés des délibérations relatives au concordat entraîne comme conséquence logique l'exclusion du montant de leurs créances dans le calcul qui sera fait, conformément à l'art. 507, des trois quarts de la totalité des créances vérifiées, affirmées, ou admises par provision.

La loi parle d'une renonciation tacite du créancier à son privilège ou à son hypothèque par le fait du vote au concordat. On peut induire de cette disposition la faculté pour le créancier de renoncer à une partie de son hypothèque ou de son privilège, afin d'avoir le droit de voter, tout en conservant son titre de préférence pour la partie de sa créance non dépouillée du privilège ou de l'hypothèque.

Toutefois, il n'y aura déchéance du privilège ou de l'hypothèque, conformément au dernier paragraphe de l'art. 508, que si le concordat est homologué et exécuté.

« Le concordat sera, à peine de nullité, signé séance tenante. S'il est consenti seulement par la majorité en nombre, ou par la majorité des trois quarts en somme, la délibération sera remise à huitaine pour tout délai; dans ce cas, les réso-

« lutions prises et les adhésions données, lors de la première
« assemblée, demeureront sans effet. » (C. com., art. 509.)

La loi n'a pas entendu exiger qu'une seule séance fût consacrée à la délibération et au vote du concordat : il y aura autant de séances que la nécessité le voudra ; seulement le concordat sera signé dans la dernière séance, à peine de nullité.

La seconde délibération prévue par l'art. 509 et remise à huitaine de la première, sera définitive ; et si la double majorité requise pour la validité du concordat n'est pas obtenue, le résultat négatif sera irrévocablement acquis, et il ne sera pas convoqué d'autre assemblée pour la formation d'un concordat.

Il n'y aura plus à procéder qu'au contrat d'union, alternative également imposée aux créanciers, s'ils ont laissé écouler, sans agir, le délai fatal de huitaine dans lequel doivent avoir lieu la seconde et dernière assemblées.

« Si le failli a été condamné comme banqueroutier fraudu-
« leux, le concordat ne pourra être formé. — Lorsqu'une
« instruction en banqueroute frauduleuse aura été commen-
« cée, les créanciers seront convoqués à l'effet de décider s'ils
« se réservent de délibérer sur un concordat, en cas d'acquit-
« tement, et si, en conséquence, ils surseoient à statuer jus-
« qu'après l'issuo des poursuites. — Ce sursis ne pourra être
« prononcé qu'à la majorité en nombre et en somme détermi-
« née par l'art. 507. Si, à l'expiration du sursis, il y a lieu
« à délibérer sur le concordat, les règles établies par le pré-
« cédent article seront applicables aux nouvelles délibéra-
« tions. » (C. com., art. 510.)

Le concordat est une faveur : il suppose que le failli n'a été quo malheureux, mais que sa loyauté et son honneur n'ont pas été compromis dans le désastre de ses affaires. — C'était justice de le refuser à l'homme que la loi pénale a dû atteindre, et qu'elle a désormais marqué d'un signe indélébile d'indignité.

« Si le failli a été condamné comme banqueroutier simple,

« le concordat pourra être formé. Néanmoins, en cas de poursuites commencées, les créanciers pourront surseoir à délibérer jusqu'après l'issue des poursuites, en se conformant aux dispositions de l'article précédent. » (C. com., art. 511.)

La banqueroute simple peut avoir pour cause des faits de négligence, d'imprudence, de faiblesse. Ces actes peuvent ne pas inériminer l'honnêteté du failli, et ne point lui aliéner la confiance de ses créanciers. — La loi a donc laissé à ceux-ci le soin de décider s'ils jugent leur débiteur digne de la faveur d'un concordat; elle a voulu que les poursuites correctionnelles dirigées contre le failli ne fussent point un obstacle à une résolution favorable à ce dernier, et en même temps utile aux intérêts de la masse.

« Tous les créanciers ayant eu droit de concourir au concordat, ou dont les droits auront été reconnus depuis, pourront y former opposition. — L'opposition sera motivée et devra être signifiée aux syndics et au failli, à peine de nullité, dans les huit jours qui suivront le concordat; elle contiendra assignation à la première audience du Tribunal de Commerce. — S'il n'a été nommé qu'un seul syndic et s'il se rend opposant au concordat, il devra provoquer la nomination d'un nouveau syndic, vis-à-vis duquel il sera tenu de remplir les formes prescrites au présent article. — Si le jugement de l'opposition est subordonné à la solution de questions étrangères, à raison de la matière, à la compétence du Tribunal de Commerce, ce tribunal surseoirà prononcer jusqu'après la décision de ces questions. — Il fixera un bref délai dans lequel le créancier opposant devra saisir les juges compétents et justifier de ses diligences. » (C. com., art. 512.)

Tous les créanciers, sauf les créanciers hypothécaires ou privilégiés, peuvent former opposition au concordat, qu'ils aient ou non assisté aux délibérations, qu'ils aient acquiescé ou été défavorables à la résolution de la majorité. La loi est absolue et ne fait aucune exception.

Le délai de huitaine accordé pour faire opposition au con-

cordat est de rigueur ; il n'y a d'exception à ce principe que celle qui est prévue par l'art. 518, en cas de dol découvert depuis l'homologation du concordat.

« L'homologation du concordat sera poursuivie devant le Tribunal de Commerce à la requête de la partie la plus diligente ; le tribunal ne pourra statuer avant l'expiration du délai de huitaine fixé par l'article précédent. — Si, pendant ce délai, il a été formé des oppositions, le tribunal statuera sur ces oppositions et sur l'homologation par un seul et même jugement. — Si l'opposition est admise, l'annulation du concordat sera prononcée à l'égard de tous les intéressés. » (C. com., art. 513.)

L'homologation requise par la loi est une dernière et suprême garantie donnée au droit de la minorité ; le tribunal appréciera par un seul jugement le mérite des oppositions au concordat et la convenance de cet acte.

« Dans tous les cas, avant qu'il soit statué sur l'homologation, le juge-commissaire fera au Tribunal de Commerce un rapport sur les caractères de la faillite et sur l'admissibilité du concordat. » (C. com., art. 514.)

L'inobservation de la formalité prescrite par cet article entraînera la nullité du jugement d'homologation auquel il aura manqué un élément essentiel d'appréciation.

« En cas d'inobservation des règles ci-dessus prescrites, ou lorsque des motifs tirés soit de l'intérêt public, soit de l'intérêt des créanciers, paraîtront de nature à empêcher le concordat, le tribunal en refusera l'homologation. » (C. com., art. 515.)

Toutefois, le pouvoir du tribunal est limité à l'obligation de statuer soit pour accorder, soit pour refuser l'homologation du concordat. Il ne peut rien changer aux conditions ni au caractère de cet acte, pas plus qu'il n'est permis à la justice, quelle que soit sa juridiction ou sa compétence, de modifier les termes et conditions d'un contrat ou d'une transaction.

§ II. *Des effets du concordat.*

« L'homologation du concordat le rendra obligatoire pour
« tous les créanciers portés ou non portés au bilan, vérifiés ou
« non vérifiés, et même pour les créanciers domiciliés hors du
« territoire continental de la France, ainsi que pour ceux qui,
« en vertu des art. 499 et 500, auraient à délibérer, quelle que
« soit la somme que le jugement définitif leur attribuerait ul-
« térieurement. » (C. com., art. 516.)

Tous les créanciers sont liés par le concordat à en observer les stipulations vis-à-vis du failli, et réciproquement. Légale-ment, le failli ne doit plus à ses créanciers que les dividendes convenus, et nul ne peut lui réclamer davantage. — Néanmoins, le failli sera tenu, dans les conditions ordinaires, des engagements par lui contractés depuis sa faillite et avant le concordat.

« L'homologation conservera à chacun des créanciers, sur
« les immeubles du failli, l'hypothèque inscrite en vertu du
« troisième paragraphe de l'art. 490. A cet effet, les syndics
« feront inscrire aux hypothèques le jugement d'homologation,
« à moins qu'il n'en ait été décidé autrement par le concor-
« dat. » (C. com., art. 517.)

Ainsi, tous les créanciers chirographaires de la faillite de- viennent et demeurent privilégiés par l'effet de la faillite, à moins que le concordat n'ait affranchi de cette charge les im- meubles du failli. Chaque créancier a le droit de faire inscrire le jugement d'homologation pour conserver son hypothèque, et il prend rang à partir du jour de son inscription.

« Aucune action en nullité de concordat ne sera recevable,
« après l'homologation, que pour cause de dol découvert de-
« puis cette homologation, et résultant, soit de la dissimula-
« tion de l'actif, soit de l'exagération du passif. » (C. com.,
art. 518.)

Hors cette exception, la loi déclare inattaquable le concor-

dat. D'ailleurs, tous les créanciers, sans exception, peuvent relever contre le failli le fait de dol donnant ouverture à l'action en nullité du concordat.

« Aussitôt après que le jugement d'homologation sera passé en force de chose jugée, les fonctions des syndics cesseront. — Les syndics rendront au failli leur compte définitif, en présence du juge-commissaire ; ce compte sera débattu et arrêté. Ils remettront au failli l'universalité de ses biens, livres, papiers et effets. Le failli en donnera décharge. — Il sera dressé du tout procès-verbal par le juge-commissaire, dont les fonctions cesseront. — En cas de contestation, le Tribunal de Commerce prononcera. » (C. com., art. 519.)

Toute contestation relative à l'exécution de cet article entre les intérêts qu'il s'est proposé de concilier sera portée devant le Tribunal de Commerce qui prononcera. D'ailleurs, si le concordat imposait au failli certaines conditions de nature à affecter sa pleine liberté d'action, il est évident que ces conditions acceptées par lui seraient obligatoires.

§ III. *De l'annulation du concordat.*

« L'annulation du concordat, soit pour dol, soit par suite de condamnation pour banqueroute frauduleuse intervenue après son homologation, libère de plein droit les cautions. — En cas d'inexécution, par le failli, des conditions de son concordat, la résolution de ce traité pourra être poursuivie contre lui devant le Tribunal de Commerce, en présence des cautions, s'il en existe, ou elles dûment appelées. — La résolution du concordat ne libérera pas les cautions qui y seront intervenues pour en garantir l'exécution totale ou partielle. » (C. com., art. 520.)

La résolution du concordat n'a pas lieu de plein droit ; c'est toujours au tribunal à la prononcer après appréciation des faits et circonstances. Quant aux cautions, si elles sont libérées avec raison en cas d'annulation du concordat pour dol ou

fraude du failli, dont elles ont été dupes comme les créanciers en sont victimes, elles sont, en toute justice, responsables de l'exécution du concordat et du service des dividendes, si elles ont garanti cette exécution.

« Lorsque, après l'homologation du concordat, le failli sera poursuivi pour banqueroute frauduleuse, et placé sous mandat de dépôt ou d'arrêt, le Tribunal de Commerce pourra prescrire telles mesures conservatoires qu'il appartiendra. Ces mesures cesseront de plein droit du jour de la déclaration qu'il n'y a lieu à suivre, de l'ordonnance d'acquiescement ou de l'arrêt d'absolution. » (C. com., art. 521)

« Sur le vu de l'arrêt de condamnation pour banqueroute frauduleuse, ou par le jugement qui prononcera, soit l'annulation, soit la résolution du concordat, le Tribunal de Commerce nommera un juge-commissaire et un ou plusieurs syndics. — Ces syndics pourront faire apposer les scellés. — Ils procéderont sans retard, avec l'assistance du juge de paix, sur l'ancien inventaire, au récolement des valeurs, des actions et des papiers, et procéderont, s'il y a lieu, à un supplément d'inventaire. — Ils dresseront un bilan supplémentaire. — Ils feront immédiatement afficher et insérer dans les journaux à ce destinés, avec un extrait du jugement qui les nomme, invitation aux créanciers nouveaux, s'il en existe, de produire, dans le délai de vingt jours, leurs titres de créance à la vérification. Cette invitation sera faite aussi par lettres du greffier, conformément aux art. 492 et 493. » (C. com., art. 522.)

Il y a reprise de la faillite, mais non faillite nouvelle. Aussi, la loi n'exige pas de nouveau jugement déclaratif.

« Il sera procédé sans retard à la vérification des titres de créances produits en vertu de l'article précédent. — Il n'y aura pas lieu à nouvelle vérification des créances antérieurement admises et affirmées, sans préjudice néanmoins du rejet ou de la réduction de celles qui depuis auraient été payées en tout ou en partie. » (C. com., art. 523.)

Les nouvelles créances seront, s'il y a lieu, contestées par tous les créanciers et par le failli lui-même ; mais les anciennes créances déjà vérifiées et affirmées ne seront point susceptibles de contestation. Elles ont le caractère de droits irrévocablement acquis.

« Ces opérations mises à fin, s'il n'intervient pas de nouveau concordat, les créanciers seront convoqués à l'effet de donner leur avis sur le maintien ou le remplacement des syndics. — Il ne sera procédé aux répartitions qu'après l'expiration, à l'égard des créanciers nouveaux, des délais accordés aux personnes domiciliées en France, par les art. 492 et 497. » (C. com., art. 524.)

« Les actes faits par le failli postérieurement au jugement d'homologation, et antérieurement à l'annulation ou à la résolution du concordat, ne seront annulés qu'en cas de fraude aux droits des créanciers. » (C. com., art. 525.)

Par conséquent, il ne suffirait pas d'établir un simple *préjudice*, quelle que fût sa gravité, aux droits des créanciers ; il faut qu'il y ait *fraude*, pour autoriser l'annulation des actes du failli.

« Les créanciers antérieurs au concordat rentreront dans l'intégralité de leurs droits à l'égard du failli seulement ; mais ils ne pourront figurer dans la masse que pour les proportions suivantes, savoir : s'ils n'ont touché aucune part du dividende, pour l'intégralité de leurs créances ; s'ils ont reçu une partie du dividende, pour la portion de leurs créances primitives correspondante à la portion du dividende promis qu'ils n'auront pas touchée. — Les dispositions du présent article seront applicables au cas où une seconde faillite viendra à s'ouvrir sans qu'il y ait eu préalablement annulation ou résolution du concordat. » (C. com., art. 526.)

D'ailleurs les créanciers d'une seconde faillite ne sauraient primer les créanciers de la faillite précédente.

Section III.

DE LA CLOTURE EN CAS D'INSUFFISANCE D'ACTIF.

« Si à quelque époque que ce soit, avant l'homologation du concordat ou la formation de l'union, le cours des opérations de la faillite se trouve arrêté par insuffisance de l'actif, le Tribunal de Commerce pourra, sur le rapport du juge-commissaire, prononcer, même d'office, la clôture des opérations de la faillite. — Ce jugement fera rentrer chaque créancier dans l'exercice de ses actions individuelles, tant contre les biens que contre la personne du failli. — Pendant un mois, à partir de sa date, l'exécution de ce jugement sera suspendue. » (C. com., art. 527.)

Le tribunal appréciera avec une grande circonspection les circonstances qui caractérisent l'insuffisance de l'actif. — Évidemment il ne s'agit ici que des deniers réalisés ou réalisables qui permettent de faire face aux dépenses des opérations. Si le failli n'avait que des immeubles d'une valeur importante, et pas d'agent, il ne serait pas juste de lui infliger la situation rigoureuse qui résulte pour le failli de ce que la loi appelle l'insuffisance de l'actif, et il y aurait à aviser aux mesures les plus utiles à tous les intérêts. — C'est pour permettre de parer aux fâcheuses conséquences d'une déclaration définitive d'insuffisance de l'actif, que la loi suspend pendant un mois l'exécution du jugement qui prononce cette déclaration.

« Le failli, ou tout autre intéressé, pourra, à toute époque, le faire rapporter par le tribunal, en justifiant qu'il existe des fonds pour faire face aux frais des opérations de la faillite, ou en faisant consigner entre les mains des syndics somme suffisante pour y pourvoir. — Dans tous les cas, les frais des poursuites exercées en vertu de l'article précédent devront être préalablement acquittés. » (C. com., art. 528.)

Dès lors les opérations de la faillite reprennent leur cours régulier, comme si aucune suspension ne fût intervenuo.

Section IV.

DE L'UNION DES CRÉANCIERS.

« S'il n'intervient point de concordat, les créanciers seront
 « de plein droit en état d'union. — Le juge-commissaire les
 « consultera immédiatement, tant sur les faits de la gestion
 « que sur l'utilité du maintien ou du remplacement des syndics.
 « Les créanciers privilégiés, hypothécaires ou nantis d'un
 « gage, seront admis à cette délibération. — Il sera dressé
 « procès-verbal des dires et observations des créanciers, et,
 « sur le vu de cette pièce, le Tribunal de Commerce statuera
 « comme il est dit à l'art. 462. — Les syndics qui ne seraient pas
 « maintenus devront rendre leur compte aux nouveaux syndics,
 « en présence du juge-commissaire, le failli dûment appelé. »
 (C. com., art. 529.)

Il n'y a plus à faire désormais de distinction entre les créanciers vérifiés et affirmés, qu'ils soient chirographaires, privilégiés ou hypothécaires; tous ont le même droit à assister et à voter aux délibérations. La simple majorité des voix sera suffisante. Dorénavant il ne peut être question que de la liquidation de la faillite, et ce sera la tâche principale des syndics de l'union. — Il ne peut plus y avoir concordat, la loi s'y oppose, mais les créanciers peuvent individuellement ou collectivement traiter avec le failli, et nul doute que les arrangements ici intervenus ne soient parfaitement valables. L'union maintient aux créanciers tous leurs droits contre les biens et la personne du failli, sauf ce qui sera dit ultérieurement à propos de l'*excusabilité* de ce dernier.

« Les créanciers seront consultés sur la question de savoir
 « si un secours pourra être accordé au failli sur l'actif de la

« faillite. — Lorsque la majorité des créanciers présents y
 « aura consenti, une somme pourra être accordée au failli à
 « titre de secours, sur l'actif de la faillite. Les syndics en pro-
 « poseront la quotité, qui sera fixée par le juge-commissaire,
 « sauf recours au Tribunal de Commerce, de la part des syn-
 « dics seulement. » (C. com., art. 530.)

Le failli n'a aucun droit au secours dont parle cet article. Les créanciers ont la faculté absolument discrétionnaire de le lui accorder ou de le lui refuser.

« Lorsqu'une société de commerce sera en faillite, les créan-
 « ciers pourront ne consentir de concordat qu'en faveur d'un
 « ou de plusieurs des associés. — En ce cas, tout l'actif social
 « demeurera sous le régime de l'union. Les biens personnels
 « de ceux avec lesquels le concordat aura été consenti en se-
 « ront exclus, et le traité particulier passé avec eux ne pourra
 « contenir l'engagement de payer un dividende que sur des
 « valeurs étrangères à l'actif social. — L'associé qui aura ob-
 « tenu un concordat particulier sera déchargé de toute soli-
 « darité. » (C. com., art. 531.)

Il s'agit ici d'une société de commerce dont les membres sont solidairement responsables sur tous leurs biens. — L'effet du concordat accordé à l'un de ces membres est donc de distinguer ses biens personnels de l'actif social, en faisant cesser la solidarité au profit du concordataire; or, c'est là une faveur signalée, puisque le concordat met désormais à l'abri de toutes poursuites la fortune particulière du failli, aux charges seulement arrêtées dans le concordat.

Dans ce cas, les créanciers personnels du failli et les créanciers sociaux se réuniront pour prononcer sur le maintien du concordat accordé par les créanciers de la société; et les dispositions de la loi relatives au concordat devront être observées, comme s'il s'agissait d'un simple failli, étranger à toute société en faillite.

« Les syndics représentent la masse des créanciers et sont
 « chargés de procéder à la liquidation. — Néanmoins, les

« créanciers pourront leur donner mandat de continuer l'exploitation de l'actif. — La délibération qui leur confèrera ce mandat en déterminera la durée et l'étendue, et fixera les sommes qu'ils pourront garder entre leurs mains, à l'effet de pourvoir aux frais et dépenses. Elle ne pourra être prise qu'en présence du juge-commissaire, et à la majorité des créanciers en nombre et en somme. — La voie de l'opposition sera ouverte contre cette délibération au failli et aux créanciers dissidents. — Cette opposition ne sera pas suspensive de l'exécution. » (C. com., art. 532.)

L'exploitation de l'actif n'aura lieu qu'au profit du failli, et les revenus serviront à le décharger vis-à-vis de ceux des créanciers qui y auront part, en proportion de leur prise. — Ainsi s'explique le droit d'opposition accordé au failli qui n'y serait pas admis s'il continuait à demeurer étranger à l'administration et à la direction de ses affaires, comme il continue à être privé de la possession de ses biens.

« Lorsque les opérations des syndics entraîneront des engagements qui excéderaient l'actif de l'union, les créanciers qui auront autorisé ces opérations seront seuls tenus personnellement au delà de leur part dans l'actif, mais seulement dans les limites du mandat qu'ils auront donné; ils contribueront au prorata de leurs créances. » (C. com., art. 533.)

Les créanciers, par suite de l'union, forment bien une communauté d'intérêts, mais ils ne sont pas associés comme dans un concordat. Dès lors, ils peuvent autoriser certaines opérations dont la responsabilité n'incombe qu'à ceux qui les ont autorisées, surtout si ces opérations engagent au delà de l'actif de l'union.

« Les syndics sont chargés de poursuivre la vente des immeubles, marchandises et effets mobiliers du failli, et la liquidation de ses dettes actives et passives; le tout sous la surveillance du juge-commissaire, et sans qu'il soit besoin d'appeler le failli. » (C. com., art. 534.)

Les syndics procéderont à tous ces actes de liquidation en se conformant exactement au mandat qui leur est conféré, et aux termes duquel ils représentent la masse des créanciers. Ils seraient personnellement responsables de tout excès de mandat au préjudice de la masse.

« Les syndics pourront, en se conformant aux règles prescrites par l'art. 487, transiger sur toute espèce de droits appartenant au failli, nonobstant toute opposition de sa part. » (C. com., art. 535.)

La liquidation eût pu être souvent interrompue si le droit de transiger n'eût pas été accordé aux syndics, et surtout s'ils avaient dû ne l'exercer qu'avec l'assentiment du failli. La loi n'entend parler, d'ailleurs, que des transactions de la masse avec des tiers.

« Les créanciers en état d'union seront convoqués au moins une fois dans la première année, et, s'il y a lieu, dans les années suivantes, par le juge-commissaire. — Dans ces assemblées, les syndics devront rendre compte de leur gestion. — Ils seront continués ou remplacés dans l'exercice de leurs fonctions, suivant les formes prescrites par les articles 462 et 529. » (C. com., art. 536.)

Habituellement il n'y a qu'une seule assemblée dans la première année. Dans cette réunion, la situation est définitivement arrêtée par le compte rendu des syndics lu en présence du failli qui a le droit de l'entendre et même de le contester.

« Lorsque la liquidation de la faillite sera terminée, les créanciers seront convoqués par le juge-commissaire. — Dans cette dernière assemblée les syndics rendront leur compte. Le failli sera présent ou dûment appelé. — Les créanciers donneront leur avis sur l'excusabilité du failli. Il sera dressé, à cet effet, un procès-verbal dans lequel chacun des créanciers pourra consigner ses dires et observations. — Après la clôture de cette assemblée, l'union sera dissoute de plein droit. » (C. com., art. 537.)

Le Tribunal de Commerce, s'il y a contestation du compte rendu de la gestion, prononcera sur la question.

En ce qui touche la question de l'excusabilité du failli, il n'est pas douteux que le failli, comme les créanciers, ne puisse faire consigner ses observations dans le procès-verbal dressé par le juge-commissaire ; le tribunal les appréciera.

« Le juge-commissaire représentera au tribunal la délibération des créanciers relative à l'excusabilité du failli, et un rapport sur les caractères et les circonstances de la faillite. » — Le tribunal prononcera si le failli est ou non excusable. » (C. com., art. 538.)

Le jugement qui prononce sur l'excusabilité est susceptible d'appel de la part soit des créanciers, soit du failli, selon l'intérêt des parties.

« Si le failli n'est pas déclaré excusable, les créanciers rentreront dans l'exercice de leurs actions individuelles, tant contre sa personne que sur ses biens. — S'il est déclaré excusable, il demeurera affranchi de la contrainte par corps à l'égard des créanciers de sa faillite, et ne pourra plus être poursuivi par eux que sur ses biens, sauf les exceptions prononcées par les lois spéciales. » (C. com., art. 539.)

La loi a fait elle-même quelques exceptions au principe qui consacre éventuellement, au profit du failli, la mesure tutélaire de l'excusabilité. Ainsi,

« Ne pourront être déclarés excusables : les banqueroutiers frauduleux, les stellionataires, les personnes condamnées pour vol, escroquerie ou abus de confiance, les comptables des deniers publics. » (C. com., art. 540.)

Les faillis qui auront été reconnus coupables de ces actes, ou qui auront manqué si gravement aux devoirs de leur fonction publique, ont forfait tout droit à une faveur que la loi ne devait accorder qu'à la présomption incontestée de bonne foi, qu'au malheur honorable.

« Aucun débiteur commerçant n'est recevable à demander son admission au bénéfice de cession de biens. — Néan-

« moins, un concordat par abandon total ou partiel de l'actif
 « du failli peut être formé, suivant les règles prescrites par la
 « section 2 du présent chapitre. — Le concordat produit les
 « mêmes effets que les autres concordats; il est annulé ou ré-
 « solu de la même manière. — La liquidation de l'actif aban-
 « donné est faite conformément aux paragraphes 2, 3 et 4 de
 « l'art. 529, aux art. 532, 533, 534, 535 et 536, et aux pa-
 « ragraphes 1^{er} et 2 de l'art. 537. — Le concordat par aban-
 « don est assimilé à l'union pour la perception des droits d'en-
 « registrement. » (C. com., art. 541.)

Le concordat par abandon est une heureuse disposition in-
 troduite dans la loi depuis 1856. — Inspirée par le sentiment
 d'un besoin réel, par le désir de combler une lacune révélée
 par une constante expérience, cette disposition permettra au
 failli de reprendre avec la sécurité nécessaire son industrie et
 ses affaires, sans être exposé à se voir enlever chaque jour le
 fruit et l'épargne de son travail, indispensables à la réédifica-
 tion de son avenir et de sa fortune.

CHAPITRE VII.

DES DIFFÉRENTES ESPÈCES DE CRÉANCIERS, ET DE LEURS DROITS EN CAS DE FAILLITE.

Section première.

DES COOBLIGÉS ET DES CAUTIONS.

« Le créancier porteur d'engagements souscrits, endossés
 « ou garantis solidairement par le failli et d'autres coobligés
 « qui sont en faillite, participera aux distributions dans toutes
 « les masses, et y figurera pour la valeur nominale de son
 « titre jusqu'à parfait payement. » (C. com., art. 542.)

Si l'un des coobligés n'était pas en faillite, cette circonstance n'empêcherait pas l'application de l'art. 542. Le créancier pourrait se présenter à la faillite de chacun des coobligés ayant cessé leurs paiements, son droit réservé contre le coobligé non failli, et il pourrait poursuivre le remboursement de sa créance avec intérêts et frais jusqu'au jugement déclaratif de la faillite.

« Aucun recours, pour raison des dividendes payés, n'est
 « ouvert aux faillites des coobligés les unes contre les autres,
 « si ce n'est lorsque la réunion des dividendes que donneraient
 « ces faillites excéderait le montant total de la créance, en
 « principal et accessoires, auquel cas cet excédant sera dé-
 « volu, suivant l'ordre des engagements, à ceux des coobligés
 « qui auraient les autres pour garants. » (C. com., art. 543.)

Cet article exprime une dérogation formelle au droit commun qui divise la dette entre les débiteurs solidaires de manière à ce que chacun n'en soit tenu vis-à-vis de son codébiteur que pour sa part et portion.—Ici le droit du codébiteur contre son coobligé, pour le remboursement de la dette par lui payée à la décharge de celui-ci, sera maintenu, mais ne pourra se produire à la même faillite où il aurait figuré déjà au profit du créancier principal.

« Si le créancier porteur d'engagements solidaires entre
 « le failli et d'autres coobligés a reçu, avant la faillite, un
 « à-compte sur sa créance, il ne sera compris dans la masse
 « que sous la déduction de cet à-compte, et conservera, pour ce
 « qui lui restera dû, ses droits contre le coobligé ou la cau-
 « tion. — Le coobligé ou la caution qui aura fait le paiement
 « partiel sera compris dans la même masse pour tout ce qu'il
 « aura payé à la décharge du failli. » (C. com., art. 544.)

Mais si l'à-compte avait été reçu après la déclaration des faillites, c'est l'art. 542 précité qui serait applicable; car on ne peut considérer l'art. 544 que comme une exception à la règle prescrite par l'art. 542.

« Nonobstant le concordat, les créanciers conservent leur

« action pour la totalité de leur créance contre les coobligés
« du failli. » (C. com., art. 545.)

Remarquons ici que, quel que soit le caractère absolu de cet article, si le créancier du failli a fait à celui-ci remise d'une partie de sa créance, *sans y avoir été contraint par le concordat*, le coobligé du failli ne sera pas tenu du montant de la remise vis-à-vis du créancier, car il ne pourra avoir désormais le bénéfice de la subrogation aux droits volontairement renoncés de ce dernier.

Section II.

DES CRÉANCIERS NANTIS DE GAGES, ET DES CRÉANCIERS PRIVILÉGIÉS SUR LES BIENS MEUBLES.

« Les créanciers du failli qui seront valablement nantis de
« gages ne seront inscrits dans la masse que pour mémoire. »
(C. com., art. 546.)

En effet, le créancier gagiste a dans les mains le paiement de sa créance représenté par l'objet qu'il détient comme gage. — Sa créance ne sera donc inscrite dans la masse que pour établir le bilan.

Est considéré comme valablement nanti d'un gage l'ouvrier fabricant, détenteur de la chose par lui travaillée du commerçant failli, qui ne lui a pas payé le prix de son travail.

« Les syndics pourront, à toute époque, avec l'autorisation
« du juge-commissaire, retirer les gages au profit de la fail-
« lite, en remboursant la dette, » (C. com., art. 547.)

« Dans le cas où le gage ne sera pas retiré par les syndics,
« s'il est vendu par le créancier moyennant un prix qui excède
« la créance, le surplus sera recouvré par les syndics; si le
« prix est moindre que la créance, le créancier nanti viendra
« à contribution pour le surplus, dans la masse, comme créan-
« cier ordinaire. » (C. com., art. 548.)

Si donc le gage n'est pas retiré par les syndics, le créancier pourra le faire vendre, et cette vente devra être faite avant la clôture des opérations de la faillite, car si le produit de la vente ne suffisait pas à désintéresser intégralement le créancier, celui-ci ne pourrait plus venir à contribution, pour l'excédant impayé de sa créance, dans une faillite dont les dividendes seraient épuisés.

« Le salaire acquis aux ouvriers employés directement par le failli, pendant le mois qui aura précédé la déclaration de faillite, sera admis au nombre des créances privilégiées, au même rang que le privilège établi par l'art. 2101 du Code Napoléon pour le salaire des gens de service. — Les salaires dus aux commis pour les six mois qui auront précédé la déclaration de faillite seront admis au même rang. » (C. com., art. 549.)

« Le privilège et le droit de revendication établis par le n° 4 de l'art. 2102 du Code Napoléon au profit du vendeur d'effets mobiliers, ne seront point admis en cas de faillite. » (C. com., art. 550.)

L'art. 550 détruit donc exceptionnellement un des privilèges garantis par la loi civile, sans qu'il soit permis de rétablir par des conventions particulières ce que la loi commerciale a si nettement interdit.

Sous les termes *effets mobiliers* il faut comprendre tous les meubles corporels ou incorporels, pouvant faire l'objet d'une transaction civile ou commerciale.

« Les syndics présenteront au juge-commissaire l'état des créanciers se prétendant privilégiés sur les biens meubles, et le juge-commissaire autorisera, s'il y a lieu, le paiement de ces créanciers sur les premiers deniers rentrés. — Si le privilège est contesté, le tribunal prononcera. » (C. com., art. 551.)

Les créanciers privilégiés ne pourront donc être payés qu'après la clôture du procès-verbal de vérification des créances ; mais le juge-commissaire décide souverainement de l'époque à laquelle le paiement sera effectué.

Section III.

DES DROITS DES CRÉANCIERS HYPOTHÉCAIRES ET PRIVILÉGIÉS
SUR LES IMMEUBLES.

La loi a déterminé d'une façon très-claire et très-nette le mode d'exercice des droits dont il s'agit dans cette section. Il suffira donc d'exposer ses dispositions.

« Lorsque la distribution du prix des immeubles sera faite
« antérieurement à celle du prix des biens meubles, ou simultanément, les créanciers privilégiés ou hypothécaires, non remplis sur le prix des immeubles, concourront, à proportion de ce qui leur restera dû, avec les créanciers chirographaires, sur les deniers appartenant à la masse chirographaire, pourvu toutefois que leurs créances aient été vérifiées et affirmées suivant les formes ci-dessus établies. » (C. com., art. 552.)

« Si une ou plusieurs distributions de deniers mobiliers précèdent la distribution du prix des immeubles, les créanciers privilégiés et hypothécaires vérifiés et affirmés concourront aux répartitions dans la proportion de leurs créances totales, et sauf, le cas échéant, les distractions dont il sera parlé ci-après. » (C. com., art. 553.)

« Après la vente des immeubles et le règlement définitif de l'ordre entre les créanciers hypothécaires et privilégiés, ceux d'entre eux qui viendront en ordre utile sur le prix des meubles pour la totalité de leur créance ne toucheront le montant de leur collocation hypothécaire que sous la déduction des sommes par eux perçues dans la masse chirographaire. — Les sommes ainsi déduites ne resteront point dans la masse hypothécaire, mais retourneront à la masse chirographaire, au profit de laquelle il en sera fait distraction. » (C. com., art. 554.)

« A l'égard des créanciers hypothécaires qui ne seront colloqués que partiellement dans la distribution du prix des immeubles, il sera procédé comme il suit : leurs droits sur la masse chirographaire seront définitivement réglés d'après les sommes dont ils resteront créanciers après leur collocation immobilière, et les deniers qu'ils auront touchés au delà de cette proportion, dans la distribution antérieure, leur seront retenus sur le montant de leur collocation hypothécaire, et réservés dans la masse chirographaire. » (C. com., art. 555.)

« Les créanciers qui ne viennent point en ordre utile seront considérés comme chirographaires, et soumis comme tels aux effets du concordat et de toutes les opérations de la masse chirographaire. » (C. com., art. 556.)

Néanmoins, le titre de préférence n'est pas éteint par l'article 556; et le créancier hypothécaire, réduit à la situation commune des chirographaires, n'en conserve pas moins son droit exceptionnel sur les biens que pourra ultérieurement acquérir le failli.

Section IV.

DES DROITS DES FEMMES.

« En cas de faillite du mari, la femme dont les apports en immeubles ne se trouveraient pas mis en communauté reprendra en nature lesdits immeubles et ceux qui lui seront survenus par succession ou par donation entre-vifs ou testamentaire. » (C. com., art. 557.)

Le Code Napoléon déterminera quels sont les biens qui sont tombés en communauté et quels sont ceux qui sont et demeurent propres à la femme. Ceux-ci seulement ne seront pas emportés dans le désastre du mari. — Lorsque les immeubles de la femme sont demeurés sa propriété privée, ils ne perdent

leur nature ni par l'échange, ni par le remploi qui en seraient faits.

« La femme reprendra pareillement les immeubles acquis par elle et en son nom des deniers provenant desdites successions et donations, pourvu que la déclaration d'emploi soit expressément stipulée au contrat d'acquisition, et que l'origine des deniers soit constatée par inventaire ou par tout autre acte authentique. » (C. com., art. 558.)

En d'autres termes, la femme devra justifier que les immeubles par elle acquis ne l'ont pas été des deniers du mari, présomption que seule peut détruire la justification légale faite par la femme de son droit exclusif de propriété.

« Sous quelque régime qu'ait été formé le contrat de mariage, hors le cas prévu par l'article précédent, la présomption légale est que les biens acquis par la femme du failli appartiennent à son mari, ont été payés de ses deniers, et doivent être réunis à la masse de son actif, sauf à la femme à fournir la preuve du contraire. » (C. com., art. 559.)

La preuve contraire sera toujours ouverte à la femme contre cette présomption légale, et l'instrument de cette preuve pourra n'avoir aucun caractère authentique.

« La femme pourra reprendre en nature les effets mobiliers qu'elle s'est constitués par contrat de mariage, ou qui lui sont advenus par succession, donation entre-vifs ou testamentaire, et qui ne seront pas entrés en communauté, toutes les fois que l'identité en sera prouvée par inventaire ou tout autre acte authentique. — A défaut, par la femme, de faire cette preuve, tous les effets mobiliers tant à l'usage du mari qu'à celui de la femme, sous quelque régime qu'ait été contracté le mariage seront acquis aux créanciers, sauf aux syndics à lui remettre, avec l'autorisation du juge-commissaire, les habits et linge nécessaires à son usage. » (C. com., art. 560.)

La loi comprend *tous* les effets mobiliers de la femme, quelle que soit leur nature, quelle que soit leur origine, pourvu

qu'ils ne soient pas tombés dans la communauté. — Si l'usage a détruit ces effets, la femme n'a pas le droit d'en réclamer la valeur : la loi n'autorise que la reprise *en nature*.

« L'action en reprise résultant des dispositions des art. 557
« et 558 ne sera exercée par la femme qu'à la charge des dettes
« et hypothèques dont les biens sont légalement grevés, soit
« que la femme s'y soit obligée volontairement, soit qu'elle y
« ait été condamnée. » (C. com., art. 561.)

Quand les biens de la femme, autres que les biens dotaux, sont grevés de dettes et d'hypothèques consenties au profit du mari, elle conserve, en cas de faillite de ce dernier, son recours contre lui.

« Si la femme a payé des dettes pour son mari, la présomp-
« tion légale est qu'elle l'a fait des deniers de celui-ci, et elle
« ne pourra, en conséquence, exercer aucune action dans
« la faillite, sauf la preuve contraire, comme il est dit à
« l'art. 559. » (C. com., art. 562.)

La loi ne fait pas de distinction, eu égard au régime sous lequel la femme a contracté mariage. Elle devra donc toujours fournir la preuve que c'est bien de ses propres deniers qu'elle a payé les dettes de son mari.

« Lorsque le mari sera commerçant au moment de la célé-
« bration du mariage, ou lorsque, n'ayant pas alors d'autre
« profession déterminée, il sera devenu commerçant dans
« l'année, les immeubles qui lui appartiendraient à l'époque
« de la célébration du mariage, ou qui lui seraient advenus
« depuis, soit par succession, soit par donation entre-vifs ou
« testamentaire, seront seuls soumis à l'hypothèque de la
« femme : 1° pour les deniers et effets mobiliers qu'elle aura
« apportés en dot, ou qui lui seront advenus depuis le ma-
« riage par succession ou donation entre-vifs ou testamen-
« taire, et dont elle prouvera la délivrance ou le paiement par
« acte ayant date certaine ; 2° pour le emploi de ses biens
« aliénés pendant le mariage ; 3° pour l'indemnité des dettes
« par elle contractées avec son mari. » (C. com., art. 563.)

Les tribunaux font une stricte et sévère application de cet article qui, tout en conférant à la femme de légitimes sécurités, pourrait, si la justice n'était pas vigilante comme la loi, favoriser des fraudes préjudiciables à l'intérêt des créanciers. Par conséquent, il n'y aura pas lieu à appliquer l'art. 563 à la femme du failli, si ce dernier n'est devenu commerçant que plus d'un an après son mariage ; les biens de celui-ci ayant une origine autre que celle précisée par la loi échapperont à l'hypothèque légale ; et toutes causes non comprises dans l'énumération faite par la loi des obligations contractées par le mari vis-à-vis de sa femme, n'autoriseront pas l'hypothèque légale au profit de celle-ci.

« La femme dont le mari était commerçant à l'époque de la « célébration du mariage, ou dont le mari, n'ayant pas alors « d'autre profession déterminée, sera devenu commerçant « dans l'année qui suivra cette célébration, ne pourra exercer « dans la faillite aucune action à raison des avantages portés « au contrat de mariage, et, dans ce cas, les créanciers ne « pourront, de leur côté, se prévaloir des avantages faits par « la femme au mari dans ce même contrat. » (C. com., art. 564.)

C'est là une disposition d'une rigueur excessive et qui fait à la femme une cruelle situation dans la faillite de son mari. Cette sévérité pouvait être tempérée en limitant le gage des avantages légitimes faits à la femme ; mais le législateur s'est refusé à donner satisfaction aux observations proposées en ce sens à l'origine même de la loi.

CHAPITRE VIII.

DE LA RÉPARTITION ENTRE LES CRÉANCIERS ET DE LA
LIQUIDATION DU MOBILIER.

L'union des créanciers ayant été déclarée, on procède à la liquidation et à la répartition de l'actif mobilier entre les créanciers qui y ont droit.

- Le montant de l'actif mobilier, distraction faite des frais et dépenses de l'administration de la faillite, des secours qui auraient été accordés au failli ou à sa famille, et des sommes payées aux créanciers privilégiés, sera réparti entre tous les créanciers au marc le franc de leurs créances vérifiées et affirmées. » (C. com., art. 565.)

- A cet effet, les syndics remettront tous les mois, au juge-commissaire, un état de situation de la faillite et des deniers déposés à la Caisse des dépôts et consignations ; le juge-commissaire ordonnera, s'il y a lieu, une répartition entre les créanciers, en fixera la quotité, et veillera à ce que tous les créanciers soient avertis. » (C. com., art. 566.)

Le juge-commissaire conciliera les exigences de l'administration de la faillite avec l'intérêt des créanciers à toucher au plus tôt les dividendes qui peuvent leur être répartis.

- Il ne sera procédé à aucune répartition entre les créanciers domiciliés en France, qu'après la mise en réserve de la part correspondante aux créances pour lesquelles les créanciers domiciliés hors du territoire continental de la France seront portés sur le bilan. — Lorsque ces créances ne paraîtront pas portées sur le bilan d'une manière exacte, le juge-commissaire pourra décider que la réserve sera augmentée, sauf aux syndics à se pourvoir contre cette décision devant le Tribunal de Commerce. » (C. com., art. 566.)

Toutefois, cette sollicitude si légitime de la loi pour les créanciers du failli absents et éloignés ne protégera pas indéfiniment ces intérêts, qui doivent eux-mêmes se hâter, sous peine d'être exclus de tout avantage dans une liquidation qui ne peut se perpétuer sans préjudice pour toutes les parties. C'est ce que prévoit l'article suivant.

« Cette part sera mise en réserve et demeurera à la Caisse
« des dépôts et consignations jusqu'à l'expiration du délai dé-
« terminé par le dernier paragraphe de l'art. 492 ; elle sera
« répartie entre les créanciers reconnus, si les créanciers
« domiciliés en pays étranger n'ont pas fait vérifier leurs
« créances, conformément aux dispositions de la présente loi.
« — Une pareille réserve sera faite pour raison de créances
« sur l'admission desquelles il n'aurait pas été statué définitive-
« ment. » (C. com., art. 568.)

Ce délai expiré, les créanciers vérifiés et affirmés partageront seuls les dividendes de la faillite, et toute production ultérieure de créance sera réputée tardive et rejetée.

« Nul paiement ne sera fait par les syndics que sur la re-
« présentation du titre constitutif de la créance. — Les syn-
« dics mentionneront sur le titre la somme payée par eux ou
« ordonnée conformément à l'art. 489. — Néanmoins, en
« cas d'impossibilité de représenter le titre, le juge-commis-
« saire pourra autoriser le paiement sur le vu du procès-
« verbal de vérification. — Dans tous les cas, le créancier
« donnera la quittance en marge de l'état de répartition. »
(C. com., art. 569.)

Un créancier qui ne pourrait produire le titre de sa créance, après avoir été admis sur vérification et affirmation, et que le juge-commissaire n'autoriserait pas à prendre part à la répartition, pourrait se pourvoir devant le Tribunal de Commerce qui statuerait sur l'incident.

« L'union pourra se faire autoriser par le Tribunal de Com-
« merce, le failli dûment appelé, à traiter à forfait de tout on
« partie des droits ou actions dont le recouvrement n'aurait

« pas été opéré, et à les aliéner ; en ce cas, les syndics feront
 « tous les actes nécessaires. — Tout créancier pourra s'adres-
 « ser au juge-commissaire pour provoquer une délibération de
 « l'union à cet égard. » (C. com., art. 570.)

Ainsi seront écartées les difficultés souvent longues et toujours coûteuses de certains recouvrements que l'activité individuelle saura conduire à bonne fin, bien mieux que le zèle nécessairement insuffisant d'une administration chargée de tant de soins, préoccupée de tant de détails. D'ailleurs, la loi entoure cette cession de toute la prudence qu'elle réclame, et quand il y sera procédé, c'est que ce sera une satisfaction assurée à tous les intérêts.

CHAPITRE IX.

DE LA VENTE DES IMMEUBLES DU FAILLI.

« A partir du jugement qui déclarera la faillite, les créan-
 « ciers ne pourront poursuivre l'expropriation des immeubles
 « sur lesquels ils n'auraient pas d'hypothèques. » (C. com.,
 art. 571.)

Par conséquent, les créanciers hypothécaires, nonobstant la déclaration de faillite, peuvent poursuivre l'expropriation des immeubles affectés à leur hypothèque. Seulement, ils devront agir contre les syndics, puisque le failli est dépouillé de l'exercice de ses droits.

« S'il n'y a pas de poursuite en expropriation des immeubles
 « commencée avant l'époque de l'union, les syndics seuls se-
 « ront admis à poursuivre la vente ; ils seront tenus d'y pro-
 « céder dans la huitaine, sous l'autorisation du juge-commis-
 « saire, suivant les formes prescrites pour la vente des biens
 « des mineurs, » (C. com., art. 572.)

En effet, lorsque l'état d'union est déclaré, les syndics sont

obligés de procéder à la liquidation générale de tous les biens du failli. Dès lors, ils ont à vendre les immeubles comme les meubles, et les créanciers hypothécaires n'ont aucun intérêt à poursuivre concurremment avec le syndic l'expropriation des immeubles du failli.

Les tribunaux civils auront seuls le droit de connaître de la vente des immeubles, et de statuer sur tous les incidents qui se rattachent soit à la vente, soit à la répartition du prix qui en proviendra entre les créanciers hypothécaires. Le tribunal civil compétent sera celui du lieu où la faillite a été déclarée.

« La surenchère, après adjudication des immeubles du failli
 « sur la poursuite des syndics, n'aura lieu qu'aux conditions
 « et dans les formes suivantes : -- La surenchère devra être
 « faite dans la quinzaine. — Elle ne pourra être au-dessous
 « du dixième du prix principal de l'adjudication. Elle sera
 « faite au greffe du Tribunal civil, suivant les formes prescrites
 « par les art. 708 et 709 du Code Napoléon; toute personne
 « sera également admise à concourir à l'adjudication par suite
 « de surenchère. Cette adjudication demeurera définitive et
 « ne pourra être suivie d'aucune surenchère. » (C. com.,
 art. 673.)

C'est là une procédure toute particulière, dérogatoire à la procédure civile ordinaire en matière de vente d'immeubles. Elle suspend tout droit exceptionnel et admet toute personne, même les syndics, à surenchérir.

CHAPITRE X.

DE LA REVENDICATION.

La revendication est l'acte par lequel le propriétaire d'une chose réclame cette chose de celui qui n'en est que le détenteur.

« Pourront être revendiquées, en cas de faillite, les remises
 « en effets de commerce ou autres titres non encore payés, et
 « qui se trouveront en nature dans le portefeuille du failli à
 « l'époque de la faillite, lorsque ces remises auront été faites
 « par le propriétaire, avec le simple mandat d'en faire le re-
 « couvrement et d'en garder la valeur à sa disposition, ou
 « lorsqu'elles auront été, de sa part, spécialement affectées à
 « des paiements déterminés. » (C. com., art. 574.)

Ces remises n'ont été faites qu'à titre de dépôt ou de mandat, et tant qu'elles se trouvent à la disposition du failli elles peuvent être revendiquées par celui qui les lui avait confiées. Mais si les effets ont été négociés ou réalisés, s'ils n'existent plus en nature entre les mains du failli, il n'y a plus lieu à revendication; l'ex-propriétaire des effets de commerce n'est plus qu'un créancier de la faillite.

Le texte parle des effets de commerce et *autres titres*: sous cette dernière et large énonciation il faut comprendre tous titres de créance, quelle qu'en soit la nature, quelle qu'en soit la forme, police d'assurance, factures, billets à ordre, etc. — La revendication de ces titres sera autorisée, si d'ailleurs la remise n'en a été faite au failli que dans les conditions spécifiées dans l'art. 574.

« Pourront être également revendiquées, aussi longtemps
 « qu'elles existeront en nature, en tout ou en partie, les mar-
 « chandises consignées au failli à titre de dépôt, ou pour être
 « vendues au compte du propriétaire. — Pourra même être re-
 « vendiqué le prix ou la partie du prix desdites marchandises
 « qui n'aura été ni payé, ni réglé en valeur, ni compensé en
 « compte courant entre le failli et l'acheteur. » (C. com., art. 575.)

Quand la chose est en nature dans les mains du failli, la revendication ne souffre pas de difficultés; si elle a été vendue, le prix n'en pourra être revendiqué que s'il ne s'est pas confondu avec l'actif du failli.

« Pourront être revendiquées les marchandises expédiées

« au failli, tant que la tradition n'en aura point été effectuée
 « dans ses magasins, ou dans ceux du commissionnaire chargé
 « de les vendre pour le compte du failli. — Néanmoins, la re-
 « vendication ne sera pas recevable si, avant leur arrivée, les
 « marchandises ont été vendues sans fraude, sur factures et
 « connaissements ou lettres de voiture signées par l'expédi-
 « teur. — Le revendiquant sera tenu de rembourser à la
 « masse les à-compte par lui reçus, ainsi que toutes avances
 « faites pour fret ou voiture, commission, assurances, ou au-
 « tres frais, et de payer les sommes qui seraient dues pour
 « mêmes causes. » (C. com., art. 576.)

Cet article déroge au principe suivi dans les deux précédents : il s'agit ici non plus d'un mandat, ni d'un dépôt, mais d'une vente, c'est-à-dire d'un transfert de propriété. Une fois la vente consentie, le vendeur n'est plus le propriétaire, il n'est que le détenteur de la chose vendue, si elle est encore dans ses mains. — Quoi qu'il en soit, la loi est formelle, et la revendication s'exercera, à moins que la tradition des marchandises expédiées *sans condition* au failli n'ait conféré à celui-ci un droit de propriété désormais incontestable.

Le paiement partiel fait au vendeur ne détruit pas son droit de revendication. Il reprendra sa chose en entier, à la charge par lui de rapporter les à-compte reçus et autres frais spécifiés dans la disposition finale de l'art. 576.

« Pourront être retenues par le vendeur les marchandises,
 « par lui vendues, qui ne seront pas délivrées au failli, ou qui
 « n'auront pas encore été expédiées, soit à lui, soit à un tiers
 « pour son compte. » (C. com., art. 577.)

Il n'y a plus là revendication, puisque le vendeur ne s'est pas encore dessaisi de la chose ; le droit conféré au vendeur par cet article s'appelle droit de *réten*tion.

« Dans le cas prévu par les deux articles précédents, et sous
 « l'autorisation du juge-commissaire, les syndics auront la fa-
 « culté d'exiger la livraison des marchandises, en payant au ven-
 « deur le prix convenu entre lui et le failli. » (C. com., art. 578.)

Le vendeur n'a aucun intérêt et ne saurait être justifié à refuser d'exécuter le contrat par lui consenti, du moment que les créanciers du failli tiennent et réalisent les engagements de ce dernier.

« Les syndics pourront, avec l'approbation du juge-commissaire, admettre les demandes en revendication : s'il y a contestation, le tribunal prononcera après avoir entendu le juge-commissaire. » (C. com., art. 579.)

Les syndics, aussi bien que les créanciers, ont le droit de contester la revendication à leurs risques et périls : si donc les syndics consentaient à la revendication, mais qu'il y fût fait opposition par un ou plusieurs créanciers, le tribunal statuerait sur l'incident.

CHAPITRE XI.

DES VOIES DE RECOURS CONTRE LES JUGEMENTS RENDUS EN MATIÈRE DE FAILLITE.

« Le jugement déclaratif de la faillite, et celui qui fixera à une date antérieure l'époque de la cessation de paiements, seront susceptibles d'opposition, de la part du failli, dans la huitaine, et de la part de toute autre partie intéressée, pendant un mois. Ces délais courront à partir du jour où les formalités de l'affiche et de l'insertion énoncées dans l'art. 442 auront été accomplies. » (C. com., art. 580.)

Cette faculté de faire opposition est accordée au failli, lors même que la faillite aurait été déclarée sur son initiative, à moins qu'il n'ait formellement acquiescé au jugement. Les parties intéressées ont le même droit ; et si celles-ci ou le failli avaient laissé passer les délais prescrits pour faire opposition, ils ne pourraient plus attaquer les jugements du Tribunal de Commerce que par la voie de l'appel.

« Aucune demande des créanciers tendant à faire fixer la date de la cessation de paiements à une époque autre que celle qui résulterait du jugement déclaratif de faillite, ou d'un jugement postérieur, ne sera recevable après l'expiration des délais pour la vérification et l'affirmation des créances. Ces délais expirés, l'époque de la cessation de paiements demeurera irrévocablement déterminée à l'égard des créanciers. » (C. com., art. 581.)

Rapproché de l'art. 580, l'art. 581 paraît d'abord impliquer une contradiction. — La jurisprudence a fixé l'interprétation de ce dernier article en ce sens que les créanciers peuvent faire opposition aux jugements dont parle l'art. 580, jusqu'à l'expiration des délais fixés pour la vérification et l'affirmation des créances. La vérification et l'affirmation des créances peuvent seules révéler sérieusement l'époque réelle de la cessation des paiements; il fallait donc prolonger jusqu'à la fin de cette opération le droit des créanciers d'attaquer par la voie de l'opposition un jugement qui consacrerait une erreur préjudiciable à la fois à la vérité et à la justice.

L'appel est ouvert contre les jugements rendus en matière de faillite, mais il revêt une espèce de caractère sommaire justifié par la nécessité d'abréger tous délais dans une liquidation qui sera toujours trop longue pour tous les intérêts.

« Le délai d'appel, pour tout jugement rendu en matière de faillite, sera de quinze jours seulement à compter de la signification. — Ce délai sera augmenté à raison d'un jour par cinq myriamètres pour les parties qui seront domiciliées à une distance excédant cinq myriamètres du lieu où siège le tribunal. » (C. com., art. 582.)

Cette exception au droit commun qui accorde trois mois pour faire appel est d'une gravité telle qu'il est à regretter que la loi n'ait pas mieux déterminé le caractère des jugements *rendus en matière de faillite*. Les tribunaux seuls pourront décider si tel jugement rentre dans cette catégorie; mais il peut arriver que leur décision soit tardive pour les intéressés qui n'auront

pourtant pas eu le moyen de conjurer le préjudice éventuel d'un appel devenu légalement impossible. — Dans ces circonstances, c'est aux parties à corriger par la prudence la défec-
tuosité de la loi, et elles préviendront toute déchéance en interjetant appel dans le délai prescrit par l'art. 582.

« Ne seront susceptibles ni d'opposition, ni d'appel, ni de
- recours en cassation : 1° les jugements relatifs à la nomina-
- tion ou au remplacement du juge-commissaire, à la nomi-
- tion ou à la révocation des syndics ; 2° les jugements qui
- statuent sur les demandes de sauf-conduit et sur celles de
- secours pour le failli et sa famille ; 3° les jugements qui au-
- torisent à vendre les effets ou marchandises appartenant à
- la faillite ; 4° les jugements qui prononcent sursis au concor-
- dat, ou admission provisionnelle de créanciers contestés ;
- 5° les jugements par lesquels le Tribunal de Commerce sta-
- tue sur les recours formés contre les ordonnances rendues
- par le juge-commissaire dans les limites de ses attributions. -
(C. com., art. 583.)

Ces exceptions sont rigoureuses et de droit étroit.

TITRE PREMIER

DE LA FAILLITE (BANKRUPTCY.)

LOI ANGLAISE.

Le droit anglais n'a qu'un seul mot pour exprimer ces deux états que la loi française appelle faillite et banqueroute, et ce terme unique est celui de *bankruptcy* (banqueroute).

D'ailleurs, la loi anglaise embrasse sous cette expression, *bankruptcy*, non-seulement la faillite simple, mais aussi les actes coupables du failli qu'elle punit avec des sévérités proportionnées à la gravité des délits.

L'acte de parlement qui régit les faillites est récent; il date du 1^{er} août 1849 et est connu dans la législation anglaise sous le nom de *Bankrupt law consolidation act*.

Cette loi a remplacé une législation qui à elle seule était le complément de la faillite pour les malheureux qu'elle se proposait pourtant de protéger; et cependant lord Palmerston a encore signalé cette loi comme un fléau public, qu'il importe d'écarter au plus tôt du commerce, et de remplacer par une procédure rapide, peu coûteuse, et qui n'achève pas d'épuiser en frais le gage des créanciers du commerçant failli, sous prétexte de distribuer également entre eux les épaves du sinistre qu'ils ont éprouvé.

Mais les Anglais supportent volontiers la tyrannie ou les imperfections d'une mauvaise loi, surtout en matière économique, afin de faire l'expérience de ses inconvénients, et de

puiser dans cette expérience l'enseignement utile et fructueux qui réglementera avec économie et sûreté la même série de rapports et d'intérêts. — Ainsi ont-ils procédé en maintes circonstances, et notamment à propos de leur loi sur les sociétés commerciales, transformée trois fois en moins de quatre ans. — On peut donc s'attendre à une refonte prochaine de la loi actuelle sur les faillites, et surtout à la simplification d'une procédure aussi dispendieuse que superflue.

Quoi qu'il en soit, exposons cette loi, qui a cherché pourtant à se rapprocher de la nôtre, et qui fait ressortir avec avantage la supériorité de notre législation, à laquelle ne sont épargnés ni les reproches ni les censures.

La cessation de payement ne suffit pas, en Angleterre, pour faire déclarer le commerçant en état de faillite; le législateur a spécifié et énuméré une série d'actes qu'il a appelés *acts of bankruptcy* (actes de faillite); et le commerçant, pour être assujéti à se voir déclarer *bankrupt* (failli), doit être convaincu d'avoir commis un ou plusieurs de ces actes.

Ne peut être déclarée *bankrupt* (en faillite) qu'une personne réputée par la loi *trading* (commerçant) et qui a commis un des actes qualifiés *acts of bankruptcy* (actes de faillite). Or, la loi définit le *trading*, et elle énumère les professions dont l'exercice constitue le commerçant.

Nous avons donné sous le titre 1^{er}, *Des commerçants*, cette définition et cette énumération; nous ne la reproduirons pas ici. Mais il faut bien retenir que les personnes seules qui exercent une de ces professions spécifiées peuvent, en commettant un acte de faillite, être déclarées *bankrupts*, et poursuivies conformément à la loi.

La loi divise en deux grandes catégories les actes de faillite (*acts of bankruptcy*) :

1^o *Acts of bankruptcy in general* (actes de faillite en générale);

2^o *Acts of bankruptcy by non payment after summons* (actes de faillite par non-payement après sommation).

ACTS OF BANKRUPTCY IN GENERAL (ACTES DE FAILLITE
EN GÉNÉRAL).

Sera déclaré *bankrupt* tout commerçant susceptible de devenir failli qui, avec l'intention de frustrer ou d'ajourner ses créanciers, aura commis l'un des actes ci-après : s'il a quitté le royaume, ou si, se trouvant hors du royaume, il demeure à l'étranger; s'il abandonne sa maison d'habitation ou s'il s'absente d'une manière exceptionnelle; s'il commence à se séquestrer lui-même dans sa maison; s'il se laisse arrêter ou exécuter pour une dette non due; s'il consent lui-même à aller en prison; s'il se laisse bannir; s'il se fait lui-même arrêter ou exécuter sur ses biens meubles (*goods and money*); s'il laisse saisir, séquestrer et exécuter ses effets (*chattels*); s'il fait ou fait faire, soit dans le royaume, soit à l'étranger, aucune cession, aucun transport, entachés de fraude, de ses terres, maisons, marchandises ou meubles; s'il fait ou fait faire frauduleusement cession de ses titres de teneur de propriété en terres ou en maisons; si, frauduleusement, il a fait ou fait faire aucune donation, remise ou aucun transport de ses biens ou meubles.

Tous ces *actes* sont prévus par l'art. 67 de l'acte de parlement du 1^{er} août 1849.

Ces faits, dans leur matérialité, ne suffisent pas pour caractériser un *act of bankruptcy*, et pour servir de base à une déclaration de faillite; il faut qu'ils aient été consommés avec l'intention (*intent*) de frustrer ou d'ajourner (*defeat or delay*) ses créanciers.

La jurisprudence a fixé par de nombreuses décisions le sens qu'il faut attacher à quelques-unes de ces énonciations dont la portée et l'efficacité nécessairement étroites ne devaient pas être paralysées, faute d'une sévère et prudente interprétation.

Par exemple, la loi considère comme un *act of bankruptcy* (l'intention voulue étant acquise) le fait de s'absenter du siège

de ses affaires: par application de ce principe, on a jugé que le fait d'un débiteur commerçant de ne pas se trouver au rendez-vous par lui indiqué à ses créanciers, pour régler avec eux, était un *act of bankruptcy*; de même il a été décidé qu'un commerçant qui cesse, pour éviter ses créanciers, de fréquenter tel marché, comme la Bourse qu'il avait l'habitude de visiter, commet un *acte de faillite*.

La séquestration d'un commerçant dans sa maison résulte de la circonstance que ce commerçant refuse de recevoir ses créanciers, et simule l'absence de son domicile, pour n'avoir pas à subir leurs réclamations de paiement.

Quant aux transports, ou cessions de biens, par un commerçant gêné dans ses affaires, ils ne constitueront un *act of bankruptcy* que s'ils sont accomplis frauduleusement. Or, c'est à ceux qui y ont intérêt à fournir la preuve de la fraude, qui, si elle est établie, frappera de nullité la cession ou le transport, en même temps qu'elle constituera en état de *bankruptcy* le commerçant qui s'en sera rendu coupable.

Le fait de l'emprisonnement pour dettes d'un commerçant au delà de vingt et un jours, et le fait de l'évasion de la prison par un commerçant arrêté pour dettes, constituent également des *acts of bankruptcy*.

Il en est de même de l'acte d'un commerçant qui, mis en prison pour dettes, invoque le bénéfice de l'acte de parlement pour l'assistance des débiteurs insolubles (*the relief's of insolvent debtors act*) et adresse à la Cour compétente une demande pour se faire élargir de prison. Une telle demande constitue un *act of bankruptcy*.

Est *act of bankruptcy* le fait d'un commerçant qui se présente au secrétaire des banqueroutes chez le lord chancelier, et qui y écrit en la forme officielle, signe et fait attester par un procureur (*attorney*) ou un *solicitor*, une déclaration qu'il est incapable de satisfaire à ses engagements. — Un tel acte ne produira ses effets légaux que si, dans les deux mois qui suivront cette déclaration, la déclaration de faillite (*adjudication*

of bankruptcy) est poursuivie par le moyen d'une pétition soit du commerçant lui-même, soit d'un créancier.

Le commerçant qui, postérieurement à une demande dirigée contre lui pour le faire déclarer en faillite, remet au créancier, auteur de cette demande, une somme d'argent, ou lui assure la garantie de sa créance au delà de ce qui pourrait revenir, comme dividende, à chacun de ses créanciers, commet un *act of bankruptcy*.

Le commerçant contre lequel a été rendu un jugement exécutoire, et qui ne satisfait pas à cette condamnation en payant le créancier bénéficiaire du jugement, ou en lui donnant caution, ou en transigeant avec lui, est considéré comme responsable d'un *act of bankruptcy*, sept jours après l'avertissement officiel de payer.

Même situation pour le commerçant qui n'obéit pas à un ordre d'une Cour d'équité ou d'une autre Cour qui le condamne au paiement d'une certaine somme à tel créancier, si ce commerçant laisse écouler, sans satisfairo à son obligation, le délai de sept jours dans lequel il lui est officiellement notifié de s'exécuter.

Accomplit un *act of bankruptcy* tout commerçant qui adresse une demande à ses créanciers pour procéder à un arrangement, conformément aux dispositions de l'acte de parlement, du 1^{er} août 1849, relatives aux arrangements entre débiteur et créancier sous la surveillance et le contrôle de la Cour, si, dans les deux mois de cette demande, il est formé contre lui une demande en déclaration de faillite.

ACTS OF BANKRUPTCY BY NO-PAYMENT AFTER SUMMONS.
(ACTES DE FAILLITE POUR NON-PAYEMENT APRÈS SONNATION.)

Sur la demande d'un créancier qui, dans la forme légale, affirme sa créance par écrit et par serment (*per affidavit*) de-

vant une Cour siégeant dans la circonscription judiciaire où réside le commerçant débiteur, après avoir délivré son compte à ce dernier personnellement ou à personnes à son service, au lieu de sa résidence ou de son dernier domicile connu, avec intimation de payer immédiatement, la Cour peut faire sommer le débiteur de se présenter devant elle.

Si le débiteur ne répond pas à la sommation légale émanée de la Cour, son abstention constitue un *act of bankruptcy*.

S'il se présente devant la Cour, il reconnaîtra ou dénicra la créance dont on exige de lui le remboursement. — Le déni pourra ne porter que sur telle partie de la créance, le surplus étant admis par le débiteur.

En cas de reconnaissance complète de la dette par le commerçant débiteur, il sera tenu de faire signer cette reconnaissance dans la forme prescrite par la loi, et, dans les sept jours de cette reconnaissance, de payer ou de garantir le créancier, ou de transiger avec lui, à sa satisfaction. Faute par le commerçant débiteur de s'être exécuté dans le délai ci-dessus prescrit, il y aura à sa charge *act of bankruptcy*, pourvu qu'il y ait demande en déclaration de faillite formée contre le débiteur dans les deux mois qui suivront l'*affidavit* du créancier.

Si le commerçant débiteur nie la créance réclamée contre lui, il sera tenu de s'engager, sous la garantie de deux cautions acceptées par la Cour, à payer le montant de la demande avec intérêt et frais, si ultérieurement sa légitimité est judiciairement reconnue. Son refus de prendre en justice cet engagement constitue un *act of bankruptcy*.

Quand une partie seulement de la créance est reconnue, et le surplus contesté, le commerçant débiteur devra, après reconnaissance officielle de ce qu'il avoue devoir, satisfaire le créancier dans les sept jours de cette reconnaissance, et s'engager, pour le surplus, sous la garantie de deux cautions agréées par la Cour, à payer le montant de ce qui lui est réclamé, avec intérêts et frais, s'il y est condamné par décision de justice.

L'infraction à l'une ou à l'autre de ces obligations constitue un *act of bankruptcy*.

Lorsque le débiteur est une société, toute notification d'un *act of bankruptcy*, faite à l'agent accrédité de cette société, est réputée faite à la société elle-même. Enfin, nul n'est assujéti à être déclaré en faillite à raison d'un *act of bankruptcy* commis plus de douze mois avant toute demande ayant pour objet de faire déclarer la faillite.

D'ailleurs, peu importe le caractère de la dette dont le non-paiement peut caractériser un *act of bankruptcy*. La loi n'exige pas, comme notre Code de commerce, que cette dette soit commerciale; il suffit qu'il y ait dette et refus constaté en justice de la payer.

La loi anglaise ne reconnaît pas d'autres *acts of bankruptcy* que ceux dont nous venons de donner l'énumération; il y aurait donc illégalité dans une décision qui prononcerait contre un commerçant qu'il est en état de faillite, qu'il est devenu *bankrupt*, par cela seul qu'il est en état de cessation de paiements. Ce qui suffit en France est insuffisant en Angleterre. Nous le répétons, aux termes du droit anglais, l'état de failli (*bankrupt*) ne résulte pas de l'insolvabilité réelle du commerçant, mais de certains actes que la loi spécifie et qu'elle appelle actes de faillite (*acts of bankruptcy*), et qui seuls révèlent officiellement contre le commerçant à la charge duquel ils sont établis, l'état de faillite (*the becoming bankrupt*).

C'est là évidemment un formalisme étroit, qui ne se justifie par aucun avantage possible, et ne crée que des lenteurs dangereuses pour la sécurité des créanciers, et des procédures dévorantes au préjudice de toutes les victimes intéressées.

On ne retrouve pas dans cette nomenclature assez diffuse des *actes de faillite*, le caractère de simplicité et de netteté nécessaire à une institution aussi universelle que nécessaire au régime appelé à régler les liquidations accidentelles d'un commerce qui s'adresse à toutes les nations du monde.

Il fallait donc ne s'attacher qu'à un fait, la cessation réelle

de paiements du commerçant, et accueillir toutes les formes, sans distinction, sous lesquelles se manifesterait cette situation commerciale. On aurait ainsi prévenu tous les intérêts ; on aurait évité aux commerçants étrangers les déchéances fatales de leurs droits par suite de l'ignorance nécessaire d'une procédure spéciale qui semble préoccupée du désir et dominée par la tendance de n'être accessible qu'à ses élus, quand son devoir et sa destination seraient d'être intelligible et pénétrable à tout droit qui a besoin d'être protégé.

Le droit anglais, espérons-le, abandonnera ce formalisme parasite et ruineux dont l'influence logique est si funeste que la jurisprudence a dû consacrer ce principe, à savoir, que la loi n'admet pas qu'un acte de faillite (*act of bankruptcy*) puisse être commis à l'étranger.

Il suffit de signaler cette anomalie pour en faire pénétrer à tout esprit juste les inévitables et dangereuses conséquences.

La loi n'admet pas qu'un commerçant décédé puisse être déclaré en faillite. Mais si le débiteur décède après avoir été déclaré *bankrupt*, il sera procédé comme s'il eût survécu.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA DÉCLARATION DE FAILLITE ET DE SES EFFETS (ADJUDICATION OF BANKRUPTCY AND ITS CONSEQUENCES).

La loi, avons-nous dit, pose deux conditions dont le concours est nécessaire pour constituer en état de faillite (*bankrupt*) un commerçant. Il faut que le *trading* (la qualité acquise de commerçant) soit établie contre lui, et qu'il se soit rendu coupable d'un *act of bankruptcy*.

D'où la conséquence, que les créanciers seuls peuvent faire déclarer leur débiteur commerçant en faillite ; et que si ce dernier peut prendre cette initiative, et provoquer sa mise en

faillite par une demande spontanée adressée à la Cour des faillites, il n'y est pas obligé par la loi, comme cela a lieu en France.

La Cour ne prononce jamais d'office la déclaration de faillite d'un commerçant.

Le commerçant qui veut obtenir sa mise en faillite doit adresser à la Cour des faillites sa demande rédigée et signée dans la forme légale. Il y expose qu'il est domicilié dans le district du ressort de la Cour depuis six mois au moins; qu'il est incapable de satisfaire à ses engagements envers ses créanciers, il a fait sa déclaration d'insolvabilité (*declaration of insolvency*), dans la forme prescrite par la loi; enfin qu'il croit, et qu'il justifiera à la satisfaction de la Cour, qu'il peut payer à chacun de ses créanciers un dividende d'au moins 5 schellings (6 fr. 25) à la livre sterling (25 fr.); qu'en conséquence, après preuve des faits allégués, la Cour veuille bien le déclarer en faillite.

Un acte de parlement du 1^{er} septembre 1854 a modifié cette disposition, en substituant à l'obligation pour le failli d'offrir ce dividende l'obligation de prouver, avant le jugement déclaratif, que sa propriété peut réaliser la somme d'au moins 150 livres sterling (3,750 fr.).

Le créancier qui poursuit contre son débiteur la déclaration de faillite est tenu d'adresser à la Cour des faillites une demande (*petition*) où il expose: que son débiteur est commerçant, qu'il réside dans le district de la Cour depuis plus de six mois; qu'il doit au demandeur une somme de plus de 50 liv. sterling (1,250 fr.), et qu'il est informé et a lieu de croire que son débiteur a commis un des *acts of bankruptcy* prévus et qualifiés par la loi; — qu'en conséquence il prie la Cour, après la preuve des faits allégués, de déclarer le débiteur en état de faillite.

Toute demande (*petition*) en déclaration de faillite doit être dressée dans le cabinet (*office*) de l'enregistreur (ou greffier), qui la fait immédiatement transcrire dans un registre tenu à cet effet et qu'on appelle *docket book*. — Les enregistreurs

des Cours de comté envoient à l'enregistreur en chef de la Cour des faillites de Londres, par le courrier de chaque jour, les copies des demandes qu'ils ont enregistrées, ainsi que des déclarations de faillite prononcées; et ces copies sont immédiatement transcrites dans le *docket book* de Londres, qui, eu égard à son caractère de centralisation, prend la qualification de *GENERAL docket book*. — On procède ainsi pour toutes les décisions ultérieurement prises relativement au sursis, au renvoi ou à l'annulation de toute demande.

Toute demande est remise à l'un des commissaires (*commissioners*) de la Cour, puis transmise à l'enregistreur qui assiste le commissaire; et l'enregistreur, si la déclaration de faillite est prononcée, adressera à l'enregistreur en chef copie de cette décision pour être insérée, comme il a été dit, au *general docket book*.

C'est au créancier demandeur à faire tous les frais de la poursuite, jusqu'à ce que, la déclaration de faillite (*adjudication of bankruptcy*) ayant été prononcée, la Cour ait nommé un syndic officiel (*official assignee*).

Toute demande qui n'est pas suivie, dans les trois jours, de la procédure utile pour obtenir la déclaration de faillite, à moins que la Cour n'accorde un plus long délai qui ne dépassera pourtant pas quatorze jours, sera caduque, et ne pourra servir de base à aucun jugement déclaratif.

La loi n'autorise de demande en déclaration de faillite par un créancier que sous certaines conditions : la dette doit être légale et liquide ; elle doit avoir été contractée par le débiteur pendant qu'il était commerçant, ou, si elle a précédé l'établissement du débiteur dans le commerce, elle doit avoir continué pendant cette période. Elle doit avoir précédé tout *act of bankruptcy*. — Une lettre de change même non échue, mais tirée par le débiteur ou acceptée par lui avant tout *act of bankruptcy*, ou endossée par lui au créancier avant toute demande en déclaration de faillite, constitue une dette légale et contractée en temps opportun.

La dette doit encore être une somme dont le montant *minimum* est fixé par la loi : — elle doit être de 50 liv. sterling au moins (1,250 fr.) pour un seul créancier ; de 70 liv. sterling au moins (1,750 fr.) pour deux créanciers conjointement demandeurs ; de 100 liv. sterling au moins (2,500 fr.) pour trois créanciers ou un plus grand nombre réunis pour former la demande.

L'absence ou l'inobservation de l'une de ces conditions enlève à la dette le caractère nécessaire pour qu'elle puisse autoriser une déclaration de faillite.

Tout *demandeur* (*petitioner*), pour faire sa demande, doit être assisté d'un *solicitor* (avoué), en présence duquel la pièce est signée; puis le serment est administré au signataire sur l'exactitude des allégations contenues en la demande.

La Cour n'admet et n'entend contre le même débiteur qu'une seule demande en déclaration.

Les actes d'exécution ne commencent contre le débiteur que lorsque la Cour a déclaré la faillite.

Cependant, si au moment où une demande est adressée à la Cour par un créancier, il est démontré à la Cour qu'il y a de graves présomptions que le débiteur est sur le point de quitter l'Angleterre, qu'il détourne ses marchandises pour en frustrer ses créanciers, la Cour pourra autoriser l'arrestation de celui-ci et son emprisonnement, et ordonner la saisie de ses livres, papiers, valeurs, espèces, marchandises et effets, en quelque lieu qu'ils se trouvent.

Avant de procéder au jugement déclaratif de la faillite, la Cour peut ajourner devant elle tous témoins, se faire représenter par eux tous livres, papiers, documents, titres en leur gardé, possession ou pouvoir, qu'elle croira utiles pour prouver le *trading* (*qualité de commerçant*) du débiteur, et l'*act of bankruptcy* relevé contre ce dernier.

Toutes les justifications légales ayant été faites par le demandeur, la Cour prononce la déclaration de faillite (*adjudges the debtor bankrupt*); et, immédiatement après cette déclara-

ration, elle désigne et nomme le syndic officiel (*official assignee*).

L'*official assignee* (syndic officiel) est un officier de la Cour. Il est une des trente personnes que le lord chancelier a le droit de choisir parmi les marchands, courtiers ou comptables, ou gens ayant fait le commerce dans le Royaume-Uni, pour agir en qualité de syndics officiels dans toutes les faillites poursuivies dans ce royaume. — Le lord chancelier peut congédier tel de ces fonctionnaires qu'il juge convenable et remplir à sa discrétion chaque vacance.

La déclaration de faillite a pour effet de dessaisir le failli de tous ses biens, et d'en conférer la possession à l'*official assignee*, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par la Cour. Les titres de fonds publics, de valeurs industrielles, l'argent en espèces, les billets et effets négociables, sont transférés, remis et payés par cet officier à la Banque d'Angleterre, au crédit du *comptable* (*accountant*) de la faillite qui, lui aussi, est un officier de la Cour, à la nomination du lord chancelier.

Les créanciers doivent choisir un ou plusieurs syndics (*assignes*) qui agissent de concert avec l'*official assignee*.

Jusqu'à ce que ce choix ait été fait, l'*official assignee* ne disposera d'aucun des biens du failli, excepté des choses d'une nature périssable, et dont la Cour aura jugé l'aliénation utile aux intérêts des créanciers et du failli.

L'*official assignee* n'est responsable d'aucun des actes par lui accomplis dans l'exercice de ses fonctions et dans la limite de ses attributions. Mais il serait tenu des conséquences de tout acte qui constituerait une infraction à son devoir, un abus de son autorité.

L'*official assignee* est tenu chaque année, avant le 1^{er} mars, si le parlement est réuni, ou dans les quatorze jours qui suivront l'ouverture de sa prochaine session, de soumettre au parlement, dans la forme indiquée par la loi, un état circonstancié de tous les biens confiés à son adminis-

tration, et qui n'ont pas été liquidés avant le 31 décembre de l'année précédente; cet état est certifié par la Cour, et dressé conformément aux instructions émanées du lord chancelier.

Lorsque la demande en déclaration de faillite sera présentée par un créancier et que, sur cette demande, la Cour prononcera la déclaration, le débiteur qui n'a pas été entendu recevra notification du jugement avec invitation de se présenter devant la Cour dans un délai de sept jours au moins, et de quatorze jours au plus, pour contester la validité de la déclaration. Cette notification est faite à la personne même du débiteur, ou à son dernier domicile commercial connu, et il est sursis à toute exécution.

Si le débiteur établit que les éléments de la demande sont insuffisants pour autoriser la déclaration, le jugement déclaratif sera annulé. Le débiteur a deux mois pour faire appel de la décision de la Cour.

Si, dans le délai légal fixé par la Cour, le débiteur ne peut démontrer l'insuffisance des causes de la demande, la Cour ordonnera que l'avis de la déclaration soit inséré dans le journal officiel, la *Gazette de Londres*, et fixera en même temps deux séances publiques (*public sittings*) auxquelles devra se rendre (*surrender*) le failli pour être examiné. La dernière séance aura lieu trente jours au plus tôt, et soixante jours au plus tard, à partir de l'avertissement.

Cet avertissement est, par les soins de la Cour, publié dans la *Gazette* et signifié au débiteur personnellement, s'il est en prison; dans le cas contraire, il est laissé à son dernier domicile connu.

Il est de jurisprudence, dans l'intérêt des créanciers, de recevoir le failli à se rendre (*to surrender*) même après l'expiration du délai légal, si le retard n'est pas excessif.

Le failli qui ne se présente pas est réputé coupable de félonie et poursuivi comme tel.

En principe, la propriété du failli passe aux mains des syn

dies du jour où a été commis un *act of bankruptcy*. On peut contester tous les actes onéreux du failli postérieurs à l'*act of bankruptcy*, qui sert de base à la déclaration.

Néanmoins, l'époque fixe après laquelle le failli ne peut faire aucune opération valable est le jour où la demande en déclaration est faite et adressée à la Cour.

L'art. 133 de l'acte de parlement du 1^{er} août 1849 statue que tous paiements faits réellement et de bonne foi par le failli, avant la demande en déclaration de faillite, à l'un de ses créanciers, tous paiements faits réellement et de bonne foi au failli dans ce même temps, tous transferts exécutés avant la demande en déclaration, tous contrats, ventes et transactions faits de bonne foi par celui-ci, aussi bien que toutes poursuites et exécutions dirigées et consommées de bonne foi sur sa propriété, préalablement à la demande, seront considérés comme valables, nonobstant l'acte ou les actes de faillite (*acts of bankruptcy*) commis antérieurement par le failli. — Mais il faut que les personnes qui ont contracté avec lui, qui lui ont fait ou en ont reçu des paiements, qui ont fait exécuter et vendre sa propriété n'aient eu, au moment de leur acte, aucune connaissance officielle (*notice*) de l'*act of bankruptcy* accompli par le failli. C'EST LA UNE CONDITION ESSENTIELLE, dont l'inobservation entraînerait la nullité absolue de tous les actes intervenus entre le failli et les tiers. — Ces actes seraient nuls également, s'il était prouvé qu'ils ont eu pour mobile, de la part du failli, de créer frauduleusement un avantage au profit de l'un ou de plusieurs de ses créanciers, ou même de réaliser une préférence frauduleuse non pas au profit du créancier directement désintéressé, mais en faveur d'un autre intérêt à courir, tel, par exemple, que le dégagement d'une caution.

Un transfert ou une cession qui constituent un *act of bankruptcy* sont par cela même frappés de nullité.

La déclaration de faillite a pour effet immédiat, avons-nous dit, de saisir l'*official assignee* de tous les biens du failli : par conséquent, c'est une liquidation qui commence au profit des

créanciers, et toutes les dettes passives non échues deviennent exigibles.

A ce principe la loi pose des exceptions à propos desquelles elle entre dans de minutieux détails, et que nous examinerons à la section de la vérification des créances. Toutefois, rappelons-nous que du jour où le premier *act of bankruptcy*, dans l'année qui précède la demande en déclaration de faillite, a été commis et relevé, tous actes passés ultérieurement par ou avec le failli sont réputés nuls, à moins que le créancier ne prouve qu'il n'avait pas alors connaissance (*notice*) de l'*act of bankruptcy* antérieur à son opération.

La Cour prononcera sur ces contestations, validera ou rejettera les créances. Mais toutes créances, tous actes dont l'origine est postérieure à la déclaration de faillite, sont nuls, et ne confèrent sur l'actif de la faillite aucun droit.

En droit commun, nulle créance ne produit intérêt, si cet intérêt n'a été stipulé par convention expresse. De plus, en cas de faillite, l'art. 180 du présent acte dispose que pour toutes dettes ou sommes certaines payables à une époque déterminée ou autrement, pour lesquelles nul intérêt n'aura été réservé ou convenu, et qui seront dues au jour de la demande en déclaration de faillite, et susceptibles d'être prouvées, le créancier sera admis à établir qu'il a droit à l'intérêt, cet intérêt ne pouvant être que de 4 pour cent par an, à partir seulement du jour où ces sommes étaient payables, s'il y a titre écrit et daté de la créance; sinon, du jour où le paiement aura été demandé par écrit avec mention expresse faite au débiteur que l'intérêt des sommes dues serait réclamé jusqu'à l'époque du paiement.

Mais, en principe, tout intérêt cesse de courir à partir du jour de la demande en déclaration de faillite.

Quant aux dettes privilégiées (*mortgages*) ou garanties par un nantissement (*pledge*) elles ont un gage acquis au créancier; et, sur le prix de ce gage, le créancier devra être désintéressé en principal et intérêts jusqu'au jour de la pleine et entière libération.

Le texte de l'art. 133 ci-dessus résumé exprime sous ses termes si généraux, *all payments* (tous paiements), l'idée de toute libération effectuée soit en espèces, soit en valeurs ou billets. Donc, le créancier qui a reçu en paiement une lettre de change ou un billet à ordre du failli, après la consommation (de lui ignorée) d'un *act of bankruptcy*, et avant la demande en déclaration, a été valablement désintéressé.

Il serait tenu de rapporter à l'*official assignee* les sommes touchées par cette voie, s'il était prouvé qu'à l'époque où il recevait ces valeurs il avait connaissance (*notice*) d'un *act of bankruptcy* du failli.

Le propriétaire des lieux occupés par le failli a le droit de saisir par privilège les biens de celui-ci, soit avant, soit après la demande en déclaration de faillite, mais la saisie ne devra pas avoir pour objet plus d'une année de loyer. Pour le surplus, le propriétaire viendra en concurrence avec les autres créanciers.

La saisie sera exécutée immédiatement, à moins que l'*official assignee* ne paye, ce qui arrive presque toujours, et nulle considération n'ajournera cette exécution.

Cependant, il est de jurisprudence que, lorsque la saisie a précédé l'*act of bankruptcy* qui sert de base à la demande en déclaration, le privilège du propriétaire peut s'appliquer aux loyers en arrière de six années, lors même que la vente des objets saisis n'aurait lieu qu'après la déclaration de la faillite.

CHAPITRE II.

DE LA NOMINATION DU JUGE-COMMISSAIRE. (COURT OF BANKRUPTCY AND OFFICERS OF THE COURT). — COUR DES FAILLITES ET OFFICIERS DE LA COUR.

La loi anglaise ne reconnaît pas de fonction correspondante à la fonction spéciale de notre juge-commissaire. — Mais elle

n'a pas négligé les importantes et essentielles attributions dont notre tribunal de commerce investit un de ses membres ; seulement, elle les a divisées entre un certain nombre de fonctionnaires dont la multiplicité nous paraît nuisible au résultat d'ordre, de rapidité et d'économie qui est ordinairement le plus sérieux bénéfice des créanciers dans le désastre d'une faillite.

L'acte de parlement du 1^{er} août 1849 a maintenu, en en modifiant l'organisation, la création antérieure de la Cour des faillites.

Cette Cour a deux espèces d'attributions : 1^o attributions administratives ; 2^o attributions judiciaires.

Ses attributions administratives sont exactement celles qui caractérisent le mandat de notre juge-commissaire, défini et limité par le premier paragraphe de l'art. 452 : elle a, aux termes de l'art. 12 de l'acte de parlement, la surveillance et le contrôle (*superintendence and control*) en toutes matières de faillite (*in all matters of bankruptcy*). — Elle connaît de tout ce qui intéresse la gestion des syndics (*assignees*) relativement à la disposition de la propriété et des effets du failli, des biens et effets appartenant à la faillite et réclamés par les syndics au profit des créanciers ; à elle appartient la vérification des créances.

Nous parlerons ailleurs de ses attributions judiciaires.

Dans son action administrative, la Cour a pour auxiliaires plusieurs officiers dont le greffier ou enregistreur (*registrar*), le comptable (*accountant*), les syndics officiels (*official assignees*).

Le *registrar* assiste la Cour et rédige les procès-verbaux de ses séances. De plus, il est appelé à remplacer à la Cour le commissaire ou juge empêché de siéger, et il le remplace en qualité de député ; il en exerce tous les pouvoirs, sauf celui de prononcer l'emprisonnement, de connaître des oppositions aux jugements déclaratifs de faillite, et des questions relatives à la délivrance ou à la suspension des certificats de failli.

La Cour, toutes les fois qu'elle le juge utile, commet le *registrar* pour procéder à la preuve des créances, à l'examen de telles personnes ou témoins sous serment. — Dans l'accomplissement de ce mandat, le *registrar* exerce tous les pouvoirs de la Cour, sauf celui de l'emprisonnement. Mais il doit être dressé un exact procès-verbal de toutes dépositions de témoins faites devant lui, aussi bien que de tous ses actes.

L'*accountant* a pour mission spéciale de surveiller et de contrôler l'administration des fonds qui appartiennent à la faillite. Il place ces fonds ou les vend, selon l'avis du chancelier, et fait aux époques déterminées un rapport au Parlement sur ce qu'il a reçu et payé.

Enfin les *official assignees* nous sont connus déjà. Nous avons dit qu'ils étaient investis par le jugement même qui déclare la faillite de la possession et de l'administration des biens du failli, et qu'ils avaient à agir de concert avec les syndics nommés par les créanciers, sous la suprême autorité de la Cour.

Voilà comment est représentée l'action de notre juge-commissaire.

Quoi qu'il en soit, il faut reconnaître que par l'intermédiaire de tous ces agents, c'est la Cour elle-même qui surveille et dirige les opérations de la faillite, tranchant par des décisions judiciaires, dont il y a toujours appel, les difficultés qui contrarient son action administrative.

La Cour est donc en quelque sorte juge et partie dans certains cas; et bien que ses jugements ne soient pas souverains, c'est là une confusion regrettable et pleine de périls pour les intérêts que la loi se propose pourtant de défendre et de rassurer.

CHAPITRE III.

DE L'APPOSITION DES SCELLÉS ET DES PREMIÈRES DISPOSITIONS A L'ÉGARD DE LA PERSONNE DU FAILLI. (CONSEQUENCES OF BANKRUPTCY TO BANKRUPT HIMSELF.) — CONSÉQUENCES DE LA FAILLITE POUR LE FAILLI LUI-MÊME.

Notre procédure de l'apposition des scellés sur les biens du failli n'est point reconnue par le droit anglais. L'*official assignee*, investi des biens de celui-ci, fera toutes diligences pour les saisir partout où ils se trouveront, et pourvoir à leur conservation.

La Cour va même plus loin en certains cas, car, aux termes de l'art. 99, si, avant le jugement déclaratif de faillite, la Cour est persuadée que le débiteur va quitter l'Angleterre, ou qu'il fait disparaître ses biens dans l'intention d'en frustrer ses créanciers, elle décrètera un mandat contre sa personne, et un ordre de saisir ses livres, papiers, valeurs, espèces, marchandises, biens et effets, en quelque lieu qu'ils se trouvent ; et l'exécution de ces mesures produira son effet jusqu'au jugement déclaratif qui fait cesser toute procédure conservatoire et d'exécution.

L'officier exécutif des ordres de la Cour s'appelle *messenger* (*messenger*.) Il cumule les fonctions de garde du commerce et celles d'huissier, puisqu'il peut saisir la personne et les biens du débiteur, et signifie tous les actes de la Cour. Il a des aides que la loi appelle ses *assistants*. Son action n'est possible qu'avec un mandat (*warrant*) de la Cour, et, muni de ce titre, il peut, s'il y est autorisé, forcer l'entrée des maisons, boutiques, magasins, ouvrir portes, caisses, malles du failli, saisir sa personne et ses biens.

Le *messenger* est un officier de la Cour ; par conséquent on doit obéir à ses ordres, en exécution du mandat dont il est porteur, et tout refus d'obéissance est considéré et puni comme un mépris de cour (*contempt of the Court*).

La Cour, après avoir déclaré la faillite, peut faire comparaître devant elle toute personne soupçonnée d'avoir en sa possession partie des biens du failli, ou supposée lui devoir certaines sommes, ou pouvant fournir des renseignements sur la personne, le commerce, les opérations ou la propriété du failli, sur tout *act of bankruptcy* commis par lui, et généralement sur toutes ses affaires.

La Cour peut même exiger des témoins qu'elle fait comparaître devant elle, aux fins ci-dessus exprimées, de lui produire tels livres, papiers, contrats, écrits ou autres documents à leur garde ou en leur pouvoir (*in his custody or power*), qui lui paraîtront nécessaires à la vérification du témoignage recueilli, ou à la découverte complète de la vérité que la Cour a mission de chercher. Tout refus non justifié d'un témoin dûment assigné de comparaître, autorise la Cour à faire arrêter par l'officier compétent la personne du défaillant, et à se la faire représenter pour être examinée par elle.

Toute personne examinée par la Cour qui reconnaitra dans un acte en la forme légale, signé par elle, qu'elle est redevable au failli de telle somme déterminée, pourra être obligée par la Cour à payer de suite, ou dans un délai convenu, la somme due aux mains de l'*official assignee* qui donnera du payement pleine et valable décharge, sans frais ou avec frais, selon les circonstances.

Toutefois, l'ordonnance de la Cour (*order*) ne sortira son plein et entier effet, et la décharge ne sera valable qu'autant que la partie aura été assistée d'un *attorney* d'une Cour supérieure par elle choisi, ou qui lui sera désigné, sur son refus d'en choisir un, par la Cour elle-même.

Cet *attorney* fait connaître au débiteur qui veut se libérer l'effet de la reconnaissance de sa dette, avant toute signature

souscrite à ce document, et il signe lui-même comme témoin le titre de reconnaissance.

Dans le cas où une partie de la dette seulement serait reconnue, le surplus étant contesté, il serait procédé, comme il vient d'être dit pour la partie reconnue, et l'on suivrait pour le reste la procédure ordinaire.

Cette nécessité de la présence d'un *attorney* (officier judiciaire dont la fonction est analogue à celle des avoués) est une superfétation fort coûteuse, et qui n'a guère d'utilité que pour celui qui, moyennant de bons honoraires, assiste bon gré mal gré le débiteur obligé de payer pour se libérer.

Une telle ordonnance, dit l'art. 123 de l'acte de parlement, aura l'effet d'un jugement émané des Cours supérieures de droit commun de Sa Majesté ; cette prescription devait suffire, et pas n'était besoin, pour en consacrer le caractère, d'obliger le débiteur à user du ministère dispendieux d'un *attorney de Cour supérieure*.

Lorsqu', au moment où il est déclaré en faillite, le débiteur est, *du consentement et avec l'autorisation* du vrai propriétaire, *en possession, avec pouvoir d'en disposer, des biens et effets* (*goods and chattels*) de celui-ci, la Cour pourra ordonner que ces biens et effets soient vendus et aliénés au profit des créanciers de la faillite. (Art. 125, acte du 1^{er} août 1849.)

Toutefois, cette disposition sévère n'affectera pas le transfert ou la cession d'un navire ou de partie d'un navire, faits à titre de garantie d'une dette ou de dettes, par voie de *mortgage* ou de nantissement, dûment enregistré, selon les prescriptions de l'acte de parlement qui régit l'enregistrement des navires britanniques.

Les termes *biens et effets* traduisent l'expression anglaise *goods and chattels*. Or, les navires sont considérés comme *goods and chattels*, et assujettis à l'application de l'art. 125, ci-dessus résumé ; voilà pourquoi, dans sa faveur constante pour tout ce qui intéresse la marine, la loi a prévu l'exception qui déroge au principe absolu de l'art. 125.

Divers arrêts ont expliqué, dans le silence de la loi, ce qu'il faut entendre par *goods and chattels* : tels sont les navires, les meubles, les outils ou ustensiles servant à l'exploitation d'un commerce, excepté ceux qu'il n'est dans les habitudes mêmes du commerce que de louer, les marchandises en magasin (*stock*), les lettres de change, les polices d'assurance, les actions industrielles.

On s'étonne d'une sévérité si préjudiciable au vrai propriétaire de choses qui ne se sont point confondues avec l'actif du failli, et on cherche le motif qui a pu déterminer une si violente exécution. Le législateur a voulu protéger la confiance contre des manœuvres qui, en permettant à un commerçant sans surface de revêtir les apparences de la richesse par le moyen des choses d'autrui, lui donnaient l'occasion de capter la foi publique, et d'obtenir un crédit im-
mérité.

La Cour restreindra, dans les termes étroits du texte, l'application de la loi. Ainsi, il faudra que le vrai propriétaire ait *consenti* à ce que le débiteur failli se fasse passer comme le propriétaire de ces choses ; il faudra que le failli soit en possession *au moment* où il tombe en faillite, et tous ces faits seront soumis à l'appréciation du jury qui prononcera si les conditions exigées par la loi sont réellement acquises contre le vrai propriétaire et au profit des créanciers du failli.

L'art. 125 formule une étroite exception. Il faut en conclure qu'en principe général, tous les biens qui sont aux mains du débiteur, au moment où il est déclaré en faillite, à un autre titre que le titre de propriétaire, ne sont point acquis à la faillite et qu'ils font retour à qui de droit.

Il est une propriété que l'art. 126 du même acte rappelle dans l'actif de la faillite, et restitue comme gage aux créanciers : c'est celle que le débiteur, au moment où il était insolvable, a cédée, garantie ou transportée à un de ses enfants, ou à toute autre personne, directement ou indirectement. Dans ce cas, la Cour peut ordonner la saisie et la vente des choses

ainsi aliénées, et la distribution du prix en provenant entre les créanciers du failli.

La loi excepte de la restitution les biens aliénés par le failli pour le mariage d'un de ses enfants, ou sous telle autre *valable considération* (*valuable consideration*). — Cependant, cette aliénation pour cause de mariage n'est pas plus légitime que toute autre aliénation à titre gratuit. Le débiteur insolvable n'a pas le droit d'être libéral, envers ses enfants plus qu'envers des étrangers, de biens qui sont le gage de ses créanciers.

Après le jugement déclaratif, la Cour ordonne à tout détenteur de fonds appartenant au débiteur failli de remettre ces fonds à l'*official assignee*, ou, selon le cas, à la Banque d'Angleterre, au crédit de l'*accountant* de la faillite.

La personne du failli est l'objet de mesures particulières et d'un caractère tout spécial, quand on les compare à celles que notre loi commerciale autorise.

Le failli n'est pas tenu, avons-nous dit, de déposer spontanément son bilan et de révéler ainsi, avant l'enquête, l'état de ses affaires; mais il est considéré comme un prévenu, et la prévention légale s'étend même à sa femme, à qui pourtant la loi civile n'accordant aucune initiative ne devrait imposer aucune responsabilité.

Le failli, une fois la déclaration de faillite prononcée par la Cour devenue définitive, est tenu de se présenter (*surrender*) et de se soumettre à l'examen de la Cour (*conform*).

S'il se présente, la Cour, selon qu'elle le juge convenable, lui alloue sur l'actif de la faillite une somme suffisante pour ses besoins personnels et ceux de sa famille, jusqu'à ce qu'il ait subi son dernier interrogatoire (*his last examination*). Ce secours ne sera plus servi après l'ajournement indéfini (*sine die*) du dernier examen.

A cette période de la procédure, la personne du failli jouit d'une sorte d'inviolabilité qui la couvre pendant le délai légal qui lui est accordé pour se présenter et subir l'examen auquel

la Cour l'assujettit. La Cour peut prolonger cette faveur jusqu'à ce qu'il ait obtenu son certificat.

Si le failli est en prison pour dettes, elle le fera élargir soit d'une manière absolue, soit sous condition. Toutefois, si la cause de l'emprisonnement pour dettes est accompagnée de circonstances frauduleuses, immorales ou coupables, l'élargissement ne sera pas ordonné.

Le failli détenu pour d'autres causes sera présenté à la Cour par ceux qui sont préposés à la garde de sa personne, toutes les fois qu'il sera jugé convenable.

Néanmoins, l'élargissement autorisé par loi ne devra être accordé par la Cour qu'autant qu'il n'affectera pas les droits des créanciers qui avaient usé contre lui de la contrainte par corps.

La Cour délivre au failli dont elle entend protéger la liberté un sauf-conduit (*protection*) dont la production à tout officier exécutif, qui a le droit d'en prendre copie, impose à celui-ci l'obligation de respecter la personne du failli, et de surseoir à toute exécution. L'officier qui passerait outre à l'ordre formel et justifié de la Cour s'exposerait à une amende 5 liv. sterl. (125 fr.), pour chaque jour de détention, au profit de la personne illégalement incarcérée.

Aussitôt après la publication dans la *Gazette de Londres* de la déclaration de faillite, le failli qui accepte ce jugement et se présente à la Cour pour être examiné délivrera à l'*official assignee*, s'il en est requis, après avoir prêté serment soit devant la Cour, soit devant un maître en chancellerie, soit devant un juge de paix, tous ses livres de compte, papiers, pièces relatifs à sa propriété, qui seront en son pouvoir, ou s'efforcera de procurer telles de ces pièces qui se trouveront entre les mains de tiers. Tout failli qui ne sera pas en prison, et qui aura accompli son *surrender* devant la Cour, se tiendra à la disposition des *assignees* (*syndics*), et sur tout avis par écrit qui lui sera remis personnellement ou laissé à son dernier domicile connu, il devra les assister pour dresser le bilan de sa

situation. Le failli pourra également, en toutes circonstances opportunes, avant l'expiration du temps déterminé pour finir son examen devant la Cour, avoir communication, sans déplacement, de ses livres, papiers, pièces et documents, en présence de ses *assignees* (syndics), ou de telle personne par eux désignée, et il pourra se faire accompagner de deux personnes pour l'assister.

Cette faculté accordée au failli s'explique par le besoin qu'il doit avoir de posséder exactement tous les détails de sa situation, afin de satisfaire le plus convenablement possible à toutes les exigences de l'enquête de la Cour.

Le débiteur failli qui se cache et se dérobe aux appels (*summons*) de la Cour, sera recherché et arrêté, sur ordre de justice, par le *messenger*. — Toutefois, s'il se soumet à l'enquête et obéit à la loi, la Cour peut lui accorder les mêmes avantages qu'au failli qui se présente volontairement.

La Cour fixe les jours auxquels elle entendra le failli sur sur toutes les questions que comporte l'enquête. Préalablement à tout interrogatoire, le failli doit signer une déclaration rédigée dans la forme légale, par laquelle il promet et déclare solennellement qu'il fera des réponses sincères et vraies à toutes les questions qui lui seront posées relativement à sa propriété, aux actes et transactions dont elle aura été l'objet.

La même déclaration sera signée par la femme du failli.

Puis, la Cour procède à l'enquête qui comprend tous les renseignements fournis par le failli relatifs à son commerce, à ses opérations, à sa propriété, ou pouvant conduire à la découverte de tous transports ou cessions accomplis en secret, de toute dissimulation des titres de propriété, de tout recel de marchandises, argent, créances actives. L'interrogatoire sera rédigé par écrit, et le failli en signera le procès-verbal.

La femme du failli peut également être interrogée par la Cour pour arriver à la découverte de la propriété, des marchandises, des biens du failli, qu'elle aurait détournés, cachés ou aliénés, directement ou indirectement.

Tout refus soit du failli, soit de sa femme, de se présenter à la Cour, de se soumettre à l'enquête, de produire tous livres, papiers, contrats, documents en leur pouvoir et de nature à éclairer la justice, de signer leur interrogatoire, ou de répondre à la satisfaction de la Cour; tout refus de prêter serment et de répondre aux questions de la Cour, fait par une autre personne, détermineront contre le coupable un emprisonnement qui durera jusqu'à ce qu'il ait été par lui déféré aux réquisitions légales de la Cour.

Mais la Cour devra, si elle prononce l'emprisonnement, pour refus de répondre, ou pour réponse incomplète à ses questions, spécifier dans son mandat d'incarcération toutes ces questions, pour que la décision de la Cour, s'il y a lieu, puisse être attaquée, et que le prisonnier puisse invoquer le bénéfice tutélaire de l'*habeas corpus*.

Remarquons que la loi n'impose le serment ni au failli, ni à sa femme : on comprend ce ménagement commandé par la situation particulière de personnes qu'il oût été immoral de placer entre leur conscience et l'aveuglement funeste d'un intérêt mal compris ; cependant, l'art. 254 considère et punit comme parjure toute déclaration fausse et frauduleuse signée par le failli ou par sa femme devant justice.

Après cette première enquête, le failli n'a plus qu'un dernier examen à subir. Dans l'intervalle des deux épreuves, il doit préparer son bilan et ses comptes dans la forme indiquée par la Cour, produire ces pièces en justice, et en délivrer copie à l'*official assignee*, dix jours au moins avant le jour fixé pour le dernier examen. Ce bilan et ces comptes peuvent être amendés selon que lerequièrent les circonstances et les ordres de la Cour.

Le failli confirmera sous serment la vérité de ce bilan et des comptes, quand il en sera requis par la Cour.

Il sera alloué au failli, sur sa demande ou sur celle des *assignees*, telle somme que la Cour jugera convenable sur l'actif de la faillite, pour les besoins déterminés par la préparation de ce bilan et de ces comptes.

Si le failli est en prison, la Cour désigne une personne pour l'assister de temps en temps, et lui produire ses livres, papiers, écritures, pour qu'il puisse dresser son bilan.

Enfin, si les circonstances l'exigent, la Cour ajournera *sine die* le dernier examen, et pendant cet ajournement la liberté du failli continuera d'être protégée à la discrétion de justice.

Tout individu déclaré en faillite a droit de retenir, pour son usage et celui de sa famille, tels articles mobiliers, outils, instruments de travail, et autres objets de nécessité, à son choix, jusqu'à concurrence d'une valeur n'excédant pas 20 livres sterling (500 fr.).

Ces choses ne seront point saisies ni vendues au profit des créanciers de la faillite ; la loi les appelle *excepted articles*, articles exceptés. Il en sera fait un inventaire et une estimation, avec certificat de l'expert appréciateur attestant la vérité de l'estimation, le temps et le lieu de l'expertise. Les frais de l'inventaire et de l'expertise sont payés par l'*official assignee*, sur le produit des biens du failli.

CHAPITRE IV.

DE LA NOMINATION ET DU REMPLACEMENT DES SYNDICS PROVISOIRES
— APPOINTMENT OF OFFICIAL ASSIGNEE AND OF CHOSEN ASSIGNEES. (NOMINATION DU SYNDIC OFFICIEL ET DES SYNDICS CHOISIS PAR LES CRÉANCIERS.)

La Cour, en même temps qu'elle déclare la faillite du débiteur, désigne un de ses *official assignees* comme syndic (*assignee*) des biens et effets du failli.

Cet *official assignee*, remplit, avec des attributions plus larges, la fonction de nos syndics provisoires ; mais il y a cette différence entre les deux mandataires, que l'action de l'*official assignee* est permanente et dure jusqu'à la fin des opérations

de la faillite, nonobstant la nomination des syndics choisis par les créanciers. Lorsque ceux-ci sont nommés, l'*official assignee* agit concurremment avec eux.

A la première séance publique fixée par la Cour, après la déclaration de la faillite, ou à telle séance spécialement désignée, il sera procédé au choix et à la nomination des syndics (*chosen assignees*) de la propriété et des biens du failli. Pourront voter pour la nomination tous créanciers qui auront prouvé leur droit et dont la créance s'élèvera à dix livres sterling (250 fr.) et au-dessus. — La nomination se fait à la majorité *en valeur* (*in value*) des créanciers votants, dont les créances représentent plus de la moitié du passif de la faillite.

La Cour a le droit de rejeter tel syndic choisi qui ne lui paraîtra pas capable, ou d'en révoquer tel autre; et il sera pourvu immédiatement et de la même manière au remplacement du syndic non agréé ou révoqué.

La Cour a une pleine et absolue juridiction sur les syndics; elle peut, chaque fois qu'elle le juge convenable, les faire comparaître devant elle; elle peut exiger d'eux la production de tous livres, papiers, actes, écritures et autres documents relatifs à la faillite qu'ils ont en leur possession, et leur enjoindre de payer et remettre à l'*official assignee* toutes sommes d'argent, livres, papiers, actes, écritures et pièces qui peuvent être venus entre leurs mains en leur qualité d'*assignees*.

Le nombre des *chosen assignees* n'est point limité: la Cour le détermine.

Ils ne peuvent s'adjoindre un comptable pour l'accomplissement de leur tâche, à moins que, cette adjonction étant démontrée nécessaire, la Cour ne leur donne à cet effet son autorisation.

Enfin, les *chosen assignees* ont le droit de nommer à la majorité le *solicitor* (*avoué*) de la faillite, et de le révoquer.

En France, le Tribunal de commerce nomme les syndics soit provisoires, soit définitifs; par conséquent, nul n'a intérêt à contester à ces fonctionnaires la légitimité de leur inves-

titure, et à se servir d'un tel moyen pour attaquer la légalité de leur action, et la validité de leurs actes.

Dans le droit anglais, les *assignees* sont choisis et nommés par les créanciers; ils ne sont que reçus, qu'agréés par la Cour, qui ne leur demande d'autre titre officiel et suffisant que le certificat de leur nomination.

Or, la faillite peut être relevée par suite de l'annulation du jugement qui l'avait déclarée; et cette annulation peut être fondée sur le fait que l'une au moins des trois conditions, dont le concours est nécessaire pour servir de base et de justification à toute sentence qui déclare en faillite un commerçant, fait défaut à la demande.

Donc, toute personne poursuivie par les *assignees* en leur qualité a le droit de contester cette qualité même, et de les obliger à prouver non-seulement qu'ils ont été nommés régulièrement par les créanciers, mais que la faillite, source première de leur droit et de leurs pouvoirs, est un fait judiciairement et irrévocablement accompli.

Ce droit de contester le titre des *assignees* est une conséquence logique du mode de leur investiture, et il eût été contraire à l'esprit du droit anglais de ne le point admettre.

Il a donc été consacré.—Mais les plus graves abus pouvaient s'en prévaloir pour éterniser et rendre parfois impossible la solution de différends qui intéressaient au plus haut degré la faillite et la liquidation.

Aussi, l'acte de parlement a-t-il, tout en le reconnaissant, réglementé l'exercice de ce droit, en limitant ses exigences et sa durée.

Partant, il est établi par l'art. 233 que le failli a vingt et un jours, s'il réside dans le Royaume Uni à la date du jugement déclaratif, trois mois si à cette même date il est dans une partie quelconque de l'Europe, et douze mois si, lors du jugement, il est partout ailleurs qu'en Europe, pour contester la légitimité de la demande en déclaration de faillite, et en poursuivre l'annulation. Chacun de ces délais aura pour point de

départ l'avis de la faillite publié dans la *Gazette de Londres*. Si, avant l'expiration de ces délais, le failli n'a engagé aucune instance pour s'opposer à l'exécution du jugement déclaratif et le faire mettre à néant, le numéro de la *Gazette* qui a publié et qui contient l'avis de la faillite sera considéré comme un témoignage concluant et inattaquable, aussi bien contre le failli que contre les débiteurs de celui-ci que les *assignees* auraient à poursuivre.

L'art. 234 ajoute que, dans toute instance engagée ou soutenue par les *assignees* aux lieu et place du failli, lorsque la partie adverse demandera la preuve soit de la dette du créancier qui a poursuivi la déclaration de la faillite, soit du *trading*, soit de l'*act of bankruptcy*, le bénéfice de ce droit ne lui sera accordé par la Cour que si, avant tout autre moyen, elle a fait notifier par écrit aux *assignees* qu'elle a l'intention de contester telle de ces conditions essentielles à l'existence légale de la faillite.

Si les *assignees* prouvent que le fait contesté est au contraire établi et constant, le juge pourra leur accorder un certificat constatant la preuve et l'admission de ce fait.

Dans tous les cas, le titre des *assignees* est considéré comme parfaitement régulier, à moins qu'il ne soit l'objet d'une dénégation spéciale et expresse de la part de la personne qui a intérêt à contester.

CHAPITRE V.

DES FONCTIONS DES SYNDICS. — OFFICE, RIGHTS AND DUTIES OF ASSIGNEES (FONCTIONS, DROITS ET DEVOIRS DES SYNDICS).

La fonction des *assignees*, comme on le verra ci-après, a un caractère exclusivement administratif; les *assignees* ne décident aucune question, ne vérifient, n'admettent, ni ne rejettent aucune créance. — Ils sont *administrateurs-liquidateurs* de la faillite, rien de plus.

Leur premier devoir est de s'assurer de la validité de la faillite, afin de ne pas procéder sur un fait fanssement qualifié, et qui ne saurait servir de base sérieuse à l'utilité de leur administration.

S'ils démontrent que les conditions caractéristiques et essentielles de la faillite (*bankruptcy*) font défaut, ils peuvent demander qu'il soit sursis à toute poursuite de la procédure. Dans tous les cas, le créancier demandeur devra leur procurer tous les renseignements possibles pour éclairer et fixer leur opinion.

Si la déclaration de faillite est inattaquable, les syndics doivent s'occuper de vendre la propriété du failli, et cette vente immédiate sera poursuivie sur la demande d'un créancier.

Les syndics ne peuvent se rendre acquéreurs des choses vendues; le caractère de leurs fonctions s'y oppose: cependant, en des circonstances exceptionnelles, ils peuvent, avec l'autorisation de la Cour, acquérir les objets qu'ils ont mission de vendre.

Quand une vente est intervenue entre les *assignees* et un acheteur, et que le failli ne conteste pas la validité de la vente, ou qu'elle a été validée en justice, la Cour peut, à la requête soit des *assignees*, soit de l'acheteur, ordonner au failli de sanctionner, dans un délai déterminé, le transport accompli de telle partie de sa propriété; faute par lui de s'exécuter dans le temps fixé par la Cour, il sera déchu de tout droit de contester la validité du transport.

Cette mesure révèle le droit maintenu au failli de surveiller, en ce qui touche la disposition de ses biens, l'administration des *assignees*. Il aura donc le droit de s'opposer à telle aliénation de sa propriété qui lui semblerait onéreuse, et la Cour prononcera sur la contestation.

Mais les tiers acquéreurs devaient être garantis dans la sécurité future de leur acquisition, et l'art. 148, que nous venons de résumer, assure cette sécurité.

Si l'intérêt des créanciers exige que le commerce du failli

ne soit pas interrompu, les *assignees* demanderont à la Cour de maintenir le failli à la tête de ses affaires, sous leur surveillance, et comme employé de ses créanciers. Dans ce cas, la Cour fixe la rétribution allouée au failli pour ses services.

Le failli a droit également à un salaire si les *assignees* emploient son travail et son temps au service de la liquidation.

Du jour de leur nomination, les *chosen assignees* sont investis de tous les biens, meubles et immeubles, présents et futurs, du failli, quels qu'ils soient, à quelque titre qu'ils lui arrivent, jusqu'au moment où il obtient son certificat.

Cependant, la jurisprudence constante assure au failli le produit de son travail *personnel*. Mais si ce travail employait le concours d'autres personnes et constituait un commerce ou une entreprise, il cesserait d'être personnel et de jouir de l'exception généreuse de la loi.

Les *assignees* reçoivent les lettres adressées au failli ; ils lui restituent celles qui ne concernent point les intérêts de la faillite.

Tout engagement, sous quelque forme que ce soit, de sa propriété, contracté par le failli sous condition, ou avec réserve de rachat ultérieur, peut être réalisé par les *assignees* avant le temps de l'accomplissement de la condition, et ils disposeront de la propriété au bénéfice des créanciers.

Toute convention du failli ayant pour objet l'acquisition d'une propriété sera tenue ou répudiée par les *assignees*. Toutefois, s'ils ne se prononçaient pas spontanément, le vendeur aurait le droit d'exiger qu'ils se prononcent, et la Cour, saisie par lui de la question, pourrait contraindre les *assignees* à remettre au vendeur et l'accord consenti par le failli, et la possession de la propriété.

Les *assignees*, après avoir obtenu l'autorisation *nécessaire* de la Cour, peuvent instituer telles poursuites, ou continuer celles que le failli lui-même aurait engagées, pour le recouvrement des dettes actives de la faillite ; ils peuvent, sous la même condition, défendre aux actions dirigées contre le

failli. Dans ce cas, les frais judiciaires sont prélevés sur l'actif. Avec l'autorisation de la Cour, et du consentement de tel nombre de créanciers déterminé par elle, ils peuvent transiger avec tels débiteurs, donner du temps, accepter caution, et COMPROMETTRE, sur telle difficulté survenue entre eux et des tiers, à raison de comptes avec le failli ou de questions intéressant les biens et effets de celui-ci.

La loi française permet aux syndics de transiger, mais elle leur interdit absolument le droit de compromettre.

Il peut arriver que postérieurement aux actes d'administration des *assignees* qui auraient eu pour objet de faire rentrer à l'actif de la faillite, par jugement ou autrement, telles propriétés, telles dettes, dont décharge aurait été donnée par eux à qui de droit, survienne, dans le délai légal, une décision de la Cour qui annule la sentence déclarative de la faillite, et infirme par conséquent tous les actes auxquels elle aura servi de base. — Dans cette conjoncture, toute décharge donnée par les syndics au débiteur contraint de s'exécuter par jugement, le protégera contre toute recherche ultérieure du failli restitué ou de ses ayants droit. Il en sera de même des débiteurs qui, de bonne foi, se seront libérés spontanément entre les mains des *assignees*, pourvu qu'au moment où ils s'exécutaient ils n'aient eu aucune connaissance de la procédure engagée pour contester ou faire annuler le jugement déclaratif de la faillite.

D'où le principe, inscrit dans la loi même, que tout débiteur de la faillite poursuivi par les syndics, avant l'expiration du délai accordé au failli pour se pourvoir contre le jugement déclaratif, est autorisé, après avis signifié à ceux-ci, à réaliser le paiement à la Cour saisie de l'action, et toute procédure sera suspendue jusqu'à ce que le délai légal laissé au failli soit expiré. Ce temps passé, sans opposition du failli au jugement déclaratif, la somme due sera versée hors Cour aux mains des syndics, sauf décision contraire de justice. Un tel paiement assurera au débiteur libéré une pleine et absolue sécurité contre toute poursuite ultérieure du failli.

La mort ou la retraite d'un *assignee*, et son remplacement par un autre, ne changent rien à la situation jusque-là acquise soit au failli, soit à la faillite. — L'administration de ces intérêts, devant la justice ou ailleurs, continue avec le nouveau syndic suivant les errements antérieurs. S'il s'agit d'une instance à continuer, la seule modification apportée par la Cour à la procédure portera sur la substitution du nom du nouvel *assignee* au nom de celui qu'il remplace.

D'après le droit anglais, la propriété personnelle n'a pas de patrie : par conséquent la propriété du failli à l'étranger passe aux *assignees*, comme sa propriété en Angleterre et dans les colonies britanniques, à moins que la loi du pays où elle se trouve ne s'y oppose.

Tout accord qui transporte au failli un bien-fonds (*land*) sous condition d'une rente annuelle perpétuelle, à titre soit de propriété, soit de bail, peut être accepté par les *assignees* au profit des créanciers, ou répudié.

Dans le premier cas, le failli n'est plus tenu de payer la rente à partir du jour où est présentée la demande en déclaration de faillite ; il est libéré de tous ses engagements à cet égard. — Dans le second cas, c'est-à-dire s'il y a répudiation par les *assignees*, le failli se déchargera de toute responsabilité et sera libre de tout engagement, si, dans les quatorze jours de l'avis par lui reçu de la répudiation, il rend l'accord à la personne qui a droit à la rente et qui avait consenti soit le transfert, soit le bail.

A défaut d'option par les *assignees*, l'ayant droit à l'exécution de l'accord ou du bail pourra se pourvoir devant la Cour qui obligera les *assignees* à se prononcer, et, en cas de répudiation, à remettre le propriétaire en possession de sa chose.

Le failli étant dessaisi de l'exercice de tous ses droits en ce qui touche sa propriété, il était logique de ne point lui maintenir l'administration de la propriété d'autrui, à titre de fidéicommis (*trust*) ; c'est ce que l'acte de parlement a prévu et décrété dans l'art. 130. — Le lord chancelier, saisi du fait de la

faillite du *trustee* (*fidéicommissaire*), lui nommera un successeur auquel les *assignees* remettront tous les titres, sommes, rentes, valeurs, dividendes, propriétés de l'ayant droit.

Telles sont les fonctions des *assignees*; tels leurs droits et leurs devoirs.

Ils n'ont pas, comme dans la loi française, à s'occuper du bilan; c'est la Cour qui se charge de ce soin; c'est elle aussi qui pourvoit à tout ce qui intéresse la personne et la liberté du failli; elle lui accorde, s'il y a lieu, des secours alimentaires; mais les *assignees* ne sont point consultés, et la Cour agit directement.

D'ailleurs, réduites aux actes d'administration, les fonctions des syndics dans le droit français et celles des *assignees* dans le droit anglais, ont la plus grande analogie, et leurs droits et leurs devoirs sont identiques.

Les actes conservatoires sont remis à leur prudente sollicitude pour les intérêts de la faillite; et nous avons vu que si ces actes étaient urgents et devaient être accomplis avant la nomination des *chosen assignees* par les créanciers, l'*official assignee* avait le droit et l'obligation d'y pourvoir.

La loi anglaise ne prescrit aucune forme, aucune procédure particulière pour la vente des biens et effets du failli. Cette vente aura lieu par les soins du *solicitor* de la faillite, autorisé par les *assignees*, qui sont *forcés* de vendre.

Quant à la vente, à ses conditions, aux sécurités dont elle doit être entourée, la loi laisse aux *assignees* la discrétion la plus large, sauf leur responsabilité vis-à-vis de qui de droit, s'ils ont excédé leurs pouvoirs ou abusé de leur mandat.

DE LA VÉRIFICATION DES CRÉANCES. — PROOF OF DEBTS.
(PREUVE DES DETTES.)

La vérification des créances, ou la *preuve des dettes* (*proof of debts*), comme dit le droit anglais, n'appartient pas aux syndics, aux *assignees*; c'est la Cour qui procède à ce sérieux examen, considéré comme un acte d'administration judiciaire, et non pas de liquidation.

Après le jugement déclaratif de la faillite, les créanciers du failli sont convoqués aux séances fixées par la Cour, afin de prouver l'existence et la légitimité de leurs créances. A cet effet, un avis est publié pendant dix jours dans la *Gazette de Londres*.

Tout créancier est admis sous serment à faire la preuve de sa qualité et de son titre. Si le créancier est une société, l'*agent* ou représentant de cette société, après avoir justifié son serment de son mandat, est reçu à faire la même preuve. La Cour a le droit d'examiner verbalement, ou sur interrogatoire par écrit, toute personne pouvant procurer des renseignements sur l'objet de l'enquête.

La Cour prononce sur l'admission ou le rejet de la créance; et comme elle a une juridiction non-seulement légale (*legal*), mais d'équité (*equitable*), elle peut examiner la demande du créancier, nonobstant tout verdict ou jugement contraires.

Si un créancier ne peut immédiatement établir son droit, la Cour, admettant qu'il pourra ultérieurement l'établir, peut l'autoriser à présenter un *claim* (réclamation), afin de ménager son droit aux dividendes. Tel serait le cas d'un porteur de police d'assurance contre la faillite de l'assureur. — Admis à présenter un *claim*, il pourra, si un sinistre assure son droit, faire valoir ultérieurement sa créance.

Le créancier qui a engagé une instance contre le failli pour

une dette contractée antérieurement à la faillite et qui pourrait être prouvée devant la Cour, ne pourra demander à faire la preuve, conformément à la loi sur les faillites, s'il n'abandonne préalablement ses poursuites, sans préjudice de l'exercice de son droit contre tout coobligé du failli. — Toutefois, si la dette de ce créancier est prouvée ou réservée par le moyen d'un *claim*, et que le jugement déclaratif soit ensuite renversé, il rentrera dans la plénitude de son droit, comme s'il n'y avait pas eu désistement des poursuites commencées.

La caution du failli qui paye le créancier qu'elle avait garanti, peut se présenter aux lieu et place de ce dernier pour prouver sa créance. Mais elle ne sera admise qu'à la condition de n'avoir eu connaissance d'aucun *act of bankruptcy* du failli, au moment où elle engageait sa garantie.

Toute dette, pour être admise à la preuve, doit être *provable*, c'est-à-dire susceptible d'être prouvée. — Or, toute dette qui n'a pas une cause légitime ne peut être établie en justice.

N'est pas admise au bénéfice de la preuve la créance dont l'origine est postérieure à la demande en déclaration de faillite, ou à l'*act of bankruptcy* servant de base à la demande, si le créancier avait connaissance de cet acte du failli.

La preuve exigée par la Cour n'a pas seulement pour but d'établir l'existence légitime de la créance, mais encore de déterminer dans quelle proportion elle sera admise à prendre part aux dividendes.

Participent aux dividendes sur la base de leur créance intégrale, les créanciers dont le droit est antérieur à la faillite, et ceux qui ont de bonne foi contracté avec le failli avant la déclaration.

Le même droit est acquis aux personnes qui de bonne foi ont garanti le failli auprès de ces créanciers, et qui, en désintéressant ces derniers, sont devenues substituées à leurs droits.

Les emprunteurs à la grosse, les porteurs d'une police d'assurance dont les droits éventuels sont réservés par un *claim*,

quand ils auront prouvé leur créance; les créanciers de rentes annuelles (*annuities*); les créanciers dont le titre contingent n'était pas encore assuré par l'événement conditionnel au moment de la demande en déclaration, mais que la Cour admettra à prouver la créance, soit avant, soit après l'événement, partageront aux dividendes, en proportion du montant intégral de leurs créances.

Mais l'art. 172 n'admet que pour partie de sa créance un partage des dividendes le créancier d'un failli qui lui a avancé des fonds sur effets ou valeurs négociables dont l'échéance est postérieure à l'*act of bankruptcy* commis par le failli. Ce créancier pourra prouver immédiatement la légitimité de sa créance, et venir en concours avec les autres créanciers pour le montant de ce qui lui est dû, mais déduction faite de 5 pour cent par an, à partir de sa déclaration de dividende jusqu'au jour de l'échéance convenue.

La loi anglaise, comme la nôtre, admet des créanciers privilégiés qu'elle traite avec une faveur exceptionnelle.

De ce nombre sont :

1° La Couronne, pour les taxes publiques auxquelles était assujetti le failli à partir du 5 avril après la faillite, pour un temps n'excédant pas une année.

2° Les sociétés dites *friendly societies* (sociétés de secours mutuels), pour toutes sommes qui leur seraient dues par tel de leurs employés déclaré en faillite.

Les *saving banks* (caisses d'épargne), dans les mêmes circonstances.

Ce privilège en faveur des *friendly societies* et des *saving banks*, s'explique par le caractère d'utilité publique de ces institutions, aussi bien que par la nature et l'origine de la créance.

3° Les commis et employés du failli, pour leurs gages ou salaires. La Cour, après preuve établie de leur droit, leur alloue par privilège trois mois de leurs gages ou salaires, mais

jusqu'à concurrence seulement de 30 livres sterling (750 fr.).

4° L'ouvrier, pour son salaire, jusqu'à concurrence seulement de 40 schellings (50 fr.).

5° L'apprenti du failli, pour les sommes qui lui auraient été versées à raison de l'apprentissage, la faillite mettant fin au contrat intervenu entre le failli et l'apprenti ou ses représentants.

La Cour tient compte des services rendus et des dépenses faites par l'apprenti, dans la fixation de la somme qu'elle alloue à ce dernier sur l'actif de la faillite.

Toutes ces créances seront payées intégralement et par priorité sur l'actif de la faillite.

CHAPITRE VI.

DU CONCORDAT ET DE L'UNION.

Ces deux termes et l'institution que chacun d'eux exprime sont inconnus dans le droit anglais. — La loi sur les faillites s'est proposé deux fins : 1^o désintéresser, dans la plus large mesure possible, les créanciers du failli, au moyen de la réalisation et du partage de l'actif de ce dernier ; — 2^o procurer au failli pour l'avenir la sécurité de sa personne et de ses biens.

Les créanciers, toutefois, peuvent bien traiter avec le failli ; mais jamais ces traités n'ont le caractère qui distingue le concordat ; jamais ils ne produisent ses effets ; jamais surtout le failli n'y trouve une situation aussi avantageuse que celle que lui ménage, s'il n'est que malheureux, la loi française. Nous examinerons ces traités autorisés par la loi, surveillés par la Cour dans leur exécution, et qui produisent quelques-unes des conséquences légales du concordat, en ce sens que chaque traité exige une certaine majorité en nombre de créanciers,

majorité dont la volonté fait loi pour la minorité résistante, et protège le débiteur contre toute action hostile de celle-ci.

Section première.

DE LA CONVOCATION ET DE L'ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS.
(CALLING AND MEETING OF CREDITORS.)

Quand l'actif du failli est réalisé par les *assignees* et que la situation matérielle de la faillite est désormais liquidée, la Cour fixe une séance publique, après la séance indiquée pour le dernier examen du failli; avis de cette séance est donné pendant dix jours consécutifs dans la *Gazette de Londres*, et la Cour, en présence des créanciers, y entendra le rapport des *assignees* et recevra leurs comptes. A chaque séance nécessaire à cet effet, les *assignees* produisent sous serment un état écrit de l'argent qu'ils ont respectivement reçu, avec indication de l'époque à laquelle il a été reçu, de son origine, et de l'emploi qui en a été fait.

La Cour examinera chaque rapport, chaque état, comparera les recettes avec les paiements, constatera les balances qui ont de temps en temps existé aux mains des *assignees* respectivement; et, si elle le juge convenable, elle pourra questionner sous serment ces derniers sur la sincérité des comptes.

Quant aux sommes non employées, et qu'il importe aux créanciers de ne pas laisser improductives ou *pareseuses* (*idle*), comme dit le texte anglais, elles seront affectées à l'acquisition de bons de l'Échiquier (*Exchequer bills*). La Cour indique le moment où cette opération doit avoir lieu aussi bien que la personne avec laquelle les *assignees* auront à traiter; elle fixe ultérieurement l'époque où il est utile de vendre soit pour racheter, soit pour opérer le partage définitif entre les créanciers.

Après l'examen et la réception des comptes des *assignees*,

la Cour fixe une séance dont avis est donné pendant vingt et un jours dans la *Gazette de Londres*, et à laquelle sera déterminé le premier dividende à distribuer aux créanciers.

Section II.

DU CONCORDAT.

§ 1^{er}. De la formation du concordat.

Comme nous l'avons dit, la loi anglaise ne reconnaît pas l'institution du concordat. Cependant elle admet entre le failli et ses créanciers certains traités qui, sans avoir les caractères et la portée du concordat, ont avec lui quelques analogies.

En premier lieu se présente ce que le droit anglais appelle *the composition* (la composition), ce qu'il faut traduire par *transaction, arrangement à l'amiable* entre les parties intéressées.

Aux termes de l'art. 230, le failli, à quelque époque que ce soit après son dernier examen, peut réunir ses créanciers, sur un avertissement préalable publié vingt et un jours dans la *Gazette de Londres*; dans cette réunion, le failli ou ses amis font les offres de *composition* qu'ils jugent convenables : si les neuf dixièmes des créanciers, représentant ensemble les neuf dixièmes du montant des créances, consentent et acceptent, il sera convoqué une autre réunion dans la même forme que la première ; si, dans cette seconde réunion, les offres de composition sont acceptées par les neuf dixièmes des créanciers en nombre, représentant les neuf dixièmes de l'ensemble des créances, la Cour pourra, sur la preuve faite par écrit de l'acceptation des créanciers, et après paiement de telle somme déterminée par elle, annuler le jugement déclaratif de faillite, et tout créancier du failli sera obligé d'accepter la *composition* convenue et sanctionnée par la Cour.

Nc pourra voter dans ces assemblées le créancier dont la dette sera au-dessous de 20 livres sterling (500 fr.) Il ne sera pas compté en nombre, mais sa dette sera comptée comme valeur; et tout créancier au montant de 50 liv. sterling et au-dessus, résidant hors l'Angleterre, recevra personnellement avis de la réunion de créanciers, à l'effet de se prononcer sur l'offre de composition, dans un délai qui lui permette de voter soit par lui-même, soit par un fondé de pouvoirs.

Le failli déclarera sous serment qu'il n'a fait avec aucun de ses créanciers ni transaction, ni accord particulier, de nature à obtenir son assentiment; et s'il est prouvé contre l'un d'eux qu'il n'a consenti à la composition que moyennant des avantages extraordinaires, il perdra tout droit à ces avantages et au bénéfice de la composition, et sa créance deviendra caduque (*forfeited*).

ARRANGEMENTS UNDER CONTROL OF THE COURT OF BANKRUPTCY.
(ARRANGEMENTS SOUS LE CONTRÔLE DE LA COUR DES FAILLITES.)

C'est là une convention dérogatoire à la procédure ordinaire en matière de faillite, et qui a pour avantage d'épargner au failli la publicité compromettante, les lenteurs et les frais de cette procédure.

Tout commerçant devenu incapable de satisfaire à ses engagements avec ses créanciers, et désireux de leur soumettre l'état de ses affaires, sous la surveillance et le contrôle de la Cour des faillites, et d'accepter à cet effet la juridiction spéciale de cette Cour, présentera à la Cour une demande (*petition*) exposant la cause vraie de l'impossibilité où il se trouve de payer, et invoquant protection pour sa personne et sa propriété contre tout procès jusqu'à nouvel ordre (*until further order*); la Cour, sur cette demande, pourra accorder la protection invoquée; et si le demandeur est en prison pour dettes, elle pourra ordonner son élargissement immédiat, ab-

solument ou sous condition, et recevra caution de sa présence aux séances ultérieurement indiquées. Cette mise en liberté ne devra en rien affecter les droits du créancier incarcérateur, qui demeureront entiers, sauf la faculté de mettre en prison le débiteur, tant que durera la protection de la Cour.

Toutefois, la mise en liberté du débiteur ne pourra être accordée, si la dette pour laquelle il est emprisonné a pour cause une fraude ou un abus de confiance, un délit, une condamnation pour résistance aux lois sur l'impôt, une condamnation pour violation de promesse de mariage, séduction, conversation criminelle, libelle, diffamation, voies de fait, arrestation illégale, violation de propriété, demande frauduleuse de déclaration de faillite.

Ces faits emportent avec eux un caractère de gravité qui a semblé au législateur ne pouvoir réserver à celui qui s'en est rendu coupable aucune des faveurs ménagées au commerçant loyal, à l'honnêteté malheureuse.

Aussitôt après la décision de la Cour qui accordera au demandeur sa protection, le juge fixera une séance particulière à tel jour et à tel lieu convenus, et il désignera un *official assignée* pour agir dans la situation exposée en la demande.

Selon les circonstances, la Cour pourra ordonner que la possession de la propriété du débiteur, en totalité ou en partie, passe à l'*official assignée*, ou soit saisie par le *messenger* de la Cour.

Si le débiteur est dessaisi de la possession de sa propriété, il sera procédé, comme mesure conservatoire, de la même façon que dans les faillites ordinaires.

La Cour a le droit d'examiner, interroger sous serment le débiteur, les témoins produits par lui, les créanciers, et d'ajourner la séance en en donnant avis, par la poste, à chaque créancier au moins quatorze jours avant la réunion.

Dix jours avant la séance particulière fixée par la Cour, le commerçant demandeur devra présenter à la Cour un état complet et exact de ses dettes, avec indication de leur ori-

gine, les noms, adresses et professions des créanciers ; un état complet et exact de tout ce qu'il possède en propriété, de ce qui lui est dû, de ce qu'il peut espérer, de ce qu'il possède à titre de dépôt ou de fidéicommis ; et il terminera en faisant la proposition qu'il est capable de réaliser dans l'avenir au bénéfice de ses créanciers. — Copie de ces comptes et états sera remise à l'*official assignee*.

A la première séance qui suivra, les créanciers auront à prouver leurs créances suivant le mode adopté en matière de faillite ; le débiteur, présent à la séance, affirmera par serment la sincérité de ses comptes, et répondra aux questions que la Cour pourra lui adresser à cet égard.

Si, à cette séance ou à telle autre qui suivra, les trois cinquièmes des créanciers en nombre, représentant les trois cinquièmes du montant intégral des créances (chaque créancier justifiant d'une créance d'au moins 10 livres sterling (250 fr.), consentent à la proposition du demandeur, une seconde séance sera indiquée dans un délai de quatorze jours au moins, et avis en sera donné à tout créancier non présent à la première, et non représenté. Cet avis devra être notifié sept jours au moins avant la séance.

A cette seconde séance, les créanciers peuvent prouver leur créance, et si les trois cinquièmes en nombre, représentant les trois cinquièmes de la masse du passif, acceptent la proposition du débiteur, produite à la première séance, les termes de cette proposition seront rédigés par écrit, et l'acte sera signé par les créanciers. La Cour entendra sur la proposition toutes les observations pour ou contre que jugeront à propos de lui soumettre les créanciers ou leurs fondés de pouvoirs, et elle confirmera ou rejettera l'accord intervenu. Si la Cour confirme, elle fait consigner l'acte dans ses registres, et délivre au débiteur un certificat constatant la confirmation de l'acte, avec la mention sur le dos du certificat de la protection acquise au porteur. Cet *arrangement* liera tous les créanciers dûment avisés de se présenter aux séances où il aura été délibéré et signé.

ARRANGEMENT BY DEED OR MEMORANDUM (ARRANGEMENT PAR ACTE SOUS SEING PRIVÉ OU MEMORANDUM).

Enfin, il est un dernier mode, pour le commerçant forcé de suspendre ses paiements, de liquider sa situation et de se libérer de toute poursuite ultérieure de la part de ses créanciers.

Il peut prendre l'initiative d'un arrangement par acte sous seing privé (*deed or memorandum*) où il fait à ses créanciers les propositions qu'il juge convenables.

Tous créanciers pour une somme de 10 liv. sterling (250 fr.) au moins sont admis à voter et à signer la proposition qui doit réunir l'adhésion des *six septièmes* au moins des créanciers en nombre, représentant la même proportion dans le passif intégral du débiteur.

Un tel acte, une fois signé, ne pourra être attaqué pour cause d'un *act of bankruptcy* commis par le débiteur soit avant, soit après sa signature par les parties.

Dans ce genre d'arrangement, les créanciers nomment un commissaire (*trustee*) ou un *inspecteur* qui représentent la majorité. Ce *trustee* ou cet *inspecteur*, et s'il n'en a pas été désigné, deux des créanciers, s'étant assurés et pouvant affirmer que les *six septièmes* des créanciers en nombre, représentant les *six septièmes* du montant des créances, ont signé le *deed* ou *memorandum*, certifieront par écrit ces circonstances à la Cour des faillites, et leur certificat sera enregistré par le greffier (*registrar*). Ce certificat enregistré fera foi de sa teneur devant toutes les Cours de droit commun et d'équité.

Ce document devra contenir un état exact des dettes du commerçant, avec désignation des noms, demeures et professions de ses créanciers, le tout affirmé sous serment par le débiteur.

§ I. *Des effets du concordat.* (*Consequences of composition, arrangements under control of the Court, and of arrangements by deed.*)

La *composition* après faillite (*composition after bankruptcy*) a pour effet de lier la minorité à l'exécution de la convention intervenue entre le failli et la majorité de ses créanciers ; les prescriptions de la loi ayant d'ailleurs été scrupuleusement observées. — Le failli exécutera la convention en payant la somme déterminée par la Cour, et, sur la justification de ce paiement, la Cour, comme il a été dit, rendra une sentence qui annulera le jugement déclaratif de faillite, et déclarera la personne et les biens du failli libérés à l'avenir de toutes poursuites de ses créanciers antérieurs.

L'*arrangement sous le contrôle de la Cour* (*arrangement under control of the Court*), confirmé par la Cour, donne pour effet au certificat de protection délivré au commerçant débiteur, de l'affranchir de toute poursuite et de toute exécution sur sa personne et sur ses biens de la part de ses créanciers dont le titre est antérieur à sa demande.

L'*official assignee* nommé par la Cour, et investi par elle de la propriété du commerçant débiteur, aura les mêmes droits, exercera les mêmes pouvoirs qu'en cas de faillite.

Tous les six mois et plus souvent, si la Cour le juge à propos, ce fonctionnaire présentera sous serment à la Cour un compte complet et sincère des fonds, propriétés et effets du commerçant qui seront entre ses mains. La Cour examinera le compte, certifiera le résultat de son examen, et, s'il y a lieu, ordonnera le paiement aux créanciers du dividende convenu, et l'allocation à l'*official assignee* des honoraires dus à ses services.

Toute difficulté qui surgira à l'occasion de l'exécution de l'*arrangement* sera soumise par la Cour aux créanciers réunis spécialement à ce sujet ; et toute résolution de la majorité lé-

gale pour confirmer, modifier, ou annuler en tout ou en partie la première convention, sera aussi valable que celle qui avait déterminé l'arrangement originel. Toutefois, si un tiers en nombre des créanciers, représentant un tiers de la totalité des créances, n'assiste pas à cette séance, la dernière résolution prise ne sera valable que si elle est confirmée par la Cour.

Dès que le commerçant aura exécuté l'accord, et que ses créanciers auront été désintéressés aux termes et conditions de l'arrangement, la Cour lui délivrera un certificat sous le sceau (*under seal*) constatant l'exécution de l'arrangement, et ce certificat aura le même effet et confèrera au commerçant bénéficiaire les mêmes avantages que le *certificat de conformité* (*certificate of conformity*) accordé au failli.

L'arrangement sous seing privé (*by deed or memorandum*) exécuté par le commerçant lui assure les avantages prévus et stipulés dans l'acte lui-même.

Le débiteur profitera donc des clauses favorables spécifiées en l'acte, en ce qui touche sa libération conditionnelle vis-à-vis de tous ses créanciers.

Les parties ont une pleine et entière liberté pour délibérer et arrêter, en observant les formes légales, les conditions de leur accord. Cependant il a été jugé qu'un arrangement *by deed* qui ne comporte pas la distribution de toute la propriété (*entire estate*) du débiteur entre tous ses créanciers (*among whole of his creditors*), comme en cas de faillite, n'est pas légal et ne peut produire aucun effet.

Dans tous les cas d'arrangements, quelle qu'en soit la nature, les créanciers conservent leurs droits contre les cautions ou les coobligés du failli, à moins qu'ils n'y aient expressément et formellement renoncé.

§ III. *De l'annulation ou de la résolution du concordat.*
(*Of rescinding or annulling arrangement.*)

La *composition* est un accord intervenu entre le failli après sa faillite avec ses créanciers. Elle a pour base des conditions dont l'inobservation par le failli entraîne à son préjudice la résolution et l'annulation du contrat.

L'annulation du jugement déclaratif de faillite est la sanction donnée par la Cour à l'exécution des obligations du failli. Si donc, postérieurement, il était démontré à la Cour par un créancier que le failli relevé n'a pas rempli vis-à-vis de lui les obligations de la composition, ce créancier serait maintenu dans tous les droits ouverts par le jugement déclaratif de faillite contre le failli.

Le certificat accordé par la Cour au commerçant qui a obtenu et exécuté un arrangement *under control of the Court*, le met à l'abri de toute action ou poursuite de ses créanciers. Cependant ce certificat, comme l'arrangement qu'il constate, n'a aucun effet, et ne libère pas le débiteur vis-à-vis des créanciers dont le titre est une condamnation prononcée contre le débiteur pour une des causes ci-après : abus de confiance, violation des lois sur l'impôt, inexécution de promesse de mariage, séduction, conversation criminelle, libelle, diffamation, voies de fait, arrestation illégale, violation de propriété, demande frauduleuse de déclaration de faillite. Pour ces créanciers, l'arrangement et le certificat qui a suivi l'exécution sont comme s'ils n'existaient pas.

Si, postérieurement à la délivrance du certificat, il est démontré à la Cour quel'état soit de son actif, soit de son passif présenté sous serment en justice par le commerçant demandeur, était entaché de fraude, et n'exprimait pas sincèrement son exacte situation ; ou bien, que dans une intention frauduleuse il a, dans les trois mois qui ont précédé sa demande, grevé, transféré ou aliéné contrairement à la loi telle partie

de ses biens, la Cour pourra annuler l'arrangement et le certificat, et déclarer le commerçant convaincu de ces faits en état de faillite.

L'arrangement *by deed or memorandum* n'aura aucun effet contre le créancier qui ne l'a pas signé, pendant un délai qui n'excédera pas trois mois, à dater du jour où ce créancier aura reçu du débiteur avis (*notice*) de la suspension de ses paiements et de l'acte d'arrangement; à moins que, dans ce temps, le commerçant débiteur n'ait demandé et obtenu de la Cour un certificat déclarant et constatant que l'acte d'arrangement a été dûment signé par la majorité légale des créanciers.

Si le commerçant, après avoir reçu de la Cour son certificat libératoire, est convaincu d'avoir frauduleusement altéré la vérité dans l'état par lui dressé et affirmé de son actif ou de son passif, la Cour prononcera la nullité du certificat et de l'acte d'arrangement. Mais, dans ce cas, la Cour ne prononce pas d'office en état de faillite, comme lorsqu'il s'agit de fraude en matière d'arrangement *sous son contrôle*, le débiteur convaincu d'infidélité : à son égard, il y aura à suivre la procédure ordinaire, et la Cour ne prononcera la déclaration de faillite que si les circonstances dont le concours est exigé par la loi l'y autorisent.

Section III.

DE LA CLOTURE EN CAS D'INSUFFISANCE DE L'ACTIF.

La loi anglaise n'a pas prévu ce cas, et elle ne devait pas le prévoir, puisque l'état que nous appelons *union* est la condition normale des créanciers dans toute faillite.

Quand il n'y a pas d'actif suffisant, l'*official assignee* ou les *chosen assignees* le déclarent; et cette déclaration n'a d'autre

effet que de rendre inutile la procédure relative au partage des dividendes.

Le créancier poursuivant supportera les frais de la poursuite jusqu'à la nomination des *chosen assignees*. A partir du jour où ces derniers ont été nommés, les frais que ne pourrait couvrir un actif insuffisant seraient à la charge du public et payés sur un état soumis à la ratification du Parlement.

Section IV.

DE L'UNION DES CRÉANCIERS.

Pas d'*union* des créanciers, dans le droit anglais, par opposition à l'état concordataire; mais, comme nous venons de le dire, si l'on considère l'*union* comme la confirmation du droit des créanciers à poursuivre le failli dans ses biens toujours, et dans sa personne, s'il n'a pas obtenu un certificat d'excusabilité, les créanciers du failli, en Angleterre, sont en état d'*union*, et épuisent par le moyen de dividendes proportionnels tout l'actif de la faillite.

Toutefois, nous n'indiquons ici qu'une analogie spéieuse et extérieure, car, au fond, les rapports créés par les deux législations entre le failli et ses créanciers se présentent avec des caractères et produisent des effets d'une nature essentiellement spéciale.

Le failli dresse son bilan devant la Cour; il en a justifié les termes dans l'examen qu'il a dû subir; et il attend sa dernière épreuve (*last examination*). — De leur côté, les *assignees* ont réalisé, liquidé tout l'actif de la faillite; ils ont fait à la Cour, en présence des créanciers, leur rapport sur leur gestion, et lui ont soumis la balance à partager entre les créanciers. Tout cela s'appelle la procédure de l'*audit*, c'est-à-dire, la procédure

selon laquelle la Cour entend les assignees et reçoit leur rapport.

Cette formalité accomplie, il reste à régler la situation future du failli, et à répartir entre ses créanciers⁸ les biens réalisés de celui-ci.

Les créanciers n'ont pas à se prononcer sur ce qu'il convient de faire ou de ne pas faire en faveur du failli. La loi anglaise considère, avec quelque raison peut-être, les rapports du failli et de ses créanciers comme nécessairement passionnés et hostiles, et elle ne livre à aucune des parties le sort de l'autre.

Le failli ne relève donc que des décisions de la Cour, qui le traite toujours avec une bienveillante impartialité.

Dès la déclaration de faillite, il a pu avoir des secours pour lui et pour sa famille, mais seulement à titre provisoire. Il a eu le droit de retenir sur la faillite jusqu'à concurrence de 20 livres sterling (500 fr.) de meubles et effets, ce que la loi appelle *excepted articles* (articles exceptés, non saisis et non vendus).

Désormais, il faudra que le failli ait obtenu son certificat, pour que sa situation personnelle et matérielle soit définitivement arrêtée vis-à-vis de ses créanciers, et qu'il puisse, avec toute la sécurité d'une position définie, reprendre la vie active des affaires.

Après le dernier examen du failli, la Cour fixera donc une séance publique ayant pour objet la délivrance à ce dernier de son certificat; avis de cette séance sera publié dans la *Gazette de Londres* pendant vingt jours avant la réunion.

A cette séance, les assignees ou les créanciers qui auront déposé au greffe de la Cour, trois jours auparavant, l'avis écrit de leur intention de s'opposer à la délivrance du certificat, pourront être entendus par la Cour.

La Cour, après avoir constaté l'obéissance du failli à la loi, apprécié sa conduite comme commerçant avant et pendant sa faillite, aussi bien que les oppositions à la délivrance du certificat, rend un jugement par lequel elle accorde ou refuse cette délivrance, ou en ajourne l'exécution.

Il est certains actes déterminés par la loi dont l'accomplissement relevé à la charge du failli lui fait perdre le bénéfice du certificat, ou en ajourne la délivrance à une époque ultérieurement fixée par la Cour; ces actes sont les suivants :

1° Toute destruction par le failli de livres, papiers, actes, écritures, ou autres documents relatifs à son commerce, à ses transactions, à sa propriété; cette destruction ayant eu lieu après l'introduction à la Cour de la demande en déclaration de faillite, ou dans les deux mois qui ont précédé cette introduction, et avec l'intention de dissimuler l'état de ses affaires, ou de se soustraire à l'autorité de la loi.

2° La tenue, dans cette même intention, de livres faux ou dans lesquels seraient faites de fausses entrées, ainsi que tout acte coupable d'altération ou falsification de livres, papiers, actes, écritures, ou autres documents relatifs à son commerce, à ses transactions, à sa propriété.

3° Le fait d'avoir contracté des dettes par des moyens de fraude ou sous de faux prétextes; ou, par les mêmes moyens, de s'être procuré les ménagements de tels de ses créanciers.

4° Le fait d'avoir frauduleusement, dans les deux mois qui auront précédé la demande en déclaration, avec l'intention, en vue de la faillite, de diminuer le gage de ses créanciers, ou d'en favoriser quelques-uns au préjudice des autres, payé ou satisfait tel créancier en tout ou en partie, ou d'avoir engagé, hypothéqué une partie quelconque de sa propriété.

5° Le fait d'avoir, après la demande en déclaration, avec l'intention de diminuer le gage de ses créanciers, ou de favoriser tel d'entre eux à l'exclusion des autres, caché et cédé à la Cour ou aux *assignees* telle dette active ou passive, ou distrait une telle partie de sa propriété.

6° Le fait d'avoir, à une réunion de créanciers tenue dans les trois mois qui ont précédé la demande en déclaration, rendu compte de l'état de ses biens, en invoquant des pertes ou des dépenses factices et mensongères.

7° Le fait d'avoir, dans les six mois qui ont précédé la de-

mande en déclaration, obligé un de ses créanciers à des frais inutiles en opposant à sa réclamation une défense vexatoire et frivole, ou d'avoir encouru les frais d'une condamnation en semblable poursuite.

8° Le fait d'avoir, après la demande en déclaration, et dans une intention coupable, prévenu ou empêché la production d'aucun livre, papier, acte, écritures, ou autre document relatif à son commerce, à ses transactions, à sa propriété.

9° Le fait d'avoir, pendant son commerce, dans une intention coupable, et pour cacher l'état réel de ses affaires, omis de tenir des livres de commerce, ou d'avoir tenu ces livres imparfaitement, avec négligence et sans soin.

Cette disposition de la loi anglaise qui refuse ou ajourne la délivrance du certificat au failli coupable des actes ci-dessus qualifiés, correspond à la disposition de notre art. 540 qui refuse le bénéfice de l'excusabilité aux individus condamnés pour banqueroute frauduleuse, stellionat, vol, escroquerie, abus de confiance, et aux comptables publics.

Si le certificat est refusé, tout créancier dont la créance vérifiée par la Cour aura été admise, sera considéré comme muni d'un jugement exécutoire contre le failli, et il lui sera délivré un certificat sous le sceau qui aura le même effet qu'un jugement ordinaire, et pourra autoriser toute mesure officielle pour arriver à l'incarcération pour dettes de la personne du failli. — Les assignees, après la réception de leurs comptes et leur enregistrement dans les registres de la Cour, jouiront du même bénéfice et du même droit.

Ce certificat ne sera valable et ne produira tous ses effets que pendant le temps que le failli n'aura pas obtenu de la Cour son certificat de conformité.

Les neuf circonstances particulières qui précèdent ne sont prévues par la loi que pour autoriser la Cour à refuser ou à suspendre, à son choix, la délivrance du certificat de conformité.

Mais il est des faits dont la responsabilité a paru tellement grave au législateur, qu'il en a puni le coupable en lui refusant

péremptoirement tout certificat, et en annulant de droit tout certificat qui lui aurait été délivré par surprise, et dans l'ignorance des faits qui en rendaient indigne le failli.

Ces faits sont les suivants :

Si le failli a perdu au jeu ou en paris 20 livres sterling (500 fr.) en un seul jour, ou 200 livres sterling (5,000 fr.) dans l'année qui aura précédé la demande en déclaration ; si, dans ce même temps, il a perdu 200 livres sterling dans ses opérations de fonds publics ou privés, quand de telles opérations n'ont pas été complètement consommées dans la semaine du contrat, ou quand les fonds achetés ou vendus n'ont pas été actuellement transférés ou délivrés aux termes de la convention ; en d'autres termes, si le failli s'est livré aux jeux de Bourse.

Même sanction contre le failli qui, après avoir commis un *act of bankruptcy*, aurait, en vue de sa faillite, et avec l'intention d'échapper à la loi qui régit cette matière, fait disparaître, détruit, altéré, mutilé ou falsifié ses livres, papiers, écritures ; fait dans ses livres de fausses entrées, dissimulé partie de sa propriété, dans l'intention de frauder ses créanciers, ou qui n'aurait pas, dans le mois où il en a eu connaissance ; signalé aux *assignees* telle créance fausse qui se serait produite à sa faillite.

Les conséquences de cette sanction pénale seront de laisser ouverts aux créanciers tous leurs droits contre la personne et les biens du failli, jusqu'à parfait paiement de leurs créances.

Le certificat délivré par la Cour au failli qui en est jugé digne s'appelle *certificate of conformity*. Il atteste, par sa qualification même, que le failli s'est conformé aux exigences de la loi, et que la faveur qui lui est accordée est une récompense de sa conduite.

Toutefois, les créanciers et les *assignees* peuvent contester l'opportunité de la délivrance ou de la classe du certificat. La voie de l'appel aux *lords justices* leur est ouverte à cet effet, et

le certificat ne sera remis au failli qu'après l'expiration des délais de l'appel.

Ce titre, dont la formule est sacramentelle, est délivré sous le sceau de la Cour; il certifie que le failli a rempli toutes ses obligations légales, et que rien n'autorise le juge à mettre en doute la sincérité des aveux et renseignements procurés par ce dernier. — Avis de la délivrance de ce certificat sera inséré dans la *Gazette de Londres*, et désormais le failli, porteur de ce certificat, sera libéré vis-à-vis de tous ses créanciers dont les titres sont antérieurs à sa faillite.

La délivrance du certificat de *conformité* est le dernier acte de la Cour en matière de faillite, et ses pouvoirs sont désormais épuisés.

Toutefois, elle peut connaître des incidents soulevés par ce dernier acte; et si, par exemple, des faits constatant l'indignité du failli lui étaient ultérieurement signalés, elle pourrait, à la demande de la partie intéressée (celle-ci consignait préalablement les frais du réexamen), évoquer de nouveau l'affaire, et, après une enquête satisfaisante, annuler le certificat.

Si la Cour avait refusé ou suspendu la délivrance du certificat, le failli, qui se croirait victime d'une erreur, pourrait demander le réexamen, et il serait procédé de la même manière que sur la demande en révision soumise à la Cour par un créancier.

Dans tous les cas, ces décisions si graves de la Cour sont jettes à l'appel, et l'appel est porté devant la juridiction des *lords justices*.

L'arrêt des *lords justices*, quel qu'il soit, est définitif, et dorénavant, en ce qui concerne le règlement de la situation personnelle du failli, les opérations de la faillite sont closes et terminées.

Mais l'obtention par le failli de son certificat de *conformité* peut lui ouvrir un bénéfice important dont nous avons à nous occuper.

Il est nécessaire de faire observer que les certificats de *con-*

formité sont rangés par la loi en trois catégories, sous la dénomination de certificats de première, seconde et troisième classe.

La loi suppose ainsi, en ce qui touche le caractère du failli, trois degrés de considération, et à chacun de ces degrés correspond une classe de certificats.

Le certificat de *première* classe est accordé au failli dont l'insolvabilité ne provient que de pertes et de malheurs inévitables.

Le certificat de *seconde* classe est accordé au failli dont l'insolvabilité n'a pas exclusivement pour cause que ces pertes et ces malheurs.

Le certificat de *troisième* classe est accordé au failli dont l'insolvabilité provient de tout autres causes.

Selon la classe du certificat qu'il aura obtenu, le failli aura une part plus ou moins large dans les allocations que la Cour prélève en sa faveur sur le dividende de la faillite.

Ces *allowances* (*allocations*) sont plus ou moins élevées, et en proportion du chiffre des dividendes.

Si le produit net de l'actif donne comme dividende 10 schellings (12 fr. 50) à la livre sterling (25 fr.), l'allocation sera de 5 pour cent, jusqu'à concurrence seulement de 400 livres sterling (10,000 fr.).

Si le dividende est 12 schellings six pence (15 fr. 60) à la livre sterling, l'allocation sera de 7 1/2 pour cent, sans pouvoir excéder la somme de 500 livres sterling (12,500 fr.).

Si le dividende est de 15 schellings (18 fr. 75) à la livre sterling, ou au-dessus, l'allocation sera de 10 pour cent, n'excédant pas la somme de 600 liv. sterling (15,000 fr.)

Enfin, si le dividende est au-dessous de 10 schellings à la livre sterling, la Cour, sur l'avis des *assignees*, pourra allouer au failli 3 pour cent, l'allocation ne devant pas excéder 300 livres sterling (7,500 fr.).

Cette allocation est acquise de plein droit au porteur d'un certificat de première classe.

Quant aux porteurs de certificat de seconde et de troisième classe, la Cour la proportionne à leurs mérites.

Dans tous les cas, l'*allowance* ne peut être délivrée avant l'expiration de douze mois à partir de la demande en déclaration, et après quo les créanciers qui, dans ce délai, auront prouvé leurs créances, auront été payés.

La loi a été plus loin encore dans sa sollicitude pour le failli dont la conduite lui a mérité ces égards : elle a voulu lui réserver le droit de prendre, à titre d'*allowance*, au lieu d'argent, tels meubles, effets, instruments de travail non aliénés par les *assignees*, jusqu'à concurrence, comme valeur, du montant accordé comme allocation.

Pour obtenir cet avantage, le failli adressera aux *assignees* une requête écrite de sa main : les priant de ne pas disposer de tels effets par lui déterminés, et il sera fait droit à cette demande, sans ordre préalable de la Cour. Le failli se pourvoit ensuite auprès de la Cour qui décide si les objets indiqués seront réservés, et dans quelle proportion, sous quelles conditions, et moyennant quelle caution ils seront remis au failli pour son usage et son travail.

Cette tolérance cessera le jour que la Cour le jugera convenable, et le *messenger* ou l'*assignee* pourront se saisir de ces objets et les vendre au profit des créanciers.

Néanmoins, si les autres biens peuvent suffire à fournir un dividende qui permette au failli de conserver ces choses à titre d'*allowance*, elles lui seront allouées en pleine propriété.

On voit que si la loi anglaise ne reconnaît pas l'institution du concordat, elle ne déshérite pas le failli honorable de toute bienveillance et de tout secours ; et qu'elle lui réserve, dans le commun naufrage, quelques épaves dont la valeur permettra à son courage et à son industrie de reprendre utilement les affaires, et de pourvoir au moins par le travail à ses besoins.

Au fond, c'est un concordat ; seulement, au lieu d'être consenti par les créanciers, il est consenti et réglé par la loi.

L'état de faillite, en Angleterre, ne suppose pas absolument l'insolvabilité, en ce sens, que la fortune du failli ne peut pas couvrir les dettes qu'il a contractées.

Il peut donc arriver que la liquidation produise une somme suffisante pour désintéresser intégralement tous les créanciers, et qu'il reste aux mains des *assignees* un excédant ou *surplus*, comme dit le texte anglais : dans ce cas l'excédant est remis au failli ou à ses représentants, après justification que tous les créanciers ont reçu 20 schellings (25 fr.) à la livre sterling, avec les intérêts auxquels avait droit la créance.

CHAPITRE VII.

DES DIFFÉRENTES ESPÈCES DE CRÉANCIERS, ET DE LEURS DROITS
EN CAS DE FAILLITE (OF DIFFERENT CLASSES OF CREDITORS
AND OF THEIR RIGHTS IN CASE OF BANKRUPTCY).

Section première.

DES COOBLIGÉS ET DES CAUTIONS (OF PERSONS JOINTLY-BOUND
WITH BANKRUPT AND SURETIES).

La loi anglaise réserve expressément les droits des créanciers du failli contre les personnes qui se sont engagées conjointement avec lui, et contre les cautions.

Quelle que soit la situation faite au failli, elle ne saurait altérer ou modifier les rapports de ses créanciers avec ses coobligés et ses cautions.

Si, après avoir prouvé sa créance dans la faillite, le créancier est désintéressé soit par le coobligé, soit par la caution du failli, ce coobligé ou cette caution sont, par le fait du payement, subrogés aux droits du créancier, et ils peuvent prouver et faire admettre leur créance par la Cour. Des lors, ils

rentrent dans la catégorie où se trouvait le créancier auquel ils sont subrogés, et ils ne pourront exercer que les droits qu'il eût fait valoir lui-même, s'il eût été retenu à la faillite par ses intérêts.

Dans le cas où deux débiteurs coobligés sont en faillite, leur responsabilité respective reste dans les termes de leur engagement, et passe telle à l'administration de leur faillite.

Le créancier pourra se présenter aux deux faillites pour le montant intégral de sa créance, mais la Cour veillera à ce que sa part aux dividendes de chaque faillite ne dépasse pas le montant intégral de son droit. — Quant aux *assignees* des deux faillites, ils régleront, selon les forces respectives de chaque actif, la part contributoire de chacun des coobligés.

Section II.

DES CRÉANCIERS NANTIS DE GAGES ET DES CRÉANCIERS PRIVILÉGIÉS SUR LES BIENS-MEUBLES (OF THE CREDITORS HOLDING SECURITIES FOR THEIR DEBTS, AND OF CREDITORS PECULIARLY FAVOURED).

Les créanciers nantis de gages (*securities*) ne sont admis à prouver leurs créances que s'ils se dessaisissent de leur nantissement, ou si la valeur du gage est déterminée par la vente.

Ils peuvent donc choisir : ou ils s'en tiennent à leur gage, et ils ne sont pas créanciers à la faillite : ou ils considèrent le gage comme ne pouvant les désintéresser, et ils en consentent la vente ; ils sont alors admis à prouver leur créance pour la partie que n'a pu couvrir le prix donné par l'acquéreur.

Toutefois, si le gage a été fourni par un tiers, la situation n'est plus la même, le créancier n'est plus tenu de se dessaisir de la chose donnée en nantissement ni de la vendre, et il pourra prouver sa créance à la faillite.

La loi n'autorise donc pas, comme notre Code de commerce,

les *assignees* à retirer le gage, en désintéressant le créancier. L'initiative de cette mesure n'appartient qu'à celui-ci; toutefois, comme il n'a droit qu'au remboursement intégral de sa créance, il n'est pas douteux que si la vente consentie par lui de l'objet remis en nantissement donnait un prix supérieur à la somme qui lui est due, l'excédant ferait retour à la faillite.

Les deux législations sont donc à peu près identiques sur ce point, et offrent aux parties les mêmes avantages.

Quant aux créanciers privilégiés sur les biens meubles, le droit anglais ne les connaît pas, mais il reconnaît des créanciers privilégiés (*particularly favoured*) sur la masse des biens du failli, meubles ou immeubles; et, à cette différence près, les mêmes effets sont produits par les deux lois.

Nous avons eu occasion, à propos de la vérification ou preuve des créances, de signaler ces créanciers privilégiés, avec les conditions auxquelles ils sont soumis pour l'exercice de leurs privilèges. Nous ne rappellerons donc que pour mémoire ces catégories : la Couronne, pour les impôts ou taxes non payés; les sociétés dites *friendly societies* et *saving-banks*; les domestiques (*servants*), commis (*clerks*), apprentis (*apprentices*) et les ouvriers (*labourers or workmen*).

La loi n'admet pas le droit de revendication sur la chose vendue au failli et non payée par lui. La vente est parfaite, aux yeux du droit anglais, quand la tradition a été effectuée, et le vendeur non payé n'est plus qu'un créancier ordinaire n'ayant ni plus de droit, ni plus de faveur que les autres.

Section III.

DES DROITS DES CRÉANCIERS HYPOTHÉCAIRES ET PRIVILÉGIÉS SUR LES IMMEUBLES (SECURITIES, LIENS, MORTGAGES, PLEDGES).

Les privilèges sur les immeubles ont un caractère tout particulier et essentiellement contingent; et quand nous disons

privilege, nous ne parlons pas dans le sens qu'exprime ce mot dans la loi française, car il n'a aucune analogie avec cette institution.

Il ne s'agit que d'un droit de préférence qui, dans certains cas, permet au créancier de se payer intégralement de sa créance sur le prix de tel immeuble du débiteur.

Toutes exécutions sur terres et maisons d'un failli accomplies de bonne foi et *par saisie* (*by seizure*), toutes exécutions sur les biens et meubles (*goods and chattels*) d'un failli accomplies de bonne foi et *suities de la vente* de ces choses avant la demande en déclaration, seront légales et valables, nonobstant tout *acte de faillite* commis antérieurement, pourvu que le créancier poursuivant et exécutant n'ait eu, au moment des poursuites et de l'exécution, aucune connaissance (*notice*) de l'accomplissement d'un tel acte, et que le jugement aux termes duquel a lieu l'exécution ne soit pas le résultat d'une manœuvre frauduleuse consentie par le débiteur.

Mais il n'y a pas lieu à préférence si l'exécution par saisie (*seizure*) des immeubles n'a pas été accomplie avant la demande en déclaration, et si les meubles et effets n'ont pas été exécutés par saisie et vente (*by seizure and sale*) avant ce même événement.

Le droit du créancier hypothécaire (*mortgagee creditor*) sur la chose grevée de l'hypothèque (*mortgage*) est absolu. La loi distingue deux espèces de *mortgage* : le *mortgage légal* et le *mortgage équitable*. Le premier résulte de la loi-même ; le second a pour origine la volonté du débiteur.

Toutes deux sont également admises par les Cours de faillite ; mais le *mortgage équitable* pourra toujours être contesté pour cause de connivence frauduleuse entre le failli et le créancier.

Le créancier possesseur d'un *mortgage* a le droit de conserver la propriété jusqu'à parfait paiement de ce qui lui est dû ; les *assignees* ont le droit de la racheter en remboursant la créance avec intérêts jusqu'à l'exécution du rachat.

Le *pledge* ou droit de préférence sur telle propriété personnelle (*personal property*) du failli, participe de la nature du *mortgage*, et la chose qui en est frappée ne fera retour à l'actif de la faillite qu'après paiement intégral par les syndics aux mains du créancier de la somme qui lui est due.

Les *assignees*, si l'intérêt des créanciers le conseille, dégagent des mains de ceux qui la détiennent la propriété grevée de *mortgage* ou de *pledge*; mais ils n'y sont point obligés.

Le *lien* est un privilège accordé au vendeur sur la chose dont il ne s'est pas encore dessaisi, et dont il n'a pas touché le prix.

Section IV.

DU DROIT DES FEMMES (OF THE RIGHT OF THE WIVES).

Le droit anglais est muet sur cette question, et son silence s'explique par la condition faite à la femme dans le mariage par rapport à sa propriété.

Par le mariage, la femme devient une seule et même personne civile avec son mari, et cette fiction légale est entendue d'une manière absolue en Angleterre.

La propriété de la femme qui se marie passe à son mari qu'en a seul l'administration et la disposition; et celui-ci tombant en faillite, la propriété de sa femme, comme la sienne propre devient le gage de ses créanciers.

Aussi la femme mariée ne peut devenir commerçante, sauf par la coutume de la Cité de Londres.

Quand elle est séparée de corps et de biens ou simplement de biens avec son mari, elle peut devenir créancière de celui-ci; et s'il tombe en faillite, elle sera considérée comme un créancier ordinaire, en ayant tous les droits et toutes les obligations.

Donc, pas de privilège, pas de situation exceptionnelle.

pas de protection spéciale acquise à la femme mariée et non séparée de biens dans la faillite de son mari. Elle partage les conséquences matérielles du désastre; et nous avons vu qu'elle est en quelque sorte associée à la responsabilité morale de son mari, puisque le juge de la Cour des faillites peut exiger d'elle tous les renseignements qu'il juge utiles sur les affaires de son mari.

Le seul moyen de conserver à la femme mariée une propriété indépendante de celle du mari, c'est de recourir, avant le mariage, à l'intervention d'un fidéicommiss.

Les *trustees* (fidéicommissaires) auxquels sont confiés les biens de la femme en ont l'administration, mais ils ne peuvent en disposer sans son consentement. Néanmoins, toute aliénation légitime consentie par celle-ci de sa propriété n'engage que les *trustees* qui seuls ont le droit d'en prendre l'initiative, et d'en poursuivre l'exécution.

Sous le bénéfice de cette fiction légale, la femme peut devenir créancière de son mari et produire à sa faillite; en réalité, c'est elle qui agit; aux yeux de la loi, ce sont ses *trustees* dont les droits et l'action ont une spéciale indépendance, et ne sont jamais, en principe, contestés en justice, sous le rapport de leur efficacité essentielle et légale.

CHAPITRE VIII.

DE LA RÉPARTITION ENTRE LES CRÉANCIERS ET DE LA LIQUIDATION DU MOBILIER (OF THE DIVIDENDS.)

Le partage de l'actif net de la faillite n'a lieu qu'après la liquidation du mobilier, et la vente possible des immeubles du failli par les *assignees*.

Lors donc que l'actif a été réalisé en totalité ou en partie, que les *assignees* ont rendu leurs comptes et fait leur rapport

à la Cour, et que le failli a subi son dernier examen, la Cour peut fixer une séance pour procéder au partage, entre les créanciers vérifiés et reconnus, de l'actif susceptible d'être réparti en dividendes et distribué.

Avis de la séance spéciale et de son objet est publié dans la *Gazette de Londres* pendant vingt et un jours ; et, dans cette séance, la Cour détermine le chiffre du dividende à allouer à chaque créancier proportionnellement à sa créance, en prenant pour base de la répartition une livre sterling (25 fr.). Chaque créancier a donc droit à tant de schellings à la livre sterling.

En même temps la Cour indique la somme à retenir, et les motifs de cette retenue, sur la masse à diviser. Puis l'*official assignee* procède, suivant les règles déterminées par la loi, à la répartition.

Dans la retenue fixée par la Cour sera comprise la part proportionnelle réservée pour les créanciers dont les *claims* ont été admis par justice.

Quel que soit le nombre de dividendes à distribuer, il ne sera jamais procédé à aucune distribution qu'après l'audition préalable des comptes des *assignees*.

Si tout l'actif du failli n'a pas été réparti dans le premier dividende, la Cour, dix-huit mois après la demande en déclaration, fixe une séance publique dont l'avis est publié pendant vingt et un jours dans la *Gazette de Londres*, à l'effet de procéder à la répartition d'un second et dernier dividende entre tous les créanciers qui, à ce jour, auront prouvé leurs créances.

La Cour ordonnera que la balance qui reste aux mains des *assignees* soit distribuée à tous les créanciers proportionnellement, et ce dividende sera le dernier (*final*), à moins que la liquidation ne soit suspendue par une poursuite judiciaire, ou qu'on n'ait pu disposer encore de telle partie de la propriété du failli, ou que tels biens de ce dernier ne soient venus tardivement en la possession des *assignees*.

Dans ce cas, les *assignees* devront, dans le plus bref délai,

convertir en argent tous ces biens, et, deux mois après cette conversion, la somme en provenant sera divisée, comme il a été dit, entre les créanciers.

Les créanciers dont les titres n'auront été admis que dans l'intervalle du premier et du second dividende ou du dernier dividende à distribuer, prélèveront une part égale à celle touchée par leurs cocréanciers dans la répartition précédente. Le surplus sera réparti également et proportionnellement entre tous les ayants droit.

Si, dans les deux années qui suivront la demande en déclaration, il reste encore des créances actives ou d'autres propriétés à la faillite qui n'auront pu être réalisées, et qui, dans l'opinion de la Cour, ne peuvent être recouvrées sans avoir à subir un délai et des difficultés préjudiciables aux intérêts bien entendus de toutes les parties, les *assignees* pourront, conformément aux instructions de la Cour, vendre et transporter ces créances et propriétés, ainsi que les livres du failli relatifs à son commerce, à ses transactions, à sa propriété, en la manière et aux conditions ordonnées par justice.

Tous acquéreurs ou cessionnaires de ces créances et propriétés pourront en poursuivre le recouvrement avec tous les droits dont étaient armés le failli et les *assignees* eux-mêmes.

Quatorze jours avant l'avis publié pour la distribution du dernier dividende, l'*official assignee* enverra à chaque *assignee* des créanciers un compte par *doit* et *avoir* de ses opérations en ce qui concerne la propriété de la faillite ; dans ce compte seront indiquées les sommes non recueillies, et la cause qui en a empêché le recouvrement. Copie de ce compte sera délivrée à tout créancier qui se pourvoira à cet effet auprès de l'*official assignee*, et à toute autre personne, moyennant un droit qui n'excédera pas deux schellings six pence (3 fr. 10 c.).

Nous avons vu que la Cour réservait une certaine part des dividendes à distribuer, donnant à cette réserve, entre autres destinations, celle d'assurer aux créances dont la preuve est

ajournée par un *claim* la satisfaction commune aux autres créanciers.

Si, après le dividende *final*, cette réserve n'a pas été épuisée par les créanciers qui y avaient droit, les dividendes non réclamés seront versés à la Banque d'Angleterre au crédit de l'*accountant* de la faillite, et portés au compte intitulé *compte des dividendes non réclamés*. Ils resteront là, à la disposition du lord chancelier ou du vice-chancelier, ou de telle Cour de faillite, pour servir au paiement à tel créancier du dividende qui lui est dû.

Tout dividende non réclamé qui sera à la disposition d'un *assignee* sera par lui payé au créancier qui y a droit trois mois après l'expiration d'une année depuis la déclaration du dividende; sinon, l'*assignee* constatera dans un certificat rédigé et signé dans le bureau (*office*) du greffier en chef les noms du créancier qui a droit au dividende non réclamé, et le chiffre de ce dividende. Dans l'année qui suivra le dépôt au greffe de ce certificat, l'*assignee* qui n'aura pas payé à celui qui y a droit le dividende non réclamé, en versera le montant à la Banque d'Angleterre, au nom de l'*accountant* de la faillite et au *compte des dividendes non réclamés*.

Toute somme (*surplus*) qui rentrera aux *assignees* en plus de l'actif du failli distribué dans le dividende final, sera versée par eux à la Banque d'Angleterre, avec la même destination que les dividendes non réclamés, et après dépôt au greffe d'un certificat constatant toutes les particularités relatives à ce *undivided surplus* (*excédant non partagé*.)

Il est dans les attributions et dans les devoirs de l'*official assignee* de veiller à ce que ces certificats soient scrupuleusement dressés et déposés, et que les prescriptions de la loi à cet égard soient rigoureusement observées.

Pour opérer le versement à la Banque d'Angleterre des dividendes non réclamés ou du *surplus* non partagé, les *assignees* se pourvoiront d'un certificat de l'*accountant* de la faillite, constatant la somme qu'ils se proposent de verser; et, sur la pro-

duction de ce certificat, la Banque recevra les sommes versées, en donnera reçu, et les affectera à leur destination légale.

CHAPITRE IX.

DE LA VENTE DES IMMEUBLES DU FAILLI.
(OF SALE OF REAL PROPERTY.)

Tout créancier qui a commencé des poursuites pour arriver à l'expropriation des immeubles du failli, sans avoir exécuté *by seizure*, au moment où est formée la demande en déclaration, doit cesser ses poursuites, s'il veut pouvoir produire et être admis à la faillite.

Il en serait autrement du créancier hypothécaire (*mortgage*) qui vendrait l'immeuble sur lequel est assise son hypothèque. Cet immeuble est à lui en entier, jusqu'à concurrence de la somme au paiement de laquelle il a été affecté.

Quant à la vente des immeubles non hypothéqués, elle se fait selon les formes légales par les soins du *solicitor* de la faillite, sous la surveillance et la direction des *assignees*.

CHAPITRE X.

DE LA REVENDICATION (OF THE CLAIMING).

La faillite d'un commerçant ne confère pas plus de droits aux *assignees* que le failli n'en possédait lui-même. Ceux-ci sont investis de la propriété du failli, mais seulement de sa propriété. Quant aux choses qu'ils trouveraient en la possession du failli à un titre exclusif de tout droit de propriété, ils ne devront ni les comprendre, ni les confondre dans l'actif du failli.

Mais il faut que ces choses se retrouvent en nature entre les mains du failli, car il a été jugé qu'un commissionnaire (*factor*) qui a reçu des marchandises pour les vendre au profit d'un commettant, fait à celui-ci une situation particulière dans sa faillite, selon qu'il a touché le prix des marchandises en espèces, ou qu'il n'a pas reçu paiement, ou que ce paiement a été fait en billets ou marchandises.

Dans le premier cas, le commettant viendra comme tout autre créancier à la faillite du *factor* ; mais si le paiement n'a pas eu lieu, ou s'il a été effectué en billets ou marchandises, il pourra exercer son droit de *claim* ou revendication contre les *assignees*, puisqu'il n'y a pas eu confusion de sa propriété avec celle du failli, et que matériellement elle en est distincte.

Les biens dont le failli n'était saisi qu'à titre d'administration (*trust*) pourront être réclamés par le propriétaire.

De même, toute propriété qui lui aura été confiée pour en faire, au profit du propriétaire, un emploi déterminé, ne cessera point, par la faillite du mandataire, d'être la chose du mandant et de pouvoir être par lui revendiquée.

Par exemple, des valeurs, billets, lettres de change, factures, sont remis au failli, avant sa faillite, pour en opérer le recouvrement ; ces titres ne seront pas confondus avec l'actif de ce dernier, et feront retour au propriétaire qui les aura revendiqués.

La loi française (art. 576), admet la revendication du vendeur sur les marchandises expédiées au failli, *tant que la tradition n'en aura point été effectuée dans ses magasins ou dans ceux du commissionnaire chargé de les vendre pour le compte du failli*.

Les principes généraux édictés en matière de vente de marchandises d'une valeur de 10 livres sterling (250 fr.) et au-dessus, dans l'acte de parlement intitulé *statute of frauds*, n'accordent d'action au vendeur contre l'acheteur qu'autant que celui-ci a été en possession de la chose. D'où la conséquence que tant que les marchandises n'ont pas été délivrées

à l'acheteur tombé en faillite, elles sont considérées comme étant en la *possession* du vendeur, soumises à son droit de *lien*, et que la disposition de l'art. 576 est applicable en Angleterre comme en France.

Ce droit de *résomption* est appelé par les Anglais *right of stoppage in transitu* (droit d'arrêt en transit), et il est reconnu aussi bien en droit commun qu'en équité. Les marchandises ainsi arrêtées par le vendeur, le contrat de vente n'est pas rompu ; mais le vendeur a désormais sur les choses un *lien* qui l'autorise à ne s'en dessaisir que contre paiement du prix convenu.

Si donc les *assignees* veulent tenir le marché, ils peuvent obliger le vendeur à livrer les marchandises en en payant le prix.

Toute demande en revendication non accueillie par les *assignees* sera portée devant la Cour des faillites qui prononcera.

CHAPITRE XI.

DES VOIES DE RECOURS CONTRE LES JUGEMENTS RENDUS EN MATIÈRE DE FAILLITE (PRIMARY AND APPELLATE JURISDICTION).

Toutes les décisions rendues par la *Cour des faillites* sont susceptibles d'appel dans les vingt et un jours du jugement de première instance : ce délai d'appel est fatal.

L'appel était porté dans l'origine devant le vice-chancelier, qui consultait, s'il le jugeait à propos, le jury sur les questions de fait.

Du vice-chancelier, la partie condamnée pouvait, dans le même délai de vingt et un jours, appeler à la juridiction supérieure du lord chancelier.

Enfin, si le lord chancelier avait à prononcer sur une question de droit ou d'équité d'une importance et d'une difficulté

de nature à exiger une décision de la Chambre des lords, ou même sur la demande des deux parties, l'affaire était portée en dernier ressort devant cette suprême juridiction.

Un acte de parlement postérieur a simplifié cette longue et lente procédure. La juridiction du vice-chancelier et celle du lord chancelier ont été remplacées par la juridiction des *lords justiciers*, qui connaissent en appel des décisions rendues par les *Cours de faillite*, et leurs sentences peuvent, dans des cas déterminés et limités par la loi, être déférées à la Chambre des lords.

Tout appel doit être accompagné du dépôt ou consignation des frais et dépens (*costs*).

TITRE II

DES BANQUEROUTES

LOI FRANÇAISE.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA BANQUEROUTE SIMPLE.

La cessation de payement survenue dans des circonstances qui n'incriminent ni la bonne foi, ni la prudence, ni la loyauté du commerçant, détermine contre lui ce que la loi commerciale appelle l'état de faillite : si, au contraire, la cessation de payement a été précédée ou accompagnée de faits graves, révélant contre le commerçant soit une négligence ou une imprudence coupables, soit des manœuvres frauduleuses qualifiées et punies par la loi criminelle, celui contre lequel sont relevés et constatés ces faits se trouve en état de banqueroute. Le terme de *banqueroute* appartient donc à la technologie pénale, et les actes qu'il exprime sont appréciés, selon leur gravité, par la juridiction correctionnelle ou par la justice criminelle.

La loi distingue deux espèces de banqueroutes : la banqueroute simple, dont les actes sont définis par les art. 585 et 586 ; la banqueroute frauduleuse, caractérisée par l'art. 591.

• Les cas de banqueroute simple seront punis des peines

« portées au Code pénal, et jugés par les tribunaux de police correctionnelle, sur la poursuite des syndics, de tout créancier, ou du ministère public. » (C. com., art. 584.)

La loi pénale punit la banqueroute simple d'un emprisonnement d'un mois au moins et de deux ans au plus.

« Sera déclaré banqueroutier simple tout commerçant failli qui se trouvera dans un des cas suivants : — 1° Si ses dépenses personnelles ou les dépenses de sa maison sont jugées excessives ; — 2° s'il a consommé de fortes sommes soit à des opérations de pur hasard, soit à des opérations fictives de bourse ou sur marchandises ; — 3° si, dans l'intention de retarder sa faillite, il a fait des achats pour revendre au-dessous du cours ; si, dans la même intention, il s'est livré à des emprunts, circulation d'effets, ou autres moyens ruineux de se procurer des fonds ; — 4° si, après cessation de payment, il a payé un créancier au préjudice de la masse. » (C. com., art 585.)

La loi est impérative : si les faits qu'elle énumère sont établis contre le failli, il devra être condamné.

Dans l'art. 536 ci-après, les juges auront une liberté discrétionnaire que le législateur, dans son langage, et eu égard aux circonstances mêmes qui serviront de base au délit, a entendu conférer à leur conscience.

« Pourra être déclaré banqueroutier simple tout commerçant failli qui se trouvera dans un des cas suivants : — 1° S'il a contracté pour le compte d'autrui, sans recevoir des valeurs en échange, des engagements jugés trop considérables eu égard à sa situation lorsqu'il les a contractés ; — 2° s'il est de nouveau déclaré en faillite sans avoir satisfait aux obligations d'un précédent concordat ; — 3° si, étant marié sous le régime dotal, ou séparé de biens, il ne s'est pas conformé aux art. 69 et 70 ; — 4° si, dans les trois jours de la cessation de ses paiements, il n'a pas fait au greffe la déclaration exigée par les art. 438 et 439, ou si cette déclaration ne contient pas les noms de tous les associés soli-

« daires; — 5° si, sans empêchement légitime, il ne s'est pas
 « présenté en personne aux syndics dans les cas et dans les
 « délais fixés, ou si, après avoir obtenu un sauf-conduit, il ne
 « s'est pas représenté à la justice; — 6° s'il n'a pas tenu de
 « livres et fait exactement inventaire; si ses livres ou inven-
 « taire sont incomplets ou irrégulièrement tenus, ou s'ils n'of-
 « frent pas sa véritable situation active ou passive, sans néan-
 « moins qu'il y ait fraude » (C. com., art. 586.)

Toutefois, si le commerçant n'avait pas du tout tenu de li-
 vres, il pourrait y avoir lieu à poursuites pour banqueroute
 frauduleuse.

« Les frais de poursuite en banqueroute simple intentée
 « par le ministère public ne pourront, en aucun cas, être mis à
 « la charge de la masse. — En cas de concordat, le recours
 « du Trésor public contre le failli pour ces frais ne pourra être
 « exercé qu'après l'expiration des termes accordés par ce
 « traité. » (C. com., art. 587.)

« Les frais de poursuite intentée par les syndics, au nom des
 « créanciers, seront supportés, s'il y a acquittement, par la
 « masse, et, s'il y a condamnation, par le Trésor public, sauf
 « son recours contre le failli, conformément à l'article précé-
 « dent. » (C. com., art. 588.)

« Les syndics ne pourront intenter de poursuite en banque-
 « route simple, ni se porter partie civile au nom de la masse,
 qu'après y avoir été autorisés par une déclaration prise à
 « la majorité individuelle des créanciers présents. » (C. com.,
 art. 589.)

Cette autorisation donnée par les créanciers les assujettit,
 en cas d'acquittement, à supporter les frais de poursuite au
 prorata de leurs créances, sans pouvoir les répéter contre le
 failli.

« Les frais de poursuite intentée par un créancier seront
 « supportés, s'il y a condamnation, par le Trésor public; s'il
 « y a acquittement, par le créancier poursuivant. » (C. com.,
 art. 590.)

CHAPITRE II.

DE LA BANQUEROUTE FRAUDULEUSE.

« Sera déclaré banqueroutier frauduleux, et puni des peines
« portées au Code pénal, tout commerçant failli qui aura sous-
« trait ses livres, détourné ou dissimulé une partie de son ac-
« tif, ou qui, soit dans ses écritures, soit par des actes publics
« ou des engagements sous signature privée, soit par son bi-
« lan, se sera frauduleusement reconnu débiteur de sommes
« qu'il ne devait pas. » (C. com., art. 591.)

La loi pénale punit la banqueroute frauduleuse des travaux forcés : la durée de la peine est de cinq ans au moins, et de vingt ans au plus.

En matière de banqueroute simple, il n'y a pas de complicité ni de tentative de délit prévues et punies par la loi ; mais, en matière de banqueroute frauduleuse, le Code pénal reconnaît et réprime la tentative de banqueroute et la complicité.

Le commerçant failli condamné, pour banqueroute frauduleuse, aux travaux forcés ou à la réclusion, aura un tuteur pour le représenter vis-à-vis de ses créanciers, et pour surveiller ses intérêts.

« Les frais de poursuite en banqueroute frauduleuse ne
« pourront, en aucun cas, être mis à la charge de la masse.
« Si un ou plusieurs créanciers se sont rendus parties civiles
« en leur nom personnel, les frais, en cas d'acquittement, de-
« meureront à leur charge. » (C. com., art. 592.)

L'acquittement du failli poursuivi pour banqueroute frauduleuse n'empêche pas, s'il y a lieu, qu'il ne soit recherché et traduit en police correctionnelle pour banqueroute simple.

CHAPITRE III.

DES CRIMES ET DES DÉLITS COMMIS DANS LES FAILLITES PAR
D'AUTRES QUE PAR LES FAILLIS.

« Seront condamnés aux peines de la banqueroute frauduleuse:—1° les individus convaincus d'avoir, dans l'intérêt du « failli, soustrait, recélé ou dissimulé tout ou partie de ses « biens, meubles ou immeubles ; le tout sans préjudice des « autres cas prévus par l'art. 60 du Code pénal ; — 2° les individus convaincus d'avoir frauduleusement présenté dans la « faillite et affirmé, soit en leur nom, soit par interposition de « personnes, des créances supposées ; — 3° les individus qui, « faisant le commerce sous le nom d'autrui ou sous un nom « supposé, se seront rendus coupables de faits prévus en « l'art. 591. » (C. com., art. 593.)

Si la soustraction, le recel ou la dissimulation des biens du failli n'ont pas eu lieu *dans son intérêt*, l'art. 593 n'est pas applicable. — Si le failli avait pris une part quelconque dans l'accomplissement de ces faits, l'art. 591 serait appliqué et les individus désignés au paragraphe 1^{er} de l'art. 593 seraient poursuivis comme ses complices.

« Le conjoint, les descendants ou les ascendants du failli, « ou ses alliés aux mêmes degrés, qui auraient détourné, diverti « ou recélé des effets appartenant à la faillite, sans avoir agi « de complicité avec le failli, seront punis des peines du vol. » (C. com., art 594.)

Cette disposition est bien sévère, et en ce qui touche la femme du failli, principalement, cette rigueur paraît excessive. Le jury saura tenir compte des circonstances qui parfois peuvent atténuer la responsabilité de cet acte jusqu'à l'extrême indulgence. Mais il faut reconnaître que les biens du failli apparte-

nant à ses créanciers, la loi devait qualifier comme elle l'a fait, tout détournement ou recel de ces biens par tels parents ou alliés du failli.

« Dans les cas prévus par les articles précédents, la Cour ou le Tribunal saisis statueront, lors même qu'il y aurait acquittement : 1° d'office sur la réintégration à la masse des créanciers de tous biens, droits ou actions frauduleusement soustraits; 2° sur les dommages-intérêts qui seraient demandés et que le jugement ou l'arrêt arbitrera. » (C. com., art. 595.)

A plus forte raison la justice prononcera-t-elle la réintégration, et pourra-t-elle allouer des dommages-intérêts, s'il y a condamnation.

« Tout syndic qui se sera rendu compable de malversation dans sa gestion sera puni correctionnellement des peines portées en l'art. 406 du Code pénal. » (C. com., art. 596.)

L'art. 406 est relatif à l'abus de confiance. Le syndic convaincu de malversation sera donc condamné à un emprisonnement de deux mois au moins et de deux ans au plus, et à une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts qui seront dus aux parties lésées, ni être moindre de 25 francs. De plus, le condamné pourra, à l'expiration de sa peine, être interdit pendant cinq ans au moins et dix ans au plus des droits civiques, civils et de famille énumérés en l'art. 42 du Code pénal.

« Le créancier qui aura stipulé, soit avec le failli, soit avec toutes autres personnes, des avantages particuliers à raison de son vote dans les délibérations de la faillite, ou qui aura fait un traité particulier duquel résulterait en sa faveur un avantage à la charge de l'actif du failli, sera puni correctionnellement d'un emprisonnement qui ne pourra excéder une année, et d'une amende qui ne pourra être au-dessus de 2,000 francs. — L'emprisonnement pourra être porté à deux ans si le créancier est syndic de la faillite. » (C. com., art. 597.)

Quant au traité particulier, il ne constituera le délit prévu et puni par cet article qu'autant qu'il ne sera pas d'ailleurs entaché de nullité, qu'il sera postérieur à la cessation de payement, et que le créancier qui l'aura consenti aura eu connaissance de l'état réel des affaires du failli.

« Les conventions seront, en outre, déclarées nulles à l'égard de toutes personnes, et même à l'égard du failli. — Le créancier sera tenu de rapporter à qui de droit les sommes ou valeurs qu'il aura reçues en vertu des conventions annulées. » (C. com., art. 598.)

Les créanciers et le failli sont donc intéressés à dénoncer à la justice de pareilles manœuvres, qu'il y ait concordat ou union. Dans le premier cas, l'intérêt du failli est évident, dans le second, la masse profitera des restitutions exigées.

« Dans le cas où l'annulation des conventions serait poursuivie par la voie civile, l'action sera portée devant les tribunaux de commerce. » (C. com., art. 599.)

C'est le tribunal qui a connu de la faillite qui sera saisi de la connaissance des faits dont s'occupe l'art. 599.

« Tous arrêts et jugements de condamnation rendus, tant en vertu du présent chapitre que des deux chapitres précédents, seront affichés et publiés suivant les formes établies par l'art. 42 du Code de commerce, aux frais des condamnés. » (C. com., art. 600.)

CHAPITRE IV.

DE L'ADMINISTRATION DES BIENS EN CAS DE BANQUEROUTE.

Les syndics seuls sont chargés par la loi et par leur mandat d'administrer les biens du failli dont ils sont saisis par le jugement déclaratif de la faillite, pour l'avantage des créanciers. — La banqueroute du failli ne modifie en rien ces attributions

et cette investiture administratives, et les art. 601, 602 et 603 n'ont d'autre objet que le règlement, en cas de banqueroute, des rapports devenus nécessaires entre le ministère public et les syndics.

« Dans tous les cas de poursuite et de condamnation pour
« banqueroute simple ou frauduleuse, les actions civiles autres
« que celles dont il est parlé dans l'art. 595 resteront séparées, et toutes les dispositions relatives aux biens, prescrites
« pour la faillite, seront exécutées sans qu'elles puissent être
« attribuées ni évoquées aux tribunaux de police correctionnelle, ni aux cours d'assises. » (C. com., art. 601.)

« Seront cependant tenus, les syndics de la faillite, de remettre au ministère public les pièces, titres, papiers et renseignements qui leur seront demandés. » (C. com., art. 602.)

« Les pièces, titres et papiers délivrés par les syndics seront, pendant le cours de l'instruction, tenus en état de communication par la voie du greffe; cette communication aura lieu sur la réquisition des syndics, qui pourront y prendre des extraits privés, ou en requérir d'authentiques, qui leur seront expédiés par le greffier. — Les pièces, titres et papiers dont le dépôt judiciaire n'aurait pas été ordonné seront après l'arrêt ou le jugement, remis aux syndics, qui en donneront décharge. » (C. com., art. 603.)

TITRE II

DES BANQUEROUTES.

LOI ANGLAISE.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA BANQUEROUTE SIMPLE.

(OF OFFENCES AGAINST THE LAW OF BANKRUPTCY.)

La loi anglaise n'a pas classé en crimes et délits, comme l'a fait notre Code de commerce, les infractions coupables du failli à la loi qui protège contre ses actes les intérêts légitimes de ses créanciers.

Elle a mesuré le mérite ou l'indignité du failli au moyen des trois classes de certificats que la Cour délivre à ce dernier ; c'est là un reflet de notre division qui distingue le failli honnête du banqueroutier simple, et celui-ci du banqueroutier frauduleux. Mais elle n'a classé ni les délits, ni les peines.

La loi appelle *offences* tous délits commis par le failli et qui le rendent passible de la juridiction criminelle.

Elle énumère ces *offences*, édicte les peines qui les répriment ; et le jury apprécie les faits qui révèlent l'intention coupable du prévenu et son *droit* à la peine.

Toutefois, il est facile de réunir sous ce chapitre les actes

correspondants à ce que nous appelons délits de banqueroute simple, et dont la connaissance est retenue par la Cour des faillites, quand il ne s'agit que de prononcer une amende ou l'incarcération du failli dans la prison pour dettes.

Cet emprisonnement a un caractère de pénalité très-sérieux, par suite de sa durée qui peut être perpétuelle, des privations et de la promiscuité horrible qu'il inflige au prisonnier.

En Angleterre, le prisonnier pour dettes n'a droit à aucun *aliment*; il est confondu avec les autres détenus de toute catégorie, et ne peut obtenir qu'en le payant un local particulier. — Il est soumis à l'*ordinaire* de la prison, et ne peut se procurer qu'à un prix exorbitant d'autres aliments que ceux de la maison.

Les criminels sont plus favorisés que les débiteurs malheureux : les premiers ne sont condamnés qu'à des peines dont la durée est définie; le débiteur atteint par la contrainte par corps peut rester en prison toute sa vie, s'il n'a pas le moyen de se libérer.

N'est-ce pas là un navrant souvenir de la dure loi des Romains qui donnait pour gage au créancier le corps même du débiteur?

Cette rigueur a été énergiquement flétrie par tous les gens de cœur, en Angleterre; et au premier rang des hommes éminents qui ont signalé ce déshonneur de la législation britannique, il faut citer lord Brougham, le vénérable et illustre champion de toutes les idées généreuses, de toutes les clémences légales, de toutes les libertés.

C'est à lui que les Anglais sont redevables de ne plus être emprisonnés pour des dettes de 4 liv. sterl. (100 fr.) — Depuis 1840, date de la promulgation de l'acte de parlement dû aux efforts de lord Brougham, la contrainte par corps ne s'exerce plus pour des dettes au-dessous de 20 liv. sterl. (500 fr.).

Immense bienfait que l'opinion fécondera encore jusqu'à l'abolition de la contrainte par corps dont l'immoralité sociale est démontrée non-seulement par les protestations de la con-

science et de l'humanité, mais par la remarquable et généreuse abstention que se sont imposée, en Angleterre, la Banque et le haut commerce.

L'emprisonnement pour dettes qui frappe le commerçant est donc une pénalité sévère. Aussi peut on considérer comme une condamnation pour banqueroute simple la décision de la *Cour des faillites* qui refuse au commerçant le certificat de troisième classe, ou l'ajourne indéfiniment à discrétion de justice.

Nous avons énuméré sous la section IV du chapitre VI les neuf chefs de délits dont un seul relevé contre le failli le rend indigne des certificats de première et de seconde classes, et autorise le magistrat à ajourner la délivrance du certificat de troisième classe aussi longtemps qu'il le jugera convenable.

Toutefois, il est, dans cette énumération, des actes que la loi réprime avec une sévérité plus rigoureuse, comme le fait d'avoir détruit ou falsifié ses livres. La conséquence civile ou commerciale de ces actes sera de fermer tout espoir de certificat, quel qu'il soit, au commerçant qui s'en sera rendu coupable.

Tous ces délits sont attestés par le rapport des *assignees* à la Cour, aussi bien que par les procès-verbaux des examens que le magistrat fait subir au failli, à sa femme et à tels témoins qu'il juge convenable sur les circonstances de la faillite.

C'est donc d'office, et dans la plénitude de sa juridiction, que la Cour peut sévir contre le failli, et, en lui refusant un certificat, punir avec une légitime sévérité sa négligence, son imprudence et sa mauvaise foi.

CHAPITRE II.

DE LA BANQUEROUTE FRAUDULEUSE (OF THE OFFENCES AGAINST THE LAW OF BANKRUPTCY).

Les actes du failli considérés comme frauduleux, et dont la connaissance et la répression sont déferées à la juridiction cri-

minelle, correspondent exactement aux actes qualifiés crimes par l'art. 591 du Code de commerce.

1° Tout commerçant déclaré en faillite qui ne se sera pas rendu devant la Cour dans le délai prescrit par la loi, pour finir son examen, après avoir été sommé par écrit de se présenter ; qui, s'étant présenté, a, dans son examen, dissimulé tout ou partie de sa propriété, de ses livres, papiers, titres en sa possession relatifs à sa propriété ; qui a enlevé, caché, détourné telle partie de ses biens au montant de 10 livres sterling (250 fr.) et au-dessus, ou cédé (*concealed*) tels livres, papiers, écritures relatifs à ces biens, dans le dessein de frustrer ses créanciers, sera considéré comme coupable du crime de félonie (*felony*) et puni de la transportation soit à vie, soit pour une durée de sept années au moins, ou bien, selon les circonstances, d'un emprisonnement avec ou sans travail forcé, pour une durée qui ne sera pas moindre de sept années.

2° Tout commerçant qui, après avoir commis un *act of bankruptcy*, ou en vue de sa faillite, ou afin de se soustraire aux recherches autorisées par la loi, aura détruit, altéré, lacéré ou falsifié un ou plusieurs de ses livres, ses papiers, écritures ou titres de garantie, ou qui aura fait dans ses livres de fausses entrées dans l'intention de frauder ses créanciers, sera considéré comme coupable de délit (*misdemeanour*), et puni d'un emprisonnement de trois années au plus, avec ou sans travail forcé.

Tout failli qui, dans les trois mois qui précèdent la date de la demande en déclaration de faillite, aura, sous l'apparence frauduleuse de faire le commerce selon les règles ordinaires de loyauté et de sincérité, obtenu à crédit des marchandises ou meubles avec le dessein de frustrer le propriétaire, ou qui, dans ce même temps et avec la même intention, aura enlevé, caché ou aliéné ces marchandises ou meubles, sera réputé coupable de délit (*misdemeanour*) et passible de la peine de l'emprisonnement pour deux ans au plus, avec ou sans travail forcé.

Tout failli, toute femme de failli, ou toute autre personne qui, dans leur examen devant la Cour, ou dans des affidavits, auront, avec une intention criminelle, fait de faux témoignages, seront punies des peines infligées au parjure.

Lorsque des soupçons s'élèvent contre le failli qu'il s'est rendu coupable des crimes et délits ci-dessus spécifiés, la Cour ordonnera aux *assignees* d'en poursuivre devant la juridiction criminelle la répression pénale, les frais de la poursuite devant être prélevés sur l'actif de la faillite, ou s'il n'y a pas d'actif, sur les fonds en caisse de la Banque d'Angleterre au crédit du compte intitulé « Compte du greffier (*registrar*) en chef. » En cas de refus ou d'empêchement des *assignees*, la Cour chargera de la poursuite soit l'*official assignee*, soit les créanciers qui le demanderont.

CHAPITRE III.

DES CRIMES ET DES DÉLITS COMMIS DANS LES FAILLITES PAR D'AUTRES QUE PAR LES FAILLIS.

Le failli, la femme du failli, ou tel témoin appelé par la Cour qui refuseront soit de signer la déclaration exigée par la loi ou de prêter serment, soit de répondre à la satisfaction du juge ou de signer leurs déclarations rédigées par écrit, soit de produire les livres, papiers, actes, écritures et autres documents en leur possession et pouvoir, concernant les matières de l'examen, pourront être incarcérés jusqu'à ce qu'ils défèrent aux prescriptions de la loi et à la discrétion légale de la Cour.

Le *warrant* d'incarcération sera motivé, et les prisonniers pourront, en invoquant le bénéfice de l'*habeas corpus*, appeler de cette décision, pour la faire annuler, devant une cour compétente.

Nous avons mentionné précédemment cette disposition de

la loi ; nous avons dû la reproduire ici à cause de la pénalité qui en est la sanction.

Tout *assignee* qui aura conservé en ses mains des sommes désignées sous l'appellation de *unclaimed dividends* et de *undivided surplus*, dont il a été parlé sous le chapitre VII, sans déposer dans le temps légal le certificat requis, et sans avoir versé ces sommes à la Banque d'Angleterre, au crédit de l'*accountant*, sera condamné par la Cour à payer l'intérêt de ces sommes à raison de 5 pour cent par an du jour où le certificat requis devait être signé et déposé ; de plus, à payer telle somme arbitrée par la Cour et qui ne pourra excéder 20 livres sterling (500 fr.) pour cent par an, à partir de la même époque. Les sommes illégalement retenues et le montant des condamnations seront versés à la Banque d'Angleterre, au crédit de l'*accountant*, dans le fonds dit *the unclaimed dividends account*.

Tout *assignee* qui retiendra dans ses mains ou qui emploiera pour son usage, ou qui permettra sciemment à son *coassignee* de retenir ou employer ainsi une somme de plus 100 liv. sterling (2,500 fr.) appartenant à l'actif du failli, ou qui négligera, contrairement aux ordres de la Cour, d'acheter avec ces fonds des bons de l'Échiquier, sera condamné à payer une somme de 20 pour cent par an de cet argent, pendant le temps qu'il en aura usé à son profit personnel ou qu'il l'aura détourné de sa destination.

Toute désobéissance aux ordres de la Cour, tendant à empêcher l'exécution de la loi, entraînera contre les personnes qui s'en seront directement ou indirectement rendues coupables la peine de l'emprisonnement à discrétion de justice et sans caution.

Le créancier poursuivant la déclaration de faillite qui, après le jugement déclaratif, aura reçu du failli soit de l'argent, soit des garanties de sa créance en totalité ou en partie, cette remise constituant à son profit un avantage sur les autres créanciers, sera déclaré déchu de sa créance, et condamné à

restituer l'argent ou les garanties qu'il aura acceptées, le tout au bénéfice des créanciers de la faillite.

Toute personne qui, dans une intention coupable, recélèra telle partie de la propriété réelle ou personnelle du failli, et qui, dans les quarante-deux jours de la demande en déclaration de faillite, ne révélera pas ce recel, soit à la Cour, soit aux *assignees*, sera punie d'une amende de 100 liv. sterl. (2,500 fr.) et condamnée à payer une somme double de la valeur des biens recélés.

La personne qui révélera le recel recevra 5 pour cent de la valeur des objets découverts, et telle autre prime que les *assignees*, du consentement de la Cour, jugeront convenable, à prélever sur la valeur de ces objets.

Tout créancier qui aura reçu du failli argent, marchandises, meubles, ou garanties, comme prix de son abstention de toute opposition à la délivrance du certificat au failli, ou de toute demande en retrait de ce certificat, sera condamné à une somme triple du montant de l'argent reçu ou des garanties conférées, ou de la valeur estimée des marchandises ou meubles.

Tout officier de la Cour convaincu d'avoir reçu directement ou indirectement une valeur quelconque en dehors des honoraires qui lui sont alloués par la loi, sous quelque prétexte que ce soit, sera condamné à une amende de 500 liv. sterling (12,500 fr.) et déclaré indigne de remplir aucune charge officielle.

Toute personne convaincue d'avoir inséré ou fait insérer dans la *Gazette de Londres*, ou tout autre journal, un avis non autorisé par la Cour, sachant que cet avis contenait des particularités mensongères, sera condamné comme coupable de délit (*misdeemeanour*).

Tout directeur de prison qui refusera de recevoir à sa garde un failli ou autre personne dûment condamnés par la Cour à l'emprisonnement, ou qui les aura laissés s'échapper, sera condamné à une amende de 500 liv. sterling (12,500 fr.).

Les *assignees* sont chargés de poursuivre le recouvrement des amendes encourues devant les Cours supérieures de Sa Majesté dites *Courts of record*, et d'en verser le montant à la Banque, au crédit de l'*accountant* et au compte intitulé « *The chief registrar's account*. »

L'acte de 1849 se tait en ce qui touche la complicité en matière de crimes emportant la peine de la transportation ou de l'emprisonnement. Mais il n'est pas douteux que le droit commun est ici applicable, puisqu'il n'y a pas été dérogé.

CHAPITRE IV.

DE L'ADMINISTRATION DES BIENS EN CAS DE BANQUEROUTE (OF THE MANAGEMENT OF THE ESTATE, IN CASE OF THE BANKRUPT'S CONVICTION).

La procédure administrative de la faillite est remise complètement aux *assignees* dont l'action est collatérale à celle de la Cour, et ne relève que du contrôle de celle-ci.

Les crimes et délits sont découverts par la Cour qui dresse procès-verbal des faits, et ces procès-verbaux font foi en justice.

La juridiction criminelle pourra donc agir sur ces documents; et comme les procédures criminelles sont orales, en Angleterre, et se font devant un jury d'enquête (*indictement*), il n'y a pas lieu au dépôt de pièces relatives à la faillite nécessité par l'art. 602 du Code de commerce.

Les *assignees* pourront être appelés à donner des renseignements, comme témoins ordinaires, sur les circonstances de la faillite qui intéressent l'accusation relevée contre le failli; mais cela ne devra pas interrompre les opérations toutes spéciales de leur administration.

TITRE III

DE LA RÉHABILITATION.

LOI FRANÇAISE.

Que le failli ait obtenu un concordat ou qu'il y ait eu union de ses créanciers, les effets civils et politiques de la faillite subsistent contre lui ; il est toujours failli. Le jugement déclaratif de la faillite devenu définitif a créé au commerçant une situation réellement pénale, et la peine qu'il subit se révèle et s'affirme par les incapacités que la loi attache à la condition du failli. — Mais le législateur n'a pas voulu priver le commerçant qui n'a été que malheureux, et dont la conduite ne lui a pas aliéné la sollicitude et la sympathie qui assistent comme un privilège le malheur honorable, des moyens de se racheter des déchéances encourues, et d'effacer le caractère exceptionnel qui demeure comme une ombre sur sa réputation.

La réhabilitation procurera au failli une restitution complète de ses droits et de ses capacités. Cette faveur qui réfléchit la plus haute intelligence du devoir social, puisqu'elle convie le citoyen déchu à se relever par ses propres énergies, et à mériter par l'effort ces restitutions qui seront désormais sa conquête ; cette faveur, disons-nous, sera le plus noble stimulant offert à l'activité du commerçant, en même temps qu'elle ménagera à ses créanciers l'espoir d'être complètement désintéressés des sacrifices qu'ils auront consentis.

La réhabilitation commerciale est donc une grande et féconde institution, un acte d'indulgence et de justice, une amnistie profondément humaine, dont le principe moralisateur appartient à cette religion latente et universelle de la conscience qui ne voyant que des exceptions dans les déchéances sociales, s'efforce et se glorifie de les réduire par l'initiative et le mérite des vaineux.

La réhabilitation commerciale s'obtient en suivant la procédure ci-après indiquée par la loi :

« Le failli qui aura intégralement acquitté, en principal, intérêts et frais, toutes les sommes par lui dues, pourra obtenir sa réhabilitation. — Il ne pourra l'obtenir s'il est l'associé d'une maison de commerce tombée en faillite, qu'après avoir justifié que toutes les dettes de la société ont été intégralement acquittées en principal, intérêts et frais, lors même qu'un concordat particulier lui aurait été consenti. » (C. com., art. 604.)

Le failli devra donc justifier par des quittances explicites qu'il a *complètement* désintéressé ses créanciers, et qu'il a satisfait exactement au vœu formel et rigoureux de l'art. 604. — Une quittance qui mentionnerait la remise de la dette n'aurait pas le caractère voulu par la loi ; il faut que le failli ait réellement payé tout ce qu'il devait, pour avoir droit à la réhabilitation.

« Toute demande en réhabilitation sera adressée à la Cour royale dans le ressort de laquelle le failli sera domicilié. Le demandeur devra joindre à sa requête les quittances et autres pièces justificatives. » (C. com., art. 605.)

« Le procureur général près la Cour royale, sur la communication qui lui aura été faite de la requête, en adressera les expéditions certifiées de lui au procureur du roi et au président du Tribunal de Commerce de l'arrondissement où elle a eu lieu, en les chargeant de recueillir tous les renseignements qu'ils pourront se procurer sur la vérité des faits exposés. » (C. com., art. 606.)

« A cet effet, à la diligence tant du procureur du roi que
« du président du Tribunal de commerce, copie de ladite re-
« quête sera affichée pendant un délai de deux mois, tant dans
« les salles d'audience de chaque tribunal qu'à la Bourse et à
« la maison communé, et sera insérée par extrait dans les pa-
« piers publics. » (C. com., art. 607.)

« Tout créancier qui n'aura pas été payé intégralement de
« sa créance en principal, intérêts et frais, et toute autre
« partie intéressée, pourra, pendant la durée de l'afficho, for-
« mer opposition à la réhabilitation par simple acte au greffe
« appuyé des pièces justificatives. Le créancier opposant ne
« pourra jamais être partie dans la procédure de réhabilita-
« tion. » (C. com., art. 608.)

« Après l'expiration de deux mois, le procureur du roi et le
« président du Tribunal de Commerce transmettront, chacun
« séparément, au procureur général de la Cour royale, les
« renseignements qu'ils auront recueillis et les oppositions qui
« auront pu être formées. Ils y joindront leurs avis sur la do-
« mande. » (C. com., art. 609.)

« Le procureur général près la Cour royale fera rendre
« arrêt portant admission ou rejet de la demande en réhabi-
« litation. Si la demande est rejetée, elle ne pourra être repro-
« duite qu'après une année d'intervalle. » (C. com., art. 610.)

« L'arrêt portant réhabilitation sera transmis au procureur
« du roi et aux présidents des tribunaux auxquels la demando
« aura été adressée. Ces tribunaux en feront faire la lecture
« publique et la transcription sur leurs registres. » (C. com.,
art. 611.)

La loi ne devait pas réserver le bénéfice de la réhabilitation
aux commerçants qui, soit par la gravité des circonstances
caractéristiques de leur faillite, soit par les condamnations
criminelles ou correctionnelles qu'ils auraient encourues, au-
raient démérité de sa sollicitude et de son concours.

Par conséquent,

« Ne seront point admis à la réhabilitation les banquerou-

« tiers frauduleux, les personnes condamnées pour vol, escroqueries, abus de confiance, les stellionataires, ni les tuteurs, administrateurs ou autres comptables qui n'auront pas rendu et soldé leurs comptes. — Pourra être admis à la réhabilitation le banqueroutier simple qui aura subi la peine à laquelle il aura été condamné. » (C. com., art. 612.)

L'admission du banqueroutier simple au bénéfice de la réhabilitation est laissée à la souveraine appréciation des tribunaux, qui tiendront compte certainement des circonstances mêmes qui ont servi de base à la condamnation, circonstances dont la gravité pourrait écarter du failli la faveur qu'il poursuit.

« Nul commerçant failli ne pourra se présenter à la Bourse, à moins qu'il n'ait obtenu sa réhabilitation. » (C. com., art. 613.)

« Le failli pourra être réhabilité après sa mort. » (C. com., art. 614.)

Cette disposition s'est-elle inspirée de la grande préoccupation des intérêts moraux qui rendent chère à ses parents et à ses amis la mémoire de celui qui n'est plus? ou bien le souci d'assurer aux créanciers une satisfaction qui les désintéresse intégralement a-t-il eu la principale part dans cette initiative du législateur? Il faut croire à ces deux mobiles et à leur égale influence.

Puisse cette sollicitude posthume étendre son domaine et embrasser dans une plus vaste charité le soin de la mémoire des morts que la loi pénale a atteints et flétris! — Que les malheureux sur lesquels s'est égaré, malgré ses sévères scrupules, le jugement faillible des hommes, et qui ont succombé sous le supplice affreux et meurtrier d'un châtiment et d'une réprobation immérités, n'aient plus à leur lit de mort, comme suprême douleur, à désespérer de toute réhabilitation de leur mémoire, par le bénéfice et le témoignage tardifs de la vérité! Le souvenir est la seconde vie des hommes; le mourant se recommande à lui, comme à l'asile tutélaire où il se réfugie contre la mort; et quand ce souvenir peut garder l'espoir et le droit

d'une réparation qui est une justice, n'est-ce pas un devoir pour la société, représentée par la loi, d'exercer cette tutelle supérieure qui satisfait aux aspirations les plus mystérieuses et les plus sacrées, en même temps qu'elle garantit, en ne la prescrivant jamais, la revendication de la vérité sur les fatales séductions de l'erreur ?

TITRE III

DE LA RÉHABILITATION

LOI ANGLAISE.

La loi anglaise ne reconnaît pas la réhabilitation, parce que rien, dans le *bankrupt law consolidation act*, ne modifie la capacité civile ou politique du commerçant failli. Il n'y avait donc pas à le réhabiliter.

Le failli ne relève que de l'opinion de ses concitoyens, et la classe du certificat qui lui est délivré est son titre au degré d'estime et de confiance qu'il retrouvera dans le monde commerçant.

Le failli qui a un certificat de première classe n'est qu'un homme malheureux, dont les revers ont frappé le courage prudent, l'énergie honnête, la probité consciencieuse ; il a

droit à la sympathie, et le commerce anglais honore ces vaincus honorables de la grande lutte industrielle et commerciale, en leur maintenant le crédit qui relève des chutes et répare les désastres de la fatalité.

C'est l'honneur du commerce, chez ce grand peuple, de comprendre et de pratiquer noblement le principe de la solidarité et de l'assistance mutuelles, et de ne voir dans le commerçant malheureux, mais probe, habile, intelligent, qu'un concours paralysé par la mauvaise fortune, auquel il importe à la grande république de l'activité et de la richesse nationales (*commonwealth*) de rendre les moyens efficaces de devenir utile, et de reprendre, plus pauvre mais non moins honoré, sa place réservée dans la cité du travail.

Le failli qui n'a qu'un certificat de seconde classe n'a pas absolument démérité, mais il n'a pas su opposer aux chances mauvaises cette prudence, cette sollicitude, cet accomplissement rigoureux du devoir qui sauvent l'honneur commercial de la défaite matérielle d'une faillite.

Celui-là ne perdra pas tout espoir de trouver appui et concours pour reprendre les affaires ; mais le crédit sera plus circonspect à son égard, car il porte au front la marque d'une déchéance.

Quant au commerçant failli qui ne peut justifier que d'un certificat de troisième classe, il est perdu. Son caractère commercial a fait complètement naufrage dans la catastrophe de ses affaires, et l'estime du commerce s'est justement retirée de lui.

Celui-là, pourtant, trouve un moyen frauduleux de réhabilitation honteuse dans la tolérance de la loi anglaise qui n'interdit pas à un individu de faire des affaires, de signer des actes, des valeurs, de transiger sous un autre nom que le sien.

Ce failli changera donc de nom. Sur son certificat il s'appelle Williams ; demain, dans les affaires, il s'appellera Arthur, et tout sera dit.

Ainsi, il pourra impunément surprendre le crédit et la confiance, et dérober par le mensonge ce que sa réputation ne saurait obtenir.

Déplorable lacune de la législation, qui favorise les fraudes les plus dangereuses, et doit inspirer aux relations extérieures du commerce une méfiance qui n'est que trop justifiée.

En résumé, s'il n'y a pas de réhabilitation légale en faveur du failli, en Angleterre, il y a dans le commerce une grande et efficace réhabilitation de fait qui ne fait jamais défaut à qui l'a méritée.

Rendons hommage à cette haute police des caractères qui porte l'empreinte magnifique des mœurs publiques les plus fières et les plus justes, du sentiment le plus exquis de la valeur humaine, du culte et du respect les plus intelligents des droits du travail et des privilèges de la liberté !

D'ailleurs, le commerçant qui aura été illégalement déclaré en faillite, et qui aura fait annuler le jugement surpris à la religion de la Cour par un demandeur de mauvaise foi, obtient toujours du jury une réparation matérielle dont la proportion est un châtiment sévère infligé au coupable ; et le verdict de ses concitoyens est une protection morale toute-puissante contre les conséquences fâcheuses que pouvait avoir pour lui le succès des manœuvres qu'il a convaincues d'imposture.

DE LA FAILLITE DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS. (BANKRUPTCY OF JOINT STOCK COMPANIES.)

La loi anglaise a consacré une série de dispositions spéciales au règlement des rapports déterminés par la faillite des sociétés par actions.

Toute société par actions (*joint stock company*) légalement constituée, et ayant pour objet une exploitation commerciale, qui aura commis un des *acts of bankruptcy* caractérisés et qualifiés par l'art. 4 de l'acte de parlement, 7 et 8 Victoria,

cap. III, pourra être déclarée en faillite, sur la demande (*petition*) d'un créancier de la compagnie justifiant d'une créance suffisante, conformément à l'art. 91 de l'acte du 1^{er} août 1849.

La Cour procède alors comme en cas de faillite d'un simple particulier.

Un double du jugement déclaratif de la faillite est signifié à la personne qui, à l'époque de la demande en déclaration, était directeur ou gérant (*chief clerk, secretary, registrar, or director*) ou au siège de la société.

Cette personne devra se présenter à la Cour pour consentir à la publicité du jugement déclaratif, dans le délai de cinq jours accordé par la loi pour contester la validité du jugement, après avoir, préalablement à tout acte, déclaré devant la Cour qu'à l'époque de la demande en déclaration elle était directeur ou gérant de la société, et qu'elle est autorisée à se présenter en cette qualité devant justice.

Les *acts of bankruptcy* particuliers aux *joint stock companies* ne sont relatifs qu'aux refus de paiement opposés soit à des jugements, soit à des réclamations sous forme d'affidavits ; refus qui, passé le délai fatal de quatorze jours sans exécution par la société de ses obligations, ou sans instance opposée, s'il y a lieu, comme suspension légale du droit des demandeurs, sont réputés *actes de faillite*, et produisent contre la société tous leurs effets.

Est réputée également *act of bankruptcy* la déclaration officielle faite et signée dans le cabinet (*office*) du greffier en chef (*chief registrar*) des faillites, par telle société, qu'elle ne peut remplir ses engagements ; cette déclaration doit être accompagnée de la délibération conforme de la société, empreinte du sceau de la société, ou, s'il n'y a pas de sceau, signée par le président du conseil des directeurs. Cette déclaration est attestée par l'*attorney* ou le *solicitor* de la compagnie, et elle ne sera réputée *act of bankruptcy* que si, dans les deux mois qui la suivront, il a été fait contre la société une demande en déclaration de faillite.

Du jour du jugement déclaratif, la Cour nomme l'*official assignee*, et la propriété de la société passe en la possession de celui-ci et des *chosen assignees* au bénéfice des créanciers.

Toute la procédure de publicité, de convocation des créanciers, de vérification des créances, d'interrogatoire soit des représentants de la société, soit de telles personnes que la Cour juge convenable d'examiner, de production de livres, papiers, documents relatifs aux faits, objet de l'examen, que nous avons analysée et exposée en matière de faillite ordinaire, se reproduit, dans cette circonstance spéciale, avec tous ses détails, toutes ses conséquences et toutes ses sanctions.

Quant à l'administration et aux droits des *assignees*, ils sont les mêmes que dans les cas ordinaires.

Les *assignees* agissent au lieu, place et droit de la société contre tout débiteur de celle-ci, de même qu'ils reçoivent toute réclamation qui lui serait adressée, si elle n'était pas en faillite.

Toutefois, nul actionnaire ne sera reçu à opposer en compte à une réclamation des *assignees*, aucune demande ayant pour objet une part du capital, ou tels dividendes, intérêts, profits, ou *bonus*, afférents à sa part d'action dans la société.

En cas de poursuite et de contestation, l'actionnaire poursuivi pourra obtenir qu'il soit sursis jusqu'à nouvel ordre à la continuation de l'instance, en donnant caution suffisante à la Cour.

Le représentant officiel de la société dresse le bilan de la situation sociale, et le soumet, ainsi que ses comptes, à la vérification de la Cour, après en avoir affirmé sous serment l'exactitude et la sincérité. Il est assujéti à toutes les obligations, et passible des mêmes condamnations et des mêmes peines qu'un simple failli.

La loi n'a pour lui ni plus d'égards, ni plus de sévérités.

L'administration de la faillite sera l'objet de mesures exceptionnelles. La Cour saisie de la faillite peut ordonner aux *assignees* de se pourvoir par une demande, sous forme som-

maire, auprès de la haute Cour de chancellerie, afin d'en obtenir tous ordres nécessaires à la liquidation définitive et au règlement des affaires de la société, et d'obliger tous les membres à fournir une contribution suffisante pour couvrir les dettes et engagements de l'association, aussi bien que les frais et dépenses de la liquidation et du règlement définitif de ses affaires.

La haute Cour remet l'examen de la question à l'un de ses membres (*master*) qui fixe, après une enquête approfondie, la contribution nécessaire pour satisfaire aux fins de la demande, et la haute Cour homologue son rapport.

Le *master* désigne un *receveur* pour recueillir et recevoir les fonds jugés nécessaires. Le receveur versera les sommes reçues à la Banque d'Angleterre, au compte de l'*accountant* de la haute Cour de chancellerie, et au crédit de la société; et, sur la demande des *assignees*, ordonnera que telles sommes leur soient remises pour être affectées au paiement de telles créances, de telles demandes, de tels frais spécifiés; ou bien, selon les circonstances et les ordres qu'il aura reçus, le receveur éteindra directement, au moyen des fonds recueillis, telles créances, réclamations, demandes, ou tels frais déterminés.

D'ailleurs, la loi a armé la haute Cour de chancellerie d'une autorité discrétionnaire pour conduire à une fin satisfaisante le règlement de la liquidation de toute société en faillite, et pour suppléer aux défauts ou lacunes de la loi par des ordonnances souveraines obligeant les membres de la société aux contributions nécessaires, réglant tous les engagements contractés, désintéressant tous créanciers, et soldant tous les comptes et frais, par les voies les plus rapides, les plus sûres et les moins dispendieuses que faire se pourra.

Ces pouvoirs exceptionnels seraient une violation dangereuse de la constitution et des libertés publiques. Aussi la loi exige-t-elle que ces ordonnances soient préalablement soumises aux deux chambres du Parlement dans le mois qui suivra

leur date, si le Parlement est réuni ; et, dans le cas contraire, dans le mois qui suivra l'ouverture de sa prochaine session.

Avant le dernier examen (*last examination*) du représentant responsable de la société, la Cour s'enquerra des causes de la faillite ; et, après cette dernière épreuve, elle transmettra une copie du bilan au comité du conseil privé pour le commerce et les colonies, et certifiera la cause, dans son opinion, de la faillite de la société, et les circonstances spéciales relatives à l'administration des affaires sociales. — A ce certificat la Cour annexera une copie de l'examen subi par les personnes qu'elle aura interrogées, et qu'elle jugera utile comme renseignement sur l'administration de la société.

Puis, sur la recommandation du conseil privé, Sa Majesté peut révoquer et annuler tous les pouvoirs, privilèges et avantages conférés à la société par charte, lettres patentes ou par acte de parlement.

Sur l'avis du comité du conseil privé, les papiers relatifs à la faillite, à l'administration des affaires de la société, à la conduite de ses directeurs et de ses employés, seront soumis au procureur général de Sa Majesté, qui décidera des mesures à prendre contre les directeurs ou employés de la société ou telles autres personnes, et toutes poursuites jugées utiles par le procureur général seront conduites par la Trésorerie (*Treasury*).

Ainsi seront recherchés et réprimés les malversations, fraudes, détournements, suppressions, altérations, falsifications de livres, et autres actes coupables dont la responsabilité sera fixée et les auteurs punis, selon la gravité des circonstances, comme convaincus de crimes (*felonies*) ou de simples délits (*misdemeanours*.)

LIVRE IV

DE LA JURIDICTION COMMERCIALE

TITRE PREMIER

DE L'ORGANISATION DES TRIBUNAUX DE COMMERCE.

LOI FRANÇAISE.

L'institution des tribunaux de commerce est une des plus belles conquêtes, un des plus féconds bienfaits de notre révolution administrative.

C'est une application du vieux principe qui proclamait la supériorité et la logique du jugement par les égaux, par les pairs (*pares*), et qui a généralisé avec tant d'avantages, dans les sociétés modernes, la juridiction du jury.

La justice consulaire est une forme de cette juridiction générale; elle a une spécialité dans laquelle sa compétence est justifiée par l'expérience acquise des affaires industrielles et

commerciales, et par ces habitudes pratiques qui font au jugement la plus universelle comme la plus solide éducation.

D'autre part, issue de l'élection, renouvelable à des périodes déterminées, cette magistrature exprime toujours ce qu'il y a de mobile et de progressif dans la tradition continue et vivante du commerce, et elle satisfait, avec la plus large sécurité pour ses justiciables spéciaux, à toutes les obligations de son devoir et de sa destination.

Rapide, peu coûteuse, sa procédure seule, en ménageant le temps, ce précieux capital, est pour toutes les parties une première et précieuse justice; et quelles que soient les critiques dont elle a été l'objet, comme toutes les excellentes choses dont on exige d'autant plus qu'elles rendent de plus grands services, notre organisation de la justice consulaire est à juste titre admirée des étrangers, et servira de modèle aux institutions judiciaires du même genre que réclament chez eux les mêmes besoins, les mêmes intérêts.

Aussi, suffit-il d'exposer la loi même de cette organisation, pour en montrer l'excellence, sans que le commentaire soit utile pour en faire ressortir les avantages et en exalter la valeur et la supériorité.

« Un règlement d'administration publique déterminera le nombre des tribunaux de commerce, et les villes qui seront susceptibles d'en recevoir par l'étendue de leur commerce et de leur industrie. » (C. com., art. 615.)

« L'arrondissement de chaque tribunal de commerce sera le même que celui du tribunal civil dans le ressort duquel il sera placé; et s'il se trouve plusieurs tribunaux de commerce dans le ressort d'un seul tribunal civil, il leur sera assigné des arrondissements particuliers. » (C. com., art. 616.)

« Chaque tribunal de commerce sera composé d'un président, de juges et de suppléants. Le nombre des juges ne pourra pas être au-dessous de deux, ni au-dessus de quatorze, non compris le président. Le nombre des suppléants sera proportionné aux besoins du service. Un règlement

« d'administration publique fixera, par chaque tribunal, le nombre des juges et celui des suppléants. » (C. com., art. 617.)

Si, par une circonstance quelconque le tribunal ne peut être complété par les titulaires et les suppléants, il sera pourvu au remplacement nécessaire par des négociants notables pris suivant leur ordre d'inscription sur la liste dressée en conformité à l'art. 619.

« Les membres des tribunaux de commerce seront élus dans une assemblée composée de commerçants notables, et principalement des chefs des maisons les plus anciennes et les plus recommandables par la probité, l'esprit d'ordre et d'économie. » (C. com., art. 618.)

La convocation des notables électeurs est faite par le préfet. Les membres élus peuvent refuser la fonction et s'en démettre quand ils le jugent convenable.

« La liste des notables sera dressée, sur tous les commerçants de l'arrondissement, par le préfet, et approuvée par le ministre de l'intérieur; leur nombre ne peut être au-dessous de vingt-cinq dans la ville où la population n'excède pas quinze mille âmes; dans les autres villes, il doit être augmenté à raison d'un électeur pour mille âmes de population. » (C. com., art. 619.)

« Tout commerçant pourra être nommé juge ou suppléant, s'il est âgé de trente ans, s'il exerce le commerce avec honneur et distinction depuis cinq ans. Le président devra être âgé de quarante ans, et ne pourra être choisi que parmi les anciens juges, y compris ceux qui ont exercé dans les tribunaux actuels, et même les anciens juges-consuls des mar-chands. » (C. com., art. 620.)

Un commerçant retiré des affaires et non porté sur la liste des notables peut être élu membre du Tribunal de Commerce.

« L'élection sera faite au scrutin individuel, à la pluralité absolue des suffrages; et lorsqu'il s'agira d'élire le président, l'objet spécial de cette élection sera annoncé avant d'aller au scrutin. » (C. com., art. 621.)

Le président est nommé séparément; les juges sont élus par un seul scrutin de liste; tous, président et juges, doivent réunir la majorité absolue des suffrages.

« A la première élection, le président et la moitié des juges et des suppléants dont le tribunal sera composé, seront nommés pour deux ans; la seconde moitié des juges et des suppléants sera nommée pour un an; aux élections postérieures, toutes les nominations seront faites pour deux ans. — Tous les membres compris dans une même élection seront soumis simultanément au renouvellement périodique, encore bien que l'institution de l'un ou de plusieurs d'entre eux ait été différée. » (C. com., art. 622.)

« Le président et les juges sortant d'exercice après deux années pourront être réélus immédiatement pour deux autres années. Cette nouvelle période expirée, ils ne seront éligibles qu'après un an d'intervalle. — Tout membre élu en remplacement d'un autre par suite de décès ou de toute autre cause, ne demeurera en exercice que pendant la durée du mandat confié à son prédécesseur. » (C. com., art. 623.)

Néanmoins, lors même que leur mandat est expiré, les juges du Tribunal de Commerce conservent leurs pouvoirs jusqu'à ce qu'ils aient régulièrement reçu des successeurs.

« Il y aura près de chaque tribunal un greffier et des huissiers nommés par le roi; leurs droits, vacations et devoirs, seront fixés par un règlement d'administration publique. » (C. com., art. 624.)

« Il sera établi, pour la ville de Paris seulement, des gardes du commerce pour l'exécution des jugements emportant la contrainte par corps: la forme de leur organisation et leurs attributions seront déterminées par un règlement particulier. » (C. com., art. 625.)

« Les jugements, dans les tribunaux de commerce, seront rendus par trois juges au moins; aucun suppléant ne pourra être appelé que pour compléter ce nombre. » (C. com., art. 626.)

Il a été jugé que la participation d'un suppléant à un jugement, le Tribunal étant composé de trois juges, constituait une violation de l'art. 626 et entraînerait la nullité du jugement.

« Le ministère des avoués est interdit dans les tribunaux de commerce, conformément à l'art. 414 du Code Napoléon; »
 « nul ne pourra plaider pour une partie devant les tribunaux, »
 « si la partie, présente à l'audience, ne l'autorise, ou s'il n'est »
 « muni d'un pouvoir spécial. Ce pouvoir, qui pourra être donné »
 « au bas de l'original ou de la copie de l'assignation, sera exhibé »
 « au greffier avant l'appel de la cause, et par lui visé sans »
 « frais. — Dans les causes portées devant les tribunaux de »
 « commerce, aucun huissier ne pourra, ni assister comme con- »
 « seil, ni représenter les parties en qualité de procureur fondé, »
 « à peine d'une amende de 25 à 50 francs, qui sera prononcée, »
 « sans appel, par le Tribunal, sans préjudice des peines dis- »
 « ciplinaires contre les huissiers contrevenants. — Cette dis- »
 « position n'est pas applicable aux huissiers qui se trouveront »
 « dans l'un des cas prévus par l'art. 86 du Code Napoléon. »
 (C. com., art. 627.)

Néanmoins les avoués peuvent se présenter devant le Tribunal de Commerce, mais seulement comme particuliers chargés d'une procuration.

A certains tribunaux de commerce sont attachés des défenseurs désignés par le président, et qui, munis de la procuration exigée par l'art. 627, représentent et défendent les intérêts des parties. Ces défenseurs ont le nom d'*agréés*. Mais les avocats, en se conformant à la règle de leur discipline, qui leur interdit d'accepter aucun mandat, peuvent plaider et plaident devant les tribunaux de commerce, assistés du client dont ils défendent les intérêts, ou de leur procureur.

« Les fonctions des juges de commerce sont seulement honorifiques. » (C. com., art. 628.)

« Ils prêtent serment avant d'entrer en fonctions à l'audience de la Cour royale, lorsqu'elle siège dans l'arrondisse-

« ment communal où ce tribunal de commerce est établi : dans
« le cas contraire, la Cour royale commet, si les juges de com-
« merce le demandent, le tribunal civil de l'arrondissement
« pour recevoir leur serment ; et, dans ce cas, le tribunal en
« dresse procès-verbal, et l'envoie à la Cour royale, qui en or-
« donne l'insertion dans ses registres. Ces formalités sont
« remplies sur les conclusions du ministère public et sans frais. »
(C. com., art. 629.)

Dans les arrondissements qui n'ont pas de tribunal de commerce, le tribunal civil exerce cette juridiction, en observant dans son action les règles qui régissent la procédure commerciale.

« Les tribunaux de commerce sont dans les attributions et
« sous la surveillance du ministre de la justice. » (C. com.,
art. 630.)

TITRE II

DE LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX DE COMMERCE.

« Les tribunaux de commerce connaîtront : 1° de toutes
« contestations relatives aux engagements et transactions entre
« négociants, marchands et banquiers ; 2° entre toutes per-
« sonnes, des contestations relatives au commerce. » (C. com.,
art. 631.)

Toutefois, il est nécessaire que ces engagements et transactions entre négociants aient pour objet des actes de commerce; en dehors de cette condition essentielle, le Tribunal de Commerce n'est plus compétent. Si l'une des parties seule a la qualité de commerçant, celle qui n'a pas ce caractère peut l'assigner devant le Tribunal civil ou devant le Tribunal de Commerce, à son choix, sans qu'il puisse y avoir réciprocité de droit pour le commerçant. Les étrangers sont, comme les Français, justiciables des Tribunaux de Commerce, aux termes de l'art. 631, qui ne fait aucune exception; seulement, il faut que les opérations, objet de la contestation, aient été consommées en France.

L'art. 442 du Code Napoléon porte que les Tribunaux de Commerce ne connaissent pas de l'exécution de leurs jugements. La connaissance de cet ordre de faits est de la compétence des Tribunaux civils.

« La loi répute actes de commerce, — tout achat de denrées
« et marchandises pour les revendre, soit en nature, soit après
« les avoir travaillées et mises en œuvre, ou même pour en
« louer simplement l'usage; — toute entreprise de manufac-
« ture, de commission, de transport par terre ou par eau; —
« toute entreprise de fournitures, d'agences, bureaux d'affaires,
« établissements de vente à l'encan, de spectacles publics; —
« toute opération de change, banque ou courtage; —
« toutes les opérations des banques publiques; — toutes
« obligations entre négociants, marchands et banquiers; —
« entre toutes personnes, les lettres de change ou remises
« d'argent faites de place en place. » (C. com., art. 632.)

Nous avons eu occasion d'expliquer la portée de cet article sous le titre I^{er} : *Des Commerçants*. Nous n'y reviendrons pas. Néanmoins, n'oublions pas que dans cet article, comme dans le suivant, l'énumération faite par la loi ne limite pas l'interprétation qui saura atteindre tous les actes de commerce sous les formes multiples qu'ils peuvent affecter.

« La loi répute pareillement actes de commerce, — toute

« entreprise de construction, et tous achats, ventes et re-
 « ventes de bâtiments pour la navigation intérieure et exté-
 « rieuse ; — toutes expéditions maritimes ; — tout achat ou
 « vente d'agrès, apparaux et avitaillements ; — tout affré-
 « tement ou nolisement, emprunt ou prêt à la grosse ; —
 « toutes assurances et autres contrats concernant le com-
 « merce de mer ; — tous accords et conventions pour salaires
 « et loyers d'équipage ; — tous engagements de gens de mer
 « pour le service des bâtiments de commerce. » (C. com.,
 art. 633.)

L'art. 633 énumère et définit les actes du commerce mari-
 time, comme l'art. 632 s'est occupé exclusivement du com-
 merce de terre. Comme nous l'avons dit de l'art. 632, l'énu-
 mération, faite par la loi, des actes de commerce maritime
 n'est pas tellement limitative que l'appréciation du juge ne
 puisse faire rentrer dans ce domaine tous les faits, en nombre
 infini, qui participent des caractères auxquels l'art. 633 atta-
 che la qualification d'actes de commerce.

« Les tribunaux de commerce connaîtront également : —
 « 1° des actions contre les facteurs, commis des marchands ou
 « leurs serviteurs, pour le fait seulement du trafic du mar-
 « chand auquel ils sont attachés ; — des billets faits par les
 « receveurs, payeurs, percepteurs ou autres comptables des
 « deniers publics. » (C. com., art. 634.)

Par une logique interprétation de cet article, on a appliqué
 la disposition de l'art. 634 aux rapports ou contestations entre
 commis ou patrons, entre commis ou facteurs, relativement à
 leurs fonctions.

Toutefois, les commis et facteurs ne sont pas commerçants ;
 ils peuvent faire des actes de commerce, et leur profession
 n'est qu'une série d'actes de ce genre, aux termes de l'art. 634 ;
 mais la contrainte par corps ne leur sera appliquée qu'avec
 une grande réserve, et en tant seulement qu'ils seraient per-
 sonnellement engagés.

« Les tribunaux de commerce connaîtront de tout ce qui

« concerne les faillites, conformément à ce qui est prescrit au
« livre III du présent Code. » (C. com., art. 635.)

Sauf les exceptions qui rapportent à une autre compétence, celle des tribunaux civils ou des tribunaux criminels, la connaissance de faits qui concernent les faillites, mais dont le caractère commercial n'est pas prépondérant.

« Lorsque les lettres de change ne seront réputées que
« simples promesses, aux termes de l'art. 112, ou lorsque les
« billets à ordre ne porteront que des signatures d'individus
« non négociants, et n'auront pas pour occasion des opéra-
« tions de commerce, trafic, change, banque ou courtage, le
« Tribunal de Commerce sera tenu de renvoyer au Tribunal
« civil, s'il en est requis par le défendeur. » (C. com., art. 636.)

Le défendeur qui optera pour la juridiction civile devra demander le renvoi devant le Tribunal civil avant de plaider aucun moyen au fond ; s'il passe outre, et entre dans le débat même de l'affaire, il est de droit présumé avoir accepté la compétence du Tribunal de Commerce.

« Lorsque des lettres de change et des billets à ordre por-
« teront en même temps des signatures d'individus non négo-
« cians, le Tribunal de Commerce en connaîtra ; mais il ne
« pourra prononcer la contrainte par corps contre les indi-
« vidus non négociants, à moins qu'ils ne se soient engagés
« à l'occasion d'opérations de commerce, trafic, échange,
« banque ou courtage. » (C. com., art. 637.)

Il ne s'agit pas seulement ici du tireur d'une lettre de change ou du souscripteur d'un billet à ordre, mais aussi de tous les endosseurs de ces valeurs : tous sont atteints par la disposition générale et explicite de cet article.

« Ne seront point de la compétence des tribunaux de com-
« merce les actions intentées contre un propriétaire, cultiva-
« teur ou vigneron, pour vente de denrées provenant de son
« cru, les actions intentées contre un commerçant, pour paye-
« ment de denrées et marchandises achetées pour son usage
« particulier. — Néanmoins, les billets souscrits par un

« commerçant seront censés faits pour son commerce, et ceux
« des receveurs, payeurs, percepteurs ou autres comptables
« de deniers publics, seront censés faits pour leur gestion,
« lorsqu'une autre cause n'y sera point énoncée. » (C. com.,
art. 638.)

Les actes spécifiés dans le premier paragraphe de cet article ne présentent pas le caractère essentiel à tout acte de commerce et qui consiste à acheter en vue d'une spéculation. — Il faut que l'industriel agricole, quel qu'il soit, puisse écouler les produits directs de son industrie, denrées, matières premières, bestiaux, etc., sans pour cela cesser d'être cultivateur, vigneron, éleveur. — La vente de ses produits directs par un propriétaire ou fermier ne constitue pas une spéculation commerciale.

En ce qui touche la présomption légale exprimée dans le second paragraphe contre les commerçants et comptables publics, ils auront toujours la faculté de l'écarter en spécifiant nettement dans les billets par eux souscrits la cause de ces valeurs qui les soustrait aux conséquences de cette présomption.

« Les tribunaux de commerce jugeront en dernier ressort :
« — 1° toutes les demandes dans lesquelles les parties justifi-
« ciables de ces tribunaux, et usant de leurs droits, auront
« déclaré vouloir être jugées définitivement et sans appel; —
« 2° toutes les demandes dont le principal n'excédera pas la
« valeur de 1,500 fr.;—3° les demandes reconventionnelles ou
« en compensation, lors même que, réunies à la demande prin-
« cipale, elles excéderaient 1,500 fr. — Si l'une des demandes
« principale ou conventionnelle s'élève au-dessus des limites
« ci-dessus indiquées, le Tribunal ne prononcera sur toutes
« qu'en premier ressort. — Néanmoins, il sera statué en der-
« nier ressort sur les demandes en dommages-intérêts, lors-
« qu'elles seront fondées exclusivement sur la demande prin-
« cipale elle-même. » (C. com., art. 639.)

Le Tribunal de Commerce connaît, comme tribunal d'appel

et décide en dernier ressort, des sentences émanées des conseils de prud'hommes.

« Dans les arrondissements où il n'y aura pas de tribunaux de commerce, les juges du Tribunal civil exerceront les fonctions et connaîtront des matières attribuées aux juges de commerce par la présente loi. (C. com., art. 640.)

« L'instruction, dans ce cas, aura lieu dans la même forme que devant les tribunaux de commerce, et les jugements produiront les mêmes effets. » (C. com., art. 641.)

L'institution du ministère public n'a point été introduite dans l'organisation des tribunaux de commerce; il semble donc logique que les magistrats du parquet s'abstiennent de toute intervention dans les débats qui s'agissent devant les tribunaux civils jugeant commercialement, aux termes de l'art. 641, et transformés réellement et exceptionnellement en tribunaux consulaires.—Néanmoins, plusieurs arrêts de la Cour de cassation ont décidé que le ministère public doit être entendu devant le Tribunal civil jugeant en matière commerciale, dans tous les cas où il a le devoir et le droit d'intervenir quand le Tribunal juge en matière civile.

TITRE III

DE LA FORME DE PROCÉDER DEVANT LES TRIBUNAUDX DE COMMERCE

« La forme de procéder devant les tribunaux de commerce sera suivie telle qu'elle a été réglée par le titre XXV du

« livre II de la première partie du Code de procédure civile (414 à 442). » (C. com., art. 642.)

Il est peu utile aux commerçants, auxquels s'adresse particulièrement ce livre, de faire tout un cours de procédure, complément nécessaire de cet article. — Nous n'insisterons donc pas sur cette disposition qui n'intéresse réellement que la spécialité professionnelle.

« Néanmoins, les art. 156, 158 et 159 du même Code, relatifs aux jugements par défaut rendus par les Tribunaux inférieurs, seront applicables aux jugements par défaut rendus par les Tribunaux de Commerce. » (C. com., art. 643.)

C'est-à-dire que les jugements par défaut seront signifiés par huissier commis, et périmés faute d'exécution dans les six mois de leur obtention; le défaillant pourra faire opposition jusqu'à l'exécution du jugement.

« Les appels des jugements de Tribunaux de Commerce seront portés par devant les Cours dans le ressort desquelles ces Tribunaux sont situés. » (C. com., art. 644.)

TITRE IV

DE LA FORME DE PROCÉDER DEVANT LES COURS IMPÉRIALES.

« Le délai pour interjeter appel des jugements des Tribunaux de Commerce, sera de trois mois, à compter du jour

TITRE IV. — DE LA FORME DE PROCÉDER, ETC. 603

« de la signification du jugement, pour ceux qui auront été
« rendus contradictoirement, et du jour de l'expiration du dé-
« lai de l'opposition pour ceux qui auront été rendus par dé-
« faut : l'appel pourra être interjeté le jour même du juge-
« ment. » (C. comm., art. 645.)

Tout acquiescement à un jugement entraîne la déchéance du droit d'appel pour la partie qui a acquiescé, lors même que le Tribunal aurait prononcé en dehors de sa compétence.

« Dans les limites de la compétence fixée par l'art. 639
« pour le dernier ressort, l'appel ne sera pas reçu, encore que
« le jugement n'énonce pas qu'il est rendu en dernier res-
« sort, et même quand il énoncerait qu'il est rendu à la charge
« d'appel. » (C. com., art. 646.)

C'est la loi seule qui détermine les limites de la compétence, et ni les omissions, ni les erreurs des jugements qui tendraient à modifier les principes absolus par elle édictés ne peuvent autoriser l'appel là où le législateur l'a formellement interdit.

« Les Cours impériales ne pourront, en aucun cas, à peine
« de nullité, et même de dommages-intérêts des parties, s'il y a
« lieu, accorder des défenses, ni surseoir à l'exécution des
« jugements des Tribunaux de Commerce, quand même ils
« seraient attaqués d'incompétence ; mais elles pourront, sui-
« vant l'exigence des cas, accorder la permission de citer
« extraordinairement, à jour et à heure fixes, pour plaider sur
« l'appel. » (C. com., art. 647.)

Cet article fait allusion à cette disposition de la procédure commerciale aux termes de laquelle tous les jugements des Tribunaux de Commerce sont de droit exécutoires par provision, à la charge de donner caution, sans que l'appel puisse en suspendre l'exécution. L'art. 647 confirme ce vœu absolu de la loi, en interdisant aux Cours d'appel de faire aucun obstacle à cette exécution. L'exécution provisoire du jugement, *nonobstant appel et sans caution*, peut être ordonnée par le Tribunal, quand il y a titre non attaqué, ou condamnation précédente dont il n'y a pas d'appel.

« Les appels des jugements des Tribunaux de Commerce
« seront instruits et jugés dans les Cours, comme appels de
« jugements rendus en matière sommaire. La procédure, jus-
« ques et y compris l'arrêt définitif, sera conforme à celle qui
« est prescrite, pour les causes d'appel en matière civile, au
« livre III de la première partie du Code Napoléon. » (C. com.,
art. 648.)

Outre la juridiction officielle du Tribunal de Commerce, la loi reconnaît une juridiction privée, celle des arbitres choisis par les parties comme juges de leurs différends.

Cette juridiction privée est elle-même réglementée par la loi qui, dans le Code Napoléon, lui a consacré tout un titre. (Art. 1003 à 1029.)

DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

La juridiction des prud'hommes est limitée à la connaissance des contestations qui s'élèvent entre fabricants et ouvriers, entre chefs d'ateliers et compagnons ou apprentis. Le premier devoir de ce conseil, qui est avant tout un tribunal de famille, est d'agir, entre les parties qui le saisissent de leurs différends, par la voie de la conciliation, et de n'autoriser le recours à sa justice que dans le cas où ses efforts conciliateurs n'ont pu aboutir au succès désiré.

Les conseils de prud'hommes sont établis par décret rendus dans la forme des règlements d'administration publique, après avis des chambres de commerce ou des chambres consultatives des arts et manufactures.

Le décret d'institution détermine le nombre des membres qui compose chaque conseil. Ce nombre est de six au moins, non compris le président et le vice-président.

Les membres du conseil sont choisis moitié par les patrons réunis en assemblée électorale particulière, et moitié par les

chefs d'atelier, contre-maîtres et ouvriers, également réunis en assemblée électorale particulière.

Les électeurs patrons doivent être âgés de vingt-cinq ans accomplis, et être patentés depuis cinq ans au moins et domiciliés depuis trois ans dans la circonscription du conseil. Les électeurs ouvriers doivent être âgés de vingt-cinq ans accomplis; ils doivent exercer leur industrie depuis cinq ans au moins, et être domiciliés depuis trois ans dans la circonscription du conseil.

Pour être éligible il faut être Français, électeur, âgé de plus de trente ans, savoir lire et écrire, et n'avoir encouru aucune des incapacités prévues par l'art. 15 de la loi électorale du 2 février 1852.

Le président et le vice-président sont nommés même en dehors des éligibles par le chef du gouvernement dont les décrets peuvent dissoudre les conseils de prud'hommes; les secrétaires sont nommés et révoqués par le préfet sur la proposition du président.

La durée du mandat des prud'hommes est de trois années. Les conseils sont renouvelables par moitié tous les trois ans, et les membres sont rééligibles. Le sort désigne ceux qui seront remplacés pour la première fois.

Tout conseil se divise en deux bureaux : le bureau particulier ou de conciliation, et le bureau général ou de jugement.

Le bureau de conciliation est composé de deux membres, l'un patron et l'autre ouvrier; les jours et les heures de ses séances sont déterminés.

Le bureau de jugement est composé au moins de deux prud'hommes patrons et de deux prud'hommes ouvriers. Il se réunit au moins une fois par semaine, et juge toutes les contestations qui n'ont pu être réglées par la conciliation.

Il connaît en dernier ressort des différends dont l'objet n'excède pas 200 francs; et, en premier ressort, des différends dont l'objet excède cette somme.

Les appels des sentences des conseils de prud'hommes sont

portés devant le Tribunal de Commerce. Enfin, la Cour de cassation peut être saisie de ces décisions rendues en dernier ressort.

Le justiciable est convoqué par lettre, et, s'il ne répond pas, par une citation de l'huissier du conseil ; il doit se présenter en personne devant le conseil, aux jour et heure déterminés ; il ne peut se faire représenter, en cas d'absence ou de maladie, que par un de ses parents, négociant ou marchand, autorisé par procuration.

La partie condamnée par défaut a trois jours pour faire opposition au jugement, à partir de la signification qui lui en est faite par l'huissier du conseil. — Le conseil, s'il y a lieu, peut accorder un plus long délai pour faire opposition, et même relever de la déchéance par elle encourue la partie qui aurait fait tardivement opposition, si cette circonstance est justifiée.

Enfin les fonctions des prud'hommes sont gratuites.

Les conseils de prud'hommes ont une compétence étroite-ment circonscrite par le décret qui les établit ; ils ne peuvent connaître que des différends relatifs à l'industrie particulière aux membres qui les composent, et ayant pour objet les rapports que le travail détermine entre patron et ouvrier, ou entre ouvriers du même atelier. Par exemple, les conseils de prud'hommes pour l'industrie des métaux ne connaîtront que des contestations survenues entre patrons et ouvriers appartenant à cette industrie.

Cette juridiction remarquable par la simplicité de ses formes et de sa procédure, par son caractère éminemment conciliateur, par sa gratuité presque réelle, se présente comme un type précieux de sagesse et de modération, digne d'être appliqué partout où l'esprit public a une sollicitude sincère pour la paix féconde du travail, pour la justice de l'atelier, pour la sécurité et l'harmonie des intérêts jaloux mais non hostiles qui marquent tous les degrés de la hiérarchie dans chaque département actif de l'industrie.

Les conseils de prud'hommes ont d'autres attributions d'une

haute importance, telles que la police des ateliers, les règlements de compte entre manufacturiers et chefs d'atelier à leur service; la conservation de la propriété des dessins et des marques de fabriques, etc., etc. Mais le cadre restreint de ce travail ne nous permet pas d'aborder la partie administrative de ces fonctions dont la modestie se recommande par la plus généreuse et la plus bienfaisante influence.

TITRE PREMIER

DE LA JURIDICTION COMMERCIALE.

LOI ANGLAISE.

Il n'y a pas, en Angleterre, de juridiction commerciale. Les contestations relatives au commerce sont jugées comme toutes les autres et appartiennent à toutes les juridictions.

Il est donc impossible de fixer la spécialité et l'étendue des attributions de chaque Cour de justice, et c'est chose peu facile non pas seulement aux justiciables, mais aussi aux hommes de loi de savoir à quelle Cour ils doivent s'adresser pour obtenir sur une question litigieuse une décision judiciaire.

D'autre part les frais judiciaires sont devant toute juridiction excessivement élevés; mais il est telle Cour où ils

atteignent, dans les conditions les plus normales, un chiffre si exorbitant, que le citoyen qui est livré à cette juridiction devient la proie des plus insatiables et des plus monstrueux états de frais qu'aient jamais commis les plus normands procureurs.

Cette incertitude des juridictions, ces ruineuses procédures, cette justice parfois si lente (témoin la Cour de chancellerie qui a plus de cinq mille affaires en retard, et qui fait diligence quand elle prononce au bout de dix ans la victoire en même temps que la ruine d'un plaideur *heureux*), sont des plaies vives sous lesquelles gémit la nation, et qui éloigneront de l'Angleterre les bénéfices de tous les traités de commerce, quand les étrangers seront initiés par l'expérience aux avantages de la justice britannique.

Et pourtant, ce ne sont pas les talents, les caractères, les consciencieuses activités qui manquent à la magistrature anglaise, l'une des plus honorables, des plus indépendantes, des plus laborieuses qui soient au monde. Mais les institutions judiciaires appartiennent au passé ; elles sont insuffisantes aux besoins du temps, et ont surtout le malheur de n'être utiles qu'aux hommes d'affaires.

Clarté, classification, simplicité, sobriété de formes, modération des frais de justice, rapidité, voilà ce qui manque à la justice anglaise, et ce qu'elle doit conquérir pour répondre dignement et utilement aux besoins du commerce et à sa haute destination.

Il ne saurait entrer dans le cadre restreint de ce livre de donner un exposé complet de toutes les juridictions auxquelles peuvent être déferées des contestations commerciales : il faudrait faire, ce qui ne serait pas un mince travail, la monographie de chaque Cour, sauf les Cours criminelles.

Nous indiquerons seulement d'une manière sommaire les Cours qui peuvent être saisies des questions qui sont, chez nous, de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce.

En première ligne, se présentent ce qu'on appelle les *county*

Courts, correspondant à nos tribunaux civils d'arrondissement, et qui sont au nombre de quatre cent quatre-vingt-onze pour l'Angleterre. Londres seul possède dix de ces tribunaux dont l'institution, due à lord Brougham, a rendu au pays les plus grands services, et mérité à son éminent promoteur la plus légitime gratitude de ses concitoyens.

Les *county Courts*, composées d'un seul juge dont les appointements sont de 1,200 liv. sterl. (30,000 fr.), connaissent de toutes contestations civiles ou commerciales dont le chiffre n'excède pas 50 liv. sterl. (1,250 fr.).

La procédure est rapide et sommaire devant ce magistrat, qui peut convoquer le jury, soit d'office, soit sur la demande des parties, pour décider un point de fait qui servira de base à la sentence du magistrat.

Les jugements des *county Courts* sont déférés, en appel, à l'une des trois Cours supérieures du royaume, qui connaissent, en première instance, des différends dont l'objet a une valeur excédant 50 liv. sterl.

Ces trois Cours supérieures sont : la Cour du banc de la Reine (*Court of Queen's bench*), la Cour des plaids communs (*Court of common pleas*) ; la Cour d'Échiquier (*Court of Exchequer*).

En premier ressort, chacune de ces Cours se compose d'un seul magistrat assisté de douze jurés ; en appel, elle est composée de quatre magistrats, y compris le juge de première instance.

Des arrêts de chacune de ces Cours on peut appeler en second degré à la *Chambre d'Échiquier* (*Exchequer Chamber*).

Cette seconde Cour d'appel se compose de juges de deux des Cours supérieures pour réviser la décision émanée de l'autre Cour. Par exemple, elle réunira tel nombre de juges de la Cour des *common pleas* et de la Cour de *Queen's Bench* pour connaître de l'appel ayant pour objet un arrêt de la *Court of Exchequer*.

Enfin les arrêts de l'*Exchequer Chamber* peuvent être défé-

rés à la Chambre des lords, qui juge souverainement et en dernier ressort.

Les arrêts émanés des Cours des colonies sont susceptibles d'être portés devant le comité judiciaire du Conseil privé de Sa Majesté, qui décide directement et souverainement, sans renvoyer l'affaire devant aucune juridiction, si ce n'est comme supplément d'enquête.

Outre ces Cours, il y a encore la *Cour d'équité*, qui juge sur toutes les affaires civiles et commerciales dans lesquelles les parties ne peuvent invoquer le droit commun, ni plaider, par conséquent, devant une des trois Cours supérieures.

Cette *Cour d'équité*, qui juge selon sa conscience et ses appréciations, en dehors de toute loi, n'est autre chose que la Cour de chancellerie elle-même, qui, dans ses attributions, a cette juridiction si spéciale et si exceptionnelle.

La Cour de chancellerie connaissait aussi, comme Cour d'appel, des décisions émanées des *Courts of bankruptcy*, mais cette juridiction a été enlevée à son insuffisance déjà si désastreuse pour les nombreuses contestations indéfiniment ajournées dans l'encombrement excessif de son greffe.

Les arrêts de la Cour de chancellerie peuvent être déférés à la Chambre des lords.

Enfin, il y a pour les faillis une juridiction spéciale qui rappelle, comme une analogie très-éloignée, notre institution des tribunaux de commerce, et qui, malgré ses vices, a rendu au commerce des services signalés, et frayé la voie aux réformes de l'organisation judiciaire.

Aujourd'hui, les épaves de la faillite sont moins exposées à la piraterie ; et si elles sont encore assez bien dévorées par le parasitisme des procédures et le luxe des fonctionnaires qui partagent l'huître aux créanciers, du moins on y voit plus clair, et l'on peut espérer de dégager la situation avec assez de succès pour qu'une faillite ne soit plus réellement qu'une liquidation rapide et gratuite.

DE LA COUR DES FAILLITES (OF THE COURT OF BANKRUPTCY).

La Cour des faillites ne date que de l'acte de parlement du 1^{er} août 1849. La Cour principale à son siège à Londres.

Un certain nombre de comtés ont leur *Court of bankruptcy*, composée d'un seul juge, comme celle de Londres, et ce juge est appelé *commissioner* (commissaire). Le souverain peut augmenter, selon les besoins, le nombre des *county Courts of bankruptcy*.

D'après ses attributions de surveillance et de contrôle sur les affaires de la faillite et sur l'administration des *assignees*, les pouvoirs du *commissioner* ressemblent assez à ceux du juge-commissaire nommé par le Tribunal de Commerce dans toute faillite; mais il a, de plus, la pleine juridiction de notre Tribunal de Commerce, et même de nos tribunaux correctionnels, pour la répression de certains délits en matière de banqueroute.

Les *commissioners* sont choisis parmi les membres distingués du barreau qui ont exercé au moins sept années.

Ils sont nommés par la couronne, en vertu d'une commission (*commission*) sous le grand sceau. En cas d'empêchement, ils se suppléent les uns les autres.

La *Court of bankruptcy* juge en droit et en équité (*at law and equity*); ses décisions sont sujettes à appel dans les délais prévus et limités par la loi.

Les appels sont portés à la Cour des *seigneurs juges* (*lords justices*), substitués à la juridiction trop lente et trop encombrée des vice-chanciers, et du chancelier; enfin, dans les cas spécifiés par la loi, la Chambre des lords peut être saisie de la décision finale des différends jugés en appel par les *lords justices*.

Toutes les *Courts of bankruptcy* s'assistent mutuellement, par le moyen de commissions rogatoires, pour la vérification

des créances et les enquêtes jugées nécessaires : cette procédure est toujours rédigée par écrit.

Tous les actes de procédure émanés de ces Cours sont marqués du sceau officiel, aussi bien que les copies qui en sont délivrées.

A chaque *Court of bankruptcy* sont attachés des officiers spéciaux : un greffier (*registrar*), un comptable (*accountant*), un taxateur des frais, honoraires, etc. (*master*), un syndic officiel (*official assignee*).

Enfin les *warrants*, ou ordonnances de la Cour, sont mis à exécution par un fonctionnaire qui a le nom de *messenger* (messenger). Ce nom lui vient sans doute de cette partie de ses attributions qui a pour objet la notification des actes de la Cour.

Nous avons vu dans l'analyse qui précède comment agissent ces divers fonctionnaires ; inutile donc de revenir sur ces détails. Ajoutons seulement que tous ont des honoraires fort élevés et que ces honoraires sont pris sur un fonds intitulé *chief registrar's account*, alimenté en partie par l'actif des faillites.

Ainsi, l'art. 54 de l'acte du 1^{er} août 1849 dispose que l'*official assignee* de toute faillite, et l'*official assignee* désigné par la Cour sur toute demande en arrangement entre un débiteur et ses créanciers, à la suite de laquelle l'*official assignee* sera investi de la propriété du débiteur, payera au crédit du *chief registrar's account* une somme qui ne sera pas moindre d'un huitième de la livre sterling (25 fr.), ni supérieure à 5 pour cent du produit brut des biens du failli ou du débiteur. Le chiffre de ce prélèvement peut être amoindri ou augmenté par le *commissioner*, selon les circonstances.

Toute pièce produite, sauf quelques exceptions énumérées dans l'art. 138, doit être timbrée, et les revenus assurés par ces mesures de fiscalité sont relativement très-considérables.

En somme, la procédure des *Courts of bankruptcy* est un progrès marqué sur la procédure ordinaire ; et si elle est en-

tourée encore de beaucoup de frais qu'une sollicitude sérieuse pour les intérêts du failli et de ses créanciers fera certainement réduire dans une forte et légitime proportion, il n'en faut pas moins reconnaître l'excellence relative de cette institution.

En Angleterre, comme en France, les parties peuvent remettre à des arbitres le jugement de leurs différends.

Mais l'acceptation de cette juridiction volontaire ne peut être opposée en justice à celle des parties qui refuse de s'y soumettre.

Un seul moyen peut l'y contraindre, c'est qu'il ait été stipulé dans le compromis une indemnité payable par celui qui refuserait d'exécuter la sentence arbitrale.

Dans ce cas, la Cour qui recevrait l'instance du plaideur réfractaire à la décision des arbitres, l'obligerait en même temps à payer le montant de l'indemnité par lui consentie comme sanction pénale de l'inviolabilité de la convention.

D'ailleurs, rien ne règle dans la loi anglaise cette juridiction privée et non officielle des arbitres. La justice du souverain ne reconnaît et n'exécute que ses propres actes : en dehors de ses décisions, elle ne reconnaît pas de jugements, comme en dehors de son sein elle ne reconnaît pas de juges.

DES PRUD'HOMMES.

Pas de *prud'hommes* en Angleterre. Nos voisins, qui ont su étendre si largement et si utilement la précieuse et souveraine intervention du jury en toutes matières, n'ont pas su s'élever encore à cette forme supérieure de la justice des prud'hommes.

Nous appelons *supérieure* cette forme de la justice, parce qu'elle a une destination des plus universelles, parce qu'elle est un agent de conscience plus intime qu'aucun autre ; parce

qu'elle fait la paix et l'ordre dans les rapports supérieurs du travail, et conserve, par la confiance dont elle jouit, la plus inaltérable harmonie dans la famille générale, dans la hiérarchie nécessaire des travailleurs.

L'ouvrier, devant ce Tribunal, obtient justice sans payor. Le patron est sûr d'y trouver protection contre les mauvais instincts qui peuvent troubler la notion du juste dans l'esprit de l'ouvrier ; et nul, dans tous les cas, ne peut se plaindre ni de la conciliante administration de cette justice, ni de la sobriété, ni de la gratuité de ses formes.

En Angleterre, l'ouvrier n'a devant lui que la justice ordinaire, accessible à tous ceux qui ont le moyen de l'invoquer. Pour le pauvre, que son salaire du jour assure à peine contre les besoins du lendemain, c'est un privilège auquel il ne peut prétendre.

Cependant, des efforts ont été tentés dans cette voie de justice populaire, et il faut en espérer le succès dans un prochain avenir.

Dès Guillaume IV on avait reconnu la nécessité de soumettre à la juridiction d'arbitres les différends entre maîtres et domestiques ou ouvriers. — Chaque partie nommait un arbitre et la justice, sur la demande d'une des parties, en désignait quatre au moins et six au plus pour agir avec ceux du choix des parties. — Mais que de frais encore pour juger des différends dont l'intérêt, ordinairement minime, a droit à d'autant plus de ménagements et ne doit pas sans cruauté être dévoré par les dépenses même les plus modestes !

Les ouvriers anglais ont l'heureux privilège de la liberté dans la discussion de leurs rapports, de leurs intérêts avec leurs patrons ; et souvent, dans leurs grèves, ils ont su faire triompher les exigences légitimes qu'un malentendu souvent, une résistance injuste quelquefois, avaient repoussées.

Chez eux, le travail est une administration, un gouvernement ; il manque à ce gouvernement une justice spéciale qui rendrait impossible le retour désastreux des grèves, et cette

justice, dont les magistrats sont tout prêts, dont le Code est la coutume de l'industrie et de l'atelier expliquée et appliquée par l'impartialité de la conscience et par le grand intérêt commun de la production ; cette justice, qui n'a pas besoin de fonctionnaires salariés, et que la science des lois intéresse moins que les inspirations de l'équité ; cette justice est sous la main des ouvriers et des patrons ; cette justice, c'est eux-mêmes. Ils n'ont qu'à en demander la sanction au Parlement ; et, quelque puissante que soit la résistance intéressée qu'on leur oppose, le succès ne saurait faillir à leur persévérance et à leur bonne volonté.

FIN



TABLE ANALYTIQUE

ET PARALLÈLEMENT EXPOSÉE

DES DEUX LÉGISLATIONS

LOI FRANÇAISE.

ABANDON (concordat par). (*Voy.*
Faillite.)

ACHATS ET VENTES. Comment on
les constate. — Principes généraux
du contrat de vente s'appliquent au
contrat en matière commerciale,
p. 176.

ACTES DE COMMERCE. Définition. —
Responsabilité. — Contrainte par
corps, p. 2 et 3.

AGENTS DE CHANGE. Leur institu-
tion. — Organisation corporative. —
Devoirs et attributions. — Respon-
sabilité; ne peuvent faire le com-
merce pour leur propre compte. —
Cumul des fonctions d'agent de
change et de courtier. — Différence
des deux mandats. — Faillite. —
Pénalité, p. 133 à 140.

LOI ANGLAISE.

ABANDONMENT. (*Voy.* Délaissement.)

PURCHASE AND SALE. Comment on
les prouve. — Principes généraux
de la vente. — Marché ouvert. —
Statut des fraudes. — Obligations
du vendeur et de l'acheteur. — *War-
ranty*. — Laisse pour compte. —
Nullités, p. 177 à 181.

TRADING ACTS. La loi anglaise ne
définit pas les actes de commerce,
elle les spécifie. — Responsabilité.
— Contrainte par corps, p. 10 à 12.

STOCK BROKERS. Leur institution. —
Corporation libre. — Assermentés.
— Nombre illimité. — Devoirs, at-
tributions, responsabilité; n'exercent
pas un monopole aussi absolu que
les agents de change. — Concur-
rence des agents ou courtiers mar-
rons, p. 143, 144.

618 TABLE ANALYTIQUE DES DEUX LÉGISLATIONS.

LOI FRANÇAISE.

ARBITRES. Juridiction privée reconnue par la loi. — Sentences exécutoires, p. 604.

ASSOCIATIONS EN PARTICIPATION. (Voy. Sociétés.)

ASSURANCES. Contrat d'assurance, sa forme, son objet. — Assureur, assuré, prime. — Énonciations nécessaires de la police. — Nullités. — Billet de prime. — Police à ordre ou au porteur, p. 363 à 367.

Objet licite du contrat. — Prime liée. — Caravane. — Marchandises d'entrée et de sortie. — Estimation des objets assurés. — Exception. — Réassurance. — Faillite de l'assureur ou de l'assuré ; obligation qui en résulte. — Des circonstances qui annulent le contrat, p. 367 à 379.

Obligations de l'assureur et de l'assuré. — Fortunes de mer, baraterie de patron. — Réduction de la prime ; sa répartition proportionnelle, s'il y a lieu. — Présomption de perte ou d'arrivée des choses assurées. — Exception. — Assurance sur bonnes ou mauvaises nouvelles. — Responsabilité, p. 369 à 380.

AVARIES. Déterminées par la loi ou par la convention des parties. — Communes ou particulières ; ce qui les distingue. — Qui les supporte. — Composition. — Base de la contribution. — Responsabilité du capitaine. — De la clause franc d'avarie, p. 403 à 412. (Voy. Assurances.)

LOI ANGLAISE.

ARBITRATORS. Juridiction non reconnue par la loi. — Moyen de rendre efficaces leurs sentences, p. 75, 613.

PARTNERSHIPS. (Voy. Société.)

INSURANCES. Contrat d'assurance ; son origine, sa forme, son objet. — *Insurer, underwriter, insured ou assured.* — Suppression du monopole. — Courtiers ou *brokers* d'assurance. — Leurs obligations. — Énonciations nécessaires de la police. — Nullités, p. 391 à 393.

Voyage réputé terminé. — *Good safety.* — Fortunes de mer, baraterie, 394, 395, 401, 402.

Memorandum, Warrantics. — Cas de résolution du contrat, p. 396 à 398.

Quelles choses peuvent être assurées ; quand et pour quel temps. — Misrepresentation, concealment. — Estimation. — Valued policy, open policy. — At and from. — Réassurance interdite. — Exception, p. 398 à 400.

Obligations de l'assureur et de l'assuré. — De quelles pertes répond l'assureur. — Responsabilité du capitaine. — Cas de nullité du contrat. — *Lost or not lost,* p. 401 à 403.

AVERAGES. Déterminées par la coutume, la loi, ou la convention des parties. — *General ou particular.* — Distinction. — Qui les supporte. — Pas de composition. — Base de la contribution. — Disposition contraire à la loi française. — Clause free of average, p. 412 à 415. (Voy. Assurances.)

TABLE ANALYTIQUE DES DEUX LÉGISLATIONS. 619

LOI FRANÇAISE.

BANQUEROUTE, simple frauduleuse.
(Voy. Faillite.)

BARATHEME. (Voy. Assurances.)

BATIMENT DE MER. (Voy. Navires.)

BILLET A ORDRE. Différence entre le billet à ordre et la lettre de change. — N'a pas absolument un caractère commercial. — Ce qu'il doit énoncer. — Billet à domicile; sa nature spéciale, p. 215 à 217.

BOTTOMRY. (Voy. Contrat à la grosse.)

BOURSES DE COMMERCE. Définition. — Institution. — Police. — Destination. — Quelles personnes en sont exclues, p. 132, 133.

BROKERS. (Voy. Courtiers.)

CAPITAINE. Forme l'équipage. — Ses devoirs, ses droits. — Papiers qu'il doit avoir à son bord. — Responsabilité. — Force majeure. — Peut emprunter sur le navire et sur le fret. — Rapports du capitaine avec les propriétaires, — et les

LOI ANGLAISE.

BANKRUPTCY. Crimes et délits contre la loi dite of bankruptcy. (Voy. Faillite.)

BARRATRY. (Voy. Assurances.)

SHIP. (Voy. Navires.)

PROMISSORY NOTE. Définition. — Deux espèces: *Inland and foreign*. — En quoi diffère du billet à ordre. — Ce qui distingue la *promissory note* de la *foreign-bill*, p. 251, 252.

BOTTOMRY. (Voy. Contrat à la grosse.)

EXCHANGE, STOCK EXCHANGE. Caractère éminemment universel. — Abstention du gouvernement. — Grands départements. — Bourses spéciales, 141, 142.

BROKERS. (Voy. Courtiers de commerce.)

MASTER. Peut former l'équipage. Ses attributions. — Papiers qu'il doit avoir: *manifest, official log-book*. — Responsabilité. — Force majeure ne garantit pas toujours le capitaine. — Son autorité plus grande que celle de notre capitaine.

620 TABLE ANALYTIQUE DES DEUX LÉGISLATIONS.

LOI FRANÇAISE.

tiers. — Il est le mandataire du propriétaire, p. 291 à 300.

CARRIER. (*Voy.* Commissionnaire de transport, voiturier.)

CHARTÉ-PARTIE. Ce qu'elle exprime. — Peut exister sans acte. — Loi supplée au silence des conventions. — Jours de *marée*, de *surmarée*. — Droits et obligations du chargeur. — Force majeure. — Blocus du port de destination. — Gage respectif du frêteur et du chargeur, p. 327 à 330.

CHÈQUE.

CHEMINS DE FER (Compagnies de.) (*Voy.* Commissionnaire de transport par terre, etc.)

COMMERÇANT. Ce qui constitue le commerçant. — Liberté du commerce. — Monopoles. — Des incapables. — Femme mariée ne peut faire le commerce sans le consentement de son mari. — Femme autorisée peut s'engager pour ce qui concerne son commerce. — Mineur autorisé, p. 1 à 9.

COMMISSAIRE DES CLASSES. Ses attributions, p. 313.

COMMISSIONNAIRE. Définition. — Ce

LOI ANGLAISE.

— *Agent* des propriétaires. — Soumis à la police du *Board of trade*, p. 301 à 309.

CARRIER. (*Voy.* Commissionnaire pour les transports par terre et par eau.)

CHARTER PARTY. Deux espèces. — N'est pas nécessairement rédigée par écrit. — Conventions. — En leur absence, les usages et habitudes du commerce règlent les rapports des parties. — Responsabilité du capitaine et des chargeurs. — Résolution du contrat. — Gage respectif des parties, p. 330 à 333.

CHECK. Définition. — Ne peut être protesté, p. 253 à 255.

RAILWAY (companies). — (*Voy.* *Common carriers*), p. 170 et suiv.

TRADER. Ce qui constitue le *trader* (commerçant). — Différence des deux législations. — Pas de monopoles. — Liberté absolue. — Incapables. — Étrangers. — *Feme sole*. — Incapacité absolue de la femme mariée. — Exception dans la cité de Londres. — Femmes séparées de biens ou protégées par justice, p. 9 à 15.

SHIPPING MASTER. Attributions plus larges, p. 310 à 323.

COMMISSION AGENT. Définition des

TABLE ANALYTIQUE DES DEUX LEGISLATIONS. 621

LOI FRANÇAISE.

qui le distingue du courtier. — Caractères généraux du contrat de commission. — Droits et devoirs réciproques du commissionnaire et du commettant. — Rémunération. — Ducroire. — Révocation, abdication du mandat. — Privilège du commissionnaire sur les marchandises du commettant, p. 147 à 156.

Commissionnaire pour les transports par terre et par eau. Obligations. — Responsabilité. — Garant des avaries et pertes. — La loi ne limite pas la responsabilité. — Lettre de voiture; peut être suppléée; transmissible par endossement. — Compagnies de chemins de fer, p. 156 à 161.

CONCORDAT. (Voy. Faillite.)

• CONNAISSEMENT. Ce qu'il exprime. — Limite de la responsabilité du capitaine. — Transmissible par endossement. — Connaissance irrégulier ne fait pas foi en justice. — Nombre légal des originaux. — Droits et devoirs respectifs du capitaine, du commissionnaire, du consignataire, p. 334 à 336.

CONSEILS MARITIMES.

CONTRAINTE PAR CORPS. Atteint toutes les dettes commerciales, p. 3. — Dettes civiles du capitaine et de l'équipage, p. 294.

LOI ANGLAISE.

termes *principal* et *agent*. — Comment s'établit le mandat entre les parties. — L'*agent* doit être capable. — Responsabilité. — Rémunération, *detcredere*. — Droits et devoirs réciproques du *principal* et de l'*agent*. — S'engage seul s'il n'annonce pas son mandat. — Privilège absolu de l'*agent* sur les marchandises du *principal*. — Particularité de la loi anglaise, p. 162 à 169.

Common carriers by land. Ce qu'on entend par ces termes. — Obligation, responsabilité des *common carriers*. — Mesure légale de cette responsabilité. — La loi ne distingue pas le simple voiturier du commissionnaire. — Compagnies de chemins de fer considérées comme *common carriers*, p. 170 à 175.

Traités analogues. (Voy. Faillite.)

BILL OF LADING. Ce qu'il exprime. — Rien d'essentiel dans son énonciation. — Transmissible par endossement. — Effets du connaissance aux mains du porteur. — Plusieurs exemplaires, p. 337, 338.

LOCAL MARINE BOARDS, p. 301.

• ARREST FOR DEBTS. Plus rigoureuse en Angleterre qu'en France, p. 11, 12.

622 TABLE ANALYTIQUE DES DEUX LÉGISLATIONS.

LOI FRANÇAISE.

CONTRAT A LA GROSSE. Caractères essentiels du contrat. — Forme, énonciation, enregistrement, privilège. — Transmissible par endossement. — Objet du contrat. — Facultés, corps du navire. — Cas de nullité du contrat. — Capitaine, propriétaire. — Préférence des derniers emprunts sur les premiers, p. 352 à 356.

Responsabilité du prêteur; cas où elle cesse. — Temps des risques. — Présomption de perte. — Contribution du prêteur aux avaries. — Concours entre le prêteur et l'assureur, p. 356 à 358.

CONTRIBUTEUR.

COURTIERS. Institution. — Organisation corporative. — Mandat spécial. — Quand peuvent-ils cumuler d'autres fonctions. — Différentes catégories de courtiers. — Attributions particulières à chacune d'elles. — Ne peuvent avoir de délégués. — Livres. — Ne peuvent opérer pour leur compte. — Faillite. — Pénalité, p. 133 à 140.

DÉCLARATION de faillite. (Voy. Faillite.)

DÉLAISSEMENT. Définition. — Cas, conditions, délais dans lesquels il

LOI ANGLAISE.

BOTTOMRY, RESPONDENTIA. Caractères particuliers de ces deux formes de contrat à la grosse. — Pas de forme légale. — Différence capitale avec la loi française. — Transmissible par endossement. — Qui peut emprunter à la grosse? — Propriétaire, capitaliste. — Préférence des derniers emprunts. — Temps et lieux des risques. — Pas de proportionnalité exigée entre la somme prêtée et la valeur de l'objet sur lequel on emprunte, p. 359 à 362.

CONTRIBUTORY. (Voy. Société, p. 99.)

BROKERS Leur nomination. — Organisation corporative. — Assermentés. — Usurpation de leurs fonctions, pénalité. — Livre obligatoire; produit à toute réquisition légale. — Attributions et obligations. — Différentes catégories. — Ne peuvent opérer pour leur compte. — Rapports réglés particulièrement par les conventions. — Abstention de la loi, p. 144 à 146.

ADJUDICATION of bankruptcy. (Voy. Faillite.)

ABANDONMENT. Définition. — Dans quels cas, conditions, délais s'il y a

TABLE ANALYTIQUE DES DEUX LÉGISLATIONS. 623

LOI FRANÇAISE.

peut être fait. — Présomption légale. — Droits et obligations de l'assureur et de l'assuré. — Justification des pertes. — Contestation. — Payement, p. 381 à 387.

Effets du délaissement. — Arrêt d'un navire par une puissance. — Innavigabilité. — Composition, p. 387 à 390. — (*Voy. Assurances.*)

DIMANCHE.

DU CROIRE. (*Voy. Commissionnaires.*)

ENDOSSEMENT. (*Voy. Lettre de change, Billet à ordre, Connaissance.*)

ENGAGEMENT et loyers des matelots et gens de l'équipage. Quatre espèces d'engagements. — Droits et devoirs des gens de l'équipage. — Leurs salaires. — Prolongation de voyage. — Naufrage. — Indemnité. — Blessures, mort, captivité, rachat, rançon des gens de l'équipage. — Congé. — Indemnité. — Privilège des loyers, p. 312 à 319.

LOI ANGLAISE.

lien. — Pertes totales ou partielles. — Distinction, p. 403, 404.

Effets de l'abandonnement. — L'assureur saisi absolument de la chose délaissée. — Obligations de l'assureur et de l'assuré. — Particularités relatives au règlement des pertes partielles. — Procédure de liquidation, p. 403 à 407. (*Voy. Assurances.*)

SUNDAY. Nullité de tout contrat consenti ce jour-là, p. 181.

DEL CREDERE. (*Voy. Commissionnaires.*)

ENDORSEMENT. (*Voy. Lettre de change, Billet à ordre, Connaissance.*)

ENGAGEMENT and wages of mariners. Une seule espèce d'engagement. — Limitation du droit d'engagement. — Licence. — Formalités légales du contrat. — *Shipping master*. — Obligations du marin engagé. — Incapacité de travail. — Embargo. — Congé. — Certificat. — Salaires. — Comment on perd le droit aux salaires. — Jurisdiction. — Police. — Privilège des gages. — Ils sont insaisissables, p. 319 à 326.

624 TABLE ANALYTIQUE DES DEUX LÉGISLATIONS.

LOI FRANÇAISE.

FAILLITES. Ce qui constitue l'état de faillite. — Fait simple de la cessation de paiement, p. 429, 430.

• *Déclaration de faillite et ses effets.* Où doit être déclarée la faillite. — Sociétés. — Déclaration d'office. — Dépôt nécessaire de son bilan par le failli. — Époque de la cessation de paiement. — Publicité du jugement déclaratif. — Effets de ce jugement, p. 434 à 438.

Nomination du juge-commissaire. Ses attributions, p. 433, 439.

Apposition des scellés et premières dispositions à l'égard de la personne du failli. Intervention du ministère public. — Emprisonnement facultatif du failli. — Avance des frais par le Trésor, s'il y a insuffisance de l'actif, p. 439 à 442.

De la nomination et du remplacement des syndics provisoires. Le Tribunal de commerce nomme et révoque les syndics provisoires et les syndics définitifs. — Attributions déterminées des syndics. — Ils ne

LOI ANGLAISE.

BANKRUPTCIES. Ce qui constitue l'état de faillite. — Conditions complexes : *acts of bankruptcy, trading*, p. 493 à 495.

Adjudication of bankruptcy and its consequences. Procédure spéciale. — Où est déclarée la faillite. — Pas de déclaration d'office. — Poursuite du débiteur ou de ses créanciers. — Formalités. — *Petition.* — *Docket-Book.* — Frais à la charge des poursuivants. — Enquête préalable à la déclaration. — Publicité du jugement. — *Surrender* du failli. — A quelle époque remonte la faillite. — *Official assignee*, p. 500 à 509. — Pas de dépôt préalable du bilan, p. 515.

Court of bankruptcy and its officers. Cette Cour est investie des attributions du juge-commissaire. — Officiers auxiliaires de la Cour, p. 508 à 510.

Consequences of bankruptcy to bankrupt himself. — Procédure conservatoire. — Recherche et séquestre des biens du failli. — *Messenger*, officier exécutif de la Cour. — N'agit que sur un *warrant*. — Enquête de la Cour. — Libération onéreuse des débiteurs du failli. — Incarcération du failli et parfois de sa femme. — *Protection* de la Cour, élargissement du failli. — Son interrogatoire et celui de sa femme par la Cour. — Refus. — Pénalité. — *Excepted articles*, p. 511 à 519.

Official assignee, chosen assignees. Nomination par la Cour du premier. — Ses attributions, p. 504 à 519. — *Chosen assignees* nommés par les créanciers, et agréés par la Cour. — Leurs attributions. — Contestation

TABLE ANALYTIQUE DES DEUX LÉGISLATIONS. 625

LOI FRANÇAISE.

peuvent agir que collectivement. — Solidarité. — Réserves, p. 442 à 444.

Fonctions des syndics. Actes conservatoires. — Continuation du commerce du failli. — Vente du mobilier. — Recouvrements. — Mise en liberté du failli. — Sauf-conduit. — Secours alimentaires. — Clôture des livres du failli. — Bilan dressé par les syndics, s'il ne l'a pas été par le failli. — Interrogatoire du failli et de ses employés par le Juge-commissaire. — Procédure en cas de décès du failli, p. 445 à 448.

Levée des scellés et inventaire. — Vente des marchandises et meubles. — Recouvrements. — Actes conservatoires, p. 449 à 452.

Vérification des créances. Délais pour la présentation des titres. — Procédure devant les syndics. — Affirmation des créances. — Contestations; — Jugées par le Tribunal, p. 453 à 458.

Concordat. — *Convocation et assemblée des créanciers.* Délibération du concordat. — Intervention nécessaire du failli. — Signature du concordat séance tenante. — Seconde et dernière délibération. — Oppositions au concordat. — Homologation par le Tribunal, p. 459 à 464.

Effets du concordat. Créanciers hypothécaires, créanciers chirographaires. — Actions en nullité non recevables après l'homologation du

LOI ANGLAISE.

possible de leurs pouvoirs. — Nomination du *solicitor*, avoué de la faillite, p. 520 à 522.

Office, rights and duties of assignees. Mandat exclusivement administratif. — Enquête sur la validité de la déclaration de la faillite. — Actes conservatoires. — Vente. — Intervention du failli. — Garantie des acquéreurs. — Maintien du failli à la tête de ses affaires, sous la surveillance des *assignees*. — Son salaire. — *Assignees* ne s'occupent pas du bilan; — plaident, transigent, COMPROMETTENT, p. 522 à 527.

Actes conservatoires correspondant à la levée des scellés et à l'inventaire. — Ventes, recouvrements, p. 524 à 527.

Proof of debts. La Cour seule vérifie les créances. — Procédure. — Délais. — Contestations. — Bénéfice du *claim*. — Caution du failli. — Dette *provable*. — Exclusion. — Dettes privilégiées, p. 529 à 531.

Pas de concordat. — Traités analogues entre le failli et ses créanciers. — Trois espèces: — 1° *Composition*. — Forme, procédure: — 2° *Arrangement under control of the Court*. — Forme, procédure. — *official assignee*; ses attributions. — Comment la Cour exerce son contrôle. — 3° *Arrangement by deed or memorandum*. — Forme, procédure, p. 531 à 537.

Consequences of composition, of arrangement under control of the Court, and of arrangement by deed or memorandum. Procédure particu-

626 TABLE ANALYTIQUE DES DEUX LÉGISLATIONS.

LOI FRANÇAISE.

concordat. — Exception. — Cessation des fonctions des syndics, p. 465 à 466.

Annulation ou résolution du concordat. En quels cas elle a lieu. — Inexécution des engagements du failli. — Banqueroute frauduleuse. — Reprise de la faillite. — Procédure, p. 466 à 469.

Clôture en cas d'insuffisance de l'actif. Jugement. — Ses effets. — Peut être rapporté, p. 469.

Union des créanciers. Ses effets en ce qui concerne le failli. — Secours. — Liquidation. — Dernière assemblée des créanciers. — Compte des syndics. — Excusabilité du failli; ses effets. — Indignité. — Dissolution de l'union, p. 470 à 474.

Concordat par abandon, p. 474 à 475.

Différentes espèces de créanciers; leurs droits en cas de faillite.

COOBLIGÉS ET CAUTIONS, p. 476 à 477.

Créanciers nantis de gages et créanciers privilégiés sur les biens meubles. Faculté laissée aux syndics de retirer les gages. — Commis. — Ouvriers. — Suspension du privilège du vendeur. — Payement, p. 477, 478.

Droits des créanciers hypothécaires et privilégiés sur les immeubles. — Procédure. — Payement, p. 479 à 480.

Droits des femmes. Communauté.

LOI ANGLAISE.

lière à chacune de ces formes de traité, p. 538 à 539.

Rescinding or annulling arrangements. Cas qui déterminent la résolution ou l'annulation de chacune de ces trois formes de traités, p. 540 à 541.

Rien d'analogue dans le droit anglais. — Obligation du créancier poursuivant. — Avance des frais, p. 541, à 542.

État normal des créanciers sous la loi anglaise. — *Last examination* du failli. — Secours. — *Certificate of conformity.* — Indignité. — Ajournement ou refus absolu du certificat. — Trois classes de certificats. — Allocations (*allowances*), proportionnelles à la classe des certificats. — Surplus, p. 542 à 550.

Rien d'analogue dans la loi anglaise.

Different classes of creditors, and their rights in case of bankruptcy *Persons jointly bound with bankrupt and sureties*, 550 à 551.

Creditors holding securities and favoured. A quelle condition peuvent-ils prouver leurs créances. — Pas de privilège sur les biens meubles. — Pas de revendication au profit du vendeur, p. 551 à 552.

Securities, liens, mortgages, pledges. Droit spécial, et sans analogie avec le nôtre. — Procédure. — Payement, p. 551 à 554.

Rights of the wives. Situation ex-

TABLE ANALYTIQUE DES DEUX LÉGISLATIONS. 627

LOI FRANÇAISE.

— Régime exclusif de la communauté.
— Reprises. — Faillite dans l'année du mariage. — Rigueur de la loi contre la femme mariée, p. 480 à 483.

Répartition entre les créanciers et liquidation du mobilier. Procédure.
— Réserve — Aliénation à forfait des créances à recouvrer, p. 484 à 486.

Vente des immeubles du failli. Les créanciers hypothécaires peuvent poursuivre sans délai. — Compétence. — Surenchère spéciale, p. 486, 487.

Revendication. Quelles choses peuvent être revendiquées contre la faillite, et dans quelles circonstances. — Droit de rétention, p. 487 à 490.

Voies de recours contre les jugements rendus en matière de faillite. Délais spéciaux d'opposition et d'appel. — Jugements qui ne sont susceptibles ni d'opposition, ni d'appel, p. 490 à 492.

BANQUEROUTES. Définition. — Deux espèces de banqueroutes, p. 563.

Banqueroute simple. Caractère du délit. — Pénalité. — Poursuites du ministère public, des syndics ; frais, p. 563 à 565.

Banqueroute frauduleuse. Caractères du crime. — Pénalité. — Poursuites. — Parties civiles, p. 566.

LOI ANGLAISE.

ceptionnelle de la femme mariée en Angleterre. — Pas de droit de reprise. — Séparation. — Fidélicommis (*trust*), p. 554 à 555.

The dividends. Procédure spéciale.
— Réserve. — *Final dividend.* — *Unclaimed dividends.* — *Surplus*, p. 554 à 559.

Sale of real property. Procédure spéciale, selon qu'il y a ou qu'il n'y a pas d'hypothèques (*mortgages*), p. 559.

Claiming. Quelles choses peuvent être revendiquées contre la faillite. — *Factor.* — *Trust.* — Statut des fraudes. — Droit de résomption, p. 560, 561.

Primary and appellate jurisdiction. Toutes les décisions de la Cour des faillites sujettes à appel. — Délai. — Juridictions d'appel. — Deux degrés. — *Lords justices.* — Chambre des lords, p. 561, 562.

OFFENCES AGAINST THE LAW OF BANKRUPTCY. Pas de classification. — Néanmoins, pénalité proportionnée, p. 511.

MISDEMEANORS. Délits qui correspondent à la banqueroute simple. — Peines. — Rapports des *assignees*, poursuites d'office par la Cour, p. 571 à 573.

Felonies. Crimes qui correspondent à la banqueroute frauduleuse. — Juridiction criminelle, p. 573 à 575.

628 TABLE ANALYTIQUE DES DEUX LÉGISLATIONS.

LOI FRANÇAISE.

Crimes et délits commis dans les faillites par d'autres que par les faillitis. Tiers. — Conjoint. — Descendants. — Ascendants. — Alliés au même degré. — Syndic. — Créancier. — Restitution à la masse, p. 567 à 569.

Administration des biens en cas de banqueroute. N'est pas modifiée. — Remise des pièces, livres et papiers du failli au ministère public, p. 569, 570.

RÉHABILITATION. Conditions. — Procédure. — Effets. — Peut avoir lieu après la mort, p. 580 à 583.

FEMME MARIÉE. Ne peut faire le commerce sans le consentement de son mari. — Autorisée, peut engager sa propriété directement pour les besoins de son commerce. — Biens dotaux, p. 4 à 9.

Femme mariée marchande publique ne peut faire partie d'une société commerciale sans le consentement de son mari, p. 7.

Vins de non-recevoir, en matière maritime, p. 426.

Ronds publics. (Voy. Agent de change.)

FRANC D'AVARIE. (Voy. Avaries.)

FRET, ou *nois*. — Définition. —

LOI ANGLAISE.

Dispositions correspondantes du droit anglais. — Tiers. — Témoins. — Femme du failli. — *Assignees*. — Créanciers. — Recel. — Officiers de la Cour. — Insertion non autorisée. — Directeur de prison, etc., p. 575 à 578.

Management of the estate, in case of bankrupt's conviction. Rien n'est modifié dans l'administration. — Nulle subordination des syndics au ministère public. — Procès-verbanx de la Cour, p. 578.

RÉHABILITATION. N'a pas de raison d'être dans le droit anglais. — Effets moraux des certificats, p. 583 à 585.

Feme covert. Incapacité absolue de faire le commerce, même du consentement de son mari. — Elle ne sera que son agent. — Séparation. — Protection. — Coutume de la Cité de Londres, p. 13 à 15.

Femme mariée reconnue *sole trader* peut faire partie d'une société commerciale, p. 14.

Dispositions correspondantes. — p. 427.

PUBLIC FUNDS. Vente et achat à terme prohibés. — Hausse et baisse; manœuvres pour les procurer punies par la loi, p. 144.

FREE OF AVERAGE. (Voy. Avaries.)

FREIGHT. Définition. — Comment

LOI FRANÇAISE.

Plusieurs espèces de fret. — Droits et devoirs du capitaine et du chargeur. — Capitaine, mandataire du chargeur. — Innavigabilité. — Avaries, perte, jet des marchandises. — Rachat, *billet de rançon*, p. 339 à 345.

Délivrance des marchandises. — Refus du destinataire. — Privilège du capitaine. — Faculté d'abandon des marchandises pour le fret, p. 345 à 347.

GAGES. Créanciers nantis de gages. (*Voy. Faillite.*) — En matière maritime. (*Voy. Fret, Connaissance.*)

HYPOTHÉCAIRES (créanciers). — Droits sur les immeubles du failli, p. 479, 480.

L. O. U.

JET ET CONTRIBUTION. Quand le jet est autorisé, et dans quel ordre. — Devoir du capitaine. — Estimation des marchandises. — Répartition. — Comment se règle la contribution, p. 416 à 421. (*Voy. Assurances.*)

JOINT STOCK COMPANY.

LOI ANGLAISE.

il est réglé quand il n'est pas convenu. — Droits et devoirs du capitaine et de l'affrèteur. — Interruption forcée du voyage. — Innavigabilité. — Transbordement. — Force majeure. — Jet des marchandises. — Perte, prise du navire. — Rachat et rançon prohibés. — Privilège du capitaine. — Consignation des marchandises. — Pas de faculté d'abandon, p. 347 à 351.

LIENS. En matière de faillite. (*Voy. Faillite.*) — En matière maritime. (*Voy. Fret, Connaissance.*)

MORTGAGEE CREDITORS. Droit spécial qui régit leurs droits, p. 552 à 554.

L. O. U. Effet de commerce négociable, p. 255.

JETTISON AND CONTRIBUTION. Définition. — Caractère. — Capitaine seul juge de l'opportunité du jet et de son exécution. — Estimation, répartition, contribution, p. 421, 422. (*Voy. Assurances.*)

JOINT STOCK COMPANY. (*Voy. Société.*)

630 TABLE ANALYTIQUE DES DEUX LÉGISLATIONS.

LOI FRANÇAISE.

JOURS de grâce. La loi n'en reconnaît pas. (*Voy.* Lettre de change.)

JOURS de starie, surstarie. (*Voy.* Charte-partie.)

JURIDICTION commerciale. Ses avantages. — Organisation des tribunaux de commerce. — Élection des magistrats. — Procédure directe. — Agréés. — Gardes du commerce, p. 591 à 595.

Compétence. — Cas où la loi autorise l'option de juridiction. — Premier degré. — Appel, p. 596 à 601.

Forme de procéder devant cette juridiction, p. 601 à 602.

Procédure devant les Cours impériales saisies des appels. — Délai d'appel. — Instruction sommaire, p. 602 à 604.

Juridiction des arbitres. (*Voy.* Arbitres.)

Juridiction des prud'hommes. (*Voy.* Prud'hommes.)

LETTRE DE CHANGE. Définition. — Forme. — Caractères essentiels, p. 182 à 188.

Provision. Ses différents modes. — Ses effets, p. 188 à 190.

Acceptation. N'est exigée par la loi qu'en un seul cas. — Protêt. — Caution. — Forme et effets de l'acceptation. — Ne peut être conditionnelle, p. 190 à 192.

Acceptation par intervention. Sa nature. — N'est possible que par un tiers. — Ses effets, p. 193, 194.

Echéance. Ses modes divers. —

LOI ANGLAISE.

JOURS de grâce. La loi accorde trois jours. (*Voy.* Lettre de change.)

La loi anglaise ne les connaît pas.

COMMERCIAL JURIDICTION. Pas de juridiction spéciale. — Partagée entre les diverses Cours. — Hiérarchie de juridiction. — Organisation spéciale, frais et lenteurs excessifs, p. 607 à 610.

Cour des faillites. — Organisation. — Compétence spéciale et étroite. — *Commissioners*. — Officiers de la Cour. — Caractère administratif et judiciaire de la Cour. — Appel aux Lords Justices, à la Chambre des Lords, p. 611 à 613.

Juridiction arbitrale. — Non reconnue.

Juridiction des prud'hommes. — Inconnue.

BILL OF EXCHANGE. Définition. — Deux espèces : à l'intérieur (*Inland bill*), à l'extérieur (*foreign bill*), p. 220, 221.

Inland bill. Sa forme, sa destination. — À ordre ou au porteur. — Particularités, p. 221 à 224.

Foreign bill. Sa forme usuelle. — Exemplaires. — Copies. — Timbre. — Irrégulière, n'est qu'un moyen de preuve. — Spécification de la valeur fournie non nécessaire. — Particularités, p. 224 à 228.

Provision, p. 229.

TABLE ANALYTIQUE DES DEUX LÉGISLATIONS. 631

LOI FRANÇAISE.

Usances. — Pas de délai de grâce, p. 194, 195.

Endossement. Caractères essentiels. — Effets. — Valable après l'échéance. — Quand il ne vaut que comme procuration. — Fausse signature. — Conséquences, p. 195 à 197, 201.

Solidarité des signataires. — Exception, p. 198.

Aval. Son caractère et ses effets, p. 199, 200.

Paiement. Son mode. — Ses effets. — N'est qu'une présomption de libération. — Règle quand il y a plusieurs exemplaires de la lettre de change. — Opposition au paiement. — Perte de la lettre de change. — Protestation. — Prescription de la caution. — A-compte, p. 200 à 204.

Paiement par intervention. Sa forme, ses effets, p. 204, 205.

Droits et devoirs du porteur. Doit exiger paiement. — Protêt. — Délai. — Protêt avant l'échéance. — Recours des endosseurs. — Sanction pénale, p. 205 à 210.

Protêts. Forme légale, p. 211 à 213.

Rechange. Comment il s'exécute. — Ses conditions légales, p. 213 à 215.

LETTRE DE VOITURE. (Voy. Commissionnaire de transport.)

LOTES DES MATELOTS. (Voy. Engagement.)

LOG-BOOK.

LIVRES DE COMMERCE. Quels livres le commerçant doit tenir. — Livres

LOI ANGLAISE.

Acceptance. Quand elle a lieu. — Absolue ou conditionnelle. — Délai. — Protêt. — Protêt faute de garantie. — *Notice of dishonour*. — Caution, p. 229 à 234.

Acceptance supra protest. Son caractère, ses effets, p. 235, 236.

Echéance (maturity). Usances. — Délais de grâce. — Délai raisonnable, p. 236, 237.

Indorsement. Deux modes de transmission de la lettre de change : *indorsement, delivery*. — Endossement *in blank, full*. — Sous-condition. — Double endossement. — Endossement précédant la naissance de la lettre de change, p. 237 à 241.

Solidarité, p. 241.

Aval, p. 242.

Payment. A qui et quand doit être fait. — Original perdu, p. 243, 244.

Payment supra protest. Ses effets, p. 245.

Droits et devoirs du porteur (Rights and duties of holder). Doit donner avis aux signataires du titre. — Il peut être convenu qu'il n'y aura pas de notification. — Deux causes légitimes de refus de payer, p. 245 à 247.

Protest, p. 249, 250.

Rechange, p. 250.

(Voy. CARRIERS).

WAGES OF MARINERS. (Voy. Engagement.)

LOG-BOOK, p. 303.

BOOKS. Ne sont pas exigés du commerçant. — Sanction pénale en

632 TABLE ANALYTIQUE DES DEUX LÉGISLATIONS.

LOI FRANÇAISE.

irréguliers. — Absence de livres. — Sanction pénale. — Bénéfice d'une comptabilité régulière, p. 16 à 19.

MATELOT. (*Voy. Engagement.*)

MINEUR. Incapable de tout acte de commerce. — Émancipé. — Effets de l'émancipation. — Peut devenir commerçant. — Limites de la responsabilité, p. 5 à 8.

MORTGAGE.

NAVIRES et autres bâtiments de mer. Leur nature. — Leur personnalité. — Peuvent appartenir en partie aux étrangers. — Mesure de leur importance. — Division de la propriété du navire. — Dettes privilégiées. — Corps, victuailles, armement. — Comment s'éteignent les privilèges, p. 259 à 263.

Saisie et vente des navires. Procédure. — Effets de la saisie. — Nullités, p. 273 à 275.

Vente des navires. — Criées, publications, enchères, nullités. — Distinction entre les navires au-dessus et au-dessous de 10 tonneaux. — Adjudication. — Oppositions. — Dé-

LOI ANGLAISE.

cas de faillite. — Ils ne constituent pas un élément de preuve privilégié, p. 22 à 25.

MARINERS, sailors. (*Voy. Engagement.*)

INFANT. Incapable de contracter et de faire le commerce. — La loi anglaise ne reconnaît ni émancipation, ni mineurs émancipés, p. 13.

MORTGAGE. Sur les immeubles. — Faillite, p. 553.

Sur les navires. — Enregistrement, p. 281.

SHIPS. Économie générale de la loi maritime. — Privilèges des navires britanniques. — Leur nature. — Leur personnalité particulièrement énergique. — Exclusion absolue des étrangers de la propriété des navires. — Division de cette propriété. — Pavillon national. — Usurpation. — Pénalité. — Enregistrement. — Mortgages p. 265 à 272.

SEIZURE AND SALE OF SHIPS. Saisie et vente des navires est de droit commun. — Particularités. — Effet de la vente à un étranger. — Procédure spéciale de la vente. — Certificat d'autorisation. — Enregistrement des mortgages et de l'acte de vente. — Capacité nécessaire pour

TABLE ANALYTIQUE DES DEUX LÉGISLATIONS. 633

LOI FRANÇAISE.

chéances. — Collocations. — Quel bâtiment ne peut être saisi, p. 276 à 279.

Propriétaires des navires. Leur responsabilité civile. — Peuvent congédier le capitaine sans indemnité. — Cas où le capitaine est copropriétaire. — Comment se détermine la majorité légale des copropriétaires dans leurs délibérations, p. 284 à 287.

Prescription des lettres de change et des billets à ordre, p. 218, 219.

Différence des principes sur lesquels repose la prescription en France et en Angleterre, p. 257.

En matière maritime, p. 423, 424.

PRINCIPAL AND AGENT.

PROPRIÉTÉ immobilière.

PROPRIÉTAIRES DE NAVIRES. (*Voy. Navires.*)

PRUD'HOMMES. Conseils de prud'hommes. — Juridiction. — Attributions. — Compétence, p. 604 à 607.

LOI ANGLAISE.

acquérir. — Sanction pénale, p. 280 à 283.

SHIP'S OWNERS. Caractère et étendue de leur responsabilité. — Comment la loi envisage la majorité des propriétaires et limite ses pouvoirs. — Choix d'un gérant, *ship's husband*. — Droit de la minorité. — Caractère spécial des rapports des copropriétaires entre eux, p. 287 à 289.

LIMITATION, des exchange bills et des promissory notes. — Règles spéciales. — Privilège des étrangers, p. 255, 256.

En matière maritime, p. 425.

PRINCIPAL AND AGENT. (*Voy. Commissionnaires.*)

N'est pas accessible aux étrangers, p. 15.

SHIP'S OWNERS. (*Voy. Navires.*)

Juridiction inconnue en Angleterre. — Considérations, p. 613 à 615.

634 TABLE ANALYTIQUE DES DEUX LÉGISLATIONS.

LOI FRANÇAISE.

RACHAT, RANÇON. Quand il y a lieu à rachat et à rançon, p. 317, 390.

RECHANGE. (Voy. Lettre de change.)

RÉHABILITATION. (Voy. Faillite.)

RESPONDENTIA.

REVENDEICATION. (Voy. Faillite.)

SAUVETAGE. Comment se fait la déduction des sommes qui en sont le prix, p. 357, 387.

SÉPARATION DE BIENS. Conséquences commerciales. — Publicité nécessaire du jugement qui la prononce. — Causes légales qui l'autorisent. — Opposition. — Contrat de mariage. — Quand la publicité en est requise, p. 127 à 129.

SYNDICS. Provisoires. — Définitifs. — Leurs attributions. (Voy. Faillite.)

SOCIÉTÉ. Du contrat de société. — Caractères essentiels du contrat de société commerciale. — Doit être rédigé par écrit. — Époques auxquelles commence et finit la société, si elles n'ont été convenues, p. 26 à 28.

Engagements des associés entre eux. Commencement, durée, dissolution de la société. — Apports des asso-

LOI ANGLAISE.

RANÇON. Le droit anglais ne reconnaît ni le rachat ni la rançon, p. 325.

RECHANGE. (Voy. Lettre de change.)

RÉHABILITATION. (Voy. Faillite.)

RESPONDENTIA. (Voy. Contrat à la grosse.)

CLAIM. (Voy. Faillite.)

SALVAGE. Règles qui le régissent. Indemnité. — Abus. — Fiscalité excessive, p. 422, 427, 428.

Régime spécial de la loi anglaise. — Elle ne reconnaît pas l'institution de la séparation de biens telle qu'elle existe en France. — Elle ne prescrit aucune publicité, p. 130, 131.

ASSIGNEES. *Official, chesem.* Leurs pouvoirs. (Voy. Faillite.)

PARTNERSHIPS. Principes généraux. — *Customs, précédents.* — Conditions essentielles au contrat. — Quelles personnes peuvent s'associer. — Comment un étranger à la société peut devenir responsable de ses actes. — *Nominal partner*, p. 69 à 70.

Engagements of partners between themselves. Devoirs des associés en-

LOI FRANÇAISE.

ciés, apport d'une industrie. — A qui incombe la perte de l'objet apporté dans la société. — Partage des bénéfices et des pertes. — Proportionnalité légale. — Clause léonine. — De l'administration de la société, p. 28 à 33.

Des engagements des associés à l'égard des tiers. Dans les sociétés commerciales seulement, les associés sont tenus solidairement des dettes de la société, p. 33 et 34.

Des différentes manières dont finit la société. Comment s'exécute la liquidation, si rien n'a été convenu à cet égard, p. 35 à 39.

SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF. Caractère commercial. — Ce qui la distingue des autres. — Formalités légales et essentielles. — Responsabilité illimitée de tous ses membres. — Raison et signature sociales. — Gérant; ses pouvoirs; sa révocation, p. 30 à 43.

Délibérations de la société; majorité engage la minorité. — Quand l'unanimité est exigée. — Le contrat doit être rédigé par écrit. — Publicité légale. — Continuation de la société. — Modification du contrat. — Dissolution prématurée. — Liquidation. — Prescriptions particulières des actions, p. 43 à 48.

Faillite. Responsabilités diverses. p. 471.

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE. Caractère distinctif de cette société. — Concours de deux éléments de responsabilité. — Associé commanditaire n'est pas nécessairement commerçant. — Gérant. — Ses pouvoirs, sa

LOI ANGLAISE.

vers la société et leurs droits réciproques. — La loi ne précise pas la valeur sociale de l'apport industriel. — Clause de non-participation aux pertes légitimes. — *Dormant partners* p. 71 à 75.

Engagements of partners towards the third persons. Qui peut engager la responsabilité sociale, dans quelle limite et pour quelle durée, p. 76 à 78.

Dispositions correspondantes. *Partnerships of will.* — Liquidation, p. 78 à 82.

PARTNERSHIPS NOT REGISTERED. Correspondant à notre société en nom collectif. — Caractères particuliers. — Raison sociale non exigée. — Ne constitue pas un être juridique. — Responsabilité solidaire des associés. — Droits et devoirs des associés entre eux et vis-à-vis de la société. — Nulle formalité légale, nul acte écrit, nulle publicité ne sont nécessaires à la constitution et à l'existence légitimes de la société. — Administrateur-gérant; sa révocation par un seul des associés. — *Articles of partnerships.* — Dissolution *at will.* — Liquidation, p. 82 à 86.

JOINT STOCK COMPANY. Caractère particulier. — Ce qui la distingue de notre société en commandite. — Garantie limitée ou illimitée. — Constitution, incorporation, enregistrement. — Ce que doivent contenir les

636 TABLE ANALYTIQUE DES DEUX LÉGISLATIONS.

LOI FRANÇAISE.

révocation. — Quand le commanditaire devient indéfiniment responsable, p. 48 à 51.

Division légale du capital social en actions ou coupons d'action. — Quand la société est réputée constituée. — Transmissibilité des titres. — Responsabilité du cédant. — Appréciation de l'apport industriel. — Conseil de surveillance. — Sa nomination, ses pouvoirs, sa responsabilité commerciale et pénale, p. 51 à 53.

Le contrat de société doit être rédigé par écrit. — Publicité légale. — Dissolution, liquidation de la société, p. 53 à 59.

Faillite, p. 431.

Résumé comparatif des deux législations en matière de société en commandite et de *joint stock company*, p. 124 et 125.

SOCIÉTÉ ANONYME. Son caractère particulier. — Institution. — Administration. — Associé n'est point par cela seul réputé commerçant. — Actions; leur transmission légale, p. 60 à 66.

SOCIÉTÉ OU ASSOCIATION EN PARTICIPATION. Elle n'est pas une société dans le sens légal du mot. — N'est assujettie à aucune formalité légale, p. 67 à 69.

SUBRÉGARGON, p. 206.

LOI ANGLAISE.

statuts. — Effet de l'enregistrement. — *Corporate body*, p. 86 à 90.

Registre des actionnaires. — Siège social. — Conversion des actions libérées. — Ses effets, p. 90 à 93.

Direction et administration p. 114 à 118.

Office enregistré, enseigne, sceau, timbre social. — Sanctions pénales, p. 93 et 94.

Assemblées générales de la société. — Réduction du nombre des actionnaires au-dessous de sept. — *Legal instruments*. — Examen des affaires de la société; comment on le provoque. — *Board of trade*; inspecteurs, p. 94 à 98 et 111 à 113.

Liquidation: volontaire ou forcée. — Procédure, p. 98 à 108.

Des actions. — Transfert. — Forfaiture. — Augmentation du capital, p. 108 à 113.

Faillite. — Procédure spéciale, p. 585 à 589.

TRADING CORPORATION. Son caractère particulier. — Institution. — Administration. — Circonstances qui autorisent sa dissolution, p. 122 à 126.

La loi anglaise ne connaît pas cette forme. — Toute association en participation ne peut être qu'une société ordinaire, *partnership*.

SHIP'S HUSBAND, p. 308 et 688.

TABLE ANALYTIQUE DES DEUX LÉGISLATIONS. 637

LOI FRANÇAISE.

UNION des créanciers. (*Voy. Faillite.*)

USANCE, p. 194.

VOITURIER. Ses obligations. — Sa responsabilité. — Lettre de voiture. — Privilège sur les marchandises transportées. — Avaries. — Pertes. — Actions. — Prescriptions, p. 159 à 161.

VENTE de navires. (*Voy. Navires.*)

WARRANT.

WARRANTIES.

LOI ANGLAISE.

Dispositions correspondantes. — (*Voy. Faillite.*)

USANCE. Demi-usance, p. 236, 237.

CARRIER. La loi anglaise ne fait pas de distinction entre le voiturier et le commissionnaire de transport. (*Voy. Commissionnaire de transport, Common-carrier.*)

SALE of ships. (*Voy. Navires. — Ships.*)

WARRANT. (*Voy. Faillite.*)

WARRANTIES. (*Voy. Assurances.*)

FIN DE LA TABLE



ERRATA

TEXTE FRANÇAIS.

- Page 422, 1^{re} ligne, au lieu de : *le propriétaire*, lisez : *le capitaine*.
Page 498, 14^e ligne, au lieu de : *faire signer*, lisez : *faire et de signer*.
Page 499, 32^e ligne, au lieu de : *nécessaire à*, lisez : *indispensable à* et rétablissez une virgule à la fin de la ligne.
Page 506, 29^e ligne, au lieu de : *courir*, lisez : *couvrir*.
Page 614, 31^e ligne, au lieu de : *souvent*, lisez : *fréquemment*.

TEXTE ANGLAIS.

- Page 124, 21^e ligne, au lieu de : *stok*, lisez : *stock*.
Page 235, 14^e ligne, au lieu de : *acceptatio*, lisez *acceptance*.
Page 236, 1^{re} et 4^e lignes, au lieu de : *deshonour*, lisez : *dishonour*.
Page 267, 21^e ligne, au lieu de : *ships husband*, lisez : *ship's husband*.
Page 301, 7^e ligne, au lieu de : *foreign-goin*, lisez : *foreign-going*.
Page 504 et suivantes, au lieu de : *assignes*, lisez : *assignees*.
Page 508, 28^e ligne, au lieu de : *ovriciens*, lisez : *ovricans*.
Page 530, 2^e ligne, au lieu de *annuitates*, lisez : *annuities*.
Page 533, 5^e alinéa, 1^{re} ligne, au lieu de : *reditor*, lisez : *creditor*.
-





575652



